



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

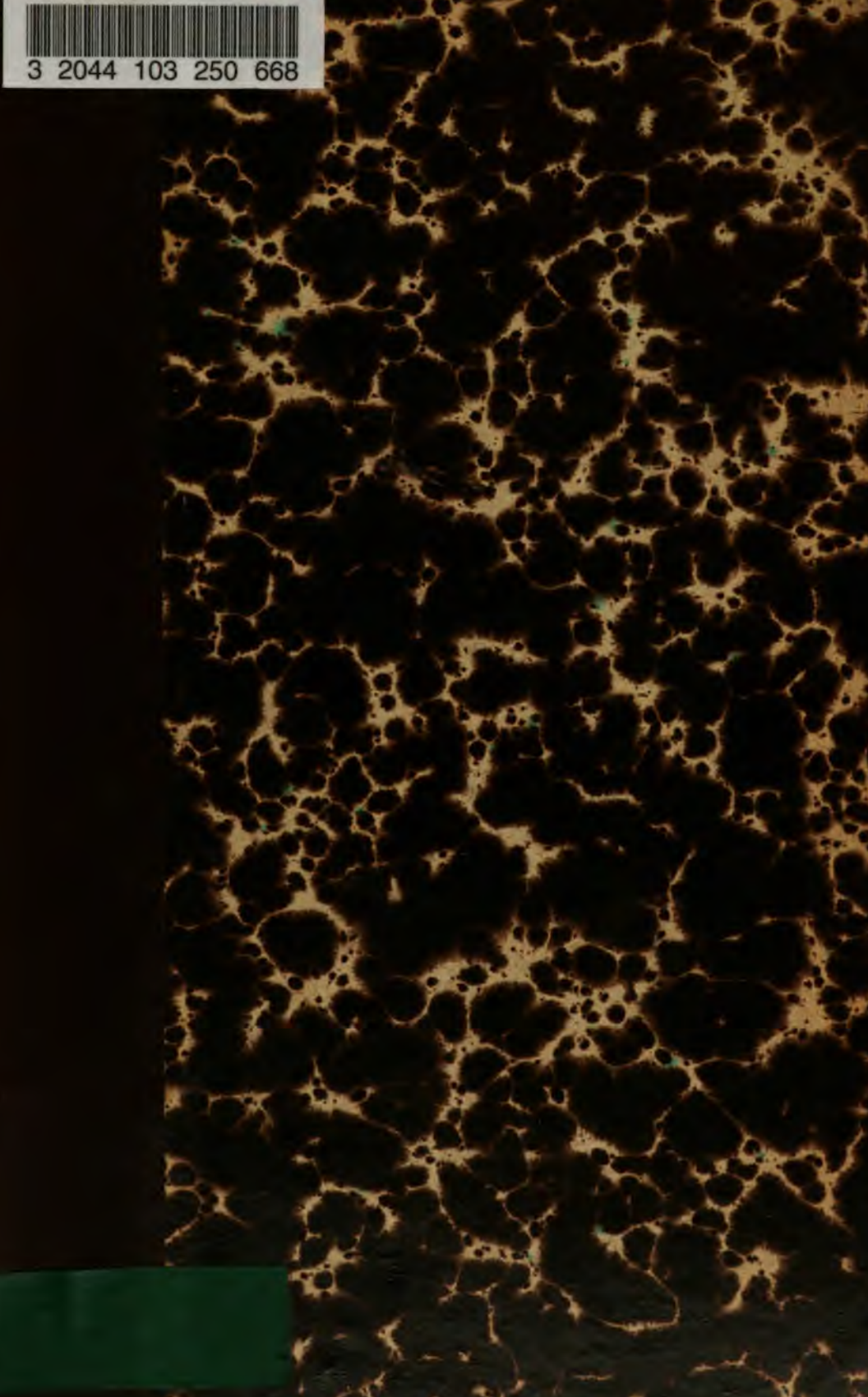
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



3 2044 103 250 668





HARVARD LAW LIBRARY

Received

JUL 11 1932





BULLETIN SPÉCIAL

DES

DÉCISIONS DES JÜGES DE PAIX

Paris. — Typographie A. HENNUYER, rue du Boulevard, 7.

BULLETIN SPÉCIAL

DES

DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

ET DES

TRIBUNAUX DE SIMPLE POLICE

RECUEIL MENSUEL

PAR

M. AL. BEAUME

ET

M. CH. MILLION

Avocat à la Cour d'appel de Paris,
Suppléant du juge de paix du 10^e arrondissement
de Paris.

Avocat, auteur de divers ouvrages de droit,
Suppléant du juge de paix du 6^e arrondissement
de Paris.

ET UNE SOCIÉTÉ DE JUGES DE PAIX, D'AVOCATS ET DE JURISCONSULTES

TOME QUINZIÈME

PARIS

BUREAUX, RUE GUÉNÉGAUD, 27

1873

١١٠٧

BULLETIN SPÉCIAL

DES

DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

ARTICLE 546.

Justice de paix du canton d'Astafort
(Lot-et-Garonne).

Présid. : M. PETIT-LAFITTE, juge de paix.

28 octobre 1872.

Action possessoire. — Sentier d'exploitation. — Compétence. — Trouble. — Absence de préjudice. — Non-recevabilité.

Tout sentier d'exploitation est présumé avoir été établi par convention expresse des parties intéressées, pour l'usage de leurs héritages, et a un caractère tel que sa possession doit toujours être considérée comme émanant d'un titre, d'où il résulte que les principes en matière d'imprescriptibilité des servitudes discontinues ne lui sont pas applicables.

Dès lors, tout trouble apporté au passage sur un tel sentier peut donner lieu à l'action en complainte; mais cette action ne peut être recevable qu'autant que le fait reproché constitue un trouble réel, préjudiciable au demandeur, un empêchement dans l'exercice de son droit de copossession en la chose commune.

Le sieur Sentex, propriétaire d'une maison et d'un jardin en la commune de Saint-Nicolas-de-la-Balermé, sur un sentier où le sieur Bensch avait également une décharge ou étable, a fait citer ce dernier devant le Tribunal, pour :

« Attendu que le requérant a toujours eu, et notamment depuis plus d'un an et jour, la libre et paisible possession dudit sentier; que Bensch lui a apporté, il y a environ un

mois, un empêchement, un trouble à sadite possession, en réédifiant et exhaussant ladite étable, dont le stillicide déverse aujourd'hui sur ledit sentier les eaux pluviales qui, avant ces travaux, tombaient dans le jardin du sieur Vergnes; — Attendu qu'en exécutant ces travaux, Bensch s'est permis de modifier l'état des lieux; qu'ainsi, non content d'avoir établi le stillicide de son étable sur le sentier dont il s'agit, il y a conduit encore, au moyen d'une dalle, les eaux de la maison Vergnes, qui, par suite de l'exhaussement de l'étable, ne trouvent plus d'issue; que ce double fait porte à la possession du requérant une atteinte et un trouble qu'il est en droit de faire cesser; — Se voir en conséquence ledit sieur Bensch, condamner à rétablir les lieux dans leur état primitif, dans le délai de huit jours de la signification du jugement à intervenir, et faute par lui de ce faire dans ledit délai, voir autoriser le requérant à faire exécuter les travaux à ses frais pour obtenir un exécutoire sur le vu des quittances fournies par les ouvriers; se voir en outre ledit Bensch faire inhibition et défense de troubler à l'avenir le requérant dans la libre et paisible possession du sentier dont s'agit, et s'entendre enfin condamner en 200 francs de dommages-intérêts, le tout avec dé-

pens ; — Le sieur Sentex faisant en outre en l'audience, en cas de déni de la part du défendeur, l'offre de prouver et de justifier tous les faits par lui avancés. »

Le sieur Bensch, dans sa défense, a dit qu'il ne comprenait point les étranges prétentions du sieur Sentex ; qu'il lui contestait toute possession exclusive et annale dudit sentier, et qu'après tout, quand bien même cette possession lui serait ainsi acquise ou bien à simple titre de communiste ; il a ajouté que les travaux par lui effectués à la susdite étable ne pouvaient constituer un trouble quelconque dans l'exercice des prétendus droits par lui allégués ; par suite de quoi il a conclu à son relâxe, sans dépens.

Le demandeur, en répliquant, a déclaré n'avoir rien à ajouter, et s'en tenir rigoureusement à ses conclusions susformulées.

Après ces débats, jugement préparatoire qui ordonne un transport sur les lieux, et admet de plus le sieur Sentex, demandeur, à prouver par toutes voies de droit les faits de possession et de trouble dont il excipe, réservant au défendeur la preuve contraire.

Ce transport sur les lieux, ainsi que l'enquête et la contre-enquête, ont eu lieu et ont été constatés par un procès-verbal, à la suite duquel, le 28 octobre 1872, est intervenu le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX :—Vu l'exploit introductif d'instance ; —Vu le jugement préparatoire par nous rendu contradictoirement entre les parties le 2 septembre dernier ; —Vu notre procès-verbal de la visite des lieux, en présence des parties, des en-

quête et contre-enquête, auxquelles il a été procédé en date du 24 du même mois de septembre ; — Ouï les parties en leurs dires, observations et plaidoiries ; — En fait : — Attendu qu'à la suite de notre transport et de l'inspection des lieux contentieux, nous avons pu constater que le sentier dont s'agit, sur lequel s'exerce un passage commun aux propriétaires riverains, et sur lequel se déversent les eaux pluviales de leurs maisons, n'est qu'un chemin d'exploitation présumé avoir été établi par convention expresse des parties intéressées, le sieur Sentex n'ayant produit aucun titre ni preuve détruisant cette présomption ; —Attendu que cette appréciation est d'autant mieux fondée que d'abord, au simple aspect des lieux, on voit et reconnaît aisément que ce sentier n'est qu'une chose commune établie pour cause de nécessité, un accessoire indispensable à l'usage indivis des divers héritages qui s'y trouvent, dont l'exploitation serait impossible ou notablement détériorée s'il n'existait point ; — Qu'ensuite elle résulte d'une énonciation suffisante avec qualification de *petite rue et chemin de service*, appliquée dans deux actes publics produits par les parties, savoir : un acte de partage entre la famille Sentex, passé devant M^e d'Andrieu, alors notaire à Caudecaste, le 25 janvier 1822, et notamment dans celui passé devant M^e Crébossac, alors notaire à Dunes (Tarn - et - Garonne), le 4 octobre 1834, portant vente par un sieur Carretté, au demandeur, de divers immeubles riverains audit chemin de desserte ; — Et qu'en outre, tous les témoins tant de l'enquête que de la contre-enquête, loin de la contes-

ter, l'ont au contraire admise et reconnue, soit en l'affirmant, la corroborant par leurs dépositions, soit en n'y faisant aucune contradiction ; — *En droit* : — Attendu que tout sentier d'exploitation a un caractère tel que sa possession doit toujours être réputée avec titre, et que par suite les principes en matière d'imprescriptibilité des servitudes discontinues ne lui sont pas applicables : ainsi décidé par un arrêt de la Cour de cassation en date du 11 décembre 1827, d'où résulte que l'action en complainte en l'espèce a été valablement portée devant notre juridiction suivant l'article 6 de la loi des 25 mai-6 juin 1838 et les articles 3 et 23 du Code de procédure civile ; — Quant aux griefs exposés par Sentex, dans son exploit introductif d'instance : — Attendu que la possession annale par lui invoquée ne lui est nullement contestée à simple titre de communiste dudit sentier ; que dès lors nous n'avons pas à nous en occuper ; qu'il s'agit seulement, comme seuls points à résoudre, d'examiner dans une scrupuleuse appréciation les résultats et renseignements à nous fournis, tant par notre inspection des lieux que par tous titres et les enquêtes, si Bensch a agi dans les limites de ses droits, et si, par les travaux par lui effectués, la réédification et l'exhaussement de ladite étable, en en plaçant le stillicide sur le sentier dont s'agit, il a réellement occasionné un trouble préjudiciable au demandeur, ainsi qu'il le prétend, dans l'exercice de son droit de passage émanant de sa copossession en ladite chose commune ; qu'en ces deux questions seules réside tout le procès, le demandeur, lors de notre transport sur

les lieux, n'ayant point insisté sur la prétendue aggravation de trouble devant résulter d'un bout de dalle qui aurait été placé à l'angle du couchant de la maison Verges, grief par lui abandonné comme étant sans importance et mal fondé ; — Attendu que le demandeur et le défendeur sont au même titre l'un que l'autre communistes de copossession dudit sentier et que le trouble est l'empêchement à la possession ; — Attendu que le sentier dont s'agit a une largeur de 4^m,20 et une pente d'environ 1 mètre par 20 mètres, au moyen de laquelle les eaux pluviales des toitures des maisons coriveraines, s'écoulent dans la voie publique, par des rigoles existant sur chaque déclinaison des côtés ; — Attendu, ainsi que l'enseigne Demolombe dans son *Traité des servitudes*, t. I, n° 444 et suivants, qu'il est de principe que chaque communiste peut exercer soit sur sa propriété particulière, soit sur la chose commune qui est à son usage tous les droits qui dérivent de la propriété, sous cette restriction toutefois qu'il n'en résultera ni dommage pour la chose commune, en égard à sa nature et à sa destination, comparées à la destination et à la nature des héritages au service desquels elle est affectée, ni empêchement pour les autres propriétaires d'exercer également les mêmes droits ou des droits différents sur leurs propriétés particulières et sur la chose commune, doctrine qui se trouve résulter d'un arrêt de la Cour de cassation du 7 décembre 1827 et d'un arrêt de la Cour de Caen en date du 24 août 1843 ; — Que dès lors Bensch, en ayant fait faire à sadite étable des

travaux à lui reprochés par le demandeur, et en établissant à sa nouvelle construction le stillicide déversant des eaux pluviales sur ledit sentier, n'a agi que dans les limites de ses droits et comme copossesseur de la chose commune ; — Attendu ensuite que ces travaux et la manière dont ils ont été exécutés par Bensch, qui, tout en respectant les droits de ses coriverains, a même reculé le mur de façade de ladite étable dans une partie, pour lui donner une ligne droite, ce qui a procuré plus de largeur audit sentier, ne constituant aucun abus, n'ont occasionné et ne peuvent occasionner aucun trouble ni préjudice à Sentex, dans l'exercice de son droit de passage dans ledit chemin de desserte, les eaux pluviales n'y séjournant pas et s'écoulant comme habituellement dans la voie publique ; ce qui résulte du simple aspect de l'état des lieux et des dépositions des témoins consignées dans notre procès-verbal d'enquête et contre-enquête ; que dès lors l'action du demandeur est sans utilité et sans intérêt actuel ; — Attendu de plus que le demandeur ne peut, en l'espèce, opposer avec succès l'article 702 du Code civil, sous ce prétexte que ces travaux constituent un changement et une innovation sur la chose commune : ainsi décidé par arrêt de la Cour de cassation des 10 novembre 1845 et 20 février 1847 ; — Par ces motifs, statuant à charge d'appel, déclarons Sentex mal fondé et non recevable dans son action en complainte du 27 août dernier, et le condamnons aux dépens. »

Observations.— Voir dans le sens de la première solution, justice de

paix de la Brède, 11 juillet 1855, BULLETIN, I, 266 ; Seyches, 17 février 1865, *ibid.*, X, 314. Il résulte de ces divers jugements que celui qui trouble l'un des copropriétaires du chemin privé en sa possession et jouissance de ce chemin peut être actionné au possessoire en maintenance de sa jouissance. Toutefois, l'action n'est évidemment recevable et fondée qu'autant qu'il y a un véritable trouble, et que l'acte reproché n'est pas le légitime exercice du droit de jouissance qu'a le propriétaire actionné, également copropriétaire du chemin. Une action en complainte basée sur un tel fait pourrait même être considérée par ce dernier comme un trouble de droit de nature à motiver une demande reconventionnelle.

A .B.

ARTICLE 547.

Justice de paix du canton de Gysoing
(Nord).

Président : M. MANOUVRIEZ-CÉCILLE,
juge de paix.

16 avril 1872.

Action possessoire. — Dénonciation de nouvel œuvre. — Constructions. — Entreprise sur les fonds voisins. — Consentement allégué. — Preuve testimoniale irrecevable. — Trouble. — Démolition.

Le juge du possessoire est compétent pour statuer sur l'action en dénonciation de nouvel œuvre en complainte possessoire intentée par le possesseur d'un terrain sur lequel un voisin a élevé des constructions, bien que ce dernier allègue que le défendeur l'a autorisé ou a consenti à le laisser bâtir sur ce terrain, moyennant le paiement d'une indemnité qu'il offre d'effectuer, alors que d'ailleurs il n'en rapporte aucune preuve écrite.

Un tel consentement ou pareille convention dépassant en valeur la somme de 150 francs ne peut être prouvée par témoins,

lorsqu'elle est déniée et que le voisin soutient qu'il n'y a eu que de simples pourparlers.

En conséquence, alors que le trouble ne remonte pas à plus d'une année, et que le demandeur justifie de sa possession annale du terrain litigieux, il y a lieu pour le juge saisi d'ordonner la démolition des constructions.

Ainsi décidé,

Le 16 avril 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton de Cysoing, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'article 6 de la loi du 25 mai 1838, et les articles 23 et 130 du Code de procédure civile ; — Ouï les parties en leurs dires et conclusions, et M^e Reulfet, avocat du barreau de Lille, en sa plaidoirie ; — Considérant que par exploit en date du 13 de ce mois la veuve Depons a fait citer le sieur Schültz devant nous aux fins suivantes : — « Attendu que la requérante est, depuis plus d'un an, en possession paisible de sa maison et des bâtiments en dépendant qu'elle occupe à Templeuve, ainsi que du jardin y attenant, clos par une haie du côté de la propriété du cité ; — Attendu qu'en outre de la possession de ces immeubles elle possède encore du côté de la propriété de M. Schültz : 1^o le long de ses bâtiments, un espace de terrain d'une largeur de 1^m,80 (6 pieds) ; 2^o le long de la haie de son jardin, un espace de terrain d'une largeur de 45 centimètres (1 pied et demi) ; — Attendu que ces faits de possession sont constants : 1^o pour la largeur du terrain le long de ses bâtiments, par l'ouverture, depuis plus d'un an, de ses fenêtres ayant vues droites sur la propriété du cité ; et 2^o le long de la haie, par l'établissement même de cette haie,

conformément aux dispositions du Code civil en cette matière, ainsi que par le travail de cette bande de terrain laissée en dehors de la clôture ; — Attendu que, nonobstant cette possession plus qu'annale, M. Schültz, depuis moins d'un an, est venu adosser sans aucun droit un bâtiment à celui de la requérante, se servant même de sa muraille pour y attacher ses poutres, boucher ainsi ses vues, et établissant ses constructions de façon à les faire surplomber sur le toit de la place au charbon attenant audit bâtiment, qu'il emploie à son usage et qu'il détériore ; — Attendu que, perpendiculairement à la haie du jardin de la requérante, il prend aussi pour son usage le terrain possédé par M^{me} veuve Depons le long de sa haie sans se conformer lui-même aux prescriptions légales, lui enjoignant de reculer ses plantations à 50 centimètres de la ligne séparative de sa propriété de celle du voisin ; — Attendu que par ces agissements il porte un trouble considérable à la possession plus qu'annale de la requérante : 1^o d'une bande de terrain de 6 pieds de largeur le long de son bâtiment ; 2^o d'une bande de terrain de 1 pied et demi de largeur le long de la haie de son jardin ; — Attendu encore que par ces faits le cité a porté un grand préjudice à la propriété de M^{me} veuve Depons en la détériorant ; — Attendu qu'il a résisté à toutes les réclamations amiables qui lui ont été adressées, ce qui oblige la requérante à recourir à justice ; — Par ces motifs et pour tous autres qui seront développés, entendre dire : 1^o que M^{me} veuve Depons a la possession plus qu'annale d'une bande de terrain d'une largeur de 6 pieds le long de son bâtiment du

côté de la propriété du cité, possession qu'elle exerce au moyen de deux vues droites sur cette propriété et par des faits de passage; 2° qu'elle a la possession plus qu'annale d'une bande de terrain d'une largeur de 50 centimètres le long de son jardin du côté de la propriété de M. Schültz; — En conséquence, s'entendre condamner à démolir dans les quarante-huit heures, date du jugement, le bâtiment qu'il s'est permis d'adosser à la muraille de M^{me} veuve Depons et à avoir à le reculer, dans le même délai, à une distance de 6 pieds de cette muraille à partir de son parement extérieur; — Avoir à enlever, dans le même délai, les épines par lui plantées sur le terrain possédé par M^{me} veuve Depons, pour lui en laisser la libre possession, et reculer la haie à une distance de 50 centimètres de la ligne séparative de ce terrain; — Entendre dire que, faute par lui de s'être conformé à ces prescriptions dans ledit délai, M^{me} veuve Depons sera autorisée à faire opérer ces travaux par tel homme de l'art qu'il plaira à M. le juge de paix indiquer, à ses frais, risques et périls; — S'entendre encore condamner, pour les dégradations causées à la propriété et aux murailles de M^{me} veuve Depons, à lui payer une somme de 200 francs à titre de dommages-intérêts, ainsi qu'aux frais et dépens de l'instance, sous les réserves les plus expresses de tous droits que M^{me} veuve Depons a et pourrait avoir à faire valoir devant juges compétents contre ledit sieur Schültz, s'il y a lieu; » — Considérant que par lesdites conclusions la veuve Depons demande que les ouvrages élevés, il y a moins d'un an, par le sieur Schültz sur une bande

de terrain d'une largeur de 18 décimètres (6 pieds), dont elle a la possession annale non contestée, soient démolis, et une haie d'épines plantée par ledit sieur Schültz également depuis moins d'une année, sans observer la distance prescrite de 45 centimètres à partir de la ligne séparative, arrachée; — Considérant que le défendeur, tout en ne contestant point l'état des choses actuelles décrites dans les conclusions qui précèdent, prétend qu'elles n'ont été établies ainsi qu'avec le consentement de la demanderesse sur l'intervention de l'autorité municipale, qui, dans un intérêt public, voulait empêcher l'existence d'un certain espace vide entre les deux propriétés sises dans la plus belle rue de la ville, et par suite d'arrangement entre la veuve Depons et lui pris en présence des notables habitants de Templeuve, mais qu'aucun écrit ne constate leurs conventions qui auraient pour objet l'abandon des bandes de terrain litigieuses et la concession de la mitoyenneté des murs, moyennant le paiement de 210 francs qu'il offre d'effectuer; qu'il ajoute que ledit espace de 18 décimètres n'étant d'aucune utilité à la demanderesse, il est, dans tous les cas, fondé à acquérir la mitoyenneté des murs en payant en plus la valeur de la portion de terrain qui existe entre lesdits murs; — Considérant que ces abandon et concession touchent au fond du droit et ne peuvent être appréciés et résolus qu'au pétitoire; que les entreprises du sieur Schültz sont d'une valeur indéterminée, dans tous les cas supérieure à 150 francs; que, dès lors, la preuve testimoniale de l'adhésion de la demanderesse à l'établissement des ouvrages n'est

point admissible; que la veuve Depons soutient qu'il n'y a eu que de simples pourparlers et rien de conclu; — Considérant que la dénonciation de nouvel œuvre est purement et simplement une action possessoire pour trouble; que le juge, dans ce cas, ne doit se déterminer que par cette double considération: la demanderesse avait-elle à titre non précaire la possession annale de l'héritage ou du droit réel dans l'exercice duquel elle prétend avoir été troublée? et le fait considéré comme trouble a-t-il été pratiqué dans l'année? — Considérant que, dans l'espèce, cette possession n'est nullement contestée et réunit toutes les conditions exigées par la loi; — Que, d'un autre côté, le trouble remonte à moins d'un an; — Par ces motifs, statuant seulement au possessoire et à charge d'appel, disons la demande de la veuve Depons recevable; — En conséquence, la gardons et maintenons dans sa possession annale des bandes de terrain litigieuses et de ses vues droites; — Ordonnons la démolition des besognes mal plantées, et ce, dans le mois de la signification du présent jugement; sinon et faute de ce faire dans ledit délai et icelui passé, autorisons l'exécution des travaux sous la surveillance de M. Favreuil, géomètre-expert, et aux frais, risques et périls du défendeur; — Faisons défense au sieur Schültz de troubler à l'avenir la demanderesse, et le condamnons pour le préjudice causé en 30 francs de dommages et intérêts, ainsi qu'aux frais et dépens, taxés et liquidés à ce jour à 11 fr. 10 c.; — Donnons acte de la déclaration faite par la veuve Depons dans le cours des débats, à savoir: que,

moyennant le versement immédiat de 500 francs nets, elle consent toutefois à laisser subsister les constructions et haie vive dans l'état où elles se trouvent actuellement. »

Observations. — Solutions exactes. Voir notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, *Action possessoire*, t. I, p. 49 et suiv. C. M.

ARTICLE 548.

Justice de paix du 1^{er} arrondissement de Paris.

Président: M. CARRÉ, juge de paix.

29 novembre 1872.

Enseigne. — Droit du locataire. Prorogation de juridiction.

En l'absence de conventions, le locataire commerçant a le droit d'apposer des enseignes sur la partie extérieure des lieux à lui loués.

Ainsi décidé, par le jugement dont voici les termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX: — En la forme: — Attendu que Davanne et Hecht, conformément à l'article 7 du Code de procédure civile, comparaissent volontairement devant nous et prorogent notre juridiction en dernier ressort sur le différend qui les divise; — Donnons acte aux parties de leur comparution et de l'extension d'attributions qu'elles autorisent; — Au fond: — Attendu que Davanne, propriétaire, a donné en location à Hecht, pour y exercer la profession de coiffeur-parfumeur, une boutique sise à Paris, rue Saint-Honoré, n° 40, et deux pièces à l'entresol communiquant avec la boutique par un escalier spécial; — Que Hecht a placé des enseignes sur la boutique et aux fenêtres de l'entresol, et spécia-

lement fait courir un bandeau peint en bleu clair sur lequel se profilent ces indications : *Taille de cheveux spéciale, élégante et raisonnée à 30 centimes* ; — Qu'il a posé sur une partie des entrefenêtres de l'entresol une lanterne triangulaire, dite *transparent*, sur les côtés de laquelle se lisent ces mots : *Coiffures de dames à 50 centimes ; taille de cheveux à 30 centimes* ; — Qu'il a fait dans les pierres de la façade des trous et des scellements ; — Que Davanne conclut à la suppression des enseignes, à l'enlèvement de la lanterne et à réparation du dommage causé par les trous et scellements, et ce, à peine de 5 francs de dommages-intérêts par chaque jour de retard ; — Attendu qu'en l'absence de conventions entre bailleur et preneur, le mode de jouissance des lieux loués doit être réglé non-seulement par la destination à laquelle est affectée la chose louée, mais encore par l'usage de la localité ; — Attendu qu'il résulte de l'usage de Paris que le commerçant ou l'industriel peut apposer des enseignes sur la partie des murs extérieurs correspondante à la partie du logement dont il est locataire ; — Que cet usage est consacré par la jurisprudence du Tribunal de la Seine ; — Attendu qu'il est constant que les enseignes sont posées uniquement sur le mur de la boutique et de l'entresol dont Hecht est locataire, et dans lesquels il exerce son industrie ; — Attendu que s'il était permis d'assigner une limite au droit du locataire, ce serait peut-être lorsque les enseignes par une forme, une peinture, une rédaction trop excentriques pourraient jeter certain discrédit sur l'immeuble du propriétaire ; — At-

tendu que les décorations et les enseignes de Hecht, quelque fantaisistes qu'elles soient, ne révèlent pas ce cachet d'excentricité ; — En ce qui touche la lanterne : — Attendu que cette lanterne n'est qu'une variété de l'enseigne, qu'elle est placée à la limite d'une fenêtre de l'entresol, c'est-à-dire sur une partie dont Hecht est locataire ; que les considérants qui précèdent lui sont dès lors applicables ; — Attendu que, subsidiairement, Davanne allègue que cette lanterne, par sa forme et sa dimension, masque en partie la vue d'un locataire voisin ; — Attendu qu'aucune plainte n'a été adressée par ce voisin ni à Davanne ni à Hecht ; que, quand une réclamation se produira, il y aura lieu alors seulement d'examiner la réalité du trouble porté à la jouissance du voisin et de le faire cesser s'il y échet ; — En ce qui touche les réparations : — Attendu que, s'il est vrai que pour établir ses enseignes Hecht a fait dans les murs des trous et des scellements, il n'apparaît pas que ces trous et scellements portent atteinte à la solidité desdits murs ; que d'ailleurs, à l'expiration de la location, Hecht devra rendre les lieux dans l'état où il les a pris, et sera tenu alors de réparer les dégradations qui proviendraient de son fait ; — Par ces motifs, déboutons Davanne de sa demande. »

Observations. — Bien que la question résolue dans la présente décision ne rentre pas dans la compétence des juges de paix, nous avons cru devoir la rapporter, parce qu'elle est d'un intérêt réel, qu'elle se présente fréquemment dans la pratique, et que les magistrats can-

tonaux peuvent être appelés à en connaître, comme dans l'espèce actuelle, par suite d'une prorogation de juridiction. L'usage de Paris qui autorise les commerçants ou industriels à placer des enseignes au-devant des locaux qui leur ont été donnés à bail pour l'exercice de leur commerce ou de leur industrie, nous paraît applicable dans la plupart des localités commerçantes. Il est certain que celui qui loue une boutique ou un magasin a pour première nécessité de faire connaître au public la marchandise qu'il fabrique ou qu'il vend, de même que le bailleur qui loue son immeuble à destination industrielle est certainement censé avoir autorisé d'avance le preneur à tirer de ce genre de location tous les avantages qu'il comporte. L'usage de Paris, invoqué dans la présente décision, est donc conforme à la commune intention des parties. Le droit du locataire commerçant d'apposer des enseignes au-devant de la boutique ne saurait être restreint qu'au cas où il exercerait ce droit dans des conditions réellement préjudiciables au bailleur ou encore au cas où il ne se conformerait pas, quant à la disposition et à l'étendue de son enseigne, aux règlements administratifs sur la matière. Sur ce dernier point, voir *Dict. Gén.*, v° *Enseigne*. A. B.

ARTICLE 549.

Justice de paix du c. nord de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).

Président : M. HOUCKE, juge de paix.

9 février 1873.

Jugement par défaut. — Huissier commis. — Signification irrégulière. —

Délai d'opposition. — Prescription d'un an. — Marchandises fournies. — Serment. — Aveu.

La signification d'un jugement par défaut faite par un autre que l'huissier commis ne fait pas courir le délai d'opposition.

L'aveu judiciaire est sans valeur lorsqu'il émane d'une personne incapable de s'obliger.

Le marchand qui réclame le paiement de marchandises fournies et auquel le défendeur oppose la prescription n'a que le droit de déférer le serment à son adversaire sur la question de savoir si la dette a été réellement payée.

Ainsi jugé,

Le 9 février 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton nord de Boulogne-sur-Mer, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le jugement du 12 novembre 1869 a été rendu par défaut au profit de Dufour-Ragnier, contre Copin-Long ; — Attendu que la signification de ce jugement à la date du 30 novembre 1871 a été faite par un huissier autre que celui qui avait été commis, conformément à l'article 20 du Code de procédure civile ; — Attendu que le défaut de signification par l'huissier commis entraîne la nullité de la signification (Agen, 6 février 1810; Toulouse, 2 août 1810; Nancy, 23 juillet 1813; Poncet, t. I, p. 372; Carré et Chauveau, 644) ; — Que dès lors la signification faite par un autre que l'huissier commis ne fait pas courir les délais de l'opposition (Cass., 2 novembre 1845) ; — Attendu qu'on ne saurait voir dans l'article 16 de la loi du 25 mai 1838 une abrogation de l'article 20 du Code de procédure civile ; que l'extension à tous les

huissiers du canton indistinctement de la faculté d'instrumenter dans les cas jusque-là réservés, par privilège, aux seuls huissiers de la justice de paix, ne peut, malgré la généralité des termes de l'article 16, s'entendre que des actes qui peuvent être faits par tout huissier sans qu'il soit besoin de le faire commettre par le juge, et non pas d'un acte par lequel la loi accorde une garantie particulière à la partie défaillante, aussi bien devant les Tribunaux de paix, que devant les autres juridictions civiles ou commerciales; — Qu'en effet, en prescrivant la disposition de l'article 20, la loi a eu en vue d'établir une sauvegarde dans l'intérêt d'une partie qui ne s'est pas défendue, et qui peut-être n'a pas pu se défendre; qu'elle a voulu que nul doute ne pût s'élever sur l'exactitude et la régularité de la signification faite à une partie défaillante par le choix de l'officier ministériel qu'elle a chargé spécialement de ce soin, et qui est investi à ce titre d'un caractère de confiance plus marquée; — Attendu, en ce qui concerne l'application de l'article 1030 du Code de procédure civile, qu'il est de principe et de jurisprudence qu'un acte à l'égard duquel une formalité substantielle aura été omise n'en doit pas moins être déclaré nul, bien que la loi n'ait pas pour ce cas prononcé la nullité (Cass., 5 juin 1823); qu'il faut remarquer que l'article 1030 ne s'applique qu'aux vices de forme des exploits ou actes de procédure; que la nullité pour défaut ou excès de compétence, pour défaut ou excès de qualité des officiers qui ont rédigé et signifié ces exploits ou ces actes de procédure, ne tombe pas sous l'application de

la disposition de l'article 1030, parce que ce ne sont pas là des nullités purement de procédure (Boitard, art. 156 du Code de procédure civile. Cass., 3 novembre 1818, et 19 janvier 1823); mais des nullités qui, bien que se rattachant à des formes, tiennent au fond du droit qui en dépend; — Attendu que le titre III du livre I du Code de procédure civile forme pour les Tribunaux de paix un règlement complet de la matière des jugements par défaut, et des oppositions à cesdits jugements devant lesdits Tribunaux, et ne permet pas d'appliquer les articles 156 et suivants du même Code, qui sont relatifs exclusivement à la procédure devant les Tribunaux civils d'arrondissement (Carré et Chauveau, 93 bis); — Attendu dès lors que l'opposition a été formée en temps utile et doit être déclarée recevable; — Par ces motifs, recevons en la forme le sieur Coppin opposant au jugement du 12 novembre 1869, et statuant au fond: — Attendu, en ce qui concerne l'allégation de la reconnaissance de la dette par la femme du demandeur opposant, que du principe que l'aveu renferme une obligation découle nécessairement cette conséquence que *l'aveu est sans valeur, s'il émane d'une personne incapable de s'obliger*; qu'ainsi l'aveu qui émanerait de la dame Coppin, sans qu'elle eût été par lui autorisée à ester en justice, ne peut être considéré comme une preuve, d'après l'article 1124 du Code civil; — Attendu que le demandeur opposant soutient qu'il ne doit rien et invoque la prescription annale établie par l'article 2272 du Code civil; — Attendu que les fournitures dont le paiement est réclamé

remontent à l'année 1865, qu'ainsi la prescription invoquée était acquise antérieurement au jugement du 12 novembre 1869, et n'a pu être interrompue par la citation du 9 novembre 1871, ni par les actes subséquents ; — Attendu que la prescription invoquée en conformité de l'article 2272 est fondée sur une présomption légale de paiement qui ne saurait être détruite par des présomptions humaines quelque graves qu'elles puissent être, ni par la preuve testimoniale, et n'admet aucune preuve contraire, si elle n'a pas été expressément réservée par la loi ; — Attendu que l'article 2275 ne réserve en faveur du marchand auquel cette prescription est opposée que le droit de déférer le serment à son adversaire sur la question de savoir si la dette a été réellement payée (Cass., 7 novembre 1860, 29 novembre 1837) ; — Donnons acte à Coppin de ce qu'il oppose la prescription d'un an à la demande de Dufour-Regnier ; — Et attendu, en fait, que plus d'un an s'est écoulé entre la livraison des fournitures et la réclamation du prix en justice ; — Vu les articles 2272 et 2275 combinés du Code civil, disons, vu l'absence des parties en personne, qu'à l'audience de vendredi prochain le défendeur sur opposition sera admis à déférer à Coppin, en la forme ordinaire, le serment prévu par l'article 2275, dépens réservés. »

Observations. — Des différentes solutions exprimées dans ce jugement, une seule nous paraît contestable, c'est celle de savoir si la signification d'un jugement de justice de paix rendu par défaut doit être, à peine de nullité, faite par l'huissier

commis ; en d'autres termes, si cette signification faite par un autre huissier ne fait pas courir les délais d'opposition malgré les autorités invoquées par le jugement. Nous ne saurions, quant à nous, adopter la solution très-affirmative de M. le juge de paix du canton nord de Boulogne, et son opinion, qui peut être exacte en droit général, et lorsqu'il s'agit des jugements des Tribunaux ordinaires, ne nous paraît pas en tous cas applicable aux justices de paix sous l'empire de la loi du 25 mai 1838.

L'article 16 de cette loi porte :

« Tous les huissiers d'un même canton auront le droit de donner toutes les citations et de faire *tous les actes* devant la justice de paix. Dans les villes où il y a plusieurs justices de paix, les huissiers exploitent concurremment dans le ressort de la juridiction assignée à leur résidence. »

Or la plupart des auteurs enseignent que cette disposition abroge nécessairement cette partie de l'article 20 du Code de procédure, d'après laquelle la signification des jugements par défaut devrait être faite par l'huissier des juges de paix, ou tout autre qu'il aura commis. En ce sens, voir notamment Dalloz, *Rép.*, v^o JUGEMENT PAR DÉFAUT, n^o 320 ; Rodière, *Lois de compét. et de procéd.*, t. II, p. 202 ; Chauveau, sur Carré, *Lois de la procéd.*, t. I, p. 90, quest. 95 ; Marc-Deffaux, *Comment.*, p. 421 et 422, etc., etc. Nous avons adopté cette opinion, que nous croyons actuellement partagée par la presque unanimité des Tribunaux de paix.

Nous n'entendons pas dire par là que le juge de paix n'ait pas le droit de commettre un huissier pour si-

gnifier son jugement par défaut. Mais la désignation qu'il fait ne doit être considérée que comme une précaution qu'il prend en cas de négligence de la partie qui a obtenu le jugement et pour mettre les plaideurs en demeure d'activer la solution définitive de l'affaire. A ce point de vue la désignation d'un huissier commis peut encore présenter son utilité. Mais cette désignation ne doit point avoir pour effet de priver une partie du droit de continuer à se servir du ministère de son huissier, lorsque cet huissier, conformément aux exigences de l'article 16 de la loi de 1838, réside dans le ressort de la juridiction du juge qui a rendu la sentence. Nous croyons donc que le jugement par défaut signifié par l'huissier de la partie, sous ces conditions de résidence, est valablement signifié, et de manière à faire courir les délais d'opposition, alors même que le juge aurait commis un autre huissier. La dignité du juge de paix ni son autorité ne sont en aucune façon engagées dans cette question, pas plus que l'intérêt de la partie condamnée par défaut n'en peut être compromis, s'il est constant que cette partie a été touchée par la signification et en a reçu copie. L'arrêt du 2 décembre 1845, cité dans le jugement ci-dessus, ne vise pas une espèce rentrant dans la compétence des juges de paix. Il s'agit, dans cet arrêt, d'un jugement de Tribunal de commerce, et ce jugement prononçait la nullité de la signification au regard du syndic qui n'avait pas été touché par elle. D'ailleurs, même en droit général, et en dehors par conséquent de la loi de 1838, la question était déjà controversée, puisqu'il a été jugé

que la signification par un huissier non commis est valable quand le défendeur reconnaît avoir reçu la copie qui lui est destinée (Cass., 7 décembre 1813). La nullité ne serait donc pas absolue, même s'il s'agissait d'un jugement de défaut du Tribunal civil, qui pourtant, aux termes de l'article 156 du Code de procédure, doit très-certainement être signifié par huissier commis.

A. B.

ARTICLE 550.

Tribunal de simple police de Oyeing (Nord).

Président : M. MANOUVRIEZ-CÉCILLE,
juge de paix.

25 octobre 1872.

Injures verbales. — Incident d'audience.
— Refus de prêter serment avant de déposer.

Le fait de se retourner, au sortir d'un prétoire, du côté de deux témoins et de crier : *Tas de canailles !* constitue la contravention d'injures verbales.

Les sieurs Caruel, brigadier de douane, et Brôcart, garde particulier, exposent qu'ils ont fait citer en ce Tribunal Jean-Baptiste Bataille, pour avoir réparation de la contravention par lui commise à l'article 471, n° 14, du Code pénal, en les traitant de *canailles*, sauf au ministère public à prendre, dans l'intérêt de la loi, telles conclusions qu'il appartiendra.

A l'audience, un témoin, amené par le prévenu, est introduit et refuse de prêter serment avant de déposer. Invité à faire connaître les motifs de son refus, il dit que ses convictions religieuses ne lui permettent pas de jurer, qu'il est *sectaire*

dissident, sectateur dissident, qu'un passage de la Bible défend de jurer.

Le président lui fait observer que personne ne lui parle de la religion qu'il professe, qu'il faut une garantie dans la sincérité d'un témoignage ; il donne lecture de l'article 155 du Code d'instruction criminelle, demande au témoin s'il prêterait serment dans une autre forme que celle réglée par ledit article, c'est-à-dire dans la forme d'un culte non prohibé en France, ou si, la main droite levée, il *affirmerait sous la religion du serment* qu'il va dire la vérité, rien que la vérité.

Le témoin persiste dans son refus et se retire. Le prévenu, la partie civile et le ministère public déclarant renoncer à son audition, l'incident n'a pas de suite.

Après débats et le 25 octobre 1872 intervient le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Après avoir entendu la lecture du procès-verbal, dressé sur plainte le 1^{er} octobre 1872, par le sieur Poissonnier, garde champêtre à Cysoing ; ouïes témoins dans leurs dépositions, le prévenu dans ses défenses, son conseil en ses observations et la partie civile en ses conclusions, ensemble le ministère public en son réquisitoire ; jugeant en premier ressort ; — Attendu qu'il résulte du procès-verbal ci-dessus relaté, des dépositions des témoins entendus sous la foi du serment, des lettres d'excuses qu'a écrites ou fait écrire le sieur Bataille à M. Caruel, que le 1^{er} octobre 1872, à Cysoing, au sortir du prétoire de la justice de paix, sous le péristyle de l'hôtel de ville et à l'occasion des déclarations faites par MM. Caruel et

Brocart en justice, M. Bataille (Jean-Baptiste), sans provocation, en se retournant du côté de ces derniers, a prononcé à leur adresse l'épithète de *tas de canailles* ; que ces paroles grossières n'ont pas été proférées dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions des plaignants, qui avaient déposé et qui se trouvaient là comme simples particuliers, qu'elles paraissent avoir été inspirées plutôt par le caractère vif, emporté, chagrin et difficile du sieur Bataille, que par un sentiment haineux ou méchant ; — Attendu qu'elles n'en constituent pas moins la contravention prévue par l'article 471, n° 11, du Code pénal ; — Faisant application tant dudit article que des articles 161 et 162 du Code d'instruction criminelle ci-après transcrits, condamne par corps M. Bataille à 2 francs d'amende ; — Faisant droit sur les conclusions des sieurs Caruel et Brocart, attendu que le préjudice causé à la réputation de ceux-ci est minime, condamne ledit Bataille à payer à chacun de ces derniers, parties civiles au procès, la somme de 10 francs, plus les frais et dépens, liquidés, etc. »

Observations. — Sur les questions d'injures, voir DICTIONNAIRE GÉNÉRAL ET RAISONNÉ, t. III, p. 250 et suiv. ; Riom, 30 novembre 1867, ANNALES, 1868, p. 204.

Carnot, de *l'Instruction criminelle*, t. I, p. 169, s'exprime ainsi sur la formalité du serment : « Dans tous les temps, la formalité du serment a été jugée indispensable pour faire accorder pleine et entière foi aux témoignages portés en justice. (L. 8, Cod. de testibus ; loi *Hac edictali*, § *Illud*, Cod. de Secund. Nuptiis ; et

loi *Comparationes*, *ibid.*, *De fide instrument.*) Cette formalité était regardée par l'ancien droit comme tellement indispensable, que la loi déclarait nulle toute déposition qui n'aurait pas été précédée du serment. (L. *Non dubium*, *Cod. de legibus*; 9 et 18, *ibid.*, *De testibus*.) Le juge même ne pouvait dispenser le témoin ou l'expert de cette formalité, par la raison que *necessitatem lex imponit, non voluntatem permittit*. L'article 1^{er} du titre V et l'article 5 du titre VI de l'ordonnance de 1670 avaient imposé la même obligation aux experts et aux témoins. On jugeait cependant que le défaut de prestation de serment de la part d'un témoin n'emportait pas la nullité de toute l'instruction. On se bornait à rejeter la déclaration du témoin non assermenté. (Arrêt du Parlement d'Aix, du 24 janvier 1665, rapporté par Boniface, t. II, p. 272.)

Quant à la forme intrinsèque du serment, la loi n'en a déterminé spécialement aucune. Il suffit qu'il apparaisse du procès-verbal que le témoin a promis, *sous serment*, de déposer vérité (arrêt du 16 avril 1807). Mais une simple promesse serait insuffisante. Aussi fut-il jugé le 16 août 1811 qu'il y avait nullité dans l'affirmation d'un rapport, faite par un garde, qui s'était borné à déclarer sincères et véritables les faits qui s'y trouvaient contenus.

Chaque témoin doit prêter son serment suivant les rites de sa religion. La jurisprudence, sur ce point, est constante. M. Merlin en rapporte deux arrêts dans ses *Questions de droit*. (Voir encore Cass., 28 mars 1810, *Journal du Palais*, t. XI, 297; 12 juillet 1810, *ibid.*, 679; Nîmes, 10 janvier 1827, *ibid.*, t. III, 1827, 109;

Pau, 11 mai 1839, *ibid.*, t. I, 1831, 558, et les notes et observations des arrétistes et avocats plaidants qui y sont consignées.)

Cependant les sectateurs d'un culte prohibé dans un État ne pourraient être admis à jurer dans la forme déterminée par les rites de ce culte; ce qui est fondé sur les dispositions du paragraphe 3 de la loi ff. de *Jurejurando*, qui ont toujours été suivies dans la jurisprudence française.

Jurer et affirmer sont identiques; de sorte que le vœu de la loi qui exige de jurer est rempli, lorsque celui qui doit jurer déclare affirmer, comme il est rempli lorsque celui qui est tenu d'affirmer a déclaré jurer. Mais une simple déclaration ou promesse ne les remplirait pas (arrêt du 16 août 1810). Si celui qui est tenu à l'affirmation se refusait à déclarer qu'il affirme sous la religion du serment, ce serait comme s'il n'avait pas affirmé. La Cour de cassation rendit un arrêt dans ce sens le 19 janvier 1810. L'arrêt de la Cour de cassation fut ainsi motivé :

« Considérant qu'en jugeant qu'un acte d'affirmation dans lequel les préposés affirmants avaient refusé, sur la réquisition formelle, de déclarer que leur affirmation était faite sous la religion du serment, ne constituait pas une véritable affirmation, et conséquemment était nulle, l'arrêt attaqué n'avait pas violé la loi, en en prononçant l'annulation. »

S'il n'y avait pas eu réquisition formelle et refus d'y déférer, l'affirmation aurait été déclarée suffisante, quoiqu'elle ne portât pas qu'elle eût été faite sous la religion du serment. Il y aurait eu, en effet, présomption légale qu'elle aurait été faite ainsi.

N. D.

ARTICLE 551.

Justice de paix du canton d'Amancey
(Doubs).

Président : M. DEMANDRE, juge de paix.

21 novembre 1872.

*Injures. — Action en dommages-intérêts.
Provocation. — Excuse.*

L'injure est couverte par une excuse légale lorsqu'elle a été provoquée; en conséquence, celui qui, dans une scène d'injures réciproques, a été le provocateur, n'est ni recevable ni fondé à intenter une action civile en dommages-intérêts, et doit être condamné aux dépens.

Ainsi décidé,

Le 21 novembre 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton d'Amancey, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant notre délibéré : — Ouf les parties en leurs moyens, exceptions et conclusions ; — Ouf les témoins en leurs dépositions ; — Vu la citation introductive d'instance ; — Vu notre jugement interlocutoire du 4 septembre dernier ; — *En fait* : — Attendu qu'il résulte des dépositions des témoins de l'enquête et de la contre-enquête : — 1° Que le 27 juillet dernier, ou à une époque rapprochée, Poulain, voulant réparer la toiture de sa maison, contiguë à celle de Péguillet, passa et repassa, avec son ouvrier, sur ladite toiture et y déposa des matériaux ; — 2° Que Péguillet, qui alors travaillait à la manufacture de Naus, prévenu par sa femme de ce qui se passait, se transporta sur les lieux, où, ayant trouvé Poulain, il lui demanda pourquoi il passait sur son toit et y déposait des matériaux sans droit ni permission ; — 3° Que Poulain, d'un

air railleur et provocateur, lui répondit que ce n'était pas à un homme comme lui qu'il demanderait une permission et que, d'ailleurs, s'il cassait des tuiles, il était bon pour les payer ; — 4° Qu'une réponse si vexatoire amena une violente discussion sur la voie publique, discussion qui ne tarda pas à dégénérer en scène d'injures réciproques, au milieu de laquelle les témoins ont entendu Péguillet dire à son adversaire : *voleur de terrain* ; — 5° Que la fille Brégaud est le seul témoin qui ait pu rendre compte des circonstances dans lesquelles Péguillet aurait dit : *voleur de terrain* à Poulain, en réponse au propos suivant tenu par celui-ci : *Je n'ai jamais été schlagué pour être allé aux noix* ; — Attendu qu'il résulte encore des explications des témoins et des débats, d'une part, que, par l'allusion qui précède, Poulain accusait son adversaire d'avoir été pris et corrigé en flagrant délit de maraudage de noix ; d'autre part, que Péguillet, piqué de ce propos, lui avait dit : *voleur de terrain*, pour faire allusion à une récente condamnation correctionnelle prononcée contre lui, demandeur, pour avoir arraché la clôture d'un de ses voisins et l'avoir replantée de manière à usurper le terrain d'autrui ; — Attendu, en conséquence, qu'il résulte de la manière la plus évidente de l'instruction de la cause que Poulain, dans les circonstances de temps et de lieux ci-dessus mentionnées, a provoqué, par ses actes et ses paroles, la scène regrettable dont il a été rendu compte dans l'enquête ; que le fait reproché à Poulain par Péguillet se trouva légalement justifié par un jugement du Tribunal correctionnel de Besançon, confirmé

par arrêt de la Cour d'appel, ainsi que le demandeur l'a reconnu à l'audience précédente, après avoir essayé de soutenir qu'il avait été acquitté par la Cour ; — *En droit* : — Attendu que l'injure est couverte par une excuse légale, lorsqu'elle a été provoquée ; que cette excuse résulte des dispositions de la loi pénale qui refuse au provocateur le droit de se pourvoir utilement au criminel, d'où il suit que, par voie de conséquence, l'action civile lui est fermée ; — Attendu que décider le contraire serait encourager la provocation et tous les désordres qui en seraient nécessairement la conséquence ; — Attendu, d'autre part, que si on admet encore cette maxime du droit romain : *Veritas convicii non excusat injuriam*, l'ancien article 370 du Code pénal y apporte la restriction suivante : « Lorsque le fait imputé sera légalement prouvé, l'accusé de l'inculpation sera à l'abri de toute peine. Ne sera considéré comme preuve légale que celle qui résultera d'un jugement ou de tout autre acte authentique ; » — Attendu que si cet article a été abrogé par la loi du 17 mai 1810, l'esprit qui l'a dicté doit survivre à la lettre qui a disparu, et que c'est avec raison que Curasson enseigne que quand même l'article 370 ne régirait plus la matière *ratione imperii*, il devrait conserver son application *imperio rationis* ; — Attendu que s'il pouvait en être autrement, il suffirait à un condamné audacieux de provoquer quelqu'un à lui reprocher le fait qui a amené sa condamnation pour obtenir des dommages-intérêts et intimider l'opinion publique, au point d'imposer le silence et l'oubli sur la flétrissure encourue par lui, ce qui

détruirait une bonne part de l'effet moral et salulaire de la répression la mieux méritée ; — Attendu qu'il y a lieu, au cas particulier, de faire application des principes de droit ci-dessus analysés ; — Attendu, enfin, qu'à défaut des excuses légales que Poulain a lui-même fournies à son adversaire, il y aurait lieu de décider qu'il résulte suffisamment des débats et des éléments d'appréciation qui se trouvent dans la cause, qu'il y a absence de préjudice, réciprocité d'injures, et que, par conséquent, il n'y a pas lieu d'appliquer l'article 1382 du Code civil, invoqué ; — Sur les dépens : — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée à les supporter ; — Par ces motifs, déclarons mal fondée la demande de Poulain, dont il est débouté, et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Nous avons déjà rapporté de nombreux jugements qui décident que, lorsque les parties se sont réciproquement injuriées et que les torts paraissent égaux des deux parts, il n'y a pas lieu de faire droit à la demande en dommages-intérêts intentée par l'une des parties contre l'autre ; à plus forte raison doit-il en être ainsi lorsque la partie qui intente l'action a joué le rôle de provocateur, et a eu, par conséquent, les premiers torts. En matière d'injure simple, la loi a statué à cet égard dans les termes les plus positifs, puisqu'elle ne punit des peines de l'article 471, n° 11, du Code pénal que ceux qui, *sans y avoir été provoqués*, auront proféré contre quelqu'un des injures, etc.

Dans l'espèce de la présente décision, le propos reproché au défendeur pouvait être considéré comme

quelque chose de plus qu'une injure simple, puisque le mot injurieux faisait allusion à un fait précis, déterminé, de vol de terrain, lequel fait avait même donné lieu à une condamnation correctionnelle en dernier ressort. Mais les mêmes raisons qui font admettre l'excuse légale de provocation en ce qui concerne l'injure simple sont très-certainement applicables en cas de propos diffamatoires, alors surtout qu'il s'agit d'une réparation demandée devant le juge civil. Ce dernier a un pouvoir discrétionnaire d'appréciation, et il est souverainement compétent pour évaluer le dommage, s'il le reconnaît, comme pour décider, au contraire, qu'il n'est dû aucune réparation à celui qui s'est volontairement attiré le dommage dont il se plaint. — Voir sur ces questions notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v^o Injure. C. M.

ARTICLE 552.

Justice de paix du canton de Boos
(Seine-Inférieure).

Président : M. POTEL, juge de paix.

1^{er} octobre 1872.

Bail. — Bien rural. — Terres labourables. — Expiration d'une période. — Congé. — Preuve testimoniale.

Pour le bail des terres de labour, le congé n'est pas nécessaire; la jouissance cesse de plein droit à l'expiration de chaque période, à moins de stipulation contraire exprimée dans l'acte, et sauf le droit des parties de se consentir mutuellement la continuation du bail pour une nouvelle période.

En conséquence, doit être rejetée par le juge, comme inutile et surabondante, la preuve testimoniale offerte par le propriétaire de ce qu'il aurait verbalement donné congé à son locataire avant l'expiration d'une période.

Ainsi décidé,

Le 1^{er} octobre 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton de Boos, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance du 26 septembre dernier ; — Vu le bail sous seing privé portant la date du 31 juillet 1866, et qui n'a eu de date certaine que par l'enregistrement dont la mention est ainsi conçue : « Enregistré, etc. » ledit bail fait par le sieur Lanu au sieur Feret de trois pièces de terre contenant ensemble 82 ares, pour six ou neuf années, à la volonté du bailleur comme à celle du preneur, et dont l'entrée en jouissance a eu lieu à la Saint-Michel 1866, moyennant 120 francs de fermage annuel et les impôts ; — Vu l'exploit signifié le 17 août dernier, à la requête des demandeurs, au sieur Feret, d'un acte passé devant M^e Levillain, notaire à Boos, le 24 janvier 1869, portant vente par ledit sieur Lanu aux demandeurs des trois pièces de terre louées au sieur Feret et désignées audit acte, avec stipulation qu'ils entreraient en jouissance par la perception des fermages à compter du 29 mars suivant et qu'ils toucheraient dans les proportions indiquées au cahier des charges, portant en outre cette mention que le sieur Feret avait droit de jouir desdites pièces de terre jusqu'au 29 septembre 1872 ou 29 septembre 1873, à la volonté du propriétaire ; — Vu les articles 1774 et 1775 du Code civil et l'article 3 de la loi du 25 mai 1838, après avoir entendu les parties dans leurs explications, conclusions et moyens de défense ; — Attendu que dans le bail dont

il s'agit, fait au sieur Feret pour six ou neuf années, sans autre explication, par le sieur Lanu, aux droits duquel se trouvent les demandeurs, et d'après lequel, pour le cas où ledit bail ne devrait avoir d'effet que pour six années, ce qui était à la volonté des deux parties, il n'a été fixé aucun délai pour l'avertissement, si toutefois avertissement préalable devait avoir lieu ; — Attendu que ladite période de six années vient d'expirer au jour de Saint-Michel, 29 septembre, et que les trois demandeurs ont averti le sieur Feret avant la récolte qu'ils entendaient faire cesser l'effet dudit bail pour le jour de Saint-Michel 1872, époque de l'expiration de la première période ; — Attendu que le sieur Feret prétend avoir été averti trop tardivement et qu'il a droit de jouir encore trois ans desdites pièces de terre ; — Attendu que cette prétention du sieur Feret paraît reposer sur les dispositions de l'article 1736 du Code civil, qui est applicable seulement au louage des maisons, tandis qu'il s'agit, dans la cause, de terres labourables, tombant sous l'application des articles 1774 et 1775 dudit Code ; que d'après ce dernier article la jouissance cesse de plein droit à l'expiration de chaque période, à moins de consentement mutuel pour une continuation, et qu'il n'est pas question de congé ; — Attendu, néanmoins, que lesdits demandeurs auraient averti verbalement ledit sieur Feret, qui l'aurait reconnu, il y a plus d'un an, ainsi qu'ils demandent à l'établir par témoins, qu'ils entendaient faire cesser sa jouissance à l'expiration de ladite période de six années ; ce qu'il y a de certain, c'est que, surabondam-

ment, il a reçu un avertissement signifié le 17 août dernier ; qu'à cette époque il n'avait pu rien faire préparer pour une récolte autre que celle de cette année ; que d'ailleurs les trois pièces de terre étaient chargées de récoltes en blé, qui est le compôt dans lequel il les a reçues à son entrée en jouissance ; qu'il a donc recueilli tous les fruits de l'héritage affermé ; — Attendu, au surplus, que s'il avait entendu être averti au préalable et à une époque déterminée pour la cessation de sa jouissance, il devait le faire insérer dans le bail, ce qui n'a pas eu lieu ; que conséquemment il se trouve dans le droit commun ; que, pour les terres de labour, un congé n'est pas nécessaire, ce qui est d'ailleurs conforme aux usages locaux pour le canton de Boos, art. 113 et 119, fixant les périodes de trois en trois ans, sans qu'il soit besoin de congé ; — Par ces motifs, et jugeant en premier ressort, disons la preuve offerte par les demandeurs, au sujet de l'avertissement verbal donné par eux au sieur Feret, qui l'aurait reconnu, inutile ; et statuant sur l'action, déclarons à tort la prétention de Feret de jouir encore trois ans desdites terres ; disant que sa jouissance est terminée du jour de Saint-Michel, 29 septembre dernier, défenses lui sont faites de s'immiscer à compter dudit jour et à l'avenir dans ladite jouissance et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Cette décision fait une application exacte des articles 1774, 1775 et 1776 du Code civil. Ces articles fixent en effet le terme des baux à ferme d'une manière assez précise pour que le congé

n'ait plus aucun but. Les parties peuvent seulement déroger au droit commun par des clauses expresses. Rouen, 28 janvier 1864, ANNALES, 1864, p. 172. Voir sur ces questions notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 3^e édit., v^o *Louage*, n^o 20 et suiv. A. B.

ARTICLE 553.

Justice de paix du canton de Salins
(Jura).

Président : M. TRIPARD, juge de paix.

4 novembre 1872.

Gibier. — Lièvre. — Poursuite.
Propriété.

Le gibier ne devient la propriété du chasseur qu'autant que celui-ci s'en est emparé.

Toutefois le chasseur peut également en revendiquer la propriété lorsque le gibier poursuivi a été pris par les chiens ou seulement blessé à mort et mis dans l'impossibilité d'échapper.

En conséquence, celui qui enlève le gibier tué ou blessé à mort par un chasseur ou pris par ses chiens lui cause un préjudice dont il lui doit réparation, et ce, alors même qu'il prétendrait avoir lui-même poursuivi ce gibier.

Ainsi décidé,

Le 4 novembre 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton de Salins, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu, en fait, qu'il résulte de l'enquête, que dans la matinée du 1^{er} octobre Berthod, étant à la chasse au territoire de Clucy, du côté de Géraise, a tiré un lièvre ; que les fils Petit et Piton, apercevant des traces de sang à l'endroit où ce gibier venait de passer, l'ont crié au chasseur en lui indiquant que le lièvre blessé avait pris la direction de la côte appelée *Corne-à-bœuf* ; que le chien de Ber-

thod suivait la voie du lièvre ; qu'il avait perdu la piste, mais qu'aidé de ce dernier et excité par les jeunes gens, le chien a retrouvé la voie et remis sur pied soit le même lièvre, soit un autre lièvre, près de la carrière abandonnée où les témoins avaient indiqué la remise au chasseur, tout cela avant l'arrivée des deux chiens appartenant au défendeur ; — Attendu qu'au même moment celui-ci arrivait en chasse sur l'autre versant de la côte ; qu'il est établi que ses chiens ont rapproché et qu'ils donnaient de la voix, qu'ils ont lancé dans la direction où se trouvait Berthod ; que celui-ci a tiré et atteint le lièvre mis ou remis sur pied ; — Attendu que les jeunes gens interrogés affirment qu'au moment où Berthod a tiré, son chien était à la poursuite du lièvre ; que c'est ce chien qui a d'abord atteint et pris le lièvre avant l'arrivée des chiens appartenant à Bonguyot, lesquels avaient suivis, soit avant, soit depuis le coup de fusil, la même piste que celle tenue par l'autre chien ; — Que Bonguyot, arrivant sur ces entrefaites, s'est emparé du lièvre malgré l'opposition que faisait Berthod, qui en présence de l'obstination du premier offrait de partager le gibier ; que Berthod n'ayant rien pu obtenir revendique aujourd'hui la valeur du lièvre en entier et qu'il s'agit d'apprécier, dans la double hypothèse que présente la cause, la solution qu'il convient de lui donner ; — Attendu, en droit, que le gibier ne devient la propriété du chasseur qu'autant que celui-ci s'en est emparé ; que toutefois il en est de même lorsque le gibier poursuivi a été pris par ses chiens ou seulement blessé à mort

et suivi jusqu'au moment où il y a eu mainmise, ou encore qu'il aurait pu être appréhendé par le chasseur sans une intervention quelconque ; — Attendu qu'en faisant à la cause l'application de ce principe il importe peu de rechercher si le lièvre blessé par le coup de fusil tiré en second lieu par Berthod était le même que celui qu'il avait blessé au début de la chasse ; — Qu'en effet il n'est point démontré que le premier coup de feu ait blessé le gibier à mort : que par suite il n'y a aucune conséquence juridique à tirer de cette première phase de la chasse faite le 1^{er} octobre ; — Que d'autre part, à supposer qu'il n'y ait point eu identité de gibier, il demeure acquis que le lièvre tiré en dernier lieu était poursuivi d'abord par le chien appartenant au tireur et que c'est ce même chien qui s'est précipité sur le lièvre blessé et l'a achevé ; que ces circonstances constituent au profit de Berthod un droit exclusif à la propriété du lièvre ; — Attendu que, même en admettant, comme le défendeur l'a soutenu, sans l'avoir prouvé, que le lièvre tué par Berthod n'était point celui que son adversaire avait chassé auparavant, mais bien un autre lièvre, que ses deux chiens, sans le concours du chien amené par le demandeur, avaient rapproché, puis lancé sur le versant opposé de la montagne de Corne-à-Bœuf, il ne s'ensuivrait point que ce dernier ne serait pas devenu propriétaire du gibier contesté ; — Qu'en effet, en ce cas, Berthod aurait seulement contrevenu aux convenances qui interdisent à quiconque de tirer sur le gibier lancé et suivi par les chiens d'autrui ; que dans ce cas particulier, le défen-

deur ayant le droit de chasser au lieu où les faits se sont accomplis, son adversaire aurait violé les règles les plus élémentaires que la loyauté impose à tout chasseur et que la délicatesse la plus vulgaire réprouve absolument ; — Mais qu'en droit strict le lièvre ainsi obtenu devrait rester à son destructeur, puisque, selon le principe ci-devant posé, le propriétaire des chiens n'ayant ni blessé ni tiré ce gibier et ses chiens ne l'ayant appréhendé qu'en second lieu, il n'en avait la possession à aucun titre légal ; que par suite, dans cette deuxième hypothèse comme dans le premier cas, l'action intentée est fondée ; — Attendu qu'il y a dans la cause des éléments suffisants pour apprécier les dommages-intérêts réclamés ; — Sur les dépens : — Attendu qu'ils doivent être mis à la charge de la partie qui succombe ; — Par ces motifs, statuant en dernier ressort, condamnons le défendeur à payer au demandeur la somme de 7 francs à titre de dommages-intérêts, et à tous les dépens de l'instance. »

Observations. — Jugé déjà dans ce sens que le gibier n'appartient qu'à celui qui s'en est emparé ; mais il n'est pas nécessaire, pour acquérir cette propriété, d'en avoir déjà pris possession ; il suffit que le chasseur ait mis le gibier dans l'impossibilité de lui échapper, soit qu'il l'ait blessé mortellement, soit qu'il l'ait fait appréhender par ses chiens. Justice de paix de Bulgneville, 28 mars 1860, *BULLETIN*, t. II, p. 282 ; de Sains, 16 février 1863, *ibid.*, t. V, p. 129. Voir aussi, Héricourt, 19 mars 1868, *ibid.*, t. X, p. 187. Si deux chasseurs prétendent avoir poursuivi le même gibier, ou l'avoir fait suivre par leurs chiens,

la propriété appartiendra évidemment à celui des deux qui a abattu l'animal.

A. B.

ARTICLE 554.

Tribunal de simple police de Roubaix (Nord).

Président : M. BONNIER, juge de paix.

25 avril 1872.

Balayage. — Eclairage. — Charges de la propriété. — Arrêté municipal. — Contravention. — Solidarité.

Est légal et obligatoire l'arrêté municipal qui fait peser sur la propriété la charge du balayage et de l'éclairage, notamment dans les rues particulières.

En conséquence, sont coupables de contravention et passibles des peines de l'article 471, n° 3 et 15, les propriétaires de maisons sises dans une rue particulière qui, contrairement à un arrêté municipal, n'ont ni balayé ni éclairé la rue.

Le mandataire ou représentant d'un de ces propriétaires ne peut être personnellement compris dans la poursuite.

Ainsi décidé,

Le 25 avril 1872, par jugement du Tribunal de simple police de Roubaix, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Oui l'agent de police produit comme témoin en sa déposition, les prévenus en leurs moyens de défense et l'organe du ministère public en ses réquisitions ; — Vu l'article 471 du Code pénal, aux numéros 3 et 15, lus publiquement par le juge et ainsi conçus : « Seront punis d'amende, depuis 1 franc jusqu'à 5 francs inclusivement : ...3° les aubergistes et autres qui, obligés à l'éclairage, l'auront négligé ; ceux qui auront négligé de nettoyer les rues et passages, dans les communes où ce soin est

« laissé à la charge des habitants ; — « ...15° ceux qui auront contrevenu « aux règlements légalement pris par « l'autorité administrative, etc. ; » — Attendu qu'un arrêté du maire de Roubaix, en date du 14 janvier 1872, visé par le préfet du Nord le 16 du même mois, contient les dispositions suivantes : « Art. 1^{er}. Les rues particulières ouvertes à la circulation publique devront être éclairées et « régulièrement ébouées dans les « mêmes conditions que les rues « appartenant à la ville, et aux frais « des propriétaires ; — Art. 2. Celles « pour lesquelles ces prescriptions « ne seront pas suivies devront être « closes, conformément aux dispositions des arrêtés des 30 novembre 1863 et 30 mars 1871 ; » — Attendu que, suivant ces derniers arrêtés, au cas prévu en l'article 2 du règlement qui précède, les rues particulières, considérées comme simples passages, doivent être fermées pendant la nuit par des grilles placées à l'entrée et à la sortie de ces rues ; — Attendu qu'un autre arrêté du maire de Roubaix, en date du 20 décembre 1860, constate qu'à Roubaix le nettoyage ou le balayage des « rues et passages est laissé à la « charge des habitants ; » — Attendu que la loi du 14 décembre 1789, art. 50, proclame que « c'est une « fonction propre au pouvoir municipal de faire jouir les habitants des « avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité et de la tranquillité dans « les rues, lieux et édifices publics ; » et que la loi du 24 août 1790, tit. XI, art. 3, indique parmi les objets de police confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux « tout « ce qui intéresse la sûreté et la

« commodité du passage dans les
 « rues, quais, places et voies pu-
 « bliques; ce qui comprend le net-
 « toisement, *l'illumination*....., etc.; »
 — Attendu que le premier paragra-
 phe de l'article 471, n° 3, du Code
 pénal, ne spécifiant ni les personnes,
 à part les aubergistes, qui sont
 obligées à l'éclairage, ni l'étendue de
 cette obligation, c'est à l'autorité
 municipale à faire cette spécification,
 les règlements qu'elle prend à ce
 sujet étant de plein droit exécutoires,
 et les infractions qui y sont com-
 mises rendent les habitants, quels
 qu'ils soient, aubergistes et autres,
 passibles de l'application de l'arti-
 cle 471, quoique la disposition de
 loi paraisse plus particulièrement
 avoir en vue certaines professions.
 Cass., 13 juin 1811 (Sirey, 1812, I,
 62; Chauveau et Hélie, t. VI, p. 305;
 Nicias Gaillard et Dalloz, v° *Contra-*
vention, n° 96 et 98); — « Attendu, »
 porte un des considérants d'un ar-
 rêt de la Cour de cassation du
 3 août 1866 (ANNALES DES JUST. DE
 PAIX, 1868, p. 151), « que l'éclairage
 « des rues, places et voies publiques
 « procure aux habitants l'avantage
 « d'en parcourir sûrement tous les
 « quartiers pendant l'obscurité de la
 « nuit; — Qu'il est un des moyens
 « les plus utiles que la police em-
 « ploie pour prévenir les désordres
 « et les crimes et pour veiller à la
 « sûreté publique; — Que, par con-
 « séquent, il rentre essentiellement
 « parmi les objets confiés, par les
 « lois du 14 décembre 1789, du
 « 24 août 1790 et du 22 juillet 1791,
 « à la vigilance et à l'autorité des
 « maires; — Qu'il est, d'ailleurs, par
 « le mot *illumination*, dont se sert la
 « loi de 1790, expressément rangé
 « par cette loi au nombre de ces

« objets et mis sur la même ligne
 « que le nettoisement de la voie pu-
 « blique; — Que cette expression
 « *illumination* désigne non-seule-
 « ment l'éclairage des lieux publics,
 « tels que les auberges, hôtelle-
 « ries, etc., et celui des encombre-
 « ments, mais encore l'éclairage
 « des rues, places et voies publiques;
 « — Que c'est en ce sens que cette
 « expression a toujours été en-
 « tendue, notamment lorsqu'il s'est
 « agi de l'éclairage des grandes
 « villes, comme le prouve le texte de
 « l'ordonnance de police concernant
 « *l'illumination de la ville et faubourgs*
 « *de Paris du 3 novembre 1778*; » —
 Attendu que les règlements, en ma-
 tière d'éclairage et de nettoyage,
 peuvent ne pas être limités aux rues,
 lieux et édifices publics proprement
 dits et que, comme ils ont pour base
 la sûreté et la salubrité, ils peuvent
 être légalement étendus, même à
 des biens qui sont des propriétés
 particulières. Cass., 6 février 1823
 (Dalloz A., II, 141); 2 juin 1837
 (D. P., 1842, I, 223); 19 janvier 1836,
 15 mai 1856 et 19 janvier 1857. *Sic*;
 Henrion de Pansey, *Compét. des juges*
de paix, chap. XXII, § 4, p. 198; BULL.
 DES DÉCIS. DES JUGES DE PAIX, 1868,
 p. 19); — Attendu donc que l'arrêté
 du maire de Roubaix, du 11 jan-
 vier 1872, est légal et obligatoire; —
 Attendu que cet arrêté fait peser sur
 la propriété la charge de l'éclairage
 et du balayage et qu'il est encore
 sur ce point conforme à la doctrine
 et à la jurisprudence; — Attendu ce
 fait que les sieurs Mercier, Broyesws,
 Frère, Decarne, Rasson, Talmond,
 Lesenne, Allart, Depraet et Renard,
 propriétaires des maisons de l'un
 des côtés de la rue particulière, ou-
 verte à la circulation publique, dite

de l'Avocat, à Roubaix, et la Banque de Flandre, ayant son siège à Gand, propriétaire de l'ancienne maison et des magasins et dépendances du sieur Goudeman, de l'autre côté de cette rue, en la personne de M^e Duthoit, notaire à Roubaix, dont cette banque serait ici la cliente, sont prévenus de la double contravention à l'arrêté du 11 janvier 1872, résultant du défaut d'ébouage et d'éclairage de cette rue ; — Attendu, en ce qui concerne le prévenu Mercier, qu'il résulte des débats qu'il est simple intéressé, à titre d'associé, dans la maison située en cette rue, appartenant aux sieurs Decaisne frères et dont il n'est, quant à lui, à aucun titre propriétaire ; — Attendu, par rapport au notaire Duthoit, que la responsabilité de la peine, soit d'amende, soit, en cas de récidive, d'emprisonnement, est personnelle et ne peut s'étendre aux tiers ; — Que, par conséquent, ce notaire, fût-il même mandataire, ce qui n'est pas établi, du propriétaire belge de l'immeuble dont il s'agit, n'a pu être valablement compris dans la poursuite ; et, en outre, que ce propriétaire belge n'a pas été régulièrement touché par l'exploit de citation du 16 avril pour l'audience du 18, signifié à la personne et au domicile du même notaire ; — Attendu, en ce qui regarde tous les autres prévenus, que ceux-ci soutiennent qu'ils ont toujours opéré et ne cessent de faire régulièrement l'ébouage sur la moitié de la rue de leur côté, conformément aux prescriptions de l'arrêté du 20 décembre 1860, mais que le défaut de balayage de l'autre moitié de cette rue en empêche seul le nettoisement, et que cette déclaration unanime et cir-

constanciée des prévenus résidant à Roubaix n'a nullement été infirmée, à défaut de rapport ou de procès-verbal, par la déposition de l'agent de police, produit comme témoin par le ministère public ; — Attendu, quant à l'éclairage, que la contravention, à l'égard des mêmes prévenus, est prouvée par l'aveu de ceux-ci et par la déposition de l'agent de police ; — Par tous ces motifs, statuant en dernier ressort, relaxe les prévenus Mercier et Duthoit, annule en ce qui les concerne la citation et ses suites, sans dépens ; — Dit l'action mal intentée en ce qui concerne le propriétaire étranger de l'ancienne maison Goudeman ; — Dit aussi, à l'égard des autres neuf prévenus, qu'il n'y a, quant à présent, pour le défaut d'ébouage, contre aucun d'eux individuellement, charges suffisantes et les renvoie, de ce chef, des fins de la prévention ; — Mais, quant à ces mêmes derniers prévenus, convaincus de contravention à l'arrêté susvisé pour défaut d'éclairage, condamne chacun d'eux, par corps, en 1 franc d'amende et tous solidairement aux dépens, en fixant au minimum la durée de la contrainte ; leur ordonne, sous peine de fermeture de la rue de la manière déterminée dans l'arrêté, d'opérer cet éclairage, ainsi qu'il est prescrit par l'autorité municipale ; — Dit que, faute par eux de le faire dans les délais fixés par cette autorité, et au plus tard dans la quinzaine de la signification du présent jugement, il y sera pourvu d'office et à leurs frais, à la diligence du ministère public. »

Observations. — Les solutions de ce jugement sont exactes et conformes à une jurisprudence con-

stante. Voir, indépendamment des arrêts et autorités cités dans la sentence, notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, *v° Balayage* et *v° Eclairage*, n° 4, et *Pouvoir administratif et municipal*, n° 1 et 23. C. M.

ARTICLE 555.

Trib. de simple police du canton de Tôtes
(Seine-Inférieure).

Président : M. EUDES, juge de paix.

20 juin 1872.

Cabaretier. — Café. — Arrêté municipal.
Ivresse. — Contravention. — Amende.

Lorsqu'un arrêté municipal, régulièrement approuvé par le préfet, interdit aux cafetiers et cabaretiers de garder chez eux des individus en état d'ivresse ou de les laisser boire jusqu'à l'ivresse, le cabaretier chez lequel ont été trouvés plusieurs consommateurs ivres doit être condamné à autant d'amendes qu'il y avait chez lui d'individus trouvés en cet état.

Ainsi décidé,

Le 20 juin 1872, par jugement du Tribunal de simple police du canton de Tôtes, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Oui le prévenu en ses moyens de défense et le ministère public en ses réquisitions ; — Vu l'arrêté de M. le maire de Tôtes, en date du 1^{er} mars 1865, approuvé par le préfet le 1^{er} mai suivant, portant, art. 6 : « Il est « défendu aux cafetiers, cabaretiers « et débitants de boissons de rece- « voir ou garder chez eux des indi- « vidus en état d'ivresse ou de les « laisser boire jusqu'à l'ivresse ; » — Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal régulier, rédigé par la gendarmerie de Tôtes, en date du 3 mai dernier, non contredit par la preuve contraire, que, ledit jour, Legallet avait, dans son café, trois individus en état d'ivresse ; — Attendu que,

par ce fait, Legallet a commis trois contraventions distinctes à l'arrêté susdaté ; — Attendu, en effet, que le cafetier, en conservant dans son établissement *un seul* individu en état d'ivresse, commet une contravention ; — Attendu que, du moment qu'il est la cause de l'ivresse de plusieurs personnes, soit ensemble et en société, soit séparément, qu'il les reçoit ou conserve ivres, il faut en induire que cette contravention se répète autant de fois qu'il y a de personnes en cet état ; — Attendu que s'il en était autrement, il en résulterait que la répression cesserait d'être en rapport avec la gravité et l'importance du fait et du gain que le contrevenant se procure ; — Attendu que, du moment où l'existence de plusieurs contraventions est légalement reconnue, il y a lieu de prononcer autant de condamnations à l'amende qu'il y a de contraventions, puisqu'il est de jurisprudence que le cumul des peines est de droit en matière de simple police ; — Par ces motifs, — Déclare Legallet convaincu d'avoir, à Tôtes, le 3 mai dernier, commis trois contraventions à l'arrêté susdaté en conservant dans son café trois individus en état d'ivresse ; — Et pour ce fait, lui faisant l'application de l'article 471, n° 15, du Code pénal ; — Le condamne en 1 franc d'amende pour chaque contravention et aux dépens, le tout par corps. »

Observations. — Cette sentence consacre une fois de plus, et par d'excellents motifs, une jurisprudence déjà ancienne et adoptée par de nombreux arrêts de la Cour de cassation. Voir, dans le même sens, un jugement du Tribunal de police du canton de Remiremont, en date du 8 novembre 1871, *BULLETIN*, t. XIV, p. 76, et nos observations à l'appui. Voir aussi *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, *v° Contraventions*, n° 34 et suiv., et les arrêts cités. C. M.

ARTICLE 556.

Justice de paix du canton de Gysoing
(Nord).

Président : M. MANOUVRIEZ-CÉCILLE,
juge de paix.

2 juillet 1872.

Action possessoire. — Eaux pluviales.
Servitude. — Libération.

Lorsque le cours naturel des eaux pluviales a été changé par des ouvrages établis sur un fonds supérieur, depuis moins de trente ans, le propriétaire inférieur ne peut, sous aucun rapport, être réputé avoir droit à la libération de la servitude légale dérivant de la situation des lieux, aux termes de l'article 640 du Code civil. Ce propriétaire ne peut donc exercer l'action possessoire contre le propriétaire du fonds supérieur, s'il plaît à celui-ci de détruire les ouvrages qu'il avait construits, et de laisser ainsi les eaux pluviales reprendre leur pente naturelle à travers les fonds inférieurs au sien.

Ainsi décidé,

Le 2 juillet 1872, par la sentence suivante de M. le juge de paix de Gysoing :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Considérant qu'il résulte de l'inspection des lieux que les bâtiments du sieur Wauquier se trouvent sur un plan incliné, supérieur à celui où est construite la maison du demandeur, en sorte que les eaux pluviales découlant de ces bâtiments sont amenées, par la pente naturelle du terrain, à passer devant la maison de Menet ; — Considérant que, suivant la déposition de plusieurs témoins, cet état de choses avait subsisté de tout temps et n'a été temporairement interrompu que depuis une dizaine d'années, à l'époque où le défendeur donna à ces eaux pluviales un autre cours, en creusant sur son propre fonds la rigole en litige, laquelle, en contournant le jardin du demandeur,

conduisait ces eaux dans le fossé du chemin de grande communication de Templeuve à Sainghin ; — Considérant que, aux termes de l'article 640 du Code civil, les fonds inférieurs sont assujettis, envers ceux qui sont plus élevés, à recevoir des eaux qui en découlent naturellement ; que cette servitude, dérivant de la situation des lieux, existe par la seule force de la loi ; — Considérant que, suivant les articles 641 et 642 du Code civil, nul ne peut acquérir les eaux d'une source qui naît dans un fonds supérieur au sien, s'il n'a eu la jouissance non interrompue de ces eaux, depuis trente ans, à l'aide de travaux apparents, destinés à faciliter la chute et le cours de l'eau dans sa propriété ; — Considérant que, en raisonnant par analogie, pour que le sieur Menet eût pu s'affranchir de la servitude que lui imposait l'article 640 du Code civil, il aurait fallu que la rigole qui servait à changer le cours de l'eau provenant des bâtiments et terrains supérieurs, eût été faite par lui sur le terrain de Wauquier, ou qu'il eût construit, sur sa propriété, des travaux apparents, à l'effet d'empêcher les eaux d'arriver sur son fonds, en les refoulant sur celui de Wauquier, ce qui n'existe pas dans la cause ; — il est vrai que, suivant Pardessus, *Traité des servitudes*, n° 304, la prescription est un moyen d'éteindre les servitudes, aux termes de l'article 706 du Code civil ; mais l'effet de cet article ne doit pas s'étendre à toutes sortes de servitudes : la place qu'il occupe dans le chapitre des *Servitudes conventionnelles* ne le rend applicable qu'à ces dernières ; en effet, si, dans les servitudes conventionnelles, l'affranchissement du

fonds servant peut résulter d'actes qui, par une durée de trente ans, équivalent à une remise formelle de la servitude de la part du propriétaire du fonds dominant, il doit en être tout autrement lorsque les servitudes dérivent de la situation naturelle des lieux. Dans ce cas, les actes de pure faculté auxquels a pu se livrer le propriétaire du fonds dominant ne changent pas la nature des choses d'où résulte la servitude, et, par suite, ne peuvent opérer la libération de cette servitude au profit du propriétaire du fonds assujéti ; — Considérant, au surplus, que si, aux termes de l'article 706 du Code civil, une servitude est éteinte par le *non-usage pendant trente ans*, il est constant au procès que ce laps de temps ne s'est pas écoulé depuis que les eaux pluviales ont été détournées de la direction naturelle qui les portait vers le fonds de Menet ; — Considérant, que la rigole litigieuse ayant été creusée par le défendeur, sur son propre terrain, ce fait a été purement volontaire de sa part, et que, aux termes de l'article 2232 du Code civil, les actes de pure faculté ne peuvent fonder ni possession ni prescription ; que ce principe est admis, soit pour acquérir, soit pour se libérer ; — Par ces motifs, statuant à charge d'appel, déboutons le sieur Menet de sa demande et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Ce jugement, fort bien motivé, résout exactement selon nous une question délicate qui a fait doute en doctrine, et qui n'a pas encore été, que nous sachions, spécialement tranchée par aucun arrêt de la Cour suprême. Il est de règle, expressément établie par l'ar-

ticle 640 du Code civil, que les propriétaires inférieurs ne peuvent se livrer à aucune entreprise qui tendrait à nuire au libre écoulement des eaux. Leurs propriétés sont donc nécessairement assujétiées, à raison de leur situation, à recevoir les eaux, pluviales ou de source, qui découlent naturellement des fonds supérieurs. Mais peuvent-ils être libérés de cette servitude, si pendant un temps assez long pour prescrire ils ont cessé, par suite de travaux opérés par les propriétaires des fonds supérieurs, de recevoir les eaux pluviales qui tombent sur le fonds de ceux-ci ? Un arrêt de la Cour de Lyon du 29 mai 1844 a résolu la question affirmativement ; il s'agissait, en l'espèce, d'ouvrages destinés à changer le cours naturel des eaux pluviales, mais établis dans un intérêt collectif et dans une vue d'ensemble. L'arrêt, en attribuant aux propriétaires inférieurs la libération de la servitude, établissait d'ailleurs soigneusement que le point de fait dominait, dans la cause, la question de droit, et par suite on n'en saurait déduire que la solution de cet arrêt ait une portée générale et applicable à quelque espèce que ce soit. En principe, et en dehors de conventions faites dans un intérêt général comme dans l'espèce de l'arrêt de Lyon, le propriétaire du fonds supérieur n'est pas obligé de laisser couler les eaux. Il s'agit ici d'un droit de pure faculté, qui n'est pas susceptible de produire la prescription contre lui, tant qu'il n'a pas été fait par le propriétaire inférieur aucun ouvrage constituant une contradiction légale à la servitude d'écoulement des eaux. Par suite, et le jour où il plaît

au propriétaire supérieur de renoncer à retenir les eaux pluviales sur son fonds, il conserve le droit d'invoquer la disposition de l'article 640 du Code civil ; le propriétaire inférieur ne peut donc prétendre avoir la possession de son fonds libre de tout écoulement des eaux supérieures, puisque cette libération plus ou moins prolongée ne provenait que d'une simple faculté ou du bon vouloir du propriétaire supérieur. A plus forte raison doit-il en être ainsi lorsque les eaux pluviales n'ont pas été retenues plus de quelques années par le propriétaire supérieur, et que par suite le propriétaire inférieur ne serait pas même fondé à invoquer une prescription trentenaire. A. B.

ARTICLE 557.

Justice de paix du canton de Trévoux
(Ain).

Président : M. TRUCHARD-DUMOLIN,
juge de paix.

15 décembre 1871.

*Péremption d'instance. — Prescription.
— Action civile. — Injure. — Diffamation. — Conclusions additionnelles.*

En justice de paix la péremption d'instance ne peut avoir lieu que dans un seul cas, celui d'un jugement interlocutoire. Dans tous les autres cas, l'instance peut être reprise au moins pendant trois ans.

Toutefois l'instance ne peut plus être reprise quand l'action elle-même est prescrite, spécialement lorsque, s'agissant d'une action civile en réparation d'une injure simple, il s'est écoulé plus d'un an à compter du jour où l'injure a été proferée.

Dans le cours d'une instance, chaque partie a le droit d'augmenter ou de modifier ses conclusions ; notamment le demandeur qui, outre l'injure, se prétend victime d'une diffamation, est recevable à en demander la réparation par des conclusions addition-

nelles, en sorte que tout en succombant sur sa demande primitive, il peut se voir adjuger ses conclusions nouvelles, si, soit par l'aveu de la partie adverse, soit par tout autre moyen, il rapporte la preuve de la diffamation.

Ainsi jugé,

Le 15 décembre 1871, par jugement de M. le juge de paix de Trévoux, conçu en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — En ce qui concerne la demande principale en reprise d'instance : — En fait : — Attendu que, par exploit introductif d'instance du ministère de l'huissier Calicia, en date du 10 novembre 1870, enregistré, le sieur Poncet a fait citer le sieur Antoine en paiement de 2,000 francs de dommages-intérêts pour l'avoir traité publiquement de voleur ; — Attendu que cette instance, après plusieurs renvois successifs, nécessités par l'instruction de l'affaire, a été rayée du rôle, à l'audience du 3 mars dernier, à défaut de comparution des parties en cause ; — Attendu que, par autre exploit du même huissier, en date du 10 novembre 1871, le même demandeur a fait citer le même défendeur, pour voir reprendre l'instance précitée ; — En droit : — Attendu que devant les justices de paix la péremption d'instance ne peut avoir lieu que dans un seul cas, celui d'un jugement interlocutoire ; que l'article 15 du Code de procédure civile a modifié en ce sens l'article 7 de la loi du 26 octobre 1790, tit. VII, qui prononçait non-seulement la péremption de toutes les instances après quatre mois, mais encore l'extinction de l'action ; — Que dès lors, dans tous les autres cas, l'instance peut toujours être reprise

pendant trois ans suivant Boitard et Chauveau, et pendant trente ans suivant Carré et Curasson ; — Mais qu'il n'y a pas lieu à reprendre l'instance, quand l'action elle-même se trouve prescrite (C. de cass., 26 octobre 1812) ; — Attendu, en effet, que l'action civile intentée par le sieur Poncet *avait pour but* la réparation d'une injure qui lui avait été adressée publiquement par le sieur Antoine le 7 ou le 8 novembre 1870, antérieurement à la citation introductive d'instance du 10 novembre de la même année ; — Attendu que cette injure constituait une contravention de simple police ; et qu'aux termes de l'article 640 du Code d'instruction criminelle, l'action civile et l'action publique pour une contravention de police seront prescrites après une année révolue, à compter du jour où elle aura été commise, même lorsqu'il y aura eu instruction ou poursuite, si dans cet intervalle il n'est point intervenu de condamnation ; — Attendu que cette prescription emporte la déchéance de l'action civile, comme celle de l'action criminelle, le législateur n'ayant pas voulu, dans un intérêt privé, autoriser des débats qu'il ne permettait pas dans un intérêt public ; — Attendu, en outre, que cette prescription constitue une exception d'ordre public, proposable en tout état de cause et devant tous les degrés de juridiction ; que dès lors les juges doivent suppléer cette exception d'office ; — Attendu enfin que l'injure qui a donné naissance à la demande du sieur Poncet, ayant été proférée du 7 au 8 novembre 1870, antérieurement au 10 même mois, date de la citation introductive d'instance, s'est trouvée prescrite

par un an au 10 novembre 1871, date de la nouvelle citation en reprise d'instance ; — Qu'il y a donc lieu de déclarer non recevable la demande du sieur Poncet, en tant qu'elle se fonde sur une injure prescrite ; — En ce qui concerne les conclusions additionnelles du demandeur : — En fait : — Attendu que par les conclusions additionnelles du 8 décembre courant, prises à l'audience, en présence du sieur Antoine, le sieur Poncet a soutenu que le 7 ou le 8 novembre 1870, à Trévoux, au café Neyret, en présence de plusieurs personnes, ledit sieur Antoine l'avait non-seulement injurié en le traitant de *lâche* et de *voleur*, mais encore qu'il l'avait diffamé en lui disant : *Si vous aviez fait comme moi, vous auriez pris la femme et l'argent*, TANDIS QUE VOUS AVEZ PRIS L'ARGENT ET VOUS AVEZ LAISSÉ LA FEMME ; — Que ces termes offensants constituent l'imputation d'un vice déterminé, et par conséquent une véritable diffamation, en réparation de laquelle il a persisté dans sa demande de 2,000 francs de dommages-intérêts ; — En droit : — Attendu que, dans le cours d'une instance, chaque partie a le droit d'augmenter ou de modifier ses conclusions, pourvu que ce soit toujours le même fait, *eadem res*, qui soit en litige entre les mêmes parties, en un mot, pourvu qu'elle ne substitue pas une action nouvelle et toute différente à la demande originaire, et qu'enfin les parties en cause soient en présence l'une de l'autre pour proposer leurs moyens de défense ; — Attendu que les conclusions additionnelles du demandeur n'envisagent plus le fait qui a donné naissance à la demande primitive comme une injure constituant une contra-

vention prescriptible par une année, mais bien comme une diffamation constituant un délit prescriptible par trois ans, et que dès lors l'action du demandeur ainsi modifiée est recevable, puisqu'un an et quelques jours seulement se sont écoulés depuis l'accomplissement des faits qui servent de base à cette action ; — Que, du reste, elle est recevable dès à présent, puisque aucune action publique n'a été poursuivie à cet égard ; — Attendu qu'aux termes de l'article 13 de la loi du 17 mai 1819, pour constituer la diffamation, il faut qu'il y ait allégation ou imputation d'un fait déterminé, que ce fait porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne à laquelle il est imputé ; — Qu'il est indispensable que l'imputation diffamatoire ait reçu de la publicité, car sans cela elle serait assimilée à l'injure non publique ; — et enfin que cette imputation soit faite dans une intention méchante ; — Attendu toutefois que la diffamation suppose le désir de nuire de la part de l'auteur de l'imputation, et que c'est dès lors à ce dernier à établir qu'il a agi de bonne foi, sans intention de nuire ; — Attendu que, le défendeur Antoine, avouant formellement avoir tenu le propos qui fait l'objet des conclusions additionnelles du sieur Poncet, demandeur, il y a lieu de le tenir pour constant et d'en donner acte à ce dernier, sans qu'il soit besoin de recourir à la preuve testimoniale ; — Attendu que dire en public à une personne : *Si vous aviez fait comme moi, vous auriez pris la femme et l'argent*, TANDIS QUE VOUS AVEZ PRIS L'ARGENT ET VOUS AVEZ LAISSÉ LA FEMME ; que tenir un tel langage à une personne, c'est la blesser dans son honneur et dans sa

considération, car c'est non-seulement lui reprocher d'être un séducteur, mais encore de prendre et garder l'argent de la fille séduite et abandonnée ; — Attendu que, tout en avouant avoir tenu le propos qui précède, le sieur Antoine soutient ne l'avoir fait que parce qu'il y a une dizaine d'années, étant seul avec le sieur Poncet, il proposa à ce dernier en mariage une fille ayant quatre mille francs de dot ; mais que le sieur Poncet lui répondit : « L'affaire est bonne, je prends l'argent et vous donne la mère et le petit » ; — Attendu que cette restriction apportée par le sieur Antoine au propos par lui tenu pourrait en atténuer la portée, dans une certaine mesure, si le fait était reconnu par le sieur Poncet, mais que ce dernier le nie, et que, du reste, l'avouât-il, le sieur Antoine n'en serait pas moins répréhensible de lui avoir reproché en public un fait diffamatoire qui lui aurait été confié dans l'intimité ; — Attendu que le propos dont il vient d'être parlé, tenu par le sieur Antoine dans un lieu public, contient l'imputation d'un fait déterminé, de nature à porter atteinte à l'honneur et à la délicatesse du sieur Poncet ; — Que ce propos réunit en effet tous les caractères de la diffamation verbale, et que la réparation demandée en dommages-intérêts est fondée ; — Qu'il y a lieu toutefois de mesurer ces dommages-intérêts suivant le plus ou le moins de gravité de la diffamation, la qualité et l'éducation des parties en cause, et les circonstances au milieu desquelles la diffamation a été commise ; — Qu'il y a lieu dès lors de ne fixer qu'à la somme de 40 francs la valeur des dommages-intérêts dus au sieur Poncet,

par le sieur Antoine ; — Attendu enfin, quant aux dépens, que ceux de la demande prescrite et, par suite, périmée doivent être supportés par le sieur Poncet, qui a laissé prescrire sa demande primitive ; que ceux de la demande additionnelle doivent être supportés par la partie qui succombe ; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire et en premier ressort ; — Déclarons prescrite et périmée l'instance introduite par exploit de l'huissier Calicia, en date du 10 novembre 1870 ; renvoyons en conséquence le sieur Antoine de ladite demande, en tant qu'elle avait pour base une injure prescrite, et condamnons le demandeur aux dépens de ce chef ; — Et faisant droit aux conclusions additionnelles du demandeur, relatives à la diffamation, après avoir donné acte au demandeur de l'aveu fait par le défendeur Antoine que ce dernier a tenu le propos diffamatoire qui fait l'objet des conclusions précitées, condamnons ledit sieur Antoine, défendeur, à payer au sieur Poncet la somme de 40 francs pour réparation civile du préjudice qu'il lui a causé en proférant contre lui un propos diffamatoire dans les circonstances ci-dessus relatées ; — Condamnons, en outre, le sieur Antoine aux dépens de ce chef, liquidés, etc. ; — Enfin disons que les frais du présent jugement seront supportés un quart par le sieur Poncet et trois quarts par le sieur Antoine, les frais d'expédition et d'exécution restant à la charge de la partie qui y donnera lieu. »

Observations. — Ce jugement, très-habilement rédigé et très-exact sur les deux premières solutions,

nous laisse toutefois des doutes en ce qui concerne la dernière question. Le juge de paix était-il régulièrement saisi par les conclusions additionnelles du demandeur ? Et ces conclusions ne constituaient-elles pas en réalité une demande nouvelle ? Il est vrai que le demandeur concluait au même chiffre de dommages-intérêts sur un fait entièrement nouveau, c'est-à-dire sur une diffamation publique, et, par suite, sur un fait ayant constitué non plus une contravention prescriptible par un an, mais un délit que la prescription de trois ans pouvait seule atteindre. Le jugement le dit lui-même : les conclusions peuvent être augmentées ou modifiées au cours de l'instance, « pourvu que ce soit toujours le même fait, *eadem res*, qui soit en litige entre les mêmes parties. Or, il nous paraît difficile d'admettre que l'injure, d'une part, et le propos diffamatoire, de l'autre, soient *eadem res*. Le demandeur, débouté sur sa première demande, eût été certainement recevable à actionner à nouveau le défendeur pour le fait spécial de diffamation, mais nous ne pensons pas qu'en droit strict il pût introduire cette nouvelle action par de simples conclusions additionnelles entées sur une action prescrite. Le juge de paix les a néanmoins admises, et, à cet égard, nous n'élevons de critique qu'au point de vue des principes rigoureux. Nous reconnaissons d'ailleurs volontiers que la juridiction des juges de paix ayant surtout pour objet d'abrégé les procédures et d'éviter des frais aux parties, le magistrat saisi a sans doute agi sagement en n'exigeant pas une nouvelle citation, et, par suite, les frais d'une action séparée. Il a eu

plus particulièrement droit de procéder de la sorte, alors que le défendeur a consenti à accepter le débat sur ce terrain nouveau, et n'a, en fait, soulevé aucune exception contre la recevabilité de la nouvelle demande. Quant à la compétence, il a été jugé dans le sens de la décision qui précède que l'article 5, n° 5, de la loi du 25 mai 1838, qui attribue aux juges de paix la connaissance des actions pour diffamation verbale, s'applique au cas où la diffamation a été proférée publiquement, tout aussi bien qu'au cas où elle n'a pas été publique. Trib. d'Alby, 1^{er} juin 1857, *ANNALES*. 1859, p. 25. A. B.

ARTICLE 558.

Justice de paix du canton de Saulxures (Vooges).

Président : M. GRANDURY, juge de paix.

7 août 1872.

Ouvriers. — Congé de sortie. — Livret. — Femme mariée. — Concierge de manufacture.

Un concierge d'usine ou atelier doit être considéré comme ouvrier de l'établissement en ce sens qu'il est soumis à l'observation du règlement général de l'usine, à moins de conventions contraires.

Lorsque le mari et la femme sont employés dans un même établissement, quoiqu'à des fonctions différentes, le patron qui a donné au mari son congé de sortie ne peut refuser celui de la femme, surtout si elle-même et le mari le réclament, l'engagement de la femme devant être en ce cas considéré comme la conséquence de celui du mari.

Les sieur et dame Faivre ont fait citer, devant M. le juge de paix du canton de Saulxures, la société Laidevig et C^e, représentée par le sieur Géliot, son gérant, aux fins suivantes :

« Attendu que dans le courant

de juillet dernier le bruit a circulé partout dans la section des Gravières, commune de Saulxures, où ils travaillaient à cette époque, que la femme Faivre avait des relations intimes avec le sieur Thomas, contre-maitre de l'établissement, faisant fonctions de directeur ; — Attendu qu'à raison de ces propos le sieur Faivre demanda à M. Géliot, en sadite qualité, son congé de sortie, qui lui fut délivré le 25 juillet présente année ; — Attendu que M. Géliot refusa de lui donner celui de sa femme, sous prétexte qu'elle était soumise au règlement de l'établissement et devait encore travailler pendant quatre semaines à partir du 13 même mois, jour de la dénonciation par les demandeurs de leur sortie de l'établissement ; — Condamner la société Laidevig et C^e à faire immédiatement sur le livret d'ouvrier de la femme Faivre mention de sa sortie dudit établissement, libre d'engagement, et aux dépens, sans préjudice et sous toutes dues réserves, notamment de ce qui peut leur être dû pour prix de leur travail jusqu'au jour de leur sortie de l'établissement. »

La Société défenderesse, comparissant par le sieur Géliot, son gérant, a conclu à ce que : « Attendu que la femme Faivre n'a pas travaillé pendant quatre semaines après l'avertissement que les demandeurs ont donné le 13 juillet dernier de quitter l'établissement, il plût à M. le juge de paix déclarer les demandeurs non recevables dans leur action, les en débouter et les condamner aux dépens. »

Jugement du 7 août 1872 :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Après

avoir ouï les parties dans leur dire, explications, moyens et conclusions, avons statué ainsi qu'il suit : — Considérant qu'à la date du 13 juillet dernier, les époux Faivre, comme le prescrit l'article 2 du règlement des établissements de la société Laidevig et C^e, ont prévenu le chef de l'établissement des Graviers, où ils étaient alors occupés, le mari, comme portier, et sa femme comme tisserande, de leur intention de quitter cet établissement dans quatre semaines ; — Considérant que le sieur Faivre, à qui sa femme avait raconté quelques jours auparavant que ledit sieur Thomas s'était permis, en son absence, d'aller dans la chambre de sa femme pendant la nuit, crut devoir en informer M. Géliot, en lui disant qu'il lui était impossible de rester plus longtemps aux Graviers, où le bruit circulait partout que sa femme avait des relations intimes avec ledit sieur Thomas ; — Considérant que, sur la demande de Faivre, M. Géliot, en sa dite qualité, lui délivra son congé à la date du 25 juillet dernier, mais qu'il refusa de lui donner celui de sa femme, sous prétexte que, elle, étant soumise au règlement général, devait encore travailler pendant quatre semaines après l'avertissement, tandis qu'il n'en était pas de même pour lui, attendu d'une part que les portiers ne sont point considérés comme ouvriers de l'établissement, et d'autre part parce que Faivre n'avait point de livret en entrant au service de la société Laidevig et C^e ; — Considérant que dans cette situation on ne peut s'expliquer la manière d'agir de M. Géliot, gérant, car il est bien évident que la femme Faivre avait plus de droit

que son mari d'exiger son congé immédiat ; — Sur les objections faites par la défenderesse : — Considérant qu'à nos yeux, on doit considérer un portier comme ouvrier de l'établissement, puisqu'il y est attaché ; que conséquemment il est soumis à l'observation du règlement général, à moins de conventions contraires qui n'existent pas dans la cause ; au surplus, la preuve que la défenderesse l'a regardé comme tel, c'est qu'elle a reçu à la date du 13 juillet dernier sa *dénonciation pour lui et sa femme de leur sortie* : le fait par Faivre de n'avoir pas eu de livret n'implique certainement pas une intention de rester en dehors du règlement général ; ce ne serait tout au plus, de la part de l'ouvrier comme du chef de l'établissement, qu'une contravention à la loi ; — Considérant encore, d'un autre côté, que lorsqu'un patron donne à un homme marié son congé de sortie, il ne peut évidemment pas lui refuser celui de sa femme, surtout si elle-même et son mari le réclament, l'engagement de la femme n'étant, selon nous, que la conséquence de celui du mari, quand tous deux travaillent dans le même établissement ; du reste, il ne pourrait en être autrement sans de graves inconvénients, d'abord pour la morale, ensuite pour les époux, qui se trouveraient dans l'obligation de vivre séparément, ce qui serait plus dispendieux pour eux ; — Attendu que la partie qui succombe doit supporter les frais ; — Par ces motifs, condamnons la société Laidevig et C^e à faire, dans les trois jours du présent jugement, sur le livret de Marie-Adèle Gérard, femme Faivre, mention de sa sortie de l'établisse-

ment des Gravières, libre d'engagement; condamnons en outre ladite Société aux dépens, liquidés au coût du timbre, de l'enregistrement et de la mise à exécution de ce jugement; — Et à défaut par cette société de faire la mention dont s'agit dans le délai ci-dessus fixé, disons que le présent jugement en tiendra lieu; — Ordonnons que ce jugement sera exécutoire sur minute et sans aucun délai, conformément à la loi. »

Observations. — Il nous est difficile d'adopter comme exacte la première solution résumée en tête de ce jugement. Un concierge est un homme de service à gages, qui ne peut être considéré comme ouvrier, ni soumis aux règles relatives aux ouvriers. Le fait que ce concierge exerce ses fonctions dans une fabrique ne saurait en changer la nature. Cela a été si bien compris dans l'espèce, que le concierge n'a pas songé à demander un livret d'ouvrier, et que les patrons ne se sont jamais cru en contravention pour l'avoir conservé sans livret. Nous n'hésitons pas à croire que l'absence de livret au nom du concierge n'aurait légitimé une poursuite ni contre ce dernier ni contre le directeur de l'usine. Par suite, nous ne pensons pas que le concierge fût astreint à l'observation du règlement intérieur de l'usine, s'il ne l'avait pas, par conventions spéciales, personnellement accepté. Par les mêmes raisons, nous estimons que le concierge de l'usine, au cas où il eût été seul engagé au procès pour son salaire ou pour son congé, n'aurait pas été recevable à intenter son action devant le conseil des prud'hommes, s'il en eût existé dans

le lieu de la situation de l'usine.

Sur la seconde solution, qui résume d'ailleurs la véritable question du procès, nous approuvons entièrement la décision de M. le juge de paix de Saulxures. Il est vrai que le mari et la femme étaient à nos yeux engagés à des conditions différentes et que, sans le lien qui les unit, ils eussent été astreints l'un aux règles spéciales de l'atelier, et l'autre aux règles générales de la domesticité. Mais, en fait, lorsqu'un patron engage, pour des travaux semblables ou différents, le mari et la femme simultanément, il a dû exister dans l'esprit des parties une convention tacite qui modifie les principes ordinaires des congés. Evidemment les parties contractantes ont entendu que l'engagement serait collectif, que le renvoi ou le départ de l'un entraînerait le congé de l'autre à la même date. Par suite, le patron, en acceptant le congé du mari, avait par cela seul l'obligation de laisser partir la femme avec lui. Dans l'espèce, cette obligation était d'autant plus impérieuse pour le chef de l'établissement, qu'en fait c'était surtout la femme qui avait de justes motifs de demander à quitter l'usine, et que le congé donné par le mari était fondé sur les griefs particuliers de la femme. A. B.

ARTICLE 559.

Tribunal de simple police de Saint-Béat
(Haute-Garonne).

Président : M. DUPUY, juge de paix.

12 novembre 1872.

Gardes particuliers. — Procès-verbaux.
— Rédaction. — Signature. — Nullité.

Les gardes champêtres particuliers qui ne

savent ou ne peuvent écrire leurs procès-verbaux sont tenus, à peine de nullité, de les faire écrire par l'un des fonctionnaires ayant pouvoir légal pour cet objet.

La nullité ne saurait être couverte par la lecture faite de ce procès-verbal à son auteur, au moment de l'affirmation du procès-verbal, par le magistrat ou l'officier public qui la reçoit.

Ainsi décidé,

Le 12 novembre 1872, par jugement du Tribunal de simple police du canton de Saint-Béat, dans les termes suivants :

« LE TRIBUNAL : — Considérant que les gardes des particuliers ont les mêmes caractères, les mêmes attributions, et sont soumis aux mêmes prescriptions que les gardes communaux ; — Considérant que, d'après l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1790 - 5 janvier 1791, et l'article 6, sect. VII, tit. I, du Code rural du 24 septembre 1791, les gardes champêtres communaux ou des particuliers qui ne savent ou ne peuvent écrire eux-mêmes leurs procès-verbaux sont tenus de les faire écrire par l'un des fonctionnaires ayant pouvoir légal pour cet objet ; — Que les dispositions légales précitées n'ont pas été abrogées par le Code d'instruction criminelle du 28 floréal an X ; — Et que, sous l'empire des unes et des autres de ces législations, l'écriture du garde ou d'autres personnes ayant un caractère officiel a été exigée comme garantie de la rédaction des procès-verbaux ; — Considérant que, dans l'espèce, le procès-verbal dont il s'agit a été seulement signé par le garde particulier Tolazac, et que rien ne caractérise, d'ailleurs, qu'il soit l'œuvre d'un fonctionnaire ayant qualité pour le dresser sous sa

dictée ; qu'il ne saurait donc faire foi de son contenu, le vice de forme dont il est entaché le rendant radicalement nul ; — Considérant que cette nullité ne saurait être couverte par la lecture qui a été faite de ce procès-verbal à son auteur par l'adjoint au maire d'E..., au moment de l'affirmation du procès-verbal, parce que cette lecture ainsi que l'affirmation sont un accessoire indépendant du procès-verbal et des conditions attachées à sa validité ; — Considérant que le ministère public ne produit pas d'autres éléments de preuve à l'appui de la contravention dont est incriminé Paquier ; — Par ces motifs, statuant en dernier ressort, déclare le procès-verbal dont s'agit nul en la forme et relaxe Paquier, prévenu, sans dépens. »

Observations. — La doctrine de ce jugement est exacte en ce qui concerne les gardes champêtres soit des communes, soit des particuliers (V. dans le même sens notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 3^e édit., v^o *Procès-verbaux*, n^{os} 140 et 153). Mais il n'en est pas de même pour les gardes des bois des particuliers. L'article 165 du Code forestier dispose que si, par un empêchement quelconque, le procès-verbal est seulement signé par le garde, mais non écrit entièrement de sa main, l'officier public qui en recevra l'affirmation devra lui en donner préalablement lecture, et faire ensuite mention de cette formalité, d'où résulte que le procès-verbal du garde est valablement libellé dans ces conditions. C'est ainsi qu'il avait été procédé dans l'espèce, et l'adjoint qui avait reçu l'affirmation avait observé les dispositions du paragra-

phe 2 de l'article 165 précité. Mais dans l'espèce il s'agissait d'un garde champêtre et non pas d'un garde de bois ou forêts. C'est donc avec raison que le juge de police a pu appliquer la règle relative aux procès-verbaux des gardes champêtres communaux ou particuliers. V. dans ce sens Cass., 10 février 1843, *ANNALES*, 1^{re} série, t. III, p. 128. C. M.

ARTICLE 560.

Justice de paix du canton d'Arpajon
(Seine-et-Oise).

Président : M. ALP. BOULÉ, juge de paix.

8 mars 1872.

Vente. — Marchandise défectueuse. — Réduction du prix stipulé. — Serment supplétoire. — Fûts en mauvais état. — Faute de l'expéditeur. — Transport.

L'expéditeur qui enfûte un liquide dans des tonneaux envoyés par le destinataire se fait, par leur emploi, le *negotiorum gestor* de ce dernier, et doit s'imputer à faute de ne pas lui avoir fait connaître, avant d'en avoir fait usage, leur mauvais état.

Le serment déféré d'office au destinataire de la marchandise est le seul moyen de preuve, en cas de contestation sur le prix à payer, quand le vendeur, avisé du mauvais état de la marchandise au moment de la prise de livraison, a déclaré qu'il serait payé suivant la loyauté de l'acheteur, et qu'il s'en est ainsi remis à sa bonne foi.

Les frais de transport d'un produit dont la valeur marchande se trouve inférieure à celle qui a été convenue doivent, s'ils sont à la charge du destinataire, subir une réduction proportionnelle, en ce sens qu'une partie de ces frais doit rester à la charge de l'expéditeur.

Ainsi décidé,

Le 8 mars 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton d'Arpajon, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant le

délibéré ordonné le 9 février dernier ; — Attendu que le sieur Halbout, sur la nouvelle du mauvais état dans lequel le sieur Duval avait reçu le cidre à lui expédié en cinq fûts, lui a fait savoir le 13 juillet 1871, en s'occupant de le lui faire livrer par le chemin de fer sans remboursement, qu'il espérait que ledit cidre se remettrait et qu'il le payerait selon sa loyauté ; — Que le 7 août suivant le cidre, dégusté par M. l'adjoint de Saint-Michel-sur-Orge et diverses autres personnes par lui appelées à la gare de Saint-Michel, a été trouvé faible, de mauvaise qualité et tourné à l'aigre ; — Attendu cependant que le sieur Halbout, en réclamant, au mois de décembre 1871, 120 francs pour le montant du prix originellement convenu, et 23 fr. 50 pour port de fûts, réparation d'iceux et congé, soutient que les fûts envoyés par le sieur Duval, sales et mal joints, étaient la cause que le cidre s'était gâté ; — Attendu que si les fûts étaient dans l'état prétendu, le sieur Halbout a eu le tort de ne pas en donner avis au sieur Duval, et devait s'abstenir d'en faire usage, surtout dans la conviction où il était, dit-il lui-même, qu'ainsi enfûté le cidre se détériorerait inévitablement ; — Qu'il devait d'autant plus agir ainsi, que le sieur Duval, si le mauvais état des fûts résultait de la négligence de la compagnie du chemin de fer, aurait pu alors exercer utilement contre cette dernière un recours quelconque ; — Que, pour avoir raison du système du sieur Halbout, le sieur Duval a le 10 janvier 1872 invité les sieurs Nemart et Caron, marchands de vin demeurant à Saint-Michel-sur-Orge, à visiter le cidre dont s'agit, et que

ces messieurs, procédant officieusement, ont déclaré qu'il était de très-inférieure qualité, sans alcool, et ne pouvait représenter qu'une marchandise réduite de degré, ajoutant que le manque de force alcoolique était la seule cause de son peu de qualité ; — Que, goûté de nouveau à l'une des dernières audiences par un tiers désintéressé, il a été reconnu aigre et de mauvaise qualité ; — Attendu qu'outre qu'il nie devoir le port du fût, gardé par le demandeur, soit 1 fr. 50, le sieur Duval réclame reconventionnellement pour sa valeur 5 francs et conteste les frais de réparation comme n'ayant pas été nécessaires ; — Attendu qu'il a offert à titre de transaction pour le prix du cidre une somme sur laquelle il a déclaré vouloir imputer le montant du port, payé en enlevant la marchandise ; — Attendu que le sieur Halbout refuse cette offre ; — Attendu que ce dernier ayant en définitive suivi la foi du sieur Duval en déclarant qu'il serait payé selon sa loyauté, c'est le cas pour le Tribunal de déférer au défendeur le serment supplétoire sur la valeur marchande du cidre dont s'agit ; — Par ces motifs, ordonnons que le sieur Duval affirmera sous la foi du serment quelle est, suivant lui, faisant une appréciation loyale, la valeur marchande dudit cidre, tout, jusqu'au serment prêté, ou refusé, réservé ; — Et à l'instant le sieur Duval, étant entré dans le prétoire, a, la main droite levée, affirmé avec serment que le cidre ne valait pas plus de 60 francs ; il a, en outre, sollicité pour le paiement un délai de grâce jusqu'au 1^{er} avril prochain ; — De tout quoi nous lui donnons acte, et statuant

par jugement définitif et en premier ressort, vu ce qui résulte du serment, et attendu en outre que le sieur Halbout n'a pas droit au port du fût par lui gardé, qu'il doit tenir compte de sa valeur et que sur les frais de reliage il convient de déduire 1 fr. 50, 1 franc par fût paraissant suffisant ; — Attendu, en outre, que, le prix du cidre se trouvant réduit à 60 francs, le sieur Duval a droit, non pas à la remise totale des 33 fr. 10 qu'il a payés pour le port, mais au moins à un tiers de cette somme, soit 11 fr. 05 ; — Par tous ces motifs, condamnons le sieur Duval à payer, tout compte fait, au sieur Halbout la somme principale de 64 fr. 45, le condamnons aux intérêts tels que de droit et aux dépens liquidés, etc. ; — Et attendu que le délai demandé n'est pas excessif, disons qu'il sera sursis à l'exécution du présent jugement jusqu'au 1^{er} avril prochain. »

Observations. — Nous n'avons, à l'occasion de ce jugement, qu'une critique à faire, en ce qui concerne la troisième solution. Il est de règle constante, d'ailleurs consacrée par la jurisprudence interprétative de l'article 1608 du Code civil, qu'à défaut de conventions contraires la marchandise voyage pour le compte et aux frais de l'acheteur. Comme le prix du transport est basé sur le poids et non sur la qualité du liquide, peu importe que ce liquide ait plus ou moins de valeur, l'acheteur qui en prend livraison n'en doit pas moins le prix total du transport. Nous croyons donc que c'est à tort que le juge saisi, dans l'espèce, a accordé à l'acheteur une diminution des frais d'expédition. La réduction

qui lui était d'ailleurs légitimement due devait porter exclusivement sur le prix de la marchandise, et proportionnellement à la détérioration ou à la mauvaise qualité de cette marchandise, mais non sur les frais de transport, qui devaient rester exclusivement à la charge de l'acheteur.

A. B.

ARTICLE 564.

Justice de paix de St-Georges-sur-Loire
(Maine-et-Loire).

Président : M. DEMAILLASSON,
juge de paix.

20 juillet 1871.

*Vente. — Marché. — Ivresse prétendue.
Enquête. — Dommages-intérêts.*

Celui qui excipe de la nullité d'un marché passé par lui, sous le prétexte qu'il se serait trouvé en état d'ivresse au moment de la convention, doit prouver péremptoirement le fait qu'il allègue, un marché régulier ne pouvant être annulé sur de simples présomptions.

Poiroux a acheté de Rochard une génisse, sans la voir, disant la bien connaître, et sur le prix il a donné 20 francs à Rochard.

Rochard, sans nier le marché et avoir reçu 20 francs à titre d'acompte, a prétendu que le marché était nul, parce qu'il ne savait pas ce qu'il avait fait, se trouvant dans le moment dans un état complet d'ivresse, ce qu'il a offert de prouver par témoins.—Enquête, et le 20 juillet 1871, jugement ainsi conçu :

« NOUS, JUGE DE PAIX ; — Attendu que si Rochard a établi que le jour dit il était pris de vin, il ne l'a fait que par des témoins qui n'étaient pas présents au marché ; — Que, pour que l'obligation qu'il avait con-

tractée fût viciée dans son essence, il aurait fallu qu'il fût prouvé qu'au moment même de la convention il avait perdu la raison, résultant de l'état d'ivresse, dans lequel il aurait été alors, mais que rien ne prouve positivement cet état ; — Que, si sur des présomptions dans l'espèce il était permis aux juges de prononcer l'annulation d'un marché, ce serait créer un précédent dont s'armerait la mauvaise foi, pour contester ce qui aurait été volontairement convenu, et ébranler ainsi la sécurité des transactions, qui doivent être respectées et maintenues, tant que des preuves péremptoires n'en viennent faire ressortir la nullité, d'une manière certaine, à cause de l'incapacité actuelle d'une des parties contractantes ; — Attendu que Richard n'a pas fait cette preuve décisive ;

« Par ces motifs, jugeant en dernier ressort ; — Condamnons le défendeur à livrer au demandeur la génisse en question, et dans les vingt-quatre heures de la signification du présent jugement ; — Le condamnons en outre en 20 francs de dommages-intérêts pour inexécution de la convention, et en tous les dépens liquidés à...., etc. ; — Disons aussi que, si Rochard ne livre pas l'animal vendu dans le délai imparti, il ajoutera aux 20 francs de dommages-intérêts auxquels il est condamné les 20 francs qu'il a reçus comme à-compte sur le marché ; le tout avec dépens. »

Observations. — L'influence de l'ivresse sur l'appréciation des conventions a donné lieu à trois systèmes différents. Certains auteurs soutiennent que l'ivresse seule ne

suffit pas pour vicier le consentement, alors même qu'elle aurait mis l'une des parties dans un état tel qu'elle n'aurait pas eu conscience de ce qu'elle faisait, si d'ailleurs l'ivresse n'avait pas été provoquée par des manœuvres frauduleuses de l'autre partie, et si l'acte n'était pas déraisonnable en lui-même. D'autres auteurs prétendent au contraire que l'ivresse est toujours une cause de résolution des contrats, encore bien qu'il n'y ait ni dol ni fraude de la part de celui envers qui l'obligation est contractée. En ce sens, Colmar 27 août 1819, Angers; 12 décembre 1823 et 30 mars 1843. Enfin un troisième système intermédiaire distingue entre le cas où l'ivresse n'est pas de nature à faire perdre complètement la raison à la partie et à l'empêcher de donner un consentement libre, et celui où elle a produit cet effet. Dans ce dernier cas, elle rend nulle la convention pour défaut de consentement. Dans le premier, il ne peut y avoir lieu à l'annulation du contrat que si, à l'état d'ivresse constatée, se joignent des manœuvres dolosives de la part de l'autre partie, qui a cherché à profiter du trouble d'esprit de celui avec qui elle contracte pour lui faire accepter des conditions manifestement onéreuses. Ce dernier système nous paraît le plus juste, parce qu'il limite d'une façon plus exacte le point auquel le consentement peut être considéré comme vicié suffisamment pour entraîner la nullité de l'obligation. — Dans l'espèce du jugement ci-dessus, la solution adoptée échappe nécessairement à toute critique, car la cause même de nullité, de quelque façon qu'on la comprenne, n'était point, en fait, établie. Non-seule-

ment le défendeur n'alléguait pas pas qu'il eût été victime de manœuvres frauduleuses, mais il ne justifiait même pas de l'état d'ivresse dans lequel il prétendait s'être trouvé au moment où il avait contracté. Dans ces conditions, le juge ne pouvait qu'ordonner l'exécution du marché, à peine de dommages-intérêts.

A. B.

ARTICLE 562.

Tribunal de simple police de Poix (Somme).

Président : M. MAINCOURT, juge de paix.

15 mai 1873.

Extraction de matériaux. — Carrière communale. — Contravention. — Question préjudicielle.

Lorsque le prévenu de la contravention d'extraction de craie dans une carrière communale oppose l'exception préjudicielle de propriété, il y a lieu pour le juge de police de surseoir à statuer et de renvoyer le prévenu à se pourvoir, dans un délai déterminé, devant le juge compétent pour faire statuer sur son exception.

Il en est ainsi surtout si l'exception repose sur un motif sérieux, et notamment sur un titre dont les énonciations, si elles étaient reconnues exactes, seraient de nature à ôter au fait qui sert de base à la poursuite tout caractère délictueux.

A la date du 26 mars 1872, le sieur Niquet a fait extraire de la craie d'une carrière située sur le territoire de la commune de Gauville, au lieu dit *le Larris*.

Le 27 du même mois, le garde champêtre de cette commune a, pour ce fait, dressé procès-verbal contre ledit sieur Niquet, se fondant sur ce que ce dernier avait, sans aucun droit et sans autorisation, fait faire l'extraction dont s'agit dans une carrière appartenant à la commune de Gauville.

Le sieur Niquet, se prévalant de titres qu'il a produits à l'audience, a soutenu que cette carrière n'était pas une propriété communale et qu'elle n'avait jamais appartenu à la commune de Gauville.

Le 15 mai 1872 est intervenu le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Attendu qu'il résulte du procès-verbal susdaté que, le 26 mars 1872, le sieur Niquet aurait, sans autorisation, fait extraire de la craie d'une carrière communale, située à Gauville, au lieu dit *le Larris*; — Que ce fait, étant ainsi établi et non méconnu, constituerait une contravention prévue et réprimée par l'article 479, n° 12, du Code pénal; — Attendu qu'à cette contravention relevée contre lui Niquet oppose une exception résultant de ce que cette carrière ne serait point la propriété de la commune de Gauville, mais bien une propriété privée; — Qu'à l'appui de sa prétention il produit un acte de vente en date du 12 août 1838, duquel il prétend faire résulter la preuve, encore bien que la carrière n'y soit pas nommément décrite, qu'antérieurement à cette date il était propriétaire indivis avec ses copartageants d'un larris dans lequel, d'après les énonciations d'un acte de partage fait entre eux les 10, 11, 12 décembre 1835, la carrière dont s'agit serait comprise; — Que, d'après la prétention du sieur Niquet, le fait par lui d'avoir extrait de la craie d'une carrière appartenant à l'acquéreur du larris donnerait tout au plus lieu à une action civile, dans laquelle la commune de Gauville serait et devrait demeurer

complètement étrangère; — Attendu qu'en cet état la cause présente une exception préjudicielle qu'il y a lieu d'admettre conformément aux dispositions de l'article 182 du Code forestier; — Qu'en effet cette exception paraît être fondée sur un titre dont les énonciations seraient de nature, dans le cas où elles seraient reconnues se rattacher à la prétention de Niquet et admises par le Tribunal compétent, à ôter au fait qui sert de base à la poursuite tout caractère de contravention; — Que, dans ces circonstances, il y a lieu de suspendre toute décision jusqu'à ce qu'il ait été statué sur cette exception par le Tribunal compétent; — Attendu néanmoins que cette suspension doit être limitée pour que le cours de la justice ne soit pas interrompu; — Par ces motifs; — Déclare surseoir à statuer sur la contravention relevée contre ledit sieur Niquet par le procès-verbal susdaté jusqu'au 14 août prochain, temps pendant lequel ledit sieur Niquet sera tenu de faire juger son exception; faute de quoi il sera passé outre au jugement, à moins qu'il ne justifie de ses diligences à ce sujet; — Réserve les dépens. »

Observations. — Jugé que les Tribunaux correctionnels et de simple police sont appréciateurs du mérite de la question préjudicielle élevée devant eux par le prévenu, en ce sens qu'ils ne sont pas tenus de s'arrêter devant une exception quelconque, mais qu'au contraire le prévenu doit produire le titre apparent ou articuler avec précision les faits équivalents qui sont de nature à faire accueillir l'exception (Cass., 10 mars 1835). — Jugé aussi que le juge qui

accueille l'exception préjudicielle doit, en surseyant, impartir le délai dans lequel les parties devront faire diligence pour obtenir des juges compétents la solution de la question préjudicielle : Cass., 5 avril et 31 décembre 1867, 7 mai 1869, ANNALES, 1870, p. 108. Voir aussi sur ces questions notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 3^e édit., v^o *Question préjudicielle*, n^{os} 1 et suiv., 22 et suiv.

C. M.

ARTICLE 563.

Justice de paix du canton de Boos
(Seine-Inférieure).

Président : M. POTEL, juge de paix.

9 avril 1872.

Dégâts causés par les bestiaux. — Action en dommages-intérêts. — Action possessoire. — Mitoyenneté. — Haie vive. — Possession exclusive. — Prescription.

Pour détruire la présomption légale de mitoyenneté d'une haie séparative de deux héritages il faut, à défaut de titre, non une simple possession annale, mais une possession trentenaire, paisible et publique, c'est-à-dire la prescription.

Celui qui justifie de la possession trentenaire exclusive, et à plus forte raison de la possession annale d'une haie, est fondé à demander des dommages-intérêts, en cas de trouble, devant le juge du possessoire; notamment il a droit à une réparation proportionnée au préjudice causé, au cas où des bestiaux appartenant à autrui auraient franchi cette haie et y auraient pratiqué une brèche.

Par exploit du 23 mars 1872, le sieur Gruel a fait citer le sieur Monnier devant la justice de paix du canton de Boos, pour le faire condamner en des dommages-intérêts pour dégâts causés par ses bestiaux à la haie et au jardinage du sieur Gruel et à réparer sous contrainte ladite haie endommagée.

A l'audience du 26 mars, Monnier dépose des conclusions méconnaissant les faits dommageables, et se portant reconventionnellement demandeur en ce qu'il soutenait que la haie dont il s'agit est mitoyenne, et conclut en 50 francs de dommages-intérêts contre Gruel, pour avoir fait une brèche dans la haie de lui Monnier pour se frayer un passage à l'extrémité de la haie en question.

Gruel a déclaré qu'il prenait pour trouble à sa possession de la haie dont il s'agit la demande reconventionnelle du sieur Monnier. Au sujet de la prétendue mitoyenneté de cette haie plantée sans bornes, il a demandé à prouver qu'il en avait la possession exclusive, ainsi que du demi-mètre de terrain au delà, pour réparation.

Les parties ont été appointées à faire la preuve par témoins des faits par eux articulés sur les lieux contentieux qui seraient accédés et visités le 30 mars.

L'enquête et la contre-enquête eurent lieu ledit jour, une prorogation d'enquête fut accordée pour l'audience du 9 avril et à cette audience il a été rendu le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance du 23 mars dernier ; — Vu notre jugement interlocutoire du 26 ; — Vu notre procès-verbal de visite, d'enquête et contre-enquête, sur les lieux contentieux, en date du 30 dudit mois, portant prorogation d'enquête et renvoi à l'audience d'aujourd'hui ; — Vu ce qui résulte des dépositions des témoins entendus, tant sur les lieux qu'à l'audience de ce jour ; — Après avoir entendu les parties dans

leurs explications, dires et conclusions, en ce qui touche la demande principale ; — Attendu qu'il est établi à suffire, par la déposition de la dame veuve Perier, entendue à l'audience de ce jour, que les vaches du sieur Monnier se sont introduites dans le jardin de Gruel et y ont causé des dégâts ; — En ce qui concerne la demande reconventionnelle du sieur Monnier et la demande incidente en complainte possessoire du sieur Gruel, pour trouble de droit, causé par ladite demande reconventionnelle au sujet de la haie vive en question, parlant de la rue de la Chaussée jusqu'à l'angle faisant retour d'équerre à l'extrémité *ouest* de la cour de Gruel ; — Attendu qu'aux termes de l'article 670 du Code civil, toute haie qui sépare des héritages est réputée mitoyenne, s'il n'y a titre ou possession suffisante au contraire ; — Attendu que d'après l'article 471, à défaut de règlements particuliers, les haies vives devront être plantées à la distance d'un demi-mètre de la ligne séparative, distance égale à 13 millimètres près, fixée par l'article 10 du règlement du parlement de Normandie, du 17 août 1751, applicable à la cause ; — Attendu en droit que, pour détruire la présomption légale de mitoyenneté d'une haie, la loi exige qu'il y ait titre ou possession suffisante au contraire, et d'après une jurisprudence constante il faut, non une simple possession annale, mais, à défaut de titre, une possession trentenaire, c'est-à-dire la prescription (Cass., 13 décembre 1836; Cour d'Angers, 7 juillet 1830; Bourges, 31 mars 1832) ; — Attendu qu'il est établi par les trois témoins de l'enquête et par les troisième, quatrième et cinquième de la con-

tre-enquête, que de tout temps depuis plus de trente ans et dans les temps intermédiaires, conséquemment depuis plus d'une année avant le trouble, le sieur Gruel a toujours eu pour lui et ses auteurs la possession exclusive de la haie vive dont il s'agit, depuis le chemin dit *de la Chaussée* jusqu'à l'angle formant retour d'équerre à l'ouest ; — Attendu qu'il est également établi que ledit sieur Gruel a toujours joui du demi-mètre de terrain au delà pour réparation et entretien de la haie du côté de la propriété du sieur Monnier, terrain qui a dû être laissé de ce côté au delà de ladite haie, conformément au règlement du 17 août 1751 ; — Que si lui et ses auteurs, pour y accéder, ont passé par la barrière supprimée du sieur Monnier, sur le chemin de la Chaussée, et si, depuis et dans ces derniers temps, Gruel s'est soumis à faire un détour relativement considérable pour arriver à la bande de terrain réservée pour la réparation de ladite haie, cela n'a eu lieu que par sa complaisance et par esprit de bon voisinage, ainsi qu'il le prétend ; mais que, les bons rapports ayant cessé d'exister entre les parties, Gruel s'est cru autorisé à couper et élaguer les branches de la haie de Monnier, entrelacées avec celles de la haie de lui Gruel, pour se frayer un passage sur la bande de terre dont il n'a pas cessé d'avoir la possession ; — Attendu que, dans le but d'appuyer sa prétention d'avoir droit à la mitoyenneté de ladite haie où de sa plantation et de son existence sur la ligne séparative, le sieur Monnier a produit quatre témoins les sixième, septième, neuvième et dixième de la contre-enquête, le dernier à l'audience d'au-

jourd'hui, lesquels auraient depuis environ cinq ans bouché pour le compte du sieur Monnier des trous dans ladite haie, mais avec du bois sec, des branches, du jalon ; le neuvième témoin avait vu Monnier boucher des trous dans ladite haie avec des épines noires, mortes ; — Attendu que ces faits ne portent nullement atteinte à la possession publique, paisible et à titre non précaire de Gruel, de la haie en question ; qu'ils n'avaient qu'un caractère équivoque et accidentel et lorsque, comme l'a déclaré la femme Vallée, sixième témoin de la contre-enquête, les bestiaux du sieur Monnier endommageaient ladite haie et ce sur les plaintes de la femme Gruel ; du reste, lesdits témoins ne parlent que de bois sec, aucun d'eux ne parle de plantation de bois vert ou d'émondage de ladite haie vive qui était exclusivement entretenue, soignée, élaguée par Gruel ou ses auteurs, ainsi que cela est péremptoirement établi ; — Attendu que les plaintes de Gruel, au sujet des dommages causés à sa haie par les vaches et autres bestiaux de Monnier se confirment et se révèlent par son action même ; il se plaint, en effet, que lesdits bestiaux, en causant des dégâts et dégradations à sa haie, sont entrés dans son jardin et sa cour, et y ont causé des dommages ; c'est pourquoi il a demandé ces dommages-intérêts et à ce que Monnier fût tenu de rétablir ladite haie endommagée, sous contrainte ; que tous ces faits isolés et d'un caractère équivoque ne pouvant avoir pour effet de constituer un trouble sérieux à la possession exclusive du sieur Gruel, de ladite haie, possession qui n'a jamais cessé de lui appartenir, ils ne peuvent lui enlever le bénéfice

de cette possession publique, paisible et à titre de propriétaire : ce principe est conforme à un arrêt de la Cour de cassation en date du 24 mars 1868 ;

« Par ces motifs et vu les articles 2229 du Code civil, 3 et 23 du Code de procédure civile et 6 de la loi du 25 mai 1838 ; — Statuant simultanément et en premier ressort, par un seul et même jugement, tant sur la demande principale que sur la demande reconventionnelle et sur l'incident en complainte possessoire, pour trouble de droit : 1° sur la demande principale, condamnons le sieur Monnier en 5 francs de dommages-intérêts pour dégâts causés à la haie et au jardin de Gruel ; 2° en ce qui touche la demande reconventionnelle du sieur Monnier, la déclarons mal fondée, l'en déboutons, maintenons le sieur Gruel dans la possession et jouissance exclusive et plus qu'annale de la haie vive, closant sa propriété vers celle du sieur Monnier, depuis la rue dite *de la Chaussée* jusqu'à l'angle ouest, au point où la haie fait retour d'équerre, retour qui est reconnu mitoyen, comme existant sur bornes ; maintenons également ledit Gruel dans la possession et jouissance du terrain laissé pour la nourriture des racines et la réparation de la haie susdite, conformément au règlement du 17 août 1754 ; 3° disons que la coupe des branches de la haie du sieur Monnier entrelacées avec celles de la haie de Gruel n'est que la conséquence de l'exercice par ce dernier de la possession et jouissance de sa haie et du terrain réservé au delà, faute par Monnier de lui avoir livré un passage tel qu'il était exercé antérieurement, par une barrière don-

nant sur la rue de la Chaussée et qu'il a supprimée; et condamnons le sieur Monnier en 10 francs de dommages-intérêts envers Gruel, pour réparation du préjudice causé; le condamnons en outre à tous les dépens, taxés à 44 fr. 85, non compris le timbre et enregistrement du présent. »

Observations. — Ce procès présentait cette particularité, qu'intenté sous forme d'action en dommages-intérêts à raison d'un fait prétendu préjudiciable au demandeur, il s'était, par les prétentions réciproques du défendeur et du demandeur, converti en une véritable action possessoire. En principe, aux termes des dispositions formelles du Code civil, une haie séparative de deux héritages est réputée mitoyenne, à moins qu'il n'y ait titre ou possession suffisante contraire. Mais quelle est la possession suffisante ? Une jurisprudence ancienne et constante a décidé que ce ne peut être que la possession trentenaire. Voir, en ce sens, notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, v° *Haie*, n° 16 et les arrêts cités. Dans l'espèce actuelle, le demandeur, ayant fait preuve suffisante d'une possession trentenaire, exclusive, de la haie litigieuse, devait nécessairement être maintenu dans cette possession. Par suite, les dégâts causés à cette haie par les animaux du voisin constituaient essentiellement un trouble devant donner lieu à des dommages-intérêts au profit du possesseur de la haie. Au surplus, la haie eût-elle même été mitoyenne, que le défendeur n'eût pas eu le droit de la dégrader, car il aurait, en ce cas, troublé le propriétaire voisin au moins dans la possession de son droit de mitoyenneté.

C. M.

ARTICLE 564.

Tribunal de simple police de la Roche-Canillac (Corrèze).

Président : M. BÉRONIE, juge de paix.

7 octobre 1872.

Volailles. — Divagation. — Empoisonnement. — Procès-verbal. — Relaxe.

Un propriétaire a le droit de détruire, même par le poison, les volailles qui causent du dégât sur son terrain.

En conséquence, c'est à tort qu'un procès-verbal est dressé contre lui pour un tel fait, alors qu'il n'en est d'ailleurs résulté aucun dommage pour la santé ou la salubrité publique, et le juge de police, saisi de la prévention, doit renvoyer le prévenu sans amende ni dépens.

Ainsi décidé,

Le 7 octobre 1872, par le Tribunal de simple police du canton de la Roche-Canillac, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Considérant qu'il résulte d'un procès-verbal dressé par la gendarmerie, à la résidence de la Roche-Canillac, le 23 septembre dernier, que trois poulets appartenant au nommé Gaspard Vastroux, cultivateur, demeurant au lieu de Doumail, commune du Gros-Chastang, ont été empoisonnés sur le champ, ensemencé en blé noir, de Marguerite Clauzin, épouse Mazuel, du même lieu ; — Que cette dernière aurait avoué, d'une manière implicite il est vrai, qu'elle était l'auteur de cet empoisonnement de volailles, en offrant d'en payer la valeur à la femme Vastroux ; — Qu'à l'audience elle n'a pas nié le fait, n'ayant usé que de *son droit* ; — Considérant qu'il est constaté par le procès-verbal prédaté qu'une mixtion de chènevis et d'ellébore a été recueillie sur la terre de la défenderesse par les gen-

darmes eux-mêmes, qui ont ouvert les trois poulets et trouvé dans leur gésier des matières semblables à celles ramassées sur le champ de la femme Mazuel; — Oui Marguerite Clauzin dans ses moyens de défense; — Oui le ministère public en ses conclusions; — Vu la loi du 28 septembre-6 octobre 1791; — Attendu que l'article 12 de la loi précitée établit une différence extrême entre la répression des dégâts commis par les bestiaux et la répression des dégâts commis par les volailles; — Qu'il ne fait mention d'aucun moyen de destruction : pourvu qu'elles soient *tuees sur le lieu, au moment du dégât*, peu importe le moyen; — Que les volailles meurent immédiatement ou reçoivent seulement une atteinte mortelle; — Attendu que le propriétaire, en répandant sur son champ, visité par les volailles de son voisin, des substances destructives, même vénéneuses quant aux dites volailles, ne fait qu'user d'un droit autorisé par la loi et non limité au regard du moyen à employer; — L'acte en lui-même ne tombe sous l'application d'aucun texte de loi pénale, à moins qu'il ne dégénère en une cause de perturbation pour la sécurité publique ou la santé des citoyens; — Attendu que, dans ces circonstances, la femme Mazuel, dont le mari, ouvrier émigrant, est absent pendant les saisons de l'été et du printemps, ne pouvait se servir d'une arme à feu pour garder sa culture; — Qu'à diverses reprises elle avait prévenu les époux Vastroux des dégâts que lui causaient leurs volailles; le fait qui lui est reproché n'est passible d'aucune peine, puisque, aux termes de l'article 12 de la loi du 6 octobre 1791, il est

loisible à tout propriétaire de tuer sur le lieu et au moment du dégât les volailles qui causent du dommage à ses récoltes : ainsi décidé par arrêt de la Cour de cassation, en date du 7 mai 1868; — Par ces motifs, jugeant en dernier ressort; — Relaxe l'inculpée, la renvoie purement et simplement des fins du procès-verbal dressé contre elle et sur lequel elle vient de répondre, sans dépens. »

Observations. — Une sentence fort sagement motivée de M. le juge de paix du canton de Nozay avait décidé le 16 mai 1862 qu'en autorisant le propriétaire d'un terrain endommagé par les volailles à tuer ces animaux sur le lieu même et au moment du dégât, l'article 12, tit. II, de la loi du 28 septembre-6 octobre 1791 n'a pas entendu permettre d'y placer à l'avance des substances empoisonnées, afin de causer la mort des volailles qui s'y rendent en état de divagation. Cette doctrine, très-certainement soutenable et que le rédacteur du BULLETIN DES DÉCISIONS en 1862 paraît avoir alors approuvée, a été plus tard abandonnée par le comité consultatif des ANNALES, et la Cour de cassation nous a donné raison, en décidant très-explicitement par deux arrêts successifs des 7 mai et 28 décembre 1868 que le propriétaire d'un terrain, en cas de dommage actuel et effectif causé par les volailles d'autrui, a le droit de les détruire même par le poison. La présente décision est une nouvelle consécration de cette jurisprudence; aussi ne croyons-nous pas devoir revenir sur une discussion actuellement épuisée. Voir, en ce sens, ANNALES, 1864, et DICTIONNAIRE GÉNÉ-

RAL, 3^e édit., v^o *Volailles*, n^o 2 et suiv.
C. M.

ARTICLE 565.

Trib. de simple police de Saint-Julien-du-Sault (Yonne).

Président : M. TOURNIERE, juge de paix.

10 septembre 1872.

Lieux publics. — Heure de fermeture. — Procès-verbal non enregistré. — Nullité. — Aveu des prévenus. — Récidive. — Condamnation.

Un procès-verbal dressé par la gendarmerie et constatant une contravention de police doit être enregistré, à peine de nullité.

Toutefois et alors même que le ministère public aurait abandonné la poursuite, le juge de police doit appliquer la peine de la contravention, si elle est avouée à la barre par le prévenu.

Ainsi décidé,

Le 10 septembre 1872, par jugement du Tribunal de simple police de Saint-Julien-du-Sault, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Vu le procès-verbal dressé par les gendarmes Moreau et Devoves de la brigade de Saint-Julien-du-Sault (Yonne), le 8 juillet dernier, duquel il résulte que Paty, cabaretier, et les nommés Roquet, Bonneau et Deslions auraient contrevenu à un arrêté rendu par le préfet du département de l'Yonne, le 14 février 1872, sur l'heure de la fermeture des lieux publics ; — Ouï les prévenus en leurs défenses respectives ; — Ouï le ministère public dans le résumé de l'affaire et ses conclusions, par lesquelles il déclare abandonner la poursuite, le procès-verbal dont il s'agit étant nul par défaut d'enregis-

trement ; — Attendu que le procès-verbal dont il s'agit n'a pas été enregistré, que l'absence de cette formalité entraîne la nullité (loi du 22 frimaire an VII, art. 20 et 70, § 1 ; arrêt de la Cour de Bourges du 10 mars 1837) ; — Déclare nul le dit procès-verbal ; — Mais attendu que la contravention relevée par ce procès-verbal est avouée par les prévenus ; — Que cette contravention est prévue et punie par l'article 471, n^o 15, du Code pénal, dont il a été donné lecture et ainsi conçu... — Attendu, quant à Paty, qu'il est en état de récidive comme ayant été condamné pour contravention de même nature que la présente, par jugement de simple police de ce Tribunal, en date du 7 novembre 1871 ; que Paty a, par suite, encouru la peine édictée par l'article 474 du Code pénal, dont il a été donné lecture et ainsi conçu... — Jugant en premier ressort et faisant application desdits articles aux prévenus ; — Condamne Paty à 5 francs d'amende et à un jour d'emprisonnement ; — Et chacun desdits Roquet, Bonneau et Deslions, à 1 franc d'amende ; tous, solidairement aux dépens du présent jugement. »

Observations. — Les procès-verbaux doivent être en général enregistrés, et pour certains de ces procès-verbaux l'inaccomplissement de cette formalité entraîne nullité, Tels sont ceux de ces actes qui font foi jusqu'à inscription de faux. Mais pour les autres, c'est-à-dire pour ceux qui ne tendent qu'à constater une contravention de police, et qui peuvent être combattus par la preuve contraire, de nombreux arrêts ont dé-

cidé que le défaut d'enregistrement ne peut empêcher le juge de statuer, et qu'il suffit que le Tribunal, par un avant-faire-droit, ordonne l'enregistrement de la pièce, ou tout au moins qu'en jugeant définitivement il ordonne qu'il soit fait en même temps que le jugement qui en est la conséquence. Cette jurisprudence, adoptée par les arrêts de la Cour suprême du 1^{er} mai 1815, 5 mars 1819 et 18 février 1820, a été de nouveau consacrée par les arrêts plus récents du 31 mars 1848 et du 20 avril 1865 (V. ANNALES, 1865, p 398). Nous avons enseigné la même doctrine dans notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v^o *Procès-verbaux*, n^o 50 et suiv., et nous avons tout lieu de croire que cette question est définitivement tranchée dans le sens contraire à la solution de l'arrêt de la Cour de Bourges. Sur la seconde question, nous approuvons entièrement la sentence de M. le juge de paix de Saint-Julien-du-Sault. Il est certain qu'il peut être suppléé soit à la nullité d'un procès-verbal, soit à son insuffisance, par tous autres moyens de preuve, tels que la preuve testimoniale ou l'aveu émané directement du prévenu. Par suite, alors même que le procès-verbal serait réellement nul, le juge de police doit prononcer condamnation contre le prévenu qui avoue la contravention. De plus, le juge de police n'est pas lié par les conclusions du ministère public, ni même par l'abandon de la poursuite, l'erreur de ce dernier ne pouvant préjudicier à la société. Cass., 15 et 16 avril 1864, 22 mars 1866; DICT. GÉN., v^o *Ministère public*, n^o 22.

C. M.

ARTICLE 566.

Justice de paix du cant. de Marchiennes
(Nord.)

Président: M. CORDELLE, juge de paix.

30 juillet 1870.

Contrat d'engagement. — Ouvriers.
Verrerie. — Livret. — Règlement.

Lorsqu'il résulte, soit de l'usage général de la localité, soit du règlement intérieur de l'usine que le premier travail d'un ouvrier tient lieu d'engagement pour la campagne, et spécialement, en ce qui concerne les ouvriers verriers, que le travail commencé les oblige à le continuer jusqu'à ce que les feux auxquels ils sont attachés soient éteints, cette obligation doit être remplie par l'ouvrier ou l'enfant engagé dans une verrerie par un premier travail, sous peine de dommages-intérêts.

En conséquence, l'ouvrier qui, avant l'extinction des feux, abandonne son travail pour s'engager dans une autre usine, est tenu d'indemniser son premier patron du préjudice qu'il lui cause.

Et s'il s'agit d'un travail exécuté par des enfants, les père ou mère de ces enfants sont responsables des dommages-intérêts dus au maître.

Ainsi décidé,

Le 20 juillet 1870, par jugement de M. le juge de paix du canton de Marchiennes, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant par jugement contradictoire et en premier ressort ; — Attendu que dans le courant du mois d'avril dernier, la veuve Gelve, tant en son nom personnel que comme mère et tutrice légale de ses trois enfants mineurs demeurant avec elle, a verbalement offert à Houtart et C^e le travail de sesdits enfants Joseph et Louis comme gamins de verrerie, et Emile comme porteur, ce qui résulte tant des explications des parties à l'audience que des rensei-

gnements que nous avons recueillis ; — Attendu que de l'aveu même de la défenderesse, l'offre qu'elle a faite ayant été acceptée par MM. Houtart et C^e, ses trois enfants arrivèrent à l'établissement, et ils y travaillèrent les 12 et 13 mai derniers ; — Considérant qu'il est constant que, d'après les usages de la verrerie dans le département du Nord et notamment dans celle de MM. Houtart et C^e, à Lourches, tout premier travail d'un ouvrier servirait d'engagement pour la campagne ; — Attendu que, bien que les livrets des enfants Gelve n'eussent pas été remis à MM. Houtart et C^e, il n'en est pas moins établi par les débats que Joseph, Louis et Emile Gelve, ayant commencé le travail dans l'usine, étaient tenus, en conformité de l'article 1^{er} du règlement de l'établissement, de continuer à y travailler jusqu'à ce que le four auquel ils étaient attachés fût éteint ; — Attendu, par suite, qu'en quittant cet établissement pour aller travailler à Fenain, dans la verrerie Machut et C^e, la veuve Gelve et ses enfants se sont mis en opposition aux articles dudit règlement, ainsi conçu : « Tout ouvrier doit en arrivant faire constater sur son livret son entrée dans l'établissement ; il est tenu de se conformer au règlement, et c'est une condition expresse de son engagement pour la campagne ; » — Considérant aussi que la défenderesse, es qualités, malgré la sommation qui lui a été signifiée par exploit de l'huissier Brayelle, de Marchiennes, le 18 mai dernier, enregistré, n'a pas voulu faire reprendre par ses enfants le travail dans l'usine de Lourches ; — Que, dans cette circonstance, elle a causé

à MM. Houtart et C^e un préjudice dont il leur est dû réparation ;

« Par ces motifs, condamnons Marie Burtin, veuve Gelve, es dites qualités, à faire reprendre par ses enfants dans le jour de la signification du présent jugement le travail commencé par eux à la verrerie Houtart et C^e, jusqu'à l'extinction du four auquel ils étaient attachés, et à défaut de ce faire dans ledit délai, ou si, dans le cas affirmatif, de nouvelles infractions à l'engagement viendraient à être commises, Houtart et C^e, en vertu du présent jugement, et sans qu'il en soit besoin d'autres, pourront poursuivre contre la défenderesse es qualités paiement de 2 francs par jour pour les indemniser de la perte qu'ils feraient sur le travail de chacun des fils Joseph et Louis Gelve et de 1 franc par jour sur celui d'Emile Gelve pour tout le temps où par procès-verbal d'huissier dressé le lendemain de l'extinction du four il sera constaté qu'ils n'auront pas travaillé à l'usine de Lourches depuis l'expiration du délai fixé par le présent jugement ; — Condamnons en outre la veuve Gelve, née Marie Burtin, à payer aux demandeurs, à titre de dommages-intérêts, conformément aux données ci-dessus, 5 francs par jour, depuis le 15 mai 1870 jusqu'à ce jour ; — Donnons également acte aux demandeurs de leurs réserves ; — Condamnons la veuve Gelve, née Marie Burtin, aux intérêts judiciaires et aux frais et dépens. »

Observations. — A défaut de stipulations spéciales, la durée du contrat résulte de l'usage des lieux, ou des règlements intérieurs des usines ou manufactures, connus ou

acceptés de tous ceux qui s'y engagent, et équivalant en pareil cas à un véritable usage local. Par suite, l'ouvrier qui s'est engagé pour une période déterminée, conforme à cet usage, est tenu de remplir son engagement jusqu'à l'expiration du contrat. Le maître ne pourrait évidemment le forcer, *manu militari*, à continuer de travailler pour lui, s'il s'y refusait; mais le contrat crée des deux parts des obligations de faire qui, en cas d'inexécution, se résolvent en dommages-intérêts (art. 142, Code civ.). Voir, en ce sens, notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 3^e édit., v^o *Contrat d'engagement*, n^o 3 et suiv. A. B.

ARTICLE 567.

Justice de paix de Dannemarie
(Mont-Rhin).

Président : M^{...}, juge de paix.

24 mai 1872.

Action personnelle et mobilière. — Demande en paiement d'intérêts. — Titre exécutoire. — Enfants mineurs. — Conjoint survivant. — jouissance légale.

Le créancier, bien que porteur d'un titre exécutoire, peut, quand son débiteur est décédé laissant des enfants mineurs, intenter une demande contre le conjoint survivant pour obtenir le paiement des intérêts de sa créance.

Par suite, c'est à tort que ce conjoint, actionné à raison de sa jouissance légale des biens des mineurs, contesterait les frais de citation, sous le prétexte que le demandeur est nanti d'un titre exécutoire.

Ainsi décidé,

Le 24 mai 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton de Dannemarie, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, comme ayant la jouissance légale des biens de ses enfants mineurs, la dame veuve Lombard a reconnu, à l'audience, devoir à M. Devay, demandeur, la somme de 50 fr. 22, montant de la demande (intérêts du capital dû par la succession de M. Lombard), qu'elle a offert de payer ; — Que seulement elle conteste les frais de citation par le motif que le demandeur est nanti d'un titre exécutoire ; — Attendu que le titre de la créance du demandeur, exécutoire contre les héritiers de feu M. Lombard, en vertu de l'article 877 du Code de procédure civile, comme successeurs de M. Lombard, ne l'est pas de même contre M^{me} Lombard, qui ne représente pas la succession de son mari et qui n'est tenue au paiement de la dette ni comme personnellement obligée ni comme commune en biens ; — Que cette dame ne doit les intérêts réclamés que comme charge de sa jouissance légale, en vertu d'une disposition pénale de la loi qui n'a rien de commun avec les obligations imposées aux héritiers de son mari, comme successeurs de leur père ; — Que, par suite, le demandeur a pu valablement citer la dame Lombard après convocation restée infructueuse ; — Attendu que tardivement, et sans nécessité aucune la dame Lombard a fait des offres réelles (la citation du 2 mai 1872 et les offres du 6 du même mois) qui devaient rester sans effet, puisque cette dame pouvait, comme elle l'a fait à l'audience, présenter ses moyens de défense, sans avoir recours à une procédure inutile ; que, par suite, il n'y a pas lieu de statuer sur ses offres ; — Par ces mo-

tifs, condamnons la veuve Lombard à payer au demandeur la somme de 50 fr. 22 pour intérêts échus au 11 novembre 1871 avec intérêts de droit, etc. »

Observations. — Il a été jugé qu'un créancier, alors qu'il est nanti d'un titre exécutoire, peut encore actionner son débiteur en paiement, s'il a intérêt à obtenir un jugement de condamnation pour augmenter ses garanties (Nancy, 8 mars 1854; Paris, 8 décembre 1854). A plus forte raison doit-il en être ainsi lorsque le créancier ne se trouve plus en présence de son débiteur direct, ou des héritiers de son débiteur. Dans l'hypothèse du jugement ci-dessus, le créancier puisait son droit contre le conjoint survivant non plus dans le titre exécutoire constitutif de sa créance, mais dans la disposition de l'article 388, § 3, du Code civil, qui impose au père ou à la mère, comme charge de la jouissance légale des biens de leurs enfants mineurs, l'obligation de payer les intérêts des capitaux dus par ceux-ci. Cette obligation étant personnelle au père ou à la mère et ne dérivant pas du titre, mais seulement du fait de leur jouissance, le créancier devait évidemment procéder par voie d'action, et le conjoint n'était pas fondé à se plaindre des frais qu'occasionnait cette action, puisqu'il aurait pu les éviter en payant les intérêts dus par lui, à leur échéance, et avant toute poursuite.

A. B.

ARTICLE 568.

Justice de paix de Châtillon-de-Michaille (Ain).

Président : M. CHARVET, juge de paix.

9 décembre 1872.

Douanes. — Contravention. — Tabacs. — Chemin de fer. — Voyageur. — Bagage laissé à l'abandon.

Une compagnie de chemin de fer, n'ayant aucun moyen de contrôle sur les bagages des voyageurs, ne peut être responsable des contraventions de douane par eux commises directement.

Spécialement, lorsque des colis non réclamés par les voyageurs sent, lors de la visite en douane, saisis comme contenant de la marchandise de fraude, la compagnie ne saurait être déclarée responsable de la contravention, alors même qu'elle ne peut mettre sous la main de justice le propriétaire du colis.

Par jugement en date du 2 novembre 1872, la compagnie du chemin de fer Paris-Lyon à la Méditerranée a été condamnée par défaut à une amende de 500 francs, décimes en sus, avec dépens, en faveur de la douane, en suite d'un procès-verbal, en date de la veille, par lequel il est constaté : que deux estagnons en fer-blanc ont été enregistrés, comme bagages de voyageurs, à la gare de Genève, à destination de Gresy-sur-Aix, n° 1, au train n° 244 du 1^{er} novembre dernier ; qu'à leur arrivée à Bellegarde ces bagages, transportés à la salle de visite de la douane, n'ayant pas été présentés par leur propriétaire à la vérification des employés, sont restés dans ladite salle, où la douane, après examen, a reconnu que lesdits estagnons contenaient du tabac.

Par exploit de l'huissier Bret, du 3 décembre dernier, la compagnie

du chemin de fer a formé opposition audit jugement et a cité l'administration des douanes, soit pour elle M. Longrais, receveur principal à Bellegarde, à comparaître à l'audience du 9 du même mois « pour voir dire qu'elle sera reçue opposante audit jugement; — Et au fond: — Attendu que lesdits bagages ont été portés par les agents de la compagnie dans la salle de visite, à leur arrivée à Bellegarde, afin que chaque voyageur présentât ceux lui appartenant à la vérification de la douane; — Attendu que les deux colis dont s'agit n'ayant été présentés par personne, sont restés dans la salle après la visite de tous les autres bagages, et que c'est alors que la douane a constaté que ces deux estagnons contenaient du tabac qui a donné lieu audit procès-verbal; — Attendu que c'est à tort que la requérante a été poursuivie et a été condamnée par défaut, le lendemain, en vertu de ce procès-verbal, parce que la compagnie ne saurait être responsable des fautes commises par les voyageurs, car elle n'a aucun droit de contrôle ni de vérification sur leurs bagages et que d'ailleurs ce sont les voyageurs seuls qui les présentent à la visite de la douane; — Voir dire que ladite compagnie sera déchargée des condamnations prononcées contre elle par ledit jugement par défaut. »

A l'appel de la cause, l'agent de la douane a conclu à ce que la compagnie du chemin de fer soit déboutée de son opposition audit jugement par défaut, avec dépens: — « Attendu que les conducteurs et agents de transports publics ne peuvent se soustraire à la responsabilité qui pèse légalement sur eux, dans le cas de saisie de marchandises de

fraude trouvées sur leur voiture en circulation, ou au bureau de station, qu'en mettant sous la main de la justice le propriétaire ou l'expéditeur sérieux des objets arrêtés (Cass., 28 déc. 1820, 21 janv. 1827, 3 août 1827, 30 mai 1828 et 21 nov. 1828), ou en désignant instantanément le voyageur à qui appartient l'objet de la fraude (Cass., 16 déc. 1842). »

Puis est intervenu le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que la régularité de l'opposition, dans la forme, n'est pas contestée et que dès lors il y a lieu de recevoir la compagnie du chemin de fer opposante à notre jugement par défaut du 2 novembre dernier; — Attendu, quant au fond, que les deux estagnons en fer-blanc, cause et objet du procès-verbal de la douane en date du 4^e novembre dernier, ont été enregistrés, comme bagages de voyageur, à la gare de Genève, à destination de Gresy-sur-Aix; qu'à leur arrivée à Bellegarde ces bagages, comme les autres, ont été apportés, par les agents de la compagnie, à la salle de visite afin que chaque voyageur présentât à la vérification de la douane ceux lui appartenant; que les deux estagnons dont s'agit, n'ayant été présentés par personne, sont restés dans ladite salle de visite où la douane, après vérification, a constaté qu'ils contenaient du tabac; — Attendu que ladite compagnie n'a aucun droit de contrôle sur les bagages des voyageurs et que dès lors elle ne peut être responsable des contraventions par eux commises directement; que d'ailleurs une dé-

cision de M. le directeur général des douanes, en date du 17 janvier 1843, porte que les bagages non réclamés par les voyageurs sont traités comme les marchandises laissées en douane (Delandre, *Traité pratique des douanes*, n° 1923); — Attendu, au surplus, que la jurisprudence des arrêts invoqués par la douane, pour rendre responsable la compagnie du chemin de fer, en la considérant comme voiturier nanti des colis en fraude, ne saurait être applicable dans l'espèce, puisque la contravention n'a été constatée que dans la salle de visite de la douane, où la remise des bagages est censée faite aux voyageurs, qui seuls doivent, à leurs risques et périls, les présenter à la vérification des employés de la douane;

« Par ces motifs, déchargeons ladite compagnie du chemin de fer des condamnations prononcées par ledit jugement par défaut et condamnons la douane aux dépens. »

Observations. — En principe, les voituriers et porteurs des objets de fraude sont assimilés aux détenteurs, et par suite sont personnellement responsables des peines de la contravention, c'est-à-dire de l'amende, par le seul fait de la détention. Les conducteurs de voitures publiques, les administrations de chemins de fer sont, comme les simples voituriers, exposés aux mêmes peines. Toutefois, ce principe souffre exception lorsqu'il s'agit de marchandises transportées comme bagages par les voyageurs eux-mêmes, et sur lesquelles le voiturier n'a nécessairement aucun moyen de contrôle. C'est ainsi qu'il a été jugé : que le conducteur et les autres préposés

de l'administration d'une voiture publique ne sont pas responsables de la saisie, opérée sur leur voiture, de marchandises introduites en fraude, lorsqu'au moment de la saisie ils ont déclaré le nom du voyageur qui les avait fait charger, et qui reconnaissait en effet en être le propriétaire, et qu'il en est ainsi alors même que plus tard il aurait été jugé que ce voyageur n'était pas celui sur lequel la saisie a été pratiquée (Cass., 16 déc. 1842). La raison de cette solution résulte de ce fait, que dans ces conditions le voiturier n'est réellement pas détracteur de l'objet transporté. Le voyageur qui l'emporte avec lui comme bagage en reste encore nanti, et par conséquent demeure seul responsable de la contravention qu'il peut commettre à l'insu du voiturier. L'exception qui précède doit être à plus forte raison admise au profit des administrations de chemins de fer, et on ne peut leur demander de déclarer le nom des voyageurs, puisqu'elles ne le connaissent pas. Le nombre considérable des voyageurs transportés ne permet plus, comme aux entrepreneurs de voitures, l'emploi d'une feuille de route contenant les noms de chacun d'eux. Les bagages ne sont reconnus et retrouvés qu'à l'aide d'un numéro et du bulletin qui demeure entre les mains de chaque voyageur. Les chemins de fer sont donc dans l'impossibilité absolue de se défendre contre l'introduction des marchandises de fraude dans leurs wagons de bagages, de même qu'elles ne peuvent absolument pas mettre sous la main de la justice les introducteurs de la fraude. On ne saurait donc sans une injustice flagrante rendre les compagnies res-

ponsables de la contravention, alors qu'un colis abandonné est saisi à la douane. Elles sont en ce cas non pas des détenteurs, mais des dépositaires forcés et dépourvus de tout moyen de se garantir contre le dépôt dans leurs wagons des marchandises de fraude. C'est donc avec raison, dans l'espèce, que M. le juge de paix du canton de Châtillon a ren-

voyé de la demande la compagnie du chemin de fer de Lyon.

L'administration des douanes avait d'abord interjeté appel de cette décision, mais plus tard elle a signifié son désistement. Nous croyons que le jugement ci-dessus, fort bien motivé d'ailleurs, est appelé à faire jurisprudence sur cette question vraiment neuve.

A. B.

ARTICLE 569.

Justice de paix de Châteaubourg
(Ille-et-Vilaine).

Président : M. SORAIS, juge de paix.

14 juillet 1871.

Action possessoire. — Passage. — Possession immémoriale. — Servitude discontinuée. — Trouble.

Une servitude de passage, non fondée en titre ou sur l'enclave, n'est pas susceptible de s'acquérir par prescription, et par suite ne peut donner ouverture à la plainte.

Si la possession immémoriale suffit pour prescrire l'exercice d'une servitude de passage, lorsque cette servitude a été ainsi acquise avant la promulgation du Code civil dans les pays où elle pouvait s'acquérir de cette manière, cette question échappe à la compétence du juge de paix.

Ainsi décidé,

Le 14 juillet 1871, par jugement de M. le juge de paix du canton de Châteaubourg, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Après avoir entendu, à l'audience du 23 juin dernier, les parties dans leurs dires, moyens et conclusions et renvoyé à celle-ci pour statuer ; — Considérant que, toute propriété étant réputée libre de servitude, c'est à celui qui prétend en avoir sur le terrain d'un voisin à justifier de son droit ; — Considérant que, pour justifier sa prétendue possession, R*** n'invoque pas l'état d'enclave et ne s'appuie que sur des faits remontant à un temps immémorial et sur des titres anciens qui lui donneraient le droit qu'il prétend avoir de passer, à toute occurrence, sur la cour de la demanderesse pour le desservice de deux parcelles de terrain situées à l'ouest de ladite cour ; — Considérant que si une servitude de passage peut

s'établir par titres il faut que ces titres émanent du propriétaire du fonds asservi (art. 693 du Code civil) ; ce qui n'existe pas dans l'espèce, les actes de 1776 et 1779 étant, pour la demanderesse, *res inter alios acta* ; — Considérant que si la possession immémoriale suffit pour prescrire l'exercice d'un droit de passage, lorsque cette servitude a été ainsi acquise avant la promulgation du Code civil dans le pays où elle pouvait s'acquérir de cette manière, cette question échappe à la compétence du juge de paix ; — Considérant que, d'après ce qui précède, il n'y a pas lieu d'admettre R*** à faire la preuve des faits de passage qu'il prétend avoir exercés sur la cour dont s'agit ; — Attendu que ces faits, fussent-ils prouvés, ne constitueraient qu'une possession précaire, puisqu'elle ne serait pas fondée en titre ; — Considérant que, la possession du passage réclamé par R*** n'étant pas justifiée, sa demande reconventionnelle en dommages-intérêts doit par suite être rejetée ; — Considérant qu'en enlevant de concert la barrière et les poteaux et en passant sur la cour de la demanderesse, la veuve C*** et R*** ont troublé la demoiselle D*** dans sa libre possession de ladite cour et lui ont causé un préjudice dont il lui est dû réparation, et que nous avons les éléments nécessaires pour fixer le chiffre des dommages-intérêts ; — Considérant que les parties qui succombent doivent supporter les dépens ; — Par ces motifs : — Statuant, par jugement contradictoire et en dernier ressort ; — Maintenons Gabrielle D*** dans la libre possession de sa cour ; — Condamnons les défendeurs à cesser tout passage sur cette cour, pour le des-

service du champ formé du courtill Rencontre et du petit courtill Rencontre, et situé à l'ouest de ladite cour; à rétablir la barrière et ses poteaux tels qu'ils existaient avant le trouble, dans la quinzaine du présent, et faute à eux de ce faire dans ledit délai, autorisons la demanderesse à le faire faire à leurs frais; — Déboutons les défendeurs de toutes leurs fins et conclusions, et les condamnons solidairement en 20 francs de dommages-intérêts envers ladite D*** et aux dépens. »

Observations : — Lorsqu'une complainte possessoire a pour objet une servitude discontinue, telle qu'un droit de passage, comme la possession alléguée par le demandeur ne peut être concluante qu'autant qu'elle repose sur un titre, le juge du possessoire a le droit d'apprécier les titres produits, et si, comme dans l'espèce du jugement ci-dessus, ils lui paraissent inefficaces, il doit déclarer l'action non recevable, comme basée sur une possession précaire. Par la même raison, il est fondé à ne point admettre le demandeur à faire preuve de sa possession, même immémoriale, puisque cette preuve, fût-elle fournie, ne conduirait à aucun résultat utile. A. B.

ARTICLE 570.

Justice de paix du canton de Gembloux
(Belgique).

Président : M. GISLAIN, juge de paix.

28 décembre 1872.

Bornage. — Acte de partage. — Compétence.
Propriété contestée.

Le juge de paix ne connaît pas du bor-

nage, lorsqu'il doit être régi par un titre contradictoire (ou par la prescription), à moins que les parties ne s'accordent sur le mode d'exécution de ce titre.

Le juge de paix est compétent pour toutes autres espèces, lesquelles ne peuvent jamais évoquer qu'une question de fait, que le juge décide, *arbitrio boni viri*, par l'examen comparatif des titres, de la possession et de l'état des lieux.

Ainsi jugé,

Le 28 décembre 1872, par M. le juge de paix du canton de Gembloux, dans un jugement conçu en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — En fait : — Attendu que les deux héritages à délimiter proviennent d'un auteur commun et ont été soit médiatement, soit immédiatement attribués aux parties en vertu d'un partage de succession, point admis au procès, bien que cet acte ne soit pas représenté; que de plus elles ont été mises en possession de leur lot respectif sans qu'il apparaisse d'un bornage régulier; — Attendu que le demandeur soutient que le défendeur a insensiblement usurpé sur son fonds, tandis que le défendeur prétend qu'il ne possède que ce à quoi il a droit; — En droit : — Attendu que l'action en bornage procède de deux sources parfaitement distinctes : 1° d'un titre contradictoire entre parties ou émanant d'un auteur commun (ou de la prescription, qui tient lieu de titre); 2° d'un quasi-contrat que la loi attache à la contiguïté des héritages, et d'où elle fait résulter l'obligation réciproque de borner à frais communs, dans le but de faire cesser une sorte de communauté incidente et de préciser

par un jugement divisoire des possessions qui manquent de ce degré de perfection ; — Attendu que, dans la première hypothèse, le contrat enfante nécessairement entre parties des droits de propriété certains, rigoureux et absolus dont l'énergie originelle n'admet aucun tempérament ; — Attendu que tout débat qui s'élève sur l'interprétation ou l'exécution d'un semblable titre touche au fond du droit et intéresse la propriété qu'il a pour but de transférer entre parties (voir l. 12, Digeste, *Fin. reg.*) ; que dans ces conditions toute erreur de la part du juge ferait grief irrévocable au fond du droit de propriété ; — Qu'il est évident dès lors qu'une telle mission ne peut être attendue que du Tribunal civil, gardien naturel de la propriété, et jamais de la juridiction du juge de paix, qui, par l'effet de sa décision, rendrait toujours inutile et sans objet celle du Tribunal civil ; — Attendu qu'il en est tout autrement lorsque, pour faire consacrer telle ou telle limite, le défendeur ne se prévaut ni de la prescription qui la lui aurait conquise, ni d'un titre contradictoire qui la lui aurait conférée ; qu'en effet les parties sont alors étrangères l'une à l'autre, nul contrat ne les étreint personnellement, nulle propriété n'a été transférée de l'une envers l'autre, et si elles possèdent des titres, ils sont sans lien de droit pour elles en vertu du principe : *Res inter alios acta*, etc., raison pour laquelle, sans aucun doute, le juge doit consulter les titres des deux parties, sans que l'une d'elles soit fondée à imposer despotiquement les siens à sa partie adverse, ce qui d'ailleurs, dans beaucoup de cas, rendrait la solution impossible à cause des

énonciations contraires qui s'y rencontreraient : ainsi, libre aux parties de produire leurs titres respectifs, mais ils ne constitueront par eux-mêmes que de purs faits semblables soit à ceux de la possession, soit aux indices matériels qui jaillissent de la situation des lieux, et comme tels le juge les appréciera isolément et dans leur ensemble : *arbitrio boni viri*, pour éclairer sa religion, ainsi que la chose se pratique dans toute question de fait, tenant compte des preuves et même des présomptions qui lui paraîtraient les plus plausibles, et à ce point de vue chacun comprend aisément qu'il existe entre ces deux situations une ligne de démarcation profonde accusant deux ordres d'idées qui doivent être régis par des principes différents, puisque dans l'un le droit domine, et dans l'autre l'élément conjectural ; — Attendu que cette distinction devient plus saillante encore si l'on considère les agissements propres à l'*actio finium regundorum*, en ce qu'ils sont inapplicables dans un mode de bornage qui serait commandé par un titre contradictoire ou par la prescription ; qu'en effet dans l'*actio fin. reg. le judicium duplex* surgit dans toute sa netteté, en ce sens : 1° que chacune des parties y joue tout à la fois le rôle de demandeur et celui de défendeur, et que le fardeau de la preuve incombe également à chacune d'elles, à leur profit ou à leur préjudice ; 2° en ce sens que le juge, comme le dit Dumoulin, peut se décider d'après les preuves les plus fortes et les meilleures, après examen comparatif de tous les titres et autres documents ; 3° en ce sens, enfin, qu'il peut s'agir soit de partager un excédant de terrain, soit

de répartir un déficit selon l'importance respective des héritages ; or tous ces agissements, qui sont, il faut bien en convenir, le propre de l'*actio fin. reg.*, ne peuvent être de mise lorsque l'une des parties, pour faire fixer la limite, invoque soit le titre contradictoire, soit la prescription, titre et prescription qui doivent à eux seuls vider le procès, en laissant à celle des parties qui invoque l'un ou l'autre de ces moyens tout le fardeau de la preuve la plus rigoureuse, mais aussi qui, en cas de succès, lui vaut rigoureusement et sans tempérament toute l'étendue du terrain qui lui a été vendue, abandonnée ou qu'elle a prescrite ; d'où il suit que, lorsqu'on quitte les agissements propres à l'*actio fin. reg.*, celle-ci accomplit une complète déviation et se meut en un débat tout autre, essentiellement relatif au domaine de propriété, pris isolément et dans son acception ordinaire ; — Attendu que la loi de 1841 (loi française du 25 mai 1838), en attribuant aux juges de paix la connaissance des actions en bornage et en réservant au Tribunal civil les questions de propriété qui y surgissent incidemment, n'a eu ni pu avoir en vue : 1° respectivement aux juges de paix, que l'*actio fin. reg.* des Romains, telle qu'elle nous a été léguée par la science juridique ; 2° respectivement au Tribunal civil, que le vrai débat pétitoire qui pouvait éventuellement s'y implanter, selon la distinction qui vient d'être développée, c'est-à-dire : au premier cas, le régime du *judicium duplex*, avec ses propres agissements suffisamment exposés ; au deuxième cas, la discussion du titre contradictoire ou de la prescription, seuls moyens

qui donnent entre parties naissance au droit exclusif de propriété et à la revendication, et cela en sortant de l'orbite de l'*actio (sui generis) finium regundorum*, où se trouve le *judicium duplex* avec toutes ses conséquences caractéristiques et complètement inconciliables avec le titre contradictoire ou la prescription, et avec la procédure ou les règles de solution particulières auxquelles est soumise chacune de ces deux catégories d'espèces ; — Attendu qu'entendue de la sorte, la loi de 1841 (loi française susdite), sur le fait de la compétence en matière de bornage, devient claire, intelligente et pratique, et qu'elle réalise un progrès indéniable, en fractionnant la compétence, donnant au juge de paix la question de fait, réservant au Tribunal civil le point de droit ; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort, disons que nous sommes incompetent pour connaître de l'action dans les conditions dans lesquelles elle se présente, et néanmoins retenons la cause, pour concilier les parties, si possible, selon qu'il est demandé. »

Observations. — Ce jugement constitue un véritable traité doctrinal, et d'ailleurs très-exact, sur la question de la compétence des juges de paix en matière de bornage. Voir, dans le sens des solutions qui y sont exprimées, Douai, 19 janvier 1848 ; Cass., 27 novembre 1860, 19 mai 1863, etc., etc.

A. B.

ARTICLE 571.

Justice de paix du canton de Gamaches
(Somme).

Président : M. GODEFROY, juge de paix.

21 septembre 1872.

Jours de souffrance. — Action possessoire. — Mur non mitoyen. — Demande en suppression non recevable.

L'exercice d'une faculté légale ne saurait être considéré comme un trouble à la possession d'autrui et ne peut donner ouverture à l'action possessoire.

Spécialement un propriétaire ne peut demander au possesseur la suppression de jours établis par le voisin dans un mur non mitoyen, conformément aux prescriptions des articles 676 et 677 du Code civil.

Ainsi décidé,

Le 21 septembre 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton de Gamaches, conçu en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que par exploit de Lefèvre, huissier à Gamaches, en date du 5 de ce mois, Legris a fait citer Ozenne pour vous dire que celui-ci serait tenu de supprimer les jours qu'il a pratiqués dans son mur joignant le terrain du demandeur ; qu'il articule que ce fait est un trouble apporté à la libre possession de son terrain, avec d'autant plus de raison que deux de ces jours donnent dans un bâtiment qu'il fait édifier ; et que le défendeur soutient que la faculté d'ouvrir ces jours et de les maintenir résulte, en sa faveur, des dispositions des articles 676 et 677 du Code civil ; — Attendu que, sur la demande des parties, une accession de lieux a été ordonnée, et qu'en présence desdites parties nous avons constaté ce qui suit : « Il existe dans le mur appartenant « exclusivement à Ozenne, et joi-

« gnant le terrain de Segris, quatre « jours dits *de souffrance* au rez-de-« chaussée, et le même nombre de « jours au premier étage ; ceux du « rez-de chaussée sont, à partir du « pavé des appartements, à la hauteur de 2^m,65, 2^m,66, 2^m,62 et 2^m,63 ; « et les jours existant au premier « étage sont à verre dormant, et « garnis d'un treillage dont les mailles « ont une ouverture de 10 centimètres sur 9 centimètres et demi. « En face des deux premiers jours « du rez-de-chaussée, nous avons « remarqué que Legris fait, en ce « moment, édifier un bâtiment dont « la charpente seule est montée : il « n'est encore ni plaqué, ni soliné, « ni couvert. L'œuvre commencée « consiste en trois pans seulement, « savoir : la face opposée au bâtiment d'Ozenne présente une longueur de 6^m,60, et les deux pignons, « revenant par équerre vers et jusqu'au mur de ce dernier, ont chacun une longueur de 2^m,40 ; le mur « du bâtiment d'Ozenne paraît devoir « servir de fond ; les deux pignons « ençoignent les deux premiers jours « du rez-de-chaussée. » — Attendu qu'aux termes de l'article 676 du Code civil, le propriétaire d'un mur non mitoyen joignant l'héritage d'autrui peut pratiquer dans ce mur des jours ou fenêtres à fer maille et verre dormant, à la condition de les garnir d'un treillis de fer dont les mailles auront 1 décimètre d'ouverture ; et que, suivant l'article 677, ces jours doivent être à la hauteur minima du sol ou plancher de 26 décimètres pour le rez-de-chaussée et de 19 décimètres pour le premier étage ; — Attendu que le défendeur a satisfait aux prescriptions légales pour l'établissement des jours dont il s'agit ;

— Attendu qu'à la vérité le propriétaire d'un mur non mitoyen, auquel le voisin aurait adossé un bâtiment, ne pourrait faire dans ce mur des ouvertures qui donneraient dans quelque appartement du voisin ; que la sûreté publique et l'équité s'y opposeraient ; mais qu'il n'en est pas ainsi en la cause, puisque le terrain de Legris était nu et non édifié lorsque Ozenne a usé de la faculté légale qu'il tenait des articles sus-indiqués ; — Attendu que, l'article 676 n'imposant pas au voisin la servitude de ne pas nuire au jour qui vient par ces ouvertures, Legris peut bien, de son autorité privée, construire un mur, ou faire sur son propre terrain tels travaux de nature à obstruer ces jours ; qu'il peut également, en achetant la mitoyenneté, contraindre Ozenne à les boucher ; mais qu'il ne peut en demander la suppression par l'action possessoire, parce que l'exercice d'une faculté légale ne saurait être considéré comme un trouble à la possession d'autrui, et ne peut donner lieu à la complainte ; — Par ces motifs, déclarons l'action de Legris non recevable, l'en déboutons et le condamnons aux frais et dépens. »

Observations. — Il est de principe que l'existence de jours autorisée par les articles 676 et 677 du Code civil n'empêche pas le voisin de faire sur son fonds tous les travaux qu'il juge à propos d'entreprendre. Mais tant qu'il n'a pas acquis la mitoyenneté du mur, ou n'a point exécuté de travaux auxquels pourrait nuire l'existence de ces jours, il ne saurait prendre pour trouble à sa possession l'ouverture de vues pratiquées conformément aux prescriptions de ces

articles. Un acte autorisé par la loi ne saurait donner ouverture à la complainte. Voir notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v^o *Vue*, n^{os} 46 et suiv.

C. M.

ARTICLE 572.

Justice de paix du canton d'Arpajon
(Seine-et-Oise).

Président : M. ALPH. BOULÉ, juge de paix.

17 janvier 1873.

Louage. — *Terre louée sans écrit. — Code civil, art. 1774. — Jouissance continuée pendant plusieurs années. — Pépinière établie par le preneur. — Congé signifié selon l'usage des lieux. — Validité d'icelui contestée.*

Le preneur sans écrit d'une terre nue et qui y établit une pépinière doit toujours, encore bien que sa jouissance ait continué pendant plusieurs années à défaut de congé signifié, se considérer comme soumis aux dispositions de l'article 1774 du Code civil, une pépinière pouvant, en définitive, ne comporter que des arbustes, plantes ou plants à la végétation desquels une année suffît ; le preneur doit s'imputer de n'avoir pas fait de bail écrit.

Ainsi décidé,

Le 17 janvier 1873, par jugement de M. le juge de paix du canton d'Arpajon, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant le délibéré ordonné le 13 décembre 1872 ; — Attendu qu'en novembre 1864 Binant a loué sans écrit la pièce de terre dont s'agit, sise commune de Saint-Vrain, moyennant 34 fr. 60 par an ; — Que sa jouissance s'est continuée après la première année, mais toujours sous l'empire de l'article 1774 du Code civil ; — Que la veuve Chaussée, qui lui a signifié congé par exploit de Viallette, huissier à Arpajon, du 7 novembre 1872, pour le 11

du même mois, et ce suivant l'usage local, a conclu tout d'abord à la validité d'icelui; — Attendu que Binant a soutenu qu'ayant établi une pépinière dans la terre par lui louée, il ne pouvait et n'était tenu d'en délaisser la jouissance qu'au 14 janvier 1874; — Que l'expert nommé du consentement des parties le 29 novembre 1873 a exprimé l'avis que Binant pourrait, afin de lui faciliter la vente et l'enlèvement de ses plants et lui éviter toute perte, rester en jouissance jusqu'à la fin de novembre 1873; — Qu'à la suite de ce rapport les parties se sont rapprochées et qu'aujourd'hui elles demandent acte au Tribunal, la demanderesse de ce qu'elle consent à ne faire produire effet au congé qu'au 14 novembre 1873, et le défendeur de ce qu'il s'engage à rendre la terre en bon état et nette à cette même époque et sans nouveau congé; — Que le sort des dépens est le seul point restant litigieux, chacune des parties prétendant en être indemne; — Attendu que Binant a soutenu, sans le prouver, s'être fait consentir par le mari de la demanderesse, décédé avant le congé signifié, un bail ne devant expirer que le 1^{er} novembre 1873; — Que la circonstance, si elle était prouvée, que le preneur s'était présenté comme devant établir une pépinière dans la terre objet du contrat ne saurait, à défaut d'écrit, être par lui utilement invoquée, puisqu'il existe des arbustes, plantes ou plants à la végétation desquels une année peut suffire; — Que, sans doute, le bailleur a vu établir dans sa terre, primitivement nue entre les mains de Binant, une pépinière, mais que, n'ayant pas fait de bail écrit, il devait toujours et quand même se con-

sidérer, lui et Binant, sous l'empire de l'article 1774 du Code civil, avec d'autant plus de raison que ce dernier pouvait ne cultiver que le genre d'arbustes, plantes ou plants dont il vient d'être parlé et qu'en procédant ainsi, il était à même de recueillir tous les fruits que l'héritage affermé était susceptible de produire pendant le cours d'une année, temps pour lequel le bail se trouvait fait d'après la loi; qu'en définitive et sans la transaction intervenue au cours du procès, Binant n'aurait pu légalement prétendre continuer sa jouissance après le 11 novembre 1872, la veuve Chaussée ayant en droit strict l'article 1774 à invoquer à l'appui de sa demande; — Que cette transaction sur l'objet principal du litige contient virtuellement et indique ce qui doit être ordonné quant aux dépens; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire définitif et en dernier ressort, donnons acte aux parties de ce qu'elles conviennent que le congé dont s'agit ne produira effet qu'au 11 novembre 1873; en conséquence, ordonnons, en tant que de besoin, que Binant délaissera la terre dont s'agit nette et en bon état à ladite époque sans nouveau congé; — Faisons masse des dépens jusques et y compris la minute du présent jugement, pour être supportés par moitié entre les parties, lesdits dépens liquidés à les frais à faire, s'il échet, pour l'exécution dudit jugement devant rester à la charge de celle des parties qui y donnera lieu. »

Observations. — Le bail sans écrit d'une vigne, d'un pré, est aussi fait pour un an. Il en est de même de tout autre fonds dans lequel

une année est suffisante pour recueillir tous les fruits. Par suite, l'effet de la tacite réconduction de ce fonds ne peut s'étendre au delà d'une année. Angers, 20 avril 1808. A. B.

ARTICLE 573.

Justice de paix du canton d'Is-sur-Tille (Côte-d'Or).

Président : M. PIQUARD, juge de paix.

3 septembre 1872.

Louage d'ouvrage. — Moisson. — Fauchaison. — Inexécution du contrat. — Demande en dommages-intérêts. — Demande reconventionnelle. — Accident. — Force majeure.

Celui qui s'est engagé à un prix convenu pour un travail de moisson est tenu de l'exécution de son marché à peine de dommages-intérêts.

Il invoquerait en vain, pour se soustraire à son obligation, la force majeure résultant d'une prétendue infirmité qu'il aurait contractée, s'il est constant que le travail pour lequel il a été engagé n'a rien d'inexécutable pour tout autre ouvrier, qu'en conséquence il aurait pu tenir ses engagements par le fait d'un tiers.

Benoît Grenier a fait citer Donot à comparaître devant le juge de paix du canton d'Is-sur-Tille pour s'entendre condamner à lui payer, avec intérêt et dépens, une somme de 100 francs, à titre de dommages-intérêts, pour inexécution d'un marché verbal intervenu entre eux, ayant pour objet un travail de moisson ; étant entendu que, dans cette somme de 100 francs, montant de la demande, est comprise celle de 10 francs représentant la valeur de la jouissance d'un champ, jouissance concédée à Donot sous la condition qu'il exécuterait le travail convenu.

A cette demande, Donot a répli-

qué qu'en effet il avait contracté l'obligation de faire la moisson de Benoît Grenier au prix de 6 francs, pour contenance de 34^h 28, et que, dès le printemps de cette année, il avait été mis en jouissance d'un champ dans lequel il avait semé des pommes de terre, ce qui est d'usage dans ce pays en pareille circonstance ; qu'à l'ouverture de la moisson, il avait même commencé l'exécution de son contrat, en fauchant des blés de Benoît Grenier, sur une superficie d'environ 1 hectare ; mais qu'il n'avait pas continué, par la raison que Benoît Grenier lui avait assigné son travail dans un champ pierreux ; qu'en effet le nombre et la grosseur des pierres existant dans ce champ rendaient ce travail non-seulement pénible, mais dangereux à tel point que ces pierres lui avaient occasionné un faux pas, et déterminé une infirmité le rendant incapable de continuer la fauchaison.

A l'appui de son dire, il a donné lecture d'un certificat constatant son incapacité de travail, et émanant, à la date d'hier, du docteur-médecin Brulet, de Dijon.

Et en conséquence il a conclu, d'une part, à ce que Benoît Grenier fût déclaré mal fondé en sa demande en dommages et intérêts, et d'autre part, reconventionnellement, à ce qu'il fût condamné envers lui en 200 francs de dommages et intérêts, comme étant responsable de l'accident qui a déterminé son infirmité.

Benoît Grenier a, de son côté, répliqué qu'il repoussait les moyens de défense de Donot ainsi que sa demande reconventionnelle ; que ce dernier avait de tout temps connu le champ dans lequel le travail lui

avait été assigné, puisque, depuis un certain nombre d'années consécutives, il avait moissonné pour lui, demandeur; que ce n'était pas la première fois que ce champ portait une récolte de blé, et que cependant jamais Donot n'avait fait la réserve de n'y point faucher; qu'au surplus ce champ était dans les conditions inhérentes au climat où il est situé; que par suite Donot est mal fondé à invoquer ces circonstances pour se dégager de ses obligations et conclure à des dommages-intérêts à raison de son accident, dont lui demandeur décline la responsabilité et conteste l'existence, qui n'est rien moins que prouvée. — Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Oui les parties dans leurs dires, moyens et conclusions; — Attendu qu'entre elles est intervenu un contrat ayant pour objet, de la part de Benoit Grenier, de donner à Donot un travail de moisson, au prix de 6 francs par contenance de 34^a,28 pendant le cours ordinaire de cette moisson, et de la part de Donot, d'exécuter ce travail; — Attendu que l'existence de ce contrat, qui était entre les parties soumis à la réconduction, est reconnue par le défendeur, qui avoue en outre être en jouissance d'un champ que le demandeur ne lui a concédé qu'en vue de l'exécution dudit contrat; — Vu les articles 1142 et suivants du Code civil; — Considérant que toute obligation de faire se résout en dommages et intérêts en cas d'inexécution de la part du débiteur; — Considérant que Donot a laissé passer le temps utile pour faire la moisson du demandeur; — Considérant que l'ouvrage assigné à Donot par Benoit Grenier était pos-

sible de sa nature et semblable à celui qu'exécutent à l'occasion tous les moissonneurs; qu'au surplus ce travail de moisson devait se continuer sur les autres champs non pierreux et plus favorables du demandeur; — Considérant que l'infirmité invoquée par Donot n'est autrement constatée que par un certificat, non légalisé, d'un docteur-médecin attestant uniquement que le débiteur souffre d'un varicocèle lui rendant dangereux l'écartement des jambes; — Qu'il n'y a pas lieu d'admettre comme résultant de cette infirmité le cas de force majeure, mais d'admettre au contraire que l'impossibilité alléguée par le défendeur, si elle existe réellement, consiste seulement en ce qu'il a accepté témé- rairement l'obligation de faire un travail supérieur à ses forces, ce qui n'est pas une cause de nullité du contrat, puisque le travail n'a rien d'inexécutable pour tout autre moissonneur; — Considérant que, si la cause de l'inexécution ne pouvait être imputée à Donot, il faudrait encore distinguer que le travail qu'il s'était chargé de faire n'est pas du genre de ceux que l'obligé peut seul accomplir : *locatio operis*, mais bien du domaine de tous les ouvriers de la campagne : *locatio operarum*; qu'en conséquence Donot aurait pu remplir ses engagements par le fait d'un tiers, sans que Benoit Grenier eût eu le droit de s'en plaindre; — Qu'au lieu d'agir ainsi, il a au contraire empêché sa femme de travailler à la moisson de ce dernier; — Considérant, en outre, sans mettre en doute l'appréciation du docteur-médecin sur l'infirmité de Donot, que ce dernier, mécontent de travailler dans un champ pierreux, a, par suite,

apporté un mauvais vouloir à l'exécution du contrat, ce qui résulte clairement des débats ; — Considérant enfin qu'il résulte des mêmes débats que, chaque année précédente, Donot moissonnait pour Grenier sur une superficie de 6 hectares environ, tandis que cette année il n'a préparé la récolte que sur environ 1 hectare, ce qui a causé à Benoit Grenier un retard qui expose ses blés aux orages de grêle ; — Que si jusqu'ici il n'est pas établi qu'il ait éprouvé un grave préjudice, du moins est-il constant que sa récolte a souffert de ce retard, et qu'en outre ses démarches pour trouver d'autres ouvriers lui ont été onéreuses, ce qu'il a suffisamment justifié, en nous donnant les éléments nécessaires d'appréciation des dommages-intérêts ; — En ce qui concerne la demande reconventionnelle de Donot tendant à faire condamner Benoit Grenier en 200 francs de dommages-intérêts : — Considérant qu'il n'est nullement prouvé que son infirmité provienne d'un accident arrivé sur le champ de Benoit Grenier et causé par les pierres du champ ; — Que le certificat du docteur-médecin, non-seulement ne touche pas ce point, mais n'indique ni l'époque d'origine ni la cause déterminante de ce mal, tandis que Donot l'attribue à un faux pas ; — Que cette infirmité n'est pas de celles qui naissent instantanément, mais qu'elle ne se développe que lentement, par le gonflement des veines et le plus souvent par une disposition naturelle du sujet ; — Que cet accident, fût-il même justifié, ne créerait point la responsabilité de Benoit Grenier, qui n'a commis ni faute ni imprudence ayant le caractère de quasi-délit, dans le sens des

articles 1382 et suivants du Code civil, d'autant plus qu'il s'agissait d'un louage d'ouvrage, ouvrage dont tous les périls incombent au locateur Donot ; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement en premier ressort, en vertu des articles 1 et 7 de la loi du 25 mai 1838, et statuant tant sur la demande principale que sur la demande reconventionnelle, condamnons Donot à payer à Benoit Grenier, avec intérêts dès le jour de la demande en justice : 1° la somme de 20 francs, à titre de dommages-intérêts pour inexécution d'un contrat intervenu entre eux, ayant pour objet un ouvrage de moisson au prix de 6 francs par journée ; 2° celle de 10 francs, pour jouissance d'un champ jusqu'à la récolte prochaine des pommes de terre ensemencées dans ce champ ; — Donnons acte à Donot du droit qui lui est réservé d'exiger de Benoit Grenier le prix de l'ouvrage fait partiellement sur une contenance de 1 hectare environ ; — Le déboutons de sa demande reconventionnelle, qui est mal fondée, et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Le débiteur d'une obligation de faire ne peut, pour se soustraire aux dommages-intérêts auxquels il est tenu en cas d'inexécution, invoquer le cas fortuit ou la force majeure qu'autant que l'obligation est essentiellement personnelle et ne peut pas être remplie par un autre. Pour prendre un exemple, si un compositeur de musique ou un littérateur s'engage vis-à-vis d'un théâtre à lui fournir une œuvre musicale ou dramatique, si un architecte a promis le plan d'un édifice, il est bien certain que l'obligation qu'il a

contractée est essentiellement personnelle. C'est à son talent, à sa réputation acquise que l'on a fait foi, et c'est en vue d'avoir une œuvre émanée de lui que la commande lui a été donnée. On ne concevrait pas qu'il pût être tenu de fournir une partition, une pièce, un plan exécuté par un autre que lui, et le créancier, si on lui offrait une telle substitution, ne l'accepterait certainement pas. Par suite, le débiteur, en ce cas, sera très-certainement fondé, si une maladie sérieuse, ou tout autre cas fortuit, le met dans l'impossibilité absolue de remplir son obligation, à réclamer le bénéfice de l'article 1148 pour se soustraire aux dommages-intérêts dont il aurait été tenu, à défaut de légitime excuse, pour inexécution de l'œuvre promise. Mais, lorsqu'il s'agit d'un travail manuel qui peut être exécuté par tous ouvriers du même corps d'état, celui qui a promis de le faire ne saurait exoiper de son état d'incapacité ou de maladie, car il peut, en cas d'empêchement momentané, se faire remplacer et faire exécuter par autrui le travail qu'il a promis de faire. Il en est surtout ainsi lorsque le travail est urgent et doit être exécuté à temps fixe, sous peine de causer un préjudice. Dans l'espèce, il s'agissait d'un travail de moisson ou de culture que l'ouvrier pouvait faire exécuter par un autre, qu'il était nécessaire de faire, sous peine de compromettre la récolte ; l'inexécution de ce travail, quel que fût l'état de santé du débiteur, devait donc donner lieu à des dommages-intérêts. Il en devait être surtout ainsi alors que la maladie alléguée paraissait antérieure au contrat, et que l'ouvrier avait à s'imputer à faute

d'avoir promis d'accomplir un travail qu'il savait être au-dessus de ses forces.

A. B.

ARTICLE 574.

Justice de paix du 1^{er} canton de Reims
(Marne).

Président : M. DE BOURBONNE,
juge de paix.

28 décembre 1872.

*Apprentissage. — Inexécution du contrat.
— Demande en dommages-intérêts. —
Juge de paix. — Compétence. — Litis-
pendance.*

L'apprenti qui s'est engagé pour deux années et qui abandonne le maître avant l'expiration de son engagement est passible de dommages-intérêts, alors que d'ailleurs il n'a pu invoquer aucun motif sérieux pour justifier la rupture du contrat d'apprentissage.

Les père et mère de l'apprenti mineur peuvent être déclarés responsables des dommages-intérêts dus au maître,

Par exploit de Demay, huissier à Reims, en date du 14 décembre courant, les sieur et dame Legrand, demeurant à Rocquigny (Ardennes), ont formé opposition à un jugement rendu par défaut contre eux le 7 décembre présent mois, qui les avait condamnés à payer au sieur Leblanc, demandeur, la somme de 275 fr. 30 pour nourriture et fournitures de marchandises faites à leur fille alors apprentie chez le sieur Leblanc pour deux années. Par ledit exploit, ils ont cité le sieur Leblanc à comparaître devant le juge de paix du premier canton de Reims, pour : « Attendu qu'il y a litispendance ; que les requérants, bien avant la demande actuelle, ont été cités en conciliation devant la justice de paix du canton de Chaumont (Ardennes), aux mêmes fins ; — Attendu, d'ail-

leurs, que le juge de paix est incompétent comme n'étant pas le juge du domicile des défendeurs ; — Par ces motifs, recevoir les époux Legrand opposants ; voir déclarer le Tribunal de paix de Reims incompétent, et subsidiairement se voir le sieur Leblanc déclarer non recevable et mal fondé dans son action et s'en voir débouter, et s'entendre condamner en tous les dépens et dommages et intérêts, sous toutes réserves. »

Le 28 décembre 1872, jugement ainsi conçu :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Ouï les parties en leurs explications et conclusions ; et après en avoir délibéré, statuant en premier ressort ; — Attendu que l'opposition est régulière en la forme ; — Reçoit les époux Legrand opposants au jugement rendu par défaut contre eux en ce Tribunal le 7 décembre présent mois ; — En ce qui touche la question de litispendance : — Attendu qu'elle n'est nullement justifiée, dit qu'il n'y a lieu de statuer sur icelle ; — En ce qui touche la compétence : — Attendu qu'aux termes de la législation générale qui régit les rapports des maîtres avec leurs ouvriers et apprentis, la connaissance des difficultés qui surgissent entre eux à l'occasion de leurs engagements respectifs est dévolue aux conseils de prud'hommes dans les localités où ces conseils sont établis, et à défaut de conseils de prud'hommes, au juge de paix chargé de les suppléer, et que l'action doit être portée devant le conseil ou le juge de paix du lieu où se trouve le siège de l'industrie ; — Attendu que le décret d'institution du conseil de prud'hommes de

Reims, actuellement en vigueur, n'a pas placé dans les attributions de ce conseil l'industrie qu'exerçait le sieur Leblanc lors de la formation du contrat d'apprentissage de la demoiselle Legrand ; que, conséquemment, c'est à bon droit que la demande du sieur Leblanc a été portée devant ce Tribunal, ainsi qu'il résulte de l'article 21 de la loi du 22 germinal an XI, qui stipule qu'en quelque lieu que réside l'ouvrier, la juridiction sera déterminée par le lieu de la situation des manufactures ou ateliers dans lesquels l'ouvrier aura pris du travail ; — Attendu d'ailleurs que les époux Legrand, par l'organe du sieur Legrand, reconnaissent que le Tribunal saisi a juridiction et compétence pour statuer sur l'action intentée contre eux ; — Donnons acte au sieur Leblanc de la compétence du Tribunal ; — Statuant au fond : — Attendu qu'il résulte des débats et des faits de la cause que c'est avec l'assentiment des époux Legrand que leur fille, alors mineure, est entrée en qualité d'apprentie chez le sieur Leblanc ; qu'il est également établi et qu'il est d'ailleurs reconnu par la demoiselle Legrand, présente à l'audience, que la durée de son apprentissage a été fixée à deux années ; que cette durée, d'ailleurs, qui était la condition principale du contrat, est en rapport avec les usages établis en pareille circonstance ; — Attendu que la durée de deux années est fixée en vue des avantages que l'apprenti doit procurer au maître pendant la seconde année, afin de compenser les sacrifices que celui-ci fait dans la première pour les soins qu'il donne à l'apprenti et la nourriture qu'il lui fournit ; — Attendu qu'il est con-

stant et d'ailleurs reconnu que la durée du séjour de la demoiselle Legrand chez le sieur Leblanc a été de deux cent soixante et dix jours ; — Attendu que, pendant ce temps, les services qu'elle a pu rendre ont été à peine suffisants pour compenser les soins qu'elle a reçus ; — Attendu qu'aucun motif n'a été allégué ni invoqué pour justifier la rupture du contrat d'apprentissage ; qu'en quittant la maison sans même en avertir préalablement son maître, la demoiselle Legrand a causé un préjudice dont il est dû réparation, et dont les sieur et dame Legrand sont responsables ; que la somme réclamée par M. Leblanc paraît en rapport avec le dommage causé ; — Par ces motifs, déclarons les sieur et dame Legrand mal fondés dans leur opposition et les en déboutons ; — Disons que le jugement du 7 décembre présent mois, qui fait l'objet de cette opposition, sortira son plein et entier effet, et condamnons les époux Legrand, solidairement, aux dépens, etc., etc. »

Observations. — Jugé dans le même sens que si, contrairement aux conventions d'un contrat d'apprentissage, l'apprenti a quitté l'atelier de son maître, le père de l'apprenti doit être condamné, pour résiliation avant le temps du contrat d'apprentissage, à des dommages-intérêts envers le maître. Justice de paix de Sainte-Hermine, 12 octobre 1864, BULLETIN, t. VII, p. 45. Voir aussi, dans le même sens, Gordes, 21 juin 1859, *ibid.*, t. III, p. 223 ; Sauve, 8 octobre 1858, t. IV, p. 107, et Boos, 21 octobre 1865, t. VIII, p. 163. C. M.

ARTICLE 575.

Justice de paix du canton de Salins (Jura).

Président : M. TRIPART, juge de paix.
5 février 1872.

Affiches. — *Enlèvement.* — *Dommages-intérêts.*

Le fait d'avoir enlevé ou maculé (des affiches apposées par un particulier ou pour son compte, et par les soins d'un notaire, constitue non pas une contravention, mais un acte dommageable, qui rend son auteur passible de dommages-intérêts.

Les mariés Pidoux, désirant mettre en vente leurs immeubles, s'adressèrent à un notaire de Salins. Celui-ci fit imprimer et placarder des affiches soit au chef-lieu de canton, soit dans la commune de la situation des biens. Le copartageant des époux Pidoux, instruit de ce fait, suivit l'afficheur, enleva ou macula toutes les affiches à l'exception de deux, et au jour de la vente ce copartageant se présenta seul pour faire enchère. Le notaire, informé de ce qui s'était passé, renvoya l'adjudication à une autre époque.

Les vendeurs, prétendant que le manque d'amateurs provenait de l'enlèvement des affiches, intentèrent une action en dommages et intérêts contre le sieur Roussey, qu'ils soutenaient être l'auteur du fait reproché.

Celui-ci niait avoir enlevé ou maculé les placards annonçant la vente des biens Pidoux et soutenait au surplus que ce fait, à supposer qu'il fût établi, n'étant point atteint par la loi pénale, ne pouvait entraîner contre lui aucune condamnation.

Dans ces circonstances est intervenu le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes ; — Attendu qu'il résulte de l'enquête à laquelle il vient d'être procédé que Roussey, peu de temps après le passage de l'afficheur public, a enlevé ou rendu illisibles presque toutes les affiches annonçant la vente des immeubles appartenant aux mariés Pidoux, lesquelles venaient d'être apposées dans la ville de Salins et dans la commune voisine de Bracon ; qu'à la vérité deux des affiches sont demeurées intactes, mais n'ont pu donner qu'une publicité insuffisante ; — Qu'en effet l'adjudication n'a point eu lieu au jour indiqué, l'auteur de l'enlèvement des affiches ou de leur maculage s'étant seul présenté pour enchérir ; — Attendu que l'article 479, n° 9, du Code pénal, en punissant seulement « ceux qui auront méchamment enlevé ou déchiré les affiches apposées par ordre de l'administration », n'a pu ni voulu rendre licite le fait d'enlever ou de déchirer les affiches apposées par les simples particuliers ; — Que ce texte de loi n'a fait qu'ajouter une pénalité à l'acte qu'il a voulu atteindre, tout en laissant aux Tribunaux le soin d'appliquer les principes édictés dans les articles 1382 et suivants du Code civil, lorsqu'il s'agirait de publicité autre que celle procurée par l'autorité ; — Attendu, en fait, que Roussey a rendu inévitable une remise d'adjudication et qu'il doit supporter les frais d'annonces que l'ajournement entraînera ; — Qu'il y a dans la cause des éléments suffisants pour apprécier le préjudice causé ; — Attendu enfin que les dépens doivent être mis à la charge de la partie qui succombe ; — Par ces motifs, statuant en dernier ressort, rejetant la

fin de non-recevoir proposée, condamnons le défendeur à payer aux demandeurs la somme de 25 francs à titre de dommages-intérêts, et aux dépens de l'instance. »

Observations. — Toutes les fois qu'il s'agit non-seulement d'affiches apposées par ordre de l'administration, mais même d'affiches *légal*es, par exemple de celles dont les articles 617 et suivants du Code de procédure civile prescrivent l'apposition dans les lieux qu'ils désignent, pour annoncer la vente judiciaire des meubles d'un débiteur saisi, l'enlèvement ou la lacération de telles affiches constitue la contravention prévue et punie par l'article 479, n° 9, du Code pénal. Voir notamment, en ce sens, un jugement de la justice de paix du canton de Montmorency, du 25 août 1869, BULLETIN DES DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX, t. XI, p. 321.

Il en est de même en ce qui concerne les affiches placardées en matière de saisie immobilière, conformément aux dispositions de l'article 699 du Code de procédure civile. Mais les affiches indicatrices d'une vente volontaire, même alors qu'elle doit avoir lieu par le ministère d'un officier public, ne peuvent être considérées que comme des affiches de *publicité*. Dès lors, leur conservation ou leur maintien ne se trouve pas protégé par la disposition répressive de l'article précité du Code pénal. Toutefois l'absence de pénalité ne met pas obstacle à l'application du principe général de l'article 1382 du Code civil, et il est certain que celui qui a lacéré les affiches volontaires a causé un préjudice aux vendeurs, en diminuant leur publicité,

et qu'il leur doit la réparation de ce préjudice. A. B.

ARTICLE 576.

Justice de paix du canton de Remiremont (Vosges).

Président : M. DANIS, juge de paix.

22 janvier 1873.

Diffamation. — Injure. — Action civile en dommages-intérêts. — Chose jugée. — Incompétence.

Le juge civil ne peut pas être saisi d'une action en dommages-intérêts à raison d'un fait qui a donné lieu à une poursuite devant le Tribunal correctionnel, lorsque ce Tribunal a renvoyé le prévenu des fins de la poursuite, sans dépens.

Il en serait autrement si ce Tribunal s'était déclaré incompétent.

Spécialement, lorsqu'une partie a saisi le Tribunal de police correctionnelle d'une plainte en diffamation publique, et que le Tribunal a renvoyé le prévenu sur le motif que le propos incriminé, ayant été tenu dans un champ, n'a point le caractère de publicité, la même partie n'est point recevable à actionner son adversaire en réparation civile devant le juge de paix, à raison du même propos diffamatoire.

A la suite d'un procès-verbal du garde de Mauljean et par jugement du Tribunal correctionnel de Remiremont, Lecoanet a été condamné comme complice de son fils et de son domestique, dans un vol de bois commis dans une coupe de bois confiée à la vigilance de ce garde, à quinze jours de prison avec amende et dépens. Ce jugement est du 9 mars 1872.

Le 16 octobre de la même année, de Mauljean, voulant acheter des pommes de terre que récoltaient ses voisins, les époux Gérard, s'adressa à ceux-ci pour en obtenir; mais il lui fut répondu que, la récolte étant vendue à Lecoanet, ils ne pouvaient

satisfaire à la demande du garde. Ce dernier, dans ces circonstances, aurait témoigné de sa mauvaise humeur et diffamé les époux Lecoanet en tenant les propos rapportés dans la citation dont les motifs et le dispositif sont ainsi conçus :

« Attendu que, le 16 du mois d'octobre dernier, dans la journée, le défendeur alla trouver dans son champ, sis au trou Vauthier, commune d'Eloges, le sieur Charles Gérard, dit *le Pape*, et sa femme, Marie-Anne Burette, sous le prétexte de leur demander des pommes de terre à acheter, et sur leur réponse qu'ils n'en auraient peut-être pas assez pour satisfaire à la demande que les mariés Lecoanet leur en avaient faite, il s'écria : « Laissez donc votre Lecoanet; c'est un voleur : il a volé plus de cinq cents *raies* de voiture (bois débité pour le char-ronnage), et sa femme n'est qu'une p..., qui s'est laissé embrasser par Croquignolin, leur domestique »; — Attendu que ces faits causent un grave préjudice aux demandeurs; — Par ces motifs, plaise à M. le juge de paix dire que les demandeurs seront autorisés à faire la preuve par témoins des faits ci-dessus articulés, en cas de dénégation par le défendeur; — En conséquence, condamner ce dernier à payer auxdits époux Lecoanet la somme de 1 000 francs à titre de dommages-intérêts pour le préjudice qu'il leur a causé, le condamner de plus en tous les dépens, sans préjudice et sous toutes réserves. »

Le sieur de Mauljean, sans avouer ni dénier les propos diffamatoires articulés contre lui, a déclaré que, les époux Lecoanet ayant précé-

demment saisi le Tribunal correctionnel de Remiremont d'une plainte en diffamation publique, basée sur les faits qu'ils reproduisaient aujourd'hui et avec demande d'adjudication de conclusions semblables à celles actuelles, il devait, en présence du jugement de ce Tribunal, du 16 novembre 1872, le renvoyant de cette plainte sans dépens, être aussi renvoyé de la nouvelle poursuite sans dépens.

En effet, ce dernier jugement a déclaré qu'un champ n'était pas un lieu public, et il n'a été pris aucune conclusion pour faire déclarer que les faits articulés constituaient des injures simples. — Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Oni les parties en leurs dires, déclarations et conclusions ; — Vu l'article 5, n° 5, de la loi du 25 mai 1838 ; — Sans examiner si les propos injurieux reprochés au défendeur consistent dans une simple conversation qui n'aurait pas franchi le sol particulier, et si, alors même qu'ils auraient été tenus, le fait reproché au demandeur personnellement serait légalement justifié par un jugement correctionnel du 9 mars 1872, ayant acquis l'autorité de la chose jugée ; — Considérant qu'il est reconnu qu'une action, identique dans ses termes et ses conclusions avec celle actuelle, a été poursuivie par les époux Lecoanet contre leur adversaire devant le Tribunal correctionnel de Remiremont, qui, par son jugement du 16 novembre 1872, a renvoyé ledit défendeur de la plainte sans dépens ; — Considérant que le juge civil ne pouvait plus dès lors être saisi, puisque les demandeurs s'étaient pourvus par la voie crimi-

nelle ; qu'il en aurait été autrement si le Tribunal saisi primitivement s'était déclaré incompétent ; mais qu'il résulte des termes mêmes de son jugement qu'il a statué sur les faits de la cause ; que c'est le cas de faire application des principes émis par la Cour de cassation dans son arrêt du 10 juillet 1834, duquel il résulte que, lorsque le Tribunal correctionnel saisi d'une plainte en diffamation a réduit le fait à une simple contravention, en écartant la circonstance de publicité, et que le renvoi de la prévention devant le Tribunal de simple police n'a point été demandé, le jugement qui intervient est en dernier ressort, même à l'égard du prévenu ; — Par ces motifs, nous déclarons incompétemment et indûment saisi ; renvoyons purement et simplement le défendeur de la poursuite sans dépens. »

Observations. — Lorsqu'un arrêt criminel ou correctionnel, ou un jugement passé en force de chose jugée, décide que le fait incriminé n'existe pas ou ne constitue ni crime ni délit, le point décidé ne peut plus être remis en question devant les Tribunaux civils, alors même que la partie lésée n'aurait pas figuré au procès criminel (Cass., 17 mars 1813). A plus forte raison doit-il en être ainsi lorsque cette partie a agi au criminel par voie d'action directe. Elle ne peut manifestement reprendre devant le juge civil les mêmes conclusions qui ont déjà été repoussées devant la juridiction criminelle.

C. M.

ARTICLE 577.

Justice de paix du canton de Salins
(Jura).

Président : M. TRIPARD, juge de paix.

23 décembre 1872.

Sommatton. — Etat d'inscriptions. —
Frais et dépens. — Répétition de
l'indu.

Les frais de sommation sont à la charge de celui qui a fait notifier la mise en demeure, surtout si elle est notifiée avant l'échéance de la dette.

En conséquence, le débiteur qui a acquitté ces frais peut en demander le remboursement.

Le coût de l'état des inscriptions hypothécaires requis contre un débiteur au moment de l'emprunt est à sa charge; mais à l'époque du remboursement ce débiteur a le droit d'obtenir du prêteur la remise de l'état, sinon d'être indemnisé des frais de délivrance.

Ainsi décidé,

Le 23 décembre 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton de Salins, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, le 4 mars 1867, Auguste Carrez et sa femme souscrivaient devant M^e Dufay, notaire à Salins, au profit de la demoiselle Lamy, une obligation hypothécaire portant la somme de 800 francs, productive d'intérêts annuels, énoncée remboursable dans un délai de huit années; — Qu'il n'a rien été stipulé dans cet acte à l'égard des frais principaux ou accessoires du contrat de prêt; — Attendu qu'avant l'époque indiquée pour le remboursement, une mésintelligence est survenue entre les emprunteurs et le notaire de la demoiselle Lamy;

que cette brouille s'est traduite par une sommation notifiée, à la requête de celle-ci, aux époux Carrez, à la date du 2 mai 1872, portant mise en demeure : 1^o de payer au notaire 15 fr. 67 pour solde des frais d'obligation et de l'état des inscriptions; 2^o de procurer la mainlevée d'une inscription prise d'office contre eux, au profit de Marie Mourez, pour sûreté d'un prix de vente; — Que dès le lendemain de cette mise en demeure les débiteurs acquittaient entre les mains de l'huissier instrumentaire, non-seulement le reliquat des frais réclamés, mais encore le coût de la sommation; que peu de temps après ils se libéraient, envers la demoiselle Lamy, du capital emprunté, bien que l'échéance ne fût point encore arrivée; — Attendu que, par suite du remboursement intégral, il est aujourd'hui sans intérêt de vérifier si l'inscription d'office, dont la mainlevée était requise, a été radiée; — Qu'au surplus ce deuxième objet de la mise en demeure semble avoir été sans utilité, puisque le titre en vertu duquel l'inscription avait été prise était libéré depuis près d'un an avant l'emprunt et avait été déposé au notaire, comme titre de propriété à l'appui de cet emprunt; — Qu'il échet d'examiner si les époux Carrez sont fondés à réclamer à la demoiselle Lamy, d'une part, soit la remise de l'état des inscriptions dont ils ont payé le coût à son notaire, soit le remboursement de ce coût et, d'autre part, les frais de la sommation qu'ils ont versés à l'huissier en même temps que le solde des frais d'emprunt; — En ce qui concerne l'état d'inscription : — Attendu qu'on ne saurait faire grief au notaire d'avoir

exigé la connaissance exacte de la situation hypothécaire des emprunteurs ; que sa propre responsabilité, aussi bien que la sécurité du capitaliste, commandait de requérir du conservateur des hypothèques la délivrance d'un état des charges hypothécaires grevant les époux Carrez ; — Qu'à la vérité, il n'a rien été stipulé dans l'acte notarié du 4 mars 1867 à l'égard des frais à déboursier pour obtenir la délivrance de cet état, non plus qu'en ce qui concerne les frais du contrat de prêt lui-même ; mais qu'il est, sinon de règle, du moins d'un usage incontestable, que ces frais, y compris ceux de l'état des inscriptions, sont à la charge du débiteur ; — Que rien dans la cause ne révèle que les parties aient eu l'intention de déroger à cet usage, et que par suite c'est à bon droit que le notaire chargé de régulariser le placement hypothécaire a compris dans les frais d'obligation à la charge de ce dernier le coût de l'état d'inscription ; — Attendu que, pendant la durée du prêt, cette pièce devait demeurer à l'appui de la grosse d'obligation, mais qu'au moment du remboursement la rétention de l'état n'avait plus de raison d'être et que le demandeur est bien fondé à en demander la remise ; — Que c'est vainement que la défenderesse ou son agent a articulé en dernier lieu que l'état avait été remis à Carrez ; — Qu'en effet, la preuve de cette allégation tardive n'est point offerte et qu'elle est contredite formellement par Carrez ; qu'en présence de la mauvaise intelligence existant entre les parties il est inadmissible que la pièce réclamée ait été délivrée à celui-ci

sans qu'on ait exigé de lui une décharge ; que par suite le premier chef de réclamation doit être accueilli ; — A l'égard de la sommation : — Attendu qu'au moment où elle a été notifiée, la demanderesse Lamy pouvait, à son choix, intenter une action aux fins de tout ou partie de la mise en demeure, ou se borner à l'acte extrajudiciaire qui a été notifié à sa requête ; que dans le premier cas l'exploit introductif de l'instance, qui pouvait être ouverte soit en son nom, soit même à la diligence de son notaire, eût été indubitablement à la charge du débiteur, tandis qu'en préférant agir par la voie de sommation, elle s'est bornée à une menace d'agir devant les Tribunaux pour le cas d'inexécution ; — Qu'en choisissant ce dernier mode, la défenderesse a assumé la conséquence rationnelle que le débiteur était pleinement libéré en satisfaisant à la mise en demeure, dont les frais n'étaient au surplus pas réclamés dans la teneur de l'exploit ; — Que par suite c'est à tort que l'huissier, en recevant le solde des frais d'obligation, y a ajouté le coût de sa notification ; qu'en admettant que Carrez eût volontairement payé le tout sans faire la protestation qu'il soutient avoir émise, l'erreur de droit dans laquelle il serait tombé le rendrait recevable à répéter la somme indûment versée par lui ; que c'est ainsi que la doctrine l'enseigne (voir notamment Duranton, t. X, n^{os} 127 et 128) et que la jurisprudence le décide (voir Toulouse, arrêt du 19 janvier 1824 ; Besançon, 1^{er} mars 1827, etc.) ; — Qu'enfin la Cour de cassation s'est prononcée en ce sens par un arrêt principe du 24 janvier 1827, qui paraît avoir statué *in ter-*

minis sur ce point; — Attendu au surplus que, pour décider que les frais de mise en demeure sont à la charge du débiteur, surtout lorsqu'il s'est exécuté avant l'ouverture d'aucune instance, il faudrait méconnaître le double principe qu'il n'y a de dépens qu'autant qu'il y a procès, que par *dépens* on entend uniquement les frais d'instance; — Que tel est cependant l'état de la doctrine et de la jurisprudence (voir notamment Bioche, *Dictionnaire de procédure*, v° DÉPENS, n° 1 et 4; le *Praticien français*, t. I, p. 397; *Répertoire du Palais*, v° FRAIS ET DÉPENS, n° 3 et 5, etc.; Bourges, arrêt, 27 mars 1840, etc.); — Sur les dépens: — Attendu qu'aux termes de l'article 130 du Code de procédure civile ils sont à la charge de la partie qui succombe; — Par ces motifs: — Statuant en dernier ressort, condamnons la défenderesse à payer aux époux Carrez la somme de 22 fr. 20, montant des frais de l'état d'inscriptions et de la sommation, ainsi que les dépens de l'instance, sauf à imputer sur la somme allouée le coût de l'état d'inscriptions, si cette pièce est remise avant le paiement des adjudés. »

Observations. — Les questions tranchées dans ce jugement ne manquaient pas de difficulté. Elles ont été bien comprises et bien résolues. Il est évident que le créancier qui fait une sommation de mise en demeure, avant l'échéance de la dette, doit seul en supporter les frais, car, sans cette sanction, la dette du débiteur pourrait être incessamment aggravée par le bon plaisir du créancier. Pour obtenir un tel résultat, il n'aurait qu'à faire signifier chaque

jour un nouvel exploit à son débiteur, pour qu'il n'en ignore.

En ce qui concerne la solution relative au coût de l'état d'inscriptions, elle est également exacte, car le prêteur, auquel cette pièce avait été fournie par l'emprunteur, devait la rendre lorsqu'elle lui était devenue inutile ou en rembourser les frais. M. le juge de paix de Salins a donc fait bonne justice à tous les points de vue. C. M.

ARTICLE 578.

Justice de paix de canton d'Agde
(Hérault).

Président : M. TRIOL, juge de paix.

18 août 1872.

Saisie opérée indûment. — Octroi. — Abus de pouvoir. — Responsabilité de l'agent. — Dommages-intérêts.

Lorsqu'il résulte des circonstances de la cause qu'un préposé d'octroi a saisi indûment et contre toute apparence de droit, dans l'intérieur d'une ville, une ou plusieurs bouteilles de liquide à raison desquelles il a dressé un procès-verbal pour tentative de fraude des droits d'entrée sur les boissons, et que d'ailleurs ce procès-verbal a été ultérieurement abandonné, le propriétaire de ces bouteilles est fondé à actionner l'agent en dommages-intérêts pour abus de pouvoir et en restitution de la marchandise saisie ou de sa valeur.

Le nommé Vacassy père tient une buvette à Agde. Il possède, à 60 mètres environ de cet établissement, un magasin où il met en entrepôt ses liquides dès qu'il les reçoit, et d'où il les tire au fur et à mesure de ses besoins. En avril 1872, son fils transportait de ce magasin à la buvette deux bouteilles de vermouth, lorsque le sieur Rat, préposé en chef de

l'octroi d'Agde, qui depuis le matin se promenait dans la rue, crut devoir accoster Vacassy fils pour lui saisir ces deux bouteilles. Ce dernier résista après avoir cédé l'une des bouteilles, et brandissant l'autre sur la tête de l'agent, il l'en menaça. Le sieur Rat dressa deux procès-verbaux : l'un contre Vacassy fils, pour menaces à un agent dans l'exercice de ses fonctions; l'autre contre Vacassy père, pour tentative de fraude des droits d'entrée sur les boissons.

Le Tribunal correctionnel, statuant sur le premier desdits procès-verbaux, condamna Vacassy fils à 16 francs d'amende. Quinze jours après, ayant à statuer sur le second procès-verbal, le même Tribunal admit Vacassy père à faire la preuve qu'il possède un magasin situé dans l'intérieur de la ville et dans lequel il met en entrepôt les boissons destinées aux besoins de sa buvette. L'administration municipale d'Agde, qui poursuivait, crut devoir se désister de son action, prévoyant sans doute quelle serait l'issue de l'affaire. C'est alors que Vacassy père intenta son instance contre Rat pour abus de pouvoir et tendant à faire condamner ce dernier à 100 francs de dommages-intérêts.

Le défendeur, par l'organe de son avocat, dit que le Tribunal correctionnel, ayant condamné Vacassy fils pour outrages et menaces à Rat, avait jugé la légalité de l'acte accompli par celui-ci; qu'il y avait chose jugée et qu'il n'appartenait qu'à un Tribunal supérieur de juger le contraire.

Le 18 août 1872, est intervenu le jugement suivant de M. le juge de paix du canton d'Agde :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Considérant que les juges correctionnels auxquels était déferé le procès-verbal contre Vacassy fils pour menaces adressées à Rat dans l'exercice de ses fonctions n'ont eu qu'à statuer sur ce point unique et nullement sur le délit imputé à Vacassy père par un autre procès-verbal pour tentative de fraude des droits d'entrée sur les boissons ; — Considérant que la juste condamnation dont Vacassy fils a été l'objet, pour les menaces proférées par lui contre Rat, ne préjuge en rien la légitimité de l'acte accompli par ce dernier en saisissant à bon droit ou indûment l'une des bouteilles dont il était porteur ; — Considérant que cette condamnation, toute personnelle à Vacassy fils, ne saurait préjudicier aux droits que peut avoir Vacassy père, demandeur à l'instance et propriétaire de la bouteille saisie par Rat, lequel accepte d'ailleurs avec lui le débat sur ce point ; — Considérant que le jugement susénoncé a eu lieu contre Vacassy fils et ne saurait constituer le fait de la chose jugée ; — Considérant que, après une première audience du Tribunal correctionnel ayant à statuer sur le procès-verbal pour fraude des droits d'entrée, est survenu un désistement de l'autorité municipale, ce qui implique un désaveu formel du procès-verbal dont Rat est le rédacteur, une reconnaissance qu'il avait tort ou du moins fait erreur ; — Considérant que si les agents ont le droit et le devoir d'exercer leur surveillance selon qu'ils le jugent convenable, ils sont toujours tenus d'apporter de la prudence dans l'accomplissement de leur mission, et que souvent l'intempérance de leur zèle ou un em-

pressement trop irréfléchi peut nuire à des intérêts respectables ; — Attendu qu'il ressort des débats, ainsi que des éléments de la cause, que Rat a excédé les justes limites de son droit en saisissant la bouteille dont s'agit et en dressant procès-verbal pour une prétendue tentative de fraude des droits d'entrée ; que son acte, ainsi que la poursuite qui en a été la conséquence, a été téméraire, inconsidéré, et qu'il constitue presque un abus de pouvoir, d'autant plus blâmable qu'il était impossible à Rat d'ignorer que Vacassy père avait et a encore son entrepôt de liquides dans le magasin d'où venait son fils ; — Attendu que Rat est en faute, puisque son acte, quelque légal qu'il soit dans la forme, n'est pas fondé au fond, et qu'il ne peut être que le résultat d'une erreur injustifiable ou d'une intention malicieuse ; — Attendu enfin que Vacassy père a eu à souffrir un préjudice réel de ces poursuites, au double point de vue de sa considération morale et de ses intérêts matériels ; qu'aux termes de l'article 1382 il a droit, pour lors, à la restitution de la bouteille mal à propos saisie, ainsi qu'à des dommages-intérêts, que nous pouvons évaluer à la somme de 25 francs ; — Attendu que les dépens sont à la charge de la partie qui succombe ; — Par ces motifs, et sans nous arrêter à la demande reconventionnelle de Rat, qui ne nous paraît pas fondée, qui n'a été formée que pour les besoins de la cause et dont il est débouté ; — Condamnons ledit Rat à payer à Vacassy père, à titre de dommages-intérêts, la somme de 25 francs, à celle de 1 fr. 50, montant de la bouteille de vermouth indûment saisie,

si mieux il n'aime la restituer au demandeur ; enfin condamnons Rat aux dépens. »

Observations. — Les agents ou préposés du fisc ou de l'octroi ne peuvent évidemment être recherchés à l'occasion des procès-verbaux qu'ils dressent, par le seul fait qu'il n'a pas été fait droit à ces procès-verbaux, lorsque d'ailleurs ils ont pu se tromper sur la nature de la marchandise et qu'il y avait des motifs suffisants de la croire entachée de fraude. Les condamner à des dommages et intérêts chaque fois qu'un acquittement intervient serait rendre trop périlleux l'exercice des fonctions qui leur sont confiées et entraver nécessairement leur zèle dans la répression de la fraude. Protection leur est donc due dans une juste limite toutes les fois qu'ils ne semblent pas avoir véritablement excédé leurs pouvoirs. Mais si, comme dans l'espèce, le préposé d'octroi a saisi des marchandises à l'intérieur, contre toute apparence de raison, et si surtout il avait personnellement connaissance de faits qui excluaient l'idée de fraude, l'agent doit être réputé avoir agi dans l'intention de nuire, et il a manifestement excédé ses pouvoirs. Dans ce cas, il est responsable du préjudice qu'il a volontairement causé et il en doit la réparation. C'est ce qu'a jugé avec beaucoup de raison, dans l'espèce, M. le juge de paix du canton d'Agde, dont nous approuvons entièrement la sentence.

A. B.

ARTICLE 579.

Tribunal de simple police de Saint Etienne de Montluc (Loire-Inf.).

Président : M. BLAISE, juge de paix.

2 février 1872.

Lieux publics. — Heure de fermeture. — Cabaretier. — Procès-verbal. — Amis. — Intention. — Bonne foi. — Excuse inadmissible.

La contravention existe, par le seul fait de la désobéissance aux prescriptions de la loi, indépendamment de toute action criminelle.

Notamment le cabaretier ne peut être acquitté de la contravention à un arrêté qui l'oblige à tenir sa maison fermée à une heure déterminée, par le motif que les personnes trouvées chez lui après l'heure réglementaire étaient des amis-personnels du cabaretier, invités par lui pour fêter les Rois.

Ces personnes sont également punissables en ce cas et doivent être condamnées, comme le cabaretier, à l'amende et aux dépens.

D'un procès-verbal dressé, le 18 janvier 1872, par les gendarmes, il résulte que, le 7 janvier 1872, le sieur Bernard, cabaretier au bourg de Saint-Etienne de Montluc, après l'heure de fermeture prescrite par l'arrêté permanent de M. le préfet de la Loire-Inférieure, en date du 29 mars 1853, art. 1^{er}, §§ 1 et 2, avait introduit dans sa maison des personnes étrangères à son établissement et leur avait donné à boire et à manger. Ces personnes étaient les sieurs Brochu, Bourdel, Gergaud et Priou.

Les prévenus exposent que le procès-verbal n'a pas été rapporté par les gendarmes *de visu*, c'est-à-dire

constatant par eux-mêmes la contravention dont ils ont été les témoins, mais à la suite d'une enquête requise par M. le maire de Saint-Etienne de Montluc, sur une dénonciation écrite et signée par plusieurs habitants du bourg; que cette dénonciation était la satisfaction d'une vengeance personnelle contre Priou seul, vu sa qualité d'agent de police; ils ajoutent que, pour qu'une action soit criminelle, il faut qu'elle ait été commise avec l'intention bien arrêtée de violer une loi; que, dans l'espèce surtout, l'intention n'avait jamais existé, puisque les prévenus n'avaient jamais eu la pensée que le fait de se rendre à la prière d'un ami qui les invitait à casser chez lui le gâteau des Rois pouvait être considéré comme un acte répréhensible; qu'il n'y avait pas de contravention. — Le ministère public repousse les exceptions invoquées par le défendeur, et conclut à ce que Bernard et Priou soient condamnés au maximum de l'amende, et les trois autres personnes, pour lesquelles il admet des circonstances atténuantes, à 1 franc d'amende, et tous solidairement aux frais.

Le 2 février 1872, jugement en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Vu le procès-verbal précité, ouï le ministère public en ses conclusions et le défendeur des prévenus en ses moyens de défense et ses conclusions; — Attendu que le caractère principal de la contravention, ce qui la distingue des crimes et délits, c'est qu'elle existe par le seul fait de la désobéissance aux prescriptions de la loi, indépendamment de toute intention criminelle; que la loi de police ne

recherche et ne voit que l'acte lui-même; que la contravention est toute matérielle; — Attendu que les exceptions invoquées par le défendeur ne peuvent être admises, puisque les lois de police ne s'inquiètent ni des causes ni de la volonté qui a dirigé le contrevenant; que, le procès-verbal étant régulier et revêtu des formes légales, il n'y a pas lieu pour le juge de s'occuper de savoir s'il a été provoqué par un motif plus ou moins louable; qu'en outre la Cour de cassation, par des arrêts rendus dans l'intérêt de la loi, en date des 28 mars 1822, 30 mars 1823, 5 juin 1841, a décidé que le cabaretier chez lequel plusieurs personnes, qui ne sont point de sa famille ni ses pensionnaires, ont été trouvées après l'heure de la fermeture, ne peut être acquitté sous prétexte que ce sont ses parents ou ses amis et non des consommateurs payants; que l'infraction ne pourrait être excusée sur le motif que les parents et amis réunis chez le contrevenant ne se trouvaient pas dans la salle destinée au public, mais dans une chambre particulière, fût-ce même sa chambre à coucher (Cass., 8 déc. 1822, 14 fév. 1840, 7 mai 1853, 10 oct. 1856); — Attendu que l'arrêté préfectoral du 29 mars 1853 est ainsi conçu : « Art. 1^{er}. Les auberges, cafés, billards, cabarets, débits de boissons et autres lieux de réunion publique, dans toutes les communes de la Loire-Inférieure (les villes chefs-lieux des arrondissements exceptées), ne pourront être ouverts avant le jour, et devront être fermés, du 1^{er} avril au 30 septembre, à dix heures du soir, et du 1^{er} octobre au 31 mars, à neuf heures du soir. Les person-

« nes étrangères à ces établis-
« ments, qui y demeureront après
« l'heure fixée pour leur fermeture,
« encourront les mêmes poursuites
« que celles qui les tiennent, et pro-
« cès-verbal devra être également
« dressé contre elles »; — Attendu que les prévenus ont reconnu avoir commis le fait dont il s'agit au procès-verbal; que dès lors la contravention qui leur est imputée est bien établie; — Vu l'article 471 du Code pénal, l'article 162 du Code d'instruction criminelle, l'article 156 du décret du 18 juin 1811, l'article 463 du Code pénal, et attendu que les textes de tous ces articles ont été lus à haute voix à l'audience par le juge et inscrits textuellement; — Par tous ces motifs, jugeant en dernier ressort, condamne par corps Bernard et Priou chacun à 3 francs d'amende; Brochu, Bourdel et Gergaud, chacun à 1 franc d'amende; fixe la durée de la contrainte par corps à vingt-quatre heures pour chacun des condamnés; condamne tous les inculpés solidairement aux frais, liquidés à..., y compris le coût du présent jugement; plus aux frais de retrait et notification, s'il y a lieu, etc. »

Observations. — Jurisprudence constante. Voir, notamment, Cass., 7 mai 1853, ANNALES, 1854, p. 64; 10 octobre 1856, *ibid.*, 1857, p. 130; 9 juillet 1857, *ibid.*, 1858, p. 139, etc.

C. M.

ARTICLE 580.

Tribunal de simple police du canton de Merville (Nord).

Président : M. ARNOULD, juge de paix.

22 novembre 1871.

*Lieux publics. — Heure de fermeture.
— Pensionnaire. — Invité. — Bonne
foi. — Excuse inadmissible.*

Lorsqu'un arrêté préfectoral ou municipal a prescrit l'heure de fermeture des auberges, cabarets et autres lieux publics, les personnes trouvées en contravention dans une auberge, après l'heure réglementaire, ne peuvent être excusées par le motif qu'elles auraient été invitées par des pensionnaires de l'auberge.

Et l'aubergiste ne peut être non plus excusé sous le prétexte qu'il aurait ignoré la présence de ces personnes dans son établissement, et qu'il aurait fermé son auberge à l'heure prescrite.

Le juge de police, saisi d'un procès-verbal régulier, doit appliquer la peine alors même que le ministère public aurait cru devoir ne pas poursuivre les contrevenants, ou aurait admis l'excuse tirée de la bonne foi.

Ainsi décidé,

Le 22 novembre 1871, par jugement du Tribunal de simple police du canton de Merville, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que de la déposition du témoin et des débats il résulte que le 29 octobre 1871 les gardes champêtres Muselin, Bournoville et Demaretz, faisant une tournée à onze heures du soir, étant sur le pont de la Lys à Merville, ont entendu du bruit venant de l'établissement du sieur Bacrot, hôtelier, sous l'enseigne des *Trois Chevaux*, à Merville ; — Que cet établissement était fermé et sans lumière apparente, mais que la grande porte de la cour de l'hôtel était ouverte ; qu'ils y sont entrés et qu'ils ont vu et reconnu les nommés Vanacker, propriétaire, et

Becquart, vannier, domiciliés à Merville, deux des prévenus, ainsi que le sieur Crindalle, pensionnaire de l'hôtel, qui étaient dans la cuisine. Le témoin a ajouté que la cuisine était éclairée et que le sieur Vanacker tenait un verre à la main. Tous lesquels faits constitueraient, à l'égard des trois inculpés (Bacrot, Vanacker et Becquart), une contravention à l'arrêté de M. le maire de Merville, en date du 11 novembre 1857, sur la police des cabarets, portant : « Art. 2. « Les débits de boisson de toute espèce, cafés, estaminets, cabarets, « restaurants, auberges, etc., ne « pourront être ouverts avant cinq « heures du matin du 1^{er} mars au « 1^{er} octobre et avant six heures du « matin du 1^{er} octobre au 1^{er} mars : « ils seront fermés tous les jours à dix « heures du soir. Art. 4. Il est défendu « aux cafetiers, cabaretiers, restaurateurs, aubergistes et autres débitants de boissons de recevoir ou « garder, sous quelque prétexte que « ce soit, chez eux des personnes « étrangères à leurs habitations après « les heures de fermeture. Il est « également défendu à toute personne de rester dans ces établissements après l'heure de fermeture, « sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement. Art. 5. Les aubergistes, « maîtres d'hôtel et restaurateurs ne « pourront, après la même heure, « recevoir ou garder chez eux que « les voyageurs qui doivent coucher « dans leur établissement » ; — Attendu que la défense soutient que la contravention n'existe pas, parce que les sieurs Vanacker et Becquart avaient accompagné un sieur Crindalle, pensionnaire de l'hôtel, et des voyageurs qui allaient reprendre leur voiture remises à l'hôtel pour

en partir; — Que le sieur Bacrot n'avait aucune connaissance de ce qui se passait chez lui en ce moment, ayant fermé son établissement à l'heure réglementaire; que d'ailleurs un pensionnaire avait le droit d'introduire et recevoir chez lui des amis et de leur présenter à boire sans que pour cela il y ait contravention; — Attendu que, d'après une jurisprudence constante, les dispositions relatives à la fermeture des cafés et cabarets pendant la nuit sont applicables aux établissements mixtes, qui sont à la fois auberges et cabarets, comme l'est celui du sieur Bacrot (Cass., 27 novembre 1838); — Que les voyageurs et pensionnaires logés dans la maison, faisant en quelque sorte partie de la famille, peuvent boire et manger après l'heure de la retraite, sans qu'il y ait contravention, soit dans leur chambre, soit dans la salle livrée pendant le jour au public (Cass., 15 mars 1855, 8 janvier 1857); mais qu'il en est autrement si les personnes trouvées dans un lieu public à une heure interdite étaient les invités des pensionnaires (Cass., 4 décembre 1824, 22 juillet 1854, 25 juillet 1856); — Que l'obligation de fermer à l'heure réglementaire s'applique non-seulement aux salles affectées aux consommateurs, mais aussi aux autres pièces de l'établissement..., même à la cuisine (Cass., 17 mai 1862, 15 avril 1866); — Que si un aubergiste n'est pas en contravention lorsqu'après l'heure fixée pour la fermeture des débits de boissons il ouvre son établissement à une personne venant y chercher un cheval qu'elle y a remis le matin dans son écurie, il n'en est pas de même lorsqu'en même temps il laisse

entrer des habitants de la localité, encore bien qu'il s'abstiendrait de leur servir des consommations (Cass., 4 février 1864); — Attendu dès lors qu'il est impossible de ne pas voir une contravention dans les faits reprochés aux prévenus; — Que si le ministère public peut ne pas poursuivre et excuser le fait à cause de la bonne foi du prévenu ou pour tout autre motif, il n'en est pas de même du Tribunal, qui, une fois saisi régulièrement de l'affaire, ne peut admettre d'autres excuses que celles prévues par la loi, la force majeure par exemple, qui n'est pas invoquée et qui n'existe pas, la Cour de cassation ayant décidé, par un arrêt du 19 janvier 1858, que le cabaretier ne peut être excusé en considération de cette circonstance, que le fait aurait eu lieu pendant son absence, ni, d'après un autre arrêt du 29 août 1863, sous le prétexte que les personnes se seraient furtivement glissées dans son établissement; — Vu les articles 471, n° 15, du Code pénal, et 162 du Code d'instruction criminelle; — Faisant application de ces articles et statuant par jugement contradictoire et en dernier ressort, condamne les sieurs Bacrot, Becquart et Vanacker chacun en une amende de 1 franc, au profit de la commune de Merville, et tous trois solidairement aux dépens; — Fixe à cinq jours la durée de la contrainte par corps. »

Observations. — Jurisprudence constante et consacrée par de nombreux arrêts. Voir, dans le même sens, indépendamment des arrêts cités dans le présent jugement, notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Lieux publics*, et surtout notre TABLE GÉNÉ-

RALE ET ALPHABÉTIQUE DES ANNALES,
cod. verbo.

C. M.

ARTICLE 581.

Tribunal de simple police de Château-Renard (Loiret).

Président : M. LEBRUN, juge de paix.

29 mai 1872.

*Vaine pâture. — Arrêté municipal. —
 Illégalité. — Droit des propriétaires.
 — Culture. — Procès-verbal. — Relaxe.*

Si les maires peuvent légalement prendre un arrêté qui interdit, à certaines époques, la circulation aux chevaux et voitures sur les prairies, ils ne peuvent toutefois interdire aux propriétaires eux-mêmes de conduire dans leurs prés des amendements ou engrais après la fermeture de la dépaissance commune, et de procéder à tous les travaux qu'ils jugent convenable d'accomplir dans l'intérêt de leur propriété.

Deux procès-verbaux du garde champêtre de la commune de Saint-Germain des Prés, canton de Château-Renard (Loiret), ont relevé, à la date du 20 avril 1872, contre le sieur Blanchet, propriétaire de cette commune, deux contraventions à un arrêté pris le 10 mars précédent par M. le maire de Saint-Germain.

Le Tribunal de simple police de Château-Renard, devant lequel Blanchet a été traduit le 22 mai dernier, après avoir mis la cause en délibéré, a rapporté à l'audience du 29 mai suivant un jugement par lequel Blanchet était relaxé sans dépens, par les motifs qui suivent :

« LE TRIBUNAL : — Attendu, en fait, qu'il résulte des débats que le sieur Blanchet, propriétaire à Saint-Germain, canton de Château-Renard (Loiret), a, dans les derniers jours de février et les premiers jours de mars

1872, transporté et répandu dans un pré, à lui appartenant, des cendres de chaux ; — Que, le 10 mars dernier, M. le maire de la commune de Saint-Germain a pris un arrêté par lequel il interdit la vaine pâture dans toute l'étendue de la prairie dépendant de la commune, à compter du 25 mars suivant, et aussi d'y faire aucun parcours avec des voitures jusqu'à la Saint-Pierre ; — Que, néanmoins, le 20 avril dernier, Blanchet, assisté de deux hommes de journée et de sa domestique, et conduisant lui-même un tombereau attelé d'un cheval, faisait ramasser des pierres dans son pré, dans lequel il n'avait pu parvenir qu'en suivant, à travers des prés qui lui appartiennent, une charrière qu'il fournit seul, il est vrai, à l'entrée de la prairie ; mais en suivant ensuite cette charrière, à travers d'autres propriétés qui ne sont pas les siennes, et traversant aussi (attendu que son autre pièce est enclavée) par le chemin le plus court, et par conséquent, en l'espèce, le moins dommageable, plusieurs prés appartenant à des propriétaires voisins ; et qu'il soutient, ce qui d'ailleurs n'a pas été contesté, avoir de tout temps, et notamment depuis plus d'un an et jour, accédé à son pré par le même chemin, conformément au droit que lui donne, à titre d'enclave, l'article 682 du Code civil ; — Que ces faits ont été contre lui relevés par un procès-verbal du garde champêtre de la commune de Saint-Germain des Prés, à la date du 20 avril dernier ; — Que le lendemain un autre procès-verbal, daté encore par erreur du 20, quoiqu'il soit en effet du 21 avril, constate que Blanchet faisait conduire un

rouleau, attelé d'un cheval, par un homme de journée, désobéissant ainsi formellement aux prescriptions de M. le maire de Saint-Germain ; — Attendu, en droit, qu'aux termes de l'article 471, n° 15, du Code pénal, dont nous avons donné lecture à l'audience, doivent être punis d'amende, depuis 1 franc jusqu'à 5 francs, ceux qui auront contrevenu aux règlements légalement faits par l'autorité administrative et ceux qui ne se seront pas conformés aux règlements ou arrêtés publiés par l'autorité municipale, en vertu des articles 3 et 4, tit. XI, de la loi des 16-24 août 1790 et de l'article 46, tit. 1^{er}, de la loi des 19-22 juillet 1791 ; — Qu'il s'agit, en la cause, d'appliquer cet article, et aussi l'article 475, n° 1, à la répression des contraventions relevées contre Blanchet par les procès-verbaux des 20 et 21 avril dernier, et, par conséquent, d'apprécier, en ce qui concerne les faits constatés, la légalité de l'arrêté pris par M. le maire de Saint-Germain, le 10 mars 1872 ; — Attendu qu'aux termes de l'article 10 de la loi du 18 juillet 1837 le maire est chargé, entre autres attributions, de la police rurale ; — Qu'aux termes de l'article 17 de la même loi, les conseils municipaux règlent par leurs délibérations le mode de jouissance et la répartition des pâturages communaux, au nombre desquels il faut compter, à Saint-Germain, la vaine pâture dans les prés après la récolte de la première herbe ; — Que, d'ailleurs, l'autorité municipale a toute compétence pour publier des bans analogues aux bans de vendange, pour régler l'ouverture et la fermeture des pâturages communs ; — Que l'article 475, n° 1,

du Code pénal, dont nous avons également donné lecture, porte en effet : « Seront punis d'amende, depuis « 6 francs jusqu'à 10 francs inclusi-
« vement, ceux qui auront contre-
« venu aux bans de vendange, ou
« autres bans autorisés par les règle-
« ments, » ce qui, dans l'état actuel de la liberté de la culture, ne peut s'appliquer qu'aux proclamations municipales, qui déterminent l'ouverture et la fermeture de ces pâturages ; — Mais attendu que l'autorité municipale n'a aucune compétence pour restreindre, contrairement à la loi, et sous prétexte de police rurale ou de réglementation de la vaine pâture, le droit de propriété ; — Attendu que le décret des 5-12 juin 1791 avait dit, art. 2 : « Les pro-
« priétaires sont libres de varier à leur
« gré la culture et l'exploitation de
« leurs terres, sans préjudicier aux
« droits d'autrui et en se conformant
« aux lois ; » et art. 6 : « Nulle autorité
« ne pourra suspendre ou intervertir
« les travaux de la campagne dans les
« opérations de la semence et de la
« récolte ; » — Qu'en reproduisant ces dispositions, le décret sur la police rurale des 22 septembre - 6 octobre 1791 y ajoute la disposition suivante : « Chaque propriétaire sera libre de
« faire sa récolte, de quelque nature
« qu'elle soit, avec tout instrument,
« et au moment qui lui conviendra,
« pourvu qu'il ne cause aucun dom-
« mage aux propriétaires voisins.
« Cependant, dans les pays où le ban
« de vendange est en usage, il pourra
« être fait à cet égard un règlement
« chaque année par le conseil géné-
« ral de la commune, mais seulement
« pour les vignes non closes ; » — Que si le Code pénal, art. 475, a ajouté depuis : « et autres bans autorisés par

« les règlements, » c'est-à-dire les bans d'ouverture et de fermeture des pâturages communs, la loi n'a prévu ni autorisé aucune autre restriction aux droits des propriétaires que celle qui peut résulter de la publication de ces bans, proclamés par le maire, dans les limites de la compétence que lui donne la loi ; — Que si les maires, dans l'intérêt d'une bonne police rurale et en se fondant sur les attributions à eux conférées par la loi de 1837, peuvent légalement prendre un arrêté qui interdit, à certaines époques, la circulation publique aux chevaux et voitures dans la prairie qui n'est pas un chemin public, cet arrêté, quoique surabondant peut-être, puisque les faits qu'il interdit le sont déjà par la loi, sera néanmoins légal ; mais qu'il n'en saurait être de même de l'interdiction faite aux propriétaires eux-mêmes de conduire dans leurs prés des amendements, de rouler ces prés, d'en aplanir la surface défoncée par le piétinement même des bestiaux qu'y introduit la vaine pâture, d'étendre les engrais qu'ils y ont laissés après la fermeture de la dépaissance commune, de procéder, enfin, à tous les travaux qu'ils trouvent bon d'accomplir, dans l'intérêt de leur propriété ; — Qu'en ce qui est relatif aux travaux des propriétaires, l'arrêté municipal du

10 mars 1872 n'est pas applicable ; — Attendu que le prévenu, en accomplissant les travaux qui lui sont reprochés, a agi dans la plénitude des droits qu'il tient des décrets des 5 - 12 juin et des 28 septembre-6 novembre 1791 et aussi (attendu l'état d'enclave dans lequel se trouve son pré) de l'article 682 du Code civil ; — Par tous ces motifs, statuant en matière de simple police et en premier ressort, relaxe Blanchet des fins de la prévention, sans dépens. »

Observations. — Le droit de propriété doit être absolument respecté, tant qu'une restriction légale n'y a pas été apportée. Par suite, il n'appartient pas à l'autorité municipale d'entraver par des règlements, des arrêtés l'exécution des travaux de culture qu'un propriétaire juge à propos d'entreprendre sur sa terre, de même qu'elle ne peut réglementer le mode de jouissance du propriétaire, quand d'ailleurs il ne cause point de dommage à autrui. C'est ainsi qu'a été déclaré illégal et non obligatoire l'arrêté municipal qui défend à toutes personnes, même aux cultivateurs dans leurs propriétés, d'aller faire de l'herbe dans les blés. Cass., 3 décembre 1859, ANNALES, 1860, p. 149. A. B.

Les directeurs-gérants : CH. MILLION et A. BEAUME.

ARTICLE 582.

Justice de paix du canton de Lassigny
(Oise).

Président : M. MARTIN, juge de paix.

9 janvier 1873.

Bornage. — Action possessoire. — Jugement frappé d'appel. — Cumul du possessoire et du pétitoire. — Non-recevabilité de l'action.

Le défendeur à une action possessoire en trouble pour anticipation ne peut intenter l'action en bornage qu'après le jugement de l'action possessoire.

Spécialement, il ne peut intenter cette action en bornage, lorsque le jugement possessoire, rendu par le juge de paix, a été par lui frappé d'appel et qu'il n'a pas été encore statué sur son appel.

Par exploit du 30 décembre 1872, le sieur Sulfart a fait citer le sieur Grincoqrt en arpentage et bornage de leurs propriétés contiguës plantées en bois au terroir de Ciers.

Le défendeur a répondu que par suite de l'abatage par Sulfart d'un arbre près de la limite, il avait formé contre celui-ci une action possessoire et qu'un jugement de cette justice de paix du 5 septembre dernier l'avait maintenu dans la possession de sa pièce de bois, y compris l'arbre et avait condamné Sulfart en 50 fr. de dommages-intérêts et aux dépens; Que Sulfart n'avait pas encore exécuté ce jugement, contre lequel au contraire il avait formé un appel encore pendant au Tribunal de Compiègne, et qu'avant l'action en bornage par Sulfart, il fallait qu'il eût été statué sur l'appel et la décision au possessoire exécutée.

Sulfart, en répliquant, a dit qu'il se prétendait en possession plus que trentenaire et propriétaire de l'arbre par lui abattu comme du terrain sur

lequel il l'avait coupé; qu'il demandait le bornage dans cette limite, sinon le renvoi devant les juges compétents, puisque sa prétention soulevait une contestation sur la propriété. — Le 9 janvier 1873, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que les immeubles qu'on demande à arpenter et à borner sont les mêmes qui ont fait l'objet d'une action possessoire jugée par nous en premier ressort le 5 septembre dernier; — Attendu que ce jugement, loin d'être exécuté, est en ce moment frappé de l'appel de Sulfart, appel sur lequel, au dire des deux parties, il n'a pas encore été statué; — Attendu que l'action en bornage rentre dans nos attributions aux termes de l'article 6, n° 2, de la loi du 25 mai 1838; mais qu'elle touche au pétitoire et ne peut se cumuler avec le possessoire; qu'elle est donc prématurément formée et ne pourrait, selon les articles 25 et 27 du Code de procédure civile, être accueillie, qu'autant que l'action possessoire serait vidée et la décision exécutée, ainsi que l'enseigne Bioche dans son *Traité des actions possessoires*, n° 949; — Statuant en premier ressort, et sauf appel, déclarons Sulfart non recevable quant à présent dans sa demande en bornage et ses conclusions elle condamnons aux dépens. »

Observations. — L'action en bornage intentée par le demandeur, qui soulevait en même temps et par ses conclusions mêmes une contestation de propriété et une prétention de prescription, n'était évidemment, dans l'espèce, qu'un moyen imaginé pour entraver le jugement de

l'action possessoire devant les juges d'appel, en engageant dès à présent la question pétitoire. Or c'est précisément cette tactique qu'ont eu pour objet d'interdire les articles 25 et 27 du Code de procédure civile; le juge de paix saisi de l'action en bornage dans ces conditions a fait une juste et saine application de ces articles en refusant de connaître de la demande avant qu'il ait été définitivement statué sur l'action possessoire.

A. B.

ARTICLE 583.

Justice de paix du canton de Chambon-Feugerolles (Loire).

Président : M. HILAIRE, juge de paix.

24 février 1873.

Action personnelle et mobilière. — Livre de commerce. — Commencement de preuve par écrit. — Serment supplétoire.

Si les registres de commerce ne font pas preuve complète contre les personnes non marchandes, ils peuvent cependant, lorsqu'ils sont régulièrement tenus, former un commencement de preuve par écrit.

Le juge peut déférer le serment supplétoire au marchand demandeur, lorsqu'a un commencement de preuve par écrit résultant des livres, se réunissent des présomptions graves, précises et concordantes.

Le sieur Berger a fait citer devant M. le juge de paix du canton de Chambon-Feugerolles, en paiement d'une somme de 200 francs pour fournitures de vin. A l'audience du 24 février, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le sieur Berger soutient que la somme des 200 francs lui est légitimement due et produit, à l'appui de ses affirmations, ses livres de com-

merce; — Attendu que le sieur Aulagnier, de son côté, persiste à soutenir qu'il ne doit pas la somme de 200 francs, mais bien seulement celle de 65 francs, sans fournir aucune preuve pour justifier ses allégations; — Attendu que les registres dudit Berger sont tenus régulièrement et que l'honorabilité de ce dernier ne permet pas de supposer qu'il ait porté sur ses registres ladite somme de 200 francs, alors qu'elle aurait été payée; — Attendu que si aux termes de l'article 1341 du Code civil la preuve testimoniale n'est pas admise au-dessus de 150 francs, il y a lieu de faire exception, lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit, c'est-à-dire un acte qui, sans prouver le fait allégué, le rend vraisemblable (art. 1347, C. civ.); — Attendu que ledit article indique comme commencement de preuve par écrit un acte émané de la personne contre laquelle la demande est formée; — Attendu que cette indication n'est point limitative et comprend les actes qui, bien qu'écrits de la main du créancier, sont rendus nécessaires par les règles du commerce et l'incurie du défendeur; — Attendu que, d'après l'article 1329 du Code civil, les registres de marchand ne font pas foi en justice contre les personnes non marchandes, sauf ce qui sera dit à l'égard du serment; d'où il suit que si les registres de marchands ne font pas preuve complète entre personnes non marchandes, ils peuvent, lorsqu'ils sont régulièrement tenus, former un commencement de preuve par écrit; — Attendu que l'article 1367 autorise le juge à déférer le serment lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit,

lorsqu'il existe des circonstances graves, précises et concordantes; — Attendu que le sieur Berger a prêté le serment dont s'agit; par ces motifs, nous juge de paix, statuant en premier ressort, condamnons ledit Aulagnier à payer audit Berger la somme de 200 francs, aux intérêts et dépens. »

Observations. — C'est une question très-délicate que celle de savoir si les livres des marchands peuvent servir, contre les personnes non marchandes, de commencement de preuve des fournitures qui y sont portées, à l'effet d'établir ces fournitures par la preuve testimoniale. La solution affirmative de cette question semble résulter de quelques-unes des motifs du jugement ci-dessus. Malgré l'autorité de Toullier (t. IX, n° 69 et suiv.), qui enseigne la même opinion, nous croyons cette solution inadmissible et formellement contraire au texte si précis de l'article 1347 du Code civil. En effet, cet article ne considère comme commencement de preuve par écrit que l'acte qui émane de celui contre lequel la demande est formée. Il est vrai que les expressions de la loi ne sont peut-être pas rigoureusement limitatives, mais nous ne saurions en aucun cas admettre qu'on puisse en étendre le sens jusqu'à considérer comme commencement de preuve par écrit l'acte émané de celui qui forme la demande; ce serait faire dire à la loi, sous prétexte d'extension, exactement le contraire de son texte. Permettre à un négociant d'invoquer ses livres contre une personne non marchande, serait l'inviter à se créer à lui-même un commencement de preuve par écrit.

Entre commerçants le même inconvénient n'existe plus, parce que les commerçants sont assujettis à tenir des livres qui, devant mentionner toutes leurs opérations actives et passives, ont entre eux une corrélation de laquelle résulte la protection de leurs intérêts réciproques, aussi la loi a elle-même admis qu'entre commerçants preuve peut être faite par leurs livres régulièrement tenus (C. comm., art. 12). La doctrine à laquelle nous nous rattachons est professée par Marcadé (art. 1329, n° 2, 1347, n° 4; Boileux, art. 1329; Bonnier, *Preuve*, n° 624; Massé, *Droit commercial*, t. VI, n° 629; Larombière, art. 1329, n° 16; art. 1347, n° 6 et 11; Boncenne, t. IV, p. 184 et 186; Bravard, *Manuel de droit commercial*, p. 32, etc., etc.). Jugé en ce sens que les livres d'un négociant ne peuvent pas être opposés à une personne non commerçante pour valoir contre elle de commencement de preuve par écrit. (Paris, 29 novembre 1836; Cass., 7 août 1810; Cass., 30 avril 1838.

Ce qui est vrai, c'est que la loi permet, pour suppléer à l'insuffisance de la preuve résultant des mentions des registres de commerce, de recourir au serment supplétoire. Mais comment doit être appliquée par le juge cette faculté que la loi lui attribue? en d'autres termes, à qui le serment devra-t-il être déféré? Il semble juste de dire qu'en règle générale la charge de la preuve incombant au demandeur et les indications des livres n'ayant pas fourni suffisamment cette preuve, le serment doit être de préférence déféré au défendeur. Cependant le Code ne s'expliquant pas sur ce point, le juge est certainement libre d'apprécier,

suitant les circonstances, à laquelle des deux parties il convient de déférer le serment. Si le marchand, indépendamment de ses livres régulièrement tenus, jouit d'une excellente réputation et présente en sa faveur toutes garanties, le serment peut lui être très-certainement déféré. En fait, le demandeur, dans l'espèce, ayant paru offrir toutes garanties de sincérité, c'est à bon droit que le juge saisi l'a admis à prêter le serment supplétoire. C. M.

ARTICLE 584.

Justice de paix du c. ouest de Roubaix (Nord).

Président : M. BONNIER, juge de paix.

25 octobre 1872.

Action personnelle et mobilière. — Demande en paiement de marchandises. — Paiement fait à la femme en l'absence du mari. — Séparation de corps et de biens. — Dépens.

La femme non marchande publique, mais notoirement préposée par le mari pour détailler les marchandises de son commerce, devient, par cela seul, habile à recevoir le prix des objets vendus et oblige son mari pour tous les actes concernant sa gestion. En conséquence, le paiement fait entre les mains de la femme du prix de marchandises vendues par elle ou par son mari libère le débiteur.

Ainsi décidé,

Le 25 octobre 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton ouest de Roubaix, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Ouï le demandeur en ses dires et conclusions ; — Attendu que le sieur N***, bien que régulièrement cité, n'est ni comparant ni légalement représenté ; — Donnons défaut contre lui,

et pour le profit : — Attendu que la demande intentée par X*** a pour objet de faire condamner N*** à lui payer la somme de 43 fr. 35, savoir : 23 fr. 35 pour travail et fourniture de menuiserie, et 20 francs pour le prix d'une voiture d'enfant ; — Attendu, sur le premier chef, que la dame N***, comparante à l'audience sur billet d'avertissement, a reconnu devoir les 23 fr. 35 réclamés ; — Attendu, par rapport aux 20 francs, que dans les comparutions en conciliation la dame N*** a déclaré et prouvé, et la dame X*** a reconnu, la première qu'elle avait acheté la voiture dont il s'agit et en avait payé le prix, et la seconde qu'elle avait vendu cet objet et reçu ce prix, le 10 mai 1872, en sa qualité de détaillante des marchandises du commerce de son mari ; — Attendu néanmoins que X***, sans méconnaître le fait notoire de cette gestion par sa femme, prétend que, sans son autorisation maritale, elle n'avait pas qualité pour recevoir les 20 francs et persiste à en exiger le paiement ; — Attendu, en droit, que, suivant la loi et la jurisprudence fixée par divers arrêts de la Cour de cassation et conforme à l'opinion des auteurs, suivant la raison, l'équité et l'usage général, la femme non marchande publique, c'est-à-dire ne faisant pas un commerce séparé, mais notoirement préposée par le mari pour détailler les marchandises de son commerce, ainsi habilitée pour gérer et vendre, devient nécessairement par cela même habile à recevoir le prix des objets vendus et oblige son mari pour tous les actes concernant sa gestion ; — Attendu donc qu'il devient inutile d'examiner si, la séparation de corps et de biens ayant été prononcée contre X***

pour sévices graves exercés sur sa femme, celle-ci, pendant la durée de l'emprisonnement subi en raison de ces sévices par son mari, ne s'est pas trouvée sous le coup de besoins et de nécessités qui légitimaient complètement ces ventes et ces recettes; — Attendu d'ailleurs que la solvabilité personnelle de la dame X*** n'est pas mise en question et que son mari pourra, s'il y a lieu, faire valoir ses droits, réclamations et reprises contre elle dans la liquidation à intervenir;

« Par tous ces motifs, jugeant par défaut et en dernier ressort; — Disons X*** bien fondé en son premier chef de demande, irrecevable et mal fondé sur le second chef; — En conséquence, condamnons N*** à payer à X*** la somme de 23 fr. 33 pour les causes avant dites et expliquées; — Disons N*** bien et dûment libéré du prix de la voiture d'enfant achetée par sa femme; — Commettons pour la signification du jugement l'huissier Fontaine près ce siège; — Et attendu que les parties ont respectivement succombé sur un chef de demande, mettons pour moitié à la charge de chacune les dépens, liquidés en totalité... »

Observations. — Indépendamment de la présomption de mandat qui s'applique, pour la femme mariée, aux achats de provisions ou autres objets nécessaires à l'entretien du ménage, on s'accorde à reconnaître l'existence du mandat tacite dans tous les cas où le mari est soit dans l'habitude, soit dans la nécessité de confier à sa femme la gestion de certaines de ses affaires. Ainsi, lorsque la femme, sans être marchande publique, c'est-à-dire sans faire un

commerce *séparé*, concourt activement à celui de son mari, le mari est tenu d'acquitter les obligations contractées par la femme en vue de ce commerce, et est en tous cas obligé pour tous les actes concernant la gestion particulière qu'il a confiée à sa femme. Jugé même que, lorsque la femme est habituée à signer des billets de commerce pour le compte de son mari, et de son consentement, celui-ci est tenu de les acquitter (Rennes, 17 mars 1823). A plus forte raison, lorsque la participation de la femme au commerce du mari consiste à s'occuper de la vente au public de ses marchandises, doit-on considérer comme bon et valable tout traité exécuté par la femme, de même que le paiement fait entre ses mains par les acheteurs devient libératoire même vis-à-vis du mari. Voir, en ce sens, MM. Dalloz, v° *Contrat de mariage*, n° 1002 et suiv.; Toullier, t. XII, n° 276. A. B.

ARTICLE 585.

Justice de paix du canton de Neuvic (Dordogne).

Président : M. JULES SAVY, juge de paix.

24 février 1873.

Héritier. — Inventaire. — Acceptation bénéficiaire. — Créancier. — Billet souscrit. — Demande en paiement. — Compétence du juge de paix.

L'héritier présomptif, qui n'a fait sa déclaration d'héritier bénéficiaire qu'après le délai de quarante jours pour délibérer, peut être condamné comme héritier pur et simple. C. civ., art. 794, 795 et 800.

Le 16 janvier 1873, le sieur La-chaize a fait citer devant le Tribunal de paix de Neuvic le sieur Pierre Dumas et le sieur Jean Dumas, ce-

lui-ci en son nom personnel et en outre comme tuteur de son frère mineur, en paiement de la somme de 34 fr. 50, qui lui était due par le sieur Dumas, père des cités. Lors de la première comparution, les défendeurs produisirent une déclaration constatant qu'ils n'avaient accepté la succession de leur père que sous bénéfice d'inventaire. Leur auteur était décédé dans le canton de Neuvic le 1^{er} mars 1872; l'inventaire fait après son décès avait été clos le 9 avril suivant et la déclaration au greffe avait été faite le 29 mai de la même année. En présence de cette exception, le sieur Lachaize persista dans sa demande par le motif que, l'acceptation sous bénéfice d'inventaire ayant été faite postérieurement aux délais fixés par l'article 795 du Code civil, la qualité d'héritier bénéficiaire était mal acquise et qu'à raison de cela les cités devaient être condamnés à lui payer la somme demandée comme héritiers de leur auteur. Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que la demande du sieur Lachaize est basée sur un billet de 34 fr. 20 à lui souscrit le 13 septembre 1858 par l'auteur des défendeurs, qui ne contestent pas sa signature; qu'à tout événement le juge doit accorder les intérêts courus du 16 janvier 1868 au 16 janvier 1873, date de la demande, et prononcer d'office la prescription de ceux courus depuis le 13 septembre 1858 jusqu'au 16 janvier 1868, cette prescription étant d'ordre public; — Attendu que, pour repousser la demande, les fils Dumas argumentent d'une déclaration, par eux faite le 29 mai 1872, formulant leur intention de n'accepter que sous

bénéfice d'inventaire la succession de leur père décédé le 1^{er} mars 1872; — Mais attendu que l'héritier bénéficiaire a trois mois pour faire inventaire et quarante jours pour délibérer, et que, d'après l'article 795 du Code civil, s'il n'a pas fait son option, il doit être déclaré héritier; que cet article n'est que le calque de la loi romaine *De jure deliberandi*, liv. VI, tit. XXX, § 14 : *Et si non intra datum tempus recusaverit hereditatem, omnibus in solidum debitis hereditariis teneatur et non secundum modum patrimonii*; que telle était la doctrine avant le Code civil (Pothier): « Le second effet de ces délais « est d'obliger l'héritier présomptif sur la demande des créanciers « ou de défendre à la demande en « qualité d'héritier ou de rapporter « une renonciation (Merlin) : si l'héritier ne satisfait pas aux règles prescrites pour être admis au bénéfice d'inventaire, il est réputé héritier pur et simple, » et l'expression de la doctrine postérieure, ainsi qu'il résulte implicitement des explications fournies par Malleville et Chabot, deux témoins des plus actifs de la rédaction des articles 795 et 800, à savoir : « que, d'après l'article 800, si l'héritier n'a pas fait de déclaration dans les délais de l'article 795, tout créancier peut le poursuivre à ses frais personnels et le faire déclarer héritier, à son égard seulement, il est vrai : *Res inter alios judicata aliis nec prodest nec nocet*, ce qui établit par là même notre compétence sur cette matière, puisque, lors de la discussion de l'article 800, il fut demandé ce qui arriverait si deux Tribunaux du même arrondissement (puisque ces actions doivent être, avant partage, plaidées

devant les Tribunaux du lieu de l'ouverture de la succession) jugeaient en sens contraire; que cette interprétation des articles 795 et 800, douteuse qu'elle serait, devrait encore entraîner la justice par cette considération toute morale qu'il est pénible de voir un héritier appelé à la reconnaissance continuer la personne et la mémoire de son auteur, mais seulement selon que l'avoir de celui-ci dépassera ou ne dépassera pas de quelques centimes les obligations qu'il a laissées; — Attendu enfin que, l'inventaire ayant été clos le 9 avril 1872, le délai pour délibérer expirait le 20 mai et que la déclaration au greffe, ayant été faite postérieurement à cette date, a été tardive et n'a pu procurer aux renonçants la qualité d'héritiers bénéficiaires; qu'enfin les dettes de la succession se divisent de plein droit entre les cohéritiers; — Par ces motifs, condamnons Pierre Dumas et Jean Dumas, celui-ci en sa double qualité, à payer au demandeur la somme de 42 fr. 75, un tiers pour le premier, un tiers pour le second et un tiers pour son pupille, et à tous les dépens. »

Observations. — La doctrine de ce jugement ne nous paraît pas exacte. Tous les auteurs sont d'accord pour reconnaître qu'on a la faculté d'accepter sous bénéfice d'inventaire pendant tout le temps qu'on pourrait se porter héritier pur et simple, par conséquent même après les trois mois et quarante jours. L'expiration de ces délais n'a pas pour effet d'impliquer l'acceptation pure et simple de l'hérédité; l'héritier peut encore soit renoncer, soit accepter sous bénéfice d'inventaire

pendant trente ans. Le seul effet de l'expiration des délais est que, si l'héritier est actionné, il ne peut plus se retrancher derrière l'exception dilatoire de l'article 174 du Code de procédure civile. Il faut qu'il prenne immédiatement qualité.

Lors de la rédaction du Code, la question des délais à imposer à l'acceptation bénéficiaire avait préoccupé les législateurs. En effet, la section de législation avait ajouté à l'article 800 : « mais cette faculté (de se porter héritier bénéficiaire) ne s'étend pas au delà d'une année à compter du jour de l'expiration des délais; l'héritier ne peut ensuite qu'accepter purement et simplement ou renoncer. » L'addition était motivée sur le besoin de prévenir les fraudes et sur ce qu'on avait assez fait pour protéger les intérêts de l'héritier, en permettant aux Tribunaux de lui accorder de nouveaux délais pour prendre une complète connaissance des forces de la succession. A cette argumentation on répondit que le délai d'un an serait certainement trop court pour les cas où les biens de la succession ne seraient pas tous situés en France; que la faculté de se porter héritier bénéficiaire n'avait jamais été limitée par un délai, tant que les choses demeureraient entières; qu'enfin la disposition de l'article 800 ne causerait préjudice à personne, les créanciers étant toujours à même de conserver et d'exercer leurs droits et actions par l'existence de l'inventaire et la nomination, s'il y avait lieu, d'un curateur à la succession vacante. (Malleville, t. II, p. 285.)

Comme on le voit, la discussion même de l'article 800 établit bien que le droit de se porter héritier

bénéficiaire, même après les délais n'est pas plus limité que celui de se porter héritier pur et simple. Les deux modes d'acceptation sont soumis à la même prescription. La seule infériorité que crée à l'héritier l'expiration des délais pour faire inventaire et délibérer est qu'en cas de poursuite par un créancier, il doit se hâter de prendre parti; car s'il ne faisait rien avant le jugement que sollicite le créancier, il peut être définitivement constitué héritier pur et simple par le jugement et condamné en cette qualité.

En l'espèce, le défendeur avait pris qualité d'héritier bénéficiaire après l'expiration des délais, il est vrai, mais avant le jugement et même longtemps avant la demande. Cette déclaration était parfaitement valable, et par suite le mettrait à l'abri de toute condamnation comme héritier pur et simple. A. B.

ARTICLE 586.

Justice de paix du canton d'Arpajon
(Seine-et-Oise).

Président : M. ALPH. BOULÉ, juge de paix.

26 août 1872.

Séquestre. — Ordonnance de référé. —

Demande en reddition de compte. — In-

compétence du juge de paix. — De-

mande reconventionnelle. — Connexité.

La demande reconventionnelle en reddition d'un compte de séquestre, confié par ordonnance de référé, n'est pas de la compétence du juge de paix, qui doit s'en dessaisir d'office et renvoyer les parties à se pourvoir sur le tout devant la juridiction compétente, sans préliminaire de conciliation, si cette demande reconventionnelle a un caractère incontestable de connexité avec la demande principale. C. proc. civ., art. 527 et l. 25 mai 1838, art. 8.

Ainsi décidé;

Le 26 août 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton d'Arpajon, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Visant le délibéré ordonné à l'audience du 12 avril ; — Attendu que, sur la demande en paiement de 157 fr. 60, pour fermages de terres échus le 11 novembre dernier (1871), suivant les consorts Bellan, le sieur Aucler a répondu d'abord qu'il avait cessé d'être fermier et ne devait par conséquent rien ; puis, après que les demandeurs eurent produit l'expédition d'une ordonnance rendue sur référé le 11 mai 1871 par M. le président du Tribunal civil de Corbeil, enregistrée, nommant le sieur Alexandre-Joseph Bellan, auteur des parties demanderesses, séquestre judiciaire des terres dont s'agit, a conclu à ce qu'il lui soit rendu compte de l'administration provisoirement confiée au sieur Bellan, aujourd'hui décédé ; — Attendu qu'à l'audience du 15 mars dernier, un avant faire droit a été ordonné, à la suite duquel le sieur Gaunoux a, comme expert, sous la réserve de tous droits et moyens, fait à l'audience du 12 avril un rapport oral, duquel il résulterait : 1° que le sieur Bellan s'est contenté de labourer les terres, sans les ensemercer, quoiqu'il lui était encore possible d'y cultiver soit la pomme de terre, soit les haricots ; 2° que la culture des pommes de terre aurait pu permettre d'obtenir en argent un produit de 450 francs, et sur lequel il y aurait eu à prélever une dépense générale de 250 francs, et que la culture des haricots aurait donné un produit égal de 450 francs, sauf le prélèvement à opérer d'une dépense totale de

245 francs ; — Attendu que les consorts Bellan concluent à une nouvelle expertise, le rapport du sieur Gaunoux étant qualifié par eux d'insuffisant ; — Attendu que le sieur Aucler s'en rapporte à la prudence du Tribunal ; — Attendu que les conclusions nouvelles du demandeur sauraient d'autant moins être accueillies par le Tribunal, qu'il a déjà peut-être excédé son droit en ordonnant l'avant faire droit du 15 mars dernier (1872) ; — Que dans tous les cas il est aujourd'hui suffisamment établi que le sieur Aucler a conservé la qualité de fermier et à ce titre peut devoir des fermages, mais que reconventionnellement il peut avoir droit à une reddition de compte de la part des enfants Bellan ; — Attendu qu'aux termes de l'article 527 du Code de procédure civile, le comptable commis par justice doit être assigné devant les juges qui l'ont nommé ; que, comme représentants du défunt, les consorts Bellan sont justiciables, à raison de la reddition de compte qui leur est demandée, du Tribunal civil, dont le président, statuant en référé, a nommé leur auteur séquestre ; — Qu'ainsi la demande reconventionnelle se trouve être *ratione materie* hors de la compétence de la justice de paix, laquelle doit d'office s'en dessaisir ; — Attendu en outre qu'elle est la défense la plus directe à la demande principale, puisque, si les juges compétents adoptaient un avis conforme à celui de l'expert Gaunoux, le sieur Aucler pourrait tout au moins se voir décharger en tout ou en partie de l'obligation de payer les fermages, le séquestre nommé n'ayant pas pu ou su administrer dans un juste intérêt ; — Qu'à raison de cette con-

nexité le Tribunal ne saurait retenir le jugement de la demande principale ; — Par ces motifs : — Statuant par jugement définitif et en premier ressort : — Renvoyons sur tout, conformément à l'article 8 de la loi du 25 mai 1838, les parties à se pourvoir devant le Tribunal de première instance, sans préliminaires de conciliation. »

Observations.—Voir, dans le sens de la présente décision, notre Dictionnaire Général, *vo* *Demande reconventionnelle*, n° 11 et suiv. Voir aussi Cass. 25 février 1867, ANNALES, 1867, p. 262. C. M.

ARTICLE 587.

Justice de paix de Fleury-sur-Andelle
(Eure).

Président : M. DENIS, juge de paix.

19 février 1873.

Elections. — Liste électorale. — Incapacité. — Faillite. — Concordat. — Commission municipale. — Appel. — Circulaire ministérielle du 30 octobre 1871.

Le failli non réhabilité ne peut être inscrit sur la liste électorale.

Sont encore en vigueur les dispositions du décret du 2 février 1852 sur les incapacités électorales.

Ainsi décidé,

Le 19 février 1873, par jugement de M. le juge de paix du canton de Fleury-sur-Andelle, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Partie entendue, statuant en dernier ressort ; — Vu la décision de la commission municipale de Charleval en date du 9 février 1873, ainsi conçue : « Considérant que M. Douville se trouve dans un des cas d'incapa-

« cité électorale prévus par le décret du 2 février 1852 (non-réhabilitation), la commission rejette sa demande; » — Vu la circulaire ministérielle du 30 octobre 1871; — Vu la circulaire de M. le préfet de l'Eure du 14 décembre 1872; — En fait; — Attendu que par déclaration faite au greffe de notre justice de paix le 11 février présent mois, Douville a déclaré interjeter appel de cette décision; — Attendu que Douville a été déclaré en faillite par jugement du Tribunal de commerce des Andelys, du 20 août 1855; qu'à la date du 5 juin 1856, il a obtenu de ses créanciers un concordat qui a été homologué par le Tribunal; que ces faits résultent tant des déclarations dudit Douville, que d'un certificat délivré par M^e Milliard, avoué aux Andelys, le 24 septembre 1870, les minutes du greffe du Tribunal des Andelys ayant été incendiées en 1860; — Attendu que Douville prétend que la commission municipale de Charleval ne devait pas se baser sur le décret du 2 février 1852 ni rejeter sa demande d'inscription sur la liste électorale; que la loi du 15 mars 1849, n'ayant été abrogée par aucune disposition législative, était seule applicable; qu'aux termes de l'article 3, n° 8, de cette loi les faillis ayant obtenu un concordat peuvent être inscrits sur la liste électorale; que les décrets de janvier 1871, n'ayant été rapportés par aucune loi, sont toujours en vigueur; — En droit: — Attendu que, si un projet de loi retiré, un avis motivé d'une commission nommée par la Chambre et une circulaire ministérielle ne remplacent pas un vote de la Chambre et ne peuvent annuler une loi, ils doivent cependant

être reconnus comme émanant d'un *supérieur légitime*, donnant une saine interprétation des lois et décrets précités, et enlevant toute incertitude au juge chargé de leur application; ils sont le développement, le complément, l'accessoire de la loi; ils se confondent dès lors avec elle, participent à son autorité; ils ont la même force qu'elle; — Attendu que la commission municipale de la commune de Charleval, en se conformant dans sa décision aux circulaires précitées, qui rappellent à MM. les maires que pour les incapacités électorales ils devaient s'en référer exclusivement au décret organique du 2 février 1852, a fait une juste application de la loi; — Attendu en outre qu'il importe que les élections soient entourées des plus grandes garanties, que du vote des électeurs dépend le sort de la nation, que dans le doute même la loi doit être interprétée en faveur du corps des électeurs contre celui qui a manqué à ses engagements et à ses devoirs envers ses concitoyens et la société, que cette incapacité ainsi maintenue par la loi est d'ordre public, et l'excitera à redoubler ses efforts pour hâter sa réhabilitation; — Par ces motifs; — Confirmons la décision de la commission municipale de Charleval qui, à bon droit, a rejeté la demande du sieur Douville. »

Observations. — Cette question présentait quelques difficultés en présence des décrets du 29 janvier 1871 qui ont ordonné que les élections aient lieu désormais conformément aux dispositions de la loi du 15 mars 1849. Or cette loi, en statuant sur les incapacités électo-

rales, avait admis au vote les faillites concordataires, sans exiger la réhabilitation. L'appelant en excipait pour demander la réformation de la décision de la commission municipale, en se fondant sur ce que les décrets du 29 janvier 1871 n'ont pas été abrogés par l'Assemblée nationale, et que par suite c'est bien, en ce qui concerne les incapacités, la loi de 1849 qui devait être observée, et non pas le décret du 2 février 1852. Le moyen invoqué par l'appelant n'a pas été admis par le juge de paix saisi.

Nous apprenons qu'à la date du 10 mars dernier la Cour de cassation a rejeté le pourvoi formé devant elle par le sieur Douville dans cette affaire; c'est donc dire que la solution adoptée par la commission municipale et par M. le juge de paix doit prévaloir, et qu'en ce qui concerne les incapacités électorales, c'est bien l'article 15 du décret de 1852 qui demeure seul applicable.

A. B.

ARTICLE 588.

Just. de paix de Nanteuil-le-Haudouin (Oise).

Président: M. LANGLOIS, juge de paix.

7 mars 1873.

Louage. — Durée. — Location verbale. — Cession de bail. — Congé. — Serment décisoire.

En cas de contestation sur la durée d'un bail verbal en cours d'exécution, c'est à celui qui soutient que le bail a été fait pour une durée déterminée à prouver sa prétention; à défaut de preuve légalement faite à cet égard, le bail est censé fait suivant l'usage des lieux, surtout s'il s'agit d'héritages ruraux.

Un locataire qui jouit verbalement de bâtiments ruraux situés dans des loca-

lités où l'usage est de louer à l'année ne peut se dispenser de donner congé dans les délais fixés par l'usage des lieux.

Si ce locataire a cédé son bail verbal à un tiers, il n'est pas recevable, pour se faire décharger du loyer vis-à-vis du propriétaire, à faire preuve par témoins que celui-ci a accepté le cessionnaire comme nouveau locataire et a fait avec lui de nouveaux arrangements.

M. T^{***} a loué verbalement à M. P^{***} pour six années, ayant commencé le 1^{er} juillet 1869 et devant expirer le 1^{er} juillet 1875, une écurie et un magasin avec grenier au-dessus, sis à Nanteuil près la place du Chatellier, moyennant 200 francs de loyer annuel.

La première année de loyer, échue le 1^{er} juillet 1870, a été payée par M. P^{***} à M. T^{***}, qui a donné une quittance dans laquelle, selon sa déclaration, il a exprimé que cette année était la première des six années devant former la durée du bail.

M. P^{***}, après avoir joui une seconde année des bâtiments à lui loués, les a cédés à M. B^{***}, qui en a pris possession et a demandé à M. T^{***} : premièrement, quelques changements dans la distribution intérieure desdits bâtiments; deuxièmement une diminution de 50 francs sur le prix du loyer.

M. T^{***} a accédé à sa première demande, mais il n'a pas consenti à réduire le montant du loyer, et le 24 février 1873 il a fait assigner M. P^{***} en paiement de la somme de 600 francs en deniers ou quittances valables, pour trois années de loyers échus le 1^{er} juillet 1872, des bâtiments qu'il lui a loués verbalement pour une période de six années devant expirer le 1^{er} juillet 1875.

Le 7 mars 1873, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Après avoir entendu les parties en leurs dires et conclusions, jugeant en premier ressort : — Attendu que par exploit de Marcq, huissier à Nanteuil-le-Haudoin, en date du 24 février dernier, le demandeur a réclamé au défendeur en deniers ou quittances valables la somme de 600 francs pour trois années de loyer échues le 1^{er} juillet 1872, d'une écurie et d'un magasin avec un grenier au-dessus, sis à Nanteuil près la place du Chatellier, loués verbalement par le demandeur, au défendeur, à raison de 200 francs par an, pour une période de six années devant expirer le 1^{er} juillet 1875 ; — Attendu que le défendeur a objecté que la location dont il s'agit ne lui avait pas été faite pour une durée de six années, mais qu'au contraire elle avait eu lieu à l'année, et qu'il avait payé au demandeur la somme de 200 francs pour la première année échue le 1^{er} juillet 1870 ; — Attendu que le demandeur, tout en reconnaissant avoir reçu le loyer de la première année de location, a demandé la représentation de la quittance qu'il a délivrée au défendeur lors de ce paiement, parce que, selon lui, il aurait indiqué dans cette quittance la durée que devait avoir la location ; mais attendu que le défendeur a nié que cette indication se trouvât dans ladite quittance, et qu'il a prétendu, en outre, qu'il ne pouvait la représenter par le motif qu'au moment de l'invasion allemande, il aurait caché cette pièce avec d'autres papiers dans un endroit humide où ils auraient été

complètement pourris et consommés ; — Attendu que le défendeur a de plus allégué qu'il ne restait devoir au demandeur qu'une somme de 200 francs pour l'année de loyer échue le 1^{er} juillet 1871, parce qu'à partir de cette époque il se serait substitué dans sa location un tiers avec lequel le demandeur aurait pris de nouveaux arrangements ; qu'il offrait de payer cette somme, qu'il a exhibée et qui a été refusée comme insuffisante par ledit demandeur, lequel a déclaré n'avoir pas reçu de congé de la part du défendeur et le considérer toujours comme son locataire ; — Attendu que le défendeur a offert de prouver par témoins que le demandeur avait accepté comme nouveau locataire le tiers qu'il s'était substitué ; mais attendu que cette preuve n'aurait aucun résultat, puisque dans l'espèce il n'y a pas eu discontinuation dans la jouissance, et qu'il s'agit seulement de savoir s'il y a eu diminution dans le prix de la location ; — Attendu que, d'après le demandeur, il n'a jamais consenti à réduire le loyer, et qu'en effet le 14 décembre 1871 il a, en exécution de la loi du 25 août de la même année, fait sa déclaration au bureau d'enregistrement de Nanteuil de la location verbale par lui consentie au profit du défendeur d'une écurie et d'un magasin sis à Nanteuil près la place du Chatellier, pour le temps qui en restait encore à courir du 1^{er} janvier 1872 jusqu'au 1^{er} juillet 1875 (trois ans et six mois) ; et qu'il a acquitté le droit à raison de 200 francs par an ; — Attendu que, dans ces circonstances et en l'absence de toutes preuves écrites, sauf la déclaration faite au bureau de l'enregistrement, mais qui n'émane

que du demandeur, il y avait lieu d'ordonner à ce dernier le serment décisoire, en conformité de l'article 1716 du Code civil, mais seulement pour attester qu'il n'est survenu aucun changement dans le prix de location après le 1^{er} juillet 1871, puisque le défendeur a consenti à le payer jusque-là sur le pied de 200 francs ; — Attendu que ce serment par nous déferé au demandeur a été par lui prêté, en la forme ordinaire, à notre audience du 28 février dernier ; — Par ces motifs, considérant que le demandeur a reconnu au cours des débats qu'il avait reçu du défendeur la somme de 200 francs pour l'année de loyer échue le 1^{er} juillet 1870, et que la demande se trouve conséquemment réduite à 400 francs pour deux années de loyer échues le 1^{er} juillet 1872 ; — Condamnons le défendeur à payer au demandeur la somme de 400 francs pour deux années de loyer échues le 1^{er} juillet 1872, aux intérêts de cette somme du jour de la demande et aux dépens ; — Disons qu'il n'y a lieu à statuer sur la durée du bail, lequel, à défaut de conventions écrites, se trouve soumis aux dispositions de l'article 1736 du Code civil, qui décide que l'une des parties ne pourra donner congé à l'autre qu'en observant les délais fixés par l'usage des lieux. »

Observations. — La loi, dans les articles 1715 et 1716 du Code civil, s'est bien occupée de la manière de prouver l'existence et de déterminer le prix du bail, mais elle a gardé le silence sur la manière d'en prouver la durée et les autres conditions accessoires. Aussi sur ce point les auteurs et la doctrine se sont-ils

souvent divisés. La preuve testimoniale, rejetée par Duvergier, n° 258 et suiv., est, dans certains cas, admise par Troplong, n° 118 et par Marcadé, art. 1714 et 1716, n° 3. Quoi qu'il en soit du mode de preuve à administrer, c'est incontestablement à celui qui élève une prétention sur la durée du bail à justifier de son allégation, en vertu du principe général : *Probatio incumbit actori*. A défaut de cette preuve, l'usage des lieux doit prédominer. C. M.

ARTICLE 589.

Justice de paix du canton de Salins (Jura).

Président : M. TRIPART, juge de paix.

3 février 1873.

Contrat de louage. — Congé. — Local impropre à sa destination. — Fromagerie ou chalet. — Sommation. — Délai.

Les juges de paix connaissent de toute demande en validité de congé lorsque le prix du bail n'excède pas 400 francs par an.

Le congé notifié par le locataire est valable, encore que le contrat de louage ne soit point expiré, si le local loué ne peut servir à sa destination.

Spécialement, le congé a pu être notifié valablement pour l'expiration d'une sous-location consentie d'accord avec le bailleur, par dérogation au bail primitif.

Le bailleur est obligé, sans qu'il soit besoin de mise en demeure, par le nature du contrat, à faire servir la chose louée à la destination prévue par les contractants.

Le silence gardé après la notification d'une mise en demeure ou le retard apporté à y répondre dans le délai fixé par la sommation n'équivaut point à un acquiescement.

Ainsi décidé,

Le 3 février 1873, par jugement de M. le juge de paix de Salins, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que la connaissance des demandes en validité de congé a été dévolue aux juges de paix par les articles 3 de la loi du 25 mai 1838 et 1 de celle du 2 mai 1855 lorsque le prix des locations n'excède pas 400 francs par an ; que cette attribution a été faite en termes généraux et sans tenir compte des distinctions qui étaient demandées pendant la discussion qui a précédé le vote des lois susvisées ; — Qu'au surplus la nature de l'action en validité de congé qui nous est soumise et notre compétence pour en apprécier le mérite n'ont point été contestées ; — En fait : — Attendu que par acte sous-seing privé, fait double à Salins, ce 26 février 1867, dûment enregistré, Félix Lacroix a loué aux associés et régents de la fromagerie du faubourg Champtave de Salins, pour une durée de douze années, une maison sise en ce faubourg, avec ses dépendances, moyennant le prix annuel de 250 francs, payable le 11 novembre, à commencer en 1868, à charge par le bailleur de disposer le rez-de-chaussée de sa maison pour l'installation de la fromagerie ; — Que la société est entrée en possession au mois de novembre 1867 et a commencé la fabrication des fromages dits *de gruyère* ; qu'il n'a point alors été fait de reconnaissance des lieux loués, mais qu'environ six mois après, en juin 1868, les contractants ont tous reconnu qu'en l'état où il a été laissé, le local loué ne pouvait servir de chalet ; — Que, dérogeant à une clause prohibitive du bail, Lacroix a consenti à une sous-location et qu'un état des lieux loués a été dressé par un expert unique choisi par toutes parties ; — Que celles-ci ne

se sont point expliquées davantage sur les droits ou obligations résultant pour l'une et pour l'autre du contrat primitif, ni sur la durée qu'elles entendaient lui assurer ; — Que les preneurs ont sous-loué toute la maison Lacroix et que la sous-location expire le 23 mars prochain ; — Qu'ils ont, pour cette époque, fait notifier un congé au bailleur, par exploit d'huissier, conformément à l'usage des lieux ; — Attendu que cet exploit contient mise en demeure au bailleur de faire connaître son refus dans un délai de deux jours, passé lequel les preneurs considéreraient son silence comme un acquiescement au congé ; — Que Lacroix n'a point répondu dans le délai imparti ; mais que six jours après il a notifié un refus de congé et que par citations des 12 décembre et 25 janvier il a été appelé par-devant ce siège pour entendre prononcer la validité du congé ; — En droit : — Attendu que le délai assigné au bailleur pour s'expliquer sur le mérite du congé n'était point fatal ; que la Cour de cassation est allée jusqu'à décider que le défaut de réponse à une mise en demeure n'équivaut point à un consentement effectif (voir l'arrêt du 4 juillet 1810) ; que Merlin, dans son *Répertoire*, enseigne la même doctrine, v° *SOMMATION* ; qu'ainsi la question de validité de congé que nous avons à apprécier demeure entière et peut être débattue par le défendeur ; — Attendu que, si au mois de juin 1868 les parties n'ont point abandonné le bail intervenu entre elles dans l'année précédente, elles ont tout au moins constaté qu'il ne pouvait recevoir son exécution, uniquement parce que le local loué ne pouvait servir à son objet princi-

pal, la fabrication et la conservation des fromages ; — Que l'autorisation de sous-louer n'a pas eu d'autre cause et qu'on doit admettre que le bailleur s'estimait trop heureux d'échapper, au moins pendant la durée de la sous-location, aux obligations résultant à sa charge soit de l'article 1719 du Code civil, soit de la clause du bail par laquelle il s'était engagé « à faire à ses frais tout ce « qui serait nécessaire à la fabrication des fromages ainsi que les « réparations et constructions jugées à propos par les associés ; » — Qu'en tout cas rien dans la convention du mois de juin 1868 ne démontre que les preneurs ont entendu exonérer le bailleur de l'engagement considérable par lui contracté pour toute la durée du bail ; que c'est vainement que celui-ci, par l'organe de son défenseur, voudrait en tirer cette conséquence par voie d'induction ; — Qu'en effet, dans un contrat synallagmatique les obligations sont réciproques, et dans ce cas particulier l'on n'aperçoit point quelle serait la réciprocité équivalente d'une exonération aussi avantageuse ; — Que par suite il est devenu nécessaire de trancher la difficulté que l'existence de la sous-location et un sacrifice bénévole et annuel ont retardée jusqu'à ce moment ; — Attendu que le congé notifié est régulier en la forme et qu'il a été donné à l'époque voulue par l'usage local ; qu'au fond il doit être validé ; — Qu'en effet, il a été reconnu par les intéressés eux-mêmes et constaté par notre procès-verbal de vue de lieux que ni la cuisine où devait être fabriqué le fromage, laquelle est trop basse et a une cheminée trop petite ; ni la chambre à lait, dont

l'insuffisance ressort de ses dimensions ; ni la grange devant servir de cave, mais trop chaude et trop petite, ne pouvaient servir à la destination formellement assignée par le contrat primitif sans qu'il soit fait de notables changements et des additions importantes ; — Que le bailleur devait pourvoir à tout le nécessaire sans qu'il y ait eu besoin de mise en demeure ; qu'il n'en est point de la destination de la chose louée comme des réparations dont cette chose peut avoir besoin pendant la durée du bail ; que celles-ci doivent être requises du bailleur, tandis que ce bailleur, sans qu'il soit besoin d'aucune convention spéciale ni de sommation, est obligé, à moins d'une dispense particulière, de mettre et de tenir en l'état prévu l'objet du contrat ; en un mot, de faire que cet objet réponde à l'intention commune des parties ; — Qu'on ne conçoit l'obligation de payer le prix du loyer qu'à cette condition, et que par suite cette obligation cesse d'exister à la charge du preneur lorsque le bailleur méconnaît les règles qui viennent d'être retracées ; — Qu'il en est ainsi dans l'espèce, puisque le défendeur déclare refuser positivement de faire aucune des réparations, modifications ou constructions reconnues nécessaires pour que le rez-de-chaussée de sa maison puisse servir de chalet ; qu'en conséquence, la sous-location convenue au mois de juin 1868 expirant au 25 mars prochain, les preneurs ont pu en dénoncer la fin au propriétaire, ou notifier la cessation d'un bail qui, s'il existe encore, ne peut produire ses effets par la faute de celui-ci et au grand détriment de ceux-la ; — Attendu enfin que, s'il restait quel-

que doute, il serait levé par cette considération toute d'équité, que Lacroix profiterait encore de la facilité avec laquelle une partie des preneurs contractaient, sinon avec légèreté, du moins avec trop de confiance, des engagements que les demandeurs seraient tenus de respecter, tandis que leur adversaire échapperait à l'obligation corrélatrice et précise de réparer ou construire dans sa maison tout le nécessaire pour y installer la fabrication des fromages, et par là justifier le prix excessif de la location; que ce prix n'a été évidemment consenti qu'à raison des promesses importantes faites par le bailleur, promesses qu'il n'a point tenues et qu'il refuse de remplir; — Sur les dépens : — Attendu qu'ils doivent être mis à la charge de la partie qui succombe; — Par ces motifs, statuant en premier ressort, déclarons régulier en la forme et valable au fond le congé notifié au défendeur, etc..., et le condamnons aux dépens. »

Observations. — En fait ce jugement nous paraît avoir très-exactement apprécié les droits des parties, et nous en approuvons les termes aussi bien que le dispositif. Mais nous croyons qu'en l'espèce une telle décision n'appartenait qu'au Tribunal civil. En réalité, la demande en validité de congé équivalait à une demande en résiliation du bail, puisque ce bail n'était pas encore expiré, et que le congé était basé sur le fait que les lieux loués étaient impropres à la destination pour laquelle ils avaient été loués. Or l'article 3 de la loi du 25 mai 1838 et l'article 1^{er} de celle du 2 mai 1855 ne confèrent aux juges de paix la con-

naissance des demandes en résiliations de baux que lorsqu'elles sont fondées sur le seul défaut de payement des loyers du fermage. Dans l'espèce, d'une part, la valeur de la demande dépassait 200 francs, puisque le bail, de 250 francs par année, avait encore plusieurs années à courir; d'autre part, la demande en validité de congé, ou, pour mieux dire, en résiliation, était basée sur une cause autre que celle prévue par la loi de 1838. Par suite, soit au point de vue de la compétence générale de l'article 1^{er} de cette loi, soit au point de vue de la compétence spéciale de l'article 3, la contestation échappait par son importance ou par sa nature à la juridiction du juge de paix. — On remarquera que dans le cours du procès le défendeur n'avait pas soulevé ce moyen ni décliné la compétence du magistrat saisi. Le juge de paix, en consentant à connaître de l'action, a sans doute agi dans l'intérêt des parties, auxquelles il a ainsi évité les frais d'une instance devant le Tribunal civil. Mais il avait incontestablement le droit de se déclarer, même d'office, incompétent.

A. B.

ARTICLE 590.

Justice de paix du c. nord de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).

Président : M. HOUCKE, juge de paix.

8 décembre 1871.

Aubergiste. — Fourniture de nourriture. — Maître de pêche. — Acte de commerce. — Incompétence du juge de paix.

Doivent être portées devant les Tribunaux de commerce et non devant le juge de paix les contestations relatives aux fournitures faites par un aubergiste au nom et pour le

compte d'un maître de pêche, pour la nourriture de marins par lui engagés en vue de l'exploitation de son industrie.

Ainsi décidé,

Le 8 décembre 1871, par jugement de M. le juge de paix du canton nord de Boulogne-sur-Mer, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que D***, aubergiste, a fait citer M***, maître de pêche, pour le voir condamner au paiement de 104 fr. 60, formant l'importance des frais de nourriture de trois marins de l'équipage de ce dernier, reçus et nourris dans l'établissement du demandeur, du mois de juillet au mois d'octobre 1870, au nom et pour le compte du défendeur ; — Attendu qu'à cette demande le défendeur oppose un déclinatoire d'incompétence basé sur la nature commerciale des actes procédant des parties en cause ; — Attendu que, si la juridiction commerciale ne peut être étendue au delà des cas prévus par le titre II, liv. IV, art. 631 et suiv., du Code de commerce, il faut reconnaître que les contestations entre commerçants rentrent évidemment dans les attributions de cette juridiction, lorsque l'engagement qui les fait naître est relatif au commerce respectif des deux parties ; — Attendu qu'il est constant que le demandeur est aubergiste, et fait profession habituelle d'acheter des denrées pour les revendre ; qu'ainsi, aux termes de l'article 1^{er} du Code de commerce, combiné avec la disposition de l'article 632 du même code, il est commerçant ; — Attendu qu'il est également constant et reconnu par la citation même que

M*** est maître de pêche, et que c'est en ladite qualité qu'il a placé dans l'auberge du demandeur trois marins par lui engagés pour la pêche dite *d'Islande*, prenant à sa charge les frais faits pour leur nourriture ; — Attendu qu'ainsi les dépenses qui font l'objet de la demande intentée ont été faites, au nom du défendeur, à raison de son industrie et de son commerce ; qu'en effet, l'article 633 du Code de commerce répute acte de commerce tout contrat concernant le commerce de mer, tous engagements de gens de mer pour le service des bâtiments de commerce ; qu'en conséquence le défendeur a également fait acte de commerce au regard du demandeur ; — Attendu que l'article 631 du même Code attribue aux Tribunaux de commerce la connaissance de toutes contestations relatives aux actes de commerce ; — Attendu qu'on ne saurait, dans l'espèce, se prévaloir de la dérogation écrite dans l'article 638 ; qu'en effet, elle ne doit recevoir application qu'au cas de fournitures faites *pour l'usage particulier* de la partie, c'est-à-dire de sa personne ou de sa famille, mais non lorsque les fournitures se rapportent à l'exercice et à l'exploitation de l'industrie ou du commerce de la partie en cause ; — Par ces motifs, nous déclarons incompetent, renvoyons les parties à se pourvoir devant le Tribunal qui doit en connaître. »

Observations. — En l'espèce, les deux parties en cause étaient incontestablement commerçantes. Les fournitures faites pour le compte du défendeur l'avaient été en vue de son commerce, puisqu'elles s'appliquaient aux marins engagés par lui

pour une expédition de pêche. Dans ces conditions, la contestation avait bien un caractère commercial, et le juge de paix saisi s'est avec raison déclaré incompetent. C. M.

ARTICLE 591.

**Justice de paix du canton de Tôtes
(Seine-Inférieure).**

Président : M. EUDES, juge de paix.

16 mai 1872.

*Enlèvement des boues d'une commune.
— Adjudicataire. — Préjudice. —
Dommages-intérêts.*

Lorsque l'enlèvement des boues d'une commune a été affirmé par voie d'adjudication publique, le particulier qui en enlève une partie cause à l'adjudicataire un préjudice dont il lui doit réparation.

Le 25 février 1872, M. le maire d'Imbleville procède à l'adjudication des boues sur les chemins de sa commune.

Planchon se rend adjudicataire de celles provenant du chemin de grande communication n° 2.

Il est stipulé dans le cahier des charges que si les adjudicataires n'enlèvent pas les boues dans les dix jours de la mise en demeure qui leur sera donnée par le maire ou l'agent voyer, ceux-ci pourront faire procéder à l'enlèvement sans autre formalité.

Les 29 et 30 mars 1872, Cadot, adjoint, et qui avait assisté le maire comme conseiller municipal dans l'adjudication, prétendant agir d'après les ordres de l'agent voyer, s'empare d'une partie des boues. De là, citation à Cadot, requête de Planchon pour le faire condamner en 30 francs de dommages-intérêts. A l'audience, Cadot persiste à sou-

tenir qu'il n'a agi que par l'ordre de l'agent voyer, et invoque divers moyens rapportés dans le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Cadot reconnaît avoir enlevé, les 29 et 30 mars dernier, des boues sur le chemin de grande communication n° 2, dont Planchon s'était rendu adjudicataire suivant procès-verbal dressé par le maire d'Imbleville, le 25 février 1872, mais qu'il prétend n'avoir fait cet enlèvement que d'après les ordres du cantonnier et de l'agent voyer; qu'il pense qu'ordre avait été donné à Planchon de les enlever; que, dans tous les cas, le maire n'avait pas le droit de les vendre; qu'enfin, le prix de l'adjudication devait être employé sur ledit chemin et non versé à la caisse communale; — Attendu que, quelle que soit l'incohérence des moyens de défense de Cadot, il est bon de rechercher si Planchon était régulièrement propriétaire des boues en question, et, en cas d'affirmative, s'il avait été mis en demeure de les enlever, conformément aux conditions de son adjudication; mais qu'il y a en outre lieu d'examiner les autres moyens soulevés par Cadot, sans se préoccuper ni s'attacher à savoir s'il a qualité pour contester la validité de l'adjudication; — Attendu que le sol des chemins vicinaux appartient aux communes, qu'ils soient de petite ou de grande communication; — Attendu que si, par l'article 9 de la loi du 21 mai 1836, l'action départementale et préfectorale a été substituée, *pour une grande part*, à l'action purement municipale, sur les chemins de grande communication, c'est en raison de

ce que ces chemins étant faits en vue d'un intérêt plus étendu que celui d'une seule commune, il était indispensable de centraliser l'exécution des moyens qui embrassaient toutes les communes intéressées, afin de neutraliser la résistance d'un intérêt municipal mal entendu ; mais que cette mesure, toute d'administration, ne porte pas atteinte au droit de propriété des communes sur le sol desdits chemins ; — Attendu que ce principe est formellement reconnu par l'administration préfectorale dans les articles 331 et 341 du règlement général sur les chemins vicinaux, en date du 30 mars 1857, portant que les herbes qui croîtront spontanément dans les fossés et sur les talus des chemins vicinaux, sans distinguer ceux de petite et de grande communication, seront la propriété des communes et pourront être vendues à leur profit, à la seule condition qu'elles seront coupées à la main ; — Attendu que si c'est au préfet seul qu'il appartient de prendre, sur l'enlèvement des boues et sur le curage des fossés, des mesures de police, à cause de la conservation de ces chemins, il a, par sa circulaire, en date du 26 août 1856, insérée au recueil des actes administratifs, engagé *vivement* les maires, ingénieurs des ponts et chaussées et agents voyers à mettre en adjudication ou à affermer les boues et résidus de toutes sortes, *pour toutes* les voies de communication publique, rues, routes et chemins, ajoutant qu'il ne faut en abandonner aucune, parce que le produit devient une recette communale, ainsi que celui du grattage des routes et du curage des fossés ; — Or, attendu que le maire d'Imbleville, en met-

tant en adjudication, le 25 février 1872, les boues existant habituellement sur le chemin de grande communication n° 2, ainsi que les terres provenant du curage de ce chemin et des fossés qui en dépendent jusqu'au 31 décembre 1872, n'a fait que se conformer à la circulaire susdatée, et que, par suite, son droit ne peut être mis en doute ; — Attendu que Planchon a donc été régulièrement déclaré adjudicataire ; que, seul, il avait le droit de disposer des choses à lui adjugées, aux conditions qui lui étaient imposées ; que c'est donc à tort que Cadot s'est permis d'en enlever ; — Attendu qu'il n'est pas justifié et que Cadot n'offre pas de prouver, ainsi qu'il l'allègue, *que, dix jours avant son enlèvement*, Planchon avait été mis en demeure de le faire, d'après l'avis du maire ou de l'agent voyer, ainsi que le prescrit le cahier des charges de l'adjudication ; — Qu'ainsi le moyen qui aurait pu légitimer le fait reproché à Cadot n'est pas établi ; — Attendu que l'offre par Cadot de prouver que les terres étaient depuis longtemps sur le chemin n'est pas pertinente ; — Attendu que la destination des fonds ne regarde pas Cadot ; qu'il ne peut s'en faire un moyen de défense ; que c'est une question entre le préfet et la commune d'Imbleville ; mais que, quelle que soit la solution qui lui sera donnée par l'autorité compétente, elle ne peut en rien détruire ni affaiblir l'existence de l'adjudication faite par le maire, ni en diminuer les effets ; — Attendu, dès lors, que, Planchon étant seul légitime propriétaire des terres en question, Cadot, en en prenant une partie, lui a causé un préjudice dont il lui doit réparation ;

— Attendu que la somme réclamée est exagérée, mais que nous possédons les éléments nécessaires pour apprécier le chiffre des dommages-intérêts; — Par ces motifs, sans nous arrêter ni avoir égard à l'offre de preuve de M. Cadot, laquelle est rejetée, disons à bon droit l'action de Planchon; en conséquence, condamnons Cadot envers lui en 10 fr. de dommages-intérêts et aux dépens. »

Observations. — Dans des espèces analogues, les adjudicataires des boues ont souvent prétendu que l'enlèvement à leur préjudice des boues et immondices déposées sur la voie publique constituait un vol; un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation du 30 août 1859 consacrait même cette manière de voir; mais un arrêt plus récent de la même Chambre, du 12 avril 1850, a refusé de voir un vol en semblable circonstance, alors surtout que l'adjudicataire n'avait point encore pris possession de ces produits. Mais il n'est pas douteux que l'enlèvement des boues et immondices commis à l'encontre d'un cahier de charges qui crée un monopole au profit de l'adjudicataire ne puisse donner lieu, comme dans l'espèce, à une action en réparation du préjudice causé.

A. B.

ARTICLE 592.

Tribunal de simple police de Tallins
(Isère).

Président : M. GOIRAND, juge de paix.

21 septembre 1872.

Crépissage. — Défaut d'autorisation préalable. — Mur joignant un chemin

vicinal. — Défaut de plan général d'alignement. — Contravention. — Amende. — Démolition.

Les propriétaires et entrepreneurs sont tenus de se munir d'une autorisation pour toute espèce d'ouvrage à faire aux murs de face sur les chemins et rues, alors même qu'il n'existerait pas de plan général spécial d'alignement.

Spécialement, le fait de recrépir, sans autorisation, un mur qui se trouve à la limite d'un chemin vicinal constitue une contravention punissable d'amende.

Toutefois, alors que ce travail n'a pas le caractère confortatif et surtout s'il n'existe pas de plan d'alignement, il n'y a pas lieu d'ordonner la démolition du travail de recrépissement.

Dans le courant du mois d'août dernier, M. Darlin, notaire à Saint-Quentin-sur-Isère, a fait recrépir le mur de la terrasse de son jardin et a chargé de ce travail le nommé Duc, entrepreneur. Procès-verbal a été dressé contre eux le 17 du même mois, avec défense de procéder audit recrépissage, le mur en question se trouvant sur le chemin vicinal n° 1 qui traverse le village de Saint-Quentin. Poursuivi devant le Tribunal de simple police, Darlin a exposé qu'il ne croyait pas, vu l'absence de plan d'alignement, enfreindre la loi en recrépissant un mur en bon état et solidement construit. Il a conclu à être mis hors de cause ainsi que le sieur Duc, et a soutenu subsidiairement qu'il est seul responsable.

Le commissaire de police remplissant les fonctions du ministère public a conclu à ce que, par application de l'article 471, n° 5 et 15, du Code pénal, et des articles 4 et 5 de l'édit de décembre 1607, pour violation des dispositions contenues au chapitre I^{er}, tit. V, art. 281 et 282 du règlement administratif sur les chemins

vicinaux du département de l'Isère, en date du 7 février 1872, le prévenu Darlin soit condamné à l'amende portée audit article 471 et, en outre, à titre de réparation civile, à la démolition des travaux indûment faits ; ordonner que cette démolition ait lieu dans un délai de quinzaine et que passé ce délai, il y soit procédé d'office par l'autorité compétente, aux frais du prévenu, qui sera tenu d'en rembourser le montant sur le mémoire des ouvriers ; quant à Duc le condamner à l'amende et aux dépens solidairement avec Darlin. Jugement :

« LE TRIBUNAL : — Ouï les prévenus en leurs dires et moyens de défense et le ministère public en ses conclusions ; — Vu l'arrêté préfectoral du 17 février 1872, ainsi conçu : « Nul ne pourra, sans y être préalablement autorisé, ... construire « reconstruire ou réparer aucun bâtiment, mur ou clôture quelconque « à la limite des chemins » ; l'article 471 du Code pénal : « Seront punis d'amende depuis 1 jusqu'à 5 francs « inclusivement, n° 5, ceux qui auront négligé ou refusé d'exécuter « les règlements ou arrêtés concernant la petite voirie ; » — Statuant contradictoirement et en premier ressort : — Attendu que les propriétaires et ouvriers sont tenus de se munir d'une autorisation pour toute espèce d'ouvrage à faire aux murs de face sur les chemins et les rues ; que cette autorisation est nécessaire lors même qu'il n'existerait pas de plan général ou spécial d'alignement ; — Attendu qu'en faisant recrépir sans une autorisation préalable le mur de la terrasse du jardin Darlin, qui se trouve à la limite du

chemin vicinal n° 1 de la commune de Saint-Quentin, Darlin et Duc ont contrevenu aux prescriptions de l'article 172 du règlement préfectoral du 7 février 1872 et à l'article 471, n° 5, du Code pénal ; — Attendu que le mur auquel a été fait le recrépissage était en bon état, bien établi avec des moellons en stuc ; qu'il ne résulte de ce travail aucun préjudice pour la voie publique ; qu'en l'état il n'y a pas lieu d'ordonner la démolition ; — Que c'est en ce sens que doit être interprété l'édit de décembre 1607, lorsque surtout il n'existe pas de plan d'alignement ; — Condamne Darlin et Duc à 4 francs d'amende chacun et solidairement, dit qu'il n'y a pas lieu d'ordonner la démolition des travaux de recrépissage. »

Observations. — En principe le recrépissage peut être considéré comme un travail confortatif, notamment lorsqu'il est exécuté sur un mur en pierres de dimensions inégales, et qu'il est de nature à consolider le mur. En conséquence, dans ce cas, et si ce travail est fait sans autorisation et sur un mur sujet à reculement, la démolition pourrait en être ordonnée (Cons. d'Etat, 26 octobre 1828, 11 décembre 1838). Mais si le recrépissage n'a pas d'effet confortatif, et si surtout il n'existe pas de plan général d'alignement, si par conséquent le mur doit être maintenu à l'alignement de fait, il n'y a pas lieu d'ordonner la démolition. Cons. d'Etat, 14 octobre 1836.

C. M.

ARTICLE 593.

Tribunal de simple police de Condé-en-Brie (Aisne).

Président : M. LA BARRE, juge de paix.

3 octobre 1872.

Vaine pâture. — Règlement municipal. — Défaut de troupeau communal. — Cultivateur résidant et forain associés pour un troupeau commun. — Relaxe.

Les propriétaires ou fermiers exploitant des terres dans une commune sujette à la vaine pâture, dans laquelle ils ne sont pas domiciliés, ont le même droit que les résidents de mettre dans le troupeau commun, ou de faire garder par troupeau séparé, une quantité de bétail proportionnée à l'étendue de leur exploitation. L. 28 sept.-6 oct. 1791, tit. I, sect. IV, art. 13.

Lorsqu'il n'existe pas dans une commune de berger communal ni de troupeau commun, des cultivateurs, résidant et forain, peuvent s'associer pour réunir leurs animaux en un seul troupeau et les envoyer au pâturage sous la conduite d'un berger de leur choix, pourvu qu'ils n'excèdent pas l'un et l'autre le nombre afférent à leurs exploitations.

Ainsi décidé,

Le 3 octobre 1872, par jugement du Tribunal de simple police du canton de Condé-en-Brie, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Vu le procès-verbal dressé par le garde champêtre de Condé-en-Brie ; — Ouï Pesché dans ses moyens de défense et conclusions ; — Le ministère public dans le résumé de l'affaire et ses réquisitions par lesquelles il s'en rapporte à justice ; — Attendu que la vaine pâture existe sur le territoire de la commune de Condé ; qu'un arrêté pris par M. le maire en conseil municipal le 10 février 1856, approuvé par M. le préfet de l'Aisne

le 26 mars suivant, a fixé à 5 têtes de bêtes à laine, par hectare de terrain exploité, le nombre d'animaux que tout fermier ou propriétaire aurait le droit d'envoyer au pâturage ; que la commission municipale instituée par le même arrêté a, en 1868, lors de sa dernière décision, porté Pesché pour 38 moutons dans son état ; — Attendu que, suivant l'article 15, tit. 1^{er}, sect. IV, de la loi des 28 septembre et 6 octobre 1791, les propriétaires ou fermiers exploitant des terres sur les paroisses sujettes à la vaine pâture dans lesquelles ils ne seraient pas domiciliés, ont le même droit que les résidents de mettre dans le troupeau commun ou de faire garder par troupeau séparé une quantité de têtes de bétail proportionnée à l'étendue de leur exploitation ; que cette disposition est générale et absolue ; que c'est à l'exploitation des terres dans la commune où il s'exerce qu'elle attache le droit de vaine pâture ; — Attendu que, d'après le travail ci-dessus rappelé de la commission municipale de Condé, Pesché, qui habite ce bourg, a le droit de mettre 38 bêtes à laine au pâturage commun ; que le procès-verbal susvisé rapporté contre lui constate que son troupeau, trouvé sous la garde de son berger, le 25 août dernier, était composé de 94 moutons, ce qui constituait un excédant de 56 têtes ; mais que Pesché articule et soutient que tous ces animaux ne lui appartenaient pas ; qu'il n'y en avait à lui personnellement que 38, que le restant, ou 56, marqué des lettres P. L., appartenait à M. Louis Prat, cultivateur à la ferme de Coubarchy, commune de Monthurel ; que ce fermier, exploitant 11 hectares

17 ares 35 centiares de terre sur Condé, comme locataire de M. Mousseaux, propriétaire à Château-Thierry, pouvait, sans qu'il y ait contravention à l'arrêté municipal, envoyer au pâturage 56 moutons dans le même troupeau que lui; — Attendu que ces allégations n'ayant point été contestées par le ministère public, qui les a au contraire tenues pour exactes, elles se trouvent acquises aux débats; que d'ailleurs, en se reportant à la matrice cadastrale de Condé, on y trouve que M. Mousseaux possède sur ce territoire 11 hectares 17 ares 35 centiares de terre, ce qui lui donne le droit d'entretenir 56 moutons à la vaine pâture, soit par lui-même, soit par son fermier; — Attendu qu'en réunissant ces deux nombres, 38 et 56, on trouve pour total 94; que le procès-verbal, en relevant ce chiffre, exclut toute contravention à l'arrêté municipal du 10 février 1856; qu'en cet état, il reste seulement à vérifier si l'article 15 de la loi des 28 septembre et 6 octobre 1791 interdit d'une manière absolue à plusieurs propriétaires ou fermiers le droit de réunir leurs animaux en un seul troupeau et de les envoyer au pâturage sous la conduite d'un berger de leur choix, en délaissant le troupeau commun; — Attendu, à cet égard, que si cet article 15 et la jurisprudence, notamment un arrêt de la Cour de cassation du 9 février 1838, veulent que tout propriétaire ou fermier qui n'use pas individuellement de la vaine pâture par *troupeau séparé* soit astreint à placer ses bestiaux dans le troupeau commun, c'est-à-dire dans le *troupeau communal*, sous la garde du pâtre ou berger choisi par l'autorité municipale,

sans pouvoir les réunir à ceux d'autres particuliers pour être surveillés par un gardien de leur choix, la loi et la jurisprudence supposent nécessairement l'existence d'un troupeau et d'un berger communaux; qu'en conséquence, lorsque, comme dans la commune de Condé, il n'en existe pas, les propriétaires ou fermiers ont toute latitude pour faire garder leurs animaux comme ils l'entendent (voir arrêt de la Cour d'Amiens du 30 juin 1824); — Attendu que décider autrement serait donner à l'article 15 susvisé et à la jurisprudence un sens et une portée qu'ils n'ont pas; qu'il suit de ces considérations qu'il n'existe dans l'espèce aucune contravention, soit à l'arrêté municipal du 10 février 1856, soit à l'article 15 de la loi du 6 octobre 1791; que d'ailleurs, en ce qui concerne ce dernier point, la prescription serait aujourd'hui acquise d'après l'article 8, tit. I^{er}, sect. VII de la même loi; — Par ces motifs, le Tribunal annule le procès-verbal du 25 août 1872, relaxe Pesché de la poursuite dirigée contre lui, sans amende ni dépens. »

Observations. — L'arrêt de la Cour de cassation du 5 février 1838, qui interdit à deux particuliers ou à un plus grand nombre de réunir leurs bestiaux sous la conduite d'un berger par eux choisi et de former ainsi un *second troupeau* commun, suppose nécessairement qu'il existe un troupeau communal. Quand il n'en existe pas dans une commune, cette interdiction n'a plus de raison d'être et ne saurait être maintenue; au surplus, la même Cour paraît avoir abandonné cette jurisprudence par un avis postérieur du 8 mai de la

même année. Voir ANNALES, 1^{re} série, t. I, p. 41. A. B.

ARTICLE 594.

Tribunal de simple police de Trévoux (Ain).

Président : M. TRUCHARD-DUMOLIN,
juge de paix.

9 juin 1871.

Garde à vue. — Etang. — Bestiaux. — Procès-verbal. — Exception préjudicielle de propriété. — Sursis.

Le fait de mener des bestiaux brouiller dans un étang appartenant à autrui peut constituer la contravention prévue et punie par l'article 479, n° 10, du Code pénal.

Mais si le prévenu allègue pour sa défense qu'il est propriétaire d'une portion de l'étang, ou qu'il a, en vertu de ses titres, le droit d'y mener ses bestiaux, ce moyen de défense soulève une exception préjudicielle de propriété, et le Tribunal de simple police saisi de la contravention doit surseoir à statuer et impartir un délai pour faire statuer sur l'exception devant le Tribunal compétent pour en connaître.

L'exception préjudicielle n'est recevable qu'autant qu'elle est personnelle au contrevenant, c'est-à-dire qu'elle repose sur un droit existant à son profit.

Par suite, le fermier ne peut opposer l'exception de propriété ; il faut que le propriétaire soit appelé et prouve son fait et cause.

D'un procès-verbal dressé par le garde champêtre de Saint-Marcel, il résulte que la fille Claudine Thomas menait brouiller des bestiaux dans l'étang Pinozan appartenant à M. Nartorelli. Elle a été citée pour ce fait devant le Tribunal de simple police de Trévoux, avec son maître le sieur Couturier, fermier, à la Grilletière, comme civilement responsable.

Couturier a répondu que c'était par ses ordres que sa bergère avait mené ses bestiaux dans l'étang Pino-

zan, parce que son maître, M. Desgaret, était propriétaire d'une partie de cet étang et qu'en conséquence il demandait un délai de huitaine pour faire intervenir ce dernier. La cause appelée à l'audience du 2 juin courant, M. Desgaret est intervenu et a soutenu que les faits reprochés à son fermier ne constituaient aucune espèce de contravention, puisqu'aux termes d'un acte reçu M^e Nofui, notaire à Trévoux, le 8 octobre 1834, lui-même, M. Desgaret, est propriétaire d'une pie d'astec dans ledit étang ; qu'en effet on lit textuellement dans son acte d'acquisition la clause suivante : 3^e *Enfin, une terre inculte à la queue de l'étang Pinozan* ; qu'étant propriétaire de cette pie, il a, conformément à la jurisprudence sur les étangs, le droit de faire brouiller ses bestiaux dans l'étang Pinozan ; qu'en conséquence, après avoir pris le fait et cause de son fermier, dont il avoue le fait, il demande acte de son intervention, et par suite le renvoi des contrevenants de la poursuite du ministère public.

Le 9 juin 1871, jugement en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — En ce qui concerne la compétence : — Attendu que le procès-verbal dont s'agit constate, *in fine*, que la bergère contrevenante ne gardait pas à vue des bestiaux dans la propriété d'autrui, délit prévu par l'article 26 de la loi des 28 septembre et 6 octobre 1791 ; mais qu'elle les menait seulement brouiller dans ledit étang, contravention prévue par l'article 479, § 10 ; et que, dès lors, le Tribunal de simple police du canton de Trévoux

a été compétemment saisi de la connaissance de cette contravention ; — En ce qui concerne l'intervention : — Attendu que l'intervention de M. Desgaret est régulière et qu'il y a lieu de lui en donner acte ; qu'en effet, pour que l'exception préjudicielle soit recevable, il faut, entre autres conditions, qu'elle soit personnelle au contrevenant, c'est-à-dire qu'elle repose sur un endroit existant à son profit ; qu'il faut donc que le propriétaire prenne le fait et cause en avouant le fait de son fermier ; — En ce qui concerne le fond : — Attendu que l'intervenant Desgaret soutient que si son fermier a mené ses bestiaux brouiller dans l'étang Pinozan, c'est qu'il en a le droit, parce qu'il est lui-même propriétaire d'une portion de cet étang, en vertu d'un acte reçu M^e Noffui, notaire, en date du 8 octobre 1834 ; — Attendu que l'exception de M. Desgaret est préjudicielle ; qu'elle est de nature, dans le cas où les faits articulés seraient reconnus par l'autorité compétente, à enlever au fait qui sert de base aux poursuites tout caractère de contravention ; qu'elle doit dès lors faire suspendre la décision à rendre sur la contravention poursuivie ; mais que cette suspension doit être toutefois limitée, afin que le cours de la justice ne soit pas interrompu ; — Attendu que la disposition de l'article 182 du Code forestier régit toutes les matières qui sont susceptibles de son application et par suite tous les genres de contravention soumis aux Tribunaux de simple police ; — Par ces motifs, sans rien préjuger au fond, le Tribunal se déclare compétent, donne acte au sieur Desgaret de son intervention et enfin dit qu'il sera sursis

à faire droit sur l'action du ministère public jusqu'au 29 décembre prochain, délai pendant lequel M. Desgaret sera tenu de poursuivre devant le Tribunal compétent l'exception préjudicielle dont il excipe et d'en rapporter la décision à l'audience précitée, sinon sera fait droit, dépens réservés. »

Observations. — Le lit d'un étang et ses eaux appartiennent exclusivement au propriétaire de cet étang, et par suite ce propriétaire peut empêcher les riverains soit d'y puiser de l'eau, soit d'y laver, soit enfin d'y abreuver des bestiaux, lorsque ces riverains ne justifient d'aucun titre consacrant ces droits à leur profit. En ce sens, notamment, Cass., 19 avril 1865, ANNALES, 1866, p. 16. En conséquence, le fait par un riverain de mener ses bestiaux s'abreuver ou seulement se baigner sur le lit ou dans les eaux de l'étang peut certainement constituer la contravention à l'article 479, n° 10, du Code pénal, lequel interdit de mener des bestiaux sur le terrain d'autrui. Mais il n'y a contravention à cet article qu'autant qu'il est bien certain que les propriétaires des bestiaux menés dans le lit d'un étang n'ont pas un droit de copropriété ou un droit de servitude établi en titre. Par suite, si devant le juge de police le prévenu d'une telle contravention excipe d'un titre qui lui confère soit ce droit de propriété de portion de l'étang, ou de copropriété du tout, soit un droit de servitude, et si l'exception paraît sérieuse, le juge de police doit nécessairement surseoir jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'exception. Jugé d'ailleurs dans le sens de la présente décision que la question préjudicielle

résultant d'un droit réel ne peut être élevée par le fermier sans que le propriétaire ait été mis en cause et ait pris son fait. Cass., 11 janvier 1862, 29 décembre 1865. Voir, sur ce point, notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v^o *Question préjudicielle*, n^{os} 23 et suiv.

A. B.

ARTICLE 595.

Tribunal de simple police de Tullins (Isère).

Président : M. GOIRAND, juge de paix.

23 novembre 1872.

Lieux publics. — Cabaret. — Heure de fermeture. — Voyageurs. — Personnes étrangères à la localité. — Absence de contravention.

Les personnes étrangères à la localité qui viennent prendre gîte dans une auberge ou un cabaret sont affranchies de l'obligation imposée à toute personne étrangère à l'auberge par l'arrêté qui fixe l'heure de fermeture.

Par suite, le fait par ces personnes de boire ou de manger au delà de l'heure réglementaire ne saurait constituer une contravention.

Le 28 octobre 1872, le garde champêtre de Morette a dressé procès-verbal contre Reymard (André), cabaretier dans cette commune, pour avoir chez lui, passé l'heure réglementaire, deux personnes étrangères à la localité et buvant à une table : ces personnes devaient passer la nuit chez Reymard. Le contrevenant a offert de prouver qu'elles n'ont ni bu ni mangé et il a conclu à être renvoyé des poursuites.

Le ministère public a déclaré qu'il ne considérerait pas comme constituant une contravention à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 1868 la présence des deux

personnes étrangères à la localité dans l'établissement de Reymard, mais le fait par celui-ci de leur avoir servi à boire, et a conclu à l'application de l'article 471, n^o 15, du Code pénal, et à ce que le contrevenant soit condamné en outre aux dépens. Jugement :

« **LE TRIBUNAL :** — Ouï le prévenu en ses dires et moyens de défense et le ministère public en ses conclusions : — Attendu que Reymard est poursuivi pour avoir contrevenu au paragraphe 1^{er} de l'article 2 de l'arrêté préfectoral en date du 17 décembre 1868, portant : « Les chefs de ces « établissements (cafés, cabarets et « autres débits de boisson) seront « tenus de faire sortir les personnes « étrangères à leur habitation qui « s'y trouveraient au delà de l'heure « fixée dans l'article précédent (dix « heures du soir) » ; — Attendu qu'il résulte du procès-verbal du garde champêtre Bourricaud et des débats que, le 29 octobre dernier, Reymard avait deux personnes dans son établissement, mais que ces personnes étaient étrangères à la localité et se trouvaient chez Reymard pour y coucher ; — Qu'il n'y a pas lieu d'admettre la preuve offerte par le prévenu pour établir que, contrairement aux énonciations du procès-verbal, ces personnes ne buvaient pas ; — Que les personnes étrangères à la localité ne sont point étrangères à l'habitation d'un débitant quand elles s'y trouvent dans la nécessité d'y passer la nuit, et que, dans cette circonstance, le fait de boire ou de manger au delà de l'heure réglementaire ne saurait constituer une contravention à l'arrêté précité ; — Par ces motifs, annule la citation, en-

semble les actes d'instruction qui en ont été la suite, et renvoie Reymard des poursuites du ministère public sans amende ni dépens. »

Observations. — Un arrêt de la Cour de cassation du 4 juin 1858 avait décidé que l'exception tirée de ce que les personnes trouvées dans l'établissement après l'heure réglementaire étaient en cours de voyage et s'y étaient arrêtées pour y prendre gîte, ne pouvait être utilement invoquée que par les aubergistes, hôteliers ou logeurs, et non point par les simples cabaretiers ou débitants qui ne sont pas en même temps logeurs. Mais un arrêt postérieur, du 9 juillet 1860, a étendu cette faveur même aux simples cabaretiers, dans tous les cas où il s'agit de personnes étrangères à la commune, qui s'y trouvent de passage, et qui sont dans la nécessité d'y prendre gîte. Voir ces arrêts, *ANNALES*, 1860, p. 35. En effet, il peut se faire qu'il n'y ait point dans une commune d'hôtel ou d'auberge proprement dite. On ne saurait donc raisonnablement refuser aux personnes qui y passent de s'arrêter dans un cabaret, seul refuge qu'elles puissent trouver, de s'y restaurer même à une heure tardive, si elles n'y sont arrivées que dans la nuit, et enfin d'y accepter le gîte que le cabaretier est en mesure de leur offrir. A. B.

ARTICLE 596.

Justice de paix du c. ouest de Roubaix
(Nord).

Président : M. BONNIER, juge de paix.

28 mars 1873.

Sépulture. — Frais funéraires.

Commande.

les frais funéraires constituent une

obligation naturelle que les enfants et descendants sont tenus d'acquitter, il appartient cependant au juge de déterminer dans quelle mesure cette obligation sera répartie entre eux, suivant l'usage et la position respective des obligés.

En fait, le juge peut mettre à la charge d'un seul des enfants le prix d'un tombeau, s'il résulte des circonstances de la cause que seul il a commandé ce tombeau, et que seul il a les moyens de suffire à cette dépense.

Ainsi décidé,

Le 28 mars 1873, par jugement de M. le juge de paix du canton ouest de Roubaix, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Ouï les parties en leurs dires et conclusions ; — Attendu que les frais funéraires ne sont pas une simple dette de la succession, mais que l'acquiescement de ces frais est une obligation naturelle que la piété filiale et le respect dû aux parents imposent aux enfants, même lorsque la succession ne présente pas d'actif et que les descendants y ont renoncé ou sont encore dans les délais pour la renonciation ; — Attendu cependant que cette obligation naturelle a des limites, qu'il appartient au juge de déterminer suivant l'usage et la position des parties ; — Attendu, en fait, que Louis D***, ancien commerçant, tombé en état de faillite et resté à la charge d'abord d'une femme, qui avait obtenu la séparation de biens, et ensuite de ses enfants, est décédé à Roubaix en 1868 ; — Attendu qu'il a été élevé à la mémoire de Louis D*** un monument funéraire en pierre du prix de 153 fr. 55, dont le marbrier, demandeur, réclame aujourd'hui le paiement de tous les enfants du défunt ; — Attendu que ceux-ci, à l'exception de la

demoiselle Joséphine D^{***}, objectent qu'ils sont restés complètement étrangers à la commande de ce monument faite, sans aucune intervention ni acquiescement direct ou indirect de leur part, personnellement et pour son compte par leur sœur Joséphine, que le marbrier a d'ailleurs reconnue comme seule débitrice, puisqu'il lui a adressé en son nom exclusivement une facture produite au cours des débats; et de plus que, dans la position de leur père comme dans la leur, la dépense d'un pareil monument ne saurait être comprise dans les frais funéraires obligatoires; — Attendu que la demoiselle Joséphine D^{***} a en effet reconnu qu'elle seule avait fait la commande pour son compte, qu'elle a reçu facture exclusivement en son nom et qu'elle est personnellement et seule débitrice des 153 fr. 55, qu'elle acquittera lorsqu'elle sera en mesure de le faire; — Attendu qu'en cet état, et en raison des faits et circonstances ci-dessus constatés, il n'y a lieu d'étendre la condamnation aux frères et aux sœurs de la demoiselle Joséphine D^{***}, comme le demandeur persiste à y conclure pour plus de sûreté et de garantie; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement

et en premier ressort; — Condamnons la demoiselle Joséphine D^{***} aux intérêts judiciaires de droit et aux dépens. »

Observations. — Il a été jugé, d'ailleurs, avec raison, que les enfants sont tenus de faire face, dans la limite de leurs moyens, aux frais occasionnés par les funérailles de leurs père et mère, alors même que, ceux-ci ne laissant aucune fortune, ils répudieraient leur succession (Just. de paix de Carpentras, 31 octobre 1868, BULLETIN, t. XI, p. 204. Voir aussi en ce sens, l'Isle-sur-la-Sorgue, 26 février 1859, *ibid.*, t. I, p. 221, et Rue, 9 mai 1854, t. II, p. 2). Toutefois, l'un des enfants ne pourrait, par sa seule volonté, engager au delà des limites raisonnables ses cohéritiers à faire plus que la décence et la piété filiale ne les y obligent pour l'inhumation de leurs parents; notamment l'érection d'une tombe peut et doit rester exclusivement à la charge de celui qui l'a commandée, alors surtout que ce dernier a seul véritablement la fortune suffisante pour pourvoir à cette dépense, et qu'il reconnaît avoir fait cette commande pour son compte personnel. A. B.

Les directeurs-gérants : C. MILLION et A. BEAUME.

ARTICLE 597.

Justice de paix du c. de Saint-Yrieix
(Haute-Vienne).

Président : M. IMBERT, juge de paix.

1^{er} mars 1873.

Action possessoire.—Servitude.—Source.

—Étang. — Contestation sur le fond du droit. — Eaux. — Travaux apparents. — Destination du père de famille.

Celui sur le fonds duquel naît une source reste maître d'en disposer, et ce, alors même que depuis plus d'an et jour il laisserait les eaux de cette source s'écouler dans un étang appartenant à un propriétaire inférieur.

Ce dernier ne saurait prétendre en conserver la possession qu'autant qu'il justifierait de travaux apparents édifiés par lui-même sur le fonds servant, dans son intérêt exclusif et sans contradiction de la part du propriétaire de ce fonds.

Ainsi jugé,

Le 1^{er} mars 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton de Saint-Yrieix, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — OUI les parties en leurs conclusions et statuant par jugement contradictoire, en premier ressort ; — Attendu que de la visite des lieux contentieux et des explications des parties il demeure acquis aux débats que l'étang du demandeur se trouve placé dans la partie basse du pacage du défendeur ; que les eaux de cet étang sont uniquement alimentées par diverses sources qui jaillissent soit dans l'emplacement même de cet étang, soit dans le pacage, qui est d'une nature excessivement marécageuse ; qu'à une époque très-ancienne ces deux immeubles ne formaient qu'une seule pièce et appartenaient au même propriétaire ; que leur division s'est opérée au moyen d'un partage par

suite duquel l'étang a été attribué aux devanciers du demandeur et le pacage à ceux du défendeur ; — Attendu que depuis moins d'an et jour le défendeur a pratiqué, dans la partie haute du pacage, une forte tranchée dans le but tout à la fois de dessécher cette partie de pacage et d'utiliser les eaux qui s'y trouvaient en les conduisant dans une terre labourable qu'il se propose de convertir en pré ; — Attendu que ce nouvel œuvre a eu pour effet inévitable de diminuer le volume des eaux qui s'écoulaient précédemment dans l'étang, et par suite a été le sujet d'une action en complainte de la part du demandeur, qui se prétend troublé dans la possession de ces eaux que lui assurait, d'après lui, l'exercice d'un droit de servitude dérivant de la destination du père de famille ; — Attendu que le partage précité ne s'explique pas sur ce droit de servitude, que le demandeur n'invoque d'autre titre que le fait matériel de sa possession ; que, cette possession ainsi arguée étant mêlée de fait et de droit, il appartient au juge d'en vérifier les caractères légaux aussi bien que le fait matériel lui-même, de rechercher l'intention présumée tant des parties en cause que de leurs devanciers, et d'examiner notamment si le droit de servitude invoqué peut être l'objet d'une possession conforme aux dispositions de la loi ; que sa décision qui en est la suite ne tranche que la question du possessoire et ne peut, en aucune façon, lier ni l'une ni l'autre des parties sur le droit pétitoire que chacune d'elles peut ultérieurement revendiquer ; — Attendu qu'aux termes de l'article 693 du Code civil il n'y a de destination du père de famille que

lorsqu'il est prouvé que les deux fonds actuellement divisés ont appartenu au même propriétaire et que c'est par lui que les choses ont été mises dans l'état duquel résulte la servitude ; — Qu'aux termes des articles 690, 691 et 692 les servitudes continues et apparentes sont seules susceptibles de s'acquérir par prescription ; — Attendu que celle prétendue par le demandeur, telle qu'elle est ci-dessus caractérisée, est sans aucun doute continue, mais qu'il s'agit de rechercher si elle a en même temps le caractère d'apparence exigé par les articles ci-dessus visés ; — Attendu que, conformément à l'article 689, pour qu'une servitude soit apparente il faut qu'elle s'annonce par des ouvrages extérieurs, tels qu'une porte, une fenêtre, un aqueduc ou toute autre construction édiflée par le propriétaire du fonds dominant, et qui puisse être de nature à relever *nettement et sans équivoque*, au propriétaire du fonds servant, le caractère et l'étendue de la servitude qu'on entend acquérir contre lui ; — Attendu que, dans l'espèce, il n'existe d'autres ouvrages apparents que la chaussée de l'étang et quelques rigoles pratiquées dans le pacage dont il s'agit ; — Attendu, en ce qui concerne la chaussée, que son existence constitue un signe apparent qui indique bien l'intention des devanciers du demandeur soit avant, soit après la division des héritages d'origine commune, de conserver à l'étang les eaux qui naissent dans son emplacement ainsi que celles qui s'écoulaient naturellement du pacage avant le trouble argué, mais que rien ne fait présumer que cette intention ait pu s'étendre jusqu'au point aussi vague et indéterminé qu'exorbitant d'in-

terdire au possesseur du pacage le droit d'en disposer comme il l'entend ; — Que s'il en était ainsi, une clause spéciale, à ce sujet, n'eût point manqué de se produire dans le contrat de partage primitif, ce qui n'a pas eu lieu ; — Attendu, en ce qui concerne les rigoles, qu'il est constant et non méconnu que, depuis l'époque de la même division, elles ont été uniquement pratiquées et entretenues par le défendeur ou ses devanciers, tantôt sur un point, tantôt sur un autre, dans le but de débarrasser le pacage des eaux qui lui étaient nuisibles ; — Que si, d'un côté, elles accusent un caractère d'apparence, elles perdent de l'autre celui de continuité et de permanence dont a besoin la servitude pour être opérante ; — Attendu, d'autre part, qu'il n'est pas même articulé que rien eût été fait par le détenteur des deux fonds, alors qu'il les détenait, pour mettre les choses dans l'état duquel serait résultée la servitude, mais seulement que les eaux auraient coulé du pacage dans l'étang ; — Qu'il est fort douteux que l'établissement d'une servitude par destination du père de famille pût résulter de ce qu'il aurait, sans rien faire pour lui imprimer cette direction, laissé couler les eaux d'un fonds sur l'autre ; la destination du père de famille supposant évidemment une disposition des lieux produite par le *travail* du père de famille ; — Attendu qu'en cas de doute, lorsque le créancier de la servitude, dit Curasson, n'a d'autre titre que sa possession, elle doit être interprétée favorablement pour le débiteur ; — Que c'est en conséquence de ce principe que, dans une espèce à peu près identique, la Cour de Caen, par son arrêt du 18 jan-

vier 1851, a décidé que si les travaux pour assurer le cours des eaux paraissent également dans l'intérêt du fonds supérieur et du fonds inférieur, sans que rien indique qui les a faits, et si le propriétaire inférieur ne prouve pas qu'il est l'auteur de ces ouvrages, le propriétaire dans le fonds duquel naît la source est maître d'en disposer ; — Attendu, enfin, qu'il est de principe et de jurisprudence constante que si le trouble apporté à l'exercice d'une servitude peut être réprimé par l'action possessoire, cela n'est ainsi qu'à la condition que l'exercice de la servitude est reconnu et constaté et ne laisse place à aucun doute ; qu'autrement la légitimité de la possession, restant douteuse et incertaine, ne peut servir de base à l'action possessoire ; — Attendu que les dépens doivent être supportés par la partie qui succombe ; — Par ces motifs, disons que l'action du demandeur est mal fondée, l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

Observations. — La question résolue par ce jugement est une de celles sur lesquelles il nous est bien difficile d'émettre une opinion de quelque valeur. La chaussée de l'étang et les rigoles destinées à y conduire les eaux provenant du fonds supérieur pouvaient-elles être considérées comme des travaux apparents de nature à servir de base à une possession utile de ces eaux au profit du propriétaire de l'étang ? C'est ce qu'il est impossible d'apprécier sans avoir vu les lieux litigieux eux-mêmes. M. le juge de paix saisi de la contestation a jugé en fait que ces travaux étaient inefficaces à assurer au demandeur la possession de ces

eaux. Dans ces conditions il devait nécessairement rejeter la complainte. Jugé que la possession, par le propriétaire inférieur, d'eaux sorties du fonds supérieur où elles prennent naissance n'a pas le caractère d'une possession utile à prescrire, s'il est prouvé que le propriétaire supérieur n'a pratiqué une issue à ces eaux que pour s'en débarrasser, quand il ne juge pas à propos de s'en servir et d'en disposer (Cass., 18 mars 1857, *ANNALES*, 1857, p. 262). Jugé aussi que la prescription des eaux de source ne s'acquiert, et que, par suite, l'action possessoire n'est admise qu'à la condition que les ouvrages apparents destinés à faciliter la chute et le cours de l'eau vers le fonds inférieur sont l'œuvre du propriétaire inférieur et se trouvent faits et terminés sur le fonds servant. Cass., 11 août 1856, *ibid.*, p. 114.

C. M.

ARTICLE 898.

Justice de paix d'Aillant-sur-Tholon (Yonne).

Président : M. BERTHELENOT,
juge de paix.

26 mars 1873.

Bornage. — Arrière-voisins. — Frais.
— *Demande reconventionnelle en 150 francs de dommages-intérêts. — Demande non sérieuse. — Compétence en dernier ressort du juge de paix.*

Le juge de paix saisi d'une demande principale inférieure à 100 francs et d'une demande reconventionnelle supérieure à ce chiffre est compétent pour statuer sur le tout en dernier ressort, s'il est manifeste que la demande reconventionnelle n'est pas sérieuse et n'a été formée que dans le seul but d'échapper à la juridiction en dernier ressort du juge de paix.

L'arrière-voisin mis en cause dans une

action en bornage est tenu du paiement de la part de frais régulièrement mis à sa charge.

Un sieur Morisson intente une action en bornage contre deux de ses voisins. Jugement à la date du 4 septembre dernier, qui ordonne l'opération, et autorise la mise en cause des arrière-tenants. Des difficultés étant à craindre, cette mise en cause a lieu régulièrement par exploit d'huissier. Plus tard un arrangement amiable intervient ; le sieur Fèvre, l'un des arrière-voisins appelés, se refuse à payer sa quote-part des frais judiciaires, montant à 6 francs. Appelé d'abord à l'audience de conciliation, dans laquelle le magistrat lui exprime énergiquement son avis, il se laisse citer à l'audience du 26 mars 1873, et pose des conclusions dans lesquelles il déclare persister dans son refus, en contestant l'utilité des frais faits, puis, sans exciper d'aucun préjudice, il se porte reconventionnellement demandeur en 150 francs de dommages-intérêts. — Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu les articles 1, 7 et 8 de la loi du 28 mai 1838, ensemble les articles 646 et 1382 du Code civil : — 1° En ce qui touche la demande principale : — Attendu qu'aux termes de l'article 646 du Code civil tout propriétaire peut contraindre son voisin au bornage de leurs terrains contigus, et que le bornage se fait à frais communs ; — Que la mise en cause des arrière-voisins est presque toujours une conséquence forcée de l'action en bornage, et doit être régie par les mêmes principes ; que si dans la pratique cette mise en cause a lieu d'ordinaire au moyen d'un simple

avertissement de l'arpenteur, le demandeur a le droit incontestable, surtout lorsque des difficultés sont à craindre, d'appeler régulièrement les parties par ministère d'huissier ; — Que la procédure suivie dans l'espèce est donc régulière, et que les frais n'ont rien de frustratoire ; que du reste ils ont été acquittés par les autres parties en cause ; — 2° En ce qui touche la demande reconventionnelle en 150 francs de dommages-intérêts : — Attendu qu'aux termes de l'article 1382 du Code civil deux éléments sont nécessaires pour donner lieu à une réparation civile : une faute de la part de l'agent et un préjudice causé à autrui ; qu'on ne peut être en faute quand on ne fait que ce qu'on a le droit de faire, *quod jure factum est* ; que Morisson, dans l'espèce, en réclamant au défendeur l'exécution d'une obligation établie par la loi, n'a pas outre-passé son droit ; qu'en exerçant ce droit il n'a causé à Fèvre aucun préjudice matériel, que ce dernier n'en parle même pas dans ses conclusions écrites ; que, s'il résulte de la poursuite un préjudice moral pour le défendeur, il ne pourra s'en prendre qu'à son obstination à suivre la voie fâcheuse dans laquelle il s'est engagé ; qu'ainsi donc la demande reconventionnelle manque de base, que son exagération même, véritablement ridicule, démontre bien clairement que Fèvre, connaissant notre avis sur le litige, n'a eu d'autre préoccupation que de soustraire la cause à notre compétence en dernier ressort ; — 3° En ce qui concerne cette compétence : — Attendu que tout ce qui touche aux juridictions est d'ordre public et qu'il n'appartient à qui que ce soit, directement

ou indirectement, de s'y soustraire et d'en changer l'ordre établi par la loi ; — Attendu, il est vrai, qu'aux termes de l'article 8 de la loi du 25 mai 1838, lorsque l'une des demandes n'est susceptible d'être jugée qu'à charge d'appel, le juge de paix ne prononce sur toutes deux qu'en premier ressort ; — Mais que, pour bien apprécier l'esprit d'une loi, il faut étudier cette loi tout entière, et s'inspirer en outre de l'ensemble de la législation dont elle fait partie ; — Que le principe dominant entre tous, dans les lois qui réglementent les modestes litiges soumis à la compétence des juges de paix, est l'économie : économie de temps, économie de frais ; — Que le but du législateur serait souvent manqué, s'il était permis à un plaideur opiniâtre, au moyen d'une demande reconventionnelle, si ridicule et si peu fondée qu'elle puisse être, d'imposer à son adversaire, dans un procès relatif à une somme de 6 francs, les délais et les frais considérables d'une instance devant le Tribunal civil, et d'éluder ainsi l'esprit de la loi en en interprétant judaïquement les termes ; — Que, pour appliquer à la lettre l'article 8, il nous paraît donc essentiel que la demande reconventionnelle ait une base légale, ou tout au moins un caractère sérieux, ce qui n'existe pas dans l'espèce ; — Que ces principes ont été adoptés par une jurisprudence respectable, notamment par la Cour d'appel de Pau, dans deux arrêts des 10 mai 1853 et 13 décembre 1854 ; — Par ces divers motifs, statuant par jugement contradictoire *en dernier ressort* ; — Condamnons Fèvre à rembourser à Morisson la somme de 6 fr. 90, montant de la demande ; ensemble tous

intérêts de droit ; déclarons le défendeur non recevable dans sa demande reconventionnelle et le condamnons en tous les dépens. »

Observations. — Nous ne pouvons approuver la doctrine de M. le juge de paix du canton d'Aillant, quelque sage et pratique qu'elle paraisse en fait. Sans doute on comprend que le magistrat saisi d'une demande reconventionnelle non sérieuse, dont le but certain et peu dissimulé est uniquement d'échapper à sa juridiction en dernier ressort, hésite à donner gain de cause à ce calcul et à favoriser l'esprit de chicane et la mauvaise foi en ouvrant au plaideur entêté la voie de l'appel contre sa décision. Toutefois l'article 8 de la loi de 1838 est tellement exprès et formel dans ses termes, qu'il ne nous semble pas possible de l'éluder. La compétence, en justice de paix, se règle non sur ce qui est réellement dû, mais sur ce qui est demandé. Aussi a-t-il été formellement jugé par la Cour de cassation que la décision rendue sur une demande principale ne dépassant pas le taux du dernier ressort et sur une demande reconventionnelle supérieure à ce taux, demeure susceptible d'appel, alors même que cette seconde demande serait déclarée non sérieuse. Cass., 11 janvier 1865.

Au surplus il faut remarquer que le juge de paix, par le fait qu'il qualifie sa décision de « jugement en dernier ressort, » n'atteint même pas le but qu'il se propose, de fermer au plaideur de mauvaise foi tout recours contre sa décision. En effet celui-ci peut encore en appeler, ne fût-ce que pour faire juger par le Tribunal d'arrondissement la question de sa-

voir si, en l'espèce, le juge a bien ou mal appliqué la disposition de l'article 8 ; en autres termes, il sera toujours admis à faire statuer sur la question préalable de la recevabilité de son appel. Nous croyons donc qu'à tous les points de vue il faut s'en tenir à l'application exacte de l'article 8 précité. A. B.

ARTICLE 599.

Justice de paix du canton d'Astafort
(Lot-et-Garonne).

Président : M. PETIT-LAFITTE,
juge de paix.

10 mars 1873.

Action personnelle. — Haie. — Elagage.
Hauteur. — Tontes. — Usage local.

Indépendamment de son élagage au cas prévu en l'article 672 du Code civil, toute haie doit toujours être tondue conformément aux usages locaux et de manière à n'avoir que sa hauteur ordinaire, obligation qui résulte implicitement de l'article 671 et par argumentation des articles 1159 et 1160 du même Code.

Ainsi décidé,

Par M. le juge de paix du canton d'Astafort, suivant jugement du 10 mars dernier, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Oui les parties en leurs dires et conclusions, et M^e Mantels, avocat du barreau d'Agen, en sa plaidoirie pour le défendeur ; — En fait : — Attendu qu'il est constant au procès que le sieur Labeau, en sa qualité de fermier, jouit et exploite au lieu de Gimet, en la commune de Layrac, canton d'Astafort, diverses natures de fonds dépendant du corps de biens de même nom, contiguës du levant, du midi et du nord à une parcelle de terre en culture de labour et jouasses,

appartenant au sieur François Sarramiac, demandeur, et que, sur ces divers fonds, M. Henri Sarramiac, bailleur du défendeur, ou ses auteurs, y ont planté une haie vive d'aubépine comme clôture ; — Attendu que cette haie se trouve être plantée à la distance légale établie en l'article 671 du Code civil, de la pièce ou parcelle de terre de François Sarramiac, c'est-à-dire à 50 centimètres, ainsi que le reconnaissent toutes les parties, mais que, depuis trois ans, n'ayant été ni élaguée ni tondue par Labeau, fermier, et ce, contrairement à l'usage par lui et ses devanciers pratiqué jusqu'alors, et malgré les invitations amiables à lui faites à ce sujet, elle se trouve aujourd'hui avoir fait de nombreuses pousses latérales diminuant considérablement la distance légale et avoir, en même temps, atteint une très-grande élévation, dont l'ombrage ne peut que nuire aux intérêts du demandeur, faits préjudiciables qui n'existeraient point si, par un bon aménagement, le défendeur eût conservé et maintenu à cette clôture ses dimensions habituelles ; — En droit : — Attendu qu'aucune question de propriété n'a été prouvée ni prétendue de la part des parties ; que, dès lors, l'action résultante de l'exploit introductif d'instance du 5 du présent mois, est et demeure seule et principale ; — Vu l'article 5 de la loi du 25 mai 1838, qui nous rend compétent en l'espèce ; — Attendu que, quoique la haie dont il s'agit se trouve plantée à la distance légale de la pièce ou parcelle de terre de François Sarramiac, c'est-à-dire à 50 centimètres, il n'en existe pas moins certaines obligations relativement à sa tenue et à

sa direction ; que, notamment, il est d'ordre public et surtout d'intérêt privé que toute haie vive, pour conserver son caractère de haie, doit être taillée en tous sens dans ses rapports de contiguïté, aux saisons et époques périodiques d'usage, conformément aux règlements et usages locaux, et à leur défaut, suivant les dispositions des articles 671 et 672 du Code civil ; — Attendu que l'élagage des haies a lieu habituellement dans ce pays-ci chaque trois ans, à la même saison que celle de la taille des arbres ; que, dès lors, Labeau, agissant et persistant à agir ainsi qu'il prétend vouloir le faire, contrevient aux susdits usages et dispositions réglementaires, dont le motif déterminant est puisé dans ce principe de justice qui, comme règle à suivre partout et surtout où des intérêts divers se trouvent en trop grand contact, prescrit qu'aucun acte ne doit jamais être commis dans un but dommageable à autrui ; — Vu l'article 671 du Code civil ; — Attendu que, quoique cet article, relativement aux haies, ne parle que de la distance à observer pour leur plantation, il n'en résulte pas moins l'obligation implicite de les tondre aux époques et selon les aménagements d'usage ; que cette déduction est toute naturelle, rigoureusement conforme à l'esprit de la loi et à la pensée du législateur qui, en réduisant à 50 centimètres la distance à observer pour la plantation des haies, n'a eu pour but, cette fixation de terrain laissé vide lui ayant paru suffisante, que de préserver les propriétés contiguës, du préjudice que pourrait amener le trop grand rapprochement de telles clôtures, et qu'agir contrairement, sous le pré-

texte du silence de la loi, serait, ainsi que l'enseignent M. Pardessus dans son *Traité des servitudes*, p. 298 ; M. Perrin, dans son *Code sur la contiguïté*, p. 348, n° 1975 ; M. Dalloz, t. XII, p. 52, et M. Demolombe, dont l'opinion fait jurisprudence, dans son *Traité sur les servitudes*, t. I, p. 522, n° 494, vouloir s'affranchir des obligations qu'imposent le respect de la chose d'autrui et les bons rapports de voisinage ; que, dans l'espèce, il est de toute évidence que, pour Labeau, en laissant croître aujourd'hui la haie dont s'agit dans tout son développement et que lui-même déjà avait toujours tenue en bon aménagement, c'est de sa part faire acte de mauvais voisin, vouloir enfreindre lesdites prescriptions réglementaires, détruire le caractère de la haie, qui doit toujours demeurer haie, et se placer de la sorte, par un tel abus du droit de propriété, dans l'obligation de la distance de 2 mètres applicable aux arbres à haute tige ; — Attendu ensuite qu'il est de pratique constante qu'en matière d'interprétation la loi doit toujours être entendue dans le sens le plus utile et le plus en harmonie avec les usages du pays où elle reçoit son application, ce qui aussi, par argumentation, résulte des articles 1159 et 1160 du Code civil ; — Vu enfin, quant au préjudice éprouvé par le demandeur, que les prescriptions et obligations réglementaires susdites trouvent, pour raison de leur inobservation, leur sanction réparatrice dans les dispositions de l'article 1382 du Code civil ; — Par ces motifs, statuant en dernier ressort, ordonnons à Labeau d'élaguer et tondre, dans les trois jours de la signification du pré-

sont jugement, la haie dont s'agit ; de manière à ce que la distance légale soit dégagée, entièrement libre et que sa hauteur ne dépasse point celle de 1^m,25, et faute de ce faire dans ledit délai, autorisons François Sarramiac à le faire aux frais du défendeur ; — Et pour le préjudice causé au demandeur, condamnons Labeau à 10 francs de dommages-intérêts et, en outre, le condamnons aux dépens. »

Observations. — Il est certain qu'une haie qu'on laisserait monter à l'infini perdrait son caractère de clôture, puisqu'elle viendrait à se dégarnir par le bas, et par suite à laisser des intervalles et des vides. Les usages locaux ont en général pourvu à ce que les haies soient maintenues à une hauteur maximum qui les rende utiles, sans qu'elles puissent devenir une source de préjudice et de difficultés entre voisins. C'est d'un usage de ce genre que M. le juge de paix du canton d'Astafort a fait une juste application, en appréciant souverainement, comme il en avait le droit, l'existence et la notoriété de cet usage. A. B.

ARTICLE 600.

Tribunal de simple police de Lesparre (Gironde).

Président : M. LEBEUF, juge de paix.

20 novembre 1872.

Pacage. — Garde à vue. — Communaux. — Délimitation administrative. — Question préjudicielle. — Bornage. — Sursis. — Partie civile. — Dommages-intérêts.

Lorsqu'un sursis a été accordé à un prévenu de contravention et un délai imparti pour faire juger la question préjudicielle de

propriété par lui soulevée, il y a lieu pour le Tribunal de statuer et de prononcer la peine encourue, lorsqu'il est certain que dans le délai accordé le prévenu n'a fait aucune diligence pour faire statuer sur l'exception par les juges compétents.

Spécialement, lorsque le maire de la commune à laquelle appartiennent les prévenus est intervenu et a, au nom de la commune, demandé qu'il lui fût accordé un sursis jusqu'à ce qu'il ait été statué par la juridiction civile sur une instance en bornage ou au pétitoire, ce maire, alors qu'il n'a pas fait statuer sur ses prétentions dans le délai qui lui a été accordé, n'est pas recevable à demander un nouveau sursis.

Le fait par les habitants d'une commune de mener leurs bestiaux sur un territoire appartenant à une autre commune, ou dont celle-ci a la possession, constitue la contravention prévue et punie par l'article 479, n° 10, du Code pénal.

Le maître du troupeau qui a été mené sur ce territoire est civilement responsable du fait de son gardien, et peut être condamné à des dommages-intérêts envers la commune plaignante.

Toutefois, en présence des demandes de sursis portées devant lui et de la contestation soulevée sur le fond du droit, le juge peut, tout en prononçant les condamnations encourues, en suspendre l'exécution et ordonner que les amendes, dommages-intérêts et restitutions seront versés à la Caisse des dépôts et consignations pour être remis à qui il sera ordonné par le Tribunal qui statuera sur le fond du droit.

Entre les communes de Vendays et Vensac il y a eu depuis longues années une délimitation territoriale par l'autorité administrative; cette délimitation n'a pas été attaquée par la commune de Vensac.

Depuis cet acte administratif, la commune de Vendays a toujours possédé son territoire ainsi délimité avec la commune de Vensac.

En 1871, les habitants de la commune de Vensac conduisirent leurs troupeaux sur le territoire de Vendays et de nombreux procès-verbaux furent dressés par le garde cham-

pêtre de Vendays contre les contrevenants.

Sur les poursuites du maire de Vendays et du ministère public devant le Tribunal de police de Lesparre contre les contrevenants, le maire de Vensac intervint, et demanda un sursis pour faire juger la question de propriété entre les deux communes, nonobstant la délimitation administrative ; ce sursis fut accordé et un délai fixé pour faire juger la question préjudicielle de propriété.

Au lieu de saisir les juges compétents de la question pétitoire ou possessoire, le maire de Vensac saisit le juge de paix de Saint-Vivien de la question de possession ; sur l'appel qui fut fait de ce jugement comme incompétemment rendu, le Tribunal de Lesparre, après constat des lieux, décida que le terrain sur lequel les contraventions avaient été commises était dans le territoire de la juridiction du juge de paix de Lesparre et renvoya les parties devant qui de droit.

Trente-six contraventions nouvelles ayant encore eu lieu sur le même territoire de la commune de Vendays, le maire de ladite commune et le commissaire de police ont cité les contrevenants devant le Tribunal de police de Lesparre pour être punis conformément à la loi.

Sur ces nouvelles poursuites, le maire de Vensac est encore intervenu et a demandé un nouveau sursis, qui lui a été refusé par les motifs énoncés dans le jugement qui suit :

Premier jugement.

« LE TRIBUNAL : — Attendu que par trente-six procès-verbaux dres-

sés à diverses époques dans les mois de juillet, août et septembre derniers contre Gabrielle Ernon, Bourgeaud père, Martin Bourgeaud, Pierre Bourgeaud, Gabrielle Lucas, Auguste Bosq fils et père, Gabrielle Bernard, Eymon et Sonet pour fait de dépaissance sur ses communaux, la commune de Vendays a cité, par acte du 28 septembre dernier, les susnommés en réparation civile devant le Tribunal de simple police ; — Que sur ces citations est intervenu le maire de Vensac, qui pour profit de son intervention a demandé qu'il fût accordé un sursis jusqu'à ce qu'il fût statué par la juridiction civile sur une instance en bornage ou au pétitoire que la commune de Vensac se proposait d'intenter contre la commune de Vendays et pour laquelle elle avait fait une demande en autorisation auprès du conseil de préfecture ; — Attendu qu'entre la commune de Vendays et celle de Vensac il y a, depuis longues années, délimitation administrative de leur territoire ; que cette délimitation n'a pas été attaquée ; que s'il est vrai, en droit, que cette délimitation administrative entre deux communes voisines n'ait aucune influence quant à l'exercice de leurs droits respectifs sur les terrains délimités devant la juridiction civile, il faut reconnaître que, jusqu'à ce que cette juridiction ait été appelée régulièrement à apprécier ces droits respectifs soit sur la propriété, soit sur la possession, l'acte administratif doit conserver toute sa force ; — Attendu que la nature de la demande en bornage, en projet seulement, auprès de l'autorité administrative par la commune de Vensac ne peut être actuellement appréciée et ne peut même donner

qualité au maire pour intervenir sans autorisation ; que la justice, d'ailleurs, ne peut savoir si à cette action en projet il y aura une action en délimitation jointe à l'action en bornage par application de titres, ou si cette action devra se renfermer dans l'état actuel de la possession fixée par la délimitation administrative ; que la demande en sursis, comme toute question préjudicielle, devant être fondée sur des titres sérieux ou sur des faits possessoires équivalents, on ne peut d'ores et déjà voir rien de sérieux dans la demande de la commune de Vensac auprès du conseil de préfecture, qui peut lui refuser sur le tout ou accorder seulement dans certaines limites l'autorisation d'actionner la commune de Vendays ; — Attendu que la demande en bornage telle quelle ne peut d'ores et déjà faire perdre à la commune de Vendays les bénéfices de la règle : *possideo, quia possideo* ; que sa possession, en effet, est hors de doute sur le terrain en litige, ainsi que l'a constaté M. le juge-commissaire désigné par le Tribunal et assisté d'un expert ingénieur ; que cette possession découle d'une délimitation administrative de son territoire qui doit être respectée tant qu'il n'y aura pas décision contraire de la juridiction civile ; — Attendu que des sursis ont déjà été accordés à la commune de Vensac, qui n'a pas encore régulièrement nanti, depuis le mois d'août 1871, la juridiction civile de ses prétentions soit à la propriété ou copropriété, soit à la possession ou copossession des terrains en litige ; que les nouveaux sursis qu'elle réclame ne feraient que perpétuer des luttes dont les conséquences pourraient être

funestes entre les habitants des deux communes ; — Attendu, d'ailleurs, qu'en présence des diverses circonstances que peuvent révéler les débats et l'appréciation des contraventions, le Tribunal peut, tout en prononçant les condamnations nécessitées dans l'intérêt de tous, en arrêter l'exécution et déclarer que les amendes, dommages-intérêts et autres restitutions seront versés à la Caisse des dépôts et consignations pour être remis à qui il sera ordonné par le Tribunal qui statuera sur le fond du droit, si la commune de Vensac, en fin de cause, par suite d'autorisation, se trouve avoir droit ; — Que, par cette mesure, tout conflit entre les habitants se trouve arrêté ; — Par ces motifs, dit n'y avoir lieu à accorder le sursis demandé par le maire de Vensac contre l'action intentée devant le Tribunal de police en réparation civile par la commune de Vendays contre les nommés Gabrielle Ernon, Bourgeaud père, Martin Bourgeaud et autres, et condamne le maire de Vensac, en la qualité qu'il est pris, aux dépens. »

Et à la suite est intervenu contre les contrevenants un jugement dont voici les termes :

Deuxième jugement.

« LE TRIBUNAL : — Attendu que par procès-verbaux des 1^{er}, 29, 31 juillet ; 6, 12, 16 août ; 16, 9 et 14 septembre derniers, il a été constaté que Martin Bourgeaud a fait conduire ses bestiaux par son gardeur Duret sur les propriétés communales de Vendays, délimitées administrativement depuis longues années et sans contestation ; — Que le maire de Ven-

days, en sadite qualité, a fait citer le 4 octobre dernier le gardeur Duret et Martin Bourgeaud, comme civilement responsable, devant le Tribunal de police en 250 francs de dommages-intérêts pour les diverses contraventions mentionnées dans les procès-verbaux ci-dessus relatés ; — Que le ministère public est intervenu dans l'instance et a demandé l'application de l'article 479 du Code pénal et la condamnation à l'amende de 11 francs pour chaque contravention ; — Attendu que les contraventions que l'article 24, tit. II, de la loi du 28 septembre 1791 punissait de peines indéterminées ou proportionnées au dédommagement dû sont aujourd'hui punies par l'article 479, n° 10, du Code pénal révisé en 1832, d'une amende de 11 à 15 francs, et rentrent, dès lors, dans la compétence du Tribunal de simple police, n'importe le chiffre des réparations civiles réclamées, *in limine litis*, par la partie lésée ; — Attendu que, quoique les procès-verbaux constatent qu'il y ait eu garde à vue par ordre formel de Martin Bourgeaud, cette circonstance, par elle-même, ne détruit pas la contravention prévue par l'article 479 du Code pénal ; que cet article, qui n'est que la reproduction textuelle de l'article 24 de la loi de 1791 abrogé, se sert des termes généraux : *conduire des bestiaux sur le terrain d'autrui*, à la différence de l'article 26 de la loi de 1791 qui spécifie la garde à vue *dans les récoltes d'autrui*, et qu'il déclare passible d'une peine correctionnelle ; — Que, pour mieux comprendre toute l'économie de l'article 479 du Code pénal, il faut reconnaître avec la Cour de cassation que, par le mot *récoltes*, on doit en-

tendre les fruits naturels de la terre préparés par le travail de l'homme et par lui recueillis pour ses besoins actuels ou futurs et que, dès lors, on ne peut appeler de ce nom les produits spontanés de la terre qui ne peuvent servir qu'au pâturage des animaux et consommés sur place, comme dans l'espèce ; — Attendu, d'un autre côté, que, quoique les contraventions constatées remontent en partie à plus d'un mois avant la citation donnée le 28 septembre dernier, la prescription d'un mois, aux termes de l'article 8 de la loi de 1791, est sans application, puisque d'après l'article 640 du Code d'instruction criminelle, toutes les contraventions prévues par le Code pénal ne se prescrivent que pour un an ; — Attendu que, par application de ces principes, il n'y a plus qu'à apprécier les faits reprochés soit au point de vue pénal sur les réquisitions du ministère public, soit au point de vue des réparations civiles réclamées par le maire de Vendays ; — Qu'il est certain que Martin Bourgeaud, par sa persistance opiniâtre depuis 1871 à méconnaître les droits de la commune de Vendays tels qu'ils ont été fixés par la délimitation administrative, en faisant conduire fréquemment ses troupeaux sur le terrain constaté par le Tribunal lui-même être dans le territoire de Vendays, montre qu'il n'a aucun respect ni pour les droits certains de la commune de Vendays ni pour les décisions de la justice même ; qu'une telle persistance peut faire naître des suites funestes que la justice doit prévenir en mettant Martin Bourgeaud en garde contre des excitations dont il pourrait ou d'autres devenir les tristes victimes ; qu'une

peine doit donc être appliquée pour qu'à l'avenir les contraventions reprochées ne se renouvellent pas, aussi bien dans l'intérêt de Bourgeaud que dans l'intérêt public ; — Attendu, néanmoins, qu'il appartient au juge, tout en prononçant les condamnations encourues, d'en suspendre l'exécution, par suite de l'appréciation des circonstances de la cause, et déclarer que les amendes, dommages-intérêts et restitutions seront versés à la Caisse des dépôts et consignations pour être remis à qui il sera ordonné par le Tribunal qui statuera sur le fond du droit, si la commune de Vensac obtient l'autorisation par elle demandée d'agir contre la commune de Vendays en revendication des terrains sur lesquels les contraventions ont eu lieu, et si en fin de cause ses terrains lui sont attribués par la juridiction civile contre la délimitation administrative opérée entre les deux communes ; — Par ces motifs, jugeant par défaut, faisant application de l'article 479, n° 10, du Code pénal, lequel est ainsi conçu : « Ceux qui « mèneront sur le terrain d'autrui « des bestiaux de quelque nature « qu'ils soient seront punis d'une « amende de 11 à 15 francs, » condamne, sur les réquisitions du ministère public, Duret, gardeur de Martin Bourgeaud, à 11 francs d'amende pour chaque contravention constatée par les procès-verbaux des 1^{er}, 29 juillet ; 6, 12, 16 août ; 16, 9 et 12 septembre derniers, et à 50 francs de dommages-intérêt envers la commune de Vendays et aux dépens ; condamne Bourgeaud, comme civilement responsable de son gardeur, en paiement de 50 francs de dommages-intérêts et aux dépens ; dit néan-

moins qu'aux termes de l'article 182 du Code forestier, lesdites amendes, dommages-intérêts et dépens prononcés seront versés à la Caisse des dépôts et consignations pour être remis à qui il sera ordonné par le Tribunal qui statuera sur le fond du droit en litige entre les communes de Vensac et Vendays ; — Fixe à trois jours la contrainte par corps contre le prévenu Duret en cas de non-paiement de l'amende et des frais prononcés contre lui. »

Observations. — Il est de principe consacré par une jurisprudence aujourd'hui constante que, lorsque les délais du sursis obtenu par le prévenu pour faire statuer au civil sur la question préjudicielle de propriété qu'il a soulevée sont expirés sans qu'il soit justifié de diligences faites pour saisir la juridiction compétente, le juge de police doit passer outre et condamner le prévenu aux peines de la contravention. — Jugé dans le sens des jugements qui précèdent, qu'il n'appartiendrait pas même aux juges d'appel d'accorder un nouveau délai sous prétexte que l'action civile serait enfin engagée. Ceux-ci doivent se borner à suspendre l'exécution et déclarer que le montant des amendes et restitutions sera versé à la Caisse des dépôts et consignations pour être remis à qui il sera ordonné par le Tribunal qui statuera sur le fond du droit. Cass., 6 août 1868, ANNALES, 1869, p. 249. — Voir aussi Cass., 4 décembre 1857, *ibid.*, 1860.

C. M.

ARTICLE 601.

Tribunal de simple police de Conflans
(Meurthe-et-Moselle).

Président: M. BASIN, juge de paix.

18 septembre 1873.

*Passage sur le terrain d'autrui planté et
ensemencé. — Enclave. — Construc-
tions. — Tour d'échelle. — Indemnité. —
Droit de clôture.*

Le droit de tour d'échelle n'a pas été consacré par le Code civil, et n'est plus par conséquent une servitude légale.

Encore bien qu'il soit établi aux débats qu'un propriétaire a exercé sur la propriété de son voisin un passage durant l'hiver et alors que le terrain n'était ni préparé ni ensemencé, et qu'il a payé l'indemnité pour ce fait, il ne s'ensuit pas que ce propriétaire soit autorisé, pour compléter des travaux commencés, à passer de nouveau sur ce terrain, alors qu'il est chargé de récoltes.

Un tel fait constitue la contravention prévue et punie par l'article 475, n° 9, du Code pénal.

Un procès-verbal a été dressé contre Joseph Lauberteaux et dix autres ouvriers maçons pour la contravention de passage sur un terrain chargé de récoltes.

Traduits devant le Tribunal de simple police de Conflans, les prévenus ont déposé les conclusions suivantes : « Considérant qu'aux termes de l'article 647 du Code civil tout propriétaire peut clore son héritage ; que la loi voit avec une telle faveur ce droit si précieux pour l'agriculture, que non-seulement elle permet à chacun de se clore, mais que dans les villes et faubourgs elle permet à chacun de contraindre son voisin à contribuer aux constructions et réparations de la clôture faisant séparation de leurs maisons, cours et

jardins ; d'où il résulte clairement que le droit de se clore avec toutes ses conséquences doit être accueilli avec la plus large interprétation et que la loi ne peut voir qu'avec défaveur une opposition qui contrarie ses vues et qui ne se justifie par aucun intérêt. — Considérant que ce droit de clôture cependant deviendrait impossible pour toutes les petites propriétés, si nombreuses à la campagne, si l'on était obligé de laisser tout autour et au dehors de son mur le terrain nécessaire pour la construction et la réparation de ce mur ; — Que ce terrain ainsi réservé pour un usage qui ne se présente qu'à des intervalles presque séculaires, ne pourrait plus servir qu'à entretenir des procès entre les deux voisins et occasionnerait à l'un d'eux une perte hors de toute proportion avec l'inconvénient, supporté par l'autre, de fournir une fois dans sa vie peut-être un passage, moyennant indemnité ; — Qu'il est évident que la loi, si favorable au droit de clôture dans les villes et faubourgs, n'a pas voulu le rendre impraticable dans les campagnes où il est non moins nécessaire, qu'on peut donc dire qu'il est dans l'esprit de la loi, lorsqu'elle n'impose pas à un voisin l'obligation de contribuer aux frais de la clôture, de lui imposer au moins la servitude de passage, moyennant indemnité ; — Que cela résulte des termes mêmes de l'article 656 du Code civil, qui laisse à la charge d'un seul les réparations et reconstruction d'un mur mitoyen lorsque l'autre propriétaire a renoncé à la mitoyenneté, et qui lui accorde le droit par conséquent de passer sur le terrain voisin, s'il le faut, pour faire ces réparations et

reconstruction ; — Qu'il en est de ce droit comme de puiser de l'eau à la fontaine d'autrui qui emporte nécessairement le droit de passage (art. 696, C. civ.) ; — Considérant qu'il ne s'agit même plus, pour M. Clerre, de savoir s'il a le droit de passer sur le terrain de M^{me} Noël pour construire son mur, puisqu'il est construit, mais seulement pour le crépir et le couronner, c'est-à-dire pour lui donner le complément nécessaire à sa solidité et à sa conservation ; — Considérant que M. Clerre, n'eût-il pas le droit de passer sur le terrain Noël pour construire son mur, qu'il l'aurait pour le crépir ; par la même raison que la loi permet de passer sur le terrain d'autrui en cas d'enclave et en cas de nécessité ou de force majeure ; — Qu'il est d'une impossibilité manifeste, en effet, de crépir un mur de séparation du côté du voisin sans passer sur son terrain ; — Que le droit de passage sur le terrain d'autrui pour crépir un mur résulte donc de la loi elle-même, qui ne peut voir cette opération avec moins de défaveur que la rentrée d'une petite récolte enclavée, ou la situation d'un voyageur embourbé ; — Que le droit ne résultât-il pas de la loi, il résulterait forcément de la construction même du mur et de l'autorisation même tacite que le voisin aurait donnée ; — Considérant que M. Noël, alors vivant, a donné à M. Clerre l'autorisation la plus formelle de passer sur son terrain avec chevaux et voitures et d'y déposer les matériaux nécessaires à la construction de son mur, sauf indemnité, ce qui est reconnu par les parties et ce qui a eu lieu ; que cette autorisation s'applique évidemment à tous les

travaux nécessaires à l'entière exécution de ce mur, compris le crépi et le couronnement, qui en sont le complément indispensable ; — Qu'autrement il faudrait dire que M. Noël aurait pu, s'il lui en avait pris fantaisie, arrêter les travaux pendant le cours de leur exécution, ce qui est inadmissible ; — Considérant au surplus que le droit de passage n'est pas positivement contesté par M^{me} Noël, qui prétend seulement qu'il n'aurait dû être exercé que lorsque son terrain, qui est en nature de chènevière, aurait été dépouillé de ses récoltes ; — Considérant à cet égard que, du moment où ce droit existe en faveur de M. Clerre, soit en vertu de la loi, soit en vertu de l'autorisation de M. Noël, ce droit ne peut être soumis à aucune restriction que ni la loi ni la convention n'ont prévue ; qu'il ne peut surtout être soumis à une restriction dont le résultat serait de l'annuler complètement ou de l'abandonner au caprice du voisin ; — Considérant, en effet, qu'il est de notoriété publique qu'on ne peut crépir un mur dans de bonnes conditions que dans la bonne saison ; que cette opération se fait en pure perte, ou à peu près, si elle a lieu à une époque trop avancée de la saison, à l'époque par exemple où se rentrent ordinairement les récoltes des chènevières ; — Que le droit de passer sur le terrain d'autrui pour y crépir implique forcément le droit d'y passer alors même qu'il serait couvert de récoltes au moment où cette opération doit se faire ; — Qu'il n'y a là évidemment qu'une simple question de dommages-intérêts ; qu'il n'en résulte aucune convention, puisqu'elle n'est autre chose que l'exercice d'un droit reconnu par

la loi, auquel s'est ajouté le cas présent, l'autorisation formelle du propriétaire ; — Considérant que si la prétention de M^{me} Noël était fondée, le droit dont il s'agit cesserait d'exister, puisqu'avec des récoltes tardives et un peu de mauvais vouloir un voisin pourrait interdire l'accès de sa propriété jusqu'au moment où il serait devenu impossible de procéder à une opération pour laquelle il faut saisir à la fois le moment favorable et les ouvriers quand on les a sous la main, ce qui arrive rarement ; — Qu'il pourrait même se faire que ce droit ne pût jamais s'exercer, quand il arriverait par exemple, comme cela se rencontre dans l'espèce actuelle pour un autre voisin de ce mur, que le terrain soit en nature de pré, c'est-à-dire à l'état de production continue, ce qui prouve jusqu'à l'évidence que la prétention de M^{me} Noël de mesurer sur le cours des saisons ou sur sa propre volonté le temps où le droit de son voisin peut s'exercer est entièrement contraire à l'existence même de ce droit et n'a rien de fondé, puisqu'elle ne peut invoquer en sa faveur aucune disposition de la loi ; — Que fût-elle fondée en principe, ce qu'il est impossible d'admettre, cette prétention, au cas présent, devrait être rejetée, puisqu'elle est contraire à la permission formelle donnée par son mari à M. Clerre de passer sur son terrain pour construire le mur dont il s'agit, c'est-à-dire pour le construire entièrement et jusqu'à parfait achèvement ; — Considérant par conséquent qu'en passant sur le terrain Noël, pour crépir son mur, M. Clerre n'a fait qu'user du droit qu'il tenait soit de la loi, soit de l'autorisation de M. Noël, et que si ce

terrain se trouvait alors couvert de récoltes, comme il l'est encore aujourd'hui, cette circonstance ne constitue aucune contravention, mais peut seulement donner lieu à des dommages-intérêts que M. Clerre s'est toujours offert à payer ; — Annuler le procès-verbal dressé par le garde champêtre de Conflans, renvoyer le sieur Lauberteaux et consorts sans dépens. »

Le 18 septembre, jugement en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Après en avoir délibéré ; — Attendu qu'un procès-verbal, régulier en la forme, dressé par le garde champêtre de la commune de Conflans, à la date du 19 juillet 1872, constate que le nommé Lauberteaux et six autres ouvriers maçons sont passés sur une propriété en nature de chênèvière détentée par la veuve Noël, au moment où cette propriété était plantée de récoltes ; — Attendu que, pour se soustraire à l'action publique dirigée contre eux, les contrevenants ou M. Clerre, propriétaire de ladite pièce, excipent de l'état d'enclave de sa propriété et subsidiairement d'un consentement donné par le mari de la veuve Noël ; — Attendu que, s'il est vrai de reconnaître que, dans l'état des constructions édifiées par M. Clerre, il est obligé de passer sur la propriété de son voisin, il ne tient pas ce droit de la loi ; que si les anciennes coutumes accordaient au propriétaire qui voulait se clore un droit de tour d'échelle pour l'entretien de sa clôture, ce droit n'a pas été consacré par le Code civil ; que la jurisprudence n'est pas plus favorable à ce droit (Cass., 16 mars 1870) ; — Attendu

encore, bien qu'il soit établi aux débats que M. Clerre a exercé sur la propriété de M^{me} Noël un passage durant l'hiver et alors que le terrain n'était ni préparé ni ensemencé, fait qui ne pouvait donner lieu à l'action publique (Cass., du 2 juin 1875), que l'indemnité a été réglée entre les parties ; mais il ne ressort pas des mêmes débats que, lorsqu'il s'est agi de compléter ses constructions, un consentement au passage ait été accordé, que le contraire résulte du procès-verbal du garde champêtre ; — Attendu que si le législateur a entendu accorder aux propriétaires toutes les facilités pour se clore, il a voulu également protéger les propriétaires qui sont dans l'impossibilité de le faire ; — Que le complément des travaux exécutés par M. Clerre ne devait s'opérer qu'après avoir réglé la question de passage ou en reportant l'exécution des travaux à une époque où ils seraient moins dommageables ; que vainement il oppose des difficultés de faits qu'il n'a pas appliqués pour le complément de sa construction ; — Par ces motifs, vu les articles 475, n° 9, 463 du Code pénal et 162 du Code d'instruction criminelle, déclare la contravention constante, condamne les contrevenants en 1 franc d'amende chacun et aux dépens. »

Observations. — Sur la première question, voir dans le même sens notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Tour d'échelle*. — Sur la seconde question, il a été jugé que le prévenu de passage sur le terrain préparé ou chargé de récoltes appartenant à autrui peut être acquitté par un jugement qui se fonde sur une autorisation

verbale du propriétaire (Cass., 11 et 14 novembre 1861). Mais encore faut-il qu'il n'y ait aucun doute sur la nature et l'étendue de l'autorisation. Dans l'espèce actuelle le propriétaire avait permis le passage sur son champ en hiver, alors qu'il n'était ni préparé ni ensemencé, et que par suite le passage ne lui causait pas un préjudice sérieux. Mais cette autorisation ne pouvait être étendue au delà de ses termes exprès ; et les prévenus ne justifiant pas qu'elle eût été de nouveau accordée pour l'été, au moment où le terrain était chargé de récoltes, et où par suite le passage devenait essentiellement préjudiciable, il y avait nécessairement lieu d'appliquer la peine de la contravention. A. B.

ARTICLE 602.

Justice de paix du c. nord-est de Lille (Nord).

Président : M. NOUVEGLISE, juge de paix.

6 avril 1872.

Mitoyenneté. — Clôture forcée. — Propriétaires voisins. — Mur construit par un seul. — Action en paiement. — Question de propriété. — Incompétence du juge de paix.

Si la demande formée par l'un des voisins contre l'autre en paiement de la moitié de la valeur d'un mur mitoyen qu'il a seul fait construire, constitue une action personnelle et mobilière rentrant dans la compétence du juge de paix, lorsque la contestation ne porte que sur le chiffre de la demande et n'excède pas les limites prescrites par l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838, il n'en est pas de même lorsque cette demande implique, par les moyens de défense invoqués, la solution d'une question de propriété.

Le sieur Deroo a fait citer son voisin, le sieur Tournemaine, devant

M. le juge de paix du canton nord-est de Lille, en paiement d'une somme de 100 francs, pour prix de la mitoyenneté du mur séparatif de leurs propriétés, sises à Lille, rue aux Huiles.

Le défendeur répond qu'aux termes de la loi du 25 mai 1838 les juges de paix connaissent de toutes actions purement personnelles ou mobilières, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 100 francs ; — Que la juridiction de paix est une juridiction d'exception ; — Que l'action intentée par Deroo tend à l'acquiescement des charges réelles qui grèveraient l'immeuble de Tournemaine, (si la prétention était exacte et juridique, ce qu'il conteste), l'obligation de contribuer aux constructions des clôtures séparatives des propriétés, dans l'espèce ; — Que l'action intentée étant réelle et immobilière, il y a lieu pour le juge de paix de se déclarer incompétent.

Le demandeur réplique que, la clôture étant obligatoire dans les villes et faubourgs, en faisant construire le mur séparatif de leurs propriétés et en acquittant le prix, il a agi comme *negotiorum gestor* et que cette action est purement personnelle et mobilière. — Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant en premier ressort : — Attendu que, si la demande formée par l'un des voisins contre l'autre en paiement de la moitié de la valeur d'un mur mitoyen qu'il a seul fait construire, constitue une action personnelle et mobilière devant être soumise au juge de paix, lorsque la contestation ne porte que sur le chiffre de la demande, et rentre, par la somme réclamée, dans les prescriptions de

l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838, il n'en saurait être de même lorsque cette demande implique, par les moyens de défense invoqués, la solution d'une question de propriété ; — Attendu que, dans l'espèce, les débats auraient pour base, non le chiffre de la somme réclamée, mais le droit de mitoyenneté lui-même ; — Attendu que l'obligation de se clore, dans les villes et faubourgs, constitue un droit réel, une charge de la propriété, une obligation qui pèse sur les héritages contigus et qui les suit en quelques mains qu'ils passent ; — Attendu que le caractère des actions qui dérivent des contrats et des quasi-contrats se détermine par la nature des choses qui forment l'objet de l'action ; — Par ces motifs, nous déclarons incompétent ; etc. »

Observations. — Jugé déjà, dans une espèce contraire, mais dans le même sens, que l'action intentée par un propriétaire voisin afin d'acquiescer la mitoyenneté d'un mur, alors surtout que le droit même de l'acquiescer est contesté par le défendeur, est une action réelle qui, par sa nature, échappe à la compétence du juge de paix (justice de paix de Limonest, 17 octobre 1871, BULLETIN, t. VI, p. 300). — Le droit de mitoyenneté est réel et immobilier ; par suite le juge de paix ne peut connaître d'une contestation dans laquelle ce droit lui-même est engagé.

A. B.

ARTICLE 603.

Justice de paix du canton de Cysoing
(Nord).

Président : M. MANOUVRIEZ-CÉCILLE,
juge de paix (1).

17 décembre 1872.

Succession. — Payement des dettes. —
Action des créanciers contre les héritiers. — Obligation divisible. — Défaut de solidarité.

Les héritiers ne peuvent être condamnés solidairement en payement d'une dette de la succession pour une obligation divisible.

Ainsi décidé,

Par M. le juge de paix de Cysoing,
le 17 décembre 1872, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le sieur Mazingue a cité devant nous les quatre frères et sœurs Delannoy, défendeurs, pour les faire condamner solidairement à lui payer la somme de 136 fr. 80, montant de fournitures de tourteau et guano faites à leur père défunt, dont ils sont aujourd'hui les représentants, comme héritiers purs et simples ; — Attendu qu'en défense à la demande du sieur Mazingue, les deux frères Delannoy ont fait observer qu'ils avaient offert à ce dernier la moitié de ladite somme ; qu'ils ont ajouté qu'ils payeraient chacun leur quote-part du principal et des frais, mais rien de plus ; — Attendu que les deux autres défenderesses ont prétendu que leurs frères seuls devaient acquitter le prix total de ces livraisons, parce que leur père, débiteur, avait disposé en faveur de ceux-ci de la quotité disponible ;

(1) Actuellement juge de paix de Vimouliers (Orne).

qu'ils le devraient d'autant plus, que leurs frères, étant seuls restés à la ferme paternelle depuis dix ans, avaient pendant ce laps de temps profité d'une grande partie des produits des terres qui en dépendent ; — Attendu que le tourteau et le guano dont le prix est réclamé ont été répandus en 1871 sur les terres qui constituaient la créance légale du *de cujus* et doivent être partagées par portions égales entre les quatre défendeurs ; — Que, si les sœurs Delannoy pensent, comme elles l'ont déclaré, que le rapport à la succession des produits des terres encaissés, disent-elles, par leurs frères, est dû, elles pourront le demander incidemment au partage, l'exercice de la demande dudit rapport faisant partie des opérations de cet acte ; — Attendu que les héritiers sont tenus des dettes et charges de la succession *personnellement* pour leur *part et portion virile* ; que la division des dettes est obligatoire pour les créanciers chirographaires, qui ne peuvent s'y opposer ; — Attendu, enfin, qu'il s'agit, dans l'espèce, d'une obligation essentiellement divisible, qu'ainsi la demande de condamnation solidaire ne peut être accueillie ; — Par ces motifs, statuant à charge d'appel, condamnons chacun des défendeurs à payer personnellement au demandeur la somme de 34 fr. 25, plus au quart des dépens à ce jour et y compris le coût de la minute du présent jugement, les autres frais à la charge des parties qui les occasionneront par leur résistance. »

Observations. — Les héritiers sont tenus des dettes et charges de la succession, *personnellement* pour

leur *part et portion virile* (C. civ., art. 873), c'est-à-dire pour leur part héréditaire, sans égard au nombre des héritiers et sans considération de la valeur des biens que chacun d'eux a recueillis par le partage. Exemple : *Primus*, qui doit à *Secundus* 450 francs, vient à mourir, laissant deux enfants légitimes et un enfant naturel ; *Secundus* pourra réclamer, savoir : 50 francs à l'enfant naturel, qui n'a droit qu'à un neuvième dans la succession, et 200 francs à chacun des deux enfants légitimes, qui héritent du surplus.

La division des dettes est obligatoire pour les créanciers, qui ne peuvent s'y opposer ; ils ne peuvent poursuivre l'un des héritiers pour les portions des autres, même en cas d'insolvabilité reconnue de ceux-ci, l'article 876 ne s'appliquant pas aux dettes chirographaires.

Il suit de là que la condition du créancier se trouve empirée sans aucun fait de sa part, qu'il peut perdre une portion de sa créance, si une partie des héritiers sont insolvable, tandis que la succession qui représente son débiteur est très-solvable considérée en masse. Toutefois, le créancier peut éviter toutes chances de perte et conserver pour gage tous les biens provenant de la succession, en demandant la séparation des patrimoines (voir les articles 878 et suivants). Disons seulement que la demande en séparation des patrimoines n'est pas susceptible de conciliation. Le principe de la division des dettes posé par l'article 873 reçoit exception lorsqu'il s'agit d'une chose indivisible, ou d'une obligation qui n'est pas susceptible dans son acquittement de division, d'exécution partielle.

Jugé que la demande formée même en vertu d'une cause unique, pour une somme supérieure à 200 francs, contre plusieurs cohéritiers qui ne sont tenus de la dette que pour leur part et portion virile inférieure à ce taux, est de la compétence du juge de paix et non de celle du Tribunal d'arrondissement. Cass., 3 mai 1847, ANNALES, 1847, p. 497 ; Douai, 12 février 1848 ; ANNALES, 1^{re} série, t. I, p. 499 ; *contra*, Pau, 17 juin 1828 ; Turin, 7 prairial an XII ; Bruxelles, 9 frimaire an XIV.

Mais si une telle demande, dont pouvait connaître du reste sur appel le Tribunal de première instance, d'après la somme dont était tenu chaque héritier, a été formée de prime saut devant les juges du second degré, sans que le renvoi ait été demandé devant eux, l'exception se trouve couverte et ne peut être proposée sur l'appel du jugement qui a statué sur le fond. Arrêt de cass. cité, du 3 mai 1847.

Il est loisible aux parties de renoncer expressément ou tacitement à la règle des deux degrés de juridiction, qui n'a été établie que dans leur intérêt privé, *ibid.* Voir le DICTIONNAIRE GÉNÉRAL ET RAISONNÉ, t. II, p. 111 et 328. N. D.

ARTICLE 604.

Justice de paix du canton d'Agde (Hérault).

Président : M. TRIOL, juge de paix.

22 janvier 1873.

Garde champêtre. — Procès-verbal. — Délit de chasse. — Abus de pouvoir. — Action civile en dommages-intérêts. — Enquête.

Lorsqu'un agent compétent a dressé, dans les limites de ses attributions, un procès-

verbal à l'occasion d'un fait qu'il a pu, avec quelque raison, considérer comme conventionnel ou délictueux, cet agent ne pourra être condamné à des dommages-intérêts, même au cas où il ne sera pas fait droit à son procès-verbal par suite de circonstances qu'il n'a pu connaître ou d'une erreur exempte de toute intention malveillante.

Toutefois, s'il est certain que l'agent a outre-passé ses pouvoirs, et qu'il a agi avec méchanceté ou sans certitude suffisante, il peut être tenu de la réparation du préjudice causé par son fait.

C'est à celui qui se plaint de ce dommage et en demande la réparation qu'incombe la preuve de l'intention malveillante ou de la faute manifeste de l'agent, et il y a lieu, pour le juge saisi d'une telle action, même en cas de non-comparution du défendeur, d'ordonner une enquête pour l'administration de cette preuve, au cas où elle ne lui a pas été fournie par le demandeur.

Le sieur Rolland a fait citer les sieurs Brianes et Roqueblave, gardes champêtres de la commune d'Agde, à comparaître par-devant et à l'audience de M. le juge de paix du canton d'Agde, pour : « Attendu qu'à la date du 3 décembre dernier lesdits Brianes et Roqueblave ont dressé contre le requérant un procès-verbal pour délit de chasse sans permis et pour avoir chassé dans la propriété d'autrui sans autorisation; — Attendu que pour ce fait, poursuivi en police correctionnelle, le requérant a justifié qu'il ne chassait pas, que c'était à tort et dans le but évident de lui nuire et de le tracasser que lesdits Brianes et Roqueblave avaient verbalisé contre lui; que, par son jugement du 26 décembre dernier, le Tribunal de Béziers a prononcé son acquittement; — Attendu que par leur procès-verbal, dressé aussi injustement qu'imprudemment et avec une parfaite connaissance de cause, lesdits Brianes et Roqueblave ont

porté au requérant un grave préjudice moral et pécuniaire; qu'aux termes de l'article 1382 du Code civil tout fait de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer; qu'aux termes de l'article 1383 du même Code chacun est responsable du dommage qu'il a causé non-seulement par son fait, mais par sa négligence ou son imprudence; — Attendu que le requérant, pour justifier de son innocence, a été obligé de faire des dépenses et d'exposer des frais pour une somme de 59 fr. 15 et que les requis doivent être tenus de rembourser au requérant le montant des frais que mal à propos ils lui ont fait dépenser, et lui payer en outre des dommages-intérêts à raison du préjudice qu'il a éprouvé; — S'entendre condamner solidairement lesdits Brianes et Roqueblave à payer ou rembourser la somme de 59 fr. 15 qu'il a été forcé de dépenser, et à lui payer en outre celle de 40 francs à titre de dommages-intérêts pour réparation du préjudice qu'il a éprouvé, offrant de prouver que c'est méchamment ou imprudemment et de parti pris que les gardes champêtres ont dressé procès-verbal contre lui, le tout avec intérêt et dépens et sous toutes réserves. »

Sur l'appel de la cause, à l'audience du 9 janvier dernier, le sieur Rolland conclut comme en la citation; les défendeurs ne comparurent pas, et la cause fut mise en délibéré pour le jugement être rendu à l'audience de quinzaine.

La cause de nouveau appelée à l'audience du 23 janvier dernier, le sieur Rolland a déclaré persister dans ses conclusions, offrant de

prouver la vérité de ses allégations ; les défendeurs ne comparaisant pas, le demandeur a de nouveau requis défaut contre eux.

M. le juge de paix a rendu le jugement suivant :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Vidant notre délibéré, ouï le demandeur en ses conclusions ; — Attendu qu'ils agissent dans l'espèce d'une demande purement personnelle dont le taux n'excède pas 200 francs, et que dès lors nous sommes compétent en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838 ; — Vu le décret du 20 septembre 1870, qui abroge l'article 75 de la constitution du 22 frimaire an VII ; — Vu les articles 1382 et 1383 du Code civil ; — Attendu que les défendeurs n'ont pas comparu, ni personne pour eux, à la première audience du 9 janvier courant, non plus à celle de ce jour, quoique régulièrement cités ; — Attendu que décider d'une façon absolue et *a priori* que l'officier de police auxiliaire est exposé à être poursuivi en dommages-intérêts toutes les fois que l'individu contre lequel il aura dressé procès-verbal sera renvoyé de la plainte, ce serait rendre trop difficile et trop périlleux le rôle des agents de l'autorité et par suite compromettre les intérêts de la société, qui peut-être ne serait plus alors suffisamment protégée ; — Attendu que si un agent compétent a dressé, dans les limites de ses attributions, un procès-verbal à l'occasion d'un fait qu'il a pu, avec quelque fondement, considérer comme contraventionnel ou délictueux, cet agent ne pourra être condamné à des dommages-intérêts, même au cas où il ne sera pas fait droit à son

procès-verbal par suite de circonstances qu'il n'a pu connaître ou d'une erreur exempte de toute intention malveillante ; — Attendu néanmoins qu'il n'en est plus ainsi lorsque l'agent a outre-passé ses pouvoirs ou qu'il a agi manifestement avec méchanceté ou trop légèrement et sans certitude suffisante ; qu'il est certain alors que l'agent n'est plus dans l'exercice de ses fonctions et que son acte, dommageable en lui-même, l'expose à en voir ordonner la réparation ; — Attendu qu'il y a là surtout une question de fait : *est questio facti*, et que tout doit dépendre des circonstances, de l'ensemble des faits et de l'intention qui a présidé à l'acte incriminé ; — Attendu qu'il est de principe constant qu'en cas de non-comparution du défendeur le juge doit examiner la demande avec impartialité et n'en adjuger les conclusions qu'autant qu'elles sont justes et bien vérifiées ; que même il peut, au besoin, ordonner une enquête pour éclairer sa conscience et former sa conviction ; — Attendu que la demande ne nous paraît pas suffisamment justifiée en l'état, et que la vérification en est indispensable ; — Attendu que dans l'espèce et en raison même de la demande, il faut des preuves extrêmement évidentes pour établir la faute des gardes champêtres, cette faute devant résulter non pas d'une erreur inhérente à la nature humaine : *errare humanum est*, mais très-positivement d'une intention malicieuse, d'un parti pris de vexation *malitiosis non est indulgendum* ; — Attendu, en effet, qu'il ne s'agit plus pour le demandeur de prouver qu'il n'était pas en action de chasse, mais, aux termes quelque peu inconsiderés

peut-être de la citation, que c'est méchamment et de parti pris que les défendeurs ont dressé procès-verbal contre lui; — Vu l'offre faite par le demandeur de prouver la vérité de ses allégations; — Considérant que si la preuve offerte doit être difficilement admise, lorsque les faits allégués ne paraissent point précis et concluants, afin de ne point augmenter inutilement les frais du procès, les juges doivent user du pouvoir discrétionnaire qu'ils possèdent à cet égard avec une extrême réserve, surtout et particulièrement lorsque la partie défenderesse, par son défaut obstiné, refuse de fournir à la justice des explications utiles à la découverte de la vérité; — Attendu donc que le rejet pur et simple de cette demande, quelque invraisemblables qu'en soient les motifs, pourrait être considéré comme une sorte de déni de justice; — Par ces motifs, et réserve faite de la présomption que tout agent assermenté se conduit dans tous ses actes officiels avec honneur et probité, nous donnons défaut de nouveau contre lesdits Brianes et Roqueblave qui ne comparaissent pas, ni personne pour eux, et avant faire droit au fond, continuons l'affaire à notre audience de quinzaine, auquel jour ledit Rolland devra, par témoins ou autres moyens en son pouvoir, fournir exactement la preuve nécessaire pour la justification de sa demande d'après les principes rappelés dans le présent jugement, la preuve contraire réservée de droit aux défaillants; — Réserveons les dépens. »

Observations. — Voir, dans le même sens, un jugement du même

magistrat en date du 18 août 1872, BULLETIN, 1873, p. 75 et nos observations à l'appui. C. M.

ARTICLE 605.

Tribunal de simple police de Campan (Hautes-Pyrénées).

Président : M. COSTES, juge de paix.

12 avril 1873.

Voirie. — Construction sans autorisation.

— Mur ancien sujet à reculement. —

Caractère confortatif. — Contravention. — Amende. — Démolition.

L'édit de 1607 est applicable non-seulement aux constructions nouvelles, mais encore à celles qui sont édifiées, sans autorisation, sur des murs anciens sujets à recul.

Et il y a lieu, en ce cas, pour le juge de police, d'ordonner, indépendamment de l'amende, la démolition des travaux indûment exécutés, que ces travaux aient ou non un caractère confortatif.

Ainsi décidé,

Le 12 avril 1873, par jugement de M. le juge de paix du canton de Campan, dans les termes suivants :

« LE TRIBUNAL : — Attendu, en fait, qu'il résulte d'un procès-verbal dressé par M. le commissaire de police de Bagnères-de-Bigorre, le 26 octobre dernier, que, malgré le refus d'autorisation de construire opposé par M. le maire de Bagnères au nommé Claverie (Gabriel), propriétaire de la maison portant le numéro 7 de la rue des Carmes, à Bagnères, et que malgré aussi le rejet de la pétition du susnommé par le conseil de préfecture des Hautes-Pyrénées, tendant à faire annuler la décision prise par ce magistrat, il fait exécuter des travaux qui exhausseront d'un étage la façade donnant sur la rue Saint-Blaise, frappée de recul

par le plan d'alignement de Bagnères ; — Que la construction de la charpente qui doit compléter les travaux d'exhaussement est terminée, couverte d'ardoises, et soutenue, en attendant l'achèvement du mur sujet à recul, par des pieds-droits en bois ; — Attendu qu'à la suite de ce procès-verbal régulier et non débattu par la preuve contraire, est intervenu, sous la date du 29 octobre dernier, un jugement rendu par le Tribunal de simple police du canton de Bagnères, condamnant le sieur Gabriel Claverie à 1 franc d'amende, lequel jugement a été, sur le pourvoi du ministère public, qui requérait en outre la démolition du nouvel œuvre, frappé de cassation par arrêt de la Cour suprême, en date du 1^{er} février dernier, et le prévenu renvoyé devant le Tribunal de police de Campan, à ce déterminé par une délibération spéciale prise en Chambre du conseil ; — Attendu que par exploit de l'huissier Puyforcat, en date du 29 mars dernier, enregistré, donné à la requête de M. le maire de Campan, remplissant les fonctions du ministère public près le Tribunal de police dudit Campan, il a été signifié au sieur Claverie copie de l'arrêt précité de la Cour de cassation, avec assignation à comparaître, le 1^{er} avril courant, devant le Tribunal de police du canton de Campan; pour être statué sur la poursuite contre lui dirigée à raison du procès-verbal susvisé ; — Attendu que, la cause ainsi liée, le sieur Claverie, pour combattre les suites de ce procès-verbal, a fait déposer et développer, par l'organe de M^e Laffaille, avocat à Bagnères et son fondé de pouvoirs, ainsi qu'il

appert d'une procuration régulière sous seing privé, en date du 1^{er} avril courant, des conclusions écrites dans lesquelles, ne contestant point les faits qui lui sont reprochés, il soutient, pour sa défense : — 1^o Que l'arrêt précité de la Cour de cassation n'est nullement motivé, puisqu'il se borne à affirmer que l'édit de 1607 a été violé dans ses prohibitions, sans en déterminer l'espèce ; — 2^o Que dans les termes de cet édit il n'existe aucune disposition qui puisse être applicable aux faits énoncés dans le procès-verbal de M. le commissaire de police de Bagnères, puisque cet édit ne s'occupe que des constructions neuves, d'une part, pour lesquelles l'alignement doit être demandé, et que des constructions déjà existantes, d'autre part, et sujettes à recul, sur lesquelles il ne peut être fait aucun ouvrage qui puisse les reconforter, soutenir et conserver ; que dès lors, les travaux querellés ne rentrant dans aucune de ces catégories, se trouvent régis par des principes différents, et ne sauraient être atteints par cet édit ; — 3^o Que le procès-verbal établissant qu'il n'a été fait de travaux qu'au-dessus du mur sujet à recul et sur la toiture, il requiert un sursis à statuer, jusqu'à ce qu'il soit intervenu une décision de l'autorité administrative sur la question de savoir si ces travaux sont ou non confortatifs ; — 4^o Que, dans tous les cas, ces travaux ne pouvant causer aucun préjudice à la ville de Bagnères, puisque l'accès de la rue Saint-Blaise n'en est point affecté, et que le mur sur lequel ils reposent n'en saurait être fortifié, l'article 161 du Code d'instruction criminelle, en vertu duquel la

démolition en serait ordonnée, est inapplicable dans l'espèce ;

« Sur le premier moyen, tiré du défaut de motifs de l'arrêt de renvoi : — Attendu, en droit, qu'il ne saurait nous appartenir de justifier ou d'expliquer l'arrêt de renvoi précité de la Cour de cassation, dont les termes sont trop nettement accentués pour qu'ils aient besoin d'une interprétation quelconque qui ne pourrait être qu'abusive de notre part, si elle n'était pas prétentieuse ; — Qu'ainsi ce premier moyen étant tiré des principes différents qui régissent les constructions neuves, d'une part, et celles existantes déjà, d'autre part ; — Attendu que cette distinction n'est nullement justifiée, puisqu'elle ne saurait résulter de l'ensemble de l'édit de 1607 qui atteint indistinctement, en les frappant d'une même réparation civile, tous les travaux, quels qu'ils soient, opérés en dehors de ces impératives prescriptions, soit qu'ils se rattachent à des constructions nouvelles, soit qu'ils concernent des ouvrages confortatifs ou non, adaptés sur des constructions préexistantes, sujettes à recul ; — Que, dès lors, soutenir, ainsi que le sieur Claverie le prétend, que le nouvel œuvre superposé sur ces dernières ne saurait être soumis à une démolition que tout autant que ce nouvel œuvre, dépourvu de toute autorisation légale, aurait un caractère confortatif, et qu'il en serait affranchi si ce caractère lui faisait défaut, c'est distinguer là où cet édit ne distingue point, puisque, dans son article 3, il fait, en termes génériques, défense expresse de faire aucun édifice, pan de mur, etc., sur ladite voirie, sans

congé ou alignement du grand voyer, aujourd'hui représenté par le maire ; — Attendu qu'il est de principe et de jurisprudence certaine que les prohibitions contenues en cet édit sont de droit public en France ; qu'elles sont générales et absolues (Cass., 21 février 1863), et qu'elles ont été virtuellement renouvelées et maintenues par les lois des 16-24 août 1790, 19 et 22 juillet 1791, et mainte fois confirmées par une jurisprudence constante de la Cour suprême ; — Attendu, en outre, que l'objet de cet édit a été d'assurer, en matière de voirie urbaine, la surveillance incessante et absolue de l'autorité municipale, puisqu'il défend d'entreprendre, rétablir ou réparer aucune construction sur ou joignant la voie publique ou urbaine, sans autorisation et alignement préalables, et qu'il veut de plus que la besogne mal plantée soit abattue ; — Attendu, dès lors, que le sieur Claverie ne saurait contester que le deuxième étage par lui superposé sur la portion de sa maison sujette à recul ne soit une entreprise littéralement visée dans l'édit de 1607 ; que la clôture de cet étage ne renferme un pan de mur qui, au midi, s'incorpore avec l'ancien dans sa partie retranchable et ne soit ainsi un nouvel œuvre invinciblement entaché du vice radical que cet édit signale, puisqu'il a été fait en dehors et au mépris de l'autorité municipale, dont le règlement du 3 octobre 1857 interdit expressément, dans son article 48, de construire, réédifier, recrépir une maison, bâtiment ou clôture extérieure quelconque sans une permission écrite du maire de Bagnères ; — Attendu que cette infraction mani-

feste de la part du sieur Claverie s'aggrave encore de celle par lui commise au plan d'alignement régulier de la ville de Bagnères qui atteint une portion du mur méridional de sa maison, puisqu'il est de principe que, dès que ces plans sont intervenus, les terrains qui s'y trouvent englobés sont censés déjà faire partie de la voie publique, et sont soumis de plein droit, *ipso facto*, aux règlements de la petite voirie (C. cass., 5 novembre 1868) ; — Qu'ainsi cette distinction, tirée des nécessités d'une défense impuissante, doit être rejetée comme infondée ;

« Sur le troisième moyen, pris d'un sursis à statuer : — Attendu que, pour être admissible, il faudrait, ce qui n'est pas dans l'espèce, que ce moyen fût assorti d'une permission régulièrement concédée par l'autorité municipale d'exécuter des travaux dont la nature aurait été spécifiée au préalable dans une demande consignée par le prévenu, et que la permission qui l'eût suivie eût été accordée sous la réserve que ces travaux ne seraient point confortatifs ; — Attendu qu'au cas d'un conflit à ce sujet, le sursis serait de droit, puisqu'il est de principe que lorsqu'un propriétaire est poursuivi pour avoir fait opérer des réparations confortatives à sa maison sujette à recul, l'exception par lui opposée qu'il s'est conformé à l'autorisation du maire constitue une question préjudicielle qui échappe à la compétence du juge de police dont ce dernier ne saurait connaître sans empiéter sur les attributions administratives, ce que la division de nos juridictions publiques interdit expressément ; — Attendu que le bénéfice de cette exception ne saurait

être acquis au sieur Claverie, puisque c'est précisément au mépris du refus d'autorisation de l'édilité de Bagnères, refus confirmé par un arrêté du conseil de préfecture, qu'il a spontanément et à ses risques et périls fait opérer les travaux dénoncés ; qu'ainsi c'est le cas de rejeter encore ce moyen, tant par fin de non-valoir que de non-recevoir ;

« Sur le quatrième et dernier moyen, tiré de l'inapplicabilité de l'article 161 du Code d'instruction criminelle, par suite de l'absence de tout dommage : — Attendu qu'il est de principe que le devoir des Tribunaux de police n'est pas moins de faire cesser les contraventions que d'en punir les auteurs ; et que lorsqu'ils reconnaissent que des travaux ont été faits en contravention à des règlements de police pris dans le cercle des attributions municipales, ils ne peuvent se dispenser d'en ordonner la suppression non-seulement à titre de réparation civile, mais aussi pour faire disparaître les résultats matériels d'un fait illicite qui, sans cela, tendrait à se perpétuer ; — Attendu qu'à ce point de vue il est facile de comprendre que la Cour de cassation ait poussé jusqu'à ses plus extrêmes limites le rigorisme de ce principe, puisqu'elle est allée jusqu'à décider que de tels travaux ne sauraient subsister non-seulement lorsqu'ils ne causeraient aucun dommage à une ville, mais encore lors même qu'il en résulte pour elle un embellissement (Cass., 10 oct. 1832, 21 juillet 1838, 11 janvier 1840) ; — Que dès lors ce moyen doit être encore rejeté comme étant sans valeur ; — Attendu qu'aux termes de l'article 162 du Code d'instruction criminelle, toute partie qui succombe

doit être condamné aux dépens;

« Par ces motifs : — Vu l'arrêt de renvoi précité de la Cour de cassation, sous la date du 1^{er} février dernier; — Vu les articles 48 du règlement du maire de Bagnères, en date du 3 octobre 1857; 5 de l'édit de 1607; 161 du Code d'instruction criminelle, et 471, § 15, du Code pénal; — Oui le ministère public dans ses conclusions et le prévenu dans ses moyens de défense; — Disant droit aux parties, et les jugeant en dernier ressort; — Déclare le sieur Claverie atteint et convaincu de la contravention qui lui est reprochée; — Et lui faisant application des dispositions des lois précitées dont lecture a été publiquement faite, et qui sont ainsi conçus :

« Le condamne par corps à 5 fr. d'amende; — Ordonne que le sieur Claverie sera tenu, à titre de réparation civile, de faire procéder à la démolition des travaux qu'il a faits récemment, et, dans tous les cas, depuis moins d'un an, adapter sur la portion retranchable du mur méridional de sa maison, dont la façade s'étend sur la rue Saint-Blaise; — Et faute par lui de faire procéder à cette démolition dans le mois qui suivra la signification du présent jugement, autorise le ministère public, et en tant que de besoin l'administration elle-même, à faire procéder à cette démolition aux frais du prévenu qui, pour ce cas, demeure condamné au remboursement. »

Observations. — Les solutions de ce jugement sont conformes à une jurisprudence constante de la Cour de cassation. Ainsi, il a été jugé que le propriétaire qui surélève une maison sujette à reculement doit être

condamné à une amende pour avoir construit sans autorisation, conformément à l'édit de 1607, encore bien qu'il n'ait touché ni aux fondations, ni aux étages inférieurs, en sorte que les travaux n'aient aucun caractère confortatif (Cass., 8 février 1845, 12 juillet 1855, ANNALES, 1856, p. 76.). De même, le propriétaire d'une maison sujette à recul ne peut exécuter même un simple recrépissage, sans autorisation préalable. Le juge de police saisi ne pourrait se refuser à ordonner la démolition de l'œuvre indûment faite, sous prétexte qu'un crépissage ne consolide pas le mur de face. Cass., 12 juillet 1855.

A. B.

ARTICLE 606.

Justice de paix du c. nord de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).

Président : M. HOUCKE, juge de paix.

29 novembre 1872.

Mandat. — Agent d'affaires. — Annonce de journal. — Honoraires.

Le contrat qui se forme entre un agent d'affaires et la personne qui le charge de ses intérêts est un louage de services, c'est-à-dire un contrat à titre onéreux; par suite, et à moins de stipulations contraires, l'agent d'affaires a droit à un salaire pour les démarches qu'il fait dans l'intérêt de son client, quel qu'en soit le résultat.

Il en est ainsi alors même que l'agent d'affaires, dans des annonces de journaux, aurait fait savoir au public qu'il se charge de recouvrement sans frais en cas d'insuccès, s'il résulte d'ailleurs des circonstances de la cause que le client n'a pas connu cette annonce au moment où il a contracté, et n'a pas stipulé que la rémunération de l'agent serait subordonnée au succès de l'affaire.

Ainsi décidé,

Le 29 novembre 1872, par juge-

ment de M. le juge de paix du canton nord de Boulogne-sur-Mer, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, dans le courant du mois de mai dernier, la défenderesse a chargé Herbert, agent d'affaires à Boulogne, de se rendre auprès de la comtesse de R** pour l'engager à prendre possession d'un appartement que ladite défenderesse prétendait lui avoir loué, et pour toucher le prix de deux mois de loyer échus ; — Attendu que, la démarche faite par Herbert n'ayant pas abouti, la veuve François a intenté une action devant le Tribunal civil de Boulogne contre la comtesse de R** pour obtenir l'exécution du bail contesté, mais qu'elle a été déboutée de sa demande ; — Attendu que, pour ses démarches, Herbert réclame la somme de 15 francs ; que la veuve François refuse aujourd'hui de lui payer quoi que ce soit, prétendant qu'il ne lui est rien dû, puisque, d'après les annonces qu'il a antérieurement au mois de mai fait insérer dans les journaux de la localité, Herbert se chargeait de *recouvrements sans frais, en cas d'insuccès* ; — Attendu que le contrat qui se forme entre un agent d'affaires et la personne qui se charge de ses intérêts est un louage de services ; que c'est là un contrat à titre onéreux ; qu'en principe donc, et à moins de stipulations contraires, l'agent d'affaires a droit à un salaire pour la démarche qu'il fait dans l'intérêt de son client ; — Attendu que ce contrat, onéreux de sa nature, peut être, par la convention expresse ou tacite des parties, transformé en un contrat aléatoire, d'après lequel la rémunération de l'agent serait subordonnée au succès

de l'affaire ; — Attendu que, dans l'espèce, telle ne paraît pas avoir été l'intention des parties ; qu'en effet, la veuve François a déclaré qu'Herbet étant venu lui rendre compte de sa démarche, après en avoir reçu quelques conseils, elle lui avait demandé ce qu'elle lui devait ; que, sans nous arrêter à l'offre qu'elle aurait faite de payer 3 francs sur les 5 francs primitivement réclamés, offre qu'elle dénie aujourd'hui, il résulte des faits, comme de ses explications personnelles, qu'elle n'a songé à contester à l'agent d'affaires tout droit à une rémunération que postérieurement aux démarches faites par Herbert sur sa demande, et seulement après avoir été informée par un tiers officieux de l'insertion faite par Herbert dans les journaux de Boulogne ; qu'il résulte de cette déclaration que la veuve François ne s'est pas adressée à l'agent d'affaires sur la foi de ses annonces, et dans l'espoir de ne rien payer en cas d'insuccès ; — Attendu que la somme de 5 francs, amiablement réclamée avant l'instance, paraît une rémunération suffisante ; — Condamnons, etc. »

Observations. — Le contrat qui intervient entre un agent d'affaires nous paraît être plutôt un mandat spécial affecté à une chose déterminée qu'un contrat de louage de services. Le louage de services, comme l'établit l'article 1779 du Code civil, s'applique plus spécialement aux gens de travail ou domestiques, aux voituriers et aux entrepreneurs. Le contrat formé avec l'agent d'affaires répond plus exactement aux conditions du mandat ; car la responsabilité de l'agent d'affaires est engagée

dans les limites de l'affaire qui lui a été confiée, et il est tenu de rendre compte de sa gestion ; ces deux obligations ne se rencontrent pas dans le contrat de louage de services. On remarquera que le mandat est gratuit en principe ; mais il peut être aussi à titre onéreux, s'il y a convention expresse ou tacite. En ce qui concerne l'agent d'affaires, il y a toujours convention tacite qu'une rémunération sera due.

Sur l'espèce particulière du jugement ci-dessus, nous approuvons entièrement la solution qui y est contenue. Le contrat aléatoire ne se

présume pas, il n'existe qu'autant qu'il a été non-seulement proposé, mais encore accepté par le mandant. En fait, la défenderesse, en confiant une affaire à son agent, avait agi, non sur la foi de l'annonce, qu'elle avait même ignorée, mais bien avec l'intention formelle de payer son mandataire. Ce qui le prouve d'ailleurs, c'est l'offre qu'elle avait faite elle-même d'une rémunération. Dans ces conditions le juge devait nécessairement la condamner au paiement du salaire légitimement dû.

A. B.

Les directeurs gérants : C. MILLION et A. BEAUME.

ARTICLE 607.

Justice de paix du VI^e arrondissement
de Paris.

Président : M. BOULLENGER, juge de paix.

5 avril 1873.

Justice de paix du canton de Neuilly
(Seine).

Président : M. LESENNE, juge de paix.

23 avril 1873.

Octroi. — Tarif. — Matériaux de construction. — Tuyaux de fonte destinés à la conduite des eaux. — Demande en restitution de droits d'octroi.

Le juge de paix compétent, aux termes de la loi du 27 frimaire an VIII, pour connaître de l'application d'un tarif d'octroi, est compétent pour statuer sur une demande en restitution de droits d'octroi indûment perçus, quel que soit le montant de la réclamation. (*Deuxième jugement.*)

Des tuyaux de fonte destinés à la conduite des eaux sous le sol des rues doivent-ils être considérés comme des matériaux de construction de bâtiment, et par suite sont-ils soumis aux droits d'octroi auxquels, d'après les tarifs d'une commune, sont assujettis les matériaux destinés à la construction des bâtiments? (*Résolu en sens contraires par les jugements ci-après.*)

Premier jugement, sixième arrondissement de Paris, du 5 avril 1873 :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que l'article 43 du tarif d'octroi de la ville de Paris, du 3 novembre 1855, déclare passibles d'un droit qu'il détermine les *pièces en fer ou en fonte façonnées pouvant entrer dans les constructions* ; — Que, se prévalant de cet article, l'administration de l'octroi s'est crue fondée à percevoir un droit sur des tuyaux en fonte, connus sous le nom de *tuyaux système Petit*, introduits dans Paris par les sieurs Desforges et Festugières ; — Attendu que ces tuyaux servent comme conduits d'eaux forcées, gaz

et vapeur ; que, s'il est vrai qu'ils sont le plus généralement placés sous la voie publique pour les conduites d'eaux des villes ou la distribution du gaz ; si même ils peuvent être utilisés dans les usines comme matériel industriel et mobile, ni leur forme, ni leur dimension, ni leur poids ne leur assignent cette destination comme spéciale et exclusive de celle prévue par le tarif ; — Qu'il résulte, au contraire, des indications fournies qu'ils peuvent être employés dans l'intérieur des bâtiments comme moyens de canalisation de l'eau et du gaz ; qu'en admettant que, sous ce dernier rapport, leur emploi soit susceptible de présenter parfois quelque difficulté, il ne s'agirait pas, en tous cas, d'une difficulté équivalant à impossibilité ; — Que les tuyaux dont il s'agit doivent donc être réputés compris dans l'article 43 du tarif précité, et comme tels, soumis aux droits d'octroi ; — Que l'administration n'a pas, du reste, à se préoccuper des déclarations qui auraient pu être faites par les introducteurs quant à la destination et à l'emploi projeté des matériaux introduits ; — Que le droit d'octroi, par cela même qu'il est dû à l'entrée, est nécessairement exigible à raison même de la nature de l'objet imposable, si cette nature comporte la destination prévue et indiquée par le tarif, et ce, indépendamment de l'emploi que l'introducteur prétendait vouloir faire ultérieurement de cet objet ; que le système contraire aurait pour résultat de jeter un trouble incessant dans la perception des droits et d'ouvrir la porte aux déclarations frauduleuses ; qu'en outre, il risquerait de devenir pour les citoyens une source inévitable d'em-

barras, puisque l'administration, sous peine de se trouver désarmée, se verrait dans la nécessité d'organiser une sorte d'exercice pour rechercher, suivre et arriver à constater entre les mains, non-seulement de l'introducteur, mais aussi de ses acheteurs successifs, l'emploi réel des objets qui auraient été déclarés comme devant recevoir telle ou telle destination, que c'est donc à bon droit qu'a eu lieu la perception critiquée par Desforges et Festugières, et qu'il n'échet d'ordonner la restitution des droits perçus ; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort, déclarons les demandeurs mal fondés dans leur demande et les condamnons aux dépens, dans lesquels entreront ceux de l'expertise ordonnée par jugement du Tribunal de paix du quatrième arrondissement en date du 27 septembre 1872. »

Deuxième jugement, canton de Neuilly, 23 avril 1873 :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant sommairement et en premier ressort ; — Oui les parties par leurs mandataires contradictoirement en leurs conclusions, direx et observations ; après avoir entendu en leurs plaidoiries, M^e Chartier, avocat de la compagnie demanderesse, et M^e Boinvilliers, avocat de la commune défenderesse, tous deux membres du barreau de Paris ; — Vu l'exploit introductif d'instance du 31 août 1872 et les conclusions écrites de la défense ; notre jugement préparatoire du 15 janvier dernier ; le rapport d'expertise déposé au greffe de ce Tribunal par acte du 15 avril, et la citation en ouverture du 19 ; vu la loi du 27 frimaire

an VIII et l'ordonnance du 9 décembre 1814, la loi du 28 avril 1816, la loi du 11 juin 1842 ; la loi du 24 juillet 1867 et le décret réglementaire du 12 février 1870, sur les octrois municipaux ; — Attendu que la Compagnie générale des eaux réclame de la commune de Levallois-Perret la restitution d'une somme de 1327 fr. 91, payée par elle contrainte et forcée, sous les réserves les plus expresses, pour le montant des droits d'octroi sur des tuyaux de conduite d'eau introduits dans ladite commune les 3 avril, 5 avril, 10 avril et 15 juin 1872 ; — Qu'il s'agit donc de l'application d'un tarif d'octroi et qu'ainsi notre Tribunal est compétent, d'après l'article 13 de la loi du 27 frimaire an VIII ; — Attendu que la Compagnie des eaux a, en tête de l'exploit introductif d'instance, donné copie de cinq quittances établissant la perception des droits d'octroi aux dates ci-dessus énoncées ; qu'elle nous a en outre représenté ces cinq reçus à l'audience ; — Qu'ainsi l'action est recevable, suivant l'article 81 de l'ordonnance du 9 décembre 1814 ; — Au fond : — Attendu qu'à la date du 24 juillet 1867 a été rendu un décret ainsi conçu : « Art. 1^{er}. Il est « établi un octroi dans la commune « de Levallois-Perret, département « de la Seine. A partir de la publication du présent décret et jusqu'au 1^{er} janvier 1878, la perception sera opérée conformément au « tarif et règlement ci-annexés ; » — Que ces tarifs et règlements, sous le titre de *matériaux* soumettent au droit de 1 fr. 50 par 100 kilogrammes, les « pièces de toute forme et de toute « dimension en fonte et en fer pouvant entrer dans la construction

« du bâtiment ; » qu'ils ont été mis en vigueur à partir du 1^{er} septembre 1867 ; — Qu'un arrêté postérieur, pris par le préfet de la Seine, le 27 janvier 1872, a décidé que, « jusqu'au 31 décembre 1877, la perception des taxes principales d'octroi sera opérée dans la commune de Levallois-Perret conformément au nouveau tarif, » qui y est annexé ; que ce tarif, sous le titre de *matériaux*, soumet désormais au droit de 1 fr. 75 par 100 kilogrammes, les « pièces de toute forme et de toute dimension en fer et en fonte pouvant entrer dans la construction ; » — Que ce nouveau tarif a été mis en vigueur à partir du 3 février 1872 ; — Qu'il résulte du rapprochement de ces deux tarifs que, dans le dernier, on a retranché les mots *du bâtiment*, qui dans le premier faisaient suite au mot *construction*, et qu'on a élevé à 1 fr. 75 le droit d'octroi qui originellement n'était que de 1 fr. 50 sur les pièces en fonte considérées comme matériaux ; — Qu'en présence de ces deux tarifs, la commune a perçu le droit de 1 fr. 75 par 100 kilogrammes sur les tuyaux en fonte introduits par la Compagnie en avril et juin 1872 ; — Que la compagnie des eaux réclame aujourd'hui la restitution du droit par elle payé, en soutenant, d'une part, que les tuyaux dont il s'agit ne sont pas compris dans l'énonciation du nouveau tarif d'octroi, ne pouvant en aucune façon entrer dans la construction ; d'autre part, que ces tuyaux, fussent-ils compris dans le nouveau tarif, il ne pourrait être appliqué dans l'espèce, la Compagnie ayant traité avec la commune sous l'empire du premier tarif, qui fait la loi des parties ; tandis que la commune se défend contre

cette réclamation en soutenant, d'une part, que le nouveau tarif atteint ces tuyaux parce qu'ils entrent dans la construction ; d'autre part, qu'elle n'avait pu par un contrat particulier exonérer la Compagnie des eaux de toute taxe ou d'une augmentation de taxe, en aliénant ainsi son droit imprescriptible d'établir un octroi ou de le modifier ; — Attendu que, dans son sens usuel et pratique, le mot générique *construction* signifie l'assemblage de matériaux de diverse nature formant un bâtiment, un édifice, un navire, une machine, un pont, etc. ; que cet assemblage, cette diversité de matériaux ne se rencontrent pas dans la pose souterraine de tuyaux de conduite d'eau forcée ; que le fait de leur assise dans le sous-sol des rues ne forme pas une construction, pas plus qu'il ne contribue à en former une ; que ces tuyaux confectionnés à l'avance sont des tronçons qui, posés bout à bout selon leur destination exclusive par la Compagnie des eaux, pour son compte et son intérêt privé, forment l'instrument qui lui sert à exercer son industrie ; — Qu'à notre avis ces tuyaux ne sont pas compris dans l'énonciation du nouveau tarif d'octroi de Levallois-Perret ; — Que notre appréciation est confirmée par la saine interprétation de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 1872, rapproché du décret du 24 juillet 1867 ; qu'un examen attentif de cet arrêté démontre que, par le deuxième tarif, on a voulu seulement augmenter le chiffre de la taxe locale du premier tarif, sans intention d'imposer de nouveaux objets, et qu'on a omis à tort les mots *du bâtiment* qui suivent le mot *construction* dans le premier tarif ; — Attendu, en effet, que ledit

arrêté préfectoral a été pris sur une délibération du conseil municipal de Levallois-Perret, qui avait voté « l'augmentation » des taxes principales de son octroi ; — Que cet arrêté, suffisant pour autoriser une augmentation supérieure à un décime de la taxe d'objets déjà imposés, ne suffisait pas pour « l'assujettissement à la taxe d'objets non encore imposés dans le tarif local, » un décret étant indispensable pour cette nouvelle taxe d'après la loi du 24 juillet 1867 ; — Que bien évidemment le conseil municipal a voulu seulement grossir le chiffre du droit d'octroi, en élevant par son nouveau tarif à 1 fr. 75 la taxe, qui n'était que de 1 fr. 50 dans le premier ; qu'il n'a pas entendu soumettre à une taxe des objets non imposés dans le premier tarif local ; que c'est donc par omission si, dans le nouveau tarif, on n'a pas répété les mots du *bâtiment* qui existent dans le premier à la suite du mot *construction* ; — Qu'en supposant même que par cette omission le conseil municipal ait voulu soumettre désormais à la taxe d'octroi les objets en fonte propres à entrer dans toute espèce de construction, il n'y serait point parvenu, d'après la loi du 24 juillet 1867, sans une loi spéciale ou tout au moins sans un décret, par le double motif que la suppression régulière du mot *bâtiment* aurait eu pour résultat d'imposer des objets non compris dans le premier tarif, la construction générale étant plus étendue que celle du bâtiment, et que l'arrêté préfectoral aurait été impuissant à produire cet effet légal ; — Que cette impuissance de l'arrêté préfectoral et la nécessité d'un décret ou d'une loi sont d'autant plus sensibles dans l'espèce, que

la fonte, façonnée ou non, ne peut être imposée à l'octroi, dans la nomenclature des matériaux, qu'autant qu'elle est destinée à la construction des bâtiments, suivant les termes textuels du tarif général qui a été approuvé par le décret réglementaire du 12 février 1870 ; — Qu'il s'ensuit que, par la solution de la question qui nous est soumise, il faut rétablir le mot bâtiment après celui de *construction*, et rechercher si les tuyaux dont il s'agit étaient compris dans l'énonciation du premier tarif, en d'autres termes, s'ils pouvaient entrer dans la construction du bâtiment ; — Attendu que dans l'usage ordinaire et le sens technique on entend par *bâtiment* une construction destinée soit à l'habitation, soit à l'exercice d'une industrie ou d'un commerce ; que la pose des tuyaux dont il s'agit sous le sol des rues, au service des eaux dans la commune, ne rentre nullement dans une construction de bâtiment ; qu'ils étaient impropres à cet usage par leur longueur, leur grosseur, le diamètre, le poids, la qualité, le prix et le mode d'agencement qui diffèrent essentiellement des tuyaux que le commerce fournit à l'industrie du bâtiment ; que leur destination et leur emploi réel sont aussi exclusifs de toute application au bâtiment ; qu'on ne prouve et qu'on n'articule même pas qu'ils y aient quelquefois été employés réellement ; — Attendu que, dans son rapport déposé au greffe, l'expert commis par nous exprime aussi positivement l'avis que ces tuyaux ne peuvent être utilisés dans la construction en général ni dans celle du bâtiment ; — Attendu que, sans examiner, s'arrêter ni avoir égard au moyen tiré de la prétendue

convention qui exonérerait la Compagnie des eaux du droit d'octroi, il est suffisamment établi pour le Tribunal que les tuyaux dont s'agit ne sont compris dans l'énonciation du premier ni du second tarif de Levallois-Perret ; que cela n'est pas douteux pour nous, mais que, y eût-il doute, il devrait être tranché en faveur de la Compagnie, selon les règles d'interprétation sur la législation fiscale ; — Qu'il en résulte que ces tuyaux n'étaient assujettis ni au droit de 1 fr. 75, ni au droit de 1 fr. 50 ; que la somme payée indûment doit être restituée, et que les dépens sont à la charge de la partie qui succombe ; — Par ces motifs, ayant au rapport de l'expert tel égard que de droit, condamnons la commune de Levallois - Perret à payer à la Compagnie générale des eaux la somme de 1327 fr. 91, à titre de restitution pour les causes dont il s'agit, avec les intérêts de droit ; la condamnons en outre aux dépens. »

Observations. — Il est de principe que les actions civiles en matière d'octroi ne sont recevables qu'autant que les parties qui les intentent ont préalablement consigné les droits contestés. Par suite, c'est la plupart du temps sous la forme d'actions en restitution de droits indûment perçus que ces demandes sont portées devant les juges de paix siégeant civilement. Quant à la compétence de ces magistrats pour interpréter le tarif, elle leur a été longtemps contestée par quelques auteurs, mais elle leur est formellement reconnue par la jurisprudence. (Voir, en ce sens, notamment Cons. d'Etat, 18 décembre 1862 ; Cass., 15 janvier

1867, etc.) Sur la question du fond, les deux jugements qui précèdent ont statué en sens absolument contraires. Quant à nous, nous préférons la doctrine de M. le juge de paix de Neuilly. Il nous paraît certain que des tuyaux destinés à la conduite et à la distribution des eaux dans toute l'étendue d'une commune ne sauraient à aucun titre rentrer dans la classe des matériaux destinés à la construction des bâtiments. Le service de conduite des eaux constitue une industrie toute spéciale absolument indépendante des bâtiments, et ayant son existence propre. Il ne nous semble pas logique de comprendre des tuyaux de conduite dans les matériaux de construction assujettis à certains droits par un tarif précis. Comme le dit avec raison la sentence que nous approuvons, « en matière fiscale le doute doit s'interpréter en faveur du contribuable, et le juge ne saurait suppléer soit à l'omission, soit à l'obscurité du tarif pour en étendre l'application à des objets non expressément dénommés. »

Nous ne comprenons guère l'argument de la sentence de M. le juge de paix du sixième arrondissement de Paris, consistant à dire qu'il y a lieu de soumettre aux droits d'entrée certains objets qui n'y sont pas assujettis, par la seule raison que ces objets *pourraient* être employés de telle façon qu'ils rentrassent dans la classe des objets tarifés. En matière de charges fiscales pesant sur le citoyen, c'est à l'administration qui les réclame à démontrer qu'elles sont dues. Peu importent les difficultés que la perception pourra occasionner ; au point de vue des principes élevés de justice, mieux vaut

une perception qui échappe qu'une extension de tarif à tort consacrée par jugement. A. B.

ARTICLE 608.

Justice de paix du cant. de Guillaumes
(Alpes-Maritimes).

Président : M. ARDICINI, juge de paix.

29 janvier 1873.

*Banc d'église. — Fabrique. — Locataire.
— Tacite réconduction. — Déplacement
de banc. — Compétence du juge de
paix.*

Le juge de paix est compétent pour connaître, dans les limites de sa juridiction, de la demande formée par un particulier, qui prétend avoir le droit d'occuper un banc dans une église en vertu d'un bail régulier.

La tacite réconduction a lieu dans les baux de meubles, et conséquemment elle s'applique aux bancs et chaises d'église.

Le locataire d'un banc d'église est recevable à s'opposer au déplacement de son banc, et notamment il peut faire condamner la fabrique de l'église à rétablir à sa place primitive le banc à lui loué et qui aurait été déplacé sans motifs sérieux.

Ainsi décidé,

Le 29 janvier 1873, par jugement de M. le juge de paix du canton de Guillaumes, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX, docteur en droit : — Oui les parties en leurs dires, explications et conclusions ; et surtout celles du défendeur, lequel a invoqué l'incompétence du juge de paix, et a affirmé que la fabrique avait le droit de changer à son gré les bancs sans le consentement des locataires ; après en avoir délibéré, et statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Attendu que, pour avoir un titre régulier de loca-

tion entre la fabrique et les particuliers, il faut remplir les formalités exigées par les articles 69, 70, 71 (décret du 30 décembre 1809) ; — Attendu qu'il est acquis aux débats que Ollivier, père du demandeur actuel, avait loué le banc actuellement occupé par son fils Césaire, actuel demandeur, et avait de son vivant accompli les formalités exigées par le décret susdit du 30 décembre 1809 ; — Attendu que depuis la mort d'Ollivier, père du demandeur, il y a eu tacite réconduction entre le fils Ollivier (Césaire) et la fabrique ; vu surtout que Césaire Ollivier a toujours payé par anticipation, et la fabrique a toujours agréé ce paiement, qu'ainsi elle a tacitement et par son fait propre ratifié et accepté la réconduction *de jure et de jure* aux mêmes conditions qu'avec le père Ollivier, de sorte que le banc ne peut être aucunement ni à quelque titre que ce soit déplacé ; car quand on loue un banc ou une chaise à l'église, il est de principe reconnu et de sens commun qu'on loue aussi la place et l'espace de plancher et le rang que le banc ou la chaise occupe, relativement aux autres bancs et chaises ; à défaut on serait à la merci de la fabrique, et à ce prix on pourrait facilement se passer du banc et de la chaise, qui cependant porte avec elle une affection traditionnelle de famille, en se plaçant dans un angle quelconque de l'église sans rien payer ; — Attendu que Césaire Ollivier, demandeur, a payé, jusqu'au 19 mai 1873 prochain, à la fabrique la somme de 12 francs par anticipation, montant du louage annuel du banc dont le déplacement est en litige, qu'en conséquence le banc ne peut être déplacé sans son consente-

ment jusqu'à cette époque; sauf à la fabrique d'agir, si elle le croit utile, et renouveler le bail avec Ollivier Césaire, demandeur, en employant les formalités que le décret précité prescrit, une fois la date du 19 mai arrivée, et qui cependant n'est point applicable en l'espèce, vu la tacite réconduction approuvée par la fabrique, et vu l'anticipation du paiement de la ferme annuelle du banc qui termine le 19 mai prochain, avec toutefois le consentement de la partie (locataire) du banc payé, et dont le déplacement pourrait lui être nuisible; — Qu'enfin on comprend difficilement comment la fabrique veuille renoncer à son avantage, pour le simple plaisir de régulariser et de symétriser l'ordre des bancs de l'église loués par des particuliers depuis un temps immémorial, et qui portent un cachet de souvenirs de famille pour ainsi dire sacrés; et veuille froisser les souvenirs et l'attachement des familles à un banc ou à une chaise que ses ancêtres ont occupée; car la fabrique, en déplaçant ainsi les bancs et les chaises loués sans le consentement des locataires, se verra obligée à renoncer à ses revenus, très-exigus en nos pays de montagnes; — Attendu, en conséquence, qu'en fait et en droit la fabrique s'est livrée à un acte arbitraire et sans aucun droit; — Attendu qu'en fait de bancs d'église l'autorité administrative seule a le droit de statuer sur l'emplacement et sur la forme; *mais l'autorité judiciaire, une fois l'emplacement et la forme désignés, comme dans la présente affaire, connaît des droits résultant de la concession à titre onéreux entre la fabrique et les locataires, et des dommages-intérêts pour l'inexécution soit tacite, soit expresse*

de la concession à titre onéreux (ordonnances, Cons. d'Etat, 19 octobre 1838); — Que spécialement les juges de paix connaissent, dans les limites de leur juridiction, de la réclamation formée par un particulier qui prétend avoir le droit d'occuper un banc dans une église en vertu d'une concession soit à vie, soit à perpétuité (ce droit est mobilier; mais une place dans une chapelle faisant partie d'une église est réputée hors de commerce et ne peut être l'objet d'une action possessoire, ce qui cependant n'entre nullement dans notre question, et ceci d'après cassation, 19 avril 1825, 18 juillet 1838); — Attendu que les fabriques ne peuvent plaider soit en demandant, soit *en défendant*, sans une autorisation du conseil de préfecture donnée après délibération du conseil de fabrique et du bureau des marguilliers réunis (décret 30 décembre 1809, art. 77), toutefois cette autorisation n'est pas nécessaire pour intenter une action possessoire, comme dans la présente affaire, toujours d'après le même décret; — Attendu que les actions intéressant une fabrique sont soutenues au nom de l'établissement, et les diligences sont faites à la requête de son trésorier, qui donne communication de la procédure au bureau; qu'en conséquence nous avons à bon droit rejeté l'intervention en cause du président de la fabrique, qui a été soupçonné avoir donné l'ordre de déplacer le banc à l'insu du locataire Ollivier (décret 30 décembre 1809, art. 79); — Attendu que les assignations doivent être données à la personne du trésorier de la fabrique, et non à celle du président d'icelle, à peine de nullité; qu'en consé-

quence la demande intentée par Ollivier (Césaire) à la fabrique de Saint-Martin d'Entraunes est régulière, légale et de la compétence des juges de paix, sans autorisation préalable du conseil de préfecture ; — Attendu que le demandeur, outre la tacite réconduction, a encore la possession annale du banc et de la place que le banc lui-même a toujours occupée pendant le vivant du père Ollivier, et depuis mémoire d'homme ; qu'ainsi la fabrique, si elle veut résilier le bail ou en provoquer la résiliation ou la cessation, ne peut le faire par le déplacement actuel sans consentement, et elle n'a le droit de le faire qu'à l'expiration du bail, ou à l'échéance du délai du paiement de la somme annuelle de 12 francs payée par anticipation par le demandeur jusqu'au 19 mai 1873 prochain ; — Attendu que, du moment où il y a tacite réconduction, la présente question doit être résolue par les principes du droit commun (C. civ., art. 1^{er}, 1719 et 1728) ; — Attendu que la tacite réconduction a lieu dans les baux de meubles, conséquemment les bancs et les chaises loués d'église sont compris (Troppong, 461) ; — Attendu que, d'après l'arrêt de la Cour de Bruxelles, 31 décembre 1807, et d'après l'article 1709 du Code civil, lorsqu'il y a eu tacite réconduction, le nouveau bail opéré par elle est fait et réputé tel, et aux mêmes conditions du bail ancien ; à moins de dérogation expresse ; — Qu'en conséquence il est juste, équitable, et d'après le droit commun, ainsi que d'après les principes professés par tous les meilleurs jurisconsultes, de rejeter les exceptions de la fabrique et de déclarer la demande d'Ollivier (Césaire) fondée

sous tous rapports ; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en premier ressort ; — Ordonnons le remplacement immédiat du banc (loué par tacite réconduction par la fabrique de Saint-Martin d'Entraunes à Ollivier (Césaire), demandeur) à la place qu'il occupait du vivant de son père Ollivier, et qu'il a occupée jusqu'au jour du déplacement arbitraire de la part de la fabrique, après signification du présent, sous peine de 5 francs d'amende au profit des pauvres de la commune, d'après la demande du demandeur, pour chaque jour de retard, en cas de refus de la part de la fabrique d'obtempérer au présent jugement et aux frais de la procédure ; sauf aux parties la faculté de régler les conditions du nouveau bail d'après le décret de 1809, après le 19 mai 1873 prochain. »

Observations. — Il nous est difficile de nous faire une opinion sérieuse sur le bien ou mal fondé de la sentence qui précède, bien qu'elle ait été, sur appel, confirmée par le Tribunal d'arrondissement. Nous avons enseigné dans notre DICTIONNAIRE, d'accord en cela avec tous les auteurs qui ont écrit sur la matière, que le placement ou le déplacement des bancs, chaises ou stalles dans les églises, est un acte d'administration intérieure qui appartient entièrement à la fabrique, et ne peut être critiqué par les paroissiens locataires de ces bancs ou stalles. Ainsi il paraît certain que si la fabrique veut élargir le chœur, ouvrir de nouvelles chapelles ; en un mot, si elle croit nécessaire un nouvel aménagement général de l'intérieur de l'église, en vue d'avantages sérieux au point de

vue du culte, elle exerce un droit incontestable; les paroissiens ne sauraient se plaindre, en pareil cas, de voir leur banc reculé et déplacé dans un intérêt général, et au même titre que les autres bancs. Il en serait différemment si la fabrique n'avait eu en vue que des intérêts de personnes; si, par exemple, elle avait déplacé le banc d'un paroissien pour mettre en sa place le banc appartenant à un autre; en d'autres termes, si elle favorisait l'un des locataires au détriment de l'autre. Il y a alors là un véritable préjudice causé à ce dernier, et il sera très-fondé à se plaindre et à exiger que sa place primitive lui soit rendue. Si c'était là, en fait, la situation du demandeur dans le procès actuel, le jugement que nous rapportons doit être certainement approuvé. Dans le cas contraire, et malgré les solides arguments sur lesquels s'appuie la sentence, nous croyons que la fabrique avait agi dans la plénitude de son droit. Voir, sur ces questions, notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Banc d'église*, nos 16 et suiv. A. B.

ARTICLE 609.

Justice de paix du canton de Gysoing
(Nord).

Président : M. MANOUVRIEZ-CÉCILLE,
juge de paix (1).

6 décembre 1870.

Louage. — Locataire. — Absence de réparations. — Demande d'indemnité. — Juge de paix. — Compétence.

Le juge de paix n'est pas compétent pour connaître des indemnités réclamées par le locataire de son propriétaire, alors même

que le chiffre de l'indemnité réclamée est inférieur ou ne dépasse pas 200 francs, et encore que le loyer annuel n'excède pas 400 francs, si le droit à l'indemnité est contesté.

Ainsi jugé,

Le 6 décembre 1870, par la sentence suivante :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — En fait ; — Considérant que le sieur L^{***}, locataire, a fait citer M. D^{***}, propriétaire de la maison qu'il occupe au loyer annuel de 300 francs, afin de le faire condamner à lui payer une somme de 100 francs à titre d'indemnité à raison de réparations qu'il n'aurait pas effectuées, malgré l'engagement qu'il avait pris de le faire ; — Que cet engagement est formellement contesté par M. D^{***} ; — Considérant que l'offre de preuve que fait le demandeur ne peut être par nous accueillie ; — Qu'en droit, aux termes de l'article 4 de la loi du 25 mai 1838, les juges de paix connaissent sans appel jusqu'à la somme de 100 francs, et à charge d'appel, jusqu'au taux de la compétence en dernier ressort des Tribunaux de première instance, des indemnités réclamées par le locataire à son propriétaire lorsque le droit à une indemnité n'est pas contesté ; — Que cet article règle d'une manière spéciale la compétence du juge de paix relativement à cette nature de difficultés entre le locataire et le propriétaire ; — Que cette compétence n'existe qu'à la condition qu'il n'y ait pas de contestation entre les parties sur le principe même de l'indemnité ; — Considérant qu'il n'y a pas lieu de distinguer à cet égard entre les cas où le chiffre de l'indemnité réclamée est inférieur ou

(1) Actuellement juge de paix de Vimou-tiers (Orne).

supérieur au taux de la compétence générale des juges de paix fixé par l'article 1^{er} de la loi précitée du 25 mai 1838, et celui où le loyer annuel n'excède pas 400 francs ; — Que la modification apportée à l'article 3 de cette loi par celle du 2 mai 1855 ne s'applique qu'aux demandes en validité ou en nullité de congé ; — Par ces motifs, déclarons ne pouvoir, en justice réglée, statuer sur la difficulté qui divise les parties ; — Que nous sommes incompétent comme juge de paix pour prononcer sur la demande à fin d'indemnité ; — Mais attendu qu'après la lecture de notre jugement et l'emploi de notre médiation pour rapprocher les parties, elles sont parvenues à s'entendre, donnons acte aux sieurs L^{***} et D^{***} de ce qu'ils conviennent de terminer leurs différends par la voie d'arbitre amiable compositeur devant les juger en dernier ressort sans observation des formalités de justice, ni recours en cassation ; déclarons accepter la nomination qu'ils font de nous comme arbitre pour prononcer entre eux comme il est dit ; — Et ont les parties signé en cet endroit, etc. »

Observations. — On n'est pas admis à prouver par témoins les conditions du bail fait sans écrit (Bruxelles, 20 novembre 1810 ; Grenoble, 4 mai 1825 ; Cass., 10 mai 1832 ; Limoges, 30 juillet 1836 ; *Contra*, Nîmes, 14 juillet 1810 et 22 mai 1819) ; à moins cependant que toutes les années réunies du bail n'excèdent pas 150 francs. Arrêts de Bruxelles et de cassation précités ; Paris, 6 avril 1825 ; Bordeaux, 29 novembre 1826.

La question qui fait l'objet de la

décision ci-dessus est conforme à la doctrine enseignée par les auteurs. Dalloz, *Rép.*, v^o COMPÉTENCE CIVILE DES TRIBUNAUX DE PAIX ; Marc Defaux, *Comment. de la loi du 25 mai 1838* ; Carou, même ouvrage.

Voir, sur la prorogation de juridiction et la nomination du juge de paix comme arbitre, *Dictionnaire général et raisonné*, t. IV, p. 463 et suivantes, n^{os} 3, 4, 5 et 20. N. D.

ARTICLE 610.

Justice de paix du Chambon-Feugerolles (Loire).

Président : M. HILAIRE, juge de paix.

21 février 1873.

Femme mariée. — Dépenses d'entretien. — Demande en séparation. — Communauté. — Mandat tacite. — Mari. — Solidarité.

La femme mariée peut valablement s'obliger et obliger le mari, sans autorisation spéciale de sa part, lorsqu'il s'agit de dépenses faites en vue du ménage ou de son entretien personnel.

Le mari peut être tenu des dépenses faites par sa femme pour sa toilette, alors même qu'il aurait ultérieurement demandé la séparation de corps et de biens ou de biens seulement, si ces dépenses sont antérieures à la séparation, et si le mari n'a pas prévenu, par la voie de la presse, qu'il n'entend pas payer les dettes contractées par sa femme.

Ainsi décidé,

Le 24 février 1873, par jugement de M. le juge de paix du canton du Chambon, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, s'il est de principe qu'aux termes de l'article 1427 du Code civil la femme mariée ne peut s'obliger ni engager la communauté sans y avoir été autorisée par son mari, il

faut reconnaître aussi que la femme considérée comme ayant reçu mandat spécial et tacite du mari peut valablement s'obliger, sans l'autorisation de celui-ci, lorsqu'il s'agit de dépenses faites en vue du ménage ou de son entretien personnel ; — Attendu que les fournitures dont s'agit ont été faites antérieurement à la demande en séparation de biens et au moment de leur cohabitation ; — Attendu que les dépenses ne paraissent pas excessives ; — Attendu que le sieur Méaille n'a point prévenu par la voie de la presse qu'il n'entendait pas payer les dettes contractées par sa femme ; que par suite les fournisseurs ont agi de bonne foi, et que, dès lors, le sieur Méaille doit être déclaré civilement responsable des obligations contractées par sa femme ; — Attendu qu'il résulte de l'exploit de Mourie, huissier, que les époux Méaille ont leur domicile légal à Famucy ; — Par ces motifs, nous, juge de paix, statuant en premier ressort, donnons défaut contre les défendeurs et les condamnons à payer à mademoiselle Astie, la somme de 105 francs, montant de ses fournitures de robe, aux intérêts et aux dépens. »

Observations. — Voir, sur cette question, de nombreuses décisions conformes, dans notre table décennale du BULLETIN, v^o *Femme mariée*.

A. B.

ARTICLE 644.

Justice de paix du canton d'Houdain
(Pas-de-Calais).

Président : M. DECROOS, juge de paix.

5 décembre 1872.

Domages-intérêts. — Action civile. —

Chose jugée. — Coups et blessures. — Incapacité de travail.

L'action civile de celui qui est victime d'un délit ou d'un crime puise sa source dans l'article 1382 du Code civil ; il peut donc agir devant les Tribunaux civils directement, sauf à ceux-ci à surseoir jusqu'au jugement de l'action publique intentée avant ou après la poursuite de l'action civile.

Rien ne l'oblige à se porter partie civile sur l'action du ministère public ni même à attaquer directement devant les Tribunaux criminels comme partie civile.

Quand il y a eu condamnation au criminel, il y a chose jugée liant le juge civil, qui n'a plus qu'à apprécier le chiffre des dommages-intérêts, en ayant toutefois égard à la gravité de la peine infligée.

Le sieur Delplanque a fait citer le sieur Beauchet, pour le faire condamner au paiement de la somme de 94 fr. 50 en réparation du préjudice qu'il lui a causé en le frappant avec un bâton et lui causant des blessures qui l'ont forcé à cesser tout travail pendant dix-huit jours.

Le défendeur reconnaît le fait allégué et ses conséquences, mais il a prétendu que, traduit en police correctionnelle pour ce fait, il avait encouru une peine très-sévère.

Après un débat contradictoire, jugement du 5 décembre 1872, qui statue en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'il est reconnu que, le 22 septembre dernier, le sieur Beauchet a frappé avec une grande violence le sieur Delplanque ; — Qu'il est prouvé par les certificats du maire de la commune et les attestations des deux plus proches voisins et du médecin que le demandeur a été incapable de travailler de son état de maître charron pendant dix-huit jours ; — Que vainement le défendeur allègue

que, traduit en police correctionnelle à raison de ce délit, à la requête du ministère public, il a été condamné très-sévèrement, parce que le juge du criminel n'avait pas vu le sieur Delplanque se porter partie civile ; — Attendu que la loi ne force pas la victime d'un crime ou d'un délit à se porter partie civile sur l'action du ministère public, ni même à attaquer directement devant les Tribunaux criminels comme partie civile ; — Que juridiquement et quand il n'est pas saisi par la partie civile le juge du criminel n'a pas à s'occuper des réparations civiles, qui ne doivent en rien l'influencer au point de vue de la vindicte publique ; — Qu'il est même sage que la victime saisisse les Tribunaux civils après jugement correctionnel, même emportant acquittement, parce qu'elle a intérêt à connaître le résultat du jugement criminel pour fixer le chiffre des dommages-intérêts à réclamer, suivant la gravité de la peine infligée ; — Que le jugement au criminel lie le juge civil qui n'a plus qu'à apprécier le chiffre des dommages-intérêts, ainsi qu'il résulte des arrêts de cassation des 14 février 1860, 23 décembre 1863, 3 août 1864 ; — Que d'ailleurs tout fait délictueux peut donner lieu à une action en dommages-intérêts aux termes de l'article 1382 du Code civil ; — Attendu que le Tribunal possède tous les éléments pour fixer la quotité des dommages-intérêts ; — Par ces motifs, statuant en dernier ressort, condamnons ledit Beauchet en 94 fr. 50, aux intérêts et aux dépens. »

Observations. — Les solutions de ce jugement sont exactes et ne peu-

vent donner matière à aucune discussion. La sévérité de la répression d'un fait délictueux ou criminel ne saurait évidemment entrer en ligne de compte pour faire modérer par le juge civil l'application des dommages-intérêts dus à la partie lésée par ce fait. En effet l'intérêt de la société et celui de la partie civile sont absolument distincts et séparés, et la satisfaction donnée au premier de ces intérêts n'implique pas la satisfaction du second dans une mesure quelconque. Le juge civil, chargé de statuer sur l'action en dommages-intérêts, n'a donc en aucune façon à se préoccuper de la gravité de la peine appliquée, mais seulement de l'étendue du préjudice causé au demandeur. Il n'est lié par le jugement criminel qu'au point de vue de la matérialité du fait dommageable, qu'il doit tenir pour certain et démontré.

C. M.

ARTICLE 642.

Just. de paix de Champagnac-de-Mélaire (Dordogne).

Président : M. VIDEAU - PERRIÈRE,
juge de paix.

3 avril 1873.

Volailles. — Pigeons tués sans nécessité.

— *Action civile en dommages-intérêts.*

— *Demande reconventionnelle.*

S'il est vrai qu'un propriétaire a le droit de tuer ou de prendre dans des pièges les pigeons qui viennent dans son grenier manger le blé qu'il y a déposé, il est certain qu'il n'a pas le droit de se les approprier ; par suite le propriétaire de ces pigeons est fondé à en exiger la restitution ou à demander des dommages-intérêts équivalents.

Celui qui trouve sur son fonds des pigeons appartenant à autrui, n'est pas autorisé à les tuer, en dehors du temps des semailles ou de la moisson, pendant lequel ils sont réputés gibier, si d'ailleurs il ne justifie pas d'un dégat actuel et effectif.

Le sieur Durieupeyroux a cité devant le juge de paix du canton de Champagnac le sieur Faucher pour :

« Attendu que le 15 mars courant, le requérant ayant demandé au cité une pigeonne lui appartenant qu'il trouvait à dire, ce dernier répondit qu'il l'avait, mais que ça ne le regardait guère ; qu'à la suite de quelques paroles échangées, le sieur Faucher tua d'un coup de fusil un autre pigeon du requérant, qui venait de se poser sur la toiture de sa maison où il est resté ; — Attendu qu'en procédant ainsi ledit Faucher a évidemment causé au requérant un préjudice qu'il est tenu de réparer ; — Par ces motifs, s'entendre condamner à payer au requérant une somme de 3 fr. 50, à titre de dommages-intérêts, et aux dépens. »

Le défendeur, invité à s'expliquer sur cette demande, répond que, les pigeons de Durieupeyroux venant tous les jours dans son grenier manger le blé qui s'y trouvait déposé, il avait placé une *trapelle* à une lucarne ; qu'un des pigeons du demandeur s'y était laissé prendre et qu'il l'y avait laissé mourir ; qu'il croyait être libre de dresser des pièges aux oiseaux ou aux animaux qui entraient dans son grenier pour dévorer son grain ; que quelques jours plus tard, le 15 mars, Durieupeyroux lui avait demandé son pigeon et qu'il le lui avait refusé, parce qu'il n'avait pas voulu lui payer de dommages-intérêts ; que même, ainsi qu'il croyait en avoir le droit, un autre pigeon étant venu se poser au même moment sur la toiture de sa maison, il l'avait tué, et qu'il y était encore. Il demande reconventionnellement une somme de 100 francs à titre de dommages-intérêts pour le préjudice

que lui ont causé les pigeons de Durieupeyroux.

Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Oui les parties en leurs dires et conclusions ; — Attendu que si Faucher avait le droit de tuer ou de prendre dans des pièges les pigeons qui venaient dans son grenier manger le blé qu'il y avait déposé, il est certain qu'il n'avait pas celui de se les approprier ; — Attendu qu'en refusant de rendre à Durieupeyroux le pigeon qu'il avait pris dans une *trapelle*, il commettait tout-au moins un acte qui engageait sa responsabilité en l'exposant à une action civile ; — Attendu, de plus, que le 15 mars dernier, en tuant d'un coup de fusil, en présence de Durieupeyroux qui lui adressait des reproches, un pigeon appartenant à ce propriétaire, et qui s'était posé sur la toiture de sa maison, le défendeur a agi méchamment, sans qu'il y eût nécessité ou besoin pour lui de préserver ses récoltes ou ses grains contre les ravages des oiseaux ; — Qu'un semblable procédé ne s'explique que par des rapports du plus mauvais voisinage ; — Attendu que Faucher, pour se justifier, ne serait point fondé à soutenir que les pigeons sont déclarés gibier par la loi du 4 août 1789, puisqu'il n'en est ainsi que pendant le temps où les règlements municipaux prescrivent de les tenir enfermés ; que, de pareils règlements n'existant pas, le défendeur ne peut s'en prévaloir ; — Attendu encore qu'en l'absence de ces règlements, si les pigeons peuvent être tués par celui sur la propriété duquel ils causent actuellement un dommage ou par son préposé, ils ne peuvent

cependant alors, ainsi que l'a jugé la Chambre criminelle de la Cour de cassation le 9 janvier 1868, être enlevés ou retenus au préjudice du propriétaire du colombier, auquel ils n'ont cessé d'appartenir ; — Attendu, en ce qui touche la demande reconventionnelle formée par Faucher, qu'elle n'est évidemment pas fondée ; — Attendu, en effet, qu'on ne saurait voir une cause de préjudice dans ce fait qu'un des pigeons de Durieupeyroux se serait posé sur les toits du défendeur ; que la méchanceté seule a inspiré évidemment la conduite tenue par Faucher dans cette circonstance ; — Attendu qu'il n'est pas non plus établi que le pigeon qui avait été pris dans la *trapelle* eût causé du dégât au blé du défendeur ; — Attendu d'ailleurs qu'il est très-vraisemblable qu'il n'avait pu en commettre, puisque le piège où il s'était enfermé était placé à une petite fenêtre ou lucarne du grenier ; qu'il avait dû nécessairement s'engager avant de s'introduire dans le grenier ; — Qu'il nous semble, par suite, aussi juste qu'équitable d'adjuger à Durieupeyroux les conclusions fort modérées de son exploit introductif d'instance ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort ; — Condamnons Armand Faucher à payer au demandeur la somme de 3 fr. 50 à titre de dommages-intérêts pour les causes susénoncées ; — Le disons non recevable et mal fondé dans sa demande reconventionnelle en dommages-intérêts et le condamnons en tous les dépens. »

Observations. — On a très-long-temps discuté la question de savoir si les pigeons doivent être considérés

soit comme *volailles*, soit comme *gibier*, et s'il est permis de les tuer sur le lieu du dégât, comme toutes autres volailles trouvées à l'état de divagation dans un champ. La Cour de cassation a souvent varié sur ce point, et un arrêt ancien de la Chambre criminelle avait, en 1821, décidé qu'il n'était pas permis de tuer les pigeons, même sur le lieu et au moment du dégât, à moins qu'un arrêté du maire n'eût ordonné leur clôture ; « attendu, disait la Cour, que l'article 12, tit. II, du Code rural du 28 septembre 1791 ne permet de tuer au moment du dégât que les *volailles*, et que les pigeons ne sont pas des volailles. » Cette dénomination, ajoutait la Chambre criminelle, ne s'applique absolument qu'aux oiseaux qu'on tient en état de domesticité, qu'on élève et qu'on nourrit dans les basses-cours.

La Cour de cassation a, plus tard, abandonné cette doctrine, et par un arrêt du 1^{er} août 1829, elle a décidé, au contraire, que lorsqu'à l'époque de la semence ou de la maturité des grains, des pigeons s'abattent sur un champ et y pâturent, le maître du champ peut les y tuer, et cela, alors même qu'il n'aurait pas été pris d'arrêté pour prescrire la clôture des colombiers. Cette jurisprudence, basée sur l'intérêt bien entendu de l'agriculture, est devenue définitive, et il est bien entendu que tout propriétaire a le droit de tuer les pigeons qui dévastent ses semailles ou ses récoltes, exactement comme il pourrait tuer des poules au moment et sur le lieu du dégât.

Toutefois, en ce qui concerne les pigeons, cette faculté laissée à un propriétaire ne lui appartient que dans le temps où il a droit à une

protection spéciale, c'est-à-dire au temps des semailles et des récoltes. A toute autre époque, il ne peut tuer les pigeons qu'en cas de légitime défense, comme lorsqu'il les trouve dévorant dans son grenier des récoltes engrangées. Mais il n'a pas le droit de les détruire, même sur son toit ou sur son fonds, en dehors du temps indiqué ci-dessus. Car rien ne prouve que la présence momentanée de ces pigeons lui cause un préjudice sérieux. La destruction volontaire des animaux d'autrui devient alors une méchanceté inutile, et qui doit être réprimée. Que si le propriétaire qui trouve sur son fonds des pigeons a éprouvé un dommage par suite de leur présence, il lui sera toujours loisible de s'adresser aux Tribunaux pour en obtenir civilement la réparation. Mais il ne peut se faire justice à lui-même, et encore moins s'approprier les pigeons qu'il aurait tués sans droit. Voir dans nos ANNALES, 1869, p. 66, l'arrêt de cassation du 9 janvier 1868, cité dans la sentence.

A. B.

ARTICLE 613.

Tribunal de simple police de Salins
(Jura).

Président : M. TRIPARD, juge de paix.

31 mars 1873.

Lieux publics. — Heure de fermeture. — Arrêté préfectoral. — Autorisation spéciale. — Bal. — Excuse. — Récidive. — Tapage nocturne.

Les maires ne peuvent, par des autorisations spéciales ou par des arrêtés, déroger aux règlements faits par le préfet de leur département, sur la police des lieux publics.

En conséquence, est illégal l'arrêté d'un maire par lequel il autorise, dans sa commune, la durée des bals publics au delà de l'heure fixée par le règlement ou arrêté préfectoral sur la fermeture des lieux publics.

L'autorisation spéciale donnée à un individu par le maire, au mépris de ce règlement, ne peut servir d'excuse à la violation des prescriptions qu'il renferme.

La cour commune à plusieurs habitants, dans laquelle se donne un bal ouvert à tous, doit être réputée un lieu public.

Un bal masqué et public, ouvert dans cette cour sans autorisation régulière de la municipalité, constitue la contravention de tapage nocturne.

L'entrepreneur du bal public est complice du bruit fait par les instruments bruyants de son orchestre ou par les personnes qui entraient à ce bal ou qui en sortaient.

L'état de récidive ne se constitue que par l'existence d'une condamnation pour un fait semblable intervenue pendant l'année, et non par deux procès-verbaux pour contraventions de même nature déferés en même temps au Tribunal de simple police.

Ainsi jugé,

Par le Tribunal de simple police de Salins, dans les termes suivants :

« Le TRIBUNAL : — En fait : — Attendu qu'il résulte soit des procès-verbaux, soit des dépositions reçues à l'audience, soit de l'interrogatoire des prévenus, soit des documents de la cause, que Grenaud avait sollicité du maire de Salins l'autorisation d'organiser en cette ville un bal masqué et public pour la soirée du dimanche 2 mars, et que ce fonctionnaire avait jugé inopportun d'accéder à ces sortes de demandes avant l'évacuation du territoire français par l'armée allemande ; — Attendu qu'après ce refus et sans avoir égard aux motifs de haute convenance qui l'avaient inspiré, le sieur Grenaud s'est adressé au maire de Bracon, dont la commune n'est en quelque sorte formée que par un quartier de la ville de Salins ; que celui-ci, trompé sur la cause du refus fait par son collègue, a accordé l'autorisation demandée non-seule-

ment pour le dimanche, mais encore pour le lundi 3 mars, depuis sept heures et demie du soir jusqu'à deux heures du matin ; — Qu'ensuite Grenaud a fait apposer dans la ville de Salins et à Bracon des placards ainsi conçus : « Avec permission de M. le maire ; — Un grand bal paré et masqué sera donné dimanche 2 et lundi 3 mars à Bracon, en face de la grande fontaine. Prix d'entrée par cavalier, 25 centimes ; » — Il sera perçu par danse, 10 centimes. Orchestre complet. Tous les rafraîchissements désirables seront mis à la portée des danseurs. Le bal commencera le soir à sept heures et demie, et finira à deux heures ; » — Que, dès lors, il s'agissait bien d'un lieu public, et même d'un endroit de consommation réglementé par l'arrêté de M. le préfet du Jura, à la date du 26 octobre 1869, lequel porte, dans son article 1^{er}, « tous les cafés, cabarets et autres débits de boissons à consommer sur place devront être fermés à dix heures en tout temps, » sauf, dit l'article 2, à l'égard des villes de Lons-le-Saulnier, Salins, pour les cabarets et autres lieux publics à l'égard desquels il existe des règlements particuliers ; — Attendu, d'ailleurs, que c'est dans un lieu public, une cour commune à plusieurs, veuve Petit et autres, que la réunion a été faite ; que pendant le bal le bruit fait avec des instruments bruyants a empêché les voisins de dormir ; qu'il y a eu constamment aux abords de ce bal, soit sur Bracon, soit sur Salins, au milieu des habitations, des cris et des chants qui ont incontestablement troublé la tranquillité ; que notamment vers deux heures et de-

mie du matin, et pendant plus d'une heure, la tranquillité des habitants de Salins, depuis le voisinage de Bracon sur tout le parcours de la grande rue jusqu'à l'hôtel de ville, a été empêchée ; — Que si Grenaud n'a point été, il est vrai, l'auteur personnel de ces derniers faits, des cris et des chants qui étaient poussés, il en a été l'instigateur, et qu'en pareil cas la loi pénale, s'écartant de la règle ordinaire, qu'il n'y a pas complicité en matière de contravention, atteint également par un texte formel les complices des bruits ou tapages nocturnes ; — Attendu que, les deux procès-verbaux étant déférés en même temps au Tribunal, il convient d'en faire jonction, et que, l'application de la loi leur étant commune et simultanée, l'un ne constitue point, malgré l'antériorité de sa date, l'état de récidive à l'égard du deuxième ; qu'il suffit donc de rechercher si les faits constatés par les procès-verbaux constituent bien la double prévention reprochée au prévenu Grenaud ;

« En droit : — Attendu que le législateur, en se servant d'expressions générales dans le numéro 8 de l'article 479 du Code pénal pour punir les auteurs ou complices de bruits ou tapages nocturnes troublant la tranquillité des habitants, a voulu embrasser tous les cas, sans faire d'exception, selon que le tapage ou le bruit aurait été causé par un mode particulier plutôt que par tout autre ; — Que c'est en ce sens que la jurisprudence s'est fixée et que la Cour de cassation a décidé, notamment par arrêt du 26 août 1848, que les danses et chants rentraient dans la catégorie des bruits et tapages prévenus par l'article susvisé ; qu'une quan-

tité d'autres arrêts ont jugé de même pour le bruit fait avec des instruments bruyants; — Attendu que cette Cour a aussi décidé qu'en pareil cas il n'était besoin d'aucune plainte pour que la contravention puisse être poursuivie; qu'il suffisait au ministère public d'établir les bruits ou tapages prétendus (arrêt du 2 avril 1830); — Que spécialement elle a encore jugé, le 26 juillet 1827, que les faits de bruit ou tapage commis seulement dans une cour commune à plusieurs maisons locataires ou propriétaires, ainsi que cela se rencontre dans la cause, constituent la contravention prévue par l'article 479, n° 8; — Qu'enfin, par un autre arrêt intervenu le 26 juillet 1849, la Cour suprême a admis que les Tribunaux de simple police, une fois le fait établi, devaient appliquer la peine encourue, même dans le cas où les bruits avaient lieu avant l'heure fixée par les règlements municipaux pour la fermeture des établissements publics; — En ce qui concerne l'arrêt municipal et l'autorisation spéciale invoqués par Grenaud: — Attendu qu'il est de principe incontestable que les maires ne doivent agir que par voie de règlement général dans les matières confiées à leur surveillance, notamment par les lois des 24 août 1790 et 22 juillet 1791, qu'ils ne peuvent dans aucun cas faire des règlements contraires aux lois ou aux arrêtés des administrations supérieures; — Que l'arrêt préfectoral déjà rappelé fixe à dix heures du soir la fermeture de lieux publics, et que le maire de la commune de Bracon n'a pu valablement prendre un arrêté qui soustrairait sa localité au règlement départemental; qu'on ne saurait y avoir égard

pour les faits continués au delà de l'heure de minuit, à laquelle ce règlement l'autorise à reporter la fermeture pour certains jours déterminés; — Attendu, d'autre part, que l'arrêt municipal, à supposer qu'il soit légal en lui-même, ne peut être invoqué quant à présent; qu'en effet, la loi actuellement en vigueur sur les municipalités, à la date du 18 juillet 1837, porte dans son article 11 que les maires, au lieu et place des corps municipaux d'autrefois, prennent des arrêtés pour ordonner les mesures locales sur les objets confiés à leur autorité, mais que ces arrêtés, qui renferment une réglementation permanente, ne sont exécutoires qu'un mois après la remise de l'ampliation constatée par les récépissés que délivrent les sous-préfets; — Que dans le cas spécial il s'agit bien d'un arrêté permanent; que les termes dans lesquels il est conçu ne permettent aucun doute sur son caractère; que cependant le récépissé n'est point reproduit; que cet arrêté portant la date du 23 février 1873 ne devenait, encore qu'il ait été envoyé à la sous-préfecture le même jour, exécutoire que le 24 mars courant; que, par suite, à supposer que le maire ait agi dans la plus stricte légalité, en admettant même que le règlement préfectoral de 1869 ne soit point applicable au fait poursuivi, son arrêté ne saurait entraver la poursuite dirigée contre Grenaud; — Attendu que les mêmes motifs empêchent d'avoir égard à l'autorisation accordée spécialement à ce dernier; qu'en effet, il est encore moins permis aux maires de dispenser par des actes particuliers les individus de l'exécution des lois ou arrêtés; que de pareilles exceptions introduiraient l'anarchie dans la jus-

tice comme dans l'administration, créeraient des privilèges et établiraient deux poids et deux mesures; qu'en un mot, les lois et règlements ne peuvent ainsi, au gré d'un maire, varier dans leur application, fléchir au profit de certains individus, en même temps qu'ils pèsent rigoureusement sur les autres; qu'en tous cas les Tribunaux ne peuvent prêter leur appui à des actes de cette nature et ne doivent point s'y arrêter; — Attendu que, les arrêtés et autorisation émanant du maire de Bracon étant réputés non avenus, il reste à apprécier s'ils peuvent servir d'excuse aux faits poursuivis; — Qu'il est de règle, en droit général, que l'excuse ne peut être puisée que dans un texte de loi ou dans une mesure légalement prescrite par l'autorité compétente; que la Cour de cassation a, le 2 avril 1830, décidé que la permission d'un maire ne constituait point l'excuse légale; qu'on doit donc, dans l'espèce actuelle, admettre cette jurisprudence avec d'autant plus de raison que Grenaud a, de propos délibéré et en profitant d'une délimitation communale capricieuse, voulu soustraire lui et les personnes de Salins qui composaient son bal, à l'application du règlement de police de cette ville auquel tous étaient cependant soumis; — Que c'est dans ce but qu'il a obtenu une autorisation qui était tout, à la fois une illégalité et un acte de mauvais voisinage de nature à augmenter les difficultés d'administration entre deux communes qui ne forment qu'une même agglomération; — Qu'à la vérité les procès-verbaux n'ont été dressés que contre Grenaud et l'un de ses musiciens, au lieu d'avoir été rédigés contre tous les auteurs ou

complices des bruits et tapages, mais qu'il était peut-être d'une sage réserve de ne point multiplier les actes de constatation, tout en procédant contre les meneurs du fait poursuivi, dont la faute n'est point diminuée par la tolérance apportée à l'exécution du règlement local à l'égard des personnes entraînées par celui-ci; — Attendu, d'autre part, que l'attitude de Grenaud envers les agents de la loi a été regrettable; que lui et ses préposés ont été non pas injurieux envers les gendarmes, mais qu'ils se sont permis des propos arrogants et des réflexions hautaines tout au moins déplacées; que Grenaud, quoique sous le coup d'un premier procès-verbal, a, malgré toutes observations, renouvelé dans la nuit du lundi la contravention déjà constatée à sa charge la nuit précédente; qu'il a refusé de représenter aux gendarmes qui se sont présentés pendant la deuxième soirée la permission qu'il invoquait; qu'enfin il n'a point fait le versement du quart de la recette du droit d'entrée au bal par lui organisé dans la caisse des indigents, ainsi que le prescrivent la loi du 8 thermidor an V et le décret du 9 décembre 1809; — Attendu en outre que les antécédents de Grenaud laissent beaucoup à désirer; qu'il a déjà été condamné à une peine d'emprisonnement pour tapage nocturne, et que la fréquence des actes de tolérance à son égard, soit à Salins, soit dans les environs, n'a fait que le rendre plus entreprenant et moins convenable envers les agents de la loi; — Que toutes ces circonstances commandent une certaine sévérité dans l'application de la disposition pénale encourue; que néanmoins, lorsqu'il s'agit d'un même

fait, la peine la plus forte doit seule être appliquée; — Sur les dépens : — Attendu que l'article 194 du Code d'instruction criminelle les met à la charge de la partie qui succombe;

« Par ces motifs : — Statuant en premier ressort à l'égard de Jules Grenaud et en dernier ressort à l'encontre de Raton ; faisant jonction des poursuites dirigées en vertu de deux procès-verbaux, donne acte au ministère public de ce qu'il abandonne la poursuite contre Raton, à raison de ce qu'il n'était qu'un agent salarié de Grenaud ; relaxe ledit sieur Raton sans peine, amende ni dépens ; — Déclare Grenaud suffisamment convaincu : 1° d'avoir, dans la nuit du 2 au 3 mars et dans celle du 3 au 4 mars 1873, à Bracon, contrevenu à l'arrêté préfectoral du Jura, du 26 octobre 1869, en tenant ouvert un lieu public à consommer ou en y stationnant après l'heure de minuit ; 2° de s'être livré comme auteur principal ou complices, au même lieu, à des bruits ou tapages nocturnes qui ont troublé la tranquillité des habitants ; — Par application des articles 471, n° 15 ; 479, n° 8, et 480 du Code pénal, lus à l'audience et conçus en ces termes... ; — Le condamne à la peine de 11 francs d'amende, trois jours de prison et aux dépens ; — Déclare la contrainte par corps applicable audit Grenaud, et en conformité des articles 2 et 9 de la loi du 15 avril-22 juillet 1867, en fixe la durée à cinq jours pour le recouvrement des adjugés qui l'en rendent susceptible. »

Observations. — Le jugement qui précède ne laisse pas que de nous inspirer de graves doutes. Peut-on considérer un bal public

comme tombant sous l'application des arrêtés spéciaux qui ont pour objet de régler l'heure de fermeture des lieux publics, c'est-à-dire des établissements de cafetiers, aubergistes et débitants de boissons ? Nous ne connaissons pas dans leur entier les termes exacts de l'arrêté préfectoral du Jura sur la matière ; mais si cet arrêté, en désignant nommément ces sortes d'établissements, ne vise pas en même temps les entrepreneurs de bals publics, nous ne pensons pas que les dispositions du règlement préfectoral leur soient nécessairement applicables. Il résulte de la loi des 16-24 août 1790, tit. II, art. 3, et d'un arrêt de la Cour de cassation, rendus en chambres réunies le 7 novembre 1833, que les maires ont le droit de réglementer les bals publics, ce qui comporte nécessairement le droit de les autoriser ou de les défendre, d'en régler la durée et de prendre toutes mesures pour le maintien du bon ordre dans ces réunions. Nous croyons donc qu'à moins de dispositions formelles dans l'arrêté préfectoral sur l'heure de fermeture des bals publics proprement dits, le maire de la commune de Bracon avait le droit d'autoriser un ou plusieurs bals publics dans sa commune, comme il avait celui d'en régler la durée. S'il avait ce pouvoir, et si son autorisation était valable, sauf réformation de la part de l'autorité supérieure, le fait par l'entrepreneur d'avoir tenu un bal ouvert jusqu'à deux heures, et d'y avoir admis l'orchestre nécessaire, ne pouvait constituer par cela seul la double contravention qui lui était reprochée.

Mais, dit-on, l'arrêté avait un caractère permanent, et par suite, comme il n'avait pas été préalable-

ment revêtu de l'approbation préfectorale régulière, cet arrêté n'était pas exécutoire et ne couvrait pas la responsabilité de l'entrepreneur. Ici encore nous sommes en désaccord avec le jugement, et nous ne comprenons guère qu'un arrêté ayant pour objet d'autoriser soit un, soit même trois bals, à des dates déterminées, puisse être considéré comme portant règlement permanent. Un tel arrêté nous paraît avoir un caractère essentiellement personnel et temporaire, et par suite il est immédiatement exécutoire, sauf l'annulation ultérieure qui peut être prononcée par le préfet. La conséquence est que, tant qu'un tel arrêté n'avait pas été annulé, l'entrepreneur du bal devait être considéré comme régulièrement autorisé.

Il y a toutefois, dans l'espèce, un fait qui justifie, au moins sur l'une des contraventions reprochées, la décision que nous rapportons ci-dessus. L'entrepreneur, indépendamment de son bal, paraît avoir tenu une sorte de buvette ou débit de rafraîchissements et boissons. A cet égard, il se serait assimilé aux débitants pour lesquels a été pris l'arrêté relatif à l'heure de fermeture. Si donc le bal, en lui-même, était licite comme régulièrement autorisé, il n'en était pas de même du débit de boissons, pour lequel l'entrepreneur était tenu de se conformer au règlement général émané du préfet du département. Il y a donc contrevenu, de ce chef, s'il a tenu ce débit ouvert au delà de l'heure réglementaire de l'arrêté.

Quant à l'autre contravention, celle de tapage nocturne, nous ne pouvons évidemment l'apprécier. Si le bal était, comme nous le pensons,

régulièrement autorisé, la contravention ne pouvait pas résulter du seul fait de la prolongation de la musique pendant la nuit, ni du bruit ordinaire et inévitable dans tout bal où le public est admis. Mais cette contravention pouvait résulter de faits particuliers de désordre, de cris ou de chants excessifs de nature à troubler la tranquillité des voisins. L'entrepreneur pouvait en être considéré comme complice, et nous ne saurions critiquer sur ces deux points l'appréciation du juge de police de Salins, appréciation qui rentre essentiellement dans le domaine du fait.

Sur la dernière question, nous approuvons entièrement la décision qui précède. Pour qu'il y ait récidive, dans le sens de la loi, il faut qu'il y ait eu condamnation avant le fait actuellement dénoncé, et il faut de plus que cette condamnation soit devenue définitive. Voir Cass., 8 octobre 1865, 19 novembre 1868 et 18 février 1869. Voir aussi notre Dictionnaire Général, v^o *Récidive*, nos 2 et suiv.

A. B.

ARTICLE 614.

Justice de paix du 1^{er} canton de Reims (Marne).

Président : M. CH. DE BOURBONNE,
juge de paix.

5 avril 1873.

Fournitures faites par un marchand à une personne non marchande. — Usage personnel. — Compétence du juge de paix. — Garantie du vendeur. — Mauvaise qualité de la marchandise vendue.

Le juge de paix est compétent pour statuer sur une demande intentée contre un marchand par une personne non marchande,

à raison de fournitures à elle faites pour son usage personnel.

En ce cas, le demandeur peut, à son choix, porter son action soit devant le Tribunal de commerce, soit devant le juge civil.

Lorsque la chose vendue est impropre à la destination pour laquelle elle a été achetée, l'acquéreur peut rendre la chose vendue et s'en faire restituer le prix.

Ainsi décidé,

Le 5 avril 1873, par jugement de M. le juge de paix du premier canton de Reims, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — En ce qui touche l'opposition formée par Bonhenry au jugement par défaut prononcé contre lui le 18 janvier dernier : — Attendu que cette opposition est régulière en la forme ; — Recevons Bonhenry opposant audit jugement par défaut ; — En ce qui touche la question de compétence : — Attendu qu'aux termes de l'article 631 du Code de commerce, les Tribunaux de commerce connaissent entre toutes personnes des contestations relatives aux actes de commerce ; que par conséquent il s'agit, dans l'espèce, de savoir ce que la loi entend par acte de commerce ; — Attendu que l'acte de commerce se constitue par une opération faite dans un but de trafic, avec l'intention d'en tirer bénéfice ; — Attendu que le particulier qui achète une marchandise pour son usage personnel ne fait point en cela un acte de commerce ; il n'a pas acheté pour revendre ; il n'y a donc pas de spéculation de sa part, et le fait n'est pas de ceux que l'article 632 répute actes de commerce ; — Attendu que les Tribunaux consulaires, étant essentiellement des Tribunaux d'exception, ne peuvent jamais connaître que

des affaires purement commerciales, tandis que les Tribunaux civils ont la plénitude de juridiction ; — Attendu que lorsqu'un acte est commercial à l'égard d'une des parties, et civil à l'égard de l'autre partie, les contestations auxquelles il donne lieu doivent être soumises à la juridiction la plus large ; que dès lors la partie qui n'a pas la qualité de commerçant, et qui n'a point fait acte de commerce, peut, à son choix, porter son action soit devant le Tribunal de commerce, soit devant le Tribunal civil ; — Attendu que cette doctrine, consacrée par de nombreux arrêts, et dont le dernier est un arrêt de la Cour de cassation du 22 février 1859, est fondée sur l'article 40 de l'ordonnance de 1673 dont la disposition n'a pas été reproduite dans le Code de commerce, auquel les articles 631, 632 et 638 de ce code n'ont apporté aucune dérogation ; — Attendu qu'une telle disposition contient l'énonciation d'un principe général toujours subsistant en l'absence d'un texte formel qui en ait prononcé l'abrogation ; — Attendu que c'est à bon droit que la demoiselle Pilier a assigné le sieur Bonhenry devant ce Tribunal ; — Déterminé par ces motifs, nous déclarons compétent, retenons la cause et statuant au fond ; — En ce qui touche la demande principale : — Attendu qu'aux termes de l'article 1641 du Code civil le vendeur est tenu de la garantie, à raison des vices cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel elle est destinée ; — Attendu que le tour de cou dont s'agit est formé de plumes collées avec une matière gommeuse sur une étoffe, laquelle est elle-même recouverte d'une autre

étouffe, ce qui ne permet pas de voir par quel moyen elles ont été fixées ; — Attendu que l'acheteur peut rendre la chose vendue et s'en faire restituer le prix, et que la demoiselle Pilier a mis ledit objet à la disposition du sieur Bonhenry en le déposant à cet effet au greffe de cette justice de paix ; — Attendu enfin que le sieur Bonhenry a reconnu lui-même que le tour de cou était mal confectionné et a avoué lui-même, lors des préliminaires de conciliation, savoir que cette fourniture était vicieuse et d'un usage impossible ; — Déterminé par ces motifs, déclarons Bonhenry mal fondé dans son opposition et l'en déboutons ; disons qu'il y a lieu de statuer sur les dommages-intérêts ; — Disons que le jugement du 18 janvier dernier sera exécuté selon sa forme et teneur, et le condamnons en tous les dépens. »

Observations. — Sur la première question, la jurisprudence paraît désormais fixée dans le sens du jugement ci-dessus. Certains auteurs, et avec eux quelques arrêts anciens, avaient décidé qu'en cas de contestation relative à un acte commercial au regard de l'une des parties seulement, la compétence est déterminée par la nature de l'engagement de celui contre lequel la demande est introduite ; que, par suite, si c'est le marchand qui est défendeur au procès, comme dans l'espèce actuelle, la demande doit être portée devant le Tribunal de commerce, le marchand, à raison d'un acte de son négoce, ne pouvant être distrait de ses juges naturels. Cette doctrine n'a pas prévalu et la plupart des arrêts récents des Cours

d'appel ont décidé qu'en ce cas même le demandeur non marchand, au regard duquel l'acte est purement civil, a le choix d'assigner le marchand soit devant la juridiction commerciale, soit devant la juridiction civile. La Cour de cassation s'est rangée à cet avis, qui est d'ailleurs adopté par Boncenne *Théorie de la procéd.*, t. I, p. 800 ; Carré, *Lois de la compét.*, t. II, p. 536, etc., etc. — Sur la seconde solution nous n'avons rien à dire, le juge du fait est souverain appréciateur de la question de savoir si la chose vendue est véritablement impropre à l'usage auquel on la destine. Dans l'espèce, l'objet vendu était non-seulement de mauvaise qualité, mais absolument impropre au service que l'acheteur en attendait. C'est donc avec raison que la demande a été accueillie par le juge. A. B.

ARTICLE 615.

Tribunal de simple police de Villerséal (Lot-et-Garonne).

Président : M. MILVILLE, juge de paix.

3 mai 1873.

Cercle. — *Demande en paiement de cotisation. — Défaut de qualité du demandeur. — Non-recevabilité de l'action. — Compétence du juge de paix.*

Un cercle ne constitue qu'une simple communauté d'individus régie par les règles générales du droit, et incapable d'agir comme être moral. En conséquence, tout exploit intenté au nom du cercle doit désigner individuellement par leurs nom, profession et domicile chacun des membres de la société.

Un membre du cercle, quelque qualité qu'il prenne, n'est donc pas recevable à actionner seul, au nom de tous, un autre membre en paiement de cotisations arriérées.

Le conseil d'administration ou le bureau d'un cercle, et même une réunion du cercle

en assemblée générale, ne saurait imposer, comme une société commerciale à ses actionnaires, un nouveau versement de fonds à des membres absents sans leur concours et contre leur volonté, chaque membre ne pouvant être tenu que dans les limites de son engagement.

Le sieur D***, ancien gérant du cercle des étrangers, à Arcachon, a fait citer le sieur A***, docteur en médecine à Villéréal, devant M. le juge de paix de ce canton, aux fins suivantes :

« Attendu qu'aux termes de conventions verbales intervenues entre les liquidateurs du cercle et le requérant par l'organe de M. de Coriolis, l'un desdits liquidateurs, le requérant s'est chargé, à la condition qu'il lui serait cédé l'actif du cercle, c'est-à-dire les cotisations votées en assemblée générale pour faire face à l'extinction du passif, de toutes les charges telles que le bail du chalet Chabrier; — Que ces cotisations doivent être payées par tous les membres qui avant le mois de janvier 1871 n'avaient pas donné leur démission; — Que M. A***, n'ayant pas donné sa démission, doit, en sa qualité de membre de l'ancien cercle, ladite cotisation; se voir en conséquence ledit sieur A*** condamner au paiement de la somme de 60 francs pour sa cotisation, et aux dépens, sauf toutes réserves. »

Le défendeur a exposé que, dans l'année 1870, il se rendit à Arcachon, en qualité de médecin consultant, pour la saison d'été seulement; que, vers le 5 juillet, le demandeur, gérant d'un cercle nouvellement formé, dit *cercle des étrangers*, vint lui proposer d'en faire partie, mais qu'avant d'accepter il demanda si on ne recevait pas des abonnements tem-

poraires ou mensuels, comme cela se pratique dans les villes d'eaux, et que ce ne fut que sur une réponse négative que le 14 juillet 1870 il demanda par écrit à être admis comme membre fondateur, seul titre sous lequel il croyait pouvoir être admis; — Que le titre de membre fondateur était pour lui tout à fait illusoire, qu'il n'a nullement participé à la création et à l'organisation du cercle; que jamais il ne lui a été donné connaissance des statuts, et qu'aucune signature d'adhésion à ces *statuts*, le liant définitivement, ne lui a été réclamée; — Qu'à son départ d'Arcachon en septembre 1870, il versa entre les mains du demandeur la somme de 50 francs, chiffre de la cotisation qui lui avait été désigné à son entrée; que, par ce paiement, le seul engagement qu'il avait pris il l'avait exécuté, de sorte que dès ce moment-là il se croyait dégagé de toute espèce de solidarité vis-à-vis du cercle entier; que ce jour-là, rentrant dans sa famille, reprenant sa clientèle, et quittant Arcachon sans intention d'y revenir, son départ équivalait à une démission; — Que la dissolution du cercle n'a été prononcée qu'en 1871, environ huit mois après son départ, qu'il n'a jamais reçu aucune convocation à ce sujet et est resté complètement étranger aux réunions qui ont pu avoir lieu et aux décisions qui les ont suivies; que le supplément de cotisation de 60 francs réclamé aujourd'hui ne devait être supporté que par ceux-là seuls qui avaient créé et organisé le cercle, ceux qui ont fait partie des assemblées générales et ont consenti à coopérer à l'extinction du passif; — Qu'enfin, attendu que, même au point de vue du droit, un cercle

même autorisé ne constitue pas une société civile, mais une simple communauté d'individus, régie par les règles générales du droit, incapable d'agir comme être moral par ses administrateurs; — Attendu que même pour les sociétés civiles, d'après l'article 64 du Code de procédure et conformément à la jurisprudence de la Cour suprême, il est décidé que l'exploit introductif d'instance donné à la requête d'une société purement civile doit, à peine de nullité, désigner individuellement par ses nom, prénoms, profession et domicile chacun des membres de ladite société et qu'il ne suffit pas que l'exploit soit notifié à la requête du gérant seul; — Attendu que nul ne peut exercer en justice les actions d'autrui sans y être autorisé par une procuration expresse; que, dans l'espèce, cette jurisprudence est d'autant plus applicable que le *cercle dit des étrangers* ne peut même être considéré comme une société civile, et à plus forte raison ne peut jouir en aucune sorte des bénéfices accordés seulement aux sociétés commerciales; que par suite le demandeur ne peut agir en la qualité qu'il a prise de liquidateur de ladite société; — Par tous ces motifs, le défenseur a conclu à ce que le demandeur fût débouté de sa demande comme mal fondée et condamné aux dépens.

Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'un cercle, même autorisé, est une *société de personnes réunies dans un but d'agrément et non une société d'intérêts créée pour une exploitation quelconque et dans le but de réaliser des bénéfices dans le sens de l'article 1832 du Code civil*; que les lois

qui régissent soit les sociétés commerciales, soit les sociétés civiles ne sont pas toutes applicables à ce genre de société; que par suite, en dehors de la cotisation annuelle ou mensuelle que chacun des membres s'engage à verser lors de son admission pour faire face aux frais de ces sortes de réunions, le conseil d'administration ou le bureau du cercle et même une réunion en assemblée générale, ne pourrait imposer, comme une société commerciale à ses actionnaires, un nouveau versement de fonds à des membres absents sans leur concours et malgré leur vouloir; — Que dans l'espèce, si on admettait, comme le demandeur, que des membres ont pu se dégager en donnant leur démission avant le mois de janvier 1871, cela aurait eu pour conséquence de permettre aux membres résidant à Arcachon qui avaient connaissance de la déconfiture du cercle de se retirer à temps et de faire retomber ainsi toutes les charges, ce qui ne serait pas équitable, sur des membres étrangers qui de fait ne jouissaient plus des avantages du cercle et pouvaient croire que leur départ d'Arcachon était une démission effective et réelle; — Attendu que, s'il est vrai que les statuts et règlements arrêtés et rédigés par les fondateurs et acceptés par les membres qui sont entrés dans la société ont créé entre eux des obligations réciproques dont le caractère est purement civil, rien n'établit dans l'espèce que les décisions prises soient conformes aux statuts du cercle des étrangers qui n'ont pas été produits; que du reste l'appréciation de leur valeur et toutes les contestations sur leur interprétation dépassent notre compétence

(Cour d'appel de Paris, 29 juillet 1869); — Attendu que la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour décider qu'un cercle ne constitue qu'une simple communauté d'individus régie par les règles générales du droit, incapable d'agir comme être moral (Cass., 27 juin 1847); que, lors même qu'un cercle serait considéré comme une société civile, les prescriptions de l'article 61 du Code de procédure devraient être observées dans l'exploit introductif d'instance qui doit, à peine de nullité, désigner individuellement par leurs nom, profession et domicile, chacun des membres de la société (Cass., arrêts des 8 novembre 1856 et 26 mai 1841); — Attendu que le sieur D*** ne justifie par aucune pièce authentique et régulière être mandataire, cessionnaire ou subrogé aux droits des membres du cercle des étrangers, que, même dans ce cas, il devrait désigner par leurs nom, profession et domicile, chacun des membres dont il prétend être au lieu et place, suivant la maxime qu'en France nul ne plaide par procureur, et qu'une simple cession verbale alléguée par le demandeur dans l'exploit fait à sa requête ne saurait le dispenser de remplir les formalités exigées par la loi; — Par ces motifs, déclarons l'action du demandeur non recevable et le condamnons aux dépens, etc. »

Observations. — Voir, dans le même sens, un jugement de la justice de paix du canton de Mondoubleau, en date du 15 février 1872, et nos observations à l'appui, BULLETIN DES DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX, t. XIV, p. 94. V. aussi justice de paix de Roubaix, 3 mai 1872, *ibid.*, p. 214. C. M.

ARTICLE 616.

Tribunal de simple police de Roubaix (Nord).

Président : M. BONNIER, juge de paix.

1^{er} mai 1873.

Embarras de la voie publique. — Scories. — Dépôt. — Nécessité. — Excuse. — Renvoi du prévenu.

Celui qui fait, par nécessité, sur la voie publique et au long de son usine, un dépôt momentané de scories, avec l'intention de les enlever après le dépôt, ne commet aucune contravention, et doit être relaxé sans dépens.

Ainsi décidé,

Le 1^{er} mai 1873, par jugement du Tribunal de simple police de Roubaix, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — OÙ les deux témoins produits en leurs dépositions et l'organe du ministère public en ses réquisitions; — Attendu que le prévenu, bien que régulièrement cité, n'est ni comparant, ni légalement représenté; — Donne défaut contre lui et, pour le profit; — Attendu, en droit, que tout embarras ou encombrement de la voie publique, *sans nécessité*, constitue la contravention prévue et réprimée par l'article 471, n° 4, du Code pénal; — Attendu, en fait, que le sieur Jean Lefèvre-Ducatteau, manufacturier à Roubaix, est, suivant l'exploit de citation, prévenu d'avoir les 7, 10 et 11 avril 1873, déposé des scories sur le trottoir de la rue Saint-Antoine, en cette ville; — Attendu que la poursuite dirigée pour ces faits contre le prévenu ne s'appuie sur aucun procès-verbal ou rapport régulier, mais seulement sur les dépositions des deux

agents de police entendus ; — Attendu donc que c'est uniquement dans les dépositions de ces témoins que le juge peut rechercher les éléments d'appréciation du caractère du dépôt. pour déclarer s'il a été fait ou non par nécessité ; — Attendu qu'après avoir déclaré que des dépôts de scories provenant des foyers des machines à vapeur ont été faits, le 7 avril pendant une heure, de neuf heures et demie à dix heures et demie du matin, et le 10 avril, pendant une heure et demie, de neuf heures à dix heures et demie du matin, sur le trottoir de la manufacture du prévenu, en la rue Saint-Antoine, l'agent de police Bayart a expliqué que, si, au moment où se faisaient ces constatations, les tombereaux de transport n'étaient pas sur les lieux et en chargement, ce transport se fait habituellement après le déport ; — Attendu que, de son côté, le brigadier de police Descamps a déclaré que le 11 avril, à huit heures du matin, il y avait aussi, sur le même trottoir, des scories, mais que le chargement sur le tombereau de transport se faisait immédiatement ; — Attendu, en résumé, que dans l'espèce et aux cas particuliers, même sur les interpellations réitérées du juge, il n'a été ni avancé ni établi par les deux témoins que ces dépôts temporaires sur un trottoir pour des chargements et des transports immédiats ou prochains, fussent habituels, abusifs ou prolongés au delà du temps nécessaire pour l'enlèvement ; — Attendu qu'en cet état de cause, il reste constaté à la charge du prévenu le fait, non pas d'avoir, sous le prétexte que l'encombrement de la voie publique serait une conséquence de la profession, envahi le

sol de la rue pour en faire en quelque sorte le prolongement de la manufacture, prétexte et excuse inadmissibles, rejetés par la Cour de Cassation (arrêt du 2 juillet 1824, Sirey, 24, p. 1, 392), mais bien plutôt le fait d'avoir embarrassé un point du trottoir longeant son usine par un dépôt momentané, conforme à la pratique générale des habitants et des industriels de Roubaix dans les chargements et déchargements des matières premières, des produits et des résidus, expliqué par la disposition des lieux et justifié par la nécessité, comme le fait du déchargement de paille sur la voie publique qui a été reconnu non contraventionnel et qui a donné lieu à l'arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation du 21 avril 1870 (ANNALES DES JUSTICES DE PAIX, janvier 1872, p. 33) ; — Attendu donc qu'en faisant faire *par nécessité* ce dépôt momentané, le prévenu n'a commis aucune contravention ; — Jugeant en dernier ressort ; — Relaxe le sieur Lefebvre-Ducatteau des fins de la prévention, et annule la citation et ses suites sans dépens. »

Observations. — La nécessité est une excuse légale du fait d'embarras de la voie publique, et c'est au juge de police qu'il appartient d'apprécier souverainement le fait de nécessité (Cass., 24 décembre 1859, ANNALES, 1860, p. 269). Il est certain qu'une usine à vapeur qui emploie des charbons de terre est dans la nécessité de se débarrasser des scories et résidus provenant de ses fourneaux. Si donc cette usine n'a pas d'autre emplacement pour le dépôt et l'enlèvement de ces résidus que le trottoir de la voie publique qui la

borde, cette usine est légalement excusable, lorsqu'elle fait des dépôts de scories sur cette voie, pour les faire enlever d'ailleurs immédiatement après le dépôt; mais il est certain aussi que si ce dépôt était prolongé et abusif, si l'enlèvement ne le suivait qu'au bout de plusieurs heures, il y aurait contravention, car la prolongation du dépôt n'aurait évidemment plus rien de nécessaire.

A. B.

ARTICLE 617.

Justice de paix du cant. de Montastruc
(Haute-Garonne).

Président : M. L. CHALONS, juge de paix.

10 mai 1873.

*Diffamation. — Propos outrageants. —
Réparation civile. — Affichage du
jugement.*

Le juge de paix, compétent pour statuer sur une demande civile en dommages-intérêts basée sur des propos diffamatoires, peut, selon les cas, ordonner en outre, à titre de réparations civiles, l'impression et l'affiche de son jugement par extrait.

Olivier Amans a tenu, sur le compte de la femme Beauté, des propos de cette nature : Que Beauté était un c...; que le dernier enfant qu'il avait eu de sa femme, il y a six ou sept mois, était le fils de X***, ancien brigadier de la gendarmerie; que de plus il avait vu un jour ce dernier entrer chez la femme Beauté en l'absence de son mari, et que s'étant caché sous un hangar pour écouter, il avait entendu ledit X*** tenir des propos galants à la femme Beauté, tandis que celle-ci était occupée à passer

de la farine; que le bruit du blutoir ayant cessé pendant un certain temps, la femme Beauté et X*** s'étaient livrés à... etc., etc.; enfin qu'il avait vu X*** sortir de chez la femme Beauté, fort rouge et emportant un pain sous le bras (Beauté est boullanger).

La femme Beauté a assigné Olivier Amans en 80 francs de dommages et a demandé à faire la preuve. Elle demande aussi l'affichage du jugement à intervenir dans les douze communes du canton.

Le 10 mai 1873, jugement de M. le juge de paix du canton de Montastruc, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance, ensemble le procès-verbal d'enquête à l'audience de ce jour; — Vu l'article 5, § 5, de la loi du 25 mai 1838, et les articles 1392 et 1393 du Code civil; — Attendu qu'il est constant et reconnu en fait qu'à diverses reprises, Olivier Amans s'est permis de tenir publiquement, sur le compte de la femme Beauté, des propos outrageants de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération de cette femme; — Que ces propos contenant l'allégation de faits précis et nuisibles à la réputation de la personne sur le compte de laquelle ils sont tenus, constituent la diffamation telle qu'elle est définie par l'article 13 de la loi du 17 mai 1819; — Attendu, dans l'espèce, que la diffamation reprochée à Olivier Amans, propagée et répétée, a eu pour conséquence irréparable de porter le trouble et la désunion dans le ménage des époux Beauté; — Attendu

qu'Olivier Amans reconnaît, à l'audience, avoir tenu les propos qui lui sont reprochés ; — Que la déclaration qu'il fait de n'avoir pas eu l'intention de nuire à la femme Beauté, ne saurait atténuer la gravité de son imprudence ; — Qu'il déclare en outre se repentir d'autant plus de sa conduite, qu'il a toujours considéré et considère encore la femme Beauté comme une honnête femme, sur le compte de laquelle il n'a le droit d'élever aucune suspicion ; — Attendu incidemment, qu'il y a lieu de déférer à la demande de la femme Beauté, à l'audience, en lui donnant acte des dires et déclarations d'Olivier Amans ; — Attendu que, pour la fixation des dommages, le juge doit apprécier la gravité de la diffamation, comme l'intention qui a pu y donner lieu ; — Qu'en matière d'honneur, la réparation ne saurait résulter uniquement de la quotité plus ou moins élevée, attribuée comme dommages-intérêts ; — Attendu néanmoins que c'est à bon droit que la femme Beauté, dûment autorisée et assistée de son mari à l'audience, vient demander à la justice une réparation équitable ; — Attendu que toute partie qui succombe doit supporter les dépens ;

« Par ces motifs, — Jugeant publiquement, contradictoirement et en

dernier ressort ; — Donnons acte à la demanderesse des dires et déclarations d'Olivier Amans ; — Condamnons ce dernier en 20 francs de dommages-intérêts envers la femme Beauté ; — Ordonnons, de plus, qu'à titre de réparation civile, et comme complément de dommages-intérêts et par notre huissier audienier, que nous commettons à ces fins, le présent jugement sera affiché par extrait, et aux frais d'Olivier Amans, au chef-lieu de la commune de Montastruc, et au chef-lieu de la commune de Bessières, dans le lieu public à ce destiné dans chacune de ces deux communes ; — Condamnons enfin le défendeur en tous les dépens. »

Observations. — La question de savoir si les Tribunaux de paix ont le droit, en matière d'action civile pour diffamation verbale, d'ordonner l'impression et l'affiche de leurs jugements, a été longtemps et vivement débattue. Toutefois elle paraît actuellement résolue dans le sens de la décision qui précède, par un arrêt de la Cour de cassation du 3 juin 1858, et plus spécialement par l'arrêt de la même Cour du 31 mai 1864, rapporté dans nos ANNALES, 1815, p. 62.

A. B.

ARTICLE 613.

Justice de paix du canton de Salins
(Jura).

Président : M. TRIPARD, juge de paix.

23 juin 1873.

Action possessoire. — Réintégration. —
Servitude. — Voie de fait. — Trouble.

L'action en réintégration n'est recevable qu'autant que le demandeur établit une possession annale antérieure à la voie de fait de laquelle il demande réparation.

Spécialement, la règle *spoliatus ante omnia restituendus* n'est point applicable au possesseur légitime qui, par voie de fait, a repris la jouissance de sa chose que le demandeur en réintégration avait usurpée.

Dans ce dernier cas il n'est point dû de dommages-intérêts, à raison de la reprise de possession, à l'usurpateur dépossédé violemment.

Les faits de cette affaire sont relatés suffisamment dans les motifs de la décision de M. le juge de paix de Salins, pour qu'il ne soit nécessaire de les retracer auparavant.

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que postérieurement à l'incendie de la ville de Salins arrivé en 1825, c'est-à-dire vers 1826 ou 1827, les maisons que possèdent aujourd'hui Marsoudet, demandeur, et la dame Satet, défenderesse, ont été reconstruites ; qu'un mur séparatif et mitoyen existe entre ces deux maisons ; qu'en construisant ce mur on a établi deux larmiers qui servent, soit à éclairer la cave de celle-ci, soit à donner de l'air à cette cave ; que ces ouvertures donnent dans le corridor de la maison Marsoudet et que ce corridor, qui aboutit à la grande rue de Salins, ne donne accès qu'à l'habitation de ce dernier et ne peut être fréquenté que par lui et les siens ou les personnes qu'il re-

çoit ; — Attendu que, Marsoudet ayant fait boucher de son côté les deux larmiers de cave, la dame Satet les a fait rouvrir, et qu'il s'est pourvu contre celle-ci pour se faire maintenir et au besoin réintégrer dans la possession plus qu'annale, qu'il disait avoir du corridor de sa maison, et ce à l'exclusion de toute servitude de jour ; que la dame Satet soutient, au contraire, qu'en rouvrant les deux larmiers elle n'a fait que reprendre la possession d'une servitude, possession immémoriale et dont elle n'avait été dépouillée momentanément que d'une manière clandestine et par une première voie de fait ; — Attendu qu'avant de statuer au fond nous avons ordonné notre transport sur les lieux objet du litige, et appointé les litigants à y établir les faits par eux respectivement articulés ; — Attendu qu'il résulte de nos constatations, et notamment des enquêtes auxquelles il a été procédé, que les larmiers ou soupiraux de cave ont bien été construits en même temps que le mur où ils existent ; que leur maçonnerie est contemporaine, que les cadres en pierres qui les forment ont été édifiés en même temps, que la cristallisation du mortier est uniforme et que les témoins ont été unanimes pour attester la jouissance ancienne de la servitude qu'entraîne l'existence de ces larmiers ; — Qu'à la vérité deux témoins, les ouvriers Gresset et Drivon, ont déclaré qu'à la demande de Marsoudet ils avaient, le 12 ou le 13 mars 1872, fermé les deux ouvertures au moyen de briques et de plâtre posés du côté de celui-ci seulement ; que ce fait, s'il n'était expliqué ou contredit, établirait, s'il s'était continué jusqu'au

mois d'avril de l'année suivante, comme Marsoudet le prétend, une possession suffisante pour réussir dans son action; — Mais qu'il est à remarquer : d'une part, que les deux mêmes témoins ignorent si les ouvertures sont demeurées bouchées, parce que, disent ces ouvriers, ils ne sont point depuis rentrés dans la maison Marsoudet; d'autre part, que quatre autres témoins qui ont travaillé dans la cave Satet ou qui ont l'habitude de fréquenter la maison affirment que, pendant la saison d'été 1872, les larmiers étaient ouverts; — Attendu qu'il appert également des enquêtes et qu'il n'a point été contesté que chaque année, à l'approche de l'hiver, la dame Satet faisait boucher de son côté les larmiers de sa cave pour la garantir du froid; qu'au moment du printemps elle faisait enlever les tampons de paille ou de chiffons qu'elle avait fait placer à la fin de l'automne; — Que, notamment au début de l'hiver dernier (novembre 1872), elle avait fait boucher les deux larmiers ainsi qu'il vient d'être expliqué; que déjà ils étaient bouchés de son côté, lorsqu'au mois de mars précédent les deux gypseurs avaient muré les larmiers du côté de Marsoudet; que par suite la dame Satet n'avait pu apercevoir leur travail; qu'il est également établi qu'au printemps de 1872, lorsque les tampons qui fermaient les larmiers, du côté de la veuve Satet, au moment dont parlent ces gypseurs, ont été enlevés, aucune fermeture n'existait du côté de son adversaire et que cette fermeture, qui n'existait pas davantage à la fin de l'automne suivant, s'est retrouvée au printemps 1873, lorsque M^{me} Satet dégageait les ouvertures

et faisait enlever par son petit-fils les briques et le plâtre dont Marsoudet demande le rétablissement; — Attendu que c'est à cette dernière voie de fait que Marsoudet attache le trouble apporté à la possession plus qu'annale qu'il soutient avoir exercée auparavant; qu'en outre et pour le cas où la possession annale ne lui serait pas reconnue, il demande à être réintégré dans la possession du corridor affranchi de la servitude de jour des larmiers; — Qu'il s'agit donc d'examiner si la plainte et la réintégrande exercées tout à la fois doivent être accueillies; — Endroit : — Attendu qu'il est vrai, ainsi que Marsoudet l'a fait soutenir, qu'en droit romain on distinguait les diverses actions possessoires; que ce n'était que pour les plaintes en cas de saisine ou nouvelleté, l'*interdictum uti possidetis*, qu'on exigeait une possession annale légitime, *nec vi, nec clam, nec precario*; — Que pour l'*interdictum unde vi* la règle *spoliatus ante omnia restituendus* était appliquée, quelque vicieuse que fût la possession de celui qui avait été dépossédé par violence; — Mais qu'il est essentiel de remarquer, pour éviter l'erreur dans laquelle a été entraînée une notable partie de la jurisprudence, que la loi 1, § 30, ff, n'appliquait la règle *spoliatus ante omnia restituendus* qu'à l'égard du détenteur dépossédé par un tiers, et non pour les cas où il aurait été déjeté par le légitime possesseur, *qui a me vi possidebat, si ab alio dejiciatur, habet interdictum* (voir sur ce point Cujas, *In Pauli Sentent.*, lib. V, § 6, n° 6 et 9; Vinnius, *Institut.*, lib. IV, tit. V); — Que plus tard dans les pays où les lois romaines formaient le droit commun, on admettait

que la possession annale était nécessaire pour faire triompher le demandeur en réintégrande, si celui contre qui cette action était exercée justifiait de sa possession antérieure (Voet sur les *Pandectes*, *De vi et vi armato*, lib. XLIII, tit. XVI, n° 3); — Que les canonistes ont constamment professé cette même doctrine et qu'ils n'ont pas donné un autre sens au texte des Etablissements de saint Louis, où cependant, si l'on ne consultait que la lettre de l'ordonnance de 1270, l'on verrait que la règle *spoliatus ante omnia restituendus* devait être appliquée, même contre le légitime possesseur qui avait employé une voie de fait pour rentrer dans ce qui lui appartenait (voir à cet égard Troplong, *Traité des prescriptions*, t. 1^{er}, n° 297); — Que dans le comté de Bourgogne, où la forme des interdits possessoires avait été conservée, le possesseur troublé par voie de fait ne pouvait obtenir le *mandement de réintégrande*, préalable à l'exercice de l'action, qu'autant qu'il prétendait avoir une possession légitime d'an et jour (voir l'ouvrage intitulé *Pratique et Style judiciaires*, par de Saint-Maurice, tit. XI, p. 43); — Que ce même jurisconsulte constate que le Parlement de Franche-Comté le décidait ainsi, et que si l'on se reporte aux commentateurs de la Coutume de Paris on les trouve d'accord sur ce point (Brodeau, art. 96, n° 2; Coquille, sur la question 234); que, de son côté, le texte de la Coutume de Bretagne porte dans l'article 107: « Iceluy « n'attente qui use de son droit », — Que l'ordonnance de 1667, dans les articles 1 à 6 du titre XVIII, sous la rubrique *Des plaintes et réintégrandes*, n'a distingué ces deux ac-

tions possessoires que pour décider qu'en cas de dépossession par violences ou voies de fait réunissant le caractère de crimes ou de délits, le possesseur déjeté aurait le choix de la voie criminelle ou de la voie civile, sans aucunement affranchir l'action en réintégrande de la possession annale (voir, à l'appui de cette appréciation, *Principes de droit français*, par Poullain du Parc, t. X, p. 706 et 707; *Explication de l'ordonnance de Louis XIV*, par F. de Boutaric, p. 463 et suiv.); — Que Pothier, dans son *Traité de la possession*, n° 106, tout en rappelant la distinction faite par le droit romain entre le légitime possesseur et le continuateur qu'un tiers a déjeté, repousse l'action en réintégrande contre celui-là qui n'a fait que reprendre sa chose; — Qu'il est donc nettement démontré que, jusqu'au commencement de notre siècle, l'action en réintégrande, lorsqu'elle était introduite contre le possesseur ou propriétaire légitime qui avait ressaisi la jouissance de son bien, devait, pour être accueillie, être accompagnée de la possession annale au profit du demandeur; que, par suite, toutes les décisions judiciaires qui se sont inspirées de l'idée contraire sont basées sur une erreur; — Attendu que s'il restait le moindre doute, il aurait été levé par le Code de procédure civile; qu'en effet, dans son article 1041, il abroge toutes lois, coutumes, usages et règlements relatifs à la procédure; d'autre part, dans l'article 23, il dispose que « les actions possessoires ne seront « recevables qu'autant qu'elles au- « ront été formées dans l'année du « trouble par ceux qui, depuis une an- « née au moins, étaient en possession

« paisible par eux ou les leurs à titre « non précaire; » qu'indépendamment de ce texte, qui est clair et précis on voit dans les travaux préparatoires qui ont précédé son adoption qu'aucune des distinctions anciennes ne devait survivre; que le tribun Faure, à la séance du Corps législatif du 14 avril 1806, disait: « La « connaissance des actions possessoires fait partie des attributions des « justices de paix; le Code sup-
« plée, à cet égard, au silence de la « loi de 1790; il dit, comme l'ordonnance de 1667, que l'action « possessoire doit être formée dans « l'année du trouble; mais il ajoute, « ce que la jurisprudence seule avait « établi, que celui qui forme cette « action doit être en possession de-
« puis un an au moins; la possession doit être, pendant cet intervalle, continue, non interrompue, « paisible, publique, non équivoque « et à titre de propriétaire; »

« Qu'enfin c'est dans le même sens que l'ont compris la presque unanimité des auteurs qui ont écrit sur les actions possessoires; — Attendu qu'à la vérité la jurisprudence de la Cour de cassation est contraire, tout à la fois à l'ancien droit, à l'ancienne jurisprudence, qui semblent vraiment n'avoir pas été suffisamment invoqués, et à la doctrine si généralement professée; que, spécialement, l'arrêt en quelque sorte principe qu'elle a rendu le 28 décembre 1828 et d'autres encore, que Dalloz, dans son *Dictionnaire de jurisprudence*, au mot ACTIONS POSSESSOIRES, rapporte également, décident que le demandeur en réintégrande n'est point obligé de prouver la possession antérieure de la chose en litige, lorsqu'il a été déjeté par voie de fait, mais seu-

lement la simple détention naturelle au moment de la violence; — Mais qu'en examinant attentivement les nombreuses décisions intervenues en ce sens, si l'on est forcé de reconnaître que la règle *spoliatus ante omnia restituendus* a été appliquée dans une mesure extrêmement large et peut-être sans tenir toujours suffisamment compte de la distinction qui était écrite dans l'ancien droit, qui était faite par une jurisprudence constante, et que notre Code actuel n'a point abolie en faveur du légitime possesseur qui s'était remis en possession de sa chose, on peut encore dire qu'aucun arrêt cité, soit que les faits ne s'y trouvent pas retracés complètement, soit qu'ils ne se fussent produits, n'est allé jusqu'à accueillir l'action en réintégrande au profit de celui qui par voie de fait aurait dépossédé le légitime propriétaire et possesseur; que, dans tous les cas, les arrêts rappelés ont toujours exigé que le demandeur en réintégrande ait, pour réussir, établi une détention naturelle, paisible et publique de la chose, et d'une durée moralement suffisante pour en obtenir la continuation; — Qu'en allant plus loin on n'aurait plus dans la règle *spoliatus ante omnia restituendus* qu'un encouragement aux plus téméraires entreprises ou une faveur aux moyens suggérés par la ruse ou la surprise, d'autres fois par l'audace ou la force, tandis qu'en appliquant la vieille maxime avec la distinction qu'elle comporte et qui a été de tous les temps on protégerait réellement les principes conservateurs de l'ordre social et de la paix publique auxquels fait appel l'arrêt de 1828; — Que spécialement le jugement invoqué par

Marsoudet, intervenu au Tribunal civil d'Arbois, le 17 juillet 1872, ne s'écarte point des principes qui viennent d'être déduits, puisqu'en définitive cette décision n'a fait que rétablir l'appelante dans une possession ancienne, qu'elle avait momentanément perdue, puis reprise, et dont elle venait d'être déjetée par voie de fait; qu'en outre elle avait exercé publiquement non-seulement son ancienne jouissance, mais encore la possession nouvelle; — Attendu que, dans l'espèce actuelle, Marsoudet, qui est demandeur, devait établir nettement la détention, sinon annale, du moins pendant un temps moral suffisant, non-seulement du corridor de sa maison, mais encore du mur qui sépare ce corridor de la maison Satet et surtout ce fait, que les deux larmiers de cave avaient été publiquement bouchés au vu et au su de son adversaire; mais qu'il n'en a point été ainsi; qu'en effet, d'une part, en admettant que la possession de Marsoudet ait commencé le 12 ou le 13 mars 1872, lorsque les ouvriers ont muré en un court moment, avec des briques et du plâtre, les deux petites ouvertures en litige, le travail n'a pu être aperçu du côté opposé, puisque ces ouvertures, on le répète, étaient bouchées avec des tampons de chiffons, et que rien n'indique que l'œuvre d'un instant ait été aperçue depuis la voie publique où le corridor donne accès; que dès lors le caractère de publicité manque à la modification ainsi obtenue; — Que, d'autre part, les enquêtes établissent, à n'en douter aucunement, que pendant la saison d'été 1872 les larmiers de cave avaient été rouverts, puisqu'ils existaient comme auparavant, d'où la

conséquence forcée que la possession alléguée manque de continuité; — Que, d'autre part encore, et même en admettant que les larmiers soient restés fermés depuis le mois de mars 1872 jusqu'au mois d'avril 1873, ce qui, on le répète, est inadmissible, la possession était manifestement équivoque, puisqu'elle avait commencé sans que la dame Satet ait pu s'en apercevoir et que pendant tout l'hiver qui a suivi elle était affectée de ce même vice; — Qu'enfin, il n'est pas contredit que c'est au moment même où cette dernière s'est aperçue du nouvel œuvre commis par Marsoudet que l'un des siens l'a immédiatement détruit pour ressaisir la possession non-seulement annale, mais plus que trentenaire, surabondamment établie au procès; — Que, dans ces circonstances, l'action en réintégrande pas plus que la complainte ne peut être accueillie;

« Sur les dommages-intérêts réclamés : — Attendu que la dame Satet a incontestablement eu tort de se faire justice à elle-même au lieu de s'adresser aux Tribunaux, mais qu'en définitive elle n'a fait que supprimer la voie de fait que son adversaire avait lui-même commise non moins illégalement; qu'il est de principe qu'on ne peut trouver dans la faute volontairement accomplie le principe d'une action en dommages-intérêts; qu'il n'échet dès lors d'en allouer à aucune des parties; qu'au surplus le préjudice causé est tellement minime, qu'il n'importe de l'apprécier;

« Sur les dépens : — Attendu qu'ils doivent être mis à la charge de la partie en tort et qu'ils peuvent être considérés comme faisant partie des dommages-intérêts réclamés; — Par

ces motifs, nous, juge de paix, statuant en premier ressort, déclarons le demandeur non recevable, du moins mal fondé en sa demande, l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Les solutions de ce jugement longuement et fortement motivé sont conformes à l'opinion que nous avons maintes fois exprimée, notamment dans notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, 3^e édit., v^o *Action possessoire*, n^{os} 36, 38 et suiv. Nous devons faire toutefois remarquer que, dans son dernier état, la jurisprudence de la Cour de cassation paraît fixée dans le sens contraire. Voir les arrêts cités dans notre *DICTIONNAIRE*, *cod.* v^o. A. B.

ARTICLE 649.

Justice de paix du c. de Saint-Yrieix
(Haute-Vienne).

Président : M. IMBERT, juge de paix.

21 décembre 1872.

Action possessoire. — *Faits de possession non contredits par des actes contraires.* — *Arbres.* — *Chemin communal.* — *Exception préjudicielle.*

Des faits de possession remontant à plusieurs années peuvent être considérés comme constituant la possession annale, lorsqu'il s'agit d'une possession qui, par la nature des biens dont s'agit, ne peut se manifester qu'à des époques éloignées.

La possession ainsi manifestée se conserve par l'intention seule, et ne peut être interrompue que par des actes émanés d'un tiers et impliquant une contradiction quelconque.

Un chemin communal non classé est susceptible de propriété privée et peut être l'objet d'une action possessoire, alors surtout que la commune n'intervient pas pour le revendiquer.

Le juge du possessoire n'est pas tenu de s'arrêter devant une exception préjudicielle qui ne repose que sur des allégations sans preuve.

Ainsi décidé,

Le 21 décembre 1872, par jugement de M. le juge de paix de Saint-Yrieix, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu notre jugement interlocutoire du 7 du courant et notre procès-verbal de constat et d'enquête du 13 aussi courant ; ouï les parties en leurs dires et conclusions, et prononçant par jugement contradictoire en premier ressort : — Attendu qu'aux termes du jugement interlocutoire précité le sieur Massy a offert d'établir : 1^o qu'il est en due possession annale d'une bande de terrain, en nature de taillis, dépendant du village de Nouzélières, commune de Saint-Yrieix, détachée de la partie principale, sous le numéro 445 du plan cadastral de ladite commune, par l'assiette de la route de Saint-Yrieix au pont des Farges ; 2^o qu'il a été troublé dans cette possession par le fait du sieur Bonnet, résultant de ce que ce dernier se serait permis de faire couper et enlever les arbres qui s'y trouvaient, ainsi que quelques tiges de souches de taillis, dans le courant du mois de décembre 1871 et janvier 1872 ; — Attendu qu'il résulte de notre procès-verbal d'enquête que le sieur Massy a fait couper, il y a environ quinze ans, les tiges de souches de taillis et les broussailles qui se trouvaient alors dans cette bande de terrain, jusques et y compris la ligne des arbres coupés par le sieur Bonnet ; — Attendu que ces faits de possession, quoique remontant à plusieurs années, peuvent être considérés comme une possession annale et avoir le caractère de continuité exigé par l'article 2229 du Code civil ; —

En effet la loi ne demande pas l'impossible, elle ne peut exiger que le possesseur se livre journellement à des actes extérieurs, surtout lorsqu'il s'agit, comme dans l'espèce, d'une possession qui ne peut se produire qu'à divers intervalles et par des faits périodiques; — Qu'il faut reconnaître qu'une fois la possession acquise et positivement manifestée, l'intention seule suffit pour la conserver, et qu'il ne peut y avoir de discontinuité qu'autant qu'un tiers se serait livré lui-même, postérieurement, à des actes de possession impliquant une contradiction quelconque; circonstance qui ne se rencontre pas dans la cause; — Attendu que les conclusions primitives du sieur Bonnet tendaient à démontrer que, de tout temps, il avait exercé des faits de possession sur l'immeuble en litige; qu'après l'enquête et le constat des lieux il a abandonné ses prétentions en soutenant seulement que les arbres coupés par lui étaient accrus sur l'emplacement de l'ancien chemin communal remplacé aujourd'hui par la route de Saint-Yrieix au pont des Farges dont il a été parlé; — Que, ce chemin étant imprescriptible par sa nature, le sieur Massy ne pouvait établir une possession utile sur cette partie de terrain, que par suite il n'avait pas qualité pour exercer contre lui une action en complainte; — Attendu qu'en admettant l'exactitude du fait qui vient d'être articulé il ressort de ces dernières conclusions une exception préjudicielle sur la valeur de laquelle il convient de se fixer; — Attendu que les chemins communaux ne sont déclarés imprescriptibles par la loi du 21 mai 1836 qu'à cette condition qu'ils soient recon-

nus et maintenus comme chemins vicinaux; qu'il résulte, en effet, d'une jurisprudence constante, notamment de deux arrêtés de la Cour de cassation, en date des 3 juillet 1850 et 20 mars 1854, qu'un chemin communal non classé administrativement comme chemin vicinal est susceptible de propriété privée, et peut être dès lors l'objet d'une complainte possessoire; — Attendu qu'à l'appui de son exception le sieur Bonnet ne produit aucun document de nature à nous édifier sur le mérite de son allégation, à laquelle dès lors le juge ne peut et ne doit s'arrêter; — Attendu, à cet égard, que l'article 182 du Code forestier dispose: « L'exception préjudicielle ne peut être admise qu'autant qu'elle est fondée soit sur un titre apparent, soit sur des faits de possession équivalente personnels au prévenu, et par lui articulés avec précision; » — Que ce texte de loi établit un principe de droit commun qui doit être pris pour règle dans la solution à donner à la cause; — Attendu surabondamment que la commune n'intervient pas et que le sieur Bonnet ne demande pas à la mettre en cause; qu'il n'y a plus dès lors qu'à statuer sur l'instance principale, sans qu'il soit nécessaire de surseoir et d'envoyer l'exception devant d'autres juges; — Attendu que, de tout ce qui précède, l'action en complainte repose sur une base légale et qu'il y a lieu de l'accueillir favorablement; — Attendu que les dépens doivent être supportés par la partie qui succombe; — Par ces motifs, sans avoir égard à l'exception préjudicielle, qui est rejetée, gardons et maintenons le sieur Massy dans la possession de la bande de terrain dont il

s'agit, jusques et y compris la ligne des arbres coupés dont il a été parlé plus haut, telle que cette possession existait avant le trouble; — Faisons défense au sieur Bonnet de le troubler à l'avenir dans cette possession, de la manière ci-dessus signalée ou toute autre quelconque; — Et pour tout préjudice causé condamnons le sieur Bonnet à payer au sieur Massy la somme de 80 francs avec intérêts du jour de la demande et aux dépens liquidés à... »

Observations. — Solutions conformes à la doctrine que nous avons toujours enseignée. Voir notamment, en ce sens, justice de paix de Corbeil, 30 juin 1849, ANNALES, 1^{re} série, t. III, p. 222. C. M.

ARTICLE 620.

Justice de paix du canton d'Arpejon
(Seine-et-Oise).

Président : M. ALPHONSE BOULÉ,
juge de paix.

26 avril 1872.

Demande en paiement de loyers et fermages. — Demande reconventionnelle en reddition de compte. — Comptable commis par ordonnance de référé. — Incompétence du juge de paix. — Connexité. — Pourvoi sur le tout.

Aux termes de l'article 527 du Code de procédure civile, le comptable nommé par justice doit être assigné devant les juges qui l'ont nommé.

Par suite, lorsque, sur une demande en paiement de fermage dont se trouve compétemment saisi le juge de paix, le défendeur se porte reconventionnellement demandeur, à fin de reddition de compte du séquestre confié judiciairement au bailleur, le juge de paix doit d'office se dessaisir de cette demande reconventionnelle dont la connaissance lui échappe, *ratione materiae*, et à cause de la connexité entre cette de-

mande et celle principale, il doit renvoyer, sur le tout, les parties à se pourvoir devant le Tribunal de première instance, sans préliminaire de conciliation, conformément à l'article 8 de la loi du 25 mai 1838.

Ainsi décidé,

Le 26 avril 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton d'Arpejon, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant le délibéré ordonné à l'audience du 1^{er} avril : — Attendu que, sur la demande en paiement de 157 fr. 50, pour fermages de termes échus, le 12 novembre 1871, suivant les consorts Bellan, le sieur Auclerc a répondu d'abord qu'il avait cessé d'être fermier et ne devait par conséquent rien ; puis, après que les demandeurs eurent produit l'expédition d'une ordonnance rendue sur référé, le 11 mai 1871, par M. le président du Tribunal civil de Corbeil, enregistrée, nommant le sieur Alexandre-Joseph Bellan, auteur des parties demanderesses, séquestre judiciaire des terres dont il s'agit, a conclu à ce qu'il lui soit rendu compte de l'administration provisoirement confiée au sieur Bellan, aujourd'hui décédé ; — Attendu qu'à l'audience du 15 mars dernier un avant faire droit a été ordonné, à la suite duquel le sieur Gaunoux a comme expert, sous la réserve de tous droits et moyens, fait à l'audience du 12 avril un rapport oral, duquel il résulterait : 1^o que le sieur Bellan s'est contenté de labourer les terres sans les ensemencher, quoiqu'il lui était encore possible d'y cultiver soit la pomme de terre, soit les haricots ; 2^o que la culture des pommes de terre aurait pu permettre d'obtenir en argent un

produit de 450 francs, sur lequel il y aurait eu à prélever une dépense générale de 250 francs, et que la culture des haricots aurait donné un produit égal de 450 francs, sauf le prélèvement à opérer d'une dépense totale de 445 francs ; — Attendu que les consorts Bellan concluent à une nouvelle expertise, le rapport du sieur Gaunoux étant par eux qualifié d'*insuffisant* ; — Attendu que le sieur Auclerc s'en rapporte à la prudence du Tribunal ; — Attendu que les conclusions nouvelles des demandeurs ne sauraient d'autant moins être accueillies par le Tribunal, qu'il a déjà peut-être excédé son droit en condamnant l'avant faire droit du 15 mars 1872 ; — Que, dans tous les cas, il est aujourd'hui suffisamment établi que le sieur Auclerc a conservé la qualité de fermier et à ce titre peut devoir des fermages, mais que reconventionnellement il peut avoir droit à une reddition de compte de la part des consorts Bellan ; — Attendu qu'aux termes de l'article 327 du Code de procédure civile le comptable commis par justice doit être assigné devant les juges qui l'ont nommé ; — Que, comme représentants du défunt, les consorts Bellan sont justiciables à raison de la reddition de compte qui leur est demandée du Tribunal civil dont le président, statuant en référé, a nommé leur auteur séquestre ; — Qu'ainsi, la demande reconventionnelle se trouve être *ratione materie* hors de la compétence de la justice de paix, laquelle doit d'office s'en dessaisir ; — Attendu, en outre, qu'elle est cependant la défense la plus directe à la demande principale, puisque, si les juges compétents adoptaient un avis conforme à celui

de l'expert Gaunoux, le sieur Auclerc pourrait tout au moins se voir décharger en tout ou en partie de l'obligation de payer les fermages, le séquestre nommé n'ayant pas pu ou su administrer dans un juste intérêt ; — Qu'à raison de cette connexité le Tribunal ne saurait retenir le jugement de la demande principale ; — Par ces motifs ; — Statuant par jugement définitif et en premier ressort ; — Renvoyons sur le tout, conformément à l'article 8 de la loi du 25 mai 1838, les parties à se pourvoir devant le Tribunal de première instance, sans préliminaire de conciliation. »

Observations. — Dans le cas où la demande principale est de la compétence du juge de paix, mais que la demande reconventionnelle, en compensation ou en dommages-intérêts, excède les limites de cette compétence, l'article 8 de la loi de 1838 laisse au juge de paix le pouvoir de retenir le jugement sur la demande principale, ou de renvoyer les parties sur le tout devant le Tribunal compétent pour statuer sur la demande reconventionnelle. Dans l'espèce, il paraissait certain que le sort de la demande principale était intimement lié au jugement de la demande reconventionnelle ; il y avait dès lors intérêt à ce que les deux demandes fussent examinées et jugées par un seul et même Tribunal. C'est donc avec raison que le juge de paix du canton d'Arpajon s'est dessaisi sur le tout. A. B.

ARTICLE 621.

Justice de paix du c. nord-est de Lille
(Nord).

Président : M. NOUVEGLISE, juge de paix.
3 juin 1873.

*Bail verbal d'un jardin. — Durée non
limitée par la convention.*

Le bail d'un jardin rentre dans la catégorie des baux à ferme, et, comme tel, expire, à défaut de conventions contraires, à la fin du temps pour lequel il est censé fait.

Le sieur Constant a fait citer le sieur Delval devant le juge de paix du canton nord-est de Lille, en paiement d'une somme de 130 francs pour une année de loyer, exigible depuis le 15 avril dernier, d'un jardin situé à Lille, qu'il tient en location au loyer annuel de 130 francs payables d'avance.

Le défendeur répond que, dès le 14 avril dernier, il a fait remettre au demandeur la clef du jardin qu'il occupait; que le bail d'un jardin est censé fait pour une année, à défaut de conventions contraires, et que son bail verbal a pris fin de plein droit le 15 avril 1873.

Le demandeur réplique qu'on ne saurait assimiler le bail d'un jardin aux baux à ferme; que l'usage constant à Lille est, pour le faire cesser, de prévenir trois mois avant l'expiration de l'année; qu'il est aussi d'usage que le locataire fasse tailler les arbres fruitiers avant sa sortie.

Jugement du 3 juin 1873 :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant en premier ressort : — Attendu que la récolte d'un jardin se faisant complètement dans l'année, le bail qui en est consenti rentre dans la catégorie des baux à ferme et, comme

tel, expire, quand la durée n'est pas limitée pour la convention, à la fin du temps par lequel il est censé fait, sans qu'il y ait obligation pour l'une des parties de donner congé à l'autre, la loi fixant elle-même cette durée, en se fondant sur l'intention présumée des contractants; — Attendu que l'usage de prévenir, pour les locataires de jardins, trois mois avant l'expiration de l'année, pour faire cesser le bail, ne saurait, en admettant qu'il soit constant et général, prévaloir sur les prescriptions formelles de la loi; — Attendu qu'il est reconnu que la clef du jardin loué à Delval a été, par lui, remise le 14 avril dernier, à Constant; — Attendu que la demande repose exclusivement sur le paiement du loyer et qu'il n'y a pas lieu, dans l'espèce, d'examiner si Delval devait ou non faire tailler, à peine de dommages-intérêts, les arbres fruitiers de son jardin avant de quitter les lieux; — Disons que le bail consenti par Constant à Delval, le 15 avril 1872, d'un jardin sis à Lille, a pris fin le 15 avril 1873, et que le demandeur est sans droit pour réclamer à son ancien locataire paiement du loyer ou l'année 1873-1874; — Par ces motifs, déboutons Constant de sa demande, etc. »

Observations. — En l'absence d'une coutume contraire, lorsqu'un jardin est attaché à une maison et compris dans le bail de cette maison, il est certain que la durée du bail du jardin est nécessairement subordonnée à celle du bail de maison et, à défaut de conventions, est régie par des règles spéciales aux baux de maisons. Mais il n'en doit pas être de même lorsque la location porte sur

un jardin seulement. En ce cas, nous pensons, comme M. le juge de paix du canton nord-est de Lille, que le bail d'un jardin rentre dans la catégorie des baux à ferme, dont il présente tous les caractères. Un jardin est généralement affermé en vue d'en percevoir la récolte. Or cette récolte est toujours entièrement faite dans l'année. Il y a donc lieu, en l'absence de convention sur la durée, à l'application du principe posé par l'article 1774 du Code civil. Nous ne connaissons aucun précédent de jurisprudence sur cette question, mais elle nous paraît avoir été sagement résolue par la sentence rapportée ci-dessus.

A. B.

ARTICLE 622.

Justice de paix du c. de Salins-les-Bains (Jura).

Président : M. TRIPARD, juge de paix.

9 juin 1873.

Bail à partage de fruits. — Cas fortuit. Indemnité due au fermier.

Lorsque le contrat de louage n'a point été constaté par écrit, le vigneron qui cultive à moitié fruits n'est point chargé des cas fortuits, et doit être indemnisé par son propriétaire, au cas d'enlèvement de la récolte par la gelée.

Ainsi jugé,

Le 9 juin 1873, par M. le juge de paix de Salins, dans l'espèce suivante :

Le vignoble de Salins et des environs a été cruellement atteint par la gelée des 25, 26 et 27 avril dernier. La presque totalité de la récolte a été détruite et quantité de propriétaires, malgré les pertes qu'ils subissaient eux-mêmes, ont volontairement in-

demnisé leurs vigneron, qui pour la plupart exploitent annuellement et à moitié fruits. D'autres ont résisté aux demandes des colons partiaires : c'est en suite de l'un des refus qu'a été rendue la sentence que nous reproduisons :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le contrat de louage intervenu entre le demandeur et les défendeurs, à l'occasion des vignes qu'il détient à moitié fruits de ceux-ci, n'a point été constaté par écrit ; que par suite les cas fortuits n'ont point été mis à la charge du vigneron et que le contrat à apprécier demeure soumis aux principes de droit commun ; — Attendu qu'aux termes de l'article 1770 du Code civil le preneur, au cas de perte d'au moins moitié de la récolte, doit être déchargé d'une partie proportionnelle du prix de la location ; — Attendu qu'il s'agit, dans l'espèce, d'une location annuelle, puisque chacune des parties peut la faire cesser après chaque récolte ; que, d'autre part, la récolte a été presque totalement détruite par la gelée survenue le 27 avril et les jours précédents ; que dès lors les défendeurs doivent exonérer leur vigneron de l'obligation de travailler leurs vignes ou l'indemniser en payant une notable portion du prix des travaux qui ont été déjà exécutés et de ceux que l'intérêt bien compris des litigants commande de faire encore dans les vignes louées du demandeur ; — Attendu que la somme de 1 franc par are réclamée par ce dernier n'est point exagérée ; qu'elle reste au-dessous de celle que quantité d'autres bailleurs ont volontairement donnée à leurs fermiers ; — Par ces motifs, statuant en dernier

ressort, condamnons les défendeurs à payer au demandeur la somme de 97 fr. 50, chacun, pour indemnité des travaux déjà faits ou restant à faire, selon l'usage des lieux, pendant la présente année, dans les vignes qu'il détient de ceux-là, etc.»

Observations. — La doctrine de M. le juge de paix du canton de Salins est absolument contraire à celle qui résulte de la théorie enseignée par l'unanimité des auteurs. Il est universellement reconnu que les dispositions qui autorisent le fermier à demander une remise sur le prix du bail en cas de sinistre majeur, et notamment celles de l'article 1770, sont inapplicables au bail partiaire. En effet, il est certain que cette sorte de bail tient à la fois du contrat de louage et du contrat de société. Les parties s'engagent réciproquement à courir des risques communs, pour partager la bonne comme la mauvaise fortune. On ne comprend donc pas que le fermier puisse être autorisé à se faire indemniser en cas de perte de la récolte, et alors que le propriétaire subit une perte égale; il ne faut pas oublier que le fermier n'eût pas manqué de réclamer le partage à moitié, si la récolte eût été exceptionnellement abondante. Au surplus, toutes les dispositions des articles 1769 et suivants, en réglant l'indemnité qui peut être due au fermier, en cas de sinistre, supposent toujours un prix de location. Or, dans le bail à partage de fruits, il n'y a point de prix de location. Ces articles ne sauraient donc en aucune façon être appliqués en pareille matière. Voir notamment, dans notre sens, Troplong, *Louage*, n° 650; Méplain,

n° 170. Voir aussi Dalloz, v° *Louage à colonage partiaire*, n° 12, etc., etc.
C. M.

ARTICLE 623.

Justice de paix du canton d'Arpajon
(Seine-et-Oise).

Président : M. ALPHONSE BOULÉ,
juge de paix.

3 mai 1872.

Saisie-arrest. — *Fournitures de marchandises.* — *Débiteur tiers saisi.* — *Exception non fondée.*

Le débiteur actionné en paiement par son créancier, ne peut valablement exciper d'une saisie-arrest formée entre ses mains pour empêcher ce dernier, devenu partie saisie, d'obtenir un titre exécutoire contre lui.

Le mérite de la saisie-arrest et sa validité sont des points étrangers à l'instance portée devant la justice de paix, et dans tous les cas le débiteur, tiers saisi, conserve toujours le droit de ne payer que contre mainlevée d'icelle.

Ainsi décidé,

Le 3 mai 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton d'Arpajon, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — OÙ les parties en leurs conclusions : — Attendu que le sieur Bosseux-Rain réclame 114 francs pour fournitures de vêtements faits au sieur Violette ; — Attendu que ce dernier excipe de l'opposition formée entre ses mains ; — Attendu qu'elle ne saurait faire obstacle aux conclusions du demandeur, qui sollicite à bon droit l'obtention d'un titre, le mérite et la validité de la saisie-arrest étant des points étrangers à l'instance actuelle ; — Attendu que le sieur Violette aura toujours le droit de ne payer que contre mainlevée d'icelle ; — Par

ces motifs; — Condamnons le sieur Violette à payer au sieur Bosseux-Rain la somme de 114 francs pour les causes dont s'agit; le condamnons aux intérêts, tels qu'ils de droit, et aux dépens. »

Observations. — La question résolue par le présent jugement nous paraît extrêmement délicate; cependant nous devons reconnaître l'exactitude de la solution de M. le juge de paix du canton d'Arpajon. Le tiers saisi, assigné en paiement par la partie saisie, devait non-seulement reconnaître sa dette envers celle-ci, mais il devait faire des offres soit de désintéresser le saisi après mainlevée, soit de déposer à la caisse des consignations. En l'absence de ces offres, le juge de paix devait prononcer condamnation.

A. B.

ARTICLE 624.

Tribunal de simple police de Coussey (Vosges).

Président : M. GRANDURY, juge de paix.

3 mai 1873.

Vaine pâture. — Règlement municipal. —

Nombre de bestiaux menés à la vaine pâture. — Louage du droit à la vaine pâture. — Contravention. — Responsabilité du maître. — Contrainte par corps.

Le droit de parcours ou de vaine pâture est indivisible et inséparable des terres auxquelles ce droit est attaché; il est en outre personnel et par suite n'est pas susceptible de cession.

En conséquence l'habitant qui n'a pas de bestiaux ne peut aliéner ni même louer son droit à la vaine pâture, ou prêter son nom pour en faire jouir un autre.

Celui qui a contrevenu au règlement local sur l'exercice de la vaine pâture, en menant à la pâture un plus grand nombre de bêtes

qu'il n'était autorisé par ce règlement, ne saurait donc se soustraire à la peine de la contravention, en excipant de ce qu'il aurait loué d'un autre habitant de la commune son droit à la vaine pâture.

Le maître du berger trouvé en contravention est responsable de l'amende et des dépens.

Ainsi décidé,

Le 3 mai 1873, par jugement du Tribunal de simple police du canton de Coussey, dans les termes suivants :

« LE TRIBUNAL : — Vu le procès-verbal dressé par le garde champêtre de la commune de Martigny-les-Gerbonvaux, le 22 mars dernier; ouï le prévenu Cheffert ainsi que son maître, le sieur Quinot, dans leurs moyens de défense et conclusions, et le ministère public dans le résumé de l'affaire et ses réquisitions par lesquelles il conclut à l'annulation de ce procès-verbal; — Attendu que la vaine pâture existe sur le territoire de la commune de Martigny-les-Gerbonvaux; que par le règlement fait à cet égard par le conseil municipal de cette commune, le 24 février 1873, approuvé par M. le préfet des Vosges le 7 mars suivant, publié et affiché le 13 du même mois, tout propriétaire ou fermier domicilié dans la commune peut faire conduire en pâture dans les champs non clos, trois têtes de bêtes des espèces ovine, caprine ou porcine par 2 hectares ou portions de 2 hectares de terre qu'il possède ou exploite dans la commune (art. 1^{er} du règlement); — Que, par l'article 2, tout chef de famille y domicilié, qui n'est ni propriétaire ni fermier d'aucun des terrains sujets au parcours ou à la vaine pâture, peut mettre sur lesdits terrains jusqu'au nombre de

huit bêtes des espèces ci-dessus désignées : tolérance est faite de la même quantité pour tout propriétaire ou fermier en sus du nombre désigné à l'article 1^{er}; — Que, par l'article 9, tout propriétaire ou fermier qui veut faire pâturer ses prairies artificielles doit en faire préalablement la déclaration à la mairie; — Attendu qu'aucune déclaration de ce genre n'a été faite par le sieur Quinot; — Attendu qu'aux termes de l'article 12 de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791 (C. rural), tout propriétaire ou fermier, dans les pays de parcours ou de vaine pâture, soumis à l'usage du troupeau commun, peut renoncer à cette communauté, et faire garder, par troupeau séparé, un nombre de têtes de bétail proportionné à l'étendue des terres qu'il exploite dans la commune; — Attendu que des dépositions des témoins de l'enquête directe à laquelle il a été procédé à la dernière audience, et des débats, il résulte bien que le sieur Quinot a loué, le 15 mars 1873, pour une année à partir de cette époque, des sieurs Maitrehanche, Rollin, Leclerc et de Saint-Martin, la vaine pâture de 91 hectares de terres situées sur le territoire de Martigny-les-Gerbonvaux; — Que le sieur Quinot, de son côté, possède comme propriétaire 40^h,4255, ce qui fait ensemble un total de 131^h,4253; — Mais attendu que, le juge n'étant pas lié par l'interlocutoire, le Tribunal a le devoir et le droit de déterminer en pareille matière, comme étant d'ordre public, si ces locations sont légales; — A cet égard, attendu que le droit de parcours est indivisible et inséparable de l'exploitation des terres auxquelles ce droit est attaché; —

Que par suite ce même droit n'est pas susceptible de cession (Cass., 16 juin 1848); — Qu'incontestablement il doit en être de même du droit de vaine pâture; — Attendu que le droit de vaine pâture est un droit attribué à la généralité des habitants et non à chacun en particulier; que ce droit est purement personnel pour l'utilité de chaque habitant; qu'il a quelque ressemblance avec le droit d'usage; que sous ce rapport et en appliquant le droit commun, il n'est pas transmissible. (C. civ., art. 630 et 631; Cappeau, t. I, p. 92); — Que conséquemment l'habitant qui n'a point de bestiaux ne peut disposer, aliéner ni même louer son droit à la vaine pâture ou prêter son nom pour en faire jouir un autre à sa place (Parlement, Paris, 17 mai 1754; Denisart; Merlin); — Que ce qui corrobore cette opinion, c'est l'article 15 même de la loi précitée, qui défend à tous propriétaires ou fermiers exploitant des terres sur les paroisses sujettes au parcours et à la vaine pâture, et dans lesquelles ils ne seraient pas domiciliés, de céder, dans aucun cas, leurs droits à d'autres; — Qu'à plus forte raison il doit en être ainsi pour les habitants mêmes de la commune; — Que de ce qui précède il est évident que les locations faites au sieur Quinot doivent être considérées comme non avenues et ne peuvent produire aucun effet; — Attendu, en outre, que parmi les terres appartenant au sieur Quinot, il se trouve une pièce de 24^h,1250, en prairies artificielles, lieu dit à *Champignole*, entourée d'anciens fossés en partie recomblés; — Attendu que la fixation du nombre des animaux doit avoir lieu en raison seulement des

biens que l'on a et qui sont susceptibles de l'exercice de la vaine pâture ; — Que, d'après l'article 9 de ladite loi, le droit de parcours ni celui de vaine pâture ne pouvant s'exercer dans aucun cas et dans aucun temps sur les prairies artificielles, on doit nécessairement ne pas les comprendre pour calculer le nombre de têtes de bétail à envoyer à la vaine pâture ; car s'il en était autrement il pourrait arriver qu'un habitant qui a, par exemple, 10 hectares de terres toutes en prairies artificielles, par conséquent non sujettes à la vaine pâture, aurait le droit néanmoins d'y conduire autant de têtes de bétail que cet autre habitant qui posséderait la même quantité de terres en vaine ou ensemencées en grains toutes livrées à la vaine pâture : ce qui ne serait ni juste ni équitable ; — Qu'on doit donc déduire des 131^h,4255 ci-dessus, d'abord 91 hectares, puis 24^h,1250, ensemble 115^h,1250 ; de sorte qu'il ne reste que 16^h,3005, qui donnent droit au sieur Quinot de faire conduire à la vaine pâture 35 têtes de bétail des espèces sus-indiquées, y compris les huit de tolérance ; — Attendu que son troupeau, trouvé sous la garde de son berger, le 22 mars dernier, dans les terrains livrés à la vaine pâture de la commune de Martigny-les-Gerbonvaux, était composé de 180 moutons, le sieur Cheffert, inculpé, a contrevenu au règlement susrappelé ; — Attendu, dans l'hypothèse même où les locations seraient valables, que la quantité de terrains en raison desquels devrait être calculé le nombre de têtes de bétail, ne serait que de 16^h,3005, plus, 91 hectares, ensemble 107^h,3005, qui ne donneraient au sieur Quinot le droit

d'envoyer à la vaine pâture que 170 têtes de bétail, y compris ceux de tolérance ; — Que, comme son troupeau consistait en 180 moutons, ce qui forme un excédant de 10 bêtes, il y a, dans ce cas encore, contravention au règlement en question ; — Que les témoins de l'enquête directe disent bien que le sieur Quinot ne possède que 140 à 150 moutons environ ; mais cette déclaration ne peut prévaloir sur le procès-verbal du 22 mars dernier, constatant que le garde champêtre a, ce jour-là, sur le terrain même, compté les moutons du sieur Quinot, lesquels étaient au nombre de 180, ce qui au surplus a été affirmé à l'audience par cet agent municipal, seul témoin de l'enquête contraire ; qu'à la vérité il est fort difficile, à une distance de 150 mètres environ, de compter un troupeau de moutons de cette importance, mais le Tribunal doit tenir pour exact le chiffre de 180, d'autant plus que le berger, quand le garde champêtre est arrivé près de lui et lui a proposé de les compter en sa présence, a immédiatement donné un coup de sifflet qui a eu pour effet, de la part des moutons, de se serrer tous en masse, en sorte que ce garde a été dans l'impossibilité de le faire ; — Qu'il est bien certain que le nombre rapporté par lui est véritable, car dans le cas contraire on ne comprendrait pas le berger, qui aurait eu intérêt à en laisser faire la vérification ; sa manière d'agir fait supposer qu'il était en faute ; — Par ces motifs et par application des articles ci-après, dont nous venons de donner lecture à l'audience et qui sont ainsi conçus, etc. ; — condamne l'inculpé Sébastien Cheffert en 5 francs

d'amende; déclare son maître, Ambroise Quinot, responsable de cette amende, et les condamne tous deux solidairement aux dépens liquidés à...; fixe à deux jours la durée de la contrainte par corps, s'il y a lieu de l'exercer, etc. »

Observations. — Voir, dans le sens du présent jugement, l'arrêt cité plus haut, en date du 16 juillet 1848, *ANNALES*, 1^{re} série, t. V, p. 293. Voir aussi notre *Traité de la vaine pâture* et notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, 3^e édit., *cod.* v^o, n^o 12. C. M.

ARTICLE 625.

Justice de paix du c. de Condé-en-Brie
(Aisne).

Président : M. LA BARRE, juge de paix.

30 janvier 1873.

Femme mariée. — Communauté. — Dettes contractées pour les besoins du ménage. — Obligation du mari.

Les dépenses faites par la femme pour les besoins du ménage sont à la charge de la communauté, lorsqu'il n'y a ni abus ni excès. Le mari, en sa qualité de chef de la communauté, est donc tenu du montant de ces dépenses.

Et il en est tenu alors même que, pendant une séparation momentanée, le mari aurait fait publier qu'il ne payerait point les dettes contractées par sa femme, si depuis cette publication la femme a réintégré le domicile conjugal et repris, du consentement du mari, l'administration du ménage commun.

Ainsi décidé,

Le 30 janvier 1873, par jugement de M. le juge de paix de Condé-en-Brie, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant en dernier ressort et contradictoirement; — En droit : — Attendu

qu'aux termes de l'article 1409 du Code civil le passif de la communauté se compose notamment des dettes contractées par le mari pendant cette communauté, ou par sa femme, du consentement du mari; — Attendu que la Cour de cassation, par arrêt du 3 février 1830, et la Cour de Bordeaux, par arrêt du 29 mars 1838, ont décidé que les dépenses faites par la femme pour les besoins du ménage et pour l'entretien de la famille sont à la charge de la communauté, s'il n'y a ni excès ni abus; qu'aux termes de l'article 1482 les dettes de la communauté sont pour moitié à la charge de chacun des époux; — Attendu qu'il est de principe reconnu par tous les auteurs, que la femme mariée qui achète des fournitures pour la consommation du ménage et pour l'entretien de la famille est censée agir pour le compte de son mari et comme son mandataire; — En fait : — Attendu que le défendeur, marié en communauté de biens avec Catherine Léonard en 1865, a vécu peu de temps en bonne intelligence avec elle; que vers le mois de septembre 1869 la femme Collard a quitté le domicile conjugal, après avoir formé contre son mari une demande en séparation de corps, qui a été repoussée par le Tribunal de Château-Thierry; que dans le courant du mois d'octobre suivant le défendeur aurait fait publier qu'il ne payerait point les dettes que contracterait sa femme, qui avait quitté le domicile commun; — Attendu que la femme Collard, après avoir résidé à Condé-en-Brie depuis octobre 1869 jusqu'au commencement de février 1872, a, à cette dernière époque, réintégré le domicile conjugal; que le défendeur l'a

reque et lui a laissé la direction intérieure du ménage; qu'elle a, à dater de ce moment et jusqu'au mois de septembre de la même année, fait en grande partie les acquisitions nécessaires aux besoins journaliers de la communauté, en conséquence du mandat tacite qu'elle tenait de son mari; que ces agissements ont détruit et effacé l'effet des publications que Collard a pu faire en 1869; — Attendu que le défendeur, sans nier que les fournitures, dont le prix est certain, aient été faites à sa femme, affirmé que ces fournitures ne sont pas entrées dans la maison commune, et ont été consommées dans des maisons voisines; — Attendu que la nature des principaux objets livrés dément ce système de défense; qu'en effet les 54 fr. 60, objet de la demande; ont pu être causés notamment une paire de chaussures feutrées et des marchandises pour faire une robe à la femme Collard; qu'il s'ensuit que la communauté a profité des objets fournis par le demandeur; — Attendu que le seul point à examiner et à rechercher est celui de relever s'il y a eu abus dans les achats faits à crédit par la femme Collard; — Attendu que ces crédits, ne s'étant élevés qu'à 54 fr. 60 dans l'espace des sept mois passés par la femme Collard avec son mari à Tréloup, de février 1872 à septembre même année, ne peuvent être considérés comme excessifs ni abusifs, eu égard à la position d'aisance des époux Collard; — Par ces motifs, condamnons Collard, en sa qualité de chef de la communauté qui a existé entre lui et sa femme, à payer au demandeur les 54 fr. 60 dont il s'agit, aux intérêts à partir du jour de la demande, et aux dépens, liquidés à....»

OBSERVATION. — Le mari, bien qu'en principe tenu des dettes contractées par sa femme pour l'entretien du ménage, peut toutefois, dans certains cas, se soustraire au paiement des dettes de la femme quand elle fait des dépenses excessives et disproportionnées avec la fortune des époux, et surtout quand, les époux ne vivant pas ensemble, le mari a pris soin d'avertir les marchands par tous les moyens de publicité en son pouvoir, qu'il n'entend pas être responsable des faits et gestes de sa femme, ni des dépenses exagérées qu'elle peut faire sans profit pour la communauté. Mais si, après avoir fait de telles annonces, le mari a laissé rentrer sa femme au domicile conjugal; s'il lui rend l'administration du ménage commun, il est certain qu'il lui a en même temps rendu le mandat tacite d'acheter les objets nécessaires à ce ménage, et de contracter des obligations pour le compte de la communauté. Il ne saurait donc extirper de ces annonces antérieures pour se soustraire au paiement des dettes contractées en vertu de ce nouveau mandat. C'est au juge qu'il appartient dès lors d'apprécier si ces dettes ne sont pas excessives, et si elles ont réellement eu pour objet de subvenir aux besoins de la famille.

A. B.

ARTICLE 626.

Justice de paix du canton d'Arpajon
(Seine-et-Oise).

Président: M. ALPH. BOULÉ, juge de paix.

28 mars 1873.

Location d'une vache. — Paiement du loyer. — Compétence. — Délivrance originaire comme preneur. — Vente

postérieure alléguée. — Preuve. — Serment déferé d'office.

Le juge de paix est compétent pour connaître d'une contestation relative à la location d'une vache moyennant un prix en argent, les produits devant *en entier* profiter au preneur : il n'y a pas là de bail à cheptel proprement dit, lequel, en cas de contestation, donne lieu à la compétence exclusive des Tribunaux civils de première instance.

Celui qui, dans l'origine, ayant détenu une chose comme locataire, invoque une vente qui lui en aurait été faite postérieurement, doit, quelque défendeur, en justifier : *reus excipiendo fit actor*, et à défaut de preuve de sa part, le juge peut déferer d'office le serment au demandeur sur l'existence de cette prétendue vente.

Ainsi jugé,

Le 28 mars 1873, par jugement de M. le juge de paix du canton d'Arpajon, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Après avoir entendu les parties en leurs conclusions respectives : — Attendu que Normand réclame à Chanon 200 fr., somme à laquelle il déclare réduire sa créance, tant pour prix de location d'une vache pendant huit mois et demi, dans le courant de 1870, à raison de 50 francs par an, que pour l'indemnité reçue par Chanon comme détenteur de ladite vache lors de la réquisition qui en a été faite par l'ennemi pendant l'invasion ; — Attendu que Chanon, après avoir, à l'une des audiences précédentes, prétendu ne rien devoir, la vache dont s'agit lui ayant été en définitive verbalement vendue par Normand moyennant la somme de 200 francs par lui payée, dit-il, le 8 ou le 10 avril 1870, reconnaît aujourd'hui, tout en maintenant le moyen ci-dessus, être resté reliquataire vis-à-vis Normand, de 16 fr. 65 pour quatre

mois de location ; — Attendu que si les contestations sur les baux à cheptel sont de la compétence des Tribunaux de première instance, à l'exclusion des justices de paix, le contrat dont s'agit dans la cause, consistant dans la location, moyennant un prix en argent, d'un animal dont le preneur doit avoir *tous* les produits, ne présente aucun des caractères du bail à cheptel proprement dit ; — Que dès lors le Tribunal est compétent ; — Attendu que Chanon ne méconnaît pas avoir pris en location la vache qui lui a été enlevée par une réquisition prussienne, qu'il ne méconnaît non plus avoir reçu une indemnité de la mairie d'Avrainville ; mais qu'il soutient avoir, à une certaine époque, acheté de Normand cette même vache et lui en avoir versé le prix, soit 200 francs ; — Qu'il allègue en outre que quand la municipalité d'Avrainville a, au moment de l'investissement de Paris, fait estimer toutes les vaches de la commune, c'est Normand qui, avec d'autres experts, a procédé, et qu'il a laissé mettre la vache dont s'agit à son nom à lui, Chanon ; — Attendu que de documents (dont certains étrangers aux parties) produits au Tribunal il résulte que, soit le 8, soit le 10 avril 1870, Normand n'était pas dans le canton d'Arpajon, mais qu'il se trouvait dans la Mayenne ; — Que dès lors le paiement allégué n'a pu avoir lieu l'un des deux jours indiqués ; — Que la circonstance que la vache aurait été mise au nom de Chanon, lors de l'estimation générale dont il vient d'être parlé, ne saurait être démonstrative par elle-même du droit de propriété dudit Chanon ; que, dans tous les cas, ce mode de procéder a pu être sans

défiance employé par Normand, à raison même des éventualités de l'invasion accomplie; — Que c'est à Chanon, devenu demandeur sur son exception, à établir d'abord le contrat nouveau intervenu entre lui et Normand, dont le premier effet aurait été de changer le titre de sa possession; qu'outre qu'il est invraisemblable qu'il ait pu acheter 200 fr. une bête pour la jouissance de laquelle il payait un loyer de 50 francs par an, il résulte des faits acquis à la cause qu'il n'a pas versé les 200 fr. l'un des deux jours par lui cependant indiqués; qu'enfin, après avoir nié devoir quoi que ce soit, il a fini par avouer être reliquataire du prix de quatre mois de location; — Que le Tribunal, après avoir sans succès fait appel, du consentement des parties, à deux notables habitants d'Avrainville pour donner sous la forme d'un arbitrage la solution nécessaire au procès, se trouve en définitive en présence de l'article 1366 du Code civil; — Attendu que si la demande n'est pas pleinement justifiée, elle n'est pas totalement dénuée de preuves; — Par ces motifs; — Ordonnons avant faire droit que Normand affirmera sous la foi du serment qu'il n'a pas vendu la vache dont s'agit à Chanon et qu'il est bien légitimement créancier des 200 fr. dont il réclame le paiement; — Tout jusqu'au serment prêté ou refusé réservé; — Et de suite le demandeur, introduit dans le prétoire, a, la main droite levée, juré en présence du défendeur ne pas lui avoir vendu la vache et être légitime créancier des 200 francs dont s'agit; — Pourquoi et vu ce qui résulte dudit serment; — Statuant par jugement définitif et en premier ressort; —

Condamnons Chanon à payer à Normand la somme de 200 francs pour les causes susénoncées, le condamnons en outre aux intérêts tels que de droit et aux dépens, taxés à... »

Observations. — Aux termes de la loi spéciale du 15 germinal an III, le juge de paix était compétent pour connaître des contestations résultant des baux à cheptel. Mais la loi du 2 thermidor an IV a abrogé cette disposition, et le bail à cheptel est, depuis, demeuré formellement excepté de la compétence des juges de paix. « L'article 3, a dit le rapporteur de la loi du 25 mai 1838, embrasse tous les cas et tous les baux appréciables d'une manière quelconque. » Les baux à cheptel seuls ne sont pas compris dans ses dispositions. — Dans l'espèce, il s'agissait de la location d'une vache moyennant un prix en argent, c'est-à-dire d'un louage ordinaire ne rentrant en aucune façon dans les conditions toutes spéciales du cheptel. C'est donc à bon droit que le juge de paix saisi a retenu la contestation et s'est déclaré compétent pour en connaître. — La seconde solution est l'application exacte du principe qui veut que celui qui oppose une exception la justifie devant le juge. La preuve de la vente alléguée n'étant pas suffisamment faite, le juge avait le droit de déférer le serment à celle des deux parties qui lui paraissait présenter à l'appui de son dire les présomptions les plus favorables.

C. M.

ARTICLE 627.

Tribunal de simple police de Merville
(Meud).

Président : M. ARNOULD, juge de paix.

7 mai 1873.

Voies de fait et violences légères. — Jet de seau d'eau. — Contravention réciproque.

Le jet d'un seau d'eau claire sur une personne ne constitue pas la contravention de jet de corps durs ou d'immondices prévue et punie par l'article 475, n° 8, du Code pénal, mais prend le caractère de voies de fait ou violence légère punie par les articles 605 et 606 du Code de brumaire an IV.

Celui qui, en réponse à un pareil fait, s'est rendu à son tour coupable de voies de fait ou violences légères, doit être également condamné par application des mêmes articles.

Ainsi décidé,

Le 7 mai 1873, par jugement du Tribunal de simple police du canton de Merville, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que de la déposition des témoins et des débats il résulte que, le 5 avril dernier, sur la voie publique, à Merville, la nommée Stéphanie Roye a volontairement jeté un seau d'eau sur le sieur Magniez, qui, de son côté, s'est ensuite porté à des voies de fait et violences légères envers elle ; — En ce qui concerne ladite Roye : — Attendu que, si le fait de jet d'eau claire sur une personne ne constitue point la contravention prévue par l'article 475, n° 8, du Code pénal, qui ne punit que le jet volontaire de corps durs ou d'immondices, il faut reconnaître que ce fait répréhensible prend le caractère de ces voies de fait et violences légères que le Code pénal a oublié de punir, mais qui trouvent leur répression dans la loi des 19-22

juillet 1791 et dans les articles 605 et 606 du Code du 3 brumaire an IV, toujours applicables, d'après la jurisprudence, à toutes les voies de fait qui n'ont causé aucune blessure et qui n'ont point été accompagnées de coups ; — En ce qui concerne ledit Magniez : — Attendu que, s'il a été victime d'une voie de fait de la part de ladite Roye, il est constant qu'il a outre-passé le droit de légitime défense en se portant, de son côté, à des voies de fait et violences légères répréhensibles envers elle et s'est par là rendu passible des peines édictées par les lois précitées ; — Vu les articles 605 et 606 du Code du 3 brumaire an IV, ainsi conçus, etc. ; — Vu aussi l'article 162 du Code d'instruction criminelle, portant, etc. ; — Faisant application de ces articles et statuant par jugement contradictoire et en dernier ressort, condamne lesdits Roye et Magniez, chacun, en une amende de la valeur de trois journées de travail ; — Fixe à trois jours la durée de la contrainte par corps. »

Observations. — Comme nous avons déjà en l'occasion de le faire remarquer, la loi de brumaire an IV n'a pas exactement défini ce que l'on doit entendre sous le mot de *voies de fait* ou *violences légères*. Le juge de répression a donc un pouvoir discrétionnaire absolu pour faire rentrer sous l'application des articles 605 et 607 de cette loi tous les faits qui, sans constituer à proprement parler des coups ou sévices graves, sont cependant de nature à affecter celui qui en est victime, et à porter atteinte à sa sécurité. Le jet d'eaux grasses ou sales aurait constitué la contravention de jet

d'immondices prévue par l'article 475 du Code pénal. Mais, dans l'espèce, les eaux lancées par la prévenue étaient des eaux pures, elles ne pouvaient être considérées comme rentrant sous l'application de cet article. Le juge de paix, en appliquant à l'espèce le Code de brumaire an IV, nous paraît avoir rendu bonne justice, parce qu'un tel fait, commis avec l'intention certaine de nuire, ne pouvait rester sans répression.

C. M.

ARTICLE 638.

Juge de paix du canton de Saulxures (Vosges).

Président : M. GRANDPURY, juge de paix (1).

3 août 1873.

Douanes. — Opposition à l'exercice des fonctions des préposés des douanes. — Contravention. — Amendes. — Contrainte par corps.

Celui qui s'oppose avec violence et voies de fait à l'exercice des préposés des douanes est, indépendamment de l'action qui peut être intentée contre lui par le ministère public, à raison des voies de fait, passible de la peine de la contravention spéciale d'opposition prévue et punie par l'article 2, tit. IV, de la loi du 4 germinal an II.

Le juge de paix est compétent pour statuer sur cette contravention.

Il y a lieu, en pareil cas, d'ordonner la contrainte par corps pour le recouvrement de l'amende.

Ainsi décidé,

Le 2 août 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton de Saulxures, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Après avoir ouï M. le receveur des douanes

(1) Actuellement juge de paix du canton de Coussey (Vosges).

et lesdits sieurs Didier et Cuny dans leurs dires, explications, moyens et conclusions, avons statué ainsi qu'il suit : — Vu les articles de lois précitées, lesquels sont ainsi conçus : « Loi du 4 germinal an II, tit. IV, art. 2 : « Toute personne... Loi du 22 juillet 1867, art. 9... art. 13... art. 14... ; » — Attendu qu'il résulte du procès-verbal que le 24 juillet dernier, vers neuf heures du soir, une bande de contrebandiers a été attaquée par les préposés des douanes ci-devant nommés qui se trouvaient en service de nuit entre les bornes 199 et 205, à environ 3 kilomètres de leur résidence, et à environ 500 mètres de l'étranger ; que ces contrebandiers, ayant aussitôt abandonné leurs charges de tabac, ont pris la fuite ; que, les préposés des douanes les ayant poursuivis et étant parvenus à en arrêter chacun un, une lutte acharnée s'est engagée, dans laquelle le sous-brigadier Gachon et le préposé Marchal ont été frappés et maltraités ; ce qui, indépendamment des voies de fait donnant ouverture à une action de la part du ministère public, constitue, de la part de tous les contrebandiers dont s'agit, la contravention spéciale d'opposition à l'exercice des préposés des douanes, prévue et punie par l'article 2, tit. IV, de la loi du 4 germinal an II ; — Attendu que les sieurs Didier et Cuny, présents à l'audience, deux des défenseurs, ont reconnu avoir effectivement fait partie de la bande de contrebandiers attaquée ; que Cuny a même avoué avoir pris part à la lutte, et porté des coups de bâton à des préposés des douanes ; — Attendu que les autres défenseurs, les inconnus fugitifs, ne comparaissent pas à la présente audience ni per-

sonne pour eux, quoique dûment cités ; que par là ils font supposer qu'ils reconnaissent la contravention qui leur est reprochée, et qu'ils n'ont aucun moyen à opposer à la demande formée contre eux ; — Attendu que les parties qui succombent doivent supporter les frais ; — Par ces motifs ; — Donnons défaut contre les inconnus fugitifs non comparants ni personne pour eux, et pour le profit, nous les condamnons, ainsi que lesdits sieurs Félix Didier et Jean-Baptiste Cuny, tous défendeurs, chacun en 500 francs d'amende et aux dépens, liquidés à... ; fixons à deux mois la durée de la contrainte par corps, s'il y a lieu de l'exercer. »

Observations.—Les solutions de ce jugement sont exactes et conformes à la jurisprudence de la Cour de cassation. En matière de douane, la loi distingue l'opposition simple à l'exercice des fonctions des préposés, qui donne lieu, par la voie civile, à la condamnation à une amende de 500 francs, et l'opposition avec violence et voies de fait, justiciable des Tribunaux criminels. Mais le fait que l'opposition aux fonctions des préposés aurait été accompagnée de violences ne dessaisit pas le juge de paix, qui doit statuer, lorsque la poursuite est exercée par l'administration, sur le fait de l'opposition simple, la peine à prononcer par le juge de paix ayant essentiellement le caractère de réparations civiles et n'excluant pas la poursuite criminelle (voir, en ces sens, Cass., 10 janv. 1840, 30 mars 1841). Il y a toutefois dans le jugement qui précède une procédure que nous ne pouvons nous expliquer. La sentence condamne par défaut des individus restés inconnus,

quoique *régulièrement cités*. Nous ne comprenons pas comment des inconnus ont pu être cités, ni comment pourrait être exécuté un jugement rendu contre des personnes non dénommées. Le juge doit toujours s'abstenir de rendre une sentence inexecutable. On ne condamne par défaut, et on n'appelle à proprement parler *contumaces* que des individus qui se sont soustraits à l'action de la justice, mais qui sont exactement connus. A. B.

ARTICLE 629.

Justice de paix du cant. de Montastruc
(Haute-Garonne).

Président : M. Luc CHALOUS, juge de paix.

7 juin 1873.

Usufruit. — *Mauvaise culture.* — *Demande en dommages-intérêts.* — *Incompétence.*

Le juge de paix est incompétent pour statuer sur une demande en dommages-intérêts formée par le nu propriétaire d'un immeuble contre l'usufruitier, pour cause de mauvaise culture.

La femme Julienne Taillefer jouit, comme usufruitière, d'une vigne dont Raymond Compagnac est nu propriétaire. Ce dernier se plaint, entre autres faits, de mauvaise culture ; il prétend que la femme Taillefer ne taille pas la vigne, ou que, la taillant elle-même, en temps inopportun, elle la détériore, et lui cause par suite un dommage dont il demande la réparation.

Le 7 juin 1873, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'aux termes de l'article 578 du Code civil, on entend par *usufruit* le

droit de jouir des choses dont un autre a la propriété, comme le propriétaire lui-même; mais à la charge d'en conserver la substance; — Attendu, dans l'espèce, que Campagnac, nu propriétaire d'une portion d'immeuble dont la femme Taillefer jouit comme usufruitière, se plaint des détériorations que cette dernière cause à la propriété, soit par le défaut de culture, soit par une mauvaise culture, notamment en ce qui touche la taille de la vigne; qu'en raison de ces faits, Campagnac a introduit devant nous une demande en dommages-intérêts contre la femme Taillefer; — Attendu que si cette demande est par sa nature personnelle et mobilière, il faut aussi reconnaître que l'article 526 du Code civil met au nombre des immeubles l'usufruit des choses immobilières; — Qu'aussi l'article 3, § 4, du Code de procédure civile, qui attribue au juge de paix la connaissance des dégradations alléguées par le propriétaire contre son fermier ou locataire, ne s'étend pas aux réclamations de ce genre, faites par le nu propriétaire contre l'usufruitier; — Attendu qu'après avoir vainement tenté de concilier les parties, c'est le cas, pour le juge, de se déclarer incompétent, et les renvoyer à se pourvoir devant les Tribunaux qui doivent en connaître; — Attendu que toute partie qui succombe doit supporter les dépens; — Par ces motifs, jugeant publiquement, contradictoirement et en premier ressort; — Nous nous déclarons incompétent, renvoyons les parties à se pourvoir devant les Tribunaux qui doivent en connaître; — Condamnons le demandeur aux dépens.»

Observations.— Voir, exactement dans le sens de la présente décision, notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, v° *Usufruit*, n° 8; voir aussi Cass., 10 janvier 1810. C. M.

ARTICLE 630.

Tribunal de simple police de Conques (Aude).

Président : M. ALIBERT, juge de paix.

31 mai 1873.

Lieux publics. — Heure de fermeture. — Arrêté préfectoral. — Café. — Absence de consommateurs. — Relaxe.

Les Tribunaux de répression sont compétents pour interpréter les règlements publiés par l'autorité administrative, et par suite pour les appliquer dans leur sens le plus naturel et le plus raisonnable.

Spécialement lorsqu'un arrêté a été pris pour fixer l'heure de fermeture des auberges, cafés et autres lieux publics, il appartient au juge de police de limiter l'application de cet arrêté, et de ne point l'appliquer dans son sens littéral et rigoureux.

Notamment, lorsqu'un café a été trouvé ouvert après l'heure de fermeture, mais qu'il n'y avait point de consommateurs dans ce café, le juge de police peut refuser de voir dans ce fait une violation du règlement préfectoral et renvoyer le prévenu sans amende ni dépens.

Ainsi décidé,

Le 31 mai 1873, par jugement du Tribunal de simple police du canton de Conques, en ces termes :

« **LE TRIBUNAL** : — Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal régulier dressé par la gendarmerie de Conques sous la date du 9 mars 1873, et de l'aveu du sieur Chaffary, que ce jour-là le café tenu par ce dernier se trouvait ouvert à dix heures quarante-cinq minutes du soir, contrairement à l'arrêté de M. le préfet de

l'Aude, du 9 février 1859 ; — Attendu qu'il résulte du même procès-verbal que, dans ledit café, bien qu'il fût ouvert et éclairé, il ne s'y trouvait aucun consommateur ; qu'alors, et vu cette circonstance, il y a lieu de se demander si le sieur Chaffary se trouvait en contravention audit arrêté ; — Attendu qu'il est de principe consacré par arrêt de la Cour de cassation, à la date du 30 mai 1846, que les Tribunaux de répression peuvent interpréter les règlements légalement publiés par l'autorité administrative ; tant comme aussi il est de principe consacré par la doctrine que la loi et par suite les arrêtés qui tiennent lieu de loi doivent toujours s'interpréter dans leur sens le plus naturel ; — Attendu, dans l'espèce, que pour arriver à déterminer si le sieur Chaffary fut, *oui ou non*, coupable de contravention, il est indispensable d'interpréter l'arrêté de M. le préfet de l'Aude précité, et d'examiner si, en édictant, dans son texte, la *fermeture* des lieux publics à une heure déterminée, le mot *fermeture* doit être pris dans le sens rigoureux et littéral de son acception, et non dans son esprit ; — Attendu qu'il est évident qu'en rédigeant son arrêté M. le préfet n'a eu d'autre but que de moraliser les masses, et d'enlever aux consommateurs tout prétexte à des dépenses exagérées, et par suite à la dissipation ; qu'alors, et du moment où le café du sieur Chaffary ne contenait aucun consommateur, on ne saurait rendre ce dernier responsable d'un acte qui par lui-même pouvait avoir pour objet unique d'aérer les appartements, et de soustraire sa famille aux influences pernicieuses et délétères de tous mauvais mythes ; d'ailleurs, il serait

par trop injuste de placer les cafetiers, par le fait seul qu'ils exercent cette profession, en dehors du droit commun, et de les priver de la faculté qui est accordée à tout citoyen d'ouvrir la porte et les fenêtres de sa maison quand bon lui semble ; — Qu'à la vérité le procès-verbal ajoute qu'un individu que les gendarmes n'ont point vu avait prévenu de l'arrivée de ces derniers le sieur Chaffary ; mais que ce fait, qui ne repose sur rien de certain, ne peut pas être pris pour base d'une condamnation ; en effet, il ne faut pas perdre de vue qu'un procès-verbal est un acte par lequel un fonctionnaire public, auquel le droit en a été conféré par la loi, constate ce qu'il a fait ou vu, ou bien ce qui s'est passé, fait ou dit en sa présence et durant l'exercice de ses fonctions ; si donc les gendarmes n'ont pas constaté, eux-mêmes, le fait relatif à l'intervention officieuse qu'ils signalent, cette circonstance ne doit avoir dans la cause la moindre influence ; — Par ces motifs, jugeant en dernier ressort, a relaxé et relaxe le sieur Chaffary, le renvoie par conséquent des fins de la plainte sans dépens. »

Observations. — Il nous est impossible d'approuver la solution du jugement qui précède, et il ne nous semble pas douteux qu'il ne fût cassé par la Cour suprême, s'il lui était déféré. Le fait qu'il n'y a pas de consommateurs dans un café ne saurait soustraire le maître de ce café à l'application de la peine. En effet, rien ne prouve que le cafetier n'eût pas admis le public à entrer chez lui, s'il s'en était présenté, il est en faute par cela seul qu'il n'a pas fermé son établissement à l'heure

qui lui était prescrite par le règlement préfectoral. C'est ainsi qu'ont toujours été compris et appliqués les arrêtés spéciaux sur la matière, et nous pourrions citer un très-grand nombre d'arrêtés de la Cour de cassation, rendus en ce sens, sans que sa jurisprudence ait jamais varié sur ce point (voir notamment Cass., 20 janvier 1859, *ANNALES*, 1859, p. 293). Vainement le jugement constate qu'un cabaretier doit avoir le droit, comme tout autre, d'aérer son établissement. Le cafetier ou aubergiste a toute la journée pour donner de l'air à sa maison. Dans un intérêt d'ordre public, il est soumis à des restrictions qui sont spéciales à son commerce. Il doit les observer absolument et ne peut, sous aucun prétexte, se soustraire aux règlements qui lui sont imposés. On remarquera qu'en l'espèce le café du prévenu était non-seulement ouvert après l'heure réglementaire, il était en outre éclairé, c'est-à-dire dans des conditions à appeler les consommateurs ; c'est donc à bon droit, selon nous, que le procès-verbal avait été dressé contre ce prévenu. A. B.

ARTICLE 631.

Tribunal de simple police de Roubaix
(Nord).

Président : M. BONNIER, juge de paix.

8 mai 1873.

Dépôt sur la voie publique. — Fumiers.
— Nécéssité. — Excuse légale. — Renvoi du prévenu.

Le cultivateur qui dépose des fumiers sur la voie publique, mais qui ne les y laisse séjourner que pendant le temps nécessaire au chargement sur la voiture qui doit les emporter, ne commet aucune contravention, alors surtout qu'il n'a pas à sa disposition

d'autre mode d'enlèvement de ses fumiers. Ce dépôt momentané est, en pareil cas, justifié par la nécessité.

Ainsi décidé,

Le 8 mai 1873, par jugement du Tribunal de simple police de Roubaix, dans les termes suivants :

« LE TRIBUNAL : — Qui le témoin produit en sa déposition, le prévenu en sa défense et l'organe du ministère public en ses réquisitions : — Attendu que Frédéric Leroy, cultivateur à Leers, est prévenu d'avoir, le 21 avril dernier, vers neuf heures du matin, sur la place de la Liberté, à Roubaix, déposé du fumier provenant des écuries d'une auberge située sur cette place ; — Attendu qu'il résulte des débats et de la déposition même du seul témoin à charge que les ypitures ne peuvent pas avoir accès à l'intérieur de cette auberge, dont les écuries ont leur entrée et leur sortie par un corridor ou passage de la largeur d'un train de brouette ; — Que le 21 avril, comme toujours et depuis longtemps, le cultivateur Leroy a procédé à l'enlèvement des fumiers, en les faisant charger à l'écurie et transporter par le corridor sur une brouette, puis recharger sans désemparer, sur une voiture, et ne les laissant déposés sur la voie publique que pendant le temps nécessaire au déchargement de la brouette et au chargement sur la voiture ; — Attendu que, dans ces conditions, le dépôt tout à fait momentané sur la voie publique d'une matière qui dans les villes est une cause d'insalubrité et dans les champs devient un puissant moyen de fertilisation des terres, se trouve, aux termes de l'article 471, n° 4, du

Code pénal, justifié par la nécessité et ne constitue aucune contravention ; — Attendu d'ailleurs que l'organe du ministère public a déclaré s'en remettre à la prudence du juge ; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en dernier ressort, prononce le relaxe du prévenu et l'annulation de la citation et de ses suites, sans dépens. »

Observations. — Voir, dans le même sens, une décision du même Tribunal, en date du 1^{er} mai 1872, rapportée ci-dessus, p. 165, et nos observations à l'appui. C. M.

ARTICLE 632.

Tribunal de simple police de Merville
(Mord).

Président : M. ARNOULD, juge de paix.

7 mai 1873.

Ivresse. — Heure de fermeture. — Double contravention. — Absence du cabaretier. — Responsabilité.

Le cabaretier qui reçoit dans son établissement des individus en état d'ivresse manifeste, est punissable d'une amende de 1 à 5 francs (loi du 23 janvier 1873, art. 4, § 1^{er}).

La réception de consommateurs dans un cabaret, après l'heure réglementaire, engage la responsabilité du cabaretier, au point de vue pénal, dans le cas même où l'infraction aurait été commise en son absence.

Ainsi décidé,

Le 7 mai 1873, par jugement du Tribunal de simple police du canton de Merville, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que du procès-verbal et de la déposition du témoin il résulte que le 28 avril dernier, vers midi, plusieurs personnes ont été trouvées en état

d'ivresse manifeste dans le cabaret tenu par le sieur Charlemagne Cousin, à Estaires, et que la nommée Augustine Coquerelle, femme du cabaretier, en l'absence de son mari, avait donné à boire à ces gens, manifestement ivres, qui avaient été reçus dans ce cabaret ; — Attendu que ce fait constitue une contravention à la loi du 23 janvier 1873 sur l'ivresse, dont l'article 4, § 1^{er}, est ainsi conçu : « Seront punis d'« amende de 1 à 5 francs inclusive-
« ment, les cafetiers, cabaretiers et
« autres débitants qui auront donné
« à boire à des gens manifestement
« ivres, ou qui les auront reçus dans
« leurs établissements ; » — Attendu que, d'après deux arrêts de la Cour de cassation, des 22 novembre 1860 et 16 avril 1863, la réception de consommateurs dans un cabaret après l'heure réglementaire de fermeture engage la responsabilité du cabaretier, *au point de vue pénal*, dans le cas même où l'infraction aurait été commise en son absence ; — Qu'il est de principe et de jurisprudence constante, en effet, que les conditions imposées dans un intérêt de moralité, de salubrité et de sûreté publiques, soit par une loi, soit par un règlement, au chef ou maître d'établissement, obligent essentiellement celui-ci, lequel est personnellement responsable, *au point de vue pénal*, de l'inexécution provenant de la faute de ses préposés, même de sa propre femme (Cass., 28 janvier 1859 ; 29 septembre 1839) ; — Attendu dès lors qu'il y a lieu de faire application, à l'égard de l'inculpé, de l'article 4 sustranscrit de la loi précitée, dont il a été donné lecture, ainsi que de l'article 162 du Code d'instruction criminelle ainsi conçu, etc. ;

— Faisant application de ces articles et statuant par jugement en dernier ressort, condamne ledit sieur Cousin en 2 francs d'amende applicable au profit de la commune d'Estaires, et aux dépens, liquidés à ...; — Fixe à trois jours la durée de la contrainte par corps, »

Observations. — Les solutions du présent jugement sont conformes à une jurisprudence constante. Le maître d'un établissement ouvert au public a pour premier devoir de veiller à l'exacte observation des lois qui régissent son industrie; il est donc responsable des infractions commises par ses préposés, lesquels sont nécessairement présumés n'agir que d'après ses ordres et sous sa direction.

A. B.

ARTICLE 633.

Justice de paix du c. de Champlitte (Haute-Saône).

Président : M. VILLEMOT, juge de paix.

6 janvier 1872.

Dépôt. — Prêt à usage. — Arme à feu. — Responsabilité. — Force majeure. — Invasion.

Celui à qui a été prêtée une arme à feu pour en faire usage, et notamment pour sa défense personnelle, en est responsable vis-à-vis du prêteur, et est tenu d'en payer la valeur en cas de perte.

Mais le dépositaire d'une telle arme, à qui elle a été confiée pour en faire usage contre l'ennemi, et qui a été forcé de s'en séparer, par le fait de l'invasion, et pour éviter d'être pris les armes à la main, se trouve dans un cas de force majeure, et n'est pas responsable de la perte de l'arme.

Nicolas Grand, aubergiste à Champlitte, a fait citer devant M. le juge de paix de ce canton les sieurs Jouquet-Montagne et Briard, pour avoir paye-

ment de la somme de 150 francs, montant du prix d'un fusil Lefauchaux qu'il a déposé entre les mains de Jouquet-Montagne et que celui-ci a remis à Briard pour s'en servir contre l'ennemi.

Les défendeurs avouent les faits, et Briard ajoute qu'au moment du danger et voyant qu'il courait risque d'être tué pour avoir une arme, il a remis ce fusil à des jeunes gens qui l'ont caché avec d'autres et tous ont été perdus, d'où il conclut qu'il ne peut être responsable de ce cas de force majeure.

Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX :—Attendu, en fait, que dans le cours du mois d'octobre 1870, au moment où l'armée allemande, envahissant le pays, arrivait par la route de Gray sur Champlitte, et que des habitants s'apprêtaient à se sauver avec leurs mobiliers, et d'autres à faire résistance, le sieur Jouquet, défendeur, reçut du sieur Grand un fusil Lefauchaux, pour sa défense personnelle et pour la sûreté de son attelage qu'il sauvait au bois; qu'il est également avoué par Jouquet qu'ayant pris le parti de revenir chez lui, il confia ce fusil au sieur Briard pour s'en servir contre l'ennemi, comme il s'en servit effectivement, et le remit ensuite à des jeunes gens qui en firent également usage jusqu'au moment où ils durent le cacher avec d'autres pour le soustraire à l'ennemi, circonstances par suite desquelles il fut perdu; que, dans ce cas, l'action intentée présente deux caractères complètement distincts et séparés, savoir : celui d'une responsabilité de droit commun et celui d'une irresponsabilité de force majeure, tirés de la

nature même de l'emploi qu'il devait faire et qu'il a fait réellement du fusil en question; — Attendu, en effet, en ce qui concerne l'affaire Grand contre Jouquet, que la remise du fusil a eu lieu à celui-ci pour son usage personnel et dans son intérêt privé; que, dans ce cas, il doit en répondre comme de tout prêt à usage, aux termes des articles 1875 et suivants du Code civil; que, par conséquent, ne reproduisant point l'arme dont il s'agit, il en doit la valeur, d'après l'article 1903; que, quant à cette valeur, il résulte des éléments de la cause et de l'usage qu'on avait déjà fait de cette arme et de sa détérioration, qu'en l'estimant à 130 francs, c'est en faire une juste appréciation; — Attendu, en ce qui concerne l'acte de Jouquet contre Briard, qu'il est avoué par les parties que ce dernier a reçu le fusil en question pour s'en servir contre l'ennemi; qu'il s'en est réellement servi dans l'intérêt de la défense commune; et qu'il y a, dans la perte qui s'en est suivie, un cas de force majeure éteignant toute responsabilité; qu'à ce point de vue, on ne peut évidemment rendre responsable des choses avariées ou perdues, ceux entre les mains de qui elles ont été remises pour s'en servir dans des cas de calamités ou de salut public comme dans le cas particulier; que, s'il en était ainsi, il n'y aurait pas plus de raisons de ne pas étendre cette responsabilité aux hommes courageux qui se dévouent dans les incendies et les inondations pour les objets de sauvetage qui leur sont confiés pour porter secours au péril de leur vie; qu'en étendant la responsabilité à ces cas extrêmes, ce serait décourager le dévouement et

favoriser l'indifférence et la lâcheté; que dans de semblables circonstances, lorsqu'il y a des sacrifices à faire, il est de principe naturel et équitable de les laisser à la charge de l'État et des communes, comme ils sont chargés des récompenses à décerner, quand il y a lieu; que c'est donc le cas de déclarer Briard non responsable et de le renvoyer de la demande formée contre lui; — Par ces motifs, déclarons, le sieur Jouquet responsable, vis-à-vis de Grand, de la valeur du fusil à lui prêté et qu'il ne reproduit point; et le condamnons à lui payer la somme de 130 francs, somme équivalente à cette valeur, avec les intérêts de cette somme du jour de la demande en justice et aux dépens, liquidés à 8 fr. 70 non compris l'enregistrement des présentes; et quant à la demande contre Briard, déclarons ce dernier non garant vis-à-vis de Jouquet, et le renvoyons de cette demande. »

Observations. — Celui qui a emprunté une arme appartenant à autrui, en vue de l'employer à sa défense propre, en est évidemment responsable, car il l'a prise pour un intérêt éminemment personnel. Il est donc tenu de veiller à la conservation de l'objet prêté et il ne peut s'en dessaisir qu'à ses risques et périls. Si donc il la dépose entre les mains d'un tiers et que ce tiers l'ait perdue, comme dans l'espèce, par force majeure, le premier emprunteur demeure responsable, et il l'est seul, parce que, ayant volontairement donné l'arme, il n'a pas, comme le second dépositaire, l'excuse de la force majeure. La distinction faite par le jugement ci-dessus entre la situation des deux détenteurs successifs de l'arme nous paraît donc juridique et fondée.

A. B.

ARTICLE 634.

Justice de paix du cant. de Voiron
(Isère).

Président : M. EYMARD, juge de paix.

22 juin 1871.

Action possessoire. — Enclave. — Tolérance. — Défaut de titre. — Renvoi au pétitoire. — Maintienue en possession provisoire.

Lorsque le propriétaire d'un champ enclavé ne justifie pas d'une possession utile du droit de passage sur le terrain voisin pour le desservissement de son fonds, mais qu'il résulte au contraire, des faits de la cause, que le passage n'a été exercé qu'à titre de tolérance, il y a lieu, pour le juge de paix, de renvoyer les parties devant le Tribunal civil pour faire fixer l'assiette de la servitude et les conditions de son exercice.

Toutefois, à raison de l'enclave et à raison de la nécessité qu'il y a d'assurer le desservissement du terrain enclavé jusqu'à la solution de la question du fonds, le juge de paix peut maintenir provisoirement le propriétaire de ce fonds en possession du passage sur le terrain voisin, tel qu'il l'a précédemment exercé, les questions du fonds et d'indemnité demeurant réservées.

Ainsi décidé,

Le 22 juin 1871, par jugement de M. le juge de paix du canton de Voiron, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Battier a fait citer Jayet et Budillon-Rabatel pour s'entendre condamner avec dommages-intérêts et dépens à cesser d'exercer un passage qu'il a pratiqué jusqu'à ce jour sur sa terre située au Mas de Mulfay, commune de Chirens, pour l'exploitation d'une prairie située au même lieu appartenant à Budillon-Rabatel et exploitée par Jayet à titre de fermier ; et que Budillon-Rabatel, après avoir déclaré prendre

fait et cause pour son fermier Jayet, qui n'a agi que par son ordre, a prétendu avoir acquis la possession de ce passage par une possession remontant à un grand nombre d'années et spécialement à plus d'un et jour avant la citation et avoir dès lors droit de le continuer, sa prairie étant enclavée et sans issue aucune sur la voie publique ; — Attendu que la prairie de Budillon-Rabatel étant enclavée, celui-ci a un droit de passage sur les propriétés voisines pour son exploitation, en vertu de l'article 682 du Code civil ; que cette prairie ayant appartenu dans le temps au même propriétaire qu'un petit bois qui la sépare du chemin public, il paraît naturel que l'ancien propriétaire, en vendant sa prairie, y eut attaché un droit de passage sur le bois qui lui restait ; mais que ce droit n'étant appuyé sur aucun titre ni sur aucun acte de possession, le bois n'en présentant pas la moindre trace, et son propriétaire n'étant du reste pas en cause, nous n'avons pas à nous en préoccuper et nous n'avons qu'à rechercher les caractères de la possession invoquée par Budillon-Rabatel du passage sur la terre de Battier, possession qu'il appuie sur un usage remontant à un grand nombre d'années ; — Attendu que Battier soutient que ce passage n'a jamais été pratiqué que par suite de sa tolérance et de la permission qui lui était demandée et qu'il accordait chaque fois que Budillon-Rabatel en avait besoin ; que d'un autre côté Budillon-Rabatel père a reconnu au mois de mai 1867 qu'il n'avait aucun droit de passage sur la propriété de Battier et s'est engagé à ne pratiquer ce passage, l'avenir, qu'en en demandant la p

mission; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède que si Budillon-Rabatel a droit à un passage sur une propriété voisine, pour l'exploitation de sa prairie enclavée, en vertu de l'article 682 du Code civil, il n'a aucune possession d'un passage réunissant les caractères que l'article 2229 du même Code exige pour prescrire, et que dans cette situation les parties doivent être renvoyées devant le Tribunal civil de première instance pour y faire déterminer l'emplacement et le mode d'usage de la servitude à laquelle Budillon-Rabatel a droit, ainsi que les conditions de son exercice; — Mais attendu que jusqu'à la décision à intervenir sur le fond de la question, Budillon-Rabatel ne peut laisser périr ses récoltes; que c'est là une question d'intérêt et d'ordre public qui doit être ménagée, et qu'à cet effet, il convient de le maintenir provisoirement dans sa possession du passage telle qu'il l'a exercée jusqu'à ce jour, les questions du fond et d'indemnité demeurant réservées; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire en premier ressort, — Mettons hors d'instance Joseph Jayet, fermier de Budillon-Rabatel; — Maintenons provisoirement et, jusqu'à la décision à intervenir devant le Tribunal de première instance, autorisons Budillon-Rabatel dans sa possession, telle qu'il l'a exercée jusqu'à ce jour, du droit de passage sur la propriété de Battier située à Malfay, commune de Chirens, pour l'exploitation de sa prairie enclavée; — Renvoyons les parties devant le Tribunal civil de première instance pour faire statuer sur l'établissement, le mode d'usage et les conditions de la servitude, la

question des dommages et les dépens demeurant réservés. »

Observations. — Il est, de principe, consacré par une jurisprudence aujourd'hui constante, que l'enclave équivalant à un titre légal, et que, par suite, le propriétaire d'un fonds enclavé, troublé dans la possession d'un droit de passage, peut exercer l'action en complainte, et être maintenu en possession, alors même qu'il n'aurait à invoquer aucun titre privé lui octroyant ce droit. Parsuite, dans l'espèce du jugement actuel, à défaut de circonstances particulières et militant contre sa possession le propriétaire du fonds enclavé aurait dû être maintenu purement et simplement par le juge dans sa possession du passage sur le terrain du demandeur. Mais, en fait, il résultait des circonstances de la cause et d'une reconnaissance formelle de ce propriétaire, que le passage n'avait été exercé qu'à titre de pure tolérance, le voisin se réservant le droit de faire cesser cette tolérance quand bon lui semblerait. La possession du propriétaire du fonds enclavé était donc nécessairement précaire, et le juge ne pouvait l'y maintenir d'une façon absolue. D'autre part, en renvoyant purement et simplement les parties à se pourvoir devant le juge du fond pour faire statuer sur l'assiette du passage, les conditions de son exercice et l'indemnité qui pouvait être due, le juge mettait le propriétaire du terrain enclavé dans l'impossibilité de pourvoir au défrutement de son fonds, à l'enlèvement des récoltes ou à l'ensemencement en temps utile, le procès sur la question du fond devant nécessairement réclamer un temps assez long

pour être définitivement jugé. M. le juge de paix du canton de Voiron nous paraît avoir résolu sagement et juridiquement cette difficulté en accordant au propriétaire enclavé une possession provisoire, c'est-à-dire la maintenance du passage, dans les conditions où il avait été jusqu'alors exercé, jusqu'au jour de la décision à intervenir sur la question du fond. Il est, en effet, certain que le fait seul de l'enclave donnant au propriétaire dont s'agit un droit certain à obtenir le passage, cette possession provisoire n'a rien de contraire à la décision à rendre par les juges du fond, qui, en consacrant un droit incontestable, ne feront qu'en déterminer l'assiette, et qui, selon toutes les probabilités, maintiendront cette assiette telle qu'elle était durant la possession provisoire, et se borneront à fixer l'indemnité due au propriétaire du fonds servant. A. B.

ARTICLE 635.

*Jug. de paix de Champagnac-de-Bélair
(Dordogne).*

*Président : M. VIDEAU - PERRIÈRE,
juge de paix.*

9 janvier 1873.

*Action possessoire. — Trouble. — Avoué
du défendeur. — Conclusions. —
Dépens.*

Lorsqu'une demande possessoire a été intentée devant le juge de paix, le fait que la possession et le trouble ne sont pas contestés par le défendeur ne change pas le caractère de l'action formée contre lui; et il en est ainsi, alors même que le demandeur consentirait à prendre à sa charge la réparation du trouble, en se bornant à demander contre le défendeur la condamnation aux dépens.

En conséquence, le juge saisi doit, outre la condamnation aux dépens, ordonner la

maintenue du demandeur dans sa légitime possession.

M. et M^{me} de La Rochefoucauld, propriétaires, dans la commune de Villars, du château de Puyguilhem et de ses dépendances, ont fait citer les défendeurs ci-après dénommés devant M. le juge de paix de Champagnac-de-Bélair, pour :

« Attendu que les requérants sont, depuis un temps immémorial, propriétaires du château et de la terre de Puyguilhem; qu'ils en ont toujours eu la possession paisible, publique et à titre non précaire; — Attendu que de la terre de Puyguilhem dépend une fontaine appelée *fontaine du Cluzeau*, qui prend sa source sur la propriété même des requérants; — Attendu que, dans la journée du 26 décembre dernier, les nommés Murat, Dominique, Courtagène, Reblère et Chauvin se sont permis de troubler la possession des requérants en se livrant sur leurs terrains aux actes suivants : — 1^o Ils ont fait une tranchée au rebord du fossé qui sert de dérivation pour amener l'eau de la fontaine du Cluzeau dans un champ de blé froment appartenant aux requérants. Ils ont creusé ce fossé et rejeté la vase de chaque côté; — 2^o Ils ont jeté toute la vase du bassin sur le blé du champ qui se trouve à côté du lavoir; — 3^o Ils ont pioché dans le grand terrier, enlevé des terres pour se faire un chemin de ceinture au haut du lavoir; — Attendu que ces faits constituent non-seulement une atteinte directe au droit de propriété, mais encore surtout un trouble à la possession plus qu'annale des requérants; — Par ces motifs, voir dire les susnommés que

c'est sans droit qu'ils ont troublé la possession des requérants; — Voir dire qu'ils seront tenus de rétablir les lieux dans leur état primitif dans les huit jours qui suivront la signification du jugement à intervenir, faute de quoi les requérants seront autorisés à les rétablir aux frais des susnommés; — S'entendre en outre condamner solidairement en 200 francs de dommages-intérêts pour réparation du préjudice causé, ainsi qu'aux dépens. »

Tous les défendeurs, invités individuellement à s'expliquer sur la demande formée contre eux, ont répondu : qu'ils n'avaient aucune prétention à élever sur la propriété ou la jouissance des terrains sur lesquels ils avaient eu le tort de commettre les actes ou faits de trouble qui leur étaient reprochés; qu'ils étaient prêts à rétablir les lieux dans leur état primitif, et à exécuter tous travaux nécessaires à cet effet; comme aussi à payer tous dommages-intérêts qu'il plaira aux demandeurs exiger ou qui seront arbitrés par le Tribunal.

M. Parreaux, au nom de ses mandants, a dit que, prenant en considération l'aveu spontané que les défendeurs faisaient de leurs torts et du trouble apporté sans droit à la possession des demandeurs, il ne demandait que les dépens à titre de dommages-intérêts; que même M. et M^{me} de La Rochefoucauld prenaient à leur charge le rétablissement des choses en l'état où elles étaient avant le trouble, les travaux à exécuter dans cette circonstance exigeant des soins et des précautions qui les obligent à en dispenser leurs adversaires.

Les défendeurs ont demandé acte

des déclarations faites au nom de M. et M^{me} de La Rochefoucauld.

Jugement en ces termes, le 9 janvier 1873 :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Ouï les parties en leurs dires et conclusions; — Attendu qu'en présence des conclusions respectivement prises par les parties, il appartient au Tribunal de rechercher si l'action possessoire dont il a été saisi a perdu son caractère pour se transformer en une simple demande en dommages-intérêts ou mieux en une question de dépens; — Attendu qu'aux termes de l'article 23 du Code de procédure civile les actions possessoires sont celles qui sont formées dans l'année du trouble, par ceux qui, depuis une année au moins, étaient en possession paisible par eux et les leurs à titre non précaire; — Attendu que l'action dirigée par les demandeurs contre les défendeurs réunit toutes ces conditions, puisqu'elle a tout à la fois pour objet de les garder et maintenir dans leur possession annale des eaux de la fontaine du Cluzeau et des terrains sur lesquels s'est exercé le trouble dont ils se plaignent, ainsi que de faire ordonner le rétablissement des lieux dans leur état primitif; — Qu'il importe peu qu'au début ou au cours de l'instance la possession et le trouble ne soient pas contestés; qu'il y a seulement dans cette reconnaissance la preuve de la légitimité de la demande; mais que les défendeurs ne peuvent par leurs aveux ou leurs déclarations changer la nature et le caractère de l'action formée contre eux, telle, au surplus, qu'elle résulte de l'exploit introductif d'instance; — Attendu, en ce qui touche les dépens, que tous les dé-

fendeurs doivent en être tenus solidairement comme ayant participé aux faits de trouble et de dommage qui leur sont reprochés; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort; — Donnons acte aux défendeurs des déclarations faites au nom des demandeurs dans le cours des débats, à savoir : 1° que M. et M^{me} de La Rochefoucauld se chargent à leurs frais du rétablissement des lieux en l'état où ils étaient avant le trouble; 2° qu'ils ne demandent aux défendeurs, à raison du préjudice qu'ils ont éprouvé, que leur condamnation solidaire aux dépens; — Par suite, gardons et maintenons les demandeurs en possession et jouissance des eaux de la fontaine du Cluzeau ainsi que des terrains désignés en l'exploit introductif d'instance; — Faisons défense à Murat, Dominique et consorts de les troubler à l'avenir; — Condamnons Murat, Dominique, Courtagène, Rebière et Chauvin, conjointement et solidairement, à tous les dépens à titre de dommages-intérêts envers M. et M^{me} de La Rochefoucauld. »

Observations. — Un arrêt de la Cour de cassation, en date du 20 novembre 1871, a jugé, exactement dans le sens de la présente décision, que la reconnaissance d'un acte illégal, de la part du défendeur, ne prouve qu'une seule chose, le bien fondé de la demande, mais n'est pas de nature à changer le caractère de l'action, et à la convertir en une simple demande en dommages-intérêts. Voir ANNALES, 1872, p. 202; Voir aussi Cass., 16 avril 1833 et 21 avril 1834. C. M.

ARTICLE 636.

Justice de paix du canton de Lauzerte
(Tarn-et-Garonne).

Président : M. BERGASSE-LAZIROULES,
juge de paix.

24 juin 1873.

Action possessoire. — Canal. — Francs-bords. — Arbres. — Trouble. — Maintien en possession.

Un tiers pouvant acquérir par prescription la propriété des francs-bords du canal d'une usine creusé de main d'homme, peut, en conséquence, acquérir la propriété d'arbres accrus sur ces francs-bords.

L'action possessoire intentée par ce tiers pour trouble apporté par le propriétaire du canal à sa possession d'arbres accrus sur les francs-bords est recevable.

La possession s'exerce suivant la nature de l'objet auquel elle s'applique.

Le sieur Velsol a fait citer le sieur Baboulène pour se voir maintenir en possession de six peupliers que ledit Baboulène avait arrachés, avec dommages-intérêts et dépens. Le 10 juin 1873, jugement interlocutoire qui ordonne la preuve des faits articulés par le demandeur, la preuve contraire réservée au défendeur.

Après l'audition des témoins, le 24 juin suivant jugement définitif en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que la jurisprudence a consacré par de nombreux arrêts que la propriété, même non contestée, comme dans l'espèce, d'un canal n'emporte pas prescription légale de la propriété des francs-bords; que le propriétaire d'un canal ne peut invoquer en faveur de la propriété des francs-bords qu'une présomption simple qui cède à la preuve contraire (arrêt de la cour de Cassation du 13 jan-

vier 1835, 13 août 1830; arrêts de la Cour de Bourges du 4 mars 1834, de la Cour d'Angers du 22 février 1843, de la Cour de Lyon du 24 mars 1844); qu'il a été encore jugé que les francs-bords d'un canal ne sont pas tellement unis et incorporés à ce canal, que le droit de propriété du canal s'oppose à la possession des francs-bords par d'autres particuliers et aux droits qui peuvent en résulter pour eux (Cass., 31 mars 1837); qu'il a été jugé aussi que les francs-bords d'un canal ne sont pas présumés dépendance tellement absolue de ce canal et de l'usine qu'il fait mouvoir, que les faits de possession dont ils sont l'objet de la part des tiers doivent être réputés inefficaces pour en faire acquérir la propriété au possesseur du canal (Cass., 6 mars 1844); — Attendu qu'il résulte des arrêts ci-dessus relatés, que du moment où les francs-bords d'un canal ne sont pas présumés dépendance absolue du canal, ces francs-bords peuvent faire l'objet d'une action possessoire, comme le peuvent aussi, ainsi que cela a lieu dans le procès intervenu entre les parties, des arbres accrus ou plantés sur ces mêmes francs-bords, puisque ces arbres pourraient être acquis par prescription isolément et indépendamment du sol sur lequel ils sont plantés; — Attendu que la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour admettre que la possession s'exerce suivant la nature de l'objet auquel elle s'applique; que la possession qui ne peut s'exercer qu'à certains intervalles, n'en est pas moins continue, quand elle a eu lieu aux époques où elle devait l'être (Cass., 5 décembre 1816, 14 juillet 1838, 5 juin 1839); — Attendu

qu'il est établi par les faits de l'enquête que le sieur Velsol a émondé les peupliers qui se trouvent sur les francs-bords du canal du moulin de Baboulène, qu'il l'a fait selon l'usage du pays et aux époques auxquelles cette opération devait avoir lieu; que ces faits, qui se sont diverses fois reproduits, donnent à sa possession le caractère de continuité qui lui est nécessaire; que Velsol a ainsi fait la preuve qu'il est depuis an et jour en possession des peupliers qui se trouvent sur les francs-bords du canal du moulin de Baboulène; que cette possession réunit tous les caractères voulus par la loi; — Attendu que la contre-enquête n'a en rien détruit, quant aux peupliers, la possession dont a fait preuve le demandeur; — Par ces motifs, jugeant publiquement, contradictoirement et en premier ressort, disons que c'est sans droit aucun que Baboulène a arraché depuis moins d'an et jour, six peupliers qui se trouvaient sur les francs-bords du canal de fuite de son moulin; qu'il a, par ce fait, troublé Velsol dans sa possession; y maintenons ce dernier, faisons défense à Baboulène de ne plus l'y troubler à l'avenir, et pour l'avoir fait le condamnons à 60 francs de dommages et à tous les dépens. »

Observations. — Question souvent jugée et qui ne paraît plus pouvoir soulever aucun doute. Voir, dans ce sens, notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, 3^{me} édition, v^o *Francs-bords*, et les arrêts cités.

C. M.

ARTICLE 637.

Justice de paix du canton de Vimoutiers
(Orne).

Président : M. MANOUVRIZ-CÉCILLE,
juge de paix.

16 mai 1873.

*Action possessoire. — Titres ou présomp-
tions. — Possession. — Trouble. —
Annalité. — Venelle. — Mitoyenneté.
— Ouvrages.*

Le juge du possessoire peut consulter, en tant que de besoin, les titres ou les présomptions pour opérer et déterminer les caractères de la possession.

Une venelle ou senté entre héritages est avouée mitoyenne, s'il n'y a titre ou preuve du contraire.

Cette mitoyenneté doit s'entendre en ce sens que le droit qui compète à chacun des riverains longeant la venelle, s'exerce exclusivement sur la portion que *jouissent* ses bâtiments, et non sur toute la longueur de la ruelle, lorsque celle-ci se trouve établie de temps immémorial, sans qu'on rapporte rien qui soit relatif à cet établissement, ni qui détourné les conditions de l'usage à en faire.

Ainsi décidé,

Le 16 mai 1873, par jugement de M. le juge de paix du canton de Vimoutiers, rendu dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu notre procès-verbal du 19 avril dernier ; — Ouï M^{re} Lapolaire, avocat, et Lemaitre, agréé, en leurs plaidoiries ; considérant que par son exploit introductif d'instance la demoiselle D^{***} a cité devant nous M. Druet aux fins suivantes :—Attendu que la demanderesse, qui est propriétaire et a la possession depuis 1854 d'une maison située à Vimoutiers, dans une cour commune donnant sur la rue de la Comté, cadastrée section H, sous les

numéros 540, 542 et 563, bornée d'un côté à l'est, par ladite cour commune, et des deux bouts par M. Druet, avait aussi la copossession depuis la même époque de la ruelle commune que *joute* la maison, lorsque, *il y a moins d'un an*, M. Druet, à l'extrémité sud de cette ruelle, s'est emparé de la partie qui est comprise entre la maison dudit sieur Druet et celle d'un sieur Gondron, partie dont le sieur Druet a formé une espèce de hangar ou de magasin couvert d'une simple feuille de zinc, recevant les eaux des toits voisins, et qui les déverse sur la partie de la ruelle restée libre, où ces mêmes eaux croupissent, ne pouvant s'écouler par l'aqueduc indûment établi par le sieur Druet ; — Attendu que le sieur Druet a clos ce hangar par une porte dont les gonds et les pentures sont en dehors et du côté de la demoiselle D^{***}, de façon que le ventail ne pourrait être entièrement ouvert sans battre contre la muraille de la demoiselle D^{***} ; — Attendu que ces faits ont eu pour conséquence de priver la demoiselle D^{***} complètement d'une partie de la ruelle commune, de rendre plus gênant l'exercice de son droit de communauté sur le surplus, et de menacer sa maison d'habitation d'une servitude à laquelle cette maison n'est pas soumise ; qu'ils sont un trouble à la possession de ladite demoiselle, à laquelle ce trouble a causé un préjudice qui doit être réparé ; — Voir donner acte à ladite demoiselle D^{***} de ce qu'elle prend pour trouble à sa possession, dont elle offre au besoin la preuve, les faits ci-dessus articulés, qu'elle offre également de prouver s'ils sont méconnus ; voir dire que ledit sieur Druet a troublé à tort la-

dite demoiselle D*** dans cette même possession, et que cette dernière sera réintégrée dans cette même possession telle qu'elle existait avant les troubles dont elle se plaint ; s'entendre en conséquence ledit sieur Druet condamner, sous une contrainte de 200 francs, à enlever, dans le délai qui pour ce lui sera imparti par le jugement à intervenir, tous les objets qu'il a placés et les ouvrages qu'il a établis sur la ruelle commune ; sinon, voir autoriser la demanderesse à les faire enlever aux dépens de la contrainte qui demeurera définitivement acquise à ladite demanderesse ; s'entendre en tous cas condamner à supprimer les gonds et les peintures de la porte, et à les placer de façon que cette porte ne puisse se développer sur la ruelle commune et battre contre le mur de la maison de la demoiselle D*** ; s'entendre faire défense de la troubler à l'avenir, et pour l'avoir fait s'entendre condamner en 100 francs de dommages-intérêts et en tous les dépens, sous toutes réserves ; — Considérant que la venelle litigieuse se trouve établie de temps immémorial, sans qu'on rapporte rien qui soit relatif à cet établissement, ni qui détermine les conditions de l'usage à en faire, par rapport aux riverains qui la longent, les titres des parties, examinés au point de vue possessoire, n'indiquant qu'une seule chose, à savoir, que la propriété de la demanderesse et celle du défendeur sont bornées par la venelle commune, et ne contenant d'autres stipulations que la suivante : « En surplus, les « biens sont vendus sans réserves « avec tous les accessoires, vues, issues, mitoyennetés qui en dépendent ; » — Qu'à cet égard force est

donc de s'adresser aux présomptions ; — Considérant que celles-ci sont en faveur d'une mitoyenneté au profit des propriétaires pour la partie de la venelle que *joutent* leurs maisons ; qu'ainsi, dans la cause, une portion de la venelle serait mitoyenne entre M. Druet et le sieur Gondon, comme une seconde portion serait mitoyenne entre la demoiselle D***, ledit sieur Gondon et une troisième personne ; qu'en effet, de l'aveu même de la demanderesse, la venelle litigieuse serait un bien communal délaissé depuis longtemps par la ville de Vimoutiers, comme ayant perdu sa destination de ruelle publique, et bon nombre de riverains auraient incorporé à leur propriété des parties de la venelle, laquelle n'a plus d'issue, ni d'ouverture et ne sert qu'à recevoir des urines et immondices ; — Considérant que la loi répute mitoyens les murs, haies ou fossés qui séparent les héritages, s'il n'y a, dit-elle, titre ou marque du contraire ; que les motifs qui l'ont déterminée à présumer cette mitoyenneté, s'appliquent également aux venelles ou ruelles étroites existant en certaines localités entre les habitations ; que l'usage de ces venelles est assez répandu dans quelques pays où les maisons ne sont pas séparées par des murs mitoyens, et forment, par leur état complet d'isolement, ce que les Romains appelaient des îles (*insulae*) ; que ces venelles ayant pour destination de recevoir le stillicide des maisons et de servir à l'écoulement des eaux ménagères, leur existence seule fait présumer qu'elles ont été établies dans l'intérêt commun des deux héritages limitrophes ; — Considérant que la présomption de fait que « la venelle est

« présumée mitoyenne, vraie sous « le Code civil, ne l'est pas moins « sous l'ancien droit, » puisque les anciens auteurs enseignent que c'est le jugement qu'il faut porter de tout terrain laissé vacant entre deux héritages, lorsqu'il n'apparaît point quel est celui des deux voisins qui, en élevant des constructions, l'a laissé en dehors d'icelles ; que, dans la cause, il n'apparaît rien quant à ce, et que d'ailleurs aucune circonstance de fait ne combat la présomption de mitoyenneté qui se tire de l'état des lieux ; que plusieurs riverains ont incorporé depuis longtemps à leur propriété la partie de la venelle mitoyenne qui en compétait ; qu'il résulte de ce qui précède que la portion de la venelle sur laquelle le sieur Druet a érigé des constructions est supposée mitoyenne entre lui la demoiselle Crespin et un sieur Gondon, ces deux derniers non en cause, et que le demandeur, d'accord avec ceux-ci, pouvait disposer du terrain comme il l'a fait en respectant tous droits acquis, par profession ou prescription ; — Considérant que, pour assurer l'exercice desdits droits acquis, le demandeur a construit il y a six ans un aqueduc large de 20 centimètres et haut de 15, destiné à recevoir les eaux de la venelle, et à les conduire au biez de l'ancien moulin de Vimoutiers, en passant sous les portions encloses par le sieur Druet et la demoiselle Crespin, et traversant souterrainement le jardin dudit sieur Druet ; que cet aqueduc est muni à son orifice supérieur d'une grille en fer, et qu'il est établi avec la pente nécessaire pour procurer un libre et facile écoulement aux eaux vers les canaux souterrains dont il vient d'être parlé ; que l'aspect désa-

gréable et la disposition malsaine de la venelle, véritable dépôt d'immondices et matières fécales, sont tels, que s'ils étaient signalés à l'autorité compétente dans un but de salubrité publique, des mesures seraient peut-être prises pour faire cesser et disparaître un aussi dangereux état de choses au point de vue sanitaire ; que, dans ces circonstances, l'établissement par Druet d'un aqueduc ne saurait qu'être approuvé ; — Considérant que le hangar ou magasin se trouve édifié au sud sur la portion de la venelle qui serait mitoyenne entre Druet et le sieur Gondon ; que la porte de ce hangar a, il est vrai, ses pentures du côté de la venelle, qu'elle pourrait ouvrir vers l'ouest en se développant sur la portion de la ruelle mitoyenne entre la demoiselle D*** et le propriétaire de l'autre rive, et aussi contre le mur de la maison de ladite demoiselle ; mais attendu que cette porte est jusqu'ici restée toujours immobile, qu'elle n'a jamais été ouverte, assujettie qu'elle est par des fils de fer tordus fixés à un potelet du côté de chez le sieur Gondron, que l'ouverture de cette porte, qui est plutôt simulée que réelle, pourrait seule constituer un trouble ; — Considérant qu'il est constant que ledit hangar, sauf sa couverture, existe depuis près de quatre ans ; que le sieur Druet s'est borné, il y a moins d'une année, à remplacer par des planches un *solin* en briques ou en plâtre, destiné à soutenir le potelet auquel est fixée la porte ; que ce fait ne saurait être pris pour trouble ; — Considérant que le sieur Druet ne pouvant disposer, jusqu'à la hauteur des toits des autres petits bâtiments élevés par lui et la demoiselle Crespin antérieurement,

au hangar, de tout l'espace aérien situé sur la portion de la venelle mitoyenne entre lui et le sieur Gondon, à cause d'une vue existant dans le mur de la maison de ce dernier, a, le 29 mai 1872, couvert à 3 mètres du sol ledit hangar par une grande feuille de zinc à centre concave, supportée par des tasseaux placés perpendiculairement, laquelle réunissant les eaux pluviales, les déverse en abondance vers le milieu de la portion de venelle qui ne lui compete pas; que si la demoiselle D^{me} et l'autre riverain couvraient aussi leur portion de venelle de constructions, celles-ci seraient menacées de la servitude *stillicinii* et *flummis*, à laquelle elles ne devraient pas être soumises; — Considérant encore que les eaux pluviales, tombant abondamment sur la feuille de zinc placée à une hauteur correspondant à l'appui ou enseuillement de la fenêtre de la chambre à coucher de la demoiselle D^{me}, causent un bruit très-sonore pouvant troubler le repos des voisins, notamment le sommeil de la demanderesse; — Considérant enfin que sur une tentative de conciliation et devant M. Michaux, juge de paix suppléant, M. Druet avait consenti, il y a trois mois, à supprimer la feuille de zinc ou à l'appuyer sur une aîse soit de bois, de plâtre ou autre matière pour empêcher le bruit dont se plaint la demoiselle D^{me}; que cette dernière a prétendu exiger la démolition entière du hangar; — Sur les dépens:—Attendu qu'il y a lieu, pour les frais de la présente instance, de prendre en considération le consentement du sieur Druet en petite conciliation; — Par tous ces motifs, statuant contradictoirement en premier ressort et au possessoire, accordant acte au sieur Druet de sa déclaration

à savoir, qu'il a toujours consenti à faire pour la couverture du hangar ce qui a été et sera ordonné par justice; disons que dans la quinzaine, date de notre jugement, le sieur Druet sera tenu de poser la couverture du hangar sur des sablières et solives, de garnir les solives dans toute l'étendue de la feuille de zinc, soit de bois, de plâtre ou de terre, de manière à amortir le bruit causé par la chute des eaux, et faire ce qui sera nécessaire pour que l'égout du toit ou couverture du hangar soit établi de façon que les eaux s'écoulent sur la portion de venelle qui lui compete, si mieux n'aime ledit sieur Druet supprimer ladite couverture; autorisons, le cas échéant et le délai de quinzaine expiré, ladite demoiselle D^{me} à faire retirer aux frais du sieur Druet et par des ouvriers de son choix la feuille de zinc telle qu'elle est aujourd'hui placée, et à la déposer contre le hangar, où elle restera à la disposition du défendeur; déclarons la demoiselle D^{me} mal fondée à plus ou autrement prétendre; gardons et maintenons la demanderesse dans sa possession plus qu'annale de portion mitoyenne de la venelle qui lui compete comme longeant sa propriété; faisons défense au sieur Druet de la troubler dans cette possession; — Et, vu les consentement et prétention des parties ci-devant relatés, faisons masse des dépens, y compris l'enregistrement du présent jugement, qui seront supportés par chacune d'elles pour moitié, les frais ultérieurs à la charge de celle desdites parties qui les occasionnerait.

Observations. — Voir sur ces questions la dissertation de M. Lasserre, avocat à la Cour de Pau,

BULLETIN, t. XXV, p. 11 et suiv.

A. B.

ARTICLE 638.

Justice de paix du canton d'Agde
(Hérault).

Président : M. TRIOL, juge de paix.

7 novembre 1872.

*Action possessoire. — Réintégrande. —
Aqueduc. — Eaux vinasses. — Autori-
sation préfectorale. — Tolérance. —
Possession précaire. — Etang.*

Les actes de pure faculté ou de simple tolérance, ne pouvant fonder ni possession ni prescription, sont impuissants à autoriser une action en complainte.

Celui qui a été autorisé, par arrêté préfectoral, à écouler ses eaux vinasses dans un étang, au moyen d'un aqueduc et sous certaines conditions, n'est pas recevable à actionner en complainte celui qui s'est rendu acquéreur d'une portion de l'étang, pour trouble à sa possession de la servitude d'écoulement des eaux dans l'étang, une telle autorisation étant toujours révocable et ne pouvant, par suite, servir de base à une possession utile.

Si, pour justifier son action en réintégrande, le demandeur n'a qu'à prouver la possession de fait, la détention matérielle au moment où le trouble a été commis, il n'en est pas moins certain que la réintégrande n'est recevable qu'à la suite d'un acte de violence et d'agression soudaine, et non pas quand le défendeur prend paisiblement possession de ce qu'il croit de bonne foi lui appartenir, et à la suite d'un avis préalable donné à l'intéressé.

Le sieur Edmond Cabannes, de Marseillan, avait fait citer le sieur A. Rey, de la même commune, pour : Attendu que le requérant possède une distillerie fonctionnant depuis un temps immémorial, dûment autorisée et versant ses eaux vinasses par un conduit souterrain dans l'étang de Than ; — Attendu que la sortie de cet aqueduc s'annonce par

un ouvrage extérieur constitué par une bouche en maçonnerie, défendue par des barreaux en fer ; que ledit aqueduc porte les résidus de la distillerie dans le sein même de l'étang ; — Attendu qu'en 1830 les eaux s'étant retirées par suite de travaux faits par la commune, celle-ci a prolongé à ses frais l'aqueduc du requérant jusqu'à la limite nouvelle des eaux ; qu'en cet état, le requérant est en possession ancienne et notamment en possession annale de la servitude de l'aqueduc ; que cette possession est paisible, publique et à titre de propriétaire ; — Attendu que le sieur Rey, par des travaux, porte journellement atteinte à cette possession, et que même, par acte extrajudiciaire, il a annoncé formellement l'intention de boucher la sortie de l'aqueduc et de fermer ainsi tout passage aux eaux vinasses ; — Attendu que le terrain acquis par Rey a été toujours de la nature parfaitement prescriptible : dire droit à l'action possessoire en complainte et en réintégrande tout à la fois du requérant, ce faisant avec inhibition, et défense à Rey de continuer ses travaux en tant qu'ils portent atteinte à la servitude d'aqueduc du requérant, le condamner à maintenir en ce point les lieux dans leur état primitif, le tout avec 200 francs de dommages-intérêts au profit du demandeur ; condamner enfin le défendeur aux dépens.

Le sieur Rey, par l'organe de M^e Figaret, son avocat, a dit que la servitude du sieur Cabannes n'était pas susceptible de prescription ; que ses droits n'étaient pas ceux d'un vrai propriétaire ; qu'il ne les tenait que d'une autorisation préfectorale, et que lui, Rey, ayant acquis, à titre

de propriétaire, la partie de l'étang qu'il veut combler, il a le droit d'en disposer conformément à la destination par lui exprimée et à lui concédée ; enfin, il a conclu à son relaxe.

Le 7 novembre 1872, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes ; — Attendu, en fait, que Rey a acquis de l'Etat une parcelle de l'étang de Than, située en face de son magasin, et qu'il est autorisé par son titre de vente à la combler pour y élever des constructions ; — Attendu que dans cette parcelle se trouve la sortie du conduit souterrain par lequel les vinasses de la distillerie de Cabannes sont versées dans ledit étang ; — Attendu que Cabannes n'a, jusqu'à présent, exercé la faculté d'écouler ses vinasses à cet endroit qu'en vertu d'une autorisation administrative, notamment par suite de l'arrêté préfectoral, en date du 11 janvier 1862, lequel lui impose diverses obligations, notamment celle de prolonger son conduit jusqu'à un mètre au moins au delà du niveau des plus basses eaux, afin que, en aucun temps, lesdites vinasses ne se répandent sur le bord de l'étang ; — Attendu que Rey a exposé à Cabannes, par acte extrajudiciaire, en date du 15 octobre dernier, qu'il était devenu acquéreur de la parcelle de l'étang de Than où aboutit ledit conduit ; qu'il se proposait de la combler pour y construire des bâtiments nécessaires à son commerce et que lui, Cabannes, eût à prendre telles précautions qu'il aviserait pour l'écoulement de ses vinasses ; — Con-

sidérant, en droit, qu'il s'agit dans l'espèce d'une action possessoire, dont nous pouvons connaître en vertu de l'article 6 de la loi du 25 mai 1838 ; — Considérant que la possession est la détention ou la jouissance d'une chose ou d'un droit que nous tenons ou que nous exerçons par nous-mêmes ; mais que, soit pour posséder légalement ou pouvoir prescrire, il faut une possession à titre de propriétaire, *animo domini* ; que, dès lors, les actes de pure faculté ou de simple tolérance ne pouvant, selon les termes de l'article 2232 du Code civil, fonder ni possession ni prescription, sont impuissants à autoriser une action en complainte ; — Considérant que Cabannes ne jouissant qu'à titre de tolérance et d'une manière précaire, puisqu'il avait dû obtenir une autorisation formelle pour exercer la possession dont il se prévaut aujourd'hui, n'a nullement qualité pour intenter une action en complainte contre celui qui a succédé, pour la partie de l'étang récemment acquise, à tous les droits de l'auteur de cette autorisation, toujours révocable de la nature, *precarium est quod precibus petenti utendum conceditur, tandiu quandiu is qui concessit patitur*. Dig., action qui ne tendrait à rien moins qu'à ériger en droit de propriété ce qui n'a jamais été que le résultat d'une simple tolérance ; — Considérant, en outre, que Cabannes intente à tort même son action en réintégrande, car si, pour justifier une telle action, le demandeur n'a qu'à prouver la possession de pur fait, la détention matérielle au moment où le trouble a été commis, et si le défendeur n'est point fondé à opposer les vices de précarité de la

possession arguée par son adversaire, il n'est pas moins certain que l'exercice de la réintégration ne peut être admis qu'à la suite d'un acte de violence, de voies de fait, d'une agression soudaine, et nullement lorsqu'un individu prend paisiblement possession de ce qu'il croit de bonne foi lui appartenir, et à la suite d'un avis préalable donné à l'intéressé, comme c'est le cas pour Rey ; — Par ces motifs, les droits de Cabannes réservés pour toute autre juridiction, le déclarons mal fondé en sa demande, l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Une servitude d'écoulement d'eaux, lorsqu'elle ne repose que sur une autorisation spéciale, essentiellement révocable, émanée de l'administration, qui peut toujours la modifier ou la restreindre, ne peut être considérée que comme due à la tolérance, et par suite, la possession en est nécessairement précaire et ne saurait donner ouverture à la plainte. Il en est surtout ainsi lorsqu'il s'agit d'eaux industrielles, souvent nuisibles, et dont l'écoulement est, quelle que soit l'apparence des travaux exécutés pour le faciliter, nécessairement discontinu. — En ce qui concerne la seconde solution, nous approuvons également la sentence de M. le juge de paix du canton d'Agde. La réintégration n'est ouverte qu'à celui qui a à se plaindre d'un acte de violence, d'une usurpation subite de la chose dont il a la détention matérielle. Un acte extrajudiciaire, une sommation d'avoir à cesser un fait que le réclamant regarde comme contraire à ses droits légitimes, ne saurait en aucune façon être consi-

déré comme un acte de violence. — Le jugement que nous rapportons a donc été, avec raison, confirmé sur appel par le Tribunal civil de Béziers.

A. B.

ARTICLE 639.

Justice de paix du canton de Tarascon
(Ariège).

Président : M. ROUSSE, juge de paix.

1^{er} juillet 1873.

Action possessoire. — Rivière non navigable ni flottable. — Eaux. — Possession précaire. — Chose jugée.

Les rivières non navigables ni flottables sont *res nullius*, non susceptibles d'appropriation privée, et par suite imprescriptibles ; il en est de même des divers bras de ces rivières, qui se forment naturellement sans le concours de l'homme.

En conséquence, l'usage par un des riverains et l'appropriation aux besoins de sa propriété, des eaux de ces rivières ou de leurs bras, ne peut constituer une possession utile et de nature à autoriser la plainte.

Ainsi décidé,

Le 1^{er} juillet 1873, par jugement de M. le juge de paix de Tarascon, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu les articles 23, 130 du Code de procédure civile, 1351, 2226, 2229 du Code civil ; — En droit, attendu que pour admettre une demande basée sur l'autorité de la chose jugée, il faut, entre autres conditions, que la chose demandée soit la même que celle adjugée dans le premier procès ; que l'action possessoire n'est admissible qu'à l'égard des choses qui peuvent être acquises par prescription ; que la possession légale doit réunir tous les caractères énoncés dans l'article 2229 du Code civil ; qu'on ne peut

prescrire les choses qui ne sont pas dans le commerce; que, par suite, la possession d'une chose de cette nature n'est qu'une possession précaire incapable de créer un droit réel; — Attendu qu'il est aujourd'hui de jurisprudence constante et de doctrine pour ainsi dire unanime, que les rivières non navigables ni flottables sont *res nullius*, non susceptibles d'appropriation privée, ne sont pas dans le commerce et sont, par conséquent, imprescriptibles; qu'avant 1789, des droits de propriété sur ces rivières ont pu, il est vrai, être concédés, par titres, en faveur des particuliers; par les seigneurs hauts justiciers, que de pareilles concessions devraient conserver tous leurs effets, mais que c'est à celui qui invoque un tel droit à faire la preuve de son titre spécial, seul capable de détruire la présomption légale d'après laquelle les rivières non navigables ni flottables sont considérées comme *res nullius*, n'appartenant à personne; que, depuis 1789, celui qui entreprend des travaux sur ces cours d'eau doit y être autorisé par l'administration, à qui appartient incontestablement le droit de surveiller et de réglementer l'usage des choses communes; qu'à défaut d'une telle autorisation ces travaux constituent un délit qui ne peut donner naissance à une possession utile; que, par application de ces principes, il a été jugé qu'une possession, même immémoriale, d'un barrage sur une rivière non navigable ni flottable ne peut jamais servir de base à l'action possessoire (Cass., 19 décembre 1826); — Attendu que toute partie qui succombe doit être condamnée aux dépens; — En fait; — Attendu qu'à la suite d'une

inondation survenue en 1772 la rivière de l'Ariège se divisa, à la hauteur des bains d'Ussat, en deux bras qui embrassèrent un *vacant*, appartenant alors, par indivis, aux communes de Tarascon et d'Ussat, et dont une partie est aujourd'hui la propriété de l'hospice de Pamiers; que, profitant de ce nouvel état des lieux, les auteurs de Lacoume dirigèrent, vers leur propriété, les eaux du nouveau bras de rivière, qu'ils augmentèrent même au moyen d'un barrage établi en amont de son origine; qu'à la suite d'une nouvelle inondation, en 1872, ce bras de rivière, naturellement formé en 1772, a été fermé par un amas de gravier, qui s'est amoncelé à son origine; que Lacoume a fait enlever ce gravier et que l'hospice l'a fait immédiatement remplacer, afin de remettre les lieux dans l'état naturellement créé par l'inondation de 1872; que c'est cette entreprise, qu'il prétend avoir été exécutée au mépris de ses droits, que Lacoume demande à faire réprimer par voie d'action possessoire; qu'à l'appui de son action, le demandeur invoque le droit que l'article 644 donne à tout riverain de se servir des eaux à leur passage pour l'irrigation de sa propriété, et sa possession depuis 1772, possession constatée matériellement par le barrage construit par ses auteurs en amont du nouveau bras de rivière et légalement consacrée, selon lui, par deux jugements du Tribunal de Foix, en date des 8 juin 1825 et 17 mai 1854 qui établiraient, en sa faveur, l'autorité de la chose jugée; — Attendu qu'en 1825, les auteurs de Lacoume demandèrent et obtinrent qu'il fût fait défense à l'hospice de Pamiers d'empêcher, par des

travaux projetés, en vue de protéger son héritage, les eaux de la rivière de l'Ariège de se rendre dans leur propriété par le nouveau bras de rivière; qu'en 1854, l'auteur immédiat de Lacoume demandait et obtint encore la suppression d'un enrochement établi par l'hospice de Pamiers, dans le même but et qui devait avoir, contre Lacoume, le même résultat; qu'il ne s'agissait, dans ces deux procès, que de l'usage des eaux qui s'écoulaient naturellement par le nouveau bras de rivière, écoulement auquel nul ne pouvait porter atteinte, et non de la propriété ou de la possession de ce même bras de rivière, propriété ou possession qui n'était réclamées ni déniées par les parties en cause; que cette question, que nous n'avons d'ailleurs à envisager qu'au point de vue de la possession, née seulement à la suite de l'inondation de 1872 et des travaux exécutés par l'hospice pour maintenir ce bras de rivière dans l'état où l'avait mis naturellement, d'après lui, cette dernière inondation, n'existait pas aux époques où ont été rendus les jugements invoqués par le demandeur et ne pouvait donner lieu à une action en justice; qu'elle peut avoir, sans doute, les mêmes conséquences, mais a certainement une cause toute différente; que ce que demande aujourd'hui Lacoume, c'est le maintien de sa possession du bras de rivière, par l'enlèvement de toutes les pierres et matériaux entassés par l'hospice à l'entrée de ce bras de rivière; que cette possession, déniée par le défendeur, est la seule question sur laquelle nous avons à prononcer, sans nous préoccuper de ses conséquences; qu'il n'y a, évidem-

ment, aucune identité entre elle et les demandes adjugées aux auteurs de Lacoume en 1825 et 1854; que c'est donc sans fondement que ce dernier veut en induire, en sa faveur, l'autorité de la chose jugée et caractériser, par ce moyen, sa possession; — Attendu que l'autorité de la chose jugée ainsi écartée, nous n'avons plus qu'à rechercher le caractère de la possession de Lacoume, au point de vue de la nature de l'immeuble sur lequel elle s'est exercée, sans nous préoccuper de la question, très-importante néanmoins, de savoir si la possession de l'hospice de Pamiers, ou de ses auteurs du terrain, occupé depuis 1772 par le nouveau bras de rivière, a été juridiquement interrompue par cet événement, et si elle n'a pas repris toute sa puissance, au moment où l'eau a cessé d'occuper naturellement ce terrain, puisqu'elle n'a été remplacée par aucune autre possession utile, qu'elle a été seulement neutralisée, ce terrain étant devenu, comme l'eau qui le couvrait, *res nullius*; que ces considérations seraient peut-être *ultra petita*, l'hospice ne revendiquant pas cette possession et se bornant à contester celle du demandeur; — Attendu que les divers bras d'une rivière non navigable ni flottable, qui se forme naturellement, sans le concours du travail de l'homme, sont régis par les mêmes principes que la rivière elle-même; que le bras de la rivière de l'Ariège, formé naturellement en 1772, est donc, comme la rivière principale *res nullius*, par suite, imprescriptible; qu'en supposant, ce qui est d'ailleurs dénié par le défendeur, et dont nous n'avons pas à connaître, que Lacoume soit riverain de ce bras de

rivière et puisse user de ces eaux à leur passage, l'exercice de ces eaux ne créerait pas à son profit, une possession utile; qu'il ne s'agit pas, d'ailleurs, dans la cause d'un trouble à la possession du simple usage des eaux, mais du trouble à la possession du bras de rivière lui-même, qu'en l'absence d'un titre émanant du propriétaire présomptif avant 1789, ou d'une autorisation de l'autorité compétente, depuis cette époque, pour réglementer l'usage des choses communes, la présomption de *res nullius* du bras de rivière, objet du procès, reste entière et la possession de Lacoume, quelque respectable qu'elle soit par son ancienneté, entachée de précarité; — Par ces motifs; jugeant publiquement, contradictoirement et en premier ressort, déclarons mal fondée l'action possessoire intentée par Lacoume contre l'hospice de Pamiers, l'en déboutons et le condamnons aux frais de l'instance.

Observations. — La question qui fait l'objet du présent jugement a été fort controversée en doctrine et en jurisprudence. Certains auteurs et un assez grand nombre d'arrêts des Cours d'appel avaient décidé que les rivières non navigables ni flottables, étaient susceptibles de propriété privée, et par conséquent d'une possession utile à prescrire. Mais la doctrine contraire paraît aujourd'hui prévaloir, et depuis un certain nombre d'années la Cour de cassation juge constamment que les cours d'eau qui ne sont ni navigables ni flottables rentrent dans la classe des choses qui n'appartiennent à personne et dont, par suite, l'usage doit rester commun à tous, sauf à l'au-

torité administrative à régler, s'il y a lieu, entre les différents riverains, le mode de jouissance de chacun. Voir notamment, en ce sens, Cass., 6 mai 1861, *ANNALES*, 1861, p. 376; Cass., 8 mars 1865, *ANNALES*, 1865, p. 296. Par suite, nul ne peut prétendre, soit sur le lit, soit sur les eaux de ces rivières, à une possession exclusive, utile, et de nature à autoriser la plainte. C'est cette dernière solution qu'a adoptée M. le juge de paix de Tarascon, se rangeant avec raison à l'avis de la Cour suprême, qui a toujours, en somme, le dernier mot dans les controverses judiciaires. A. B.

ARTICLE 640.

Justice de paix de canton de Raucourt
(Ardennes).

Président : M. VEBER, juge de paix.

6 juin 1872.

Action personnelle et mobilière. — Prêt de charrette. — Perte de l'objet prêté. — Responsabilité de l'emprunteur. — Dommages-intérêts.

L'emprunteur est responsable de la perte de l'objet prêté, même par cas fortuit, s'il ne le rend pas dès qu'il ne lui sert plus et dès que le temps pour lequel il a été emprunté se trouve expiré. C. civ., art. 1881, 1903.

Spécialement, celui qui a emprunté une charrette pour opérer un transport et qui, au lieu de la rendre dès son retour, l'a laissée devant sa propre maison, est responsable de la valeur de la charrette envers le prêteur, si cette charrette a été le lendemain enlevée par une armée ennemie.

Ainsi décidé,

Le 6 juin 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton de Raucourt, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu

qu'il résulte des débats que, le 29 août 1870, le défendeur, par lui ou par son domestique, a emprunté la charrette du demandeur pour conduire du pain à l'armée française, campée alors à la Bagnole; qu'il a été payé pour ce transport par la commune de Chémery; qu'il est rentré de ce petit voyage pendant la nuit du même jour, n'a pas rendu cette charrette à son prêteur, et l'a, au contraire, déposée devant sa propre maison; qu'un jour ou deux après l'armée ennemie s'en est emparée et l'a enlevée; — Attendu que le demandeur réclame aujourd'hui paiement de cette charrette, qu'il évalue à 200 francs; — Attendu que le défendeur, pour se disculper, dit que la même charrette a été, le lendemain ou le surlendemain, réquisitionnée par le maire de Chémery pour faire un transport à Raucourt, mais qu'il a reconnu, sur les observations de son adversaire, qu'elle n'a pas quitté la commune, parce que l'armée ennemie approchait; — Attendu que les articles 1880 et 1881 du Code civil portent que l'emprunteur est tenu de veiller à la garde et à la conservation de la chose prêtée, qu'il ne peut l'employer pour un temps plus long qu'il ne le devait sous peine d'être tenu de la perte arrivée même par cas fortuit; que l'article 1902 l'oblige à rendre la chose prêtée, en même qualité et au terme convenu; — Attendu que la charrette a été prêtée pour le seul transport à la Bagnole, au retour duquel elle aurait dû être immédiatement rendue au prêteur; que, ne l'ayant pas fait et étant actuellement dans l'impossibilité de le faire, l'article 1903 impose à l'emprunteur l'obligation d'en payer la valeur; —

Attendu que le défendeur ne s'est pas trouvé dans le cas de force majeure, car, après son retour de la Bagnole, l'invasion n'a pas été consommée encore à Clémery, et rien ne l'a empêché de rendre la charrette; — Attendu qu'il n'y a non plus pas lieu de s'arrêter à la prétendue réquisition, puisqu'elle n'a pas été exécutée, et puisque l'article 1881 précité, rend l'emprunteur responsable, même pour le cas fortuit, s'il ne rend pas l'objet emprunté dès qu'il ne lui sert plus, et dès que le temps pour lequel il a été emprunté, se trouve expiré; — Attendu, d'un autre côté, que tout fait quelconque de l'homme qui cause du dommage à autrui, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer; — Attendu que les experts choisis par les parties ont, serment préalablement prêté à l'audience, évalué la charrette à 200 francs; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens et que les intérêts sont dus du jour de la demande; — Statuant, en premier ressort, condamnons le défendeur à payer au demandeur la somme de 200 francs, les intérêts depuis le jour de la demande et aux frais.»

Observations. — Les obligations de l'emprunteur sont naturellement beaucoup plus étroites que celles du dépositaire, car ce dernier rend un service et ne peut user de la chose déposée, tandis que l'emprunteur reçoit la chose pour en faire usage et en vue d'un avantage personnel. Par suite, l'emprunteur, à la différence du dépositaire, peut être responsable même par cas fortuit, lorsqu'il n'a pas strictement rempli ses obligations, et notamment lorsqu'il

n'a pas rendu la chose au terme convenu. Telle est la règle édictée dans l'article 1881 du Code civil, dont le jugement que nous rapportons ici nous paraît avoir fait une juste application. Dans l'espèce, le défendeur, au lieu de remettre la charrette qu'il avait empruntée pour un voyage déterminé, aussitôt après le voyage accompli, avait cru devoir la garder et la laisser dans la rue devant sa porte. Il devenait donc, aux termes de l'article précité, responsable de la perte de cette charrette, même par cas fortuit, ou force majeure. La même responsabilité incomberait à un dépositaire, s'il avait été mis en demeure de restituer la chose déposée et que le cas fortuit fût survenu avant qu'il l'eût restituée. C. c., art. 1929. C. M.

ARTICLE 641.

Justice de paix du c. de Condé-en-Brie
(Aisne).

Président : M. LA BARRE, juge de paix.

31 octobre 1872.

Demandes successives non justifiées par écrit. — Transaction antérieure. — Non-recevabilité.

Lorsqu'une partie a fait statuer sur divers chefs de demande non justifiée par écrit, ou qu'une transaction est intervenue à l'occasion de ces différents chefs et les a réglés tous, cette même partie n'est pas recevable à former contre le même défendeur une nouvelle demande non justifiée par écrit. C. civ., art. 1346.

La preuve testimoniale ne saurait être reçue pour une telle demande, alors même que le chiffre n'en excéderait pas 150 francs.

Ainsi décidé,

Le 31 octobre 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton de Condé-en-Brie, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant contradictoirement en dernier ressort, etc ; — Considérant, en droit, qu'aux termes de l'article 1346 du Code civil, toutes les demandes qui ne seront pas justifiées par écrit, doivent être formées par un même exploit, c'est-à-dire ne faire qu'une seule instance, après quoi les autres demandes dépourvues de preuves par écrit ne sont plus recevables ; — Considérant que la femme Blin, dont Guisse a été le tuteur légal et naturel, a refusé, d'accord avec son mari, d'accepter le compte de cette tutelle à elle présenté par Guisse, devant M^e Barthélemy, notaire à Treloup, le 6 février 1872, sous la prétention que diverses sommes dues à la femme Blin par son père, notamment pour habits, linges, et gages n'étaient point portées à l'actif de ce compte ; qu'à la suite de ce refus, les époux Blin ont appelé Guisse en conciliation par billet d'avertissement du greffier ; que la cause venue à notre audience du 8 du même mois, a été débattue entre les parties qui, sur nos conseils, se sont conciliées moyennant l'engagement pris par Guisse de payer à sa fille la somme de 50 francs en sus de l'émolument résultant du compte de tutelle ; que, lors de cette conciliation, ni Blin ni sa femme n'ont élevé aucune prétention au sujet de la somme par eux réclamée aujourd'hui, ni fait aucune réserve contre leur père et beau-père ; — Considérant que postérieurement à cette conciliation Guisse, dans la crainte d'être poursuivi par sa fille et son gendre, les a cités à comparaître devant le Tribunal civil de Château-Thierry pour qu'il lui fût donné acte de ce qu'il était prêt et offrait de rendre à la dame Blin compte de

sa tutelle, suivant les formes prescrites par la loi, et en outre qu'il fût fait défense aux époux Blin d'exercer aucune poursuite contre lui, puisqu'il y avait eu transaction entre eux sur les causes qui faisaient obstacle à l'acceptation de ce compte ; — Considérant que par leurs conclusions en réponse à celles de Guisse ci-dessus analysées, les époux Blin ont déclaré que, loin de contester la convention faite à notre audience du 8 février 1872, ils entendaient la faire consacrer dès qu'elle était reconnue; qu'il n'a été par eux fait aucune réserve pour autres dus ; — Considérant que par un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal de Château-Thierry, sur ces conclusions, les droits des demandeurs contre le défendeur ont été fixés à 278 fr. 74 compris les 50 francs pour habits, linges et gages ajoutés aux 228 fr. 74, résultat primitif du compte et ce en vertu de la transaction du 8 février ; — Considérant que, dans cette situation, aucune demande nouvelle de la part des époux Blin contre Guisse ne peut aujourd'hui être admise qu'autant qu'elle serait justifiée par écrit; que si semblable demande, dont celle pendante pourrait n'être pas la dernière, était accueillie, cesserait méconnaître à la fois les dispositions de l'article 1346 du Code civil susvisé, et de l'article 1341 du même Code; en effet, ce dernier article veut qu'il soit passé acte écrit des obligations excédant 150 francs, et il se pourrait, en adoptant la marche suivie par les époux Blin dans la cause, qu'un créancier parvint, par des demandes successives et divisées, à prouver par témoins l'existence d'engagements dépassant 150 francs, ce que le législateur a

formellement interdit ; — Considérant que la demande actuellement pendante n'est point appuyée de preuves écrites, et que la preuve testimoniale offerte par les mariés Blin pour l'étayer est inadmissible ; que ces causes auraient dû être jointes aux réclamations qui ont amené la transaction du 8 février ; que d'ailleurs la plus importante de ces causes, les gages, a été comprise dans la transaction susénoncée, et dans le jugement qui l'a suivie ; — Considérant que Guisse affirme n'être pas débiteur de la somme réclamée ; — Par ces motifs, rejetons la preuve testimoniale offerte par les mariés Blin ; les déboutons de leur demande comme étant mal fondée, et les condamnons aux dépens. »

Observations. — Il paraît manifeste que dans leur nouvelle demande les demandeurs ne faisaient que reproduire une réclamation déjà visée dans la contestation antérieure, et par conséquent comprise dans la transaction intervenue entre les parties et dans le jugement qui en avait ordonné l'exécution. C'est donc avec toute raison, en fait comme en droit, que le juge saisi les a déboutés de leur nouvelle demande, par application du principe posé par l'article 1346 du Code civil.

A. B.

ARTICLE 642.

Justice de paix du c. de Vimoutiers (Orne).

Président : M. MANOUVRIEZ-CÉCILLE,
juge de paix.

16 mai 1873.

Domages aux champs. — Lapins. — Responsabilité. — Domage imminent éventuel. — Action damni infecti.

Le propriétaire d'un bois qui n'a pas pris les mesures nécessaires, suffisantes pour détruire ou permettre de détruire les lapins qui s'y retirent, est responsable du dommage qu'ils causent.

L'indemnité doit être calculée en égard à la nature du sol et à cette circonstance que le voisinage des bois déprécie forcément les terres au point de vue de la culture et de son produit.

Le fait imputé au fermier de spéculer sur la proximité d'un bois peuplé de lapins ne saurait se présumer, et doit être prouvé par la partie qui l'allègue.

L'action *damni infecti*, admise par la loi romaine, ne l'est pas dans notre droit civil.

Ainsi décidé,

Le 16 mai 1873, par jugement en ces termes :

« NOUS, JUGES DE PAIX : — Qui en leurs plaidoiries M^{rs} Lapotaire et Fortin, avocats ; — Attendu que le sieur Ridel exploite au Renouard, lieu dit *les Treillis*, une pièce de terre en labour de 1^h,60, dont 70 ares environ chargés en blé ; — Attendu que, prétendant que la récolte a été endommagée par les lapins qui se réfugient dans le bois voisin, appartenant à M. Renouard, le sieur Ridel soutient que ce dernier est responsable desdits dégâts, pourquoi il l'a fait citer devant ce Tribunal pour le faire condamner à lui payer la somme de 100 francs, à titre de dommages-intérêts, pour réparation du préjudice causé ; — Attendu qu'il résulte de nos constatations sur les lieux que les dégâts se bornent aujourd'hui à quelques parties de tiges mangées ; que, ainsi qu'on le voit sur place par de nombreux trous existants dans la haie du sieur Guillaume Guy, des lapins viennent du bois de M. Renouard sur les emblavures du demandeur ; — Attendu

qu'en cet état il faut rechercher si le défendeur peut être rendu responsable du dommage arrivé, quel qu'il soit ; que s'il est constant que dans le courant du quatrième trimestre 1872, on a, sur l'invitation de M. Renouard, chassé le lapin dans son bois, ces chasses, qui n'avaient lieu que deux ou trois fois par semaine avec un nombre limité de chasseurs, n'ont pas eu le caractère de destruction nécessaire pour l'exonérer de la responsabilité des dégâts ; qu'il est allégué et non méconnu que M. Renouard fait garder sa chasse, que le sieur Ridel a même été pendant un certain temps un des gardiens de cette chasse ; que le défendeur n'a pas mis Ridel à même de détruire les lapins qui viennent sur sa récolte ; qu'il n'a fait défoncer les terriers qu'à la suite de l'action intentée par le demandeur ; — Attendu que la prétention de M. Renouard, à savoir, que le dommage, existât-il réellement, provenait des sieurs Guy et Caurigny n'est pas admissible ; qu'on ne peut sérieusement considérer comme garennes des tas de bois placés plutôt pour la destruction des lapins que pour leur conservation ; qu'instinctivement les lapins se réfugient de préférence dans un bois ; qu'il a été reconnu avec convenance et bonne foi par M. Baucher, régisseur des propriétés de M. Renouard, que le demandeur lui a, en janvier dernier, signalé les dégâts causés à sa récolte, par les lapins du bois ; — Attendu que le sieur Ridel a soutenu que si le dommage semblait moins important qu'on le supposait, c'est qu'il avait dû, depuis ses pourparlers avec M. Baucher, épandre sur sa récolte, et pour ne pas la laisser perdre en-

tièrement, des engrais artificiels et de la fiente de volailles ; que l'examen de la terre emblavée n'a amené d'autre découverte que celle d'une certaine quantité de fiente de volailles ; — Attendu qu'il a été articulé pour M. Renouard que le demandeur voulait spéculer sur la proximité de sa terre avec la propriété boisée ; que cette prétendue spéculation ne saurait se présumer, qu'elle n'a pas été du reste établie ; qu'il y a lieu d'avoir égard à la nature du sol, à ce fait que les pluies continues survenues pendant l'hiver n'ont pas été favorables aux céréales confiées à la terre, et à la circonstance que le voisinage des bois déprécie forcément les terres au point de vue de la culture et de son produit ; — Attendu que le sieur Ridel a, sur les lieux, déclaré demander la réparation des dégâts causés et des garanties pour le dommage qui, selon lui, arrivera encore d'ici la maturité des récoltes. Sur ce dernier chef : — Attendu que l'action *damni infecti* pour le *damnum infectum* de la loi romaine, c'est-à-dire pour un dommage qui n'est pas encore arrivé, mais qui, selon toute vraisemblance, arrivera, n'est pas admise dans notre législation ; qu'il suffit en définitive de réserver tous les droits et actions du sieur Ridel sur le prétendu dommage imminent, pour les exercer quand il sera arrivé ; qu'il y a lieu de donner acte également à M. Renouard de sa déclaration formelle, à savoir qu'il est prêt à détruire les coulées, jouettes, repaires et terriers pouvant encore exister et à faire faire avec les propriétaires et locataires des terres voisines du bois des battues répétées pour la destruction d'un aussi grand nombre de

lapins que possible ; — Par ces motifs, statuant en dernier ressort et contradictoirement, . condamnons M. Renouard à payer à M. Ridel la somme de 20 francs pour les dégâts causés à ce jour à sa récolte par les lapins sortant du bois de M. Renouard, aux intérêts de cette somme à compter du jour de la demande et aux dépens ; réservons tous les droits et actions du demandeur pour les dégâts qui pourraient encore être ultérieurement causés par lesdits lapins ; donnons, enfin, acte à M. Renouard de sa déclaration formelle, à savoir que, pour s'exonérer à l'avenir de la responsabilité des dégâts, il est prêt à mettre les cultivateurs voisins de son bois à même de détruire les lapins qui ravageraient leurs récoltes, et à faire faire des battues aussi fréquentes que possible pour la destruction ou la dispersion de ceux de ces animaux qui auraient pris gîte dans son bois. »

Observations. — Voir, dans le même sens que la solution ci-dessus, pour les dégâts causés, Cass., 10 juin 1863, ANNALES, 1864, p. 18, *ibid*, 19 juillet 1859, D. P., 1860, I, 425 ; de nombreux jugements des Tribunaux de paix rapportés dans la collection du BULLETIN DES DÉCISIONS DES JUSTICES DE PAIX et indiqués dans la TABLE DÉCENNALE de ce bulletin. Voir également DICTIONNAIRE GÉNÉRAL DES JUSTICES DE PAIX, 3^e édition, *Dommages aux champs*, n° 319 et suiv., et *Responsabilité*, n° 399 et suiv. Enfin, Sorel, *Dommages aux champs*, n° 12 et suiv.

Le dommage imminent est celui qui n'est pas encore arrivé, mais qui, selon toute vraisemblance, arrivera : c'est le *damnum infectum* de la loi

romaine. Dig., tit. *De damno infecto*, I, 2.

Le *damnum infectum* donnait lieu, en droit romain, à l'action *damni infecti*, qui avait pour objet d'obtenir une caution pour le dommage éventuel; par exemple, pour le cas où un bâtiment menaçant ruine endommagerait en tombant le bâtiment voisin, et, à défaut de caution, l'envoi en possession du bâtiment dont la chute était imminente.

Le Code civil ne s'explique que sur le dommage arrivé. Les articles 1382, 1383, 1384 et 1385 disposent que tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel *il est arrivé* à le réparer. « Le propriétaire d'un bâtiment, porte l'article 1386, est responsable des dommages causés par la ruine, *lorsqu'elle arrive* par suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction. » Il est de principe que, pour être admis à intenter une action en justice, il faut avoir un intérêt né et actuel.

Le dommage imminent peut-il donc encore aujourd'hui donner ouverture à une action contre le propriétaire? Nous ne croyons pas que l'action *damni infecti* du Droit romain, telle qu'elle est définie ci-dessus, soit admise dans notre législation. Toutefois il nous semble qu'un propriétaire menacé par la chute d'un édifice voisin doit avoir le droit de contraindre le propriétaire de cet édifice, soit à le démolir, soit à le réparer. La Cour d'Amiens, par arrêt du 17 février 1837, et la Cour de Rennes, par arrêt du 23 mars 1843, lui ont, avec raison, reconnu ce droit, que quelques auteurs lui accordent également. V. Henrion de Pansey, *Compétence des juges de paix*,

chap. XXXVIII; Merlin, *Rép.*, v° BATIMENT, n° 3; Fournel, *Du voisinage*, t. 1, p. 193. *Contrà*, Bruxelles, 17 mars 1826; Duranton, t. XIII, n° 729.

Mais on ne peut former contre un propriétaire voisin dont le bâtiment menace ruine, une action à l'effet d'obtenir des dommages-intérêts pour la réparation du préjudice qui peut être causé par la chute de ce bâtiment. Une condamnation à des dommages-intérêts ne peut être prononcée que dans le cas de préjudice accompli. Paris, 4 décembre 1841.

Une maison étant tombée dans la ville de Bayonne attira à sa ruine trois autres contiguës; les propriétaires de ces maisons agissaient les uns contre les autres pour les dommages-intérêts. Par arrêt du Parlement de Bordeaux du mois d'août 1668, il fut jugé que celle qui était tombée la première avait causé la chute des autres. Un des trois propriétaires avait prévu l'accident, et avait fait action et protesté des événements; les autres n'y avaient pas pensé; on n'hésita pas à dédommager celui qui avait fait les actes; on condamna le propriétaire de la maison de payer les dommages; mais pour les deux autres, les parties furent mises sur leurs conclusions hors de Cour et de procès; il fut jugé que l'action faite par un voisin ne pouvait servir pour les autres, et qu'il fallait mettre le voisin en demeure; c'est la disposition du droit, in *L. Evenit*, et suiv. ff. *De damn. infect.* Voir La Peyeere, en ses décisions, édit. de 1706, Dig., n° 36.

Voir enfin, *Dissertation* de M. Paul Godin, avocat à la Cour d'appel de Paris, ANNALES, 1872, p. 12. N. D.

ARTICLE 643.

Justice de paix du canton de Saugues
(Haute-Loire).

Président : M. MARTIN, juge de paix.

30 mai 1873.

*Domestique. — Bouvier. — Enfant trouvé.
Gages. — Prescription. — Maître. —
Solidarité. — Partage. — Compensation.*

Celui qui a élevé depuis l'âge de sept ans un enfant trouvé, à lui confié par l'administration, et l'a entretenu et instruit, ne saurait être tenu à lui payer des gages pour les services que celui-ci lui aurait rendus de douze à dix-huit ans.

Mais il y a lieu d'accorder au mineur, à partir de l'âge de dix-huit ans, alors qu'il a rempli l'emploi de bouvier, le salaire attribué à cet emploi d'après les usages du pays.

Si les gages de domestique à l'année se prescrivent par un an, cette prescription n'est point d'ordre public, et ne saurait être supplée d'office quand elle n'est pas invoquée par le débiteur.

François Constant a fait citer le sieur André Duffaut et les mariés Duffaut et Plot à comparaître devant M. le juge de paix du canton de Saugues pour :

Attendu que le requérant, comme enfant naturel et de l'hospice du Puy, fut placé à l'âge de sept ans chez les Duffaut moyennant, jusqu'à l'âge de douze ans, une certaine somme que l'administration payait audit Duffaut, en outre des vêtements qu'elle fournissait à l'enfant ; — Attendu que le requérant est resté depuis sept ans jusqu'à vingt-deux ans chez Duffaut ou chez les époux Plot ; qu'il y a graduellement rempli tous les rôles de domestique ; — Ainsi il a fait notamment le vacher depuis l'âge de dix à onze ans jusqu'à quinze ans, soit quatre ans, au moins, à raison de 60 francs par an, faisant

240 francs ; de quinze à dix-huit ans le petit bouvier, soit, pendant trois ans, à raison de 150 francs par an, 450 ; de dix-huit à vingt-deux ans le grand bouvier, soit, pendant quatre ans, à raison de 230 francs par an, 920 francs ; en tout 1 610 francs ; — Attendu que, d'après le compte qui précède, il serait dû au requérant la susdite somme de 1 610 francs, et qu'il est en droit de la réclamer ; — S'entendre les cités, la femme Plot, autorisée par son mari ou par justice, condamner solidairement, avec intérêts et dépens, à payer à François Constant la somme de 1 610 francs pour les causes ci-dessus.

A l'audience du 2 mai, André Duffaut a déclaré qu'il ne croyait pas devoir grand chose audit François Constant, et cela parce que l'ayant reçu dans sa maison à l'âge de sept ans, avec une allocation de 36 francs seulement, laquelle lui était servie annuellement par l'hospice du Puy, outre les vêtements, allocation qui a pris fin lorsque le demandeur a eu atteint l'âge de dix ans, ce dernier n'avait pu lui être de quelque utilité que dans les dernières années de son séjour chez lui, pendant celles qui ont précédés immédiatement la majorité dudit Constant, et que les services qu'il lui avait rendus alors ne pouvaient que compenser tout au plus les soins de toute sorte, l'entretien, l'instruction qu'il avait donnés au demandeur ; que du reste celui-ci n'avait jamais été traité chez lui comme un domestique, mais bien comme un membre de la famille, jouissant de toutes les prérogatives attachées à ce dernier titre.

Quant à Antoine Plot il a prétendu que soit sa femme, soit lui, n'avaient rien à voir dans la difficulté surve-

nue entre François Constant et André Duffaut; qu'à la vérité il habitait bien avec son beau-père, mais qu'il n'avait jamais eu la gestion des affaires de la maison et y était resté complètement étranger jusqu'au 10 juin 1871, époque à laquelle un partage anticipé avait été fait par André Duffaut entre ses deux enfants; qu'à partir dudit jour, 10 juin 1871 et jusqu'au 30 novembre de la même année, il avait bien gardé à son service ledit François Constant, mais qu'il avait payé, il y a quelque temps, à ce dernier, ce qui pouvait lui revenir pour ces quelques mois de service et qu'il ne lui devait plus rien.

François Constant a bien reconnu qu'en effet il avait reçu dudit Antoine Plot le prix de son travail pour pour les quatre mois dont s'agit; mais il n'en a pas moins persisté à réclamer le paiement de la somme par lui demandée solidairement à tous les défendeurs.

Jugement du 30 mai ainsi conçu :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que la tutelle administrative de l'hospice du Puy, sous laquelle était placé François Constant aux termes de la loi des 15 et 25 pluviôse, an XIII, a cessé par la majorité de Constant et qu'il est habile à exercer personnellement les actions qui le concernent; — Attendu qu'il est établi et non contesté que Constant, enfant trouvé, a été placé par l'administration, chez Duffaut, à l'âge de sept ans, moyennant un secours annuel de 36 francs en argent et les vêtements, et que cette allocation a pris fin lorsque Constant a eu atteint sa dixième année; — Attendu que

Constant reconnaît également avoir été traité par Duffaut comme un fils et que les excellents procédés dont il a été l'objet, les soins dont il a été entouré, l'instruction qui lui a été donnée sont de notoriété publique; — Attendu que, jusqu'à l'âge de douze ans, Constant n'a pu être utilisé dans la maison qui lui servait de refuge que d'une manière très-insuffisante et peu appréciable et que le modique secours des hospices, qui s'est arrêté lorsque Constant a eu dix ans, n'était point la rémunération exacte des dépenses qu'exigeait l'enfance du demandeur; — Attendu que si, de douze à dix-huit ans, Constant a servi la famille Duffaut, il a été logé, nourri et entretenu par elle, instruit et élevé par ses soins, et que le gage de domestique qu'il aurait pu gagner ailleurs, pendant cette période, n'est que la représentation de la dette de reconnaissance que Constant avait contractée de sept à douze ans, envers la maison qui l'avait accueilli; — Attendu que, sinon en droit, du moins en équité, Duffaut peut être assimilé à un père qui a l'usufruit légal, et que cette assimilation, très-justifiable en morale, consacre la compensation qui vient d'être faite; — Attendu que, de dix-huit à vingt et un ans, Constant a servi de bouvier chez Duffaut, et que s'il eût été placé dans une autre maison, il eût gagné, suivant la taxe ordinaire de ce canton, pendant les trois années, un gage qui peut être évalué en moyenne, pour chacune des deux premières années, à 170 francs, et pour la troisième à 190 francs, soit, au total, une somme de 530 francs; — Attendu que les motifs de compensation ci-dessus invoqués ne sau-

raient être adoptées pour cette période des services de Constant ; — Attendu que, dans la citation, le demandeur conclut à une condamnation solidaire contre Duffaut père, et les époux Plot, et qu'à l'audience il persiste dans ses conclusions ; — Attendu que la solidarité ne se présume point ; qu'elle ne peut dériver que de la convention ou de la loi ; — Attendu que Duffaut père est resté chef de famille, a géré ses biens et répondu personnellement de ses actes jusqu'au 10 juin 1871, jour où il a fait un partage anticipé entre ses deux enfants ; — Attendu que les époux Plot ne peuvent être tenus de plein droit des dettes de leur père et beau-père, puisque l'acte de donation-partage ne contient soumission qu'à certaines charges exprimées au contrat, et que d'autre part il n'est point allégué que les époux Plot aient contracté un engagement direct avec Constant, qui se borne à faire résulter cet engagement de la cohabitation des époux Plot avec Duffaut père, avant le 10 juin 1871 ; — Attendu que si Constant peut se pourvoir contre l'acte du 10 juin 1871, ce n'est que par la voie révocatoire édictée par l'article 1167 du Code civil ; que Constant ne conclut point à cette voie dont au reste l'appréciation échappe à la compétence de ce Tribunal ; — Attendu d'ailleurs qu'à la date du 30 décembre 1872, Plot a désintéressé Constant du montant du gage qu'il lui devait à partir du 10 juin 1871, date de l'abdication domestique de Duffaut, et ce pour les services qu'il lui avait directement et personnellement rendus en qualité de bouvier ; — Attendu enfin que, si les gages de domestique à l'année se prescrivent

par un an, cette prescription n'est pas d'ordre public ; qu'elle n'est pas invoquée par le défendeur et que, fût-elle invoquée, elle ne saurait être considérée que comme présomption d'un paiement qui n'est point allégué par le défendeur ; — Attendu que Constant ne produit point l'extrait de son acte de naissance, mais que les indications qu'il a fournies, et qui ne sont point contestées par Duffaut, font remonter sa naissance vers le mois de juin 1850, et permettent de fixer ainsi la date de son entrée en service et de sa sortie, soit une période de trois années complètes ; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire et en premier ressort, déboutons François Constant de sa demande en ce qui concerne les époux Plot ; — Laissons à la charge dudit Constant la moitié des frais exposés à ce jour, ainsi que le quart des frais de minute du présent jugement ; — Condamnons Duffaut père à payer à Constant la somme de 530 francs, avec intérêts à partir du jour de la demande ; — Le condamnons également à la moitié des dépens exposés à ce jour, aux trois quarts des frais de minute et à tous les frais d'exécution du présent jugement. »

Observations. — Cette décision, très-intéressante, puisqu'elle statue sur une espèce réellement neuve, nous paraît avoir fait une très-équitable appréciation des droits des parties. L'enfant trouvé qui a été élevé dans une famille, moyennant la très-faible indemnité accordée par l'administration, qui y a reçu à la fois la nourriture et l'instruction, a certainement contracté une dette de reconnaissance, et les quelques tra-

vaux qu'il a pu faire jusqu'à l'âge de dix-huit ans, ne sont évidemment qu'une compensation à peine suffisante de l'assistance qu'il a reçue et des soins qui ont été donnés à son enfance. Il est certain qu'avant cet âge le mineur ne gagnerait pas par lui-même les sommes nécessaires pour suffire à son propre entretien ; par suite, quelques services qu'il ait rendus à ceux qui l'ont élevé, il ne saurait réclamer un salaire sans se voir justement opposer en compensation les frais qu'il a occasionnés pour sa nourriture et son entretien. C'est donc avec raison que le juge saisi de la contestation, a refusé d'allouer au demandeur des salaires avant l'âge de dix-huit ans, âge auquel il commençait seulement, dans les usages du pays, à pouvoir gagner, comme bouvier, un salaire excédant ses frais de nourriture. La dernière solution est également exacte. La prescription repose uniquement sur une présomption de paiement ; elle ne saurait donc être prononcée quand elle n'est pas invoquée par celui qui en pourrait exciper.

A. B.

ARTICLE 644.

Tribunal de simple police de Neuilly (Seine).

Président : M. LESENNE, juge de paix (1).

19 juin 1873.

Dépôt d'immondices. — Voie publique. — Compétence. — Récidive.

Le Tribunal de simple police est compétent pour statuer sur la contravention de dépôt d'immondices dans un terrain en nature de carrière à ciel ouvert.

Ainsi décidé,

(1) Actuellement juge de paix de Villejui (Seine).

Le 19 juin 1873, par jugement du Tribunal de simple police du canton de Neuilly-sur-Seine, en ces termes :

« **LE TRIBUNAL :** — Jugeant contradictoirement entre toutes les parties et en premier ressort ; — Vu la citation du ministère de Chovet, huissier à Neuilly, du 31 mai dernier, dont l'original demeure ci-joint, et par laquelle, en assignant le ministère public devant ce Tribunal, Roche et Letellier conjointement ont formé opposition à l'exécution d'un jugement rendu par défaut le 4^{er} mai dernier, qui les a condamnés chacun à 5 francs d'amende, à un jour de prison, et en outre aux dépens, à raison d'une contravention aux règlements de police, pour dépôt d'immondices non autorisé ; — Vu le jugement avant faire droit rendu le 5 juin présent mois, contradictoirement entre le ministère public et Roche et Letellier, jugement qui, a : 1^o déclare l'opposition régulière en la forme ; 2^o joint l'exception d'incompétence soulevée par les opposants à la question du fond ; 3^o constaté que les opposants, tout en se réservant la faculté d'appeler du jugement à intervenir sur la compétence, ont défendu au fond en soutenant qu'en fait le dépôt qualifié *immondices* n'était pas insalubre ; 4^o renvoyé la cause à l'audience publique de ce jourd'hui ; 5^o ordonné d'office qu'à la requête du ministère public les sieurs Duffil et Solassol seraient cités pour déposer à ladite audience sur les faits de la prévention, pour être ensuite statué tant sur l'exception que sur le fond, par le motif qu'un supplément d'instruction a paru nécessaire au Tribunal pour s'éclairer même sur la question

de compétence ; — Vu en outre la citation donnée aux sieurs Duffit et Solassol par exploit de Chovet, huissier, du 14 juin, dont l'original est ci-annexé, et le procès-verbal d'enquête demeuré ci-joint, renfermant la déposition à l'audience publique de ce jourd'hui que les deux témoins ont faite individuellement, séparément, en l'absence l'un de l'autre, après avoir séparément prêté à la barre le serment de dire toute la vérité, rien que la vérité, et déclaré n'être parents ni alliés à aucun degré, serviteurs ni domestiques d'aucune des parties et réciproquement ; — Lecture ayant été faite à haute voix par le greffier tant des diverses citations, jugement et procès-verbal d'enquête précités, que du rapport ou constat du 16 avril dernier, qui a servi à l'introduction de l'instance, en présence tant du ministère public que du mandataire de Roche et Letellier, qui s'est présenté aujourd'hui à la barre après la clôture de l'enquête testimoniale, mais avant la fin de l'instruction de la cause commencée à l'heure de midi ; — Ouï Roche et Letellier par leur mandataire qui, après avoir entendu une seconde lecture du procès-verbal d'enquête donnée publiquement par le greffier, a renouvelé et développé à la barre les mêmes conclusions et défenses déjà prises par les opposants, à l'audience du 5 juin, tant sur la compétence que sur le fond ; — Ouï le ministère public en son résumé et en ses conclusions ; ouï enfin le mandataire de Roche et Letellier en ses observations ; — Sur l'exception d'incompétence tirée de ce que, s'agissant d'un fait qui se serait passé sur le terrain d'une carrière exploitée à ciel ouvert, la contravention reprochée ressortirait

au Conseil de préfecture ; — Attendu que par la citation introductive d'instance du 23 avril dernier, Roche et Letellier ont été assignés devant le Tribunal de simple police pour s'entendre condamner aux peines et amendes ordonnées par la loi à raison d'un dépôt d'immondices par eux fait dans un terrain bordant la route départementale, n° 11, à Levallois, et près des habitations ; que c'est sur cette contravention qu'a été rendu le jugement par défaut du 1^{er} mai, qui les a condamnés à l'amende, à la prison et aux dépens ; — Attendu que du rapport et principalement des débats à l'audience et de l'enquête à laquelle il a été procédé à la barre, il résulte positivement qu'à la date du 16 avril dernier, Roche et Letellier avaient un dépôt d'immondices sur un terrain sis à Levallois-Perret, bordant la route départementale, n° 11, et près des habitations ; que ce dépôt reposait sur la partie remblayée vers le milieu de ce terrain exploité en carrière, et qu'il était alimenté et diminué par des apports et enlèvements qui se renouvelaient successivement ; — Attendu qu'en présence de ce fait de remblai qui a restitué à une partie du terrain son caractère primitif, la contravention dont il s'agit, est régie par le droit commun, qui rend le Tribunal de paix compétent ; — Que même en maintenant au périmètre du dépôt incriminé la nature de carrière à ciel ouvert, l'arrêté de concession, combiné avec la loi du 21 avril 1810, et le décret du 3 janvier 1813, invoqués par les opposants, n'a pas pour effet de dessaisir le Tribunal de police, cette juridiction étant seule compétente conformément à la jurisprudence de la Cour de cassation, affir-

mée notamment dans deux arrêts du 19 septembre 1856, et du 23 janvier 1857; — Rejette le déclinatoire;

« Au fond : — Attendu, en fait, que du rapport ou constat, et surtout de l'enquête par témoins et des débats contradictoires, il résulte positivement que, dans la partie remblayée du terrain de Roche et Letellier, vers le milieu de ce terrain situé à Levallois, route départementale, n° 41, (dite de la Révolte), à environ 20 mètres de l'impasse habitée vers l'ouest, à environ 100 mètres de l'impasse aussi habitée vers le nord-est, et tout contre une habitation qui borde la route de la Révolte, existait à la date du 16 avril dernier un dépôt d'immondices exhalant une mauvaise odeur, et formé de détritiques de marché, tels que vidange de poisson et légumes; que ce dépôt, d'abord augmenté par des apports successifs, était ensuite diminué par des enlèvements alternatifs faits par des cultivateurs, et qu'il n'a cessé d'être alimenté que vers la fin d'avril; — Attendu que les opposants ne contestent pas avoir déposé des matériaux à l'époque et sur le lieu dont il s'agit, mais soutiennent que les matières déposées n'étaient pas des immondices et n'exhalaient pas de mauvaise odeur; — Attendu qu'ils n'ont pas proposé de débattre par des preuves contraires soit écrites, soit testimoniales, les faits attestés par l'enquête testimoniale et les débats; — Que de ce qui précède résulte positivement la preuve que Roche et Letellier ont ainsi contrevenu à l'or-

donnance de police du 8 novembre 1839, dont lecture a été donnée à haute voix à l'audience et ainsi conçue: — « Art. 1^{er}. Tous dépôts de bones « et immondices autres que ceux qui, « formant des voiries, sont soumis « aux formalités prescrites pour les « établissements insalubres de première classe, ne pourront être faits « dans le ressort de la préfecture de « police sans notre autorisation. » — Attendu que ces faits tombent sous l'application de l'article 471, § 15, et des articles 474 et 483 du Code pénal, dont lecture a été donnée à l'audience et ainsi conçus..., etc.; — Attendu que Roche et Letellier se trouvent en état de récidive, plusieurs jugements ayant été rendus, notamment à la date du 4 juillet 1872, c'est-à-dire il y a moins de douze mois, pour contraventions de police commises par eux dans le ressort de ce Tribunal; — Par ces motifs, rejette de nouveau Roche et Letellier opposants en la forme; au fond, les déclare mal fondés en leur opposition, les en déboute; en conséquence dit que le jugement par défaut du 1^{er} mai dernier qui les a condamnés individuellement à l'amende, à la prison et aux dépens, sera exécuté selon la forme et teneur; les condamne en outre aux dépens de l'opposition. »

Observations. — Voir en ce sens l'arrêt de cassation du 23 janvier 1857, D.P., 1857, I, 62; ANNALES, 1857, p. 177, avec nos observations conformes.

C. M.

ARTICLE 645.

Justice de paix du c. de Saint-Amans
(Aveyron).

Président : M. SURDUN, juge de paix.

19 juin 1873.

Action possessoire. — Réintégration. — Possession. — Citation. — Dommages aux champs. — Compétence du juge de paix.

L'action en réintégration est ouverte à celui qui, par violence ou voie de fait, a été dépossédé d'une chose dont il avait la détention matérielle et actuelle au moment de la spoliation.

La nommée Marie Barrié, veuve Garrigou, se dit jouissante depuis trente-trois ans paisiblement et notamment depuis an et jour avant le trouble qui lui a été causé par les défendeurs à la date du 6 juin dernier et demande à être réintégrée dans la paisible possession d'un immeuble appelé *le puech de Laprade*, à ce qu'il soit fait inhibition aux défendeurs de troubler à l'avenir sa possession et qu'à raison des voies de fait dont ils se sont rendus les auteurs le 6 juin 1873, ils soient condamnés solidairement à 200 francs de dommages et aux dépens, au lieu de la somme de 500 francs qu'elle a primitivement demandée dans son exploit introductif d'instance.

Les nommés Urbain et Victor Sauré, Chaumel et Etienne Mathieu répliquent qu'ils n'ont point d'observations à faire quant à la jouissance d'an et jour avant celle du trouble, mais que, quant à celle de trente-trois ans, feu François Veissier, premier époux de dame Garrigou, étant décédé environ depuis vingt-quatre ans, elle n'aurait réellement et paisiblement joui que depuis cette époque, qu'avant c'était la famille

Veissier qui jouissait et qu'elle aurait été même troublée en temps par sa belle-sœur Marie-Jeanne Veissier, qui revendiquait cette propriété; ils soutiennent enfin que les dégâts qu'ils ont commis sont insignifiants et qu'en causant ce trouble ils n'avaient qu'un but, celui simplement de faire acte de propriété.

La veuve Garrigou répond qu'elle persiste à se dire fondée en titre de possession soit de son chef, soit de celui de sa famille; elle avoue que les dégâts commis par les défendeurs ne s'élèvent pas à une grande valeur, mais que tant pour le fait de ces dégâts que pour celui de s'être introduits dans sa propriété, elle demande 200 francs de dommages.

— Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes : — Attendu d'une part et en droit que personne ne peut se faire violemment justice par lui-même, et que l'action en réintégration est ouverte à celui qui, par violence ou voie de fait, a été dépossédé d'une chose dont il avait la détention matérielle et actuelle au moment de la spoliation; — Attendu d'autre part qu'il est reconnu en fait par les défendeurs que la veuve Garrigou jouissait depuis trente-trois ans au plus soit par elle, soit par ses auteurs, et notamment depuis an et jour avant le 6 juin dernier, et le tout paisiblement; — Considérant qu'il ne nous appartient pas de décider si elle jouissait légalement, ce que les défendeurs contestent à tort ou à raison; — Attendu que les défendeurs ne nient pas qu'à la date du 6 juin dernier ils se sont transportés tous quatre accompagnés du garde champêtre sur les propriétés de la

veuve Garrigou, qu'ils ont coupé plusieurs branches d'arbre, arraché du sol des plants de genêt et ont donné ordre au garde champêtre d'interdire à la demanderesse la continuation de sa possession; — Attendu que le paragraphe 1^{er} de l'article 5 de la loi du 25 mai 1838 nous rend incompétent pour statuer même à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, des actions pour dommages faits aux champs, fruits et récoltes, soit par l'homme, soit par les animaux, et de celles relatives à l'élégage des arbres ou haies, etc., etc., lorsque les droits de propriété ou de servitude sont contestés; — Mais attendu qu'à l'audience de ce jour la veuve Garrigou a réduit à 200 francs sa demande en dommages, contrairement à celle de 500 francs requise dans sa citation; qu'en conséquence cette demande rentre dans nos attributions en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838; — Attendu enfin qu'il y a lieu de faire droit à la demande; — Considérant toutefois qu'il n'existe dans la cause aucune circonstance qui puisse motiver l'allocation des dommages réclamés; — Par ces motifs, et par jugement en premier ressort, les droits des parties expressément réservés au pétitoire, nous réintégrons la nommée Marie Barrié, veuve Garrigou, sans profession, domiciliée à Montézic, dans sa possession annale du tènement composé de champ et pâture appelé *le puech de Laprade*, dont les confronts ont été ci-dessus indiqués, et faisons inhibition expresse aux sieurs Urbain et Victor Saurel, Chaumel et Mathieu Etienne de troubler à l'avenir cette possession; — Enfin nous condam-

nons dans tous les cas et tous solidairement les nommés : 1^o Urbain Saurel; 2^o Etienne Chaumel; 3^o Victor Saurel; et 4^o Mathieu Etienne, tous domiciliés dans la commune de Montézic, aux dépens pour tous dommages, lesquels dépens sont liquidés à la somme de, en ce non compris les coût de timbre, enregistrement, grosse et signification du présent jugement, auxquels ils demeurent pareillement condamnés. »

Observations. — Il est certain que les faits dénoncés par la demanderesse constituaient bien la spoliation violente qui sert de base à l'action en réintégrande. Le juge de paix saisi a donc fait bonne justice en la réintégrant dans sa possession et jouissance d'un immeuble litigieux. Nous comprenons moins la question de compétence soulevée par le jugement à l'occasion des dommages-intérêts réclamés par la demanderesse. Ces dommages-intérêts étaient suffisamment motivés par le fait de spoliation qui a donné lieu à l'action en réintégrande, et n'avaient pas pour effet de transformer cette demande en action en dommages aux champs. Or, aux termes de l'article 6 de la loi du 25 mai 1838, le juge de paix est compétent sans limite pour statuer, à charge d'appel, sur les actions possessoires, plaintes, réintégrandes ou autres. La demanderesse eût donc pu maintenir sa demande en 500 francs de dommages-intérêts sans que l'action cessât d'appartenir à la compétence du juge de paix. — Il est bien entendu que, quel que soit le chiffre demandé ou la nature du trouble reproché au défendeur, le juge demeure maître

d'apprécier le prétendu préjudice, et par suite de refuser même tous dommages-intérêts s'il lui paraît démontré qu'en fait le demandeur n'a pas éprouvé un dommage sérieux et appréciable, et s'il estime que la maintenue en jouissance avec condamnation aux dépens de l'auteur du trouble en est une réparation suffisante. A. B.

ARTICLE 646.

Justice de paix du c. de Bourg-de-Visa
(Tarn-et-Garonne).

Président : M. SAUX, juge de paix.

7 juin 1873.

Action possessoire. — Servitude de passage fondée en titre. — Contestation sur l'étendue de la servitude. — Interprétation de titre. — Incompétence du juge de paix.

Lorsque, sur une action possessoire en maintenue d'une servitude de passage fondée en titre, il s'élève entre les parties une contestation sur l'étendue de la servitude et sur l'interprétation du titre qui la constitue, il y a lieu pour le juge de paix de se déclarer incompétent et de renvoyer les parties à se pourvoir au pétilaire.

Ainsi décidé,

Le 7 juin 1873, par jugement de M. le juge de paix du canton de Bourg-de-Visa, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'il est constant en fait, et d'ailleurs non contesté par les mariés Andrieu, que les mariés Labatut se rendirent, le 19 février dernier, dans le vallon de Serissac sur une charrette attelée d'une paire de bœufs ; que, les mariés Labatut ayant voulu faire passer cette charrette, chargée de peupliers, sur le pré appartenant

aux mariés Andrieu, ceux-ci s'y opposèrent ; — Attendu qu'à raison de ce fait dommageable, les mariés Labatut ont fait assigner devant nous les mariés Andrieu pour voir dire et déclarer que c'était sans droit ni titre que ces derniers avaient refusé de les laisser passer sur un pré leur appartenant et pour se voir condamner à 100 francs de dommages-intérêts ; — Attendu que, dans les conclusions prises à l'audience, les mariés Labatut ont demandé que les mariés Andrieu fussent en outre condamnés à une autre somme de 100 francs, à titre de dommages-intérêts, à raison du refus par eux réitéré de les laisser passer ; — Attendu que, pour justifier leur demande, les mariés Labatut se fondent sur l'existence d'une servitude de passage avec bœufs et charrette sur le pré des mariés Andrieu, résultant soit de la destination du père de famille, soit d'un autre acte de partage en date du 7 août 1828, au rapport de M^e Vigie, notaire, laquelle aurait été reconnue par un arrêt de la Cour de Toulouse, en date du 22 décembre 1860, confirmatif d'un jugement rendu par le Tribunal civil de Moissac, le 19 juin 1858 ; — Attendu que cette servitude, suivant les mariés Labatut, serait générale et leur donnerait le droit de passer sans restriction, quand ils le jugeraient convenable, sur le pré des mariés Andrieu ; — Attendu au contraire que les mariés Andrieu, tout en reconnaissant l'existence d'une servitude restreinte de passage, soutiennent que, suivant le mode et les conditions de l'établissement de la servitude, les mariés Labatut ne pouvaient en user avec bœufs et charrette attelée qu'aux époques les moins dom-

mageables, c'est-à-dire depuis le 24 juin de chaque année jusqu'au 15 février de l'année suivante inclusivement, conformément aux titres des demandeurs, à l'usage des lieux, conventions d'ailleurs établies dans l'acte de partage du 7 avril 1828 ; — Attendu que les mariés Andrieu ont à leur tour formé contre les mariés Labatut une demande reconventionnelle tendant au paiement d'une somme de 400 francs tant pour le préjudice causé en passant abusivement sur leur pré que pour la nouvelle plantation de peupliers, constituant, suivant eux, une aggravation de servitude ; — Attendu que, pour juger soit la demande principale, soit la demande reconventionnelle, il est indispensable d'interpréter les titres et d'apprécier soit le mode de l'exercice, soit les conditions de son établissement ; — Attendu que notre décision, en statuant sur les exceptions présentées par les parties, tendrait à imprimer à l'action un caractère réel et pourrait avoir l'autorité de la chose jugée quant aux conditions, au mode et à l'exercice de la servitude, et à l'étendue du droit ; qu'il est de principe que l'exception qui engage l'existence d'un titre sort de la compétence des juges de paix et entraîne avec elle devant d'autres juges le litige ; — Attendu que, si des témoins ont été entendus à la requête des deux parties, leurs dépositions ne s'appliquent pas à la possession annale, mais se réfèrent à des faits anciens qui échappent à notre appréciation ; — Attendu que, lorsqu'il s'agit d'une incompétence *ratione materiæ*, le juge doit se déclarer incompétent ; — Attendu que les dépens doivent être joints au fond ; — Par ces motifs,

jugeant en première instance et contradictoirement, nous déclarons incompétent pour connaître tant de la demande principale que de la demande reconventionnelle, et renvoyons cause et parties devant les juges qui en doivent connaître ; ordonnons que les dépens seront joints au fond. »

Observations. — Cette décision nous laisse quelques doutes. Il est de jurisprudence constante que le juge de paix a le droit de consulter les titres, et par suite de les apprécier, pour caractériser la possession. Or il nous semble que, si le demandeur avait fait preuve suffisante de la possession du droit de passage en toute saison, le juge du possessoire devait consulter les titres et vérifier si cette possession était conforme aux titres. Au cas où l'examen des titres eût amené un résultat favorable au demandeur, le juge pouvait ordonner la maintenue possessoire ; ce n'était pas là interpréter les titres à ce point de trancher en réalité la question du fond. Le jugement à intervenir, en ne statuant que sur la possession seulement, laissait intact le droit du défendeur de se pourvoir ultérieurement au pétitoire pour faire restreindre l'exercice de la servitude, s'il croyait pouvoir obtenir du Tribunal civil une interprétation du titre plus conforme à ses prétentions. En fait, il paraît résulter du jugement que le demandeur n'avait fait preuve que de faits anciens, qu'il n'avait pas établi la possession annale du droit de passage en toute saison. Il y avait dans ce cas, pour le juge du possessoire, lieu de rejeter purement et simplement l'action. L'interprétation du titre devenait

inutile ; la base même de l'action, c'est-à-dire la possession annale, faisant absolument défaut au demandeur, la plainte pouvait être rejetée, sans réserve des dépens ni renvoi au pétitoire. A ce double point de vue, nous estimons donc qu'en l'espèce le juge de paix pouvait connaître de la contestation.

A. B.

ARTICLE 647.

*Justice de paix du canton de Lauzerte
(Tarn-et-Garonne).*

*Président : M. BERGASSE-LAZIROULES,
juge de paix.*

24 juin 1873.

Action possessoire. — Servitude d'arrosage. — Trouble. — Maintenus possessoire.

Une servitude d'arrosage, bien que de sa nature discontinue, peut faire l'objet d'une action possessoire, quand elle repose sur un titre non contesté.

Ainsi décidé,

Le 24 juin 1873, par jugement de M. le juge de paix de Lauzerte, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'il résulte d'un acte de partage, en date du 7 mars 1867, enregistré, intervenu entre les héritiers Flourens, qu'Etienne Flourens, l'un des copartageants, s'est engagé à laisser couler sur le pré de Jean Flourens les eaux qui découleraient naturellement du sien ; qu'en conséquence Jean Flourens a ainsi acquis par titre régulier et contradictoire une servitude d'arrosage qui peut faire l'objet d'une action possessoire ; — Attendu que dans le courant du mois de mars dernier, c'est-à-dire à une époque

de l'année où les prairies ont le plus besoin d'être arrosées, Etienne Flourens s'est permis de creuser à un des angles de son pré une rigole qui sert à amener les eaux qu'il employait à arroser sa propriété, dans un fossé bordant les prés des parties ; que cette rigole prend ainsi les eaux qui auraient découlé dans le pré de Jean Flourens ; que cette rigole, d'aucune utilité pour le défendeur, n'a été faite que dans le but de nuire au demandeur ; — Attendu que de tels faits de la part d'Etienne Flourens, qui n'a obéi qu'à un sentiment de malveillance dont il a déjà donné bien des preuves, doivent être réprimés ; que nous avons tous les éléments nécessaires pour apprécier la valeur des dommages réclamés par Jean Flourens et en fixer équitablement la quotité ; — Par ces motifs, jugeant en audience publique, contradictoirement et en premier ressort, faisant droit aux conclusions du demandeur, faisons défense à Etienne Flourens de troubler à l'avenir Jean Flourens dans sa servitude d'arrosage concédée par l'acte de partage du 7 mars 1867 ; disons que la rigole, actuellement fermée, ne sera plus ouverte à l'avenir ; condamnons Etienne Flourens à 100 francs à titre de dommages-intérêts et à tous les dépens. »

Observations. — Sur la recevabilité de l'action possessoire en matière de servitude discontinue fondée en titre, voir notamment Cass., 17 mai 1820, 4 février 1829, 21 et 30 mars 1830, etc., etc.

C. M.

ARTICLE 648.

Justice de paix du canton d'Arpajon
(Seine-et-Oise).

Président : M. ALPH. BOULÉ, juge de paix.

16 mai 1873.

*Bornage. — Cour commune. — Passage.
— Pétitoire. — Incompétence du juge de
paix.*

La demande à fin de bornage d'une cour commune, en vue de la fixation de l'assiette d'un chemin, à titre de passage, dans cette cour, constitue une action pétitoire.

Ainsi décidé,

Le 16 mai 1873, par jugement de M. le juge de paix du canton d'Arpajon, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant le délibéré ordonné le 1^{er} mars et continué jusqu'à ce jour dans l'espoir que les parties se seraient conciliées sur un mode quelconque d'exécution des actes par elles réciproquement produits, ce qu'elles n'ont pas fait ; — Donnons défaut en tant que de besoin contre la demoiselle Coulée, et statuant sur notre procès-verbal de transport du 1^{er} mars ; — Attendu que lors dudit transport les titres produits par les demandeurs ont été contestés par le sieur Guyot quant au droit de passage, objet du procès ; — Attendu en outre et dans tous les cas que la demande à fin de bornage suppose des propriétés et contiguës et distinctes ; — Que la qualité de communistes de la cour dont s'agit qu'ont les parties enlève à chacune d'elles la possibilité et le droit de s'en prétendre propriétaire exclusif pour une portion quelconque définie et distraite ; — Que cette circonstance que la citation ne tend qu'à faire fixer l'assiette du chemin

à titre de servitude de passage à travers ladite cour commune ne fait qu'établir le caractère pétitoire de l'action ; — Qu'en effet demander au moyen d'un bornage le règlement de la jouissance d'une cour commune, c'est conclure à des fins pétitoires ; — Par ces motifs ; — Statuant en premier ressort, nous déclarons incompétent *ratione materix*, renvoyons la cause et les parties devant les juges qui doivent en connaître, et condamnons les sieurs Victor Delahaye et Julien Delahaye aux dépens. »

Observations. — La demande portée sous forme d'action en bornage devant M. le juge de paix du canton d'Arpajon n'avait en réalité aucun des caractères de cette action. En effet, le droit de communauté est essentiellement exclusif de toute espèce de bornage, puisqu'il suppose l'indivision, la jouissance, par les communistes, de la chose commune dans toutes ses parties et selon tous les usages qu'elle comporte. La demande tendait donc au contraire à faire cesser l'indivision, ou tout au moins à modifier très-sensiblement le droit de communauté. Bien que mal formulée, elle avait dans tous les cas un caractère essentiellement pétitoire, et échappait par conséquent à la compétence du juge de paix.

C. M.

ARTICLE 649.

Justice de paix de la Roche-Capillauc
(Corrèze).

Président : M. BÉRONIE, juge de paix.

27 janvier 1873.

*Billet à ordre. — Preuve testimoniale
contre le contenu à l'acte. — Inadmis-*

sibilité. — Frais d'huissier. — Incompétence du juge de paix.

Il n'est reçu aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes, encore qu'il s'agisse d'une somme moindre de 150 francs, et spécialement celui qui a reconnu sincère et véritable sa signature apposée au bas d'un billet n'est pas recevable à prouver par témoins que cette signature a été donnée, non en reconnaissance de la dette, mais en blanc seing et en vue d'un mandat ou procuration donnée au porteur du blanc seing.

Le juge de paix n'est pas compétent pour connaître d'une demande en paiement de frais faits par un huissier, quelque minime que soit la somme et alors même que ces frais auraient été faits devant sa juridiction.

L'incompétence, en pareil cas, doit être déclarée même d'office.

Ainsi décidé,

Le 27 janvier 1873, par jugement de M. le juge de paix du canton de la Roche-Canillac, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Considérant que par exploit de Mos, huissier, en date du 2 janvier mois courant, le demandeur a fait citer, pour comparaître à notre audience du 7 dudit mois, le défendeur aux fins de le faire condamner au paiement : 1° de la somme de 75 francs en principal portée en un effet, en date du 27 décembre 1863, enregistré, etc., libellé, valeur reçue en argent et écrit sur un timbre de 3 centimes, avec l'intérêt au taux légal à partir du jour de sa date; 2° de celle de 7 fr. 10 pour le coût d'une citation devant la justice de paix du canton d'Argentat, en date du 11 avril 1869, au requis du défendeur et instrumentée par l'huissier B***; — Considérant que, le jour fixé pour la comparution, le demandeur soutint ses conclusions par mandataire; — Que E*** demanda la comparution

personnelle du sieur B***; qu'il accepta le renvoi de la cause à l'audience d'aujourd'hui; — Les parties présentes, le demandeur a persisté dans ses conclusions, sauf sur le second chef, s'en rapportant à justice;

« Sur le premier chef de demande : — Attendu que le défendeur a tenu pour sincère et avérée la signature apposée au bas du billet prédaté comme étant la sienne; — Qu'il dit l'avoir donnée, non à titre de prêt, mais en blanc seing, en vue d'un mandat ou procuration qu'il laissait à l'huissier B***; qu'il ne lui a jamais emprunté d'argent, ainsi qu'il offre d'en faire la preuve; — Attendu qu'aux termes de l'article 1341 du Code civil, il n'est reçu aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes, encore qu'il s'agisse d'une somme moindre de 150 francs; — Condamnons le défendeur au paiement de la somme principale de 75 francs, ensemble aux intérêts de cinq ans et de ceux courus depuis le jour de la citation, liquidés à...., et aux dépens, etc.;

« Sur le second chef de demande : — Attendu que la citation du 10 avril 1869 a été portée devant le Tribunal de paix du canton d'Argentat; que le défendeur reconnaît en avoir requis l'huissier B***; qu'il n'excipe et qu'il n'entend même pas exciper de la prescription édictée par l'article 2272 du Code civil; — Attendu qu'à l'égard des frais et dépens dus aux officiers ministériels, les Tribunaux d'exception n'ont qualité que pour apprécier et liquider dans leurs sentences les frais dont ils prononcent accessoirement la condamnation; — Que, hors ce cas, les juges de paix ne peuvent connaître

ni de la taxe ni de la demande en paiement des frais réclamés par les officiers ministériels; — Que cela est d'ordre public; — Que notre incompétence ressort *ratione materiæ*, et qu'elle doit être déclarée d'office; — Attendu même qu'il a été jugé par divers Tribunaux, jurisprudence enseignée et adoptée par plusieurs auteurs, que le juge de paix est incompétent pour statuer sur une demande en paiement de frais d'huissier, quelque minime que soit la somme, alors même qu'ils auraient été faits devant sa juridiction; — Que les demandes de cette nature, quoique personnelles et mobilières, doivent être portées, aux termes de l'article 60 du Code de procédure civile, devant le Tribunal d'arrondissement; — Nous déclarons incompétent, renvoyons la cause et les parties devant le Tribunal qui a juridiction pour toutes les affaires ordinaires sur tous les huissiers de son ressort, etc., etc. »

Observations. — L'article 1341 du Code civil est formel et ne permet pas l'admission de la preuve testimoniale contre et outre le contenu aux actes. Le défendeur ne pouvait donc attaquer le billet qui lui était opposé que par la voie criminelle, en soutenant qu'il y avait abus de blanc seing et en demandant l'application de l'article 407 du Code pénal. A défaut par lui de s'être pourvu par cette voie, il ne pouvait être admis devant le juge civil à nier la dette constatée par un billet revêtu de sa signature. — La seconde solution est conforme à la doctrine que nous avons toujours enseignée, et à de nombreuses décisions déjà rapportées dans ce BULLETIN. A. B.

ARTICLE 650.

Justice de paix du c. de Neuvy-le-Roi
(Indre-et-Loire).

Président : M. HUBERT, juge de paix.

13 mai 1872.

Domestique. — Salaire. — Résiliation d'engagement. — Demande en dommages-intérêts. — Demande reconventionnelle. — Témoins. — Récusation.

Il y a lieu à récusation des serviteurs ou domestiques lorsque le maître veut invoquer leur témoignage en sa faveur, mais non au cas où c'est la partie adverse qui requiert leur audition.

Dans un contrat de louage de services domestiques, si le serviteur doit au maître ses bons et loyaux services pour le temps convenu, celui-ci doit également commander avec modération et fournir à son serviteur une nourriture convenable et suffisante.

Par suite, lorsqu'il est établi que le maître manque à ce double devoir, le domestique est autorisé à rompre son engagement avant l'expiration du service convenu.

Et il peut y avoir lieu même à des dommages-intérêts en faveur du domestique, si les mauvais traitements du maître l'ont forcé de se retirer et s'il est resté quelque temps sans travail.

Un sieur Piochon, domestique attaché à la culture, avait loué ses services à un sieur Poulain pour huit mois, moyennant un prix convenu. Le sieur Piochon est entré dans la maison Poulain, et en est sorti au bout de deux mois. Sur le refus du sieur Poulain de payer le temps accompli, il a fait citer ce dernier en paiement de ses gages et en 20 francs de dommages-intérêts, donnant pour motifs de l'inexécution de son engagement la mauvaise nourriture qu'on lui servait et le mauvais état des chevaux qui lui étaient confiés, lesquels ne pouvaient faire le travail qu'on exigeait d'eux. A l'audience du 29 avril 1872, le

sieur Poulain a reconnu la dette, mais il a formé une demande reconventionnelle en 300 francs de dommages-intérêts, attendu qu'il considérait les faits allégués comme mensongers et diffamatoires. Puis à cette audience il a été rendu un jugement interlocutoire qui ordonnait une enquête et fixait pour l'audition des témoins l'audience du 13 mai 1872. A cette audience le demandeur a produit cinq témoins et le défendeur autant. Parmi les témoins du demandeur figuraient deux domestiques du défendeur, le sieur Poulain, qui a demandé, pour le motif de domesticité, leur récusation. Rejet de cette récusation, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Considérant qu'il découle implicitement tant de l'esprit que du texte de l'article 283 du Code de procédure civile qu'il y a lieu à récusation des serviteurs ou domestiques lorsque le maître veut invoquer leur témoignage dans une cause qui l'intéresse, mais non au cas où la partie adverse requiert leur audition; en conséquence, disons les reproches non fondés en droit et passons outre à la déposition du témoin. »

Après enquête et contre-enquête, jugement définitif, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu notre jugement interlocutoire en date du 29 avril dernier ; vu notre procès-verbal d'enquête et de contre-enquête de ce jour ; vu l'article 5, § 4, de la loi du 20 mai 1838 ; — Attendu qu'à la première audience le sieur Poulain n'a pas contesté la quotité des gages réclamés, que par conséquent la demande du sieur

Piochon est recevable de ce chef ; — Attendu que les conventions légalement faites tiennent lieu de loi à ceux qui les ont formées, qu'elles doivent être exécutées de bonne foi (art. 1134, C. civ.) ; — Attendu qu'il n'est pas au pouvoir de l'une ou de l'autre des parties de se soustraire aux effets d'une obligation librement consentie, sans être passible de dommages-intérêts envers l'autre (art. 1142 du dit Code) ou sans fournir la preuve qu'elle a eu des motifs légitimes de rompre son engagement (art. 1147 du même Code) ; — Attendu que, dans un contrat de louage de services domestiques, si le serviteur doit au maître ses bons et loyaux services, selon ses forces et facultés, pour le temps convenu, celui-ci doit également commander avec modération, intelligence et opportunité et fournir à son serviteur une nourriture confortable et hygiénique, selon l'usage des agriculteurs du pays ; — Que les juges de paix des cantons ruraux principalement doivent s'attacher à faire observer strictement ces obligations et ces devoirs, qui sont l'essence du contrat de louage domestique, et punir sévèrement celui qui s'en écarte, dans l'intérêt de la justice, de la morale et de l'agriculture ; — Attendu que de la déclaration des cinq témoins de l'enquête directe et de deux de l'enquête contraire il découle complètement la preuve : 1° que la nourriture ordinaire des domestiques, chez le sieur Poulain, est insuffisante comme quantité et qualité et même malsaine ; 2° que les serviteurs y sont commandés avec aigreur et emportement, sans opportunité ni convenance, le mari et la femme donnant souvent des ordres contraires, de fa-

çon que le domestique ne sait auquel obéir et craint des mortifications qui ne sont pas épargnées; 3° que les chevaux sont dans un état de maigreur qui les rend incapables de faire un bon service et de contenter un domestique soigneux de ses devoirs et aimant un travail bien fait; 4° qu'enfin M. Poulain, ainsi qu'il l'a avoué lui-même, a donné son adhésion au départ de son domestique, au moment où il s'est accompli; — Attendu que, sur cinq témoins cités à la requête du sieur Poulain, deux seulement sont venus faire l'éloge de son ordinaire culinaire; que, sans mettre en doute la bonne foi de ces témoignages complètement opposés aux autres, nous n'avons pas cru devoir nous arrêter à ces attestations, parce qu'il est à croire que, si elles étaient d'une exactitude parfaite, nous aurions nous-même reçu moins souvent des plaintes à ce sujet, et il eût été facile au sieur Poulain, riche propriétaire agriculteur, de se procurer une preuve bien concluante en faveur de sa maison, parmi les nombreuses personnes de son voisinage qu'il a employées comme domestiques ou journaliers, au lieu de recourir à des témoins éloignés, recrutés avec difficulté, ainsi que le dénotent les quatre originaux différents de citation par lui exhibés, et délivrés pour appeler uniquement cinq témoins, dont deux lui sont favorables, deux autres défavorables, et le cinquième, cité aujourd'hui même, dont le témoignage est insignifiant; que, du reste, l'attitude tenue à l'audience par le sieur Poulain, peu respectueuse à l'égard du juge et injurieuse à l'endroit des témoins, prouve surabondamment comment il doit se conduire vis-à-vis de ses

domestiques dans l'intérieur de son exploitation agricole; qu'il ressort de ce qui précède que le sieur Piochon a eu de légitimes motifs de rompre son engagement avant terme; — En ce qui a trait aux dommages-intérêts réclamés par le demandeur: — Attendu: 1° que le sieur Piochon a éprouvé une perte de temps pour se replacer ailleurs; 2° qu'il a fait un voyage inutile à la justice de paix de Château-Renaud pour répondre à un avertissement à lui adressé depuis sa sortie, au nom du sieur Poulain, qui n'a pas daigné comparaître; 3° enfin qu'il a été dans la nécessité de faire plusieurs voyages à Neuvy-le-Roi pour faire valoir ses droits devant notre juridiction; que si, dans ce cas, il n'y a généralement pas lieu d'accorder des dommages-intérêts, il est cependant juste et équitable d'en octroyer à celui qui obtient gain de cause si, comme dans l'espèce, il est manifeste que la résistance de celui qui succombe n'a été dictée que par pur esprit de chicane et de vexation (art. 1147 et 1382, C. civ.); — Attendu que nous avons en la cause les éléments suffisants pour fixer équitablement ces dommages-intérêts; que la demande du sieur Piochon sur ce point semble très-modérée; — Attendu que, par toutes les raisons ci-dessus déduites, il appert qu'il n'y a pas lieu d'accueillir la demande reconventionnelle du sieur Poulain; — Attendu que toute partie qui succombe doit supporter les dépens (art. 130, C. pr. civ.); — Par ces motifs, vidant notre interlocutoire, déclarons résilié le contrat de louage de services fait verbalement entre le sieur Piochon et le sieur Poulain; déboutons ce dernier de sa demande

reconventionnelle, comme mal fondée ; condamnons le sieur Poulain à payer au sieur Piochon, demandeur : 1^o la somme de 26 fr. 25, pour les gages réclamés ; 2^o une somme de 20 francs à titre de dommages-intérêts pour réparation du préjudice causé ; le condamnons en outre aux intérêts de droit et aux dépens. »

Observations. — L'article 283 du Code de procédure, en énonçant les personnes qui peuvent être reprochées, n'est pas impératif, et laisse très-certainement au juge le droit d'apprécier le bien ou le mal fondé du reproche. Or, comme tout reproche est basé sur une présomption de partialité toute naturelle de certaines personnes déposant dans la cause d'une partie avec laquelle elles ont des liens d'affection, de soumission ou de communauté d'intérêts, il en résulte que le reproche n'est sérieusement admissible qu'autant qu'il émane de celle des deux parties à qui pourrait nuire cette partialité présumée. Par suite, si un maître ne peut appeler en témoignage son propre domestique sans s'exposer au reproche fondé sur l'article 283, parce que l'on peut craindre que le domestique n'ait été influencé par lui pour déposer en sa faveur, la raison du reproche disparaît entièrement quand au contraire le témoignage du domestique est invoqué contre son propre maître. On comprend donc que le juge n'admette point le reproche formulé par celui-ci contre son domestique, et dans une cause où ce dernier n'a pas un intérêt direct et personnel. Sur la question du fond, nous approuvons entièrement la décision de M. le juge de paix de Neuvy-le-Roi. Certaine-

ment le domestique qui s'est engagé pour un temps convenu a le devoir de remplir son engagement tout entier et de fournir son travail et ses services jusqu'à l'expiration du contrat d'engagement. Mais encore faut-il qu'à son tour le maître remplisse les devoirs que lui impose le contrat, c'est-à-dire de traiter son domestique avec humanité et de lui fournir le logement et la nourriture dans des conditions acceptables et conformes à l'usage des lieux. Les obligations du maître dérivent du droit naturel et n'ont pas besoin d'être écrites pour qu'il en soit tenu. Par suite, si le domestique est manifestement mal traité, s'il est certain qu'il n'est pas nourri suffisamment, et qu'il soit obligé de se retirer pour ces causes, ce n'est pas lui en réalité qui a rompu son engagement, c'est le maître qui l'a forcé à le rompre, et qui en réalité l'a rompu par son propre fait. Le juge, en pareil cas, est donc autorisé à accorder des dommages-intérêts au domestique si celui-ci n'a pu se replacer immédiatement, s'il a par suite éprouvé un préjudice réel et incontestable. Le juge a certainement pour devoir d'apprécier avec prudence les griefs du domestique et de ne les admettre qu'autant qu'ils sont surabondamment établis ; mais il doit y faire droit s'il acquiert, comme dans l'espèce du présent jugement, la conviction que le maître a eu des torts graves et a seul donné lieu, par son propre fait, à la résiliation du contrat.

A. B.

ARTICLE 651.

Justice de paix du canton de Gysoing
(Mord).

Président : M. MANOUVRIEZ-CÉCILLE,
juge de paix.

14 mai 1872.

Contravention douanière. — Fausse déclaration. — Fait matériel. — Responsabilité des maîtres. — Passavant. — Confiscation des marchandises saisies.

La vérité ou la fausseté des déclarations faites à la douane doit être jugée sur ce qui a été primitivement déclaré.

Les peines portées pour la répression des contraventions aux lois de douane, étant fiscales, impliquent la responsabilité de ceux pour le compte et par les ordres desquels les contraventions ont été commises.

Ainsi décidé,

Le 14 mai 1872, par la sentence suivante de M. le juge de paix de Gysoing :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu le procès-verbal de douane dont copie avec assignation à comparaitre à l'audience de ce jour a été remise à la personne même du sieur Barbet ; — Oui l'administration en ses conclusions, ainsi conçues :

« Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal régulier en la forme, rédigé le 13 mai 1872, par un commis de première classe et un sous-brigadier des douanes, tous deux de poste et de résidence à Mouchin, que ledit jour, vers l'heure de midi, le sieur Barbet (Oscar) s'est présenté au bureau des douanes à Mouchin avec une voiture chargée de racines de chicorée ; qu'en procédant à la pesée de ces marchandises, circulant en vertu d'un passavant n° 16, délivré par le bureau de Baisieux (route),

« le 11 mai, trois heures de relevée, lesdits préposés ont reconnu un excédant de 865 kilogrammes de la même marchandise ; — Attendu qu'aux termes des articles 15 du titre III de la loi du 22 août 1791 et 7 de l'arrêté du 22 thermidor an X, il est défendu à toute personne de faire une fausse déclaration, et que ceux qui se rendent coupables d'une semblable contravention doivent être condamnés à une amende de 100 francs ; — Par ces motifs, l'administration des douanes conclut à ce qu'il plaise à M. le juge de paix condamner le sieur Barbet à une amende de 100 francs, au double décime, aux dépens et à la confiscation de la marchandise saisie, le tout en vertu des lois précitées ; »

« Vu le passavant délivré par le bureau de Baisieux (route), le 11 mai 1872, trois heures de relevée, contre-signé *ne varietur* par les employés de la douane et annexé au procès-verbal, les articles cités de la loi du 22 août 1791 et de l'arrêté du 22 thermidor an X, lesquels portent : — « Art. 15. « Les propriétaires ou conducteurs de marchandises et denrées qui passeront de l'intérieur du royaume sur le territoire des deux lieues limitrophes de l'étranger seront tenus de les conduire au premier bureau de sortie et d'en faire la déclaration dans la même forme que pour l'acquit des droits. A l'égard de celles qui devront être enlevées dans cette étendue du territoire des deux lieues limitrophes de l'étranger, pour y circuler ou être transportées dans l'intérieur du royaume, la déclaration devra en être faite au bureau, soit d'entrée, soit de sortie, le plus prochain du lieu de l'enlè-

« vement et avant cet enlèvement ;
 « le tout à peine de confiscation
 « desdites marchandises et denrées,
 « et d'amende de 100 livres. —
 « Art. 7. Toutes marchandises et
 « denrées circulant dans le myria-
 « mètre de l'extrême frontière sans
 « passavant, ou avec expédition
 « contraire à l'une des obligations
 « déterminées, seront saisies et con-
 « fisquées conformément à la loi ; »

— Vu encore l'article 12, tit. II, de ladite loi du 22 août 1791, l'article 16, tit. XIV, de celle du 9 floréal an VII, ensemble la loi du 22 juillet 1867 ; — Considérant que, lecture faite du procès-verbal, et le sieur Barbet ayant été appelé par l'huissier, il n'a comparu ni en personne ni par fondé de pouvoirs ; mais que le sieur Amédée Rousseau, son maître, s'est présenté et a reconnu que ledit Oscar Barbet n'avait fait qu'opérer le transport par son ordre et pour son compte à lui Rousseau ; qu'il a, de plus, prétendu que la déclaration au bureau des douanes de Baisieux (route), quoique différente des quantités effectives chargées et transportées, n'avait pas été faite à dessein et dans le but de tromper la douane ; que c'était la première fois qu'un passavant lui était délivré par la douane de Baisieux ; qu'auparavant il expédiait par acquit-à-caution, et que, pensant que l'administration avait agi de cette manière pour le chargement complet d'une voiture, il s'était cru autorisé, sans mauvaise intention de sa part, à pouvoir ajouter un excédant à la quantité déclarée, omettant ainsi et involontairement de faire rectifier dans le jour la déclaration, comme le veut l'article 12, tit. II, § 2, de la loi du 22 août 1791 ;

— Considérant que ladite loi, dans l'article 12, § 1^{er}, établit formellement qu'on jugera non pas l'intention qui aura présidé à une déclaration, mais bien le fait matériel de cette déclaration même, de telle sorte que, pour reconnaître s'il y a contravention, l'on n'ait qu'à s'enquérir si l'objet déclaré est tel que l'indique la déclaration : la vérité ou la fausseté des déclarations, porte cette loi, sera jugée sur ce qui aura été primitivement déclaré ; — Considérant d'ailleurs qu'en recherchant l'intention du déclarant, la fausseté de la déclaration apparaît comme due à une tentative de fraude ; — Considérant que les peines portées pour la répression des contraventions aux lois sur les douanes, étant fiscales, impliquent la responsabilité directe et personnelle de ceux pour le compte et par les ordres desquels les contraventions ont été commises ; que par ses conclusions supplémentaires l'administration douanière a requis la condamnation solidaire du domestique Barbet (Oscar) et de son maître Amédée Rousseau, qui a demandé à être reçu et a été admis comme partie intervenante dans la cause ; — « Par ces motifs, donnons défaut, faute de comparaitre, contre Oscar Barbet, et, pour le profit, ayant égard au procès-verbal dont est question et faisant droit aux conclusions de l'administration demanderesse, condamnons ledit Barbet par corps et solidairement avec le sieur Amédée Rousseau, son maître, en 100 francs d'amende, double décime en sus, en outre aux dépens, liquidés à ce jour à 3 fr. 15 ; déclarons la saisie des chicorées bonne et valable et en ordonnons la confiscation au profit de l'Etat ; — Fixons au mini-

mun de la loi la durée de la contrainte par corps, pour le cas où il y aurait lieu de l'exercer. »

Observations. — Suivant la lettre des articles 12, tit. II, de la loi du 22 août 1791, et 16, tit. IV, de celle du 9 floréal an VII, le juge semble n'avoir pas à rechercher l'intention des déclarants; la question n'étant pas de savoir si la fausseté de la déclaration est due à la fraude, mais bien si cette déclaration est exacte ou non, et ce dernier cas étant établi, la disposition pénale paraît devoir être nécessairement appliquée. En effet, la loi du 9 floréal an VII, tit. XIV, art. 16, défend aux juges d'excuser les contrevenants sur l'intention. Toutefois un arrêt de cassation du 15 avril 1829 (*Journal du Palais*, anc. collect., t. LXXXIV, et nouv. édit., t. XLIV, p. 269) a décidé qu'il appartenait aux juges de rechercher l'intention et d'apprécier la nature du fait. Mais cette décision est plutôt un arrêt d'espèce qu'une règle générale.

Un autre arrêt de cassation du 17 mai 1867 (*Gazette des Tribunaux* du 25 mai 1867, n° 12506) a jugé : 1° que les peines portées pour la répression des contraventions aux lois sur les contributions indirectes, étant fiscales, impliquent la responsabilité directe et personnelle de ceux pour le compte et par les ordres desquels les contraventions ont été commises. La poursuite, dit l'arrêt, peut en conséquence être exercée contre l'expéditeur d'un chargement frauduleux et non contre le charretier trouvé en opérant le transport; 2° que la loi qui établit un délai dans lequel le passavant devra être exécuté ne lie pas l'ad-

ministration, qui est toujours maîtresse d'abréger ce délai; celui déterminé par la loi, en effet, n'est applicable que si le passavant est resté muet; 3° que le transport de liquides exécuté en dehors du délai porté au passavant doit être considéré comme exécuté sans passavant, et par suite en contravention à la loi qui oblige les expéditeurs de liquides à en être pourvus; 4° que le procès-verbal de la contravention fait foi de l'heure de la contravention qu'il constate; et 5° qu'il est de principe absolu que les moyens de transport d'un chargement frauduleux doivent être confisqués; peu importe la plus ou moins grande quantité de marchandises transportées. Dès lors, aucune division ne peut être faite, encore bien qu'une partie du chargement serait déclarée exempte de toute contravention, si l'autre partie, au contraire, est saisie comme étant frauduleuse. D'ailleurs il serait dérisoire d'admettre qu'on puisse diviser en deux cheval et voiture ayant servi un chargement, par cela qu'une partie serait exempte de contravention. N. D.

ARTICLE 652.

Tribunal de simple police de Monbaix (Nord).

Président : M. BONNIER, juge de paix.

26 juin 1873.

Voie urbaine. — Travail confortatif. — Autorisation municipale illégale. — Contravention à l'édit de 1607. — Amende. — Démolition.

Le maire ne peut régulièrement autoriser la réparation d'un mur de face sujet à re-tranchement d'après le plan général d'alignement.

En conséquence, lorsqu'un propriétaire,

revêtu d'une pareille autorisation, a fait des travaux confortatifs sur le mur de face de sa maison sujette à retranchement, il y a lieu, malgré l'autorisation dont il excipe, de condamner ce propriétaire à l'amende et d'ordonner en outre la démolition de la besogne mal plantée.

Ainsi décidé,

Le 26 juin 1873, par jugement du Tribunal de simple police de Roubaix, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Oui le prévenu en ses dires et moyens de défense et le ministère public en ses réquisitions ; — Vu les dispositions réglementaires et légales publiquement lues par le juge et ainsi conçues, savoir : 1° Le règlement sur la voirie urbaine de la ville de Roubaix, en date du 15 octobre 1861, visé par le préfet du Nord le 18 février 1862, aux articles 3 et 4 : « Les bâtiments désignés « pour reculer, pour cause d'alignement, ne peuvent être reconstruits « ni réparés. — Il est également interdit d'y exécuter aucun travail « de consolidation, tant à l'intérieur « qu'à l'extérieur, sur la partie retranchable. — Sont notamment considérés comme confortatifs les « travaux ci-après désignés : les « réparations faites aux fondations et « mur de face, tant aux étages supérieurs qu'au rez-de-chaussée. — « Tout propriétaire autorisé à percer, « déboucher ou exhausser des baies « de portes ou de croisées, dans un « mur frappé d'alignement, ne peut « sous aucun prétexte restaurer les « pieds-droits, jambages ou trumeaux. — Le percement des baies « nouvelles ne pourra donner lieu à « un raccordement de plus de 11 centimètres. — Si l'on perce des « portes cochères ou charretières,

« on ne peut établir qu'en charpente « et menuiserie les pieds-droits, jambages, poitrails, montants et traverses ; » — 2° L'article 471, n° 3, du Code pénal : « Seront punis « d'amende, depuis 1 franc jusqu'à « 5 francs inclusivement : ceux « qui auront négligé ou refusé « d'exécuter les règlements ou arrêtés concernant la petite voirie ; » — 3° L'édit de décembre 1607 sur la juridiction en matière de voirie et la police des rives et chemins, disposant que « les particuliers qui « auront contrevenu aux alignements « seront assignés pour voir ordonner « que la besogne mal plantée sera abattue, et condamnés à telle amende « que de raison ; » — 4° Les articles 161 et 162 du Code d'instruction criminelle : « Si le prévenu est convaincu de contravention de police, « le Tribunal prononcera la peine et « statuera par le même jugement sur « les demandes en restitution et en « dommages-intérêts. La partie qui « succombera sera condamnée aux « frais, même envers la partie publique ; » — Attendu qu'un procès-verbal régulier, en date du 18 juin 1873, dressé par M. le commissaire de police du deuxième arrondissement de la ville de Roubaix, visé pour timbre et dûment enregistré le lendemain 19 juin, contient les constatations suivantes : des travaux de consolidation, expressément considérés comme confortatifs, suivant les dispositions susénoncées du règlement sur la voirie urbaine du 15 octobre 1861, et consistant : 1° en réparations en maçonnerie et en briques neuves au mur de façade ; 2° dans le placement d'une nouvelle croisée en bois et vitrine avec châssis ; 3° dans l'éta-

blissement d'une porte cochère; 4° et dans l'érection d'un montant ou dormant entre-deux en bois neuf, ont été récemment exécutés à la maison n° 18, en la rue de l'Hospice, à Roubaix, appartenant au sieur Louis Willem, prévenu; — Interpellé par M. le commissaire de fournir ses justifications par rapport à ces travaux confortatifs à la façade d'une maison sujette, ainsi que le constate aussi le même procès-verbal, à retranchement ou à reculement, suivant le plan d'alignement rendu exécutoire pour la ville de Roubaix par le décret du 27 juillet 1853, dûment publié et aussi visé dans le règlement susdaté, le sieur Willem a produit une demande de lui au maire de Roubaix, en date du 9 juin 1873, au verso de laquelle, sur l'avis écrit à la date du 11 juin par le directeur des travaux municipaux « qu'il y a lieu « d'accorder l'autorisation demandée « à la condition que le pétitionnaire « placera une barrière sur le trottoir, « aux deux extrémités de la maison, « dans tout le développement et pendant toute la durée des travaux, » le maire a accordé et consigné l'autorisation requise dans les termes qui suivent : « Vu et autorisé comme « il est dit ci-dessus. Le maire. Signé : A. SCREPEL, *adjoint*; » — Attendu donc que le procès-verbal du commissaire de police a été dressé nonobstant l'autorisation invoquée et y énoncée; — Attendu que le prévenu n'a aucunement débattu par des preuves contraires les constatations de ce procès-verbal, spécialement en ce qui regarde la nature confortative des travaux, ceux surtout de réparation en maçonnerie neuve, à une façade sujette à reculement; — Attendu que, dans cet état, il y a

nécessairement lieu d'examiner et de rechercher si le caractère contraventionnel de ces travaux confortatifs se trouve effacé par l'autorisation; — Attendu, sur ce point, que si le règlement sur la voirie urbaine à Roubaix soumet en général, et conformément à la loi, au régime de l'autorisation et de l'alignement tous les travaux sur la voie publique ou joignant la voie publique dans les parties retranchables ou non, ce règlement non-seulement ne contient aucune disposition qui réserve au maire le droit d'autoriser des travaux de consolidation aux façades sujettes à reculement, mais au contraire interdit expressément ces travaux, sans restriction ni réserve; — Attendu, par conséquent, qu'alors même que l'avis du sieur Émile Moreau, directeur des travaux municipaux, ne contient d'autre réserve expresse que par rapport à l'établissement d'une barrière, qui était d'ailleurs prescrit d'une manière générale par l'article 45 du règlement, il y a lieu de considérer l'autorisation invoquée comme étant donnée sous la condition nécessaire, quoique tacite, que les travaux indiqués de percement de fenêtre et de porte se feraient sans travail confortatif de maçonnerie et suivant les règles déterminées par l'arrêté du 15 octobre 1861; — Attendu que si, par impossible, il en était autrement, le visa et l'autorisation sommaire susrelatés laisseraient entières et la contravention constatée par procès-verbal et l'impérieuse obligation pour le juge de répression d'appliquer la peine encourue et de faire cesser le fait contraventionnel en ordonnant la destruction de la besogne mal plan-tée; — Attendu en effet que, suivant

les criminalistes Chauveau et Hélie (t. VI, p. 317, 3^e édit.), lorsqu'il existe un plan légalement exécutoire, les règlements ou arrêtés du maire ne peuvent avoir d'autre objet que de faire exécuter les alignements tracés par ce plan, et que, par de nombreux arrêts, notamment ceux des 19 décembre 1833 (Sirey, Ville-neuve, 1834, I, 262), 30 juin 1832 (S. V., 1832, I, 640), 15 décembre 1836 (S. V., 1837, I, 827), 12 décembre 1846 (BULLETIN, n° 315) et 4 mai 1848 (S. V., 1848, I, 749), la Cour de cassation a jugé qu'un maire ne peut valablement autoriser la réparation d'un mur sujet à retranchement d'après le plan général arrêté en exécution de la loi du 16 septembre 1807, et que des dispenses temporaires, individuelles ou par des actes particuliers de l'observation des règlements ne sont pas permises aux magistrats municipaux, parce que de telles dispenses, suivant les termes des arrêtés de la Cour suprême, auraient pour effet de créer des privilèges; — Par ces motifs; — Jugeant contradictoirement et en dernier ressort, condamne par corps le sieur Willem, prévenu, en 1 franc d'amende; fixe au minimum la durée de la contrainte; — Ordonne au sieur Willem d'abattre la besogne mal plantée, en détruisant les ouvrages contraires à l'alignement qu'il a fait faire à la façade de sa maison; — Dit que, faute par lui de ce faire dans les huit jours de la signification du présent jugement, il y sera pourvu d'office et à ses frais, à la diligence du ministère public; — Enfin le condamne aux dépens, etc. »

Observations. — Aux termes de la jurisprudence de la Cour de cassation, un plan général d'alignement, régu-

lièrement approuvé, a pour effet d'attribuer, *ipso facto*, à la voie publique les parties retranchables des propriétés limitrophes, sauf, bien entendu, les formalités préliminaires d'expropriation, ou l'indemnité due au propriétaire, avant la prise de possession définitive. Mais, comme il est de l'intérêt public que cette prise de possession, au moment où elle aura lieu, se fasse aux meilleures conditions possibles pour la voirie municipale, un maire ne saurait donner à un propriétaire une autorisation spéciale de réparer son mur retranchable, sans porter préjudice à cet intérêt public et sans créer une sorte de privilège en faveur de ce propriétaire, les autres propriétaires voisins qui se trouvent dans les mêmes conditions restant exposés à ne pas obtenir la même faveur. On doit donc considérer comme illégale et sans valeur une semblable autorisation donnée par un maire contrairement à l'arrêté d'alignement. C'est ce que décident les nombreux arrêtés cités dans la présente sentence.

A. B.

ARTICLE 653.

Tribunal de police de Saint-Sauveur (Tonne).

Président : M. VIVIEN, juge de paix.

21 juillet 1873.

Plantation de haie vive sur un chemin public non classé. — Refus d'alignement par un maire. — Alignement donné par un agent de la petite voirie. — Amende. — Démolition partielle.

Aucune plantation, construction ou clôture ne peut être faite sur la voie publique sans autorisation préalable de l'autorité compétente, et encore bien qu'il n'existerait pas dans la commune de règlement prohi-

bitif de constructions ou plantations au long des chemins ruraux.

Les maires ont le droit de donner des alignements partiels dans les communes où il n'existe pas de plans généraux régulièrement approuvés.

En cas de refus d'alignement par le maire, quel qu'en soit le motif, celui qui a planté une haie vive au long d'un chemin public, même non classé, est passible de la peine prévue par l'article 471, n° 7, du Code pénal ; il y a lieu d'ordonner en outre la destruction de la partie de la haie qui empiéterait sur la largeur du chemin.

Ainsi décidé,

Le 21 juillet 1873, par jugement du Tribunal de simple police de Saint-Sauveur, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Ouï le ministère public dans ses conclusions, le prévenu et M. le maire de Treigny en leurs dires et explications ; — Vu le procès-verbal dressé par le garde champêtre de cette commune le 17 mai dernier, dûment enregistré et affirmé et dont lecture a été donnée ; — Attendu qu'il est de droit public qu'aucune plantation, construction ou clôture ne peut avoir lieu sur la voie publique sans autorisation préalable de l'autorité compétente, et encore bien qu'il n'existerait pas dans la commune de règlement prohibitif de constructions, plantations ou autres sur la largeur des chemins ruraux ; — Attendu que l'article 52 de la loi du 16 septembre 1807, qui prescrit à l'autorité municipale des localités dans lesquelles il existe des plans d'alignement approuvés, de ne donner d'alignement que conformément à ces plans, n'enlève pas aux maires le droit de donner des alignements partiels dans les communes dans lesquelles ces plans

n'existent pas ; — Attendu que l'alignement de constructions ou plantations sur ou joignant la voie publique doit être obtenu à peine de nullité (Cass., 30 juin 1854) ; — Attendu que si M. le maire de Treigny a cru devoir refuser de donner au prévenu l'alignement sollicité par lui dans le but de clore le champ qu'il prétend lui appartenir, et qui longe à l'aspect du couchant le chemin rural des Révillons aux landes du Chesneau, il l'a fait animé de cette pensée que Thiercelin pourrait s'en faire une arme et l'opposer un jour à la commune qui ne reconnaît pas audit Thiercelin la propriété du terrain dont s'agit, puisqu'elle s'en prétend propriétaire elle-même ; que la circonstance prescrivait à M. le maire de Treigny l'obligation d'en agir ainsi ; qu'en présence de ce refus, Thiercelin, qui a la possession non contestée de ce terrain, encore bien qu'aux rôles de la matrice cadastrale de la commune il ne soit porté ni à son nom ni à celui de Dufeu, son vendeur, avait moyen de contraindre le maire de lui délivrer cet alignement, puisqu'il pouvait faire juger la question de propriété ; qu'il n'a pas même conclu à la demande d'un sursis nécessaire pour la faire vider par la juridiction compétente ; — Attendu que l'alignement obtenu par ledit Thiercelin du voyer cantonal pour clore cette même propriété à l'aspect du levant, sur la rive du chemin de moyenne communication n° 66 de Treigny, à Saint-Fargeau ne saurait en aucune façon lier le maire de Treigny, dont les attributions sont distinctes ; que les alignements donnés par la voirie le sont toujours sous la réserve des

droits des tiers ; — Attendu que le chemin communal dont s'agit, bien que non classé au nombre des chemins vicinaux, est réellement affecté à la voie publique ; que par suite de la plantation qu'il a effectuée d'une haie vive sur la rive droite dudit chemin sans autorisation préalable, le prévenu a contrevenu à l'article 471, § 3, du Code pénal, ainsi conçu : « Seront punis, etc., » et dont lecture a été donnée ; — Attendu qu'il n'a pas été démontré que la plantation de cette haie en plants d'épine causât dommage, et que par suite de son établissement il résultât un empiètement sur la largeur actuelle du chemin, si ce n'est dans l'endroit le plus élevé, et à partir de l'entrée laissée libre pour accéder audit champ ; que, partant, il n'y a pas lieu d'ordonner l'arrachage desdits plants depuis la route n° 66 jusqu'à cette entrée ; — Par ces motifs et par jugement contradictoire et en dernier ressort, statuant sur les conclusions du ministère public, ordonne que dans un délai de quinzaine du présent ladite haie sera arrachée dans la partie sus-indiquée par le prévenu, faute par lui de l'avoir fait dans ledit délai, et ce délai passé, autorisant M. le maire de Treigny à faire procéder à cet arrachage aux frais du prévenu ; et lui faisant application de l'article précité, le condamne à 1 fr. d'amende et aux dépens et fixe à trois jours la durée de la contrainte par corps. »

Observations. — Cette question est très-controversée. Il a été jugé, contrairement à la solution qui précède, que le propriétaire qui veut élever une construction ou faire une

plantation le long d'un chemin rural ou communal n'est pas tenu de demander à l'autorité municipale l'alignement, ainsi qu'il est prescrit par les lois générales de l'édit de 1607, de 1790, 1791 ou de 1837 ; il n'y serait tenu qu'autant qu'il existerait un règlement spécial du pouvoir municipal prescrivant un alignement, et par suite la nécessité d'une autorisation préalable (Cass., 12 janvier 1856, ANNALES, 1856, p. 243. — Voir aussi Cass., 21 janvier 1859, ANNALES, 1859, p. 212). — Toutefois le propriétaire qui a construit ou planté sans alignement partiel peut être puni de l'amende s'il y a eu empiètement sur le chemin (Cass., 9 juillet 1860). Il y a lieu évidemment dans ce cas d'ordonner la démolition du mur ou de la haie qui est reconnue établie en empiètement sur la largeur actuelle de la voie publique. A. B.

ARTICLE 654.

Justice de paix du canton de Brécey
(Manche).

Président : M. RONDEL, juge de paix.

3 juin 1873.

Vice rédhibitoire. — Part chez le vendeur.
Responsabilité.

L'acheteur d'une vache atteinte d'un renversement du vagin est fondé à exercer contre son vendeur, dans les délais légaux, l'action rédhibitoire, alors même que le part n'aurait pas eu lieu chez ce dernier, mais bien chez un précédent vendeur.

Ainsi décidé,

Le 3 juin 1873, par jugement de M. le juge de paix du canton de Brécey, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Consi-

dérant qu'il est constant et reconnu en fait que, le 9 avril dernier, à la foire de Saint-Hilaire du Harcouët, Moulin a vendu à Nivaux, moyennant 180 francs payés comptant, une vache sous poil blond, âgée de sept ans environ ; — Considérant que, le 15 suivant, le sieur Paul Hryniewicz, médecin vétérinaire à Mortaix, commis en qualité d'expert par M. le juge de paix du canton de Juvigny-le-Tertre, a constaté que cette vache est atteinte du vice rédhibitoire connu sous le nom de *renversement du vagin*, vice prévu par la loi du 20 mai 1838 ; — Considérant que le part a eu lieu avant le 9 avril, jour de la vente, ce qui est, du reste, constant et non méconnu par les parties ; que dès lors Moulin est responsable à l'égard de Nivaux du vice reproché ; que c'est en vain que Moulin prétend échapper à la responsabilité par lui encourue, en disant que le part n'a pas eu lieu chez lui ; les termes de la loi précitée : « après le part chez le vendeur, » doivent s'entendre *après le part chez le vendeur immédiat* ; qu'il voudrait ainsi ajouter à la loi qui dit simplement que le part doit avoir lieu chez le vendeur ; — En effet, il serait par trop facile de se soustraire à la sanction de cette disposition par le moyen d'un intermédiaire complaisant, et de rendre ainsi complètement illusoire la garantie offerte par la loi à l'acheteur. Moulin doit imputer à sa propre négligence de n'avoir pas exercé lui-même contre son vendeur l'action que lui accordait la loi ; mais quant à Nivaux, qui ne connaissait ni ne devait connaître que son vendeur immédiat, il devait présumer que le part avait eu lieu chez Moulin, et par conséquent exercer son recours

contre lui, dans les délais légaux, d'autant plus que, du reste, Moulin ne lui ayant jamais indiqué son vendeur et ne l'ayant pas mis en cause, il a toujours été dans l'impossibilité de s'adresser à ce vendeur originaire ; impossibilité plus complète encore si l'on considère que, Moulin ayant acheté depuis le 14 janvier dernier, il n'y avait plus lieu à intenter d'action contre le premier vendeur, les délais étant depuis longtemps expirés ; — Considérant que l'action du sieur Nivaux a été intentée régulièrement et dans les délais prescrits par la loi ; — En ce qui concerne les dommages-intérêts : — Considérant qu'à raison des démarches et faux frais par lui faits, Nivaux a éprouvé un dommage réel, dont il lui est dû réparation, et que de plus il y a lieu à lui tenir compte de la nourriture de la vache pendant la durée de l'instance, durée qui, du reste, a été prolongée par les soutiens mal fondés de Moulin ; — Par ces motifs : — Jugeant en premier ressort, déclarons nulle et de nul effet la vente consentie par Moulin à Nivaux ; en conséquence, condamnons ledit Moulin à reprendre la vache dont s'agit dans les trois jours du présent jugement, et à rendre et restituer à Nivaux la somme de 150 francs, prix de ladite vache, avec intérêts du jour de la demande ; le condamnons en plus à payer au sieur Nivaux 1 fr. 25 par jour pour frais de nourriture de cette vache, et à raison du dommage, des faux frais et dépenses occasionés à Nivaux, condamnons ledit Moulin en 20 francs de dommages-intérêts et aux dépens ; — Disons que, faute à Moulins de reprendre ladite vache dans le délai de trois jours ci-dessus

fixé, Nivaux sera autorisé à la déposer, après le délai expiré, dans l'écurie d'un aubergiste logeur de son choix, aux frais, périls et risques de Moulin. »

Observations. — Lorsque la loi dit que l'action rédbitoire peut être exercée à l'occasion d'une vache atteinte de renversement du vagin, quand il a eu lieu après le part chez le vendeur, elle entend dire évidemment qu'il n'ait pas eu lieu chez l'acheteur, mais elle n'exige pas qu'il ait eu heuchez le vendeur immédiat; sans cela il serait trop facile à un vendeur de mauvaise foi d'échapper à toute responsabilité en vendant par personne interposée, c'est-à-dire en simulant une première vente à un tiers et en faisant vendre la vache atteinte du vice caché par ce tiers complaisant. L'acheteur serait de la sorte toujours mis dans l'impossibilité de se faire restituer le prix et d'exercer l'action que la loi a eu pour but d'instituer et de régler. Nous approuvons donc complètement la décision de M. le juge de paix de Brécq. Voir en ce sens notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, *vo* *Vice rédbitoire* C. M.

ARTICLE 635.

*Tribunal de police d'Auxi-le-Château
(Pas-de-Calais).*

*Prés. : M. E. KEGUELIN DE ROZIÈRES,
juge de paix.*

3 juillet 1873.

Police du rdage. — Eclairage des voitures particulières servant au transport des personnes, prescrit par arrêté préfectoral en vertu du décret du 24 février 1838. — Contravention. — Pénalité.

Le droit accordé aux préfets par l'article 2

du décret du 24 février 1838 de prescrire l'éclairage des voitures particulières servant au transport des personnes circulant sur les voies publiques énumérées dans la loi du 30 mai 1831 dérive de cette loi, qui le confère au chef de l'État.

D'où il suit que le décret du 24 février 1838 a sa base légale dans la susdite loi de 1831 et non dans celle des 16-24 août 1790.

En conséquence, l'infraction à un arrêté préfectoral prescrivant l'éclairage des voitures particulières servant au transport des personnes, et prise en vertu du susdit décret de 1838, trouve sa sanction pénale non dans les dispositions de l'article 471, n° 15, du Code pénal, mais dans l'article 5 de la loi du 30 mai 1831.

Ainsi décidé,

Le 3 juillet 1873, par jugement du Tribunal de police d'Auxi-le-Château, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Oui le prévenu dans ses dires et moyens de défense, ensemble le ministère public dans ses conclusions ; — Vu les articles 15, tit. II, de la loi du 10 août 1832 et 5, tit. II, de la loi du 30 mai 1831 ; — Vu les articles 2 du décret du 24 février 1838 et 2 de l'arrêté de M. le préfet du Pas-de-Calais en date du 26 novembre de la même année, ce dernier article ainsi conçu : — « 2° En toute saison « l'éclairage des voitures marchant « isolément ou en tête d'un convoi, « pendant la nuit, est rendu obligatoire pour toute espèce de voiture « indistinctement dans toute l'étendue du département ; » — Vu encore les articles 3 et 4, tit. XI, de la loi des 16-24 août 1790 et 471, n° 15, du Code pénal ; — Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal dressé par les gendarmes Jeandel et Marbois, de la brigade de Frévent, en date du 2 juin dernier, enregistré, que Jules Briois a été rencontré la veille,

à dix heures et demie du soir, conduisant, audit Frévent, rue de Doullens, prolongement de la route nationale n° 16 de Paris à Dunkerque, un cabriolet à deux roues, attelé d'un cheval, et non pourvu d'une lanterne allumée; — Attendu que le sieur Briois ne conteste pas l'exactitude des faits consignés dans le susdit procès-verbal et reconnaît par conséquent ne s'être pas conformé aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté précité de M. le préfet du Pas-de-Calais; — Attendu, relativement à l'application de la loi, que l'article 471, n° 15, du Code pénal est la sanction de tous les arrêtés légalement faits par l'autorité administrative ou par l'autorité municipale en vertu des articles 3 et 4, tit. XI, de la loi des 16-24 août 1790 et 9, 10, 30 et 46 de la loi des 19-24 juillet 1791, seuls textes constitutionnels en cette matière; — Que le droit de prescrire aux voitures particulières servant au transport des personnes les dispositions de l'article 15, tit. II, du décret de 1852 ne dérive pas ici de la loi de 1790, mais bien de celle du 30 mai 1851, investissant le chef de l'État du pouvoir de compléter, par des règlements d'administration publique, la législation nouvelle sur la police du roulage; — Que si la catégorie des voitures particulières servant au transport des personnes est restée en dehors des prévisions de la susdite loi de 1851, il n'en est pas moins vrai que celle de 1790, par la généralité de ses dispositions, autorisait déjà les préfets à prescrire l'éclairage de ces mêmes voitures sur toutes les voies publiques indistinctement; — Que les infractions aux arrêtés qui, en cette matière, au-

raient été pris en vertu de la loi de 1790 seraient évidemment tombées sous l'application de l'article 471, n° 15, du Code pénal; d'où il résulte que le décret de 1858 eût été complètement inutile s'il fût entré dans l'esprit qui l'a dicté de ne modifier en rien l'ancien état de choses et de maintenir la pénalité édictée par l'article 471 du Code pénal; — Mais que, l'arrêté préfectoral du 26 novembre 1858, pris en vertu du décret du 24 février précédent, n'ayant d'autre base légale que la loi de 1851, qui s'y trouve seule visée avec le décret de 1852, l'infraction aux dispositions de cet arrêté doit être réprimée non par l'article 471, n° 15, du Code pénal, mais par l'article 5, tit. II, de la loi de 1851, seule sanction de l'article 15, tit. II, du décret de 1852, dont le prescrit est étendu aux voitures particulières; — Attendu qu'en l'absence même des motifs qui précèdent, il semble difficile d'adopter la jurisprudence jusqu'à ce jour invariablement maintenue dans un sens contraire par la Cour de cassation; — Que l'on ne peut en effet se convaincre que les accidents auxquels peut exposer pendant la nuit, la rapidité avec laquelle circulent habituellement les voitures particulières, aussi bien que la position sociale ordinaire de leur conducteur, laquelle impose plus impérieusement l'exemple de l'obéissance aux lois, aient pu laisser au décret de 1858 la pensée de vouloir atteindre moins sévèrement le propriétaire d'un riche équipage que le malheureux roulier plus exposé à être surpris par la nuit à cause de la lenteur de l'allure de son cheval presque toujours harassé de fatigue, et pouvant par cela même être plus facile-

ment évité; — Qu'il est plus rationnel et plus consolant de croire qu'un sentiment d'équité a porté à vouloir les frapper tous deux d'une égale pénalité, celle édictée par l'article 5, tit. II, de la loi de 1851, qui est la sanction de l'article 15, tit. II, du décret de 1852; les articles ainsi conçus, etc.

— Faisant au prévenu l'application des susdits articles, dont lecture a été donnée à l'audience, tout en admettant en sa faveur l'existence de circonstances atténuantes, en vertu des articles 14 de la loi de 1851 et 463 du Code pénal, ainsi conçus, et dont il a été également donné lecture à l'audience.

— Le condamne en 1 franc d'amende et aux dépens; — Fixe à une journée la durée de la contrainte par corps.»

Observations. — La solution du présent jugement a été soutenue par d'excellents esprits et notamment par Vuatiné (*Supplément au Code annoté des Tribunaux de simple police*, p. 76 et 77). Plusieurs Tribunaux de simple police ont adopté le même système en se fondant sur ce que le décret du 24 février 1858, outre qu'il modifie le règlement général du 10 août 1852, en est aussi le complément, et sur ce que par suite les arrêtés préfectoraux rendus par application de ce décret doivent trouver leur sanction dans la loi du 30 mai 1851 sur la police de roulage. — Malgré les graves et nombreuses autorités sur lesquelles elle s'appuie, cette opinion n'a point prévalu et elle a été notamment rejetée par la Cour de cassation, aux termes de plusieurs arrêts de principe rapportés dans nos recueils. « Attendu, dit un de ces arrêts, en date du 18 mars

1859, que le décret du 24 février 1858, en autorisant les préfets à appliquer, par des arrêtés spéciaux, aux voitures particulières servant à transporter les personnes, les dispositions du premier paragraphe de celui du 10 août 1852, n'a pu donner pour sanction à la violation de ces arrêtés la pénalité des articles 2 et 5, § 2, n° 4 et 5, de la loi du 30 mai 1851 relative à l'éclairage des voitures qui ne servent pas au transport des personnes; — Attendu que l'article 471, n° 15, du Code pénal est la sanction générale de tous les arrêtés régulièrement pris par l'autorité administrative, quand une pénalité spéciale n'a point été édictée; qu'il suit de là que le jugement a faussement appliqué, dans l'espèce, la peine prononcée par le décret réglementaire du 10 août 1852; mais que l'annulation de ce jugement ne saurait s'ensuivre, puisque l'amende par lui infligée au contrevenant n'excède pas celle dont il était passible aux termes dudit numéro 15 de l'article 471 du Code pénal; — REJETTE, etc. » (Voir aussi dans le même sens Cass., 14 mai 1859, ANNALES, 1859, p. 433. Voir aussi Cass., 9 janvier 1857.) M. le juge de paix du canton d'Auxi-le-Château n'a pas ignoré cette jurisprudence, qu'il vise lui-même dans sa décision. Il a adopté, comme c'était son droit et son devoir, l'opinion que lui dictait sa conscience, au risque d'encourir, en cas de pourvoi, la censure de la Cour suprême. Son jugement, au surplus, ne serait point annulé, puisqu'il n'a pas en fait appliqué une peine plus forte que celle édictée par l'article 471, n° 15, du Code pénal. C'est donc au point de vue des principes seulement que sa sentence

pourrait être critiquée devant la Cour de cassation. — Quant à nous, qui avons adopté et enseigné une doctrine contraire à celle de M. le juge de paix d'Auxi-le-Château avant même que la Cour de cassation eût eu l'occasion de se prononcer, nous ne saurions naturellement modifier notre opinion, alors qu'elle a été sanctionnée à plusieurs reprises par cette Cour.

A. B.

ARTICLE 656.

Tribunal de simple police de Blangy (Calvados).

Président : M. LABEY, juge de paix.

18 décembre 1872.

Lieux publics. — Heures de fermeture. — Arrêté préfectoral. — Autorisation du maire. — Procès-verbal. — Foi due. — Preuve contraire. — Amis. — Excuses inadmissibles. — Mandataire verbal.

Les procès-verbaux des gendarmes ne font foi que jusqu'à preuve contraire.

L'article 152 du Code d'instruction criminelle, qui permet au prévenu de se faire représenter en simple police, ne prescrit aucune forme ; dès lors le mandat purement verbal peut être admis, alors surtout que le cité est empêché par maladie de se présenter en personne.

Le maire d'une commune ne peut modifier l'arrêté préfectoral fixant l'heure de fermeture des lieux publics dans le département, à moins d'avoir fait approuver par le préfet l'arrêté modificatif émané de lui.

Lorsqu'un arrêté préfectoral fixant la fermeture des cabarets prescrit en même temps aux buveurs de se retirer, le juge de police ne peut acquitter l'aubergiste ni les consommateurs trouvés en contravention sous prétexte que ces derniers étaient des amis invités à consommer gratuitement en reconnaissance de services rendus.

Ainsi décidé,

Le 18 décembre 1872, par juge-

ment du Tribunal de simple police de Blangy, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que le débat qui nous est soumis doit être examiné en la forme et au fond ; — En la forme : — Sur l'enquête produite par les prévenus : — Attendu qu'aux termes de l'article 154 du Code d'instruction criminelle, les Tribunaux peuvent admettre la preuve contraire du contenu aux procès-verbaux des officiers de police n'ayant pas reçu de la loi le pouvoir de constater les délits et les contraventions jusqu'à inscription de faux ; — Attendu que, la gendarmerie n'étant pas comprise dans les dispositions du décret du 16 septembre 1811, de l'article 505 du Code d'instruction criminelle, de la loi du 27 frimaire an VIII, de l'ordonnance de 1814, de la loi du 29 mars 1806 et de l'ordonnance du 1^{er} août 1821, indiquant ceux qui ont reçu le droit de verbaliser jusqu'à inscription de faux, ses procès-verbaux ne font foi que jusqu'à preuve contraire ; qu'il y avait donc lieu d'admettre la preuve sollicitée ; — Sur le pouvoir verbal donné par le sieur Dordléans au sieur Houssaye : — Attendu que l'article 152 du Code d'instruction criminelle, qui permet au prévenu de se faire représenter, ne prescrit aucune forme ; que dès lors le mandat verbal peut être admis ; que la Cour suprême a d'ailleurs consacré cette doctrine par trois arrêts des 29 décembre 1853, 7 février 1856 et 22 août 1857 ; que, dans l'espèce, le mandataire a le même intérêt que le mandant dont il est le coprévenu ; que le ministère public a admis lui-même ce mode de représentation ; qu'il y a d'autant plus lieu de l'ac-

cueillir qu'il est affirmé que Dorelans est empêché par la goutte dont il a été subitement atteint et que l'instance est donc régulièrement et contradictoirement liée entre les demandeurs et tous les prévenus; — Au fond : — Attendu que, comme question préjudicielle, il importe de vérifier la légalité de l'arrêté préfectoral invoqué par le procès-verbal; qu'en effet, si cet arrêté ne pouvait être appliqué pour cause d'illégalité, il y aurait lieu de relaxer les prévenus sans autre examen de l'affaire; — Attendu qu'il est permis au juge de police d'examiner dans les rapports avec la loi la valeur intrinsèque d'un arrêté de l'autorité qu'il est chargé d'appliquer (Cass., 24 février 1838); — Attendu que l'autorité préfectorale, instituée par la loi du 28 pluviôse an VIII, est, comme telle, mandataire du pouvoir exécutif, et par cela même investie du droit de faire des arrêtés relatifs aux mesures de sûreté générale énoncées dans l'article 3, tit. XI, de la loi des 16-24 août 1790, mais à la condition que ces arrêtés, s'étendant à toutes les communes du département, aient un caractère de généralité; — Or, attendu que l'arrêté du 9 janvier 1832, rendu par M. le préfet du Calvados, arrêté prescrivant dans tout le département la fermeture des cabarets à neuf ou dix heures du soir, selon l'époque de l'année, a tous les caractères de mesure de sûreté générale et d'opportunité toujours subsistants prévus par la loi précitée des 16-24 août 1790; qu'étant légalement rendu, cet arrêté doit être exécuté; — Attendu que le procès-verbal précité relève à la charge de Taupin spécialement non-seulement une con-

travention à l'arrêté fixant l'heure de la fermeture des cabarets, mais qu'il signale la maison Taupin comme mal tenue, recevant des gens ivres et habituellement des consommateurs après l'heure réglementaire, troublant la tranquillité des voisins; que des individus en sortent à toute heure de nuit et se prennent de querelle; en un mot, que les époux Taupin sont mal considérés de tout le monde; — Attendu qu'il y a lieu de distinguer les faits constatés *de visu* par les gendarmes de ceux qu'ils ne rapportent que sur les plaintes qu'ils indiquent et les renseignements dont ils taisent la source; que les premiers font foi jusqu'à preuve contraire et les autres ont besoin d'être prouvés pour donner passage à une condamnation; — Que, ces faits n'ayant pas été vérifiés par le ministère public, il n'y a pas lieu de s'y arrêter; qu'il est d'ailleurs à remarquer que la preuve contraire a été établie par l'enquête des prévenus; qu'en effet, de l'unanimité des dépositions suscopiées, il résulte que les époux Taupin sont des honnêtes gens, très-considérés, tenant bien leur établissement, refusant les gens ivres ou se présentant après l'heure réglementaire, faisant exactement sortir les consommateurs quelques minutes avant cette heure; qu'aucune rixe ne se produit chez eux; que le fait du 21 juillet, signalé comme contravention, n'yant pu être constaté, est démontré inexact par l'enquête, puisqu'elle révèle à l'heure indiquée la maison Taupin comme ne contenant que la fille de la maison, la dame Taupin étant à la boucherie avec le témoin femme Proulin, revenant de Lisieux et s'étant arrêtée, avec son domestique, devant l'éta-

blissement pour prendre de la viande chez le boucher Drieu ; — Attendu qu'au nombre des témoins fournis par les prévenus se trouvaient l'adjoint et l'un des membres du conseil municipal de Manerbe, que les autres membres de ce conseil et environ cent des plus notables habitants de cette commune ont attesté le même fait de l'enquête par un document produit à l'audience ; — Attendu qu'ainsi dégagé des faits accessoirement relevés, le fait reproché à la date du 1^{er} septembre reste seul à examiner ; — Attendu qu'il est constant, tant par le procès-verbal que par la déclaration des prévenus, que le 1^{er} septembre dernier, à dix heures et demie du soir, au moment où les gendarmes sont entrés, la famille Taupin était à table, dans la cuisine, avec les sieurs Houssaye, Dorelans, Houel père et fils ; — Qu'il est encore constant, par l'enquête : 1^o que la salle de l'établissement ne contenait personne (témoin gendarme Chislet) ; 2^o que les étrangers à la maison Taupin avaient été invités précédemment par Taupin lui-même, à Lisieux, de dîner ce jour-là ; 3^o qu'en vue de l'ouverture de la chasse, motivant l'invitation et la réunion, les sieurs Houssaye et Dorelans avaient couché chez Taupin, où ils avaient été apportés la veille par le témoin femme Proulin, et y sont restés deux jours ensuite ; 4^o que, devinant leur présence après l'heure, des consommateurs s'étaient présentés et n'avaient pas été reçus ; 5^o que le sieur Taupin avait été autorisé par le maire de Manerbe à conserver ses invités ce jour-là après l'heure de fermeture ; — Qu'il y a lieu d'examiner si les circonstances au milieu desquelles le fait relevé s'est produit, la

bonne foi qui y a présidé sont de nature à en détruire la culpabilité, à établir une excuse légale ; — Attendu que la contravention existe par le seul fait de la désobéissance aux prescriptions ou de la négligence à les suivre, indépendamment de toute intention criminelle ou de volonté malveillante (Chauveau et Hélie, t. VIII, p. 277) ; qu'elle est un fait matériel, n'atteignant en rien l'honneur et la considération de celui qui le commet (Cass., commissaire de police de Pont-l'Évêque contre Gosset, maire de Formentin) ; — Attendu qu'en l'état trois questions se présentent : 1^o le maire peut-il, par une autorisation ou arrêté spécial, autoriser les cafetiers ou cabaretiers à dépasser l'heure prescrite par l'autorité supérieure pour la fermeture de ces établissements ? 2^o les voyageurs séjournant dans une auberge sont-ils en contravention aux règlements sur la fermeture des lieux publics en s'y trouvant après l'heure prescrite ? 3^o le maître d'un lieu public peut-il recevoir ses amis invités à sa table, dans son établissement, après l'heure réglementaire ? — Sur la première question : — Attendu que la police des cabarets et autres lieux publics est, comme mesure de sûreté générale, dans les attributions préfectorales ; que, dès lors, les arrêtés émanant de cette autorité peuvent avoir pour effet de modifier les arrêtés des maires, dont la vigilance ne s'exerce que sur leurs communes, mais qu'en aucun cas le maire ne peut modifier l'arrêté pris dans les conditions ci-dessus (Cass., 17 mai 1861), à moins d'avoir fait approuver par cette même autorité un arrêté modificatif émané de lui, ce qui n'existe pas dans no-

tre espèce; qu'il suit de là que l'autorisation donnée par le maire de Manerbe à Taupin était insuffisante; — Sur la deuxième question: — Attendu que la défense faite à ceux qui donnent à boire et à manger de retenir du monde chez eux ne saurait s'étendre aux aubergistes à l'égard des voyageurs, pensionnaires, ou logeant chez eux (Cass., 15 mars 1853, 8 janvier 1857); que l'aubergiste peut même retenir chez lui les voyageurs revenant d'une foire et allant chez eux, ne s'arrêtant que pour se rafraîchir ou faire manger l'avoine à leurs chevaux (Cass., 7 février 1857); que d'ailleurs l'article 7 de l'arrêté précité fait exception pour les voyageurs de passage; — Attendu qu'il est démontré par l'enquête que les sieurs Houssaye et Dordéans séjournaient lors du procès-verbal comme voyageurs ou amis chez le sieur Taupin et que, dès lors, la contravention relevée de ce chef n'est pas établie; — Sur la troisième question: — Attendu que la contravention à un arrêté préfectoral sur l'heure de fermeture des lieux publics ne peut être excusée sous le prétexte que l'individu était dans la cuisine, attendant au café, à titre d'ami de la famille (Cass., 13 avril 1866); — Que, lorsqu'un arrêté préfectoral fixant la fermeture des cabarets prescrit en même temps au buveur de s'en retirer, le juge ne peut acquitter les prévenus sous prétexte qu'ils étaient invités par l'aubergiste à boire gratuitement en reconnaissance de services rendus (Cass., 4 novembre 1864); — Que cette jurisprudence est inexorablement confirmée par un grand nombre d'arrêts; — Attendu, dès lors, que, le juge ne pouvant admettre d'excuses

là où la loi ou la jurisprudence les refuse, malgré la bonne foi et l'honorabilité bien constatée de Taupin, les qualités de la famille, malgré les habitudes paisibles d'hommes de bien, de conduite régulière, de MM. Houel père et fils et les services aussi nombreux que désintéressés de M. Houel père dans les fonctions de magistrat municipal qu'il remplit avec distinction, le fait par le premier d'avoir gardé des consommateurs et par les derniers d'avoir séjourné après l'heure réglementaire dans l'établissement susdit tombe sous l'application de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 1852, ainsi conçu: « Il est enjoint « aux cafetiers, cabaretiers et autres « débitants de fermer leur établisse-
« ment au plus tard, savoir: à neuf
« heures du soir, du 1^{er} novembre
« au 31 mars; et à dix heures, du
« 1^{er} avril au 30 septembre »; et de l'article 11 du même arrêté, ainsi conçu: « Il est enjoint à toute per-
« sonne présente dans un de ces éta-
« blissements de se conformer aux
« diverses dispositions qui précèdent,
« comme aux cabaretiers et cafe-
« tiers, sans qu'il soit besoin d'y con-
« traire ou même d'avertir les-
« dites personnes; » — Que cette contravention est punie par l'article 471, n° 15, du Code pénal, ainsi conçu: « Punis d'une amende de
« 1 à 5 francs... » — Par ces motifs;
— Sans égard à l'autorisation inefficace donnée à Taupin par l'autorité locale; — Sans égard au moyen tiré de l'invitation, prouvée par l'enquête, de Taupin aux consommateurs trouvés chez lui, à l'heure indue, le 1^{er} septembre dernier, dans sa cuisine et à sa table; — Sans égard à la bonne foi d'ailleurs évidente

et prouvée des prévenus, inopérante comme excuse dans la cause; — Et sans avoir autrement égard aux conclusions et aux moyens des parties; — Dit que les sieurs Houssaye et Dorléans, séjournant le 1^{er} septembre dernier chez Taupin, n'ont commis aucune contravention en y restant après l'heure de fermeture; en conséquence, les relaxe de la poursuite, sans dépens; annule la citation en ce qui les concerne; — Faisant aux prévenus Taupin et Houel l'application des arrêts et lois suscopiés, les condamne chacun en 4 franc d'amende et solidairement aux dépens. »

Observations. — La première solution de ce jugement ne fait point de doute. (Voir, en ce sens, notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v^o *Procès-verbaux*.)

Sur la seconde, il est certain que le prévenu de contravention n'est pas tenu de comparaître en personne et qu'il peut se faire représenter par un fondé de pouvoirs. C'est ce qui résulte des termes exprès de l'article 153 du Code d'instruction criminelle. Mais comment doit être donné le pouvoir? Suffit-il que le fondé de pouvoirs se déclare, devant le Tribunal de police, autorisé à représenter la personne, ou ne faut-il pas qu'il représente une procuration écrite et signée du prévenu? L'affirmative résulte d'un arrêt de la Cour de cassation, du 2 juillet 1859 (ANNALES, 1859, p. 145). En appel il faut

que le ministère public et le juge puissent, s'il y a lieu, vérifier la nature et le caractère du mandat. Voir aussi, en ce sens, un article de notre collaborateur M. Girardot, ANNALES, 1872, p. 118 et suiv.

Sur la troisième question, il est certain qu'un arrêté préfectoral rendu pour toute l'étendue du département est obligatoire et qu'il est applicable à tous les lieux publics, auberges, cafés ou autres établissements analogues. Un arrêté municipal ne saurait donc étendre l'heure réglementaire de fermeture de ces établissements au delà de la limite prescrite par l'arrêté général, à moins que cet arrêté spécial n'ait été approuvé par l'autorité préfectorale de qui émane le règlement général. Voir notamment, en ce sens, Cass., 17 mai 1851, ANNALES, 1852, p. 105.

Enfin, sur la dernière solution, la jurisprudence est également constante. Le juge de police ne peut admettre aucune excuse en matière de contravention aux arrêts qui règlent l'heure de fermeture des lieux publics. C'est ainsi qu'il a été maintes fois jugé que les contrevenants ne sauraient être relaxés sous prétexte qu'ils étaient des amis de l'aubergiste ou des ouvriers employés à sa solde. Il n'y a d'exception qu'en faveur des voyageurs qui doivent passer la nuit dans l'auberge. Voir à ce sujet les nombreux arrêts rapportés dans notre TABLE GÉNÉRALE DES ANNALES, v^o *Lieux publics*. A. B.

ARTICLE 657.

Justice de paix du canton de Raucourt
(Ardennes).

Président : M. VEBER, juge de paix.

18 décembre 1872.

*Louage d'industrie. — Meunier. — Perte
du blé. — Invasion étrangère. — Force
majeure. — Responsabilité.*

Le meunier à qui ont été confiés des sacs de blé pour les convertir en farine dans un délai déterminé, demeure responsable de la perte de ce blé, même survenue par force majeure, alors qu'il a à se reprocher de n'avoir pas livré la farine dans le délai convenu.

Ainsi décidé,

Le 18 décembre 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton de Raucourt, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, le 27 août 1870, le demandeur a remis au défendeur 341 kilogrammes de blé à convertir en farine le jour même ou le lendemain et, dans tous les cas, avant l'invasion; que le défendeur a rendu, le 8 et le 15 septembre seulement, 71 kilogrammes de farine, que le demandeur accepte pour valeur de 1 quintal de blé; qu'un peu après il a promis de rendre encore 25 kilogrammes de farine, et qu'environ trois mois plus tard il a restitué les sacs vides; — Attendu que le défendeur reconnaît tous les faits invoqués par son adversaire, mais nie l'engagement qu'il aurait contracté, de moudre le grain et d'en rendre la farine soit le jour même qu'il lui a été remis, soit le lendemain, soit avant l'invasion; qu'il a invoqué le cas de force majeure et l'extinction de son obligation, parce que son moulin aurait été pillé presque totalement par

l'armée prussienne; — Attendu que cette armée a occupé Raucourt depuis le 29 août jusqu'au 11 septembre 1870; — Considérant que la remise de 71 kilogrammes de farine, le 8 et le 15 septembre, pendant et après l'occupation allemande, la promesse d'en rendre encore 25 kilogrammes, la restitution des sacs vides font présumer que le moulin du défendeur n'a pas été pillé, comme il le prétend; que, dans tous les cas, le blé du demandeur n'a pas été enlevé par les Prussiens, car, s'ils avaient pris le contenu, c'est-à-dire le blé ou la farine, il est très-probable qu'ils auraient également pris le contenant, c'est-à-dire les sacs; — Attendu que tous ces faits et toutes ces circonstances constituent et établissent des présomptions graves, précises et concordantes en faveur de la demande, pour laquelle d'ailleurs la preuve testimoniale serait admissible; — Attendu que, dans le cas de l'admissibilité de la preuve testimoniale et de l'existence des présomptions dont parle l'article 1353 du Code civil, Curasson enseigne que le serment peut être déféré d'office sans qu'il soit besoin d'un commencement de preuve par écrit; — Attendu que d'autres auteurs disent que ces présomptions, dès qu'elles sont admises, forment preuve complète et dispensent du serment; — Quoiqu'il en soit, la demande n'étant ni pleinement justifiée ni totalement dénuée de preuves, nous nous sommes trouvé dans le cas de l'article 1367 du même Code, et nous avons déféré d'office le serment au demandeur, sur tous les points de la demande et notamment sur la convention de moudre le grain et d'en rendre la farine le 27 ou le 28 août,

comme aussi sur les dates de la remise des 71 kilogrammes de farine, de la promesse d'en rendre encore 25 kilogrammes et de la restitution des sacs ; — Attendu que ce serment a été prêté immédiatement à l'audience et dans les formes voulues ; que l'engagement de livrer la farine avant l'invasion est donc établie ; que l'existence de cette convention enlève au défendeur le bénéfice du cas de force majeure et de l'extinction de l'obligation de rendre, car, en supposant même que le blé ou la farine, objet du contrat verbal, ait été enlevée par l'ennemi, Léonard n'aurait qu'à s'en prendre à lui-même de sa propre négligence, négligence consistant en ce qu'il n'a pas exécuté la convention à l'époque prévue et parfaitement déterminée ; — Attendu que, après des contestations sur le prix du blé en 1870, les parties sont tombées d'accord pour l'évaluer à raison de 26 francs le quintal, ce qui fait 54 fr. 86 pour les 211 kilogrammes qui restent à livrer par le défendeur ; — Attendu que les intérêts sont dus à partir du jour de la demande et que celui qui succombe doit être condamné aux dépens ; — Statuant contradictoirement et en dernier ressort, condamnons le défendeur à payer au demandeur la somme de 54 fr. 86, les intérêts du jour de la demande et les frais. »

Observations. — Le contrat par lequel un meunier reçoit des sacs de blé et s'engage à les rendre à l'état de sacs de farine dans un délai déterminé et moyennant un salaire convenu n'a pas les caractères du dépôt, mais bien plutôt celui du louage d'ouvrage ou d'industrie. Par

suite, aux termes de l'article 1789 du Code civil, le meunier ne fournissant pas la matière, mais seulement son ouvrage ou son industrie, n'est pas tenu de la perte de la chose, quand elle a lieu par force majeure. Il n'est tenu que de sa faute. Dans l'espèce, le meunier devait rendre la farine dans un délai déterminé et prochain. Au lieu d'exécuter son obligation, il a conservé le blé à lui confié au delà du terme convenu. Il était donc en faute, et devenait, par cela seul, responsable de la perte. En effet, s'il eût rendu la farine à l'époque convenue, elle eût peut-être été consommée de suite ou vendue par son propriétaire qui n'eût subi de la sorte aucun dommage. Ce dernier ne doit pas être doublement victime du retard du meunier et a droit au remboursement total du prix de son blé. C. M.

ARTICLE 638.

*Justice de paix de Domèvre-en-Haye
(Meurthe-et-Moselle).*

Président : M. BRULFER, juge de paix (1).

30 mai 1871.

Louage d'industrie. — Blé confié au moulin peu avant l'invasion. — Envahissement du moulin. — Perte. — Compensation.

Le meunier qui a reçu du blé à moudre sans fixation de délai est responsable de la perte du blé, même survenue par force majeure, à la suite de l'invasion étrangère, alors qu'il a été admis par la commission municipale au nombre des personnes qui ont droit à indemnité.

Toutefois, il y a lieu de modérer sa responsabilité à raison des circonstances, et de ne le condamner envers le propriétaire du blé qu'au paiement d'une partie de la valeur de ce blé.

(1) Actuellement juge de paix du canton de Bayon (Meurthe).

Le sieur Lanrent Morel, propriétaire à Dieuloard, a fait citer le sieur Eugène Cremer, menuisier, domicilié au moulin de Villers-en-Haye, devant la justice de paix de Domèvre, pour obtenir de lui, à défaut de représentation de deux sacs remplis de blé, ou de farine tenant lieu de ce blé, et de deux sacs vides, blé et sacs qu'il lui a confiés au commencement du mois d'août 1870, paiement de la somme de 70 francs, représentant leur valeur, des intérêts de droit et des dépens de l'instance. — A l'audience du 11 mai 1871, le sieur Morel, développant sa demande, a exposé que c'est le 2 ou le 3 août 1870 qu'il a confié au meunier Cremer les deux sacs renfermant chacun 1 quintal de blé, destiné à être converti en farine; plus, deux sacs vides pour recevoir les sons, sans qu'aucun jour eût été fixé pour la livraison de la farine, cette livraison devant se faire au bout d'un certain temps, comme d'habitude; qu'il n'en a réclamé la remise qu'à la fin du mois d'août, mais que ses réclamations répétées ont été vaines; qu'en décembre de la même année, le défendeur étant venu lui demander de l'autre blé à moudre, il lui a répondu qu'il fallait d'abord qu'il lui fournisse la farine provenant de celui qu'il lui avait confié au commencement d'août; que c'est alors que Cremer lui a déclaré que les Prussiens lui avaient pris ce blé et les sacs en question, sans qu'il eût pu s'y opposer; que c'était un accident de force majeure dont il ne pouvait être tenu, et qu'il se croyait ainsi libéré envers lui; que lui, demandeur, a alors dit à Cremer qu'il voulait bien faire la part des événements, et était tout prêt à entrer en arrangement avec

lui, s'il y consentait, et à supporter pour son compte une partie de la perte, mais qu'en présence des refus persistants et de la mauvaise volonté du défendeur, qui n'a pas daigné se présenter au bureau de conciliation, il ne lui en avait plus reparlé, et avait résolu d'attendre la réouverture régulière des audiences, pour demander cette fois, comme il le fait aujourd'hui, en persistant dans ses conclusions, la remise de tout le blé confié au sieur Cremer, ou de toute la farine capable d'en tenir lieu, avec offre, dans ce dernier cas, de lui solder les frais de mouture, sinon, le paiement intégral de la somme réclamée dans lesdites conclusions de son exploit; il a ajouté que le blé dont s'agit a été donné au meunier en dépôt, que celui-ci en est responsable à ce titre, que d'ailleurs il ne pourrait nullement prouver le pillage qu'il allègue.

Le défendeur a répondu qu'en effet il a reçu du demandeur deux sacs renfermant 2 quintaux de blé, et deux autres sacs vides; qu'il n'a pu moudre ce blé immédiatement, et que quinze jours après environ (le 16 ou le 17 août), alors que l'on était accablé à Villers de passages de troupes ennemies, ce même blé lui a été enlevé de vive force, ainsi que les sacs, par les soldats qui ont envahi son moulin; qu'il ne saurait absolument répondre d'un pareil cas de force majeure; qu'il était loin d'être sûr d'être indemnisé quelque peu de tout ce qu'il avait perdu, et il a conclu à son renvoi sans dépens des fins de la citation, tout en reconnaissant qu'il ne pouvait appuyer ses allégations de témoignages précis. Il a ajouté qu'il n'a point demandé au sieur Morel, en décembre,

de nouveaux sacs de blé, que si son domestique s'est permis de le faire, c'est sans son autorisation.

Le 30 mai 1871, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant le délibéré, et statuant par jugement contradictoire, en dernier ressort; — Considérant que, dans les premiers jours du mois d'août 1870, le sieur Morel a confié au défendeur deux sacs, renfermant chacun 1 quintal de blé, lequel blé devait être moulu par ce dernier et transformé en farine; que le contrat intervenu entre les parties par cette remise d'une chose, avec mission d'en faire un emploi déterminé, spécial à l'industrie du meunier, constitue non pas un *dépôt*, comme l'entend la loi, l'article 1915 du Code civil définissant le dépôt, en général, « un acte par lequel on reçoit la chose d'autrui, « à la charge de la garder et de la « restituer en nature, » mais bien une sorte de mandat, ou plus exactement un louage d'ouvrage ou de services, puisqu'il n'impose pas cette charge de conserver et de rendre en nature; que, cela étant admis et, dans l'espèce, le défendeur étant venu déclarer que, le 16 ou le 17 août dernier, pendant les passages considérables de troupes allemandes, alors qu'il n'avait pas été mis en demeure de remettre la farine au demandeur, aucun délai n'ayant été fixé pour l'opération de mouture, les deux sacs contenant le blé dont s'agit lui ont été enlevés violemment par les soldats ennemis qui avaient envahi son moulin, qu'il lui a donc été de toute impossibilité de s'opposer à leur action, sans péril pour sa

vie, et qu'il y a eu là pour lui un accident de force majeure, dont il soutient n'être pas tenu, il y aurait lieu de demander au même défendeur (car nous n'avons jusqu'alors que sa seule allégation ou celle des siens) de prouver que les choses se sont véritablement passées comme il l'expose, que la perte du blé qui lui avait été confié par Morel provient bien d'une force majeure, c'est-à-dire que c'est bien ce même blé qui lui a été ravi de vive force par l'armée envahissante, nous référant ainsi à l'article 1789 du Code civil, qui dispose « que, dans le cas où « l'ouvrier fournit seulement son tra-
« vail ou son industrie, si la chose « vient à périr, l'ouvrier n'est tenu « que de sa faute, » à condition, bien entendu qu'il fera la preuve du vice de la matière, ou, comme ici, de la force majeure; — Mais, considérant aussi qu'il y a lieu de faire la part des circonstances dans lesquelles on se trouvait à cette époque, où chacun se gardait bien de quitter son domicile, et y veillait, autant que faire se pouvait, à la conservation de sa propriété, et surtout de se reporter à la situation exceptionnelle du défendeur, dont l'habitation est écartée du village de Villers-en-Haye, et auquel il eût été très-difficile de se procurer, au moment de l'accomplissement du fait dont il arguait pour sa défense, des témoins irrécusables de ce même fait; que, cependant, si le demandeur ne doit point strictement exiger le paiement intégral ou la restitution entière des deux sacs de blé ou de leur équivalent en farine, eu égard aux événements douloureux qu'il a fallu subir, et à l'impuissance dans laquelle serait aujourd'hui le défendeur de fournir la preuve dont s'agit,

celui-ci ne doit point non plus se croire déchargé, comme il l'a toujours prétendu, de toute responsabilité; que, d'ailleurs, il a été reconnu par la commission municipale de Villers, chargée de recevoir les réclamations premières des habitants qui ont souffert des réquisitions, des pillages et autres dommages, que le moulin du cité avait dû souffrir de l'invasion dans une certaine mesure, et que cette commission a admis celui-ci pour une somme de 160 francs, représentant la valeur de 500 kilogrammes de blé enlevé, et une somme de 10 francs pour les sacs vides également enlevés, au nombre des personnes qui ont droit à des indemnités, ce qui a été accepté par Cremer qui a signé son acceptation, et bien qu'il eût fait état depuis, devant nous, sans offrir toujours de fournir aucune preuve à l'appui de ses réclamations, de pertes de blé beaucoup plus considérables; que, dans cet état de choses, il y a lieu de faire supporter à l'une et à l'autre des parties moitié de la perte survenue; — Par ces motifs; — Condamnons le défendeur à payer au demandeur: 1° la somme de 35 francs, formant moitié de celle réclamée par ce dernier pour la valeur du blé et des toiles qui ne peuvent lui être rendues, si mieux n'aime le défendeur désintéresser son créancier en nature (le blé devant être calculé au taux de l'époque où les sacs ont été emportés du domicile du sieur Morel), et ce, dans la quinzaine à partir de ce jour, jusqu'à concurrence de ladite somme de 35 francs; 2° les intérêts légitimes de cette somme; 3° et attendu que le même défendeur a eu le tort de ne point comparaître, sur billet d'avertissement, devant nous, quoi-

que non empêché de le faire, rendant toute tentative de conciliation impossible, le condamnons aussi aux frais de la citation du 4 mai dernier, comme à tous les autres dépens.»

Observations. — L'espèce du présent jugement ressemble à celle qui précède, avec cette différence qu'aucun délai n'avait été fixé pour la livraison de la farine. La responsabilité du meunier, qui n'avait à se reprocher que de ne pas l'avoir livrée aussi rapidement qu'il l'aurait pu, s'en trouvait donc considérablement atténuée, bien qu'elle continuât d'exister dans une certaine limite. Il n'aurait pas été juste de laisser supporter toute la perte au propriétaire du blé, alors que le meunier devait recevoir une indemnité à raison des sacs de blé enlevés chez lui par l'armée envahissante. Le juge de paix saisi de la demande, en partageant par moitié la perte entre les deux parties en cause, nous paraît donc avoir fait une équitable appréciation de leurs droits respectifs. Au surplus, le demandeur avait lui-même, au début et à titre de transaction, offert de supporter une partie de la perte. Le juge de paix, dont le rôle consiste à rechercher dans un procès tous les éléments de conciliation qu'il comporte, agit toujours sagement en tenant compte des offres faites par les parties elles-mêmes avant l'instance, alors même que ces offres ne seraient pas formellement reproduites à sa barre.

A. B.

ARTICLE 659.

Tribunal de simple police de Merville
(Nord).

Président : M. ARNOULD, juge de paix.

30 juillet 1873.

Tapage nocturne. — Ivresse manifeste.
— *Récidive. — Jugement par défaut*
non encore signifié. — Double contra-
vention. — Amende.

L'état de récidive ne peut résulter que d'un jugement ayant acquis l'autorité de la chose jugée au moment de la perpétration du fait qui donne lieu à la seconde poursuite.

Par suite, un jugement rendu par défaut et non encore signifié ne peut servir de base pour l'application des peines de la récidive.

Lorsque le prévenu est convaincu d'avoir troublé la tranquillité des habitants, le soir, étant en état d'ivresse manifeste, il y a lieu à l'application d'une double amende pour la contravention de tapage nocturne et d'ivresse manifeste.

Ainsi décidé,

Le 30 juillet 1873, par jugement du Tribunal de simple police du canton de Merville en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que du procès-verbal, de la déposition des témoins et des débats résulte la preuve que l'inculpé s'est rendu auteur le 6^e de ce mois, à onze heures du soir, de tapage nocturne troublant la tranquillité des habitants, étant dans un état d'ivresse manifeste, sur la voie publique, rue des Capucins, à Merville ; — Attendu que ces faits constituent des contraventions distinctes, l'une pour tapage nocturne, prévue et réprimée par l'article 479 du Code pénal ; l'autre pour ivresse, prévue et réprimée par l'article 1^{er} de la loi des 16 février, 14 avril 1872 et 23 janvier 1873, promulguée le 3 février

suivant, portant : « Seront punis « d'une amende de 1 à 5 francs « inclusivement, ceux qui seront « trouvés en état d'ivresse manifeste « dans les rues, chemins, places, ca- « fés, cabarets ou autres lieux pu- « blics. — Les articles 474 et 483 du « Code pénal seront applicables à la « contravention indiquée au para- « graphe précédent ; » — Attendu que l'inculpé a été condamné une première fois pour ivresse, par ce Tribunal, par jugement par défaut du 11 juin dernier, à lui signifié seulement le 11 de ce mois, c'est à dire cinq jours après que le second fait d'ivresse a eu lieu ; — Attendu, en droit, que l'état de récidive ne peut résulter que d'un jugement définitif ayant acquis l'autorité de la chose jugée, au moment de la perpétration du fait qui donne lieu à la seconde poursuite ; — Que dès lors ce premier jugement rendu par défaut, alors non encore signifié, par cela même ne devant acquérir de caractère définitif qu'après l'expiration des délais d'opposition et de recours en cassation, ne peut dans la cause servir de base ni être pris en considération pour l'application des peines de la récidive ; — En ce qui concerne la contravention pour tapages nocturnes : — Attendu qu'il existe des circonstances atténuantes ; — Vu à cet égard les articles 463 et 483 combinés du Code pénal, desquels il résulte que lorsqu'il existe des circonstances atténuantes, le Tribunal peut amoindrir la peine, ces articles ainsi conçus..., etc. ; — Vu aussi l'article 162 du Code d'instruction criminelle ; — Faisant application de ces articles et statuant par jugement contradictoire et en dernier ressort ; — Condamne ledit Lembrez (Juvénal)

pour la première contravention : tapage nocturne, en 3 francs d'amende, et pour la seconde ivresse manifeste, en 5 francs d'amende, ces amendes applicables au profit de la commune de Merville, et aux dépens liquidés à...; — Fixe à cinq jours la durée de la contrainte par corps. »

Observations. — Voir dans le sens de la première solution, Cass., 7 février 1862, *ANNALES*, 1862, p. 411. Il a même été jugé qu'un jugement de police susceptible d'appel n'étant définitif, quoique contradictoire, qu'autant qu'il a été signifié au prévenu, ce dernier n'est pas passible des peines de la récidive, si ce jugement ne lui a pas été signifié, alors même qu'il aurait volontairement exécuté le jugement de condamnation. Cass., 24 janvier 1862, *ibid.*, p. 312. A. B.

ARTICLE 660.

Justice de paix du c. de Montastruc
(Haute-Garonne).

Président : M. Luc. CHALONS, juge de paix.

9 août 1873.

Action personnelle et mobilière. — Acte administratif. — Déclinatoire. — Compétence. — Question préjudicielle. — Sursis. — Délai à impartir aux parties pour faire statuer.

Le juge de paix est compétent pour connaître d'une demande en paiement de 200 francs pour prix d'une parcelle de terrain acheté par une commune pour l'élargissement d'un chemin vicinal, alors même que le prix d'acquisition, traité à l'amiable, a été constaté par un acte administratif en due forme.

Mais, si la commune défenderesse soutient que le terrain, acquis par une précédente administration, était la propriété de la commune et non celle du vendeur, cette

exception constitue une question préjudicielle qui doit être portée devant les Tribunaux compétents, et le juge de paix doit surseoir au jugement au fond, renvoyer les parties à se pourvoir, en fixant le délai dans lequel elles devront faire diligence.

Les époux Darnès ont fait citer M. le maire, représentant la commune de Montastruc, en paiement d'une somme de 200 francs due par ladite commune, aux termes d'un acte administratif du 6 mars 1870, prix d'une parcelle de terrain qui a servi à l'agrandissement d'un chemin vicinal, dit *le Chemin-Vert*.

M. le maire, dûment autorisé à répondre à l'instance des époux Darnès, soutient, au nom de la commune de Montastruc, que le juge de paix est incompétent : 1° parce qu'il s'agit d'apprécier le mérite d'un acte administratif, le conseil municipal soutenant la nullité de la vente administrative dont veulent se prévaloir les époux Darnès ; 2° parce que, lors même que la validité d'un acte administratif ne serait pas en jeu, ce ne serait pas devant l'autorité judiciaire que les époux Darnès devraient se pourvoir pour obtenir le montant de ce qu'ils prétendent leur être dû.

Le 9 août 1873, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que les époux Darnès sont recevables à venir demander à la justice les moyens de garantir et exécuter les droits qu'ils prétendent avoir contre la commune de Montastruc, représentée à l'audience par M. le maire, dûment et spécialement autorisé à cet effet ; — Que, sans examiner ici l'acte administratif sur

lequel lesdits Darnès entendent fonder leur prétention, non plus que les causes qui ont pu donner lieu à cet acte, il suffit de reconnaître d'abord qu'il s'agit dans l'espèce d'une action personnelle et mobilière dont la loi attribue la connaissance aux juges de paix dans des limites déterminées; — Que, dès lors, la compétence du juge ne saurait être douteuse, et que c'est vainement que l'on déclinerait cette compétence au profit d'une autre juridiction; — Mais attendu que l'exception négatoire de propriété, soulevée par la commune défenderesse, constitue une question préjudicielle dont la solution, préalable à tout débat au fond, appartient incontestablement à une autre juridiction qui doit être saisie dans un délai à impartir aux parties; — Qu'en conséquence il y a lieu de surseoir au jugement de la demande, et de renvoyer les parties à se pourvoir et faire diligence devant les Tribunaux qui doivent en connaître; — Attendu qu'il y a lieu de réserver les dépens; — Par ces motifs, jugeant publiquement, contradictoirement et en premier ressort; — Nous nous déclarons compétent, retenons la cause, et sursoyons à juger jusqu'à ce que, par les Tribunaux compétents, il ait été préalablement statué sur la question préjudicielle soulevée par la commune défenderesse; — Fixons à trois mois, du jour de la signification du présent jugement, le délai dans lequel les parties devront se pourvoir et faire diligence à cet effet, pour être en temps utile et ultérieurement statué ce qu'il appartiendra; — Tous dépens réservés. »

observations. — Il a été jugé

déjà que la compétence des juges de paix, en matière mobilière et personnelle, se détermine par la somme qui fait l'objet de la réclamation; peu importe que, pour statuer, il soit besoin d'apprécier les clauses d'un contrat, même administratif, si cette appréciation n'engage entre les parties aucune question immobilière (Justice de paix de Saint-Martin-de-Ré, 19 novembre 1866, *BULLETIN*, III, 360.) En présence de l'exception négatoire de propriété soulevée devant lui, le juge de paix saisi, dans l'espèce ci-dessus, a dû certainement surseoir à statuer jusqu'au jugement de l'exception par les juges compétents. Mais c'est avec raison qu'il a retenu l'affaire au fond. A. B.

ARTICLE 661.

*Justice de paix du canton de Lauzerte
(Tarn-et-Garonne).*

*Président : M. BERGASSE-LAZIROULES,
juge de paix.*

29 avril 1873.

*Action possessoire. — Travaux exécutés
en vertu d'un acte administratif. —
Maintenus possessoire.*

Quand des travaux ont été exécutés en vertu d'un arrêté préfectoral sur la propriété d'autrui, et que ce propriétaire forme en temps utile une action possessoire contre l'auteur de ces travaux, cette action est recevable, mais le juge de paix est incompétent pour ordonner la démolition de ces travaux.

Ainsi décidé,

Le 29 avril 1873, par jugement de M. le juge de paix du canton de Lauzerte, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu notre jugement interlocutoire à la date du 25 mars dernier; — Vu notre procès-

verbal de visite des lieux, à la date 19 avril courant, enregistré, ensemble les explications et conclusions des parties ;—Attendu que le sieur Vaisnières, reconnaît que depuis moins d'an et jour il a jeté un pont sur le ruisseau des Milloques, qu'une culée de ce pont est entièrement construite sur la propriété du sieur Velzieux, demandeur au procès ; qu'il reconnaît aussi que Velzieux avait, avant la confection de ces travaux, la possession plus qu'annale, paisible, publique et à titre non précaire de la prairie sur laquelle une culée du pont est aujourd'hui construite ; — Attendu que Vaissières excipe d'un arrêté préfectoral qui, sur le rapport de M. l'ingénieur en chef du service hydraulique, l'autorise à jeter un pont sur le ruisseau des Milloques, et ce à l'endroit même où il l'a construit ;— Attendu que le titre invoqué par Vaissières ne saurait en rien préjudicier aux droits de Velzieux ; que si la jurisprudence est constante, en matière de règlement de cours d'eau, pour déclarer qu'il n'appartient pas à l'autorité judiciaire de faire détruire des travaux faits en vertu d'un arrêté administratif, il reste constant aussi qu'il appartient aux Tribunaux de paix de décider que si le demandeur a la possession annale du terrain sur lequel lesdits travaux ont été exécutés, il doit être maintenu en sa libre possession, défense doit être faite de plus l'y troubler à l'avenir, et des dommages doivent lui être accordés, s'il y a lieu ; — Attendu que Velzieux a déclaré ne pas entendre s'opposer au passage exercé par le défendeur sur le chemin public traversant sa propriété, qu'il se borne à demander que le trouble porté à

sa possession par les travaux du pont nouvellement construit soit réprimé, et que pour ce il soit ordonné que la culée du pont, appuyée sur sa prairie, soit démolie, et qu'il conclut à ce qu'il lui soit alloué une somme de 2000 francs à titre de dommages-intérêts ; — Attendu que nous possédons tous les éléments nécessaires pour fixer la somme des dommages-intérêts réclamés par Velzieux ; — Par ces motifs, jugeant en audience publique, contradictoirement et en premier ressort, donnons acte, sur sa demande, au défendeur de ce que Velzieux n'entend en rien lui contester le droit de passage exercé par lui sur le chemin public traversant sa propriété ; maintenons Velzieux dans sa libre possession de la partie de prairie sur laquelle repose actuellement une des culées du pont ; faisons défense à Vaissières de plus l'y troubler à l'avenir ; condamnons Vaissières à 150 francs de dommages-intérêts ; disons que nous sommes incompétent sur la demande en destruction des travaux exécutés par Vaissières avec l'autorisation de l'administration ; renvoyons, quant à ce, les parties devant les juges qui doivent en connaître ; condamnons Vaissières en tous les dépens, liquidés à 26 fr. 50, non compris l'enregistrement, l'expédition et la signification du présent jugement, s'il y a lieu. »

Observations. — En principe, les Tribunaux civils sont incompétents pour ordonner la destruction des ouvrages autorisés par l'administration ; ils ne peuvent qu'accorder des dommages-intérêts, si l'ouvrage est une atteinte à la possession du demandeur et lui porte préjudice. Quant

à la démolition, elle ne peut être demandée que devant les Tribunaux administratifs, qui seuls peuvent connaître des actes de l'administration. Voir, sur cette question, l'arrêt du 19 août 1845, *ANNALES*, 1^{re} série, t. II, p. 27. A. B.

ARTICLE 662.

Justice de paix du c. ouest de Roubaix (Nord).

Président : M. BONNIER, juge de paix.

17 janvier 1873.

Femme mariée. — Obligation. — Fournitures personnelles. — Autorisation maritale.

La femme, en ce qui concerne les fournitures destinées au ménage commun ou à l'entretien des époux et des enfants, est réputée avoir une autorisation tacite du mari.

Elle peut être condamnée personnellement au paiement des fournitures dont elle a profité seule, telles que fournitures diverses de chapeaux et objets de mode.

Ainsi décidé,

Le 17 janvier 1873, par jugement de M. le juge de paix du canton ouest de Roubaix, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — OUI les parties en leurs dires et conclusions ; — Attendu que la dame Paul Dutilleul, née Céline-Aimée Boulanger, bien que régulièrement citée, n'est ni comparante ni légalement représentée ; — Donnons défaut contre elle, et pour le profit ; — Attendu, en droit, que la femme, en ce qui concerne les fournitures destinées au ménage commun, ou à l'entretien personnel des époux et des enfants, est réputée avoir une autorisation tacite du mari et surtout

qu'elle peut être condamnée personnellement au paiement du prix des fournitures dont elle a profité, ainsi qu'il a été jugé par de nombreux arrêts et jugements, notamment par un arrêt de la Cour de cassation du 30 novembre 1870 (*ANNALES DES JUSTICES DE PAIX*, année 1870, p. 295) ; — Attendu en fait que Paul Dutilleul, contre lequel sa femme est actuellement en instance pour obtenir la séparation de biens, a, par son mandataire, contesté à l'audience quelques articles de la demande primitive comme n'ayant pas profité à sa femme et que, de son côté, Franchomme-Delécluze a spontanément et, pour éviter toute difficulté, déclaré retirer ces menus chefs de demandes dont l'importance totale est de 8 fr. 90 ; — Attendu que, pour le surplus ou la somme de 77 fr. 10, il est établi sans contestation que cette somme forme le prix de fournitures diverses de chapeaux, d'objets de mode et de façons faites à la dame Paul Dutilleul et pour son profit ; — Attendu donc qu'il y a lieu d'adjuger au demandeur ses conclusions ainsi réduites ; — Jugeant en dernier ressort ; — Condamnons la dame Paul Dutilleul née Céline-Aimée Boulanger, à payer au sieur Franchomme Delécluze la somme de 77 fr. 10 pour les causes avant dites et expliquées, outre les intérêts judiciaires, à partir du jour de la demande, et la condamnons de plus en tous dépens. »

Observations. — Voir, dans nos *ANNALES*, l'arrêt cité plus haut, vol. 1870, p. 295. C. M.

ARTICLE 663.

Justice de paix de Châtillon-de-Michaille
(Ain).

Président : M. CHARVET, juge de paix.

17 mars 1873.

*Ouvriers. — Salaires. — Entrepreneur.
Privilage. — Propriétaire.*

Le propriétaire qui a commandé des travaux à un entrepreneur et qui lui a payé, après exécution, le prix total de ces travaux, n'est pas tenu envers les ouvriers de cet entrepreneur du salaire de leurs journées, alors même que ces ouvriers n'auraient pas été complètement soldés par leur patron. C. civ., art. 1798.

Par exploit du 8 mars dernier, les sieurs Moissy, Cavigna, Conona, Blana, Saint-Jean, Datza, Mossu, Niclotte et Massu, tous ouvriers manœuvres, demeurant à Bellegarde, ont fait citer, devant le juge de paix de Châtillon-de-Michaille, M^{me} Bouquet des Chaux, supérieure des religieuses de Musinens, commune de Bellegarde, pour la faire condamner, avec dépens, à leur payer la somme de 366 fr. 50, pour salaire de journées qu'ils ont faites pour elle.

La défenderesse, par l'organe de son mandataire, a répondu : qu'elle n'a pris aucun engagement avec les demandeurs ; qu'elle avait traité, pour l'exécution de certains travaux de terrassement, avec un entrepreneur, le sieur Pierra Grossetti, qui a pris les demandeurs comme ouvriers, à son propre compte ; qu'elle est en mesure de justifier de sa libération complète envers ledit entrepreneur, pour les travaux qu'il a exécutés pour elle, et qu'en conséquence elle conclut à ce que les demandeurs soient déboutés de leur action avec dépens. Les demandeurs ont répliqué qu'ils considèrent ledit

Grossetti comme son chef de chantier et non comme entrepreneur.

Et, le 17 mars 1873, il a été rendu le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — OUI les parties dans leurs dires, moyens et conclusions : — Attendu qu'il résulte des explications des parties, que la défenderesse avait traité avec le sieur Grossetti, comme entrepreneur, pour l'exécution de certains travaux de terrassement, moyennant 80 centimes le mètre cube ; que cet entrepreneur ou tâcheron a reçu, du 18 janvier au 9 février dernier, divers à-compte s'élevant ensemble à 310 francs, au moyen desquels il a fait directement aux demandeurs, qu'il occupait comme ouvriers, quelques paiements à valoir sur leurs journées ; que, le 23 février dernier, mesurage fait des travaux exécutés par Grossetti, la défenderesse a payé, pour solde, à ce dernier, la somme de 194 fr. 95, ainsi qu'il en a été régulièrement justifié ; que, dans la nuit suivante, Grossetti a quitté clandestinement le pays, sans payer auxdits ouvriers le solde de leurs journées, et qu'aujourd'hui ceux-ci veulent considérer ledit Grossetti non comme entrepreneur, mais comme chef de chantier de la défenderesse, afin de rendre cette dernière responsable du montant de leur salaire ; — Attendu que M^{me} Bouquet des Chaux a traité directement avec un entrepreneur et qu'elle n'a pris aucun engagement avec lesdits ouvriers, qui ont été embauchés par Grossetti seul et qui ont reçu des à-compte de lui seul ; et que, dès lors, quelque digne d'intérêt que soit leur position, ils ne peuvent obliger la

défenderesse à payer deux fois lesdits travaux, en la considérant comme propriétaire des ouvrages faits; — Attendu, en droit, que, d'une part, le privilège des ouvriers pour le paiement de leur salaire est établi et en même temps limité par l'article 1798 du Code civil, ainsi conçu : « Les maçons, charpentiers et autres « ouvriers qui ont été employés à la « construction d'un bâtiment ou « d'autres ouvrages faits à l'entre- « prise, n'ont d'action contre celui « pour lequel les ouvrages ont été « faits que jusqu'à concurrence de « ce dont il se trouve débiteur en- « vers l'entrepreneur, au moment « où leur action est intentée; » — Attendu, d'autre part, qu'il a été justifié régulièrement par la défenderesse qu'elle avait payé intégralement audit entrepreneur Grossetti le solde desdits travaux et qu'ainsi les dispositions de l'article 1798 précité ne peuvent d'aucune manière profiter aux demandeurs; — Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens; — Par ces motifs, déboutons les consorts Moissy, Cavigna, Conona, Blana, Saint-Jean, Datza, Mossu, Niclotte et Massu de leur demande et les condamnons aux dépens. »

Observations. — Les ouvriers qui concourent à la construction d'un bâtiment ou d'un ouvrage quelconque fait à l'entreprise ont une action contre le propriétaire à qui profitent ces travaux pour le paiement de leurs salaires à la tâche ou à la journée. Mais cette action est limitée aux sommes restant dues à l'entrepreneur au moment où elle est intentée. Telle est l'économie de l'article 1798 du Code civil, lequel

n'a pu permettre que le propriétaire qui a traité avec un entrepreneur soit exposé à payer deux fois le prix de travaux qu'il a commandés. Si donc le propriétaire s'est entièrement libéré envers l'entrepreneur, les ouvriers non payés du prix de leur journée n'ont plus d'action que contre ce dernier, qui seul les a embauchés et qui est seul leur obligé direct. Dans la cause actuelle, les demandeurs avaient essayé de soutenir que le sieur Grossetti n'était pas, au regard de la défenderesse, un véritable entrepreneur, mais bien seulement un chef de chantier, une sorte de directeur de travaux. Les faits exposés devant le juge saisi ont donné un démenti formel à cette allégation, puisqu'il était certain que la défenderesse n'avait jamais soldé directement les ouvriers embauchés pour le travail dont s'agit, que ceux-ci avaient reçu au contraire les acomptes à eux versés des mains de Grossetti seul, qu'enfin le mémoire de travaux avait été acquitté en totalité entre les mains de ce dernier. C'est donc avec raison que le Tribunal a rejeté l'action des demandeurs, bien que leur situation fût d'ailleurs très-digne d'intérêt, et qu'ils eussent été victimes d'une condamnable tromperie, par la disparition subite de l'entrepreneur. A. B.

ARTICLE 664.

Justice de paix du 1^{er} canton de Reims
(Marne).

Président : M. CH. DE BOURBONNE,
juge de paix.

28 juin 1873.

Action personnelle et mobilière. — Demande en paiement de siphons d'eau

de Seltz. — Dénégation d'écriture. — Incompétence du juge de paix.

Lorsque, sur une demande en paiement d'une créance, le défendeur prétend n'avoir pas signé le récépissé qui lui est opposé et qui constitue la seule preuve de cette créance, le juge de paix doit renvoyer les parties à poursuivre la vérification de cet acte devant le Tribunal compétent pour, après le jugement de l'incident, être, par le Tribunal, statué ce qu'il appartiendra.

Harmand-Rivière, fabricant d'eau de Seltz, a fait citer Jamein, charcutier, à comparaître par-devant M. le juge de paix de Reims, pour s'entendre condamner à lui payer la somme de 18 francs qu'il lui doit pour la valeur de six siphons. A l'appui de sa demande, Harmand-Rivière représente un récépissé ainsi conçu : « Reçu six siphons. JAMEIN, le 23 janvier 1869. »

Jamein, tout en reconnaissant avoir reçu les six siphons, a prétendu les avoir rendus, et, après avoir examiné le récépissé qui lui a été représenté à l'appui de la demande, a déclaré que la signature mise au bas de ce récépissé n'était pas la sienne, et il a conclu à ce qu'il plût au Tribunal déclarer Harmand-Rivière non recevable, en tout cas mal fondé dans sa demande, et le condamner aux dépens. — Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Les parties entendues, statuant par jugement interlocutoire en premier ressort : — Attendu que Jamein prétend n'avoir pas signé la pièce qui lui est représentée ; que cette pièce constitue la seule preuve de la créance dont le paiement est poursuivi ; — Attendu qu'il ne nous appartient pas d'examiner si le moyen de défense invoqué par Jamein est sincère ou

non ; que dans l'état de la cause il y a lieu à une vérification d'écriture qui est dans les attributions des Tribunaux de première instance ; — Donnons acte à Jamein de la déclaration par lui faite qu'il n'a jamais signé la pièce qui lui est présentée, laquelle pièce a été parafée par nous, conformément à la loi ; — Renvoyons le demandeur à poursuivre la vérification de cet acte devant les juges compétents, conformément aux dispositions des articles 195 et suivants du Code de procédure civile, s'il le juge convenable, pour, après le jugement de cet incident, être par le Tribunal statué ce qu'il appartiendra. »

Observations. — La vérification de l'écriture d'une pièce méconnue appartient exclusivement au Tribunal civil. Par suite, le juge de paix devant lequel est déniée l'écriture d'une pièce qui sert de base et de preuve à l'action doit nécessairement surseoir jusqu'à ce qu'il ait été statué par le Tribunal sur la vérification, s'il convient au demandeur d'entreprendre cette procédure onéreuse. Mais le Tribunal civil, s'il est saisi, n'a pas autre chose à juger que la vérification d'écriture, et le juge de paix demeure saisi du fond même de l'action. Voir, en ce sens, Cass., 30 avril 1855, ANNALES, 1856, p. 59.

A. B.

ARTICLE 665.

Jug. de paix de Champagnac-de-Mélaize (Dordogne).

Président : M. VIDEAU - PERRIÈRE,
juge de paix.

7 août 1873.

Dommages aux champs. — Jugement

d'adjudication. — Interprétation. — Incompétence du juge de paix.

Le juge de paix n'est pas compétent pour statuer sur une action pour dommage aux champs, fruits et récoltes, lorsque les droits de propriété sont contestés, et notamment lorsque le conflit qui s'élève entre les deux parties, appuyant l'une et l'autre sur un jugement d'adjudication pour en dégager des prétentions réciproques, soulève une question d'interprétation de ce jugement.

Le droit d'interpréter un tel jugement n'appartient qu'au Tribunal qui l'a rendu.

Le sieur Borie, cultivateur au Grillé, commune de Condat, a fait citer devant M. le juge de paix de Champagnac le sieur Duchassaing de Lasfond aux fins suivantes : — Attendu que le requérant s'est rendu adjudicataire, le 15 du mois dernier, d'une partie du pré de Barrat, exproprié au préjudice de MM. Menut père et fils, située, ladite prairie, au lieu de Barrat, commune de Lachapelle-Faucher, confrontant, ladite partie, la rivière la Côte, M. Saunier et un chemin ; — Qu'il résulte de la déclaration de command que cette partie de pré a une étendue de 40 ares ou un journal ; — Attendu que M. Duchassaing de Lasfond a la connaissance complète de ces faits, puisque le même jour et à la même heure une déclaration de command fut faite à son profit pour les immeubles qui lui ont été adjugés ; — Attendu qu'aux termes du cahier des charges, les adjudicataires sont propriétaires du jour de l'adjudication ; qu'ils entrent immédiatement en possession ; qu'ils payent à la même époque les impôts et les intérêts ; — Que, par suite, le sieur Borie est propriétaire de la partie du pré qui lui a été adjugée à partir du jour de l'adjudication ; — Attendu que, non-

obstant ces circonstances, le sieur Duchassaing a fait faucher par ses métayers, les 22 et 23 du mois de juin dernier, le pré dont il s'agit, et que le 25 du même mois il a fait emmener le foin sans prévenir le requérant, qui était le seul propriétaire incontesté et incontestable de l'immeuble dont il s'agit ; — Attendu que ces faits constituent un dommage fait aux champs qui ressort de la compétence de M. le juge de paix, aux termes de l'article 5 de la loi du 25 mai 1838 ; — Attendu que le foin ainsi enlevé ne peut être évalué à moins de 40 quintaux qui, à raison de 5 francs l'un, font une somme de 200 francs ; — Attendu qu'il est dû en outre des dommages-intérêts au sieur Borie ; — S'entendre, le sieur Duchassaing de Lasfond, condamner à payer au requérant, pour les causes ci-dessus : 1° la somme de 200 francs, représentant la valeur du foin dont il s'agit ; 2° celle de 300 francs, à titre de dommages-intérêts.

Le sieur Duchassaing, invité à s'expliquer sur la demande formée contre lui, répond : qu'en la forme il conclut à notre incompétence, par le motif que le fait dont se plaint le sieur Borie ne constitue point un dommage fait aux champs ; mais qu'il s'agit d'interpréter les clauses de l'adjudication prononcée à la suite de la saisie pratiquée contre Eugène Menut, et de régler d'après ces clauses les droits respectifs de chacun des adjudicataires ; que l'article 5 de la loi du 25 mai 1838 ne peut recevoir dans la cause aucune application ; qu'au fond, et dans le cas où nous jugerions que nous sommes compétent, il est évident que si le sieur Borie doit prendre

immédiatement possession des immeubles qui lui ont été adjugés, ce n'est qu'à la condition formelle de respecter les droits des colons ; que, la partie de prairie adjugée à Borie étant attachée à l'exploitation des trois domaines du Bas-Faureille, les foins provenant de cette prairie ne peuvent être détournés de ces domaines et être enlevés au colon, sauf, bien entendu, à lui Duchassaing, à à faire compte au sieur Borie de la moitié de leur valeur ; qu'il nous prie donc, très-subsidiairement, de lui donner acte de ce qu'il offre à deniers découverts au sieur Borie : 1^o la somme de 31 fr. 10 pour la moitié et la valeur du foin provenant de la prairie qui lui a été adjugée ; 2^o les frais exposés par Borie jusqu'à ce jour, quoiqu'il ait déjà fait, sur avertissement, et, dès lors, avant toute citation, l'offre qu'il réitère aujourd'hui, moyennant ce, débouter Borie de sa demande, toujours avec dépens.

A ces moyens de défense Borie réplique que, le 15 mai dernier, il s'est rendu adjudicataire, à la barre du Tribunal de Nontron, du pré qui donne lieu à la demande en dommages-intérêts qu'il a cru porter devant nous ; que ce pré, avant l'adjudication, dépendait de l'un des domaines du Bas-Faureille, qui a été adjugé à M. Duchassaing ; que, par suite du cahier des charges, ce pré a été distrait de ces domaines et porté dans le premier lot acquis par lui, Borie ; qu'il est vrai qu'au cahier des charges il y a une clause générale aux termes de laquelle il est dit que les droits des colons devront être respectés, mais qu'il pense que cette clause générale, presque de style, reste sans valeur, en pré-

sence de cette autre clause du cahier des charges qui porte : « Les adjudicataires entreront en possession et jouissance du jour de l'adjudication, et ils payeront les impôts et les intérêts à partir de la même époque. » — Que, dès lors, il lui semble que non-seulement M. Duchassaing n'a aucun droit sur cette parcelle dont il n'est pas adjudicataire, mais que même le colon du domaine dont elle a été détachée, et qui l'exploitait, n'y a également aucun droit ; c'est-à-dire pas même la moitié du foin qu'on y a indûment récolté en totalité ; qu'il ne pense pas que le demandeur, qui tient son titre de l'expropriation, puisse être inquiété par le colon, alors que ce titre lui confère sans restriction le droit de jouissance à partir du jour de l'adjudication, en lui en imposant surtout les charges à partir de la même époque ; que si la prétention du défendeur était accueillie, elle conduirait à ce singulier résultat, tout à fait contraire au cahier des charges : que, n'ayant pas acheté, il jouirait sans charges, et que le véritable adjudicataire payerait les impôts et les intérêts sans jouir de la propriété qui lui a été adjugée ; qu'enfin, son droit de propriété n'étant pas et ne pouvant pas être contesté, nous nous trouvons en présence d'un dommage causé aux champs ; que, par suite de tout ce qui précède, il conclut à notre compétence et nous demande l'adjudication des conclusions de son exploit introductif d'instance, refusant, comme insuffisantes, les offres qui lui sont faites par M. Duchassaing.

Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Oui les

parties en leurs dires et conclusions ; — Attendu qu'aux termes de l'article 5, n° 1, de la loi du 25 mai 1838, les juges de paix connaissent sans appel jusqu'à la valeur de 100 francs et, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, des actions pour *dommages faits aux champs, fruits et récoltes*, soit par l'homme, soit par les animaux, lorsque les droits de propriété ou de servitude ne sont pas contestés ; — Attendu que les faits dommageables auxquels s'applique la compétence du juge de paix, eu égard aux objets prévus par le texte de cet article, présentent toujours le caractère d'un délit ou d'un quasi-délit ; — Que si ce caractère manque à la demande par suite d'un droit sérieux de propriété invoqué par le défendeur, le juge de paix doit se déclarer incompétent ; — Attendu, ces principes posés, que, pour affirmer ou décliner notre compétence, nous avons à rechercher, en présence des conclusions respectives des parties et de leurs moyens de défense, si le fait constitutif du dommage allégué par Borie offre bien un caractère délictueux, s'il rentre bien surtout sous l'application de l'article 5 précité ; — Attendu que le demandeur prétend que son droit à la récolte du pré acquis par lui le 15 mai dernier est absolu, et qu'il ne peut être modifié ou réduit de moitié, parce que le cahier des charges renferme cette clause qui ne prête pas à l'équivoque : « Les adjudicataires entreront « en possession et jouissance du jour « de l'adjudication, et ils payeront les « impôts et les intérêts à partir de la « même époque ; » qu'il ne s'expliquerait pas, d'après cette clause formelle, qu'il fût tenu de payer les

impôts et les intérêts de son prix, s'il ne doit pas avoir la jouissance complète de l'immeuble qui lui a été adjugé ; — Attendu que Duchassaing, qui s'est aussi rendu adjudicataire, le 15 mai dernier, du domaine dont on avait détaché une parcelle pour former le lot adjugé à Borie, soutient que le colon qui l'exploitait avant l'adjudication n'a pu perdre son droit sur la récolte de cet immeuble ; que, l'adjudication ne transmettant à l'adjudicataire que les droits appartenant au saisi qu'il représente, le demandeur, dans l'espèce, se trouve n'avoir droit qu'au partage de la récolte en question ; qu'on a si peu voulu porter atteinte ou déroger aux droits des colons que le cahier des charges dit que ces droits seront respectés ; qu'il y a dans cette clause la consécration du droit du colon sur la parcelle de pré adjugée à Borie ; que le cahier des charges veut simplement dire que Borie a la possession et jouissance de l'immeuble qui lui a été adjugé, eu égard aux droits des colons ; que, s'il trouve néanmoins que dans ce cas il ne devrait pas être tenu au paiement intégral des impôts et des intérêts à partir du jour de l'adjudication, il n'a qu'à demander une diminution de prix, sans s'adresser au défendeur, qui n'a évidemment commis à son encontre aucune violation de propriété ; qu'il n'y a de sa part, dans le fait dont se plaint son adversaire, que l'exercice régulier de ses droits de colon, confirmés et respectés, au reste, par le jugement d'adjudication ; — Attendu que ces moyens de défense nous paraissent assez sérieux ou juridiques pour ne pas nous permettre de voir dans le fait qui sert de base à l'action dirigée

contre le défendeur la faute délictueuse ou quasi-délictueuse qui, seule, rentre dans les termes de l'article 5, n° 1 ; — Qu'il pourrait y avoir tout au plus, dans le fait relevé par Borie, la cause d'une action en réparation d'un préjudice né d'une fausse appréciation des droits du colon, une sorte de faute contractuelle qui échappe à l'application de l'article 5 précité et qui sort, dès lors, de notre compétence, en raison de la quotité des dommages-intérêts demandés ; — Attendu, à un autre point de vue, que, lors même qu'en raison de la quotité de la demande nous aurions été compétemment saisi, la nature des moyens invoqués par Duchassaing se trouve exercer sur la contestation une influence qui la place en dehors de nos attributions ; — Attendu, en effet, que le conflit qui s'élève entre les parties, s'appuyant l'une et l'autre sur le jugement d'adjudication du 15 mai pour en dégager des prétentions réciproques, soulève une question d'interprétation qui échappe à notre pouvoir de juridiction ; qu'il ne nous appartient pas, dans ce cas, pour déterminer les droits de chacune d'elles, d'expliquer le sens des deux clauses insérées au cahier des charges et qui, prises à la lettre, semblent s'exclure dans l'application ; que ce droit est réservé au Tribunal seul de première instance, qui a rendu le jugement ; — Attendu, par suite de ce qui précède, qu'en raison tout à la fois de la quotité de la demande et de la question incidente d'interprétation qui devient en réalité le principal objet du procès, nous n'avons pas seulement à surseoir, mais à nous dessaisir ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en

premier ressort, nous nous déclarons incompétent et condamnons le demandeur aux dépens. »

Observations. — Ce jugement, très-exactement motivé, ne nous laisse rien à ajouter à l'appui de la solution qu'il contient ; c'est avec raison que le juge de paix s'est déclaré purement et simplement incompétent, et n'a point ordonné un sursis. En effet, la contestation n'avait pas, à véritablement parler, le caractère d'une action pour dommages aux champs, mais présentait à juger la question de savoir à qui devait appartenir, aux termes du jugement d'adjudication, la récolte de foin litigieuse, les deux parties paraissant avoir d'ailleurs des raisons sérieuses et valables à faire valoir à l'appui de leurs prétentions respectives. C'est au Tribunal civil seul qu'il appartenait, dans l'espèce, de trancher cette question, et le juge de paix était incompétent pour en connaître, tant à raison du taux de la demande que de la nature du litige.

N. D.

ARTICLE 666.

*Justice de paix du canton de Hancock
(Ardennes).*

Président : M. VEBER, juge de paix.

6 juin 1872.

Contrat d'apprentissage. — Acte sous seing privé. — Vice de l'acte. — Désobéissance de l'apprenti. — Dommages-intérêts.

L'apprenti est tenu de faire, quand ils lui sont commandés, les travaux imposés à tous les ouvriers de l'atelier ; il ne saurait s'y refuser sous prétexte qu'il n'est pas payé comme les ouvriers plus anciens.

La désobéissance de l'apprenti et son refus

de rentrer dans l'atelier, sans motif valable, constituent les causes qui, aux termes de l'article 16 de la loi du 22 février 1851, peuvent faire résoudre le contrat et donnent lieu à des dommages-intérêts au profit du maître.

Ainsi décidé,

Le 6 juin 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton de Raucourt, rendu dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant notre délibéré et faisant droit : — Attendu que, le 7 novembre dernier, un contrat d'apprentissage sous signatures privées est intervenu entre Driquet et Domas, celui-ci stipulant pour son fils mineur ; qu'aux termes de ce contrat, le jeune Domas (Augustin) devait apprendre, pendant deux ans, du 7 novembre 1871 au 7 novembre 1873, dans les ateliers de Driquet, l'état de mouleur en quincaillerie et toucher pour son travail, dès le commencement de l'apprentissage, une rémunération de 1 fr. 50 par 100 kilogrammes de marchandises faites ; — Attendu que ce contrat, dûment enregistré, a été exécuté jusqu'au 11 avril dernier, c'est-à-dire pendant cinq mois et quatre jours ; qu'à cette date, le jeune apprenti a refusé formellement et à différentes reprises de transporter à quelques pas et pendant un quart environ par jour les châssis servant à la fabrication, travail imposé à tous les ouvriers de l'atelier, sous le prétexte qu'il n'était pas payé sur le même pied que les ouvriers les plus anciens ; que, pour cette désobéissance, Driquet, dans le but de donner un exemple et de corriger le jeune récalcitrant, l'a renvoyé à son père, qui l'a soutenu

et conservé chez lui ; que Driquet, pour se conformer aux prescriptions de la loi du 22 février 1851, a écrit au père pour l'informer de ce qui s'était passé et pour l'engager à faire rentrer son fils dans ses ateliers ; qu'il n'a donc en aucune façon violé soit la loi, soit le contrat d'apprentissage ; — Attendu que le transport des châssis est un travail qui n'est pas étranger à l'état que le jeune Domas devait apprendre, qu'il lui était d'ailleurs payé comme aux autres apprentis ; que le contrat oblige, d'un autre côté, Domas fils à obéir à ses supérieurs en tout ce qu'ils lui commandent de licite et d'honnête ; que là encore Driquet n'est pas en faute ; — Attendu qu'à la barre, le défendeur a reconnu l'existence et les stipulations du contrat d'apprentissage invoqué et produit ; qu'il aurait consenti à remettre son fils dans les ateliers de Driquet, si les transports lui étaient payés aux taux des anciens ouvriers, condition qui a été refusée avec raison, car elle n'a pas été prévue par l'acte qui lie les parties ; — Attendu par conséquent que les Domas ont refusé et refusent encore d'exécuter des conventions librement formées et qui font la loi des contractants ; — Quant à la forme du contrat d'apprentissage : — Attendu qu'il ne contient ni les prénoms ni l'âge du maître, ni le domicile de l'apprenti, ni les indications relatives à sa mère, et n'est ainsi pas conforme à quelques-unes des prescriptions essentielles de la loi du 22 février 1851 ; qu'il est fait sous signatures privées et qu'il n'y est pas exprimé qu'il a été fait double, car ces mots : « en double », qui le fixissent, ont été évidemment ajoutés après coup, émanant d'une main

autre que celle qui a écrit le corps de l'acte et ont été tracés avec une encre différente ; — Attendu que l'acte sous seing privé qui contient des conventions synallagmatiques n'est valable que s'il a été fait en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct et si chaque original contient la mention du nombre des originaux qui ont été faits ; — Mais considérant néanmoins que ce contrat, malgré ses vices de forme, pourrait encore servir de commencement de preuve, avec tous les avantages que la loi y attache, des conventions y énoncées, lesquelles d'ailleurs ne sont nullement niées par le défendeur ; supposant même que l'acte synallagmatique que nous occupe soit nul et de nul effet, nous nous trouverions encore en présence d'un contrat d'apprentissage verbal permis par la loi sur la matière, car toutes les conventions insérées dans ledit acte et invoquées par Driquet sont reconnues par Domas ; — Attendu que ce contrat, qu'il soit écrit ou verbal, se trouve rompu par la volonté de l'une des parties, Domas père et fils, qui ont tous les torts de leur côté, parce que l'apprenti a formellement et gravement désobéi à son maître et a ensuite refusé de rentrer dans les ateliers de celui-ci sous un prétexte de nulle valeur ; — Attendu que cette désobéissance et ce refus constituent les causes qui, aux termes de l'article 16 de la loi du 22 février 1851, peuvent faire résoudre le contrat ; — Attendu que toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages-intérêts qui, en général, sont de la perte soufferte par le créancier et du gain dont il a été privé ; — Considérant que les

dommages-intérêts doivent être réglés par le juge, s'ils ne sont prévus ni par la loi ni par le contrat, et ce, que la résolution ait lieu de plein droit ou qu'elle soit prononcée par suite de la demande de l'une des parties, car l'article 16 de la loi précitée ne distingue pas ; — Considérant que l'apprentissage et le travail du jeune Domas auraient dû durer encore dix-neuf mois moins quatre jours, que c'est pendant ces derniers mois que le maître aurait pu bénéficier sur le travail et être indemnisé de sa perte de temps et des matières premières qui ont évidemment été gâtées pendant les cinq premiers mois ; qu'il est à notre connaissance personnelle que, pendant les six premiers mois de l'apprentissage, si l'ouvrier est intelligent comme le jeune Domas paraît l'être, le maître n'a sur lui ni perte ni gain et que, pendant les dix-huit derniers mois, il peut bénéficier sur son travail d'environ 20 centimes par jour ; que dix-huit mois peuvent, en moyenne et sans exagération, donner lieu à 380 jours de travail ; que nous posédons donc les éléments nécessaires pour évaluer nous-même les dommages-intérêts à allouer ; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens, et qu'il n'y a pas lieu de faire courir les intérêts de plus longtemps que de ce jour ; — Statuant contradictoirement et en premier ressort, ordonnons au défendeur de faire rentrer son fils mineur dans les ateliers du demandeur, et ce, dans les vingt-quatre heures, sinon déclarons résolu le contrat d'apprentissage intervenu entre les parties et condamnons Domas père à payer à Driquet la somme de 76 francs, à titre

de dommages-intérêts, dont les intérêts courront à partir de ce jour seulement; le condamnons en outre aux dépens. »

Observations. — Jugé, dans le sens de la présente décision, que l'abandon du maître par l'apprenti au moment où le travail de ce dernier pouvait l'indemniser des peines qu'il s'est données pour lui apprendre sa profession doit donner lieu, au profit du maître, à une réparation pécuniaire. Just. de paix d'Aix, 15 septembre 1863, *BULLETIN*, t. VI, p. 139. Voir aussi Just. de paix de Sainte-Hermine, 12 octobre 1864, *ibid.*, t. VII, p. 45. C. M.

ARTICLE 667.

Tribunal de simple police de Roubaix (Nord).

Président : M. BONNIER, juge de paix,

8 mai 1873.

Voirie municipale. — Chaussées macadamisées. — Arrêté municipal. — Voiture. — Contravention.

Est légal et obligatoire l'arrêté municipal, régulièrement approuvé, qui interdit la circulation des voitures non suspendues sur les chaussées macadamisées des boulevards d'une ville.

En supposant que les propriétaires qui ont fait abandon d'une partie des terrains incorporés dans ces boulevards se croient autorisés à se plaindre et à attaquer l'arrêté comme contraire à la stipulation à eux consentie, concernant la libre circulation des voitures, le juge de police n'en doit pas moins accorder force et sanction à cet arrêté, tant qu'il n'a pas été rapporté ni modifié par l'autorité compétente.

En conséquence, le charretier qui a été trouvé conduisant une charrette sur un boulevard macadamisé, contrairement aux prohibitions de l'arrêté, doit être condamné à l'amende édictée par l'article 471, n° 5, du Code pénal.

Le maître du charretier doit être condamné comme civilement responsable du fait de son domestique.

Ainsi décidé,

Le 8 mai 1873; par jugement du Tribunal de simple police de Roubaix, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que le prévenu Henri Delobel, charretier au service du sieur Derville, entrepreneur de constructions, bien que régulièrement cité, n'est ni comparant, ni légalement représenté; — Donne défaut contre lui, et pour le profit; — Vu l'arrêté du maire de Roubaix, en date du 11 janvier 1872, visé le 18 du même mois par le préfet du Nord, concernant la circulation sur les boulevards non pavés, et ainsi conçu en l'article 1^{er} : — « Les « chaussées macadamisées des boulevards ne seront accessibles qu'aux « voitures suspendues; » — Vu aussi l'article 471 du Code pénal, ainsi conçu en son texte, et au numéro 5 : « Seront punis d'amende depuis « 1 franc jusqu'à 5 francs inclusive- « ment, ceux qui auront négligé ou « refusé d'exécuter les règlements « ou arrêtés concernant la petite « voirie; » — Ont les agents de police produits comme témoins en leurs dépositions, la partie civilement responsable en ses conclusions et ses moyens de défense, présentés et développés par M^e Houzé de l'Aulnoye, avocat du barreau de Lille, et l'organe du ministère public en ses réquisitions; — Attendu que, par les conclusions écrites et déposées en faveur de Delobel et de Derville, prévenus, le premier comme auteur et le second comme civilement responsable de contravention à l'arrêté susvisé pour avoir passé, le 10 avril

1873, avec un chariot non suspendu, attelé de deux chevaux et chargé de briques, sur le boulevard de Paris, en cette ville de Roubaix, le relaxe du prévenu est demandé et se fonde sur cette double considération, d'une part, que l'arrêté susvisé serait radicalement nul, comme ayant été pris par le maire en dehors de ses attributions, et, d'autre part, que, suivant une délibération du conseil municipal de Roubaix, en date du 7 février 1867, certains propriétaires, en abandonnant gratuitement à la ville une partie du terrain nécessaire à l'ouverture du boulevard de Paris, alors en projet, ont, entre autres conditions posées par les cédants et acceptées par le conseil municipal, stipulé que « l'avenue sera « plantée, recouverte de gravier avec « fil d'eau et bordures de trottoirs « en grès sur 20 mètres de largeur « et terrasses sur les côtés, de manière à assurer la circulation facile « des voitures et des piétons ; » — Attendu qu'à l'appui de ces conclusions, sans établir ni alléguer qu'il se fût agi de charrois de matériaux pour des constructions sur le boulevard même, rentrant dans les cas exceptionnels, prévus aux articles 2 et 3 de l'arrêté, l'avocat du sieur Derville a invoqué l'article 21 de la loi du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux, et un arrêt de la Cour de cassation du 4 juillet 1837, aux termes desquels texte de loi et arrêt la surveillance et la conservation des chemins vicinaux et spécialement les mesures relatives à l'apposition des barrières de dégel, sur ces mêmes chemins vicinaux sont exclusivement dans les attributions des préfets et non des maires ; — Attendu, en droit, que si la police de la grande voirie,

qui comprend notamment les routes nationales, les routes départementales et les chemins de fer, reste dans le domaine de l'administration supérieure, et si la loi de 1836 a placé sous l'autorité directe des préfets tout ce qui concerne la surveillance et la conservation des chemins vicinaux, soit ordinaires, soit de grande communication, bien que tous ces chemins fussent compris dans la petite voirie, les rues, ruelles, places, quais, promenades, boulevards et même les impasses des villes, communes, bourgs et villages et généralement toutes les voies publiques qui, sans parler du régime exceptionnel des chemins vicinaux, ne dépendent pas de la grande voirie, font partie du domaine municipal et sont soumis aux règlements de la petite voirie ; — Attendu que ces règles élémentaires sont d'ailleurs expressément confirmées par la loi du 18 juillet 1837 qui dispose, en l'article 10, que « le maire est chargé, « sous la surveillance de l'administration supérieure, de la police « municipale, de la police rurale et « de la voirie municipale ; » — Attendu donc que les lois et arrêts cités, les documents produits et les arguments présentés par la défense sont, en ce qui regarde la légalité de l'arrêté municipal, sans application à la cause et que cet arrêté est légal et obligatoire ; — Attendu, au surplus, qu'en supposant que les propriétaires qui ont fait l'abandon d'une partie des terrains incorporés au boulevard de Paris, ceux qui ont été expropriés ou d'autres habitants de Roubaix se crussent autorisés à se plaindre et à attaquer l'arrêté comme contraire à la condition stipulée et consentie concernant la libre circu-

lation des voitures sur ce boulevard, cet arrêté ne devrait pas moins être maintenu en force et vertu, avec obligation pour le juge de simple police d'en procurer la sanction pénale, aussi longtemps qu'il n'aura pas été rapporté ou modifié par l'autorité administrative, seule compétente, et sans qu'il appartienne à aucun titre au Tribunal de simple police d'en connaître; — Par ces motifs, jugeant en dernier ressort, enjoint au sieur Derville de ne plus faire circuler des voitures non suspendues sur les boulevards de la ville de Roubaix hors des cas prévus et des conditions déterminées en l'arrêté du 11 juillet 1872, et, pour avoir contrevenu aux dispositions de cet arrêté, condamne par corps Delobel, défaillant, en 5 francs d'amende, au profit de la commune de Roubaix; — Fixe la durée de la contrainte à deux jours; — Dit le sieur Derville civilement responsable de son charretier ou domestique suivant droit, et condamne l'un et l'autre solidairement aux dépens. »

Observations. — L'arrêté rendu en matière de voirie municipale par le maire de Roubaix rentrait essentiellement à ce titre dans les attributions du pouvoir municipal. Par suite, le juge de police ne pouvait refuser la sanction pénale à un tel arrêté tant qu'il n'avait pas été régulièrement attaqué devant l'autorité administrative supérieure, seule compétente pour en prononcer l'annulation.

C. M.

ARTICLE 668.

Justice de paix du c. de Draguignan
(Var).

Président : M. FAGUET, juge de paix.

11 juin 1872.

Action possessoire. — Servitude de passage. — Chemin d'exploitation ou de desserte.

C'est au juge du possessoire qu'il appartient de déterminer en premier ressort si une voie litigieuse est ou non un chemin d'exploitation ou de desserte; il peut, pour arriver à la solution de cette question, puiser ses éléments de conviction non-seulement dans l'inspection des lieux, mais encore dans l'examen des titres et tous autres genres de preuves.

S'il n'est pas reconnu par ce magistrat que la voie dont il s'agit soit un chemin d'exploitation, ce sont les principes régissant les servitudes discontinues qui doivent être appliqués.

Ainsi décidé,

Le 11 juin 1872, par Jugement de M. le juge de paix du canton de Draguignan, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, par exploit du 12 avril dernier, Pélissier, considérant comme un trouble à sa possession le passage de Belletrud sur une terre qu'il possède aux quartiers du *Dragon* et de *Saint-Michel*, l'a fait citer par-devant le Tribunal de paix de céans afin qu'il lui fût défendu de le troubler à l'avenir; que tout d'abord Belletrud, prétendant ne faire qu'user d'un droit en passant chez Pélissier, promet de produire les titres qui légitimaient sa prétention; qu'à cet effet, et pour lui donner toute latitude, l'affaire fut remise à un mois; mais qu'après ce délai Belletrud, changeant ses moyens de défense,

posa de nouvelles conclusions tendant à faire considérer son passage chez Pélissier comme un droit que lui donnait la nature du chemin litigieux, qu'il prétendit pour la première fois, ce jour-là, être un chemin d'exploitation ou de desserte ; — Attendu qu'envisagée sous cette phase nouvelle la question, rentrant dans les attributions exclusives des premiers juges, devenait très-délicate, car les auteurs et la jurisprudence décidant qu'un chemin d'exploitation peut donner lieu à l'action possessoire sans être appuyé d'un titre, d'un côté, il ne fallait pas admettre à la légère un système qui, rendant inapplicables les principes du droit régissant les servitudes discontinues, pourrait apporter le trouble dans une foule d'héritages où se trouvent de simples passages de tolérance, de bon voisinage ; de l'autre, il fallait cependant ne pas perdre de vue l'intérêt dû à l'agriculture et à certains fonds qui parfois n'ont pas d'autres voies de communication que des chemins d'exploitation ; — Attendu que, pour mieux arriver à déterminer la nature du chemin litigieux, nous avons dû rechercher tous les moyens propres à nous éclairer : consultation des titres et du cadastre d'abord ; de plus, par deux jugements avant dire droit, nous avons ordonné la visite des lieux soit par nous, soit par un expert chargé de les décrire et d'en dresser un plan, et enfin une requête ; — Attendu que, pour rendre plus faciles nos investigations, nous nous sommes tout d'abord demandé ce que sont les chemins d'exploitation, et que, pour résoudre cette question, nous avons recherché avec soin dans la doctrine et la jurisprudence les principes qui

caractérisent ces sortes de chemins ; — Que, de la doctrine, il ressort ce qui suit : Les chemins d'exploitation ou de desserte, que l'on rencontre surtout pour l'exploitation des prairies, des vignobles, sont des chemins qui ont eu pour cause la nécessité ou l'utilité des propriétaires, chacun d'eux abandonnant une faible partie de son fonds. Ces chemins, existant au bord même ou au milieu d'un fonds, doivent se continuer à côté ou sur d'autres héritages, les traces doivent en être visibles. Il faut que le chemin d'exploitation existe depuis longtemps, que le sol sur lequel il est établi soit un terrain non cultivé et assez frayé pour prouver qu'il a servi et *sert encore au passage*. Il doit desservir plusieurs héritages ; il est censé provenir d'un accord tacite préexistant entre tous les propriétaires qui ont intérêt à s'en servir. Chacun d'eux a sur ces sortes de chemins un droit de copropriété ; — Que la jurisprudence sur la matière peut se résumer ainsi : pour qu'un chemin soit considéré comme chemin d'exploitation, il faut qu'il réunisse les caractères suivants : 1° qu'il y ait un sentier battu, que le passage réclamé existe réellement à l'état de chemin ; 2° que les propriétaires qui réclament l'exercice et la copropriété d'un chemin d'exploitation soient riverains ou limitrophes ; que ce chemin borde ou traverse leurs héritages ; que ce chemin soit considéré comme pris sur l'héritage des riverains ; 3° enfin, que ces voies d'accès desservent *plusieurs fonds, un nombre plus ou moins considérable de propriétés* ; — Attendu que, ces principes étant posés, il convient d'examiner si nous rencontrons, dans l'espèce actuelle,

les conditions indiquées ci-dessus ; qu'à cet effet, pour procéder avec méthode et pour rendre plus claire notre démonstration, nous allons passer en revue les diverses sources où nous avons à puiser les éléments de notre conviction : — 1° Examen des titres : — Attendu que, dans les titres respectifs des parties, il n'est nullement question de chemin d'exploitation existant chez elles ; qu'il est dit seulement dans un acte du 30 germinal an XII, contenant partage entre Jean et Charles Muraire : « Sur la ligne divisoire de leurs lots respectifs, entre les premier et deuxième termes, tout l'espace qui se trouve entre ces deux termes sera affecté à un passage par lequel Charles Muraire, à qui la partie supérieure sera ci-après affectée, aboutira à la *Bastide*, et auquel passage Jean Muraire aura aussi droit pour se rendre aux terres inférieures ; » — Attendu que ce passage n'a rien de commun avec le chemin litigieux d'aujourd'hui, dont il n'est nullement question dans l'acte précité, auquel les auteurs de Pélissier sont étrangers ; que, même en admettant que l'auteur Muraire voudrît dans sa pensée raccorder à la voie litigieuse le passage ci-dessus décrit, ce que rien ne prouve, il se serait exprimé autrement dans l'acte précité, et n'aurait pas seulement visé les seuls Charles et Jean Muraire ; que du reste, en aucun cas, Honoré Muraire n'aurait pu conférer un droit que rien ne démontre qu'il possédât lui-même ; — Attendu qu'en remontant à deux cents ans, on voit que la propriété Pélissier, où est le chemin qui nous occupe, n'a jamais rien eu de commun avec celle de Belletrud ou ses auteurs ; que leur

origine n'est pas la même ; que la seule partie de l'héritage Pélissier provenant des Muraire, est justement celle où ne se trouve nulle trace de chemin ; — 2° Examen du cadastre : — Attendu en droit que, si le cadastre n'est pas une preuve de nature à exclure toute preuve contraire, il peut être cependant un élément de conviction ; — Attendu, en fait, que le chemin litigieux n'est pas tracé sur le cadastre ; que l'on y voit au contraire indiqué le chemin vicinal de Saint-Michel, qui est classé à peu près jusqu'au point où commence la voie litigieuse et qui, de cet endroit, a, sur le plan cadastral, sa direction vers le nord aussi bien marquée que dans la partie où il est classé ; — 3° Visite des lieux litigieux : — Attendu que de notre visite des lieux il est résulté : 1° que le chemin litigieux, dont l'assiette est chez Pélissier, a une longueur de 231 mètres, dont une partie est établie sur un terrain de médiocre valeur, l'autre sur une moulière ; 2° qu'à l'extrémité de la moulière est un petit pont divisant les héritages des parties, et qu'à ce point, au lieu de chemin, se trouve au-dessus d'un mur une solution de continuité de 90^m, 60, complantée en blé et vignes d'un âge assez avancé, et à l'extrémité de laquelle nous avons remarqué un gros pied d'olivier (c'est là que, d'après Belletrud, serait la continuation du chemin d'exploitation) ; 3° qu'à partir de ce pied d'olivier, nouveau chemin indiqué sur le plan cadastral, se dirigeant vers le nord : il a une longueur de 135 mètres ; il bifurque ensuite, mais sans indication sur le cadastre, à l'est et à l'ouest, où, après un parcours de 93 mètres environ, il bifurque encore

dans diverses directions. Dans l'ancien héritage Muraire, dont celui de Belletrud est un démembrement, il existe un chemin dont fait partie celui de 133 mètres, dont il est ci-dessus parlé, et qui figure pour cette largeur seulement sur le cadastre; ce chemin, partant des anciens bâtiments Saint-Michel, se dirige vers le sud en passant sur le fonds et près de la bâtisse Belletrud, de construction relativement récente; il va aboutir à la grande route de Rebouillon, au pont de la Clappe; cette voie n'a aucune solution de continuité. C'est ce chemin aussi praticable, quoique plus long, qui nous a paru être le véritable chemin d'exploitation de la propriété Muraire-Belletrud; — Enquête et contre-enquête: — Attendu qu'en laissant de côté dans l'enquête et la contre-enquête tous les détails étrangers à la cause et qui, pour la plupart, n'ont été recueillis qu'à la demande des parties, nous devons cependant faire ressortir ce qui peut être utile à la solution de la question qui nous occupe, c'est-à-dire toujours pour rechercher si le chemin litigieux est ou non chemin d'exploitation; — Qu'il appert, en effet: 1° que les témoins de l'enquête les plus favorables au système de Belletrud parlent surtout des faits de passage que ce dernier aurait exercés sur ledit chemin, lui et ses ouvriers; 2° que le premier témoin de l'enquête, auteur de Belletrud, y passait aussi, ainsi que sur le chemin du Sud, aboutissant à la grande route de Rebouillon, croyant d'après ses titres avoir droit à ces deux voies d'accès; 3° que le cinquième témoin, fermier d'un voisin de Belletrud, le sieur Brieu, tenait de ce dernier que le chemin d'exploitation

était le chemin litigieux, sur lequel il aurait quelquefois, mais peu souvent, transporté le bois et les émondages de sa propriété (ce fait est formellement contredit par les dépositions de cinq autres témoins); — Il résulte de la contre-enquête: 1° que l'assiette du chemin litigieux sur la partie dite *la Moulière* a souvent changé de place et qu'elle a été parfois labourée et semée; 2° que le prétendu chemin au-dessus de la muraille n'a jamais existé, et qu'il y a trente-cinq ou quarante ans, le pont entre les héritages Pélissier et Belletrud n'existait pas non plus; 3° que Belletrud, loin d'affirmer un droit de *copropriété* sur ladite voie, a paru au contraire comprendre à diverses reprises que son droit n'était pas indiscutable, puisque lui et sa femme ont fait à ce sujet des actes de soumission vis-à-vis du propriétaire ou fermier de l'héritage où elle se trouve; 4° que l'exploitation des propriétés voisines, Brieu et Maurel, autrefois Pons, ne se faisait pas par la voie litigieuse, qui ne semblait créée que pour l'usage personnel de Belletrud et sur laquelle personne n'a jamais revendiqué un droit de copropriété, ni exercé un passage qu'à titre de tolérance; — Attendu, enfin, que la déposition du onzième témoin de l'enquête, cité à la requête de Belletrud, détermine de la manière la plus claire l'origine du chemin en question; que voyant toute l'importance de cette déposition, Belletrud, par suite d'une prorogation d'enquête, a fait entendre deux témoins pour essayer d'en atténuer l'effet; mais que ces dépositions après coup n'ont pas ébranlé la confiance que nous imposait celle de ce témoin, faite simplement et avec un

accent de sincérité qui nous a frappé, déposition corroborée du reste par deux autres témoins et qu'il est bon de rapporter sommairement. Le sieur Honoré, âgé de soixante et dix ans, dit : « Je suis venu à l'âge de douze ans dans le quartier, j'y ai habité pendant quarante-deux ans; j'étais fermier dans la propriété veuve Jouffret, aujourd'hui Belletrud; il n'y avait pas de chemin à l'en-droit litigieux, dit *des Moulières*; celui qui existe actuellement, c'est moi qui l'ai fait peu à peu pour ma commodité personnelle, car j'exploitais un autre bien à Rayollet, et en passant par là pour m'y rendre je raccourcissais de beaucoup le trajet que j'avais à faire. Je n'y passais qu'avec l'agrément du fermier de cette propriété. Le chemin d'exploitation de la propriété Belletrud était le chemin du Sud, aboutissant sur la route de Rebouillon, etc. »; — En résumé; — Attendu que du silence des titres, du cadastre, de l'inspection des lieux, de l'enquête et contre-enquête, il résulte, à n'en pas douter, que le chemin dont s'agit n'est pas un chemin d'exploitation, que, cette question préjudicielle ainsi résolue, nous revenons à notre point de départ, et n'avons plus à nous occuper que du fait de passage reproché par Pélissier à Belletrud; — Attendu que ce dernier, tout en reconnaissant être passé chez Pélissier, prétend ne l'avoir fait que par suite de son droit; que la servitude de passage, étant une servitude discontinue, ne peut s'établir que par titre (art. 691, C. civ.), c'est à lui qu'incombe le devoir de prouver le bien fondé de sa prétention; — Attendu que si le juge du possessoire n'a pas le droit de prononcer sur la

validité d'un titre, il peut cependant, c'est un point incontestable aujourd'hui, l'examiner pour caractériser la possession et, tous droits au pétitoire réservés, décider si ce titre imprime à la possession invoquée les qualités requises pour que l'action possessoire soit recevable; — Attendu que le premier soin de ce magistrat, dans cet examen, est de ne pas perdre de vue si le titre constitutif ou récongnitif de la servitude émane du propriétaire du fonds asservi (art. 693, C. civ.); — Attendu que, dans l'espèce, Belletrud ne produit que des titres *a non domino* auxquels Pélissier ou ses auteurs sont restés complètement étrangers; qu'ils sont donc insignifiants et que par suite ils ne peuvent donner à la possession qu'il invoque les qualités requises pour la rendre admissible; — Attendu que nous avons les éléments nécessaires pour évaluer les dommages-intérêts; — Par ces motifs, maintenons Pélissier dans la paisible possession de l'héritage dont s'agit; disons que c'est à tort et sans droit que Belletrud passe sur ce fonds, lui faisons défense d'y passer à l'avenir, le condamnons à 1 franc de dommages-intérêts et aux dépens. »

Observations. — Lorsqu'à une plainte possessoire, à raison de faits de passage que le demandeur qualifie de trouble à sa possession, le défendeur oppose qu'il n'aurait fait qu'user d'un chemin de desserte ou d'exploitation dont l'usage est commun à tous les propriétaires riverains, le juge saisi est nécessairement conduit à examiner la question de savoir si le chemin litigieux a véritablement ce caractère et cette destination. En pareil cas, le juge a

le droit d'éclairer sa religion par tous moyens de preuve, tels que titres, enquête, expertise, etc. En agissant ainsi, il n'empiète pas sur le pétitoire, alors que les investigations auxquelles il se livre n'ont d'autre objet que de caractériser la possession du demandeur et du défendeur. Il lui appartient, après examen des titres et autres moyens de preuve en sa possession, de déclarer que, le chemin n'ayant pas le caractère que le défendeur lui attribue, le droit de passage qu'il prétend exercer constitue une servitude discontinue, laquelle, à défaut de titre, ne saurait être maintenue. Les faits de passage, objet de la plainte, doivent donc en pareil cas être considérés comme trouble, donnant lieu à des dommages-intérêts. Voir, par analogie, l'arrêt de cassation du 20 mai 1828, ANNALES, 1^{re} série, t. V, p. 76. A. B.

ARTICLE 669.

*Justice de paix du 1^{er} canton de Reims
(Marne).*

*Président : M. CH. DE BOURBONNE,
juge de paix.*

26 juin 1873.

*Bail. — Demande en expulsion de lieux.
— Promesses de bail. — Incompétence
du juge de paix.*

La compétence des juges de paix, en matière de louage, de congé et de demande en paiement de loyers, cesse d'exister si la contestation s'élève sur l'existence du bail.

Spécialement, il n'appartient pas au juge de paix de décider si une promesse de bail vaut bail.

Frémeaux a cité Courtois à comparaître devant M. le juge de paix de Reims, pour voir dire et ordonner que Courtois sera tenu, dans le jour du jugement à intervenir, de

déménager de la partie de maison qu'il occupe à Reims, rue de Vesle, n° 171, à lui louée par le demandeur pour une année devant expirer le 24 juin 1873, suivant bail régulier, enregistré, lequel logement Courtois se refuse à quitter; sinon et faute de ce faire, voir autoriser le demandeur à l'en expulser par toutes les voies de droit; même avec l'emploi de la force armée, si besoin est; voir autoriser le demandeur à déposer son mobilier sur la voie publique à ses frais, risques et périls, et attendu qu'il y a titre, voir ordonner l'exécution du jugement à intervenir, sur minute, avant l'enregistrement et nonobstant opposition ou appel vu l'urgence, s'entendre en outre condamner au paiement des contributions des portes et fenêtres.

Courtois reconnaît en effet devoir à Frémeaux le paiement des loyers et des contributions, mais il prétend qu'il ignorait la quotité de ces contributions; il a toujours offert et il offre encore à la barre de les payer, ainsi que les contributions, aussitôt que Frémeaux lui aura justifié du chiffre, et sous le mérite de ces offres il conclut qu'il plaise au Tribunal déclarer le demandeur mal fondé dans son chef de demande et l'en débouter. — Attendu qu'avant le 24 juin présent mois, il avait été convenu entre le demandeur et lui que le bail expirant serait renouvelé pour une année devant finir le 24 juin 1874, et qu'à cet effet, et avec l'autorisation de son mari, la dame Frémeaux avait rédigé de sa main un acte contenant bail par son mari au sieur Courtois du logement qu'il occupait, et il a représenté cet acte, fait double à Reims, le 24 juin 1873, et signé de Courtois seul.

Frémeaux a répliqué qu'en effet il reconnaissait avoir autorisé sa femme à rédiger l'acte dont s'agit, mais que, certaines raisons l'empêchant de garder Courtois comme locataire, il avait refusé de le signer et que, ce prétendu bail n'étant pas signé de lui, Courtois devait quitter tout de suite son logement.

Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — En ce qui touche le paiement des loyers échus le 24 juin 1873 et celui des contributions des portes et fenêtres ; — Attendu qu'il est acquis aux débats que Courtois a offert en temps utile et qu'il offre encore à la barre le paiement desdits loyers et des portes et fenêtres ; — Lui donnons acte de cet offre pour valoir ce que de droit ; — En ce qui touche la cessation du bail et l'expulsion immédiate de Courtois : — Attendu que Courtois a excipé d'un bail qu'il nous a présenté, lequel fait double et écrit en entier de la main de M^{me} Frémeaux à la date du 20 juin 1873, dont l'enregistrement aura lieu en même temps que le présent jugement, est signé seulement de Courtois, ce qui, dans tous les cas, n'est qu'une promesse de bail ; — Attendu qu'à la barre Frémeaux a fait l'aveu que sa femme avait été autorisée par lui à écrire ledit bail au profit de

Courtois et que ce bail ou promesse de bail semble être prorogé jusqu'au 24 juin 1873 ; — Donnons acte à Courtois de l'aveu de Frémeaux ; — Mais, attendu que l'acte qui a été présenté au Tribunal n'est qu'un commencement de preuve par écrit et qu'il ne nous appartient pas d'apprécier la valeur du bail qui nous a été soumis ; — Attendu, en effet, qu'il résulte des dispositions des articles 1, 3 et 4 de la loi du 25 mai 1828, que si les juges de paix connaissent, à charge d'appel, des actions personnelles jusqu'à concurrence de 200 francs et spécialement en matière de louage, de congés et de demandes en paiement de loyers, à quelque valeur que s'élève la contestation, cette compétence exceptionnelle cesse, si la contestation s'élève sur l'existence même du bail, et qu'il ne nous appartient pas de décider si une promesse de bail vaut bail ; — Déterminé par ces motifs, nous déclarons incompetent, renvoyons la cause et les parties devant les juges qui doivent en connaître et condamnons Frémeaux en tous les dépens. »

Observations. — Solution conforme à un arrêt de la Cour de cassation du 26 août 1852. Voir la discussion insérée au sujet de cet arrêt dans notre TABLE GÉNÉRALE, v^o Louage, n^{os} 41 et suiv. A. B.

ARTICLE 670.

**Trib. de simple police de Villeneuve-
lez-Avignon (Gard).**

Président : M. COULONDREZ, juge de paix.

23 mai 1873.

*Lieux publics. — Heure de fermeture. —
Procès-verbal de commissaire de police.
— Preuve contraire insuffisante.*

Lorsqu'un procès-verbal de commissaire de police constate qu'une auberge ou cabaret a été trouvé ouvert après l'heure réglementaire fixée par arrêté préfectoral, cette constatation doit faire foi devant le Tribunal de répression tant qu'elle n'a pas été infirmée d'une façon directe et sérieuse, et notamment lorsque les témoins entendus n'ont pu s'accorder sur la question de savoir si l'heure réglementaire était ou non dépassée.

Ainsi décidé,

Le 23 mai 1873, par jugement du Tribunal de simple police du canton de Villeneuve-lez-Avignon, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu, en fait, qu'un arrêté de M. le préfet du Gard, en date du 28 février 1873, porte dans son article 1^{er} : « Les « cafés, cabarets et autres débits de « boissons à consommer sur place « devront être fermés *au plus tard* à « onze heures du soir, à moins d'une « permission spéciale du préfet; » — Que le commissaire spécial de police de Villeneuve a constaté *personnellement*, le 15 mars 1873, à onze heures et dix minutes du soir, que le café de la veuve Cambe était encore ouvert, et dressé en conséquence procès-verbal à son encontre ; — Que, parmi les témoins entendus sous la foi du serment, les uns ont confirmé le procès-verbal en affirmant que onze heures avaient déjà sonné, soit

à l'horloge de la Chartreuse, soit aux pendules des cafetiers Goubert et Lerrain, quand le commissaire de police était entré dans le café Cambe pour constater la contravention dont il s'agit ; — Qu'au surplus la pendule du café Cambe marquait onze heures et dix minutes ; — Que les autres, au contraire, clients habituels dudit café Cambe, ont prétendu que ce café avait été fermé quelques minutes avant onze heures du soir ; — Et que, dans tous les cas, l'horloge de la mairie étant arrêtée, le commissaire de police n'avait pu avoir un régulateur bien exact pour vérifier si, oui ou non, l'heure réglementaire était dépassée ; — Attendu, en droit, que les procès-verbaux des commissaires de police font foi jusqu'à preuve contraire ; que les contraventions qu'ils constatent doivent donc être retenues et punies si l'autorité qui leur appartient n'est pas absolument détruite ; — Que des dépositions de témoins contradictoires ne peuvent avoir cette portée ; — Que la circonstance que telle ou telle horloge, voire même l'horloge de la mairie, est arrêtée ou dérangée, ne signifie rien du moment que le commissaire de police constate qu'il a pu vérifier que l'heure fixée pour la fermeture des cafés était passée ; que sa constatation tient tant qu'elle n'est pas infirmée d'une façon directe et sérieuse ; que, y aurait-il même quelque doute sur la sûreté des moyens à l'aide desquels elle a eu lieu et sur l'exactitude rigoureuse de certaines affirmations du procès-verbal, cela ne dispenserait pas le Tribunal de lui accorder foi au point de vue de la contravention qu'il a relevée ; que telle est la jurisprudence constante de la Cour de cassation, ainsi

qu'il résulte notamment de deux arrêts des 21 décembre 1860 et 21 février 1863; — Par ces motifs: — Vu l'article 471, § 15, du Code pénal, ainsi conçu, etc.; — Jugeant en dernier ressort, condamne Joséphine Massat, veuve Cambe, à 2 francs d'amende et aux dépens, liquidés à...; — Fixe la durée de la contrainte par corps à un jour pour le recouvrement des montant et condamnation. »

Observations. — S'il est vrai que les procès-verbaux des commissaires de police, comme ceux de certains autres officiers de police judiciaire, peuvent être combattus par la preuve contraire, c'est à la condition que la preuve rapportée par les prévenus soit précise, convaincante et de nature à infirmer complètement les constatations de ces procès-verbaux. Il est certain que, si le juge conserve quelques doutes sur l'exactitude des dépositions qu'il entend à l'encontre d'un procès-verbal, ou si les dépositions sont incertaines ou contradictoires, la preuve contraire n'est pas faite et foi est due au procès-verbal. Le juge est, d'ailleurs, souverain pour décider sur la valeur de la preuve offerte et des témoignages rapportés devant lui (Cass., 15 novembre 1860). Mais jugé qu'il ne pourrait baser un acquittement sur le seul motif que l'horloge du cabaretier ne marquait pas encore l'heure fixée par le règlement et sur sa bonne foi (Cass., 1^{er} mars 1861, ANNALES, 1861, p. 318). — Dans l'espèce actuelle, l'horloge du cabaretier marquait une heure dépassant l'heure réglementaire, les témoins entendus n'étaient pas d'accord entre eux sur la question de savoir si cette heure était ou non dépassée; il

était certain que la preuve offerte par le prévenu était loin d'être faite; c'est donc avec toute raison que le juge de police a fait foi au procès-verbal, au point de vue de la contravention relevée. A. B.

ARTICLE 671.

Justice de paix de la Roche-Canillac
(Corrèze).

Président : M. BÉRONIE, juge de paix.

12 août 1873.

Action possessoire. — *Eaux.* — *Abreuvement.*
— *Nécessité.* — *Servitude discontinuée.*
— *Absence de titres.* — *Habitants ut singuli.* — *Tolérance.*

Les droits d'abreuvement, de lavage et de puisage constituent des servitudes discontinuées qui ne peuvent s'acquérir que par titre. En conséquence, une possession même ancienne de tel droit ne saurait, en l'absence de titre, donner ouverture à l'action possessoire.

En conséquence, celui qui est en possession annale d'un bac ou réservoir, construit par lui pour son usage personnel, à l'effet de recevoir le trop-plein d'une fontaine, est recevable et fondé à demander, par voie de plainte, la répression du trouble que lui causent des habitants de la commune en conduisant leurs bestiaux à l'abreuvement dans son réservoir, alors que ceux-ci ne peuvent invoquer que la tolérance du propriétaire et ne justifient d'aucun titre.

Ainsi décidé,

Le 12 août 1873, par jugement de M. le juge de paix de la Roche-Canillac, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Ouï les parties dans leurs dires, moyens et conclusions; — Vu notre jugement interlocutoire, en date du 30 juin dernier, fixant à ce jour notre transport sur les lieux; — Considérant que, par exploit de Mas, huissier, en

date du 26 juin dernier, le sieur Jarrige a fait citer, pour comparaitre à notre audience du 30 dudit mois, les époux Chantarel et Fieyre, pour voir dire que défense leur soit faite d'abreuver leurs bestiaux au bac et de laver au réservoir que le demandeur possède au bas de son pré, appelé *de Lafond*, sis au bourg du Gros-Chastang; qu'il sera maintenu dans la jouissance et possession non précaire dudit bac et réservoir; se voir, en outre, les défendeurs condamner en 30 francs de dommages-intérêts; — Qu'à l'audience le demandeur a maintenu ses conclusions, y a persisté et les a développées en ce sens que, si les époux Chantarel ou leurs colons ont abreuvé quelquefois leurs bestiaux au bac et lavé au réservoir, objets du litige, c'est à titre de simple tolérance, de familiarité et de bon voisinage seulement; — Que le fait, établi qu'il fût, ne constituerait qu'une servitude discontinue non apparente, ne pouvant s'acquérir par suite d'une possession même immémoriale; — Considérant que les conjoints Chantarel et Fieyre demandent, au contraire et reconventionnellement, à être maintenus en possession desdits bac et réservoir, les eaux leur étant indispensables, surtout en temps de sécheresse, soit pour eux, soit pour leurs bestiaux; s'agissant d'un usage que la nécessité transforme en servitude légale, les sources et les puits de la localité ayant presque tari; déclarer le demandeur non recevable et mal fondé; lui faire défense de les troubler à l'avenir ou gêner dans l'exercice d'un droit que leur confère l'article 643 du Code civil, et qui se fonde sur la *nécessité absolue*; prenant pour trouble la citation prédatée; — At-

tendu qu'il résulte de notre visite des lieux que le sieur Jarrige possède, entre autres héritages, dans les dépendances du bourg du Gros-Chastang, un pré appelé *de Lafond*, dans l'intérieur duquel sourd une source, qu'il a convertie en fontaine pour son usage et les besoins de sa maison; — Qu'au moyen de travaux apparents, faits par lui et les siens exclusivement, il conduit le trop-plein de cette fontaine à quelques mètres de ses bâtiments, au bas du même pré et sur icelui, dans le bac et le réservoir dont s'agit; qu'il emploie et utilise les mêmes eaux à l'arrosage d'un autre pré, qui est inférieur exclusivement à tous prétendants, au moyen d'une tranchée souterraine traversant le chemin public séparant les deux prés, en dehors et en amont duquel se trouvent le bac et le réservoir; — Attendu que les mariés Chantarel ni Fieyre, leur colon, n'ont fait aucun travail apparent sur la propriété du sieur Jarrige, reconnaissant que c'est lui-même qui a creusé et bâti lesdits réservoir et bac, et qu'il les entretient, mais qu'ils y abreuvent et lavent, ainsi que plusieurs autres habitants de la localité, depuis un temps immémorial, lorsque les eaux manquent ailleurs; — Attendu que l'exercice de puisage, d'abreuvement et de lavage, aurait-il même duré de longues années, ne constituant qu'une servitude apparente et discontinue, elle aurait besoin, pour pouvoir être maintenue, d'être fondée en titre (art. 691 du Code civil); — Attendu que l'article 643 du même Code confère aux habitants, non pas *ut singuli*, mais seulement *ut universi*, le droit d'agir au possessoire; — Qu'il faut l'intervention du maire, agissant au nom de la

commune, ou de la section de commune, mais toujours *ut universi*; — Que, dans le cas de refus de l'administration, un ou plusieurs habitants ne sauraient agir que dans les conditions de l'article 49 de la loi du 17 juillet 1837; — Attendu que le privilège qu'établit ledit article ne peut être résumé dans un intérêt purement individuel; — Que le propriétaire d'une source, d'un lavoir existant sur son fonds, grevé d'aucune servitude, comme dans l'espèce, ne pourrait être contraint qu'en vertu de l'article 545 du Code civil, et suivant les formes voulues en pareil cas, et non en vertu de l'article 643, qui n'est qu'une application du principe; — Que les défendeurs ne produisant aucun titre et agissant *ut singuli*, leurs prétentions ne sauraient être recevables; — Qu'au surplus ils semblent implicitement reconnaître qu'ils n'ont usé des eaux des bac et réservoir susdits qu'à titre de tolérance, les époux Chantarel faisant creuser, en ce moment, un puits sur leur propre fonds, afin d'avoir de l'eau; — Par ces motifs : — Ouï les parties dans leurs dires et conclusions respectifs, jugeant en premier ressort, contradictoirement au regard de Chantarel et de Fieyre, et par défaut contre Sylvie Chantarel, tenue pour autorisée en justice; — Vidant notre jugement préparatoire susvisé, déclarant les défendeurs non recevables dans leur demande reconventionnelle, la rejetons pour fin de non-valoir; — Leur faisons inhibitions et défenses d'aller à l'avenir abreuver leurs bestiaux au bac et laver au réservoir du demandeur; pour tous dommages-intérêts les condamnons aux dépens.»

Observations. — Voir, dans le même sens, just. de paix de Gramat, 26 avril 1862, BULLETIN, t. V, p. 367.

C. M.

ARTICLE 672.

Justice de paix de Saint - Sauveur
(Yonne).

Président : M. VIVIEN, juge de paix.

18 septembre 1873.

Louage. — Bail d'une usine. — Poterie de terre. — Tacite réconduction. — Usage des lieux. — Appréciation du juge. — Congé.

Le bail d'une usine à confectionner la poterie de terre doit, à défaut de conventions, se continuer par tacite réconduction pour trois années, à dater de l'expiration du bail précédent.

Ainsi décidé,

Le 18 septembre 1873, dans les termes suivants, par M. le juge de paix du canton de Saint-Sauveur (Yonne) :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Ouï les parties en leurs dires, moyens et conclusions, M^{me} veuve Ramé par l'organe de son mandataire; — Attendu que l'opposition formée suivant exploit du ministère de Vallée, huissier à Saint-Sauveur, le 12 septembre courant, au jugement par nous rendu le 14 août dernier n'a pas été contestée dans la forme; qu'il y a lieu dès lors de recevoir la dame veuve Ramé et les époux Mathieu opposants au jugement par défaut précité; — Attendu qu'aux termes des articles 3 de la loi du 25 mai 1838 et 1^{er} de celle du 2 mai 1855, la connaissance des demandes en validité de congé a été attribuée aux Tribunaux de paix lorsque le prix

des locations n'excède pas 400 francs annuels ; que la nature de l'action en validité de congé dont s'agit et notre compétence pour en apprécier le mérite n'ont été contestées par aucune des parties en cause ; — Attendu en fait que, suivant acte reçu par M^e Perreau, notaire à Trugny, le 16 juin 1869, le sieur Jean Ramé a loué à Aristide Benard, pour trois années qui ont commencé à courir le 24 du même mois et ont pris fin le 24 juin 1872, une usine à confectionner la poterie de terre avec ses dépendances, moyennant 200 francs par an, plus 3 hectolitres de braise et quelques pièces de poterie pouvant valoir ensemble 12 francs, au total 212 francs ; — Attendu qu'à l'expiration du bail susrelaté Benard a été laissé en jouissance de l'usine, consistant en maison d'habitation, cour, chambres, écurie, puis boutique, halle et four, destinés exclusivement à confectionner, sécher et cuire la poterie ; — Attendu que, suivant acte reçu par ledit M^e Perreau en mars 1873, la veuve Ramé a vendu cette usine aux époux Jules Mathieu ; qu'à la suite de cette vente elle a, suivant un premier exploit du ministère de Vallée, huissier, en date du 22 mars dernier, fait signifier congé à Benard pour le 24 décembre 1873, lui laissant ainsi à parcourir une période de dix-huit mois seulement, à partir de l'expiration du bail authentique ci-devant relaté ; que, par un second exploit du ministère du même huissier, en date du 24 juin dernier, les époux Mathieu, agissant comme acquéreurs de la veuve Ramé, et cette dernière ont fait signifier un nouveau congé à Benard pour le 24 juin 1874, lui accordant cette fois une période de deux années de-

puis l'expiration du bail authentique dont s'agit ; — Attendu en droit que, si en vertu du principe général : *Probatio incumbit actori*, Benard ne justifie pas, ainsi qu'il l'a allégué à la barre et ainsi que le constate l'exploit introductif d'instance du 9 août dernier, qu'antérieurement à l'expiration du bail authentique, qui a pris fin le 24 juin 1872, il soit intervenu entre lui et sa propriétaire des conventions d'après lesquelles il aurait reloué ladite usine pour le même temps, pour le même prix et aux mêmes charges, clauses et conditions que celles insérées au bail du 16 juin 1869, il n'est pas démontré non plus que ces conventions, purement verbales, n'aient point existé entre lui et la veuve Ramé ; qu'il n'est pas justifié non plus que cette dernière lui ait, ainsi qu'elle le prétend, reloué seulement pour une année ladite usine à partir du 24 juin 1872, par cette raison que cette usine était en vente ; — Attendu que si les conventions invoquées par Benard n'ont point eu lieu en ce qui concerne la durée du bail, il est constant tout au moins qu'elles existent réellement de par la tacite reconduction en ce qui concerne le prix, les clauses et conditions stipulés au bail authentique du 16 juin 1869, puisque plus d'une année s'est écoulée depuis l'expiration dudit bail et que les mêmes charges et conditions ont été par lui rigoureusement exécutées ; — Attendu qu'à défaut de preuves que le bail dont s'agit ait été consenti pour trois nouvelles années, Benard invoque la tacite reconduction pour ces trois années entières à dater de l'expiration du bail authentique ; que la demande repose donc sur la durée que doit avoir ce nou-

veau bail par tacite réconduction ; — Attendu que si le bail d'une usine, à défaut de conventions, ne saurait être assimilé aux baux des biens ruraux, dont il ne présente pas les mêmes caractères et dont l'application résulte des dispositions de l'article 1774 et suivants du Code civil, la durée d'un bail de ce genre ne saurait être régie non plus, sans froisser des intérêts légitimes, par les règles spéciales aux baux des maisons ; — Attendu que si la loi, dans les articles 1715 et 1716 du Code civil, s'est occupée, il est vrai, de la manière de prouver l'existence et de déterminer le prix du bail, elle a gardé le silence sur celle d'en prouver la durée ; — Attendu qu'étant muette par conséquent sur la durée du bail d'une usine se continuant par tacite réconduction, et dès lors qu'il n'existe aucun précédent de jurisprudence sur la matière, il y a lieu de s'en référer exclusivement aux coutumes locales et à l'usage constant des lieux ; — Attendu, en général, qu'une usine à confectionner la poterie, et dans l'espèce présente l'usine de Beauregard, doit être, pour fonctionner fructueusement, munie de tout un matériel à l'usage des potiers de terre, approvisionnée de combustible dont l'acquisition se fait un an, quelquefois plus longtemps, à l'avance ; qu'il paraît de toute équité de laisser à l'usinier le temps rigoureusement nécessaire pour utiliser dans cette usine même le bois dont il a fait acquisition ; que cette usine présente, bien que louée 212 francs seulement, une certaine importance, puisque plusieurs ouvriers y sont utilisés à l'année, puisque l'usinier est chargé d'une patente relativement forte ; — At-

tendu qu'il résulte de la déclaration à peu près unanime tant des propriétaires d'usines à poterie que des locataires de ces usines, et sur la commune de Trugny, et sur celles circonvoisines de Saint-Amand, Saint-Verain, Arquian (Nièvre) et autres, qu'une exploitation de ce genre comporte un bail dont la durée ne peut être inférieure à trois années, que ces baux authentiques ou sous signatures privées ne sont jamais consentis pour une moindre durée et se continuent ensuite par tacite réconduction pour trois autres années, ainsi qu'il résulte des renseignements qui nous sont parvenus et des nombreuses attestations qui nous ont été fournies ; — Attendu que la veuve Ramé a tellement compris qu'elle causait préjudice à son locataire, qu'après lui avoir fait signifier un premier congé pour le 24 décembre 1873, elle lui en a fait signifier un second pour le 24 juin suivant ; — Attendu que rien ne pouvait faire supposer à l'usinier de Beauregard qu'il dût quitter son exploitation avant le 24 juin 1875 ; qu'il résulterait pour lui, de ce déplacement, un préjudice incontestable ; que rien ne justifie les deux congés qui lui ont été signifiés, si ce n'est l'existence d'une clause insérée dans la vente de l'usine dont s'agit, et par laquelle la venderesse se serait obligée à mettre ses acheteurs en jouissance effective de ladite usine à une époque déterminée audit acte et non par la simple perception des loyers de cette usine ; que le défaut des époux Mathieu dans l'instance précédente s'explique par cette raison même, puisqu'ils auront, au cas d'inexécution par la veuve Ramé des conditions stipulées dans la vente

qui leur a été faite, certaine somme de dommages-intérêts à répéter contre elle ; — Attendu, en présence du silence de la loi en cette matière, qu'il y a lieu de donner solution au litige d'après l'usage constant des lieux et d'après l'équité ; — Par ces motifs, et par jugement contradictoire et en premier ressort, confirmant notre jugement du 14 août dernier, invalidant les congés des 22 mars et 24 juin derniers, maintenons Benard dans la jouissance de l'usine à poterie de Beauregard jusqu'au 24 juin 1875, et condamnons les demandeurs solidairement aux dépens. »

Observations. — La loi n'ayant point réglé la durée du nouveau bail qui s'opère par tacite réconduction, en matière de locaux exclusivement industriels, tels qu'usines et manufactures, le juge doit nécessairement s'en référer en pareille matière aux usages locaux, constants et reconnus. C'est ce qu'a fait avec raison, ce nous semble, M. le juge de paix du canton de Saint-Sauveur. Toutefois il ne faudrait pas généraliser cette décision pour l'appliquer à tous locaux quelconques destinés à l'industrie et au commerce. A. B.

ARTICLE 673.

Justice de paix du c. de Saint-Amans (Aveyron).

Président : M. SURDUN, juge de paix.

25 août 1873.

Action possessoire. — Enclave. — Voie publique. — Accès impraticable.

La servitude de passage fondée en titre sur l'enclave doit être maintenue au possesseur.

Il suffit, pour constituer l'enclave, que le

fonds n'ait pas sur la voie publique une issue praticable pour son exploitation.

Spécialement, doit être considéré comme enclavé un fonds qui n'accède à la voie publique que par un passage marécageux, où les eaux séjournent d'une façon continue, à raison de la déclivité du sol, et qui ne pourrait être desséché qu'au moyen de drainages et autres travaux essentiellement onéreux.

Ainsi décidé,

Le 25 août 1873, par jugement de M. le juge de paix du canton de Saint-Amans, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu notre jugement du 21 août dernier, l'état des lieux et l'enquête de ce jour en présence des époux Randon et du sieur Jean Fleuret de Lavergne, donnant défaut contre le sieur Bacon, avons rendu, sur les lieux, le jugement dont la teneur suit : — Attendu qu'il est constaté par la vérification des lieux à laquelle nous avons procédé que le pré du défendeur, dit *le pré du Rey*, qui joint au levant et à sa partie inférieure le tenement en nature de bois et champs des demandeurs, est dans une situation telle qu'il ne peut être exploité et défruté que par un passage dans ledit tenement qui le sépare de la voie publique ; que c'est en vain que l'on alléguerait qu'il peut avoir une issue par une devèze contiguë appartenant au même propriétaire, laquelle le confronte au midi et aboutit à la voie publique, ladite issue à ce point offrant sur une surface assez étendue un endroit, une espèce de lit marécageux dû à la configuration décline du terrain, et ainsi rendu par la pente naturelle de toutes les surfaces latérales qui fait que toutes les rigoles y convergent et que les eaux y

séjournent et y fleurissent même, où l'idée d'un dessèchement ne paraît réalisable qu'au moyen de drainages ou de travaux très-onéreux; — Attendu que, par suite, l'établissement d'un chemin actuellement impossible, mais que l'on voudrait rendre praticable à travers cet endroit, serait conséquemment coûteux à cause des travaux obligés, et serait de plus dommageable; — Attendu en effet qu'il suffit, pour constituer l'enclave, que le fonds n'ait pas sur la voie publique une issue praticable pour son exploitation (Cass., 23 août 1827 et 16 février 1835), parce qu'on ne saurait placer un propriétaire, par cela seul que son héritage a une issue, quoique impraticable, sur la voie publique, dans une situation plus défavorable que s'il était complètement sans issue; car, comme dit un commentateur autorisé, « si l'accès est le moyen, l'exploitation est le but, » et ce ne serait pas se conformer à la pensée du législateur que de décider qu'un fonds n'est pas enclavé dans le sens légal par cela seul qu'il n'est pas sans issue sur la voie publique; — Attendu qu'il ressort évidemment de tout ce qui précède que l'enclave contestée par les demandeurs à l'égard du pré dit *du Rey*, appartenant au défendeur, existe réellement; — Attendu que les époux Randon sont propriétaires d'un ténement en nature de bois et champs séparant à l'ouest le défendeur d'un chemin public; qu'il a été suffisamment prouvé par l'enquête que de tout temps, et alors même que la devèze n'appartenait pas au défendeur, notamment l'année dernière, le sieur de Lavergne, ses auteurs ou ses gens de travail ont constamment exercé

un passage sur ledit ténement des demandeurs; — Que le droit à ce passage dérive au profit du sieur de Lavergne de ce que son pré est enclavé et qu'il lui est impossible d'aboutir au chemin public sans passer sur l'héritage des époux Randon; — Attendu que l'enclave constitue une servitude légale et un droit au profit du propriétaire enclavé, résultant des termes des articles 651, 652 et suivants du Code civil; — Que dès lors la demande excipe à tort d'un prétendu trouble annal, puisque de tout temps, les gens de travail du sieur de Lavergne ont toujours passé sur le ténement en nature de bois et champs des demandeurs pour tous les besoins de l'exploitation du pré dit *du Rey*; — Qu'en actionnant le sieur Amand Bacon, les demandeurs se sont mépris, puisque ce dernier n'est que le représentant à titre précaire de celui à qui appartient le passage; — Qu'enfin, si le sieur Amand Bacon a, comme le prétendent les époux Randon, rendu praticable par un travail non-seulement jugé nécessaire, mais même indispensable, le passage de tout temps parcouru par le sieur de Lavergne ou ses auteurs, il ne l'a fait que comme étant aux droits de ce dernier; — Attendu enfin que pendant toute la durée de ce procès tous efforts pour concilier les parties n'ont point abouti; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire en premier ressort, les droits des parties réservés au pétitoire; — Déclarons les époux Randon non recevables et mal fondés dans leur demande et les en déboutons, déclarons le jugement commun entre toutes les parties et condamnons les époux Randon aux dépens.»

Observations. — L'état d'enclave d'un fonds est un fait qui rentre essentiellement dans les pouvoirs d'appréciation du juge. En effet, il est depuis longtemps admis en doctrine et en jurisprudence qu'un fonds peut être considéré comme enclavé non-seulement quand il n'a aucune issue sur la voie publique, mais même lorsqu'il n'en a qu'une insuffisante pour le desservissement du fonds. C'est ainsi qu'il a été jugé qu'un fonds est enclavé lorsqu'il n'a pour issue qu'un sentier trop étroit pour qu'une charrette puisse y passer (Cass., 19 février 1835), ou qu'on ne peut y accéder qu'en traversant une rivière (Rouen, 4 juin 1856), ou que l'issue existante ne saurait être rendue praticable qu'à l'aide de travaux considérables et hors de proportion avec la valeur du fonds. C'est au juge du fait qu'il appartient d'examiner l'état du passage et de dire s'il peut ou non être considéré comme suffisant. A. B.

ARTICLE 674.

Justice de paix du Mayet-de-Montagne (Allier).

Président : M. ROUSSET, juge de paix.

5 septembre 1871.

Action possessoire. — Eaux. — Propriétaire inférieur. — Travaux apparents. — Possession annale.

L'exercice, par un propriétaire riverain, du droit de se servir de l'eau à son passage peut donner lieu à une action possessoire si, en usant de ce droit, ce riverain prive en totalité ou en partie le propriétaire inférieur de la jouissance de ces mêmes eaux dont il avait la possession annale.

Cette possession annale peut résulter de travaux faits par le propriétaire inférieur sur son propre terrain ; il n'est pas nécessaire que ces travaux aient été faits sur le

terrain du propriétaire supérieur auquel la possession est opposée.

Ainsi décidé,

Le 5 septembre 1871, par jugement du M. le juge de paix du canton du Mayet-de-Montagne, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance du ministère de Copéré, huissier au Mayet, en date du 26 mars dernier, enregistré ; — Vu le jugement interlocutoire rendu entre les parties le 13 juin dernier, enregistré ; — Vu le procès-verbal de visite des lieux et audition de témoins dressé sur les lieux contentieux le 11 août dernier, enregistré ; — Vu également le procès-verbal d'audition de témoins dressé à notre audience du 29 août dernier, également enregistré ; — Après avoir entendu les parties en leurs moyens et défenses respectifs : — Attendu en fait que le pré dit *des Narces*, appartenant à la demanderesse, est traversé et arrosé par les eaux du ruisseau le Rigolaudière, qui provient du moulin des Arbres, duquel ledit pré n'est séparé que par le chemin qui conduit du Mayet à Laprugne ; — Attendu que, d'après les dépositions des témoins entendus dans l'enquête susvisée, les défendeurs ont la possession annale et plus qu'annale de ces eaux concurremment avec la demanderesse, qui prétend à tort avoir seule le droit d'en user et disposer selon son bon plaisir ; — Attendu que, si les témoins dans leurs dépositions n'ont pas tous indiqué le même endroit où les propriétaires inférieurs venaient à certains jours prendre l'eau dans le pré d'Antoinette Joly pour la faire arriver dans les

leurs, il n'en résulte pas moins que les défendeurs ou leurs ayants cause ont toujours usé de cette eau depuis plus d'un an et jour; — Attendu qu'en outre des dépositions des témoins, il ressort de l'inspection des lieux que l'un des biefs de la demanderesse concorde parfaitement avec le bief principal qui conduit les eaux du pré de cette dernière dans les prés inférieurs des demandeurs; qu'il existe même, dans la partie de ce bief qui traverse le pré de Jean Boffety, deux empellements en bois qui paraissent anciens et dont l'utilité ne saurait être justifiée si l'écoulement des eaux du Rigolaudière, venant du pré de M^{lle} Joly, n'avait pas lieu, car il n'existe à cet endroit aucune source ni pêcherie; — Attendu en droit que la doctrine et la jurisprudence ont consacré que l'exercice par un propriétaire riverain du droit de se servir de l'eau à son passage peut donner lieu contre lui à une action en complainte si l'exercice de ce droit a eu pour effet de priver, en tout ou en partie, le propriétaire inférieur de la jouissance de ces mêmes eaux dont il avait la possession annale (Cass., 4 mars 1846); — Attendu que cette possession annale peut résulter de travaux faits par le propriétaire inférieur sur son propre terrain, et qu'il n'est pas nécessaire que ces travaux aient été faits sur le terrain du propriétaire supérieur, auquel la possession est opposée; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort, déboutons Antoinette Joly de sa demande comme mal fondée; donnons acte aux consorts Boffety et veuve Thévenet des conclusions par eux prises reconventionnellement dans le procès-ver-

bal d'état de lieux susvisé, qu'ils prenaient la citation ci-dessus énoncée comme étant un trouble apporté à leur possession paisible des eaux en question; — Puis faisant droit sur lesdites conclusions, gardons et maintenons les défendeurs en la possession annale et plus qu'annale qu'ils ont desdites eaux du Rigolaudière; faisons défense à Antoinette Joly de les troubler à l'avenir dans cette possession et la condamnons à tous les dépens.»

Observations. — Le droit du riverain sur les eaux courantes qui bordent ou traversent sa propriété n'est jamais absolu et exclusif, puisque ce dernier est tenu, aux termes de l'article 644 du Code civil, de rendre ces eaux, à la sortie de son fonds, à leur cours ordinaire. La loi lui confère seulement la faculté d'en user dans l'intervalle de leur parcours. Mais l'exercice même de ce droit ne saurait aller jusqu'à nuire à ceux des propriétaires inférieurs qui justifieraient de la possession annale du droit de se servir des mêmes eaux. Ainsi un propriétaire inférieur en possession de ces eaux peut dénoncer comme trouble à sa possession le fait qu'un propriétaire, en exerçant pour la première fois son droit d'irrigation, aurait détourné les eaux à son préjudice: c'est ce qui résulte de l'arrêt de la Cour de cassation cité dans la sentence; voir cet arrêt dans nos ANNALES, 1^{re} série, t. I, p. 110. — Le jugement de M. le juge de paix du canton du Mayet-de-Montagne consacre une fois de plus cette jurisprudence, aujourd'hui établie. Aussi a-t-il été, sur appel, confirmé purement et simplement par le Tribunal civil de Cusset. A. B.

ARTICLE 675.

Justice de paix du Mayet-de-Montagne
(Allier).

Président : M. ROUSSET, juge de paix.

2 juillet 1872.

Responsabilité. — Conduite de bestiaux.
Faute lourde.

Celui qui se charge de conduire à leur destination des bestiaux appartenant à autrui se rend responsable du troupeau et des accidents qui peuvent arriver, sauf le cas de force majeure.

Ainsi décidé,

Le 2 juillet 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton du Mayet-de-Montagne, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance du ministère de Dufford, huissier au Mayet, en date du 13 juin dernier, enregistré ; — Vu le jugement interlocutoire rendu entre les parties le 18 juin aussi dernier, également enregistré ; — Vu encore le procès-verbal d'audition de témoins, dressé ce jourd'hui, lequel sera enregistré avant ou avec ces présentes, les parties entendues en leurs défenses et moyens respectifs ; — Attendu qu'il résulte des débats que Bargoin et Basmaison, qui revenaient de la foire de Menat avec des vaches et des veaux qu'ils avaient achetés, chacun pour leur compte, convinrent verbalement au village de Lyonne, le premier, de conduire tous les veaux en voiture, et le second, toutes les vaches à pied à leur domicile, sis au Cher, commune du Mayet ; — Attendu que chacune des parties, en se chargeant de conduire son troupeau séparé et composé d'animaux appartenant à l'un et à l'autre, acceptait ainsi la responsabilité de ce troupeau

et de tout ce qui pourrait lui arriver, sauf les cas de force majeure ; — Attendu que l'accident arrivé à la vache de Bargoin pouvait être prévenu par Basmaison, d'abord en ne voyageant pas la nuit, ainsi qu'il l'a fait, et ensuite en dirigeant avec plus de précaution son troupeau dans le passage du ruisseau où est tombée la vache, lequel passage n'est point dangereux ; — Attendu que la preuve offerte par Basmaison d'établir qu'à partir du village Poutier sa responsabilité était à couvert, par suite de l'arrivée du fils Bargoin, qui s'était chargé des vaches de son père, n'est pas pertinente et décisive en ce sens que, d'après la déposition du témoin Planche, Bargoin n'avait envoyé son fils que pour attendre Basmaison, et non pour le charger d'amener seul son troupeau de vaches, à cause de son jeune âge ; que du reste Basmaison, en continuant son chemin la nuit à partir du village Poutier, augmentait le risque d'accidents imprévus, ce que n'aurait pas fait le jeune Bargoin s'il eût été seul et eût pris la direction du troupeau de vaches de son père ; — Attendu que la présence du jeune Bargoin, qui n'était pour Basmaison qu'un aide, il est vrai, doit néanmoins atténuer la responsabilité du défendeur, qui, tout en conservant la direction du troupeau, devait se servir du fils Bargoin comme toucheur, et que, par suite, il y a lieu de compenser par moitié la dépréciation de valeur subie par la vache à la suite de son accident ; — Attendu que nous n'avons pas les éléments nécessaires pour apprécier cette moins-value, et que l'avis d'un homme de l'art est indispensable en cette circonstance ; — En ce qui concerne les frais : — Attendu qu'en

conciliation et avant toute citation le demandeur avait consenti à supporter la moitié de la perte que pourrait subir la revente de la vache, ce qui a été refusé par Basmaison, qui a persisté à décliner toute responsabilité; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort, disons que la dépréciation de valeur subie par la vache de Bargoin, à la suite de l'accident qui lui est arrivé, sera supportée par moitié entre les parties, et qu'un homme de l'art sera nommé, à la requête de la plus diligente d'entre elles, pour procéder à frais communs à l'estimation de ladite vache et à sa moins-value, et condamnons Basmaison à tous les frais faits jusqu'à ce jour. »

Observations. — Dans l'espèce soumise à l'appréciation de M. le juge de paix du canton du Mayet-de-Montagne, les deux parties s'étaient donné un mandat réciproque, celui de conduire à leur destination, l'un les veaux, l'autre les vaches, achetés par toutes deux au marché. Or il est certain qu'en acceptant la charge de conduire les bestiaux, chacun des deux contractants engageait sa responsabilité vis-à-vis de l'autre, en ce sens que, comme mandataire, il devenait responsable des fautes qu'il pouvait commettre dans l'exécution du mandat (C. civ., art. 1992). Or, l'une des parties ayant par sa faute laissé dépérir entre ses mains la chose soumise à sa garde, elle devait nécessairement être condamnée à la réparation du dommage. A. B.

ARTICLE 676.

Just. de paix de Nanteuil-le-Haudouin (Oise).

Président: M. LANGLOIS, juge de paix.

23 février 1872.

Domages aux champs. — Inondation. — Déversoir. — Cours d'eau. — Curage. — Responsabilité. — Force majeure.

Si, en droit commun, l'entretien et le curage des rivières non navigables sont à la charge des propriétaires riverains, il n'en est pas de même lorsque la servitude des fonds inférieurs a été aggravée par l'établissement d'un déversoir.

En pareil cas celui qui a établi un déversoir et une rivière de décharge est tenu d'entretenir et de curer cette rivière, de façon à éviter l'inondation des fonds inférieurs.

Spécialement le juge de paix est compétent pour statuer sur une demande en dommages-intérêts intentée à raison du dommage causé aux récoltes par suite de l'inondation survenue par défaut de curage d'une rivière de décharge.

Le sieur Giboin est propriétaire d'une pièce de terre, située au terroir de Montlognon, le long de laquelle passe un cours d'eau, servant en même temps de rivière de décharge au déversoir établi par le comte de Montguyon pour le trop-plein des eaux de la rivière dite *la Nonette*, entre les moulins de Baron et de Montlognon.

Depuis l'établissement de ce déversoir, qui a eu lieu vers 1817, le comte de Montguyon, propriétaire du moulin de Baron, a fait faucher et curer chaque année la rivière de décharge depuis le déversoir jusqu'au pont de Montlognon, où les eaux se jettent dans la Nonette.

Mais depuis quelques années, le moulin de Baron étant devenu la propriété de M^{me} Herbet, cette dame,

ou le sieur Poutrel, son locataire, a négligé de faire faucher les herbes et de curer la rivière de décharge, de telle sorte que, un grand orage étant survenu le 14 août 1871, le lit de cette rivière, qui était encombré d'herbes et de vase, s'est trouvé insuffisant pour contenir les eaux, qui ont reflué sur les propriétés voisines et les ont inondées.

C'est alors que le sieur Giboin a attaqué le sieur Poutrel comme responsable de la perte de la récolte existant sur sa pièce de terre au moment de l'inondation, et qui était évaluée par expert à 207 fr. 04.

Le sieur Poutrel soutenait que l'inondation était due à l'orage du 14 août 1871, et qu'il ne pouvait être responsable des dommages qui en étaient la suite.

Sur ces conclusions respectives, M. Langlois, juge de paix, après enquête et diverses remises, a, le 23 février 1872, rendu le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Jugeant en premier ressort; — Attendu qu'une pièce de terre située sur le terroir de Montlognon, lieu dit *le Chemin de Baron*, appartenant au sieur Giboin, a été envahie et inondée par les eaux provenant de la rivière de décharge du déversoir établi par le comte de Montguyon entre les moulins de Baron et de Montlognon; — En ce qui touche la cause de l'inondation : — Attendu qu'il est établi tant par les débats que par les documents de la cause, et notamment par le rapport de l'expert Brunel, que l'inondation a pour cause le défaut d'entretien de la rivière de décharge du déversoir; — Qu'en effet l'expert constate dans son rapport que ce

cours d'eau est rempli de vase et encombré par la végétation des herbes et des roseaux; et qu'en outre il établit par des calculs rigoureux que, maintenu dans son état primitif et normal, son lit est suffisant pour l'écoulement des eaux du déversoir qu'il dessert, même dans les grandes crues; — Qu'il est donc impossible d'admettre, comme le prétend le défendeur, que l'inondation dont s'agit est due à l'orage survenu le 14 août 1871, c'est-à-dire à un cas fortuit, dont il ne saurait être responsable; — Que, sans s'arrêter à cette prétention, il importe de rechercher à qui incombe l'entretien de la rivière de décharge; — En ce qui touche l'entretien de la rivière de décharge : — Attendu que si, en droit commun, l'entretien et le curage des rivières non navigables sont à la charge des propriétaires riverains, il faut reconnaître que, dans l'espèce, il a été apporté une dérogation à ce principe par l'établissement du déversoir ci-dessus mentionné, qui a aggravé la servitude des fonds inférieurs, cas prévu par l'article 640 du Code civil, § 3; — Qu'il est constant, en fait, qu'après l'établissement du déversoir par le comte de Montguyon, les travaux d'entretien et notamment les opérations de curage et de fauchage de la rivière de décharge faisant suite à ce déversoir ont été effectués par les propriétaires du moulin de Baron ou leurs fermiers jusqu'au pont de Montlognon, sans le concours des propriétaires riverains; — Qu'en vain le sieur Poutrel excipe d'une transaction en date du 5 novembre 1817, qui mettrait les travaux d'entretien dont s'agit à la charge des propriétaires du moulin de Montlognon; — Qu'en effet, lesdites con-

ventions, quelles qu'elles soient, n'ayant d'effet qu'entre les parties contractantes, ne peuvent apporter aucun obstacle à l'exercice du droit des tiers; — Que d'ailleurs, en examinant de près les dispositions de cet acte, il est facile de reconnaître que l'engagement, pris par le propriétaire du moulin de Montlognon, de curer la rivière entre le déversoir, alors à construire, et le moulin de Montlognon, ne s'applique qu'à la rivière de Nonette, et non à la rivière de décharge, servant à l'écoulement des eaux passant au-dessus de ce déversoir; — Qu'ainsi, sans s'arrêter ni avoir égard à cette fin de non-recevoir opposée par Poutrel, ce dernier doit être rendu responsable du défaut d'entretien du cours d'eau dont s'agit et des circonstances dommageables qui en sont la conséquence; — En ce qui touche la fixation de l'indemnité: — Attendu que l'inondation dont s'agit a causé un préjudice réel à Giboin, pour lequel il lui est dû réparation; — Attendu que l'expert, en estimant à 207 fr. 04 les dommages causés tant à la récolte qu'aux plantations du champ inondé, a fait une juste appréciation dudit préjudice; — Qu'il y a donc lieu de réduire à ce chiffre le montant de la demande de Giboin; — En ce qui touche la demande en garantie formée par le défendeur contre la dame Herbet: — Attendu que le sieur Poutrel a comparu dans la présente instance, tant à nos audiences des 10 novembre et 25 janvier derniers qu'à notre enquête du 25 dudit mois de novembre, sans demander à mettre en cause la propriétaire du moulin de Baron; — Que c'est donc tardivement qu'il a fait citer pour notre audience du 16 de ce mois la dame

Herbet, qui, du reste, n'a pas comparu ni personne pour elle; — Par ces motifs, sans avoir égard à la demande en garantie formée par le sieur Poutrel et sans y préjudicier, faisant droit au principal; — Entérinons, en tant que de besoin, le rapport de l'expert Brunel, commis par ordonnance de M. le président du Tribunal civil de Senlis; — Condamnons Poutrel à payer à Giboin la somme de 207 fr. 04 à titre de dommages-intérêts et pour les causes susénoncées, ensemble les intérêts de ladite somme à partir du jour de la demande; — Comdamnons, en outre, ledit Poutrel en tous les dépens, dans lesquels entreront ceux de référé, d'expertise et ceux de visite de lieux, d'enquête et contre-enquête, etc. »

Observations. — Les riverains d'un cours d'eaux naturelles profitent de ces eaux, puisqu'ils peuvent en user pour l'irrigation de leurs propriétés. C'est donc à eux qu'incombe, en général, la charge de l'entretien et du curage de ces cours d'eau. Mais il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit d'un cours d'eau purement artificiel, et notamment d'un canal de décharge établi par un propriétaire à son profit personnel. Dans ce cas, le propriétaire de ce canal ou celui qui en jouit doit avoir seul la charge de l'entretenir et de le curer, et il est particulièrement responsable du dommage que ce canal peut causer aux fonds voisins. Si donc ce canal ou rivière artificielle vient à déborder, faute d'avoir été entretenu à une profondeur suffisante, et à causer ainsi un dommage aux récoltes des propriétaires riverains, ceux-ci sont fondés à intenter l'action pour

dommages aux champs, fruits et récoltes, et le juge de paix est compétent pour en connaître, lorsque les droits de propriété ne sont pas contestés. Voir, dans une espèce un peu différente, mais par application des mêmes principes, l'arrêt rendu par la Cour de cassation à la date du 18 novembre 1817, *ANNALES*, 1^{re} série, t. II, p. 278. C. M.

ARTICLE 677.

Tribunal de simple police de Roubaix
(Nord).

Président : M. BONNIER, juge de paix.

8 mai 1873.

Balayage. — Arrêté municipal. — Arrêté préfectoral. — Eglise. — Gardien.

Lorsque des arrêtés municipaux ont mis le balayage de la voie publique à la charge des habitants, et qu'un arrêté préfectoral enjoint aux gardiens des édifices publics d'exécuter ces arrêtés en ce qui les concerne, le gardien ou sonneur de cloches d'une église est tenu, à peine de contravention, d'opérer le balayage de la voie publique au-devant de l'église, selon les termes de l'arrêté municipal.

Ainsi décidé,

Le 8 mai 1873, par jugement du Tribunal de simple police de Roubaix, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Oûi les témoins en leurs dépositions, le prévenu en sa défense et l'organe du ministère public en ses réquisitions; — Vu les dispositions de loi lues à l'audience par le juge et dont le texte suit : « Code pénal, art. 471, n° 3, « § 2 : Seront punis d'amende depuis « 1 franc jusqu'à 5 francs inclusive-
« ment : ceux qui auront négligé
« de nettoyer les rues ou passages

« dans les communes où ce soin est
« laissé à la charge des habitants;
« — Code d'instruction criminelle,
« art. 162 : La partie qui succombera
« sera condamnée aux frais, même
« envers la partie publique; » — At-
tendu qu'un arrêté du maire de Rou-
baix, du 20 décembre 1860, constate
que dans cette ville le nettoioement
ou le balayage des rues et passages
est laissé à la charge des habitants;
— Qu'un autre arrêté du 9 décembre
1872, visé le lendemain par le préfet
du Nord, détermine les heures et les
conditions du nettoioement et du ba-
layage par les propriétaires et les
locataires sur les rues, places et
trottoirs au-devant de leurs maisons,
édifices, jardins, clôtures et autres
emplacements; — Et enfin que, par
un arrêté du 19 mars 1873, aussi visé
le lendemain par le préfet du Nord,
il est enjoint à tout concierge ou gar-
dien d'un établissement public à
Roubaix, tel que mairie, tribunal,
église, temple, caserne, prison, etc.,
de balayer ou faire balayer la voie
publique, dans les conditions déter-
minées en l'arrêté du 9 décembre
1872, jusqu'à 6 mètres de distance
autour de l'établissement dont la
garde lui est confiée; — Attendu que
la loi du 14 décembre 1789, art. 50,
proclame que « c'est une fonction
« propre au pouvoir municipal de
« faire jouir les habitants des avan-
« tages d'une bonne police, notam-
« ment de la propreté, de la salubrité
« et de la tranquillité dans les rues,
« lieux et édifices publics; » et que
la loi du 24 août 1790, tit. XI,
art. 3, n° 1, indique, parmi les
objets de police confiés à la vigilance
et à l'autorité des corps municipaux,
« tout ce qui intéresse la sûreté et la
« commodité du passage dans les

« rues, quais, places et voies publiques, ce qui comprend le nettoyage, l'illumination ou l'éclairage, etc. » ; — Attendu que de nombreux arrêts de la Cour de cassation consacrent le principe, en ce qui concerne les propriétaires, qu'en règle générale le balayage est une charge de la propriété ; — Qu'en ce qui regarde les locataires, il a été jugé par la Cour suprême qu'un règlement de police peut leur imposer, comme aux propriétaires, la charge du balayage (arrêt du 28 novembre 1868, ANNALES DES JUSTICES DE PAIX, novembre 1869, p. 385); et que, en ce qui touche les concierges et gardiens des établissements publics, il a aussi été jugé par la Cour de cassation que ces concierges et gardiens se trouvent virtuellement et de plein droit, en leur qualité, *substitués aux propriétaires* quant aux obligations de police de la nature dont il s'agit au numéro 3 de l'article 471, et que, dès lors, les concierges et gardiens de ces établissements sont tenus de se conformer aux règlements de police rendus en conformité de cet article et sous les peines qui y sont portées (arrêt du 30 mai 1846, Sirey-Ville-neuve, 1846, I, 857) ; — Enfin et spécialement qu'il a été jugé par la même Cour que le carillonneur, *dépositaire des clefs de l'église*, doit être assimilé au portier ou gardien d'un établissement public (arrêt du 16 mars 1821, Dalloz, A., II, 144) ; — Attendu donc que les arrêtés du maire de Roubaix ci-dessus datés, concernant la salubrité et la propreté de la voie publique, sont, suivant la jurisprudence de la Cour de cassation, légaux et obligatoires et que si la Cour régulatrice a décidé, en principe, que le balayage est une charge de la

propriété, ce principe n'a pas été posé d'une manière absolue, puisque les locataires ont été, comme les propriétaires, reconnus susceptibles d'être assujettis, par des arrêtés municipaux, à l'obligation du nettoyage de la voie publique, et que les gardiens et concierges des établissements publics ont été déclarés virtuellement et de plein droit, et à plus forte raison lorsque, comme dans l'espèce, la substitution résulte expressément des dispositions d'un arrêté municipal, substitués aux obligations des propriétaires ; — Attendu que, dans cet état de la jurisprudence et de la réglementation administrative locale, sans s'arrêter à la question de la propriété des églises, le fait du défaut de balayage aux contours de l'église de Saint-Martin à Roubaix, notamment le 22, le 23, le 24 et le 25 avril dernier, étant reconnu par le prévenu lui-même, il reste uniquement à examiner et à décider si ce même prévenu encourt la responsabilité pénale de ce défaut de balayage ; — Attendu que Sadousty, clerc paroissial et premier chantre de l'église de Saint-Martin, est dépositaire des clefs de cette église, et qu'à ce titre il est chargé, ainsi qu'il l'a déclaré lui-même, d'ouvrir tous les matins, pour sonner l'*Angelus*, la porte de l'édifice sacré, si cette porte n'a pas été ouverte plus tôt, pour les besoins du service religieux, par un membre du clergé, un autre officier ou un employé de l'église, aussi dépositaire d'une clef ; de fermer et ouvrir la porte quand il y a lieu dans la journée, et enfin de la fermer définitivement tous les soirs à l'heure prescrite ; — Attendu donc que si, suivant l'usage général des églises, il n'y a pas à Saint-Martin un

employé ayant nominalemeut et exclusivement le titre et la fonction de concierge ou de gardien, demeurant dans une dépendance ou le voisinage du monument, Sadousty, en raison de ses fonctions secondaires de dépositaire des clefs, de portier ordinaire et de sonneur spécial pour les premiers et derniers et pour certains tintements de la cloche, doit, suivant l'esprit et les termes de l'arrêt de la Cour de cassation du 16 mars 1821, être assimilé, avec les conséquences légales indiquées plus haut, au gardien d'un établissement public; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en dernier ressort, condamne par corps le prévenu Sadousty en quatre amendes de 1 franc chacune au profit de la commune de Roubaix, fixe au minimum la durée de la contrainte, et le condamne de plus aux dépens.»

Observations. — Solution exacte et conforme à une jurisprudence aujourd'hui consacrée. Voir sur ces questions notre Dictionnaire Général, 3^e édit., v^o *Balayage*, n^o 19 et suiv.

A. B.

ARTICLE 678.

Justice de paix du canton de Bethel (Ardennes).

Président : M. BLAIN, juge de paix.

2 juin 1873.

Action personnelle et mobilière. — Charrois. — Acte de commerce. — Compétence. — Preuve testimoniale. — Compte excédant 150 francs. — Rapport d'experts.

Ne fait pas acte de commerce celui qui, employant habituellement ses chevaux et ses voitures à son propre usage, les loue dans une occasion particulière.

Spécialement, le juge de paix est compétent

pour connaître d'une demande formée contre un charron par un cultivateur qui lui a fait plusieurs charrois de bois.

Il n'y a pas lieu d'admettre la preuve testimoniale en matière de compte s'élevant de part et d'autre à plus de 150 francs.

Ainsi décidé,

Le 2 juin 1873, par jugement de M. le juge de paix du canton de Bethel, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Sur la première question : — Considérant qu'encore bien que le moyen invoqué par le défendeur ne l'ait été qu'après sa comparution à toutes les audiences précédentes, après avoir plaidé au fond, après avoir concouru à la nomination et aux opérations des experts, néanmoins il convient d'en examiner le mérite ; — Considérant que si l'article 632 du Code spécial à la matière répute acte de commerce toute entreprise de transport par terre et par eau, cela ne s'entend, en général, que d'une entreprise faite moyennant un prix convenu ; — Considérant que cette circonstance importante ne se rencontre pas au cas particulier, puisqu'au contraire la discussion principale roule sur le plus ou moins d'exagération des prétentions de Mercier à cet égard ; — Considérant d'ailleurs qu'il n'y a pas d'entreprise de transport dans le véritable sens du mot, conséquemment d'acte commercial, de la part de celui qui, comme le fait Mercier, employant habituellement ses chevaux et ses voitures à son propre usage, les loue dans une occasion particulière ; qu'il se trouve dans la même situation que le cultivateur qui, après avoir conduit ses grains ou denrées à la ville, en ramène des marchandises pour le compte d'au-

trui, moyennant une rétribution, mais ne fait pas là un acte de commerce (Bioche, Pardessus, Nouguier, Goujet et Merget, *Journal du Palais*, v° ACTES DE COMMERCE, n° 338); — Que, dans une telle situation, il n'y a pas lieu d'accueillir le déclinatoire tout à coup soulevé d'une manière qu'on pourrait qualifier de *tardive et malencontreuse*; — Sur la seconde question : — Considérant que les sommes portées dans les mémoires respectifs des parties s'élèvent de chaque côté à bien plus de 150 francs (les charrois seuls réclamés par Mercier dépassent de beaucoup ce chiffre); — Considérant qu'il n'existe dans la cause aucun commencement de preuve par écrit; que, dès lors, et en présence des dispositions de l'article 1341 du Code civil, il n'y a pas lieu d'admettre la preuve testimoniale demandée; — Considérant, d'un autre côté, à supposer même que cette preuve fût admissible, que ce serait encore le cas de la rejeter par la raison que le premier point sur lequel elle devrait porter (les charrois) n'a pas été contesté, mais seulement leur prix; que, quant au second point, les éléments versés aux débats suffisent pour asseoir la décision; que, dans un tel état de choses, les frais assez considérables à résulter d'une enquête et probablement d'une contre-enquête seraient en pure perte; qu'il convient donc de les éviter; — Sur la troisième question : — Considérant que, dès le 31 juillet 1872, les parties, comparaissant devant nous, sur l'invitation donnée par Bigot à Mercier à fin de règlement de leurs comptes, consistant, pour le premier, en travaux de charroinage, et pour le second, en voiturages, locations de chevaux,

fournitures de paille ou d'avoine, etc., le tout remontant à des époques fort reculées déjà (de 1861 à 1872), ont nommé pour experts, à l'effet de les examiner, les sieurs Blocquaux, voiturier, et Fleury, charron, tous deux de Rethel; — Qu'à l'audience du 12 février dernier ils se sont de nouveau présentés et ont nommé pour tiers expert le sieur Chantréaux-Camus, cultivateur en la même ville; — Considérant que Mercier, ayant refusé de se soumettre aux réductions faites par lesdits experts sur quelques-uns des charrois portés en son dit mémoire, s'élevant ensemble à 117 francs, applicables à onze des articles qui y figurent, a été cité par Bigot à notre audience du 5 mai, aussi dernier, pour s'y voir condamner à lui payer : premièrement, la somme de 127 fr. 05, faisant la différence entre le montant du mémoire dudit Bigot, 603 francs, et celui de Mercier, 475 fr. 95, le tout d'après l'expertise; deuxièmement, plus la somme de 2 fr. 80 pour le prix de quatre planches; troisièmement, et celle de 8 francs pour la valeur d'une masse, avec intérêts et dépens; — Considérant qu'à cette audience Mercier est venu soutenir que les experts n'avaient pas été à même de vérifier d'une manière exacte et complète les prétentions soit de son adversaire, soit de lui-même; — Que, de leur consentement réciproque, la cause a été continuée au 22 du même mois, pour, de la part des mêmes experts, qu'ils ont dispensés de tout serment, dresser un rapport détaillé et circonstancié sur le mode dont, selon eux, le règlement des mémoires produits de part et d'autre devrait s'opérer; — Considérant qu'à ladite audience, la

cause revenant pour, de la part des intéressés, prendre communication du rapport dont s'agit, Mercier a déposé les conclusions insérées dans notre jugement dudit jour, et tendant d'abord à notre incompétence, la contestation qui divise les parties étant commerciale, y est-il dit; subsidiairement à la nullité de l'expertise, en tous cas à l'admission de la preuve testimoniale en la forme ordinaire sur les deux points suivants : le premier, que le défendeur a effectué tous les transports énoncés en son mémoire; le second, que les prix ne sont pas exagérés, qu'ils sont même cotés à un chiffre inférieur à l'usage pour ces sortes de travaux; — Considérant, en ce qui touche l'incompétence et la demande de preuve par témoins, que ces deux questions sont résolues plus haut; qu'il ne reste qu'à examiner actuellement si les critiques soulevées contre l'expertise datée du 19 mai dernier, enregistrée le 26 dudit mois, sont ou non fondées; — Considérant que, selon Mercier, les experts auraient positivement refusé de l'entendre dans ses explications et de recueillir toute espèce de renseignements susceptibles d'éclairer leur religion; que Bigot, lui, qui conteste l'importance des charrois du défendeur, n'a pas produit son mémoire ni aucune facture qui aurait permis de les vérifier; que les experts eux-mêmes n'ont pas motivé les réductions qu'ils font subir au mémoire de Mercier, qu'ils se bornent à des retranchements sans pouvoir indiquer sur quoi ils les opèrent; — Considérant, au contraire, que le rapport, objet des critiques qui viennent d'être analysées, commence ainsi : « Les soussignés, experts nom-

« més dans l'affaire Bigot, charron, « et Mercier-Henne, cultivateur, de « Rethel, après avoir vu et entendu « les parties séparément et en- « semble, font, après tous rensei- « gnements pris, sur le mémoire de « Mercier, les réductions suivantes : » (suit la nomenclature desdites réductions, dont le total est de 117 francs); — Que le même rapport, qui fait foi de son contenu, constate que le sieur Fleury, expert nommé en qualité de charron, s'est fait représenter la note des travaux de Bigot, et qu'il certifie que les prix qui y sont portés sont ceux ordinaires, que certains articles auraient même plutôt lieu d'être augmentés que diminués; — Considérant que les trois experts susnommés ont été choisis d'un commun accord, qu'ils ont été dispensés de serment par les parties, ce qui annonce jusqu'à l'évidence qu'elles avaient toute confiance en eux; qu'il y a donc lieu de s'étonner que l'une d'elles vienne plus tard censurer leur travail et même en demander la nullité; — Considérant que la justice ne peut accueillir de semblables moyens, et que c'est le cas, au contraire, de les proscrire; — Sur la quatrième question : — Considérant que les dépens sont mis par la loi à la charge de celui qui succombe; — Par ces motifs : — Faisant droit aux parties par jugement en premier ressort, rejetons le déclinatoire mal à propos soulevé, et nous déclarons compétent pour connaître de la contestation; — Et statuant au fond, rejetons également comme inadmissible, et en tous cas comme inutile et superflue, la preuve offerte; — Ecartons enfin les critiques ou moyens de nullité élevés contre le rapport des experts; — Homologuons ledit

rapport, qui sera joint à notre jugement; — En conséquence, condamnons Mercier à payer à Bigot : premièrement, la somme de 127 fr. 95, faisant le montant de la balance de leurs mémoires respectifs, d'après le rapport précité; deuxièmement, et celle de 2 fr. 80 pour le prix de quatre planches fournies; — Donnons acte à Bigot de l'offre faite par Mercier de lui remettre une masse en échange de celle qu'il avait prêtée; — Condamnons ledit Mercier à l'intérêt des sommes ci-dessus à compter du jour de la demande, et aux dépens, liquidés à 19 fr. 85, non compris ceux du présent jugement et la taxe des experts, si elle est requise.»

Observations. — L'entrepreneur de charrois ou transports est manifestement commerçant, et, par suite, les contraventions relatives aux actes de son industrie rentrent dans la compétence des Tribunaux consulaires, quel qu'en soit le chiffre. Mais le cultivateur qui, dans certaines occasions déterminées, loue ses chevaux et voitures ou se charge lui-même d'exécuter un ou plusieurs transports pour le compte d'autrui, ne saurait, par cela seul, devenir commerçant, alors même qu'il aurait stipulé la rétribution du service rendu. Le contrat qui intervient entre lui et celui qui l'emploie est un louage de services qui rentre dans la compétence des Tribunaux civils. Il importe peu que la partie qui a demandé le service soit elle-même commerçante. Sa qualité ne saurait modifier la nature de l'acte qui donne lieu à la contestation ni priver le cultivateur du droit de recourir à ses juges naturels. C'est donc avec raison

que le juge de paix, dans l'espèce, a rejeté le déclinatoire et s'est déclaré compétent pour statuer. — Sur la seconde question, nous approuvons également la sentence; la preuve testimoniale, en principe, ne saurait être admise au delà de 150 francs. En fait, d'ailleurs, les parties avaient elles-mêmes et d'accord choisi des experts pour régler les comptes, objet de la contestation; le travail des experts fait et déposé, le juge était très-fondé à refuser une enquête manifestement inutile et frustratoire. Les parties avaient évidemment le droit de critiquer le rapport au fond, d'en signaler les erreurs ou les lacunes, si elles parvenaient à les établir. Mais au magistrat, juge du fait, demeurait le pouvoir d'apprécier ces critiques, de les admettre en tout ou partie ou de les rejeter complètement, et enfin de modifier, dans sa sentence, ou d'adopter purement et simplement, après mûr examen, les conclusions du rapport.

A. B.

ARTICLE 679.

Justice de paix du canton d'Auneau
(Eure-et-Loir).

Président : M. VERLET DU MESNIL,
juge de paix.

19 juillet 1872.

Responsabilité. — Hongreur. — Impéritie.
Domage.

Celui qui, sans avoir les connaissances pratiques suffisantes, a exécuté sur le cheval appartenant à un autre une opération dangereuse et a occasionné, par sa faute, la mort du cheval, est responsable de l'accident et tenu de dommages-intérêts envers le propriétaire du cheval.

Toutefois il y a lieu dans l'évaluation de ces dommages-intérêts de tenir compte de l'imprudence du propriétaire du cheval, qui

par économie s'est adressé à un opérateur n'offrant pas de garanties suffisantes.

Ainsi décidé,

Le 19 juillet 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton d'Auneau, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance susrelaté ; — Vu notre jugement interlocutoire du 12 de ce mois et les enquête et contre-enquête du 16 et de ce jour ; — Oui les parties en leurs dires, observations et conclusions ; — Jugant contradictoirement et en premier ressort ; — Attendu qu'il est constant en fait que Duval, ayant un cheval âgé de huit à neuf ans qu'il désirait faire hongrer, l'a conduit, pour qu'il y subît cette opération, le 13 juin dernier, de Maisons à Malassais, chez Seigneuret, qui, paraît-il, avait déjà pour d'autres réussi la même opération, mais que Duval savait très-bien être dépourvu de toutes notions théoriques et ne procéder que comme empirique, c'est-à-dire par manière d'expérimentation et sans offrir et renfermer en lui-même les garanties de succès qui s'attachent en général à l'instruction acquise sur les bancs de l'école, aux études professionnelles, en un mot au diplôme ; — Attendu qu'il n'est donc point justifié que ce soit Seigneuret qui spontanément ait proposé son ministère à Duval, ainsi qu'il est articulé dans la demande, et que celui-ci, par sa démarche, aurait bien plutôt l'air de s'être, par raison d'économie, adressé au défendeur, qui ne lui demandait aucune rétribution, au dire de celui-ci, et qui, du reste, ne lui a rien fait payer ; — Attendu que cette circonstance

n'est point indifférente au procès, puisque, d'une part, elle décèle chez Duval une crédulité, une confiance aveugle dans l'habileté pourtant si contestable de Seigneuret, une imprudence dans l'acte volontaire et libre par lequel il s'est ainsi mis à sa discrétion et s'est exposé lui-même et de propos délibéré au risque et au préjudice dont il se plaint aujourd'hui ; et que, d'une autre part, il en ressort que ce n'est que par calcul que Duval a fait choix du défendeur, qu'il savait travailler au meilleur marché, toutes choses qui sont de nature à peser d'un grand poids sur la question des dommages-intérêts dans laquelle se résume le procès ; — Attendu, pour ce qui regarde Seigneuret, qu'en entreprenant l'opération dont s'agit, soit qu'il y ait été sollicité ou qu'il se soit d'abord offert à cet effet, *il se donnait par cela même* comme capable de la diriger dans tous ses détails de façon à la conduire à bonne fin, et devait y apporter le plus grand soin et la plus sérieuse attention ; — Qu'il est même permis de penser que ce n'est pas dans le secret du for intérieur qu'il s'estimait versé dans l'art vétérinaire, ou par des œuvres silencieuses qu'il s'attirait l'attention du public et par condescendance et servilité qu'il se mettait à sa disposition, mais qu'il se prévalait véritablement d'aptitude en cette matière ; — Attendu, en effet, que, le 16 de ce mois, en pleine audience, Seigneuret, se tournant vers le témoin Lecœur, vétérinaire en titre, lui a dit avec une sorte de défi, avec animation et jactance, que *personne ne l'empêcherait de continuer à traiter les animaux*, c'est-à-dire d'exercer un art dont, au temps même où il

aurait dû le plus s'en cacher, il a fait ainsi publiquement profession ; — Qu'il en découle qu'en se posant en homme de science sans pouvoir en exhiber les titres, il s'engageait à prouver du moins par ses faits et résultats qu'il était réellement à la hauteur des cures ou opérations qu'il osait entreprendre, et mettait en jeu sa responsabilité en cas d'insuccès fondé sur l'ignorance, la maladresse, l'impéritie, l'inattention ou la négligence ; — Attendu que c'est effectivement un principe général en droit que l'on est tenu de réparer tout dommage ou détriment que l'on a causé à autrui par sa faute, sa négligence ou son imprudence, que le fait qui la renferme consiste d'ailleurs dans une action ou dans une omission d'action ; — Attendu qu'il est de jurisprudence aujourd'hui non contestée que, lorsque les faits rapprochés aux médecins, chirurgiens, sages-femmes et autres praticiens sortent de la classe de ceux qui, par leur nature, sont exclusivement réservés aux doutes et aux discussions de la science, et dénotent clairement une négligence ou une impéritie, ils sont soumis à la responsabilité de droit commun, à raison des opérations du ministère qu'ils remplissent ; — Attendu que, dans le genre d'opération pratiquée par Seigneuret, rien n'était laissé au doute, rien livré aux conjectures ni à la controverse, mais qu'il ne s'agissait que d'une œuvre naturelle exigeant seulement du soin, de la prévoyance et de l'attention ; qu'eût-elle réclamé des lumières qu'il ne possédait pas, il n'en serait que plus blâmable dans la présomption et la témérité qui l'auraient déterminé ; — Qu'il y a donc à examiner si et en quoi le dé-

fendeur a manqué à ce devoir naturel et général de sollicitude et de précaution dans son entreprise ; — Or, attendu qu'il est affirmé par le témoin Lecœur qu'ayant, peu d'instants après sa mort, constaté l'état du cheval de Duval, il a reconnu qu'il avait péri par déperdition complète du sang provenant d'un défaut de ligature du cordon testiculaire gauche dont Seigneuret avait fait la section et par où le sang s'était échappé par épanchement tant externe qu'interne ; que cette ligature existait bien du côté droit, mais que le côté gauche n'en indiquait aucune trace ; que si elle avait été appliquée *ab initio*, il fallait qu'elle l'eût été bien négligemment pour qu'elle eût glissé si facilement et qu'il n'en subsistât aucune empreinte ; que, dans tous les cas, la science, en pareille situation, possède des ressources, expédients et moyens substitutifs que n'a pas employés le défendeur, et qui auraient arrêté sûrement l'hémorragie, cause unique de la mort ; — Attendu que, s'il est attesté par le témoin Lepais que la ligature a également été faite au cordon gauche, il n'en reste pas moins certain qu'elle l'a été d'abord avec trop de constriction, puisque Seigneuret lui-même convient qu'elle a crevé le cordon, et ensuite, et par excès contraire, trop mollement, d'une manière insuffisante, incomplète ou maladroite, puisque, peu de temps après, elle livrait passage au sang en telle quantité qui devait bientôt épuiser l'animal jusqu'à mort s'ensuivre ; que Seigneuret, trois fois rappelé par Duval pour remédier à cet accident sans y parvenir, aurait dû, devant cette impuissance, s'il n'en eût été détourné par un amour-propre vain et

coupable, recourir le premier à l'intervention d'un homme de l'art, qui, d'après l'assertion du témoin Le-cœur, eût pu s'opposer à temps aux funestes conséquences du tarissement de l'élément vital et sauver l'animal ; — Qu'an lieu de cela, Seigneuret, au dire du témoin Roussin, aurait même refoulé la proposition faite à cet égard et le désir exprimé par Duval en le dissuadant d'appeler aucun vétérinaire, l'assurant que l'animal allait se remettre après ses pansements et ne tarderait pas à bien aller, affrontant ainsi, dans un moment manifestement critique, tous les périls de la situation et assumant sur lui seul toute la responsabilité d'un dénoûment qu'il devait indubitablement prévoir ; — Attendu qu'il ressort de toutes ces considérations que Seigneuret a commis une faute lourde en pratiquant maladroitement, avec négligence, impéritie et présomption, une opération pour laquelle il s'était présenté comme habile et compétent et en s'opposant à ce que plus expert et plus avisé que lui vînt suppléer à son insuffisance, ce qui le rend nécessairement passible de dommages-intérêts vis-à-vis de Duval à raison du préjudice qu'il lui a causé par ces faits ; mais que, de son côté, Duval, s'étant livré aux mains d'un homme qu'il savait dénué d'études et de notions théoriques et professionnelles, a pareillement à s'imputer une faute qui pèse ou du moins atténue sensiblement les conséquences de celle du défendeur ; qu'en outre, il convient de faire entrer en compte que Duval, en employant Seigneuret, a eu en vue de réaliser une économie, et qu'il l'a effectivement réalisée, puisqu'il est avéré que ce dernier ne

lui a rien fait payer pour son opération ni pour ses démarches ; — Et attendu que nous possédons les éléments nécessaires pour faire entre les parties une juste répartition de leurs torts respectifs, arbitrer la valeur de l'animal et fixer le *quantum* des dommages-intérêts s'appliquant à Seigneuret dans le montant de cette valeur ; — Par tous ces motifs, condamnons Seigneuret à payer à Duval la somme de 120 francs pour dommages-intérêts, et disons qu'il sera fait masse de tous les dépens pour être supportés par chacune des parties par moitié, lesquels dépens sont liquidés à... »

Observations. — Celui qui volontairement et par économie abandonne les animaux qui lui appartiennent aux soins d'un empirique a évidemment commis une imprudence et une faute. Mais la faute est plus lourde encore de la part du charlatan qui entreprend une tâche au-dessus de ses forces, et il devient nécessairement responsable du dommage qu'il cause, alors que par son fait, par son impéritie, qu'il doit connaître mieux que personne, il a causé la mort des animaux sur lesquels il s'était chargé d'opérer. Le juge est donc essentiellement fondé à appliquer en pareil cas le principe posé par l'article 1382 du Code civil, et à condamner l'opérateur à la réparation du dommage dont il est l'auteur. Dans l'espèce, il ne paraît pas douteux que la perte du cheval ne fût survenue par la faute de l'opérateur, et que l'accident n'eût été prévenu et évité si l'opération avait été faite par un vétérinaire. Peut-être donc eussions-nous condamné le défendeur au

payement de la valeur entière du cheval ; car, s'il n'avait pas offert ses services, il est certain que le demandeur n'eût pas pu commettre l'imprudence de les accepter. A. B.

ARTICLE 680.

*Justice de paix du canton de Lauzerte
(Tarn-et-Garonne).*

*Président : M. BERGASSE-LAZIROULES,
juge de paix.*

29 avril 1878.

*Action possessoire. — Chemin communal.
Habitant.*

L'action possessoire tendant au rétablissement d'un chemin communal n'est pas recevable quand elle est intentée par un habitant qui n'a pas un intérêt distinct de celui que peut avoir la commune, et quand aussi le défendeur conteste à la commune la propriété et la jouissance de ce chemin, si cet habitant ne s'est pas conformé aux prescriptions édictées par l'article 49, § 3, de la loi du 18 juillet 1837.

Le sieur Auzuels, prêtre à Sauveterre, a fait citer devant M. le juge de paix de Lauzerte le sieur Salacroup, cultivateur et aubergiste au même lieu, pour : « Attendu que le requérant est en possession depuis de longues années et notamment depuis plus d'un an et jour d'un droit de passage sur le chemin public et communal partant de sa maison d'habitation et aboutissant au chemin public qui vient de Combavallilles au village de Sauveterre ; que, depuis une quinzaine de jours, le sieur Salacroup s'est permis de le troubler dans son droit de passage en fermant ce chemin par un barrage infranchissable, et a menacé le requérant de le frapper s'il se permettait de toucher à cette barrière. » Le sieur Auzuels a conclu à ce qu'il

fût réintégré dans la possession de sa servitude de passage sur ledit chemin communal, qu'il fût ordonné que la barrière soit enlevée et que Salacroup fût condamné à 200 francs à titre de dommages-intérêts.

Le 29 avril 1873, les parties ont comparu en personne ; le sieur Auzuels, développant ses conclusions prises dans l'exploit d'instance, a prétendu que le chemin intercepté par Salacroup était un chemin appartenant à la commune de Sauveterre, par conséquent un chemin public sur lequel tout le monde avait le droit de passer et sur lequel de tout temps tout le monde avait passé ; qu'il était absolument nécessaire à lui et à tous les habitants de la commune de Sauveterre ; que c'était en sa qualité d'habitant de Sauveterre et aussi au nom de tous les habitants de ce village qu'il réclamait le libre passage de ce chemin.

Le sieur Salacroup a répliqué que jamais il n'y avait eu de chemin public au lieu où il venait d'établir une barrière, que la commune de Sauveterre n'y avait jamais été propriétaire d'un chemin quelconque ou d'un droit de passage ; que le sol sur lequel se trouvait actuellement la barrière placée par lui était sa propriété privée ; que si quelques personnes avaient passé en cet endroit, cela n'avait jamais été qu'à titre de tolérance. Il a conclu en conséquence à ce que le sieur Auzuels fût purement et simplement débouté de sa demande.

Le même jour, jugement qui prononce ainsi :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Oui les parties dans leurs conclusions, dires et moyens de défense ; — Attendu

que si le sieur Auzuels peut avoir un intérêt personnel au rétablissement du chemin qui fait l'objet du procès, cet intérêt, d'après ses explications, n'est pas distinct de celui que peuvent avoir la commune et la généralité des habitants de Sauverre; qu'il se fonde, pour intenter son action, sur les droits qui appartiennent à la commune, droits déniés par le défendeur, qui conteste à la commune la propriété et aussi la jouissance dudit chemin; — Attendu que le maire seul peut, en vertu de l'article 55 de la loi du 18 juillet 1837, intenter une action possessoire sans l'autorisation du conseil de préfecture, et qu'il ne saurait en être de même pour les contribuables; qu'il en a été ainsi jugé par de nombreux Tribunaux et aussi par divers arrêts de la Cour suprême, et que la doctrine et la jurisprudence sont aujourd'hui unanimes à cet endroit; — Attendu que le sieur Auzuels n'a pas fait preuve qu'il se fût, avant d'introduire son action possessoire, conformé aux prescriptions édictées par l'article 49, § 3, de la loi du 18 juillet 1837; qu'il ne nous a présenté aucune autorisation du conseil de préfecture du département de Tarn-et-Garonne; — Par ces motifs, jugeant en audience publique, contradictoirement et en premier ressort, disons l'action possessoire formée par le sieur Auzuels non recevable, l'en déboutons et le condamnons en tous les dépens, liquidés à 10 fr. 25, non compris l'enregistrement, l'expédition et la signification du présent jugement, s'il y a lieu. »

Observations. — Il a été décidé que la jouissance d'un chemin communal ne peut servir de base à une

action possessoire, de la part de l'un des habitants de la commune agissant en son nom privé, cette jouissance ne pouvant constituer, quant à lui, que l'exercice d'une servitude de passage, c'est-à-dire d'une servitude discontinue. (Cass., 8 avril 1856, ANNALES, 1856, p. 473.) Pour agir au possessoire en maintenance d'un tel chemin, l'habitant qui agit seul ne le peut faire utilement qu'en excipant des droits de la commune et en exerçant une action qu'il prétend lui appartenir, mais alors il est tenu de se conformer aux prescriptions de l'article 49 de la loi du 18 juillet 1837, c'est-à-dire de rapporter l'autorisation préalable du conseil de préfecture. Jugé qu'un défendeur dans une instance pourrait exciper des droits de la commune sans remplir ces formalités (Bordeaux, 9 janvier 1850). Mais, en revanche, le défendeur lui-même ne pourrait, sans l'autorisation préalable, exercer, par voie de demande reconventionnelle, une action de la commune (même arrêt.) A. B.

ARTICLE 681.

*Justice de paix de St-Georges-sur-Loire
(Maine-et-Loire).*

Président: M. DEMAILLASSON, juge de paix.

26 juin 1873.

Frais funéraires. — Sacristain. — Défaut de qualité du demandeur.

Dans les localités où il n'existe pas d'administration des pompes funèbres, le secrétaire de la paroisse n'a pas qualité pour intenter une demande en paiement des frais funéraires. Ce droit n'appartient qu'à la fabrique, dûment autorisée.

René Boismault, sacristain à Saint-Germain des Prés, fait citer Philippe Belliard, de la même commune, à

l'effet de faire condamner ce dernier à lui payer une somme de 46 fr. 50 pour fournitures et travaux de son état de sacristain, faits par lui à l'occasion de l'inhumation du fils du défendeur.

Belliard soutient que Boisaault n'avait pas qualité pour l'actionner.

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance du 30 mai dernier, notre jugement de renvoi du 5 juin courant, le tout étant enregistré ; — Attendu que, pour actionner en justice, il faut avoir qualité, c'est-à-dire agir comme maître du droit, ou comme représentant du droit, d'où la règle : « Point de qualité, » point d'action ; » — Attendu que Boisaault n'a pas justifié de sa qualité pour actionner Belliard ; — Que les fonctions de sacristain ne constituent ni un état ni une profession, mais simplement un emploi amovible ; — Que, dans les villes où fonctionnent les pompes funèbres, c'est à ces administrations qu'il appartient d'opérer les recouvrements et d'en faire la répartition à qui de droit, et que, dans les autres localités, ce soin incombe à la fabrique, laquelle ne peut, du reste, intenter une action en justice sans l'autorisation préalable du conseil de préfecture (art. 77 du décret du 30 décembre 1809) ; — Par ces motifs, jugeant en dernier ressort, déclarons le sieur Boisaault non recevable dans sa demande et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Les sacristains, bedeaux, suisses, etc., ne sont dans les églises que des employés salariés, révocables au gré du curé ou de la fabrique, et n'ayant par suite

aucune qualité pour actionner en leur propre nom ceux qui peuvent être redevables envers l'église de frais quelconques relatifs au culte. C'est donc avec raison, dans l'espèce, que le juge de paix a refusé d'accueillir une action intentée dans ces conditions par un sacristain. Il est certain qu'il ne lui était rien dû personnellement, et, comme il est de principe que l'on ne plaide pas par procureur, le sacristain ne pouvait même être recevable à agir comme mandataire ou du curé ou de l'église.

C. M.

ARTICLE 682.

Justice de paix du 1^{er} canton de Reims (Marne).

Président : M. CH. DE BOURBONNE,
juge de paix.

18 octobre 1873.

Obligation potestative. — Vache malade.

Indemnité. — Cause licite. — Terme.

L'obligation librement consentie par un débiteur, même avec une clause potestative, n'est pas nulle lorsqu'elle repose sur une cause licite et reconnue.

Spécialement celui qui, en se reconnaissant débiteur d'une indemnité à raison d'un dommage causé à autrui, s'est engagé à la payer quand il le pourra, ne saurait indéfiniment différer le paiement de la somme due ; il appartient au juge, saisi de la réclamation du créancier, d'impartir un délai dans lequel le débiteur devra s'acquitter.

Dolet a fait citer Lebeaux à comparaître devant le juge de paix du premier canton de Reims pour s'entendre condamner à lui payer 55 francs pour indemnité d'une vache à lui vendue, laquelle était malade, et qu'il a été obligé d'enfouir.

Il représente une reconnaissance de cette indemnité, écrite et signée de la main de Lebeaux, à Reims, le 14 août 1872, qui se termine par cette phrase : *Je m'engage à payer*

cette somme à ma volonté, et je la payerai quand je pourrai.

Lebeaux, qui cependant est propriétaire et dans une position aisée, prétend que le moment n'est pas encore venu pour lui de payer; qu'en tout cas cette reconnaissance, qu'il reconnaît avoir écrite et signée, doit être nulle et non avenue, parce qu'elle est purement potestative de sa part et contraire à la loi. — Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties entendues ; — Attendu qu'il résulte des faits et circonstances de la cause, ainsi que de la pièce produite par Dolet, la preuve que Lebeaux se reconnaît débiteur envers lui d'une somme de 55 francs pour lui tenir lieu d'indemnité d'une vache à lui vendue en état de maladie ignorée, et qu'il a été obligé d'enfouir, ne pouvant en tirer aucun parti ; — Attendu que Lebeaux, de son côté, tout en reconnaissant avoir écrit et signé lui-même l'engagement de payer cette somme de 55 francs pour raison d'indemnité du préjudice causé, se retranche aujourd'hui derrière une nullité qu'il prétend invoquer en sa faveur ; — Attendu qu'en l'état il s'agit d'apprécier les dires et documents des parties et de décider si, oui ou non, la prétention invoquée par Lebeaux, conformément aux dispositions de l'article 1174 du Code civil, peut lui être appliquée ; qu'en effet, cet article décide que toute obligation est nulle lorsqu'elle est contractée sous une condition potestative de la part de celui qui s'oblige ; — Attendu qu'en prenant à la lettre les termes exprès et précis de cet article, on serait porté à admettre,

qu'en effet Lebeaux, en consentant l'obligation ci-dessus, n'a fait qu'un acte échappatoire, et que Dolet ne serait plus aujourd'hui en droit d'en réclamer l'exécution ; — Mais, attendu qu'en se reportant au remarquable exposé de la doctrine fait par Favard, rapporteur, au nom de la section de législation, à la séance du Tribunat, le 13 pluviôse an XII, cette question se trouve complètement posée et résolue ; qu'en effet, le rapporteur s'y exprime d'une manière qui ne peut laisser aucun doute quand il dit : « Quant à la « cause des contrats qui fait la matière de la quatrième section, « elle renferme deux principes « invariables : l'obligation qui n'a « pas de cause ou qui est fondée « sur une fausse cause, ou sur une « cause illicite, ne peut produire aucun effet ; et la cause est illicite « quand elle est prohibée par la loi, « ou contraire soit aux bonnes « mœurs, soit à l'ordre public. « Dans tous ces cas, il n'y a pas « d'obligation, ou il faudrait admettre des effets sans cause. « Mais il ne faut pas confondre « l'obligation qui n'a pas de cause « avec celle où la cause n'est pas « exprimée : dans le premier cas, « nous venons de le dire, il n'y a « pas d'obligation ; dans le deuxième, « l'obligation subsiste ; elle est valable si la cause est bonne, quoique « non exprimée. La différence vient « de ce que, dans le premier cas, « il est reconnu que l'obligation « n'a pas de cause, et de ce que, « dans le deuxième, il existe une « cause, quoique non exprimée. Les « obligations illicites sont dans la « même classe que celles contractées sans cause, car une cause

« illicite est aux yeux de la loi
 « comme si elle n'existait pas, ou
 « comme une cause impossible dans
 « son existence. Ainsi il faut bien
 « se pénétrer du principe adopté
 « par le projet : il divise les
 « engagements d'une manière à
 « écarter toute difficulté dans l'ap-
 « plication ; il n'en distingue que
 « deux sortes, savoir : les engage-
 « ments auxquels la loi refuse toute
 « existence qui puisse produire un
 « effet, et ceux qui sont seulement
 « susceptibles d'être rescindés. On
 « doit ranger parmi les premiers
 « ceux qui ont été contractés sans
 « cause ou pour une fausse cause,
 « ou pour une cause illicite, et on
 « peut dire qu'il n'y en a pas
 « d'autres de cette nature. On doit
 « compter parmi les seconds les
 « engagements des mineurs, des
 « interdits, des femmes mariées, et
 « ceux surpris par dol, erreur ou
 « violence ; » — Attendu qu'en se
 reportant à ce laborieux et conscien-
 cieux examen de la question, il en
 résulte que Lebeaux ne peut pas
 invoquer en sa faveur la nullité de
 l'obligation potestative résultant de
 l'article 1174 du Code civil ; — Qu'en
 effet l'obligation consentie et signée
 par Lebeaux repose sur une cause
 licite et librement exprimée ; que
 cette réclamation qui lui est faite de
 55 francs a pour cause l'indemnité
 d'une vache qu'il savait malade et
 qu'il a vendue à Dolet, lequel n'a
 pu en tirer aucun profit, l'a nourrie
 pendant quelque temps et a été
 obligé de l'enfouir par mesure sani-
 taire ; — Attendu qu'il est juste et
 équitable, en fait comme en droit,
 que Dolet soit indemnisé de la perte
 qu'il a dû subir et que d'ailleurs
 Lebeaux a reconnue ; — En ce qui

touche le paiement des 55 francs :
 — Attendu qu'en l'état il nous ap-
 partient de fixer une époque où
 le paiement de cette somme de-
 vra avoir lieu ; que Lebeaux ne
 peut impunément retarder, au gré
 de son caprice, le terme de son obli-
 gation, qui remonte au 14 août 1872,
 et que d'ailleurs sa position pécu-
 niaire est bonne et qu'il est pro-
 priétaire ; — Fixons au 1^{er} novembre
 prochain le terme de son obligation
 vis-à-vis de Dolet ; en conséquence,
 le condamnons au paiement de
 55 francs pour cette époque, avec
 intérêts et dépens. »

Observations. — Les juricons-
 ultes romains faisaient une distinc-
 tion très-juridique entre la condi-
 tion *si je veux* et celle *quand je vou-
 drai*. En effet, la condition *si je veux*
 laisse l'obligation entièrement à la
 discrétion du débiteur, tandis que la
 condition *quand je voudrai* ne permet
 pas de ne pas vouloir. Cette dernière
 clause oblige donc le débiteur.
 Aussi les auteurs modernes, adop-
 tant la décision des jurisconsultes
 romains, sont-ils d'accord pour dé-
 clarer valable la clause : *Je payerai
 quand je voudrai* ou *quand je pourrai* ;
 ce n'est pas là un engagement con-
 ditionnel, mais la stipulation d'un
 délai de paiement. Les juges peu-
 vent, sur la demande du créancier,
 impartir un délai dans lequel le dé-
 biteur sera tenu de remplir son en-
 gagement, s'ils ont acquis la preuve
 que ce dernier est en état de le faire.
 Jugé en ce sens que la condition de
 la part d'un débiteur de ne rem-
 bourser un capital qu'à sa volonté
 n'est pas nulle, qu'elle ne porte que
 sur le terme et n'altère pas le lien
 qui résulte de l'obligation. Paris,
 8 décembre 1838. — Voir aussi, en
 ce sens, Delvincourt, t. II, p. 476 ;
 Massé et Vergé, t. III, p. 377 ; La-
 rombière, sur l'article 1174, n° 5 ;
 Marcadé, t. III, sur l'article 1174.

A. B.

ARTICLE 683.

Justice de paix du canton de Roubaix
(Nord).

Président : M. BONNIER, juge de paix.

27 septembre 1873.

Prescription. — Achat de montre.
Mandataire.

Celui qui, agissant comme mandataire, a acheté, pour le compte d'autrui, et est resté détenteur d'une partie du prix, n'est pas recevable ni fondé à opposer au marchand la prescription d'un an.

Ainsi décidé,

Le 27 septembre 1873, par jugement de M. le juge de paix du canton ouest de Roubaix, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Oui les parties en leurs dires et conclusions et le témoin produit, par l'un des défendeurs, en vertu de notre autorisation, conformément aux dispositions des articles 34 et suivants du Code de procédure civile, en sa déposition; — Attendu qu'en avril 1863, ainsi qu'il résulte des déclarations de Warein, horloger, demandeur, et du mécanicien Tonneau, défendeur, et surtout de la déposition formelle, précise et circonstanciée du témoin entendu à la requête de ce dernier, Leconte, autre défendeur, et alors boulanger à Roubaix, sachant que Tonneau se proposait d'acheter une montre chez Warein, au prix de 130 francs, demanda et obtint de Tonneau d'être chargé de cet achat et d'en payer partiellement le prix, qui lui avait été compté intégralement, sauf à lui à parfaire ce prix par des fournitures de pain à Warein, dont il recherchait la clientèle; — Attendu que Leconte, ainsi constitué dépositaire

des 130 francs, se rendit avec Tonneau et le témoin chez Warein, où la montre fut livrée à Leconte, qui la remit immédiatement à Tonneau, et où Leconte paya à valoir 75 francs, se reconnaissant débiteur pour solde envers Warein des 55 francs, dont il devait s'acquitter en fournissant du pain; — Attendu que Leconte, qui, en fait et en réalité, avait été, dans cette combinaison, non acheteur, mais mandataire chargé de l'achat et dépositaire du prix, ne tarda pas à cesser son commerce et à quitter Roubaix, et que vainement, à son retour, Warein, du moins selon le dire de celui-ci, lui réclama les 55 francs restés dus; — Attendu qu'en déniant vaguement les faits ainsi posés et constatés par l'enquête et les débats oraux, Leconte a cru d'abord pouvoir utilement opposer la prescription; mais que, mieux éclairé, il n'a pas persisté à maintenir ce moyen de libération, qui, en droit et dans l'espèce, n'était pas admissible; — Puisqu'il résulte des faits de la cause et des dires de Leconte lui-même qu'il n'a pas payé la somme réclamée et que la prescription libérative, à court terme, comme celle qui est opposable aux marchands, est fondée sur la présomption de paiement; — Puisque l'action pour l'exécution des obligations du mandataire ne serait prescriptible que par trente ans; — Et enfin puisque, suivant les termes exprès de l'article 2236 du Code civil, le dépositaire, possesseur pour autrui, ne prescrit jamais; — Attendu donc, en résumé, que, la preuve offerte par Tonneau étant atteinte, Leconte, dépositaire des 55 francs, doit, en exécution de son mandat, restituer cette somme, ès mains de Warein, en l'ac-

quit de Tonneau, et qu'il y a lieu de mettre celui-ci hors de cause, ainsi qu'il y a conclu et qu'il y a été consenti par Warein;—Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en dernier ressort, condamnons Leconte à payer à Warein la somme de 53 francs, pour les causes avant dites et expliquées, outre les intérêts judiciaires de droit, et le condamnons de plus aux dépens. »

Observations. — La prescription d'un an, opposable aux marchands, en vertu de l'article 2272 du Code civil, pour les marchandises qu'ils vendent aux particuliers non marchands, repose sur une présomption de paiement, qui dans l'espèce était absolument détruite par les renseignements recueillis à l'audience et les dépositions de l'enquête. Ce moyen ne pouvait donc en aucune façon être accueilli par le juge. — A plus forte raison en devait-il être ainsi alors que la prescription était invoquée non par l'acheteur lui-même, mais par son mandataire, qui reconnaissait lui-même avoir reçu la totalité du prix, et en devenait personnellement responsable tant envers l'acheteur qu'envers le vendeur. A. B.

ARTICLE 684.

Justice de paix du canton de Givors
(Rhône).

Président: M. LACROIX, juge de paix.

30 avril 1873.

Assurances. — *Primes échues.*
Clause résolutoire.

Lorsqu'il est stipulé, dans une police d'assurance, que le défaut de paiement de la prime dans le délai, à dater de son échéance, entraîne la résiliation du contrat, cette clause doit profiter à l'assuré comme à la

compagnie, qui ne peut prétendre faire revivre le contrat lorsque l'assuré a cessé de payer depuis deux ou plusieurs années.

La compagnie d'assurances *le Phénix* demande que le sieur Bonnebouché soit condamné à lui payer trois annuités échues montant ensemble à 47 fr. 20, conformément à la police d'assurance contractée pour dix ans le 19 avril 1869, par sa mère défunte, dont il est le seul héritier.

Le défendeur réplique qu'aux termes de cette police, art. 5, il est stipulé qu'à défaut de paiement de la prime échue dans un délai de quinzaine, sans qu'il soit besoin d'aucune mise en demeure, il n'aurait eu droit à aucune indemnité en cas d'incendie; que si cette clause existe en faveur de la compagnie, il en existe une seconde qui dispose que si la prime n'a pas été payée dans le délai d'un an à dater de son échéance, la police est et demeure résiliée de plein droit; que, cette échéance s'étant produite trois ans de suite sans qu'il ait été mis en demeure de payer, il entend user du bénéfice de cet article contre la compagnie, et il demande son renvoi d'instance sans dépens, offrant toutefois la prime de la première des trois annuités réclamées, à titre d'indemnité, ainsi qu'il est prévu audit article.

La compagnie réplique qu'entre elle et l'assuré il existe un contrat synallagmatique et aléatoire par lequel l'assuré s'est engagé à payer les primes pendant toute la durée du contrat, et la compagnie à l'indemniser en cas de sinistre pendant cette même durée; que ce contrat, devenu la loi des parties, contient des clauses pénales réciproquement acceptées, par lesquelles la garantie de la compagnie est suspendue à

défaut du paiement exact des primes ; que ces clauses, qui font déchoir l'assuré du bénéfice de toute indemnité en cas d'incendie, jusqu'au paiement des primes échues, n'arrêtent pas néanmoins l'exécution de la convention, conformément à l'article 1184 du Code civil ; qu'il résulte de cet article que la condition résolutoire, toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques pour le cas où l'une des parties ne satisfait pas à son engagement, ne suspend pas l'exécution de la convention ; que le contractant envers lequel l'engagement n'a pas été exécuté a le choix ou de forcer à l'exécution de la convention ou d'en demander la résolution avec dommages-intérêts ; que d'après ce même article enfin cette résolution n'existe pas de plein droit, mais doit être demandée en justice ; que le paragraphe 6, art. 5, de la police dont le sieur Bonnebouché entend, à tort, se prévaloir est une clause qui modifie la loi en donnant à la compagnie la faculté de résilier, à défaut du paiement des primes après un délai déterminé, sans demande judiciaire ; mais que cette faculté de résilier à défaut du paiement des primes n'appartient qu'à la compagnie, et non à l'assuré, qui n'exécute pas ses conventions ; que, s'il en était autrement, il en résulterait cette conséquence, que le débiteur pourrait se soustraire à ses engagements en faisant une convention qui serait nulle, comme renfermant une condition potestative de la part de celui qui s'oblige, condition interdite par l'article 1174 du Code civil, et elle persiste dans ses conclusions.

Le défendeur réplique que son contrat d'assurance renferme des

clauses réciproques et corrélatives ; que, la compagnie cessant d'être engagée à raison d'un sinistre possible, l'assuré doit pouvoir cesser aussi de payer un service qu'on refuse de lui rendre ; que la condition résolutoire prévue au contrat s'est réalisée, et que ce contrat ne peut être rompu en ce qui concerne l'une des parties et subsister relativement à l'autre au gré de la compagnie ; qu'une clause d'indemnité a été stipulée ; qu'elle limite à la prime échue dans l'année le droit de la compagnie, et qu'on ne peut, sans méconnaître la lettre et l'esprit du contrat, réclamer davantage, et il persiste.

Jugement :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Considérant que dans le contrat d'assurance intervenu le 29 avril 1865 entre la compagnie du *Phénix* et la mère du défendeur, existent les clauses suivantes : Art. 5, § 2 : « A défaut de « paiement de la prime échue dans « la délai de quinzaine, à partir de « son échéance, sans qu'il soit besoin « d'aucune mise en demeure, l'assuré n'a droit, en cas d'incendie, à « aucune indemnité ; » même article, § 6 : « Si la prime n'a pas été payée « dans le délai d'un an à dater de son « échéance, la police est et demeure « résiliée de plein droit pour le temps « qui reste à courir, sans qu'il soit « besoin d'aucune notification, et « la prime échue est acquise à la « compagnie à titre d'indemnité ; » — Attendu que les conventions légalement formées font la loi des parties, doivent être exécutées de bonne foi, et qu'il est de principe incontesté que nul n'est tenu au delà de se,

engagements; — Considérant que les contrats d'assurance entraînent des obligations corrélatives et des droits réciproques; spécialement, que les clauses susmentionnées ne peuvent avoir été consenties au profit d'un seul des contractants, de telle sorte que la compagnie puisse refuser le paiement de la valeur d'un immeuble incendié en invoquant le paragraphe 2, et d'autre part poursuivre, en répudiant le paragraphe 6, le recouvrement d'une prime qu'elle se serait bien gardée de demander, le sinistre arrivé;—Qu'il est inadmissible, dès lors, qu'elle puisse exciper de ces clauses selon son caprice ou son intérêt, alors que cette faculté serait fermée à l'assuré, qui se trouverait dans cette singulière position de payer une prime d'assurance qui n'aurait rien assuré du tout; — Considérant que la condition résolutoire prévue s'est réalisée, et que s'il est vrai qu'aux termes de l'article 1174 du Code civil toute obligation est nulle lorsqu'elle est contractée sous condition potestative de la part de celui qui s'oblige, la compagnie ne peut valablement arguer de ce moyen en prétendant que l'assuré pourrait le faire naître, et se soustraire à ses engagements en ne payant pas en son temps la prime échue, puisqu'elle-même, en ne présentant pas ses quittances, pourrait le faire également; — Considérant qu'il est vrai aussi qu'aux termes de l'article 1184 du Code civil la condition résolutoire est toujours sous-entendue dans un contrat synallagmatique pour le cas où l'un des contractants ne satisfait pas à son engagement, et laisse à l'un d'eux le choix de forcer l'autre ou à résilier, ou à exécuter, cette disposition de la

loi ne vise que l'événement produit par le manquement à un engagement pour un cas non prévu, mais nullement celui produit par des clauses parfaitement prévues, consenties, écrites et réciproques; que cet article invoqué par la compagnie est conséquemment inapplicable à la cause; — Par ces motifs, donnant acte à l'assuré de son offre de payer l'annuité prévue, déboutons la compagnie, et la condamnons aux dépens. »

Observations. — Jugé dans ce sens par la Cour de Paris et contre la compagnie du *Phénix*, qu'on ne peut admettre que la compagnie puisse se prévaloir de clauses favorables sans être chargée en même temps des clauses onéreuses (Paris, 29 août 1844, Dalloz, *Répertoire*, v° ASSURANCES TERRESTRES, n° 188). — En principe, les auteurs admettent unanimement que la négligence et le retard dans le paiement des cotisations n'opèrent pas de plein droit la résiliation de l'assurance. Mais il doit en être autrement lorsque les statuts contiennent des dispositions établissant la résolution de plein droit à défaut de paiement des primes dans un délai déterminé. Dans ce cas, le droit de résiliation doit être nécessairement réciproque; autrement l'assureur recueillerait tous les avantages du contrat sans en supporter les risques, car il aurait le choix ou de déclarer l'assurance résiliée faute de paiement, en cas où un sinistre serait arrivé dans l'intervalle, ou de réclamer, au bout de longues années, toutes les primes arriérées, s'il n'en était point advenu pendant toute la durée de l'assurance.

C. M.

ARTICLE 685.

Justice de paix du canton de Moret
(Seine-et-Marne).

Président : M. DAGNEAU, juge de paix.

12 juillet 1872.

Diffamation. — Action civile. — Compétence du juge de paix. — Intention malveillante. — Dommages-intérêts.

Le fait de dire d'un individu qu'il a volé des pommes de terre constitue une diffamation.

Celui qui, dans une intention malveillante, propage et colporte le même propos est coupable du délit aussi bien que celui qui l'a proféré le premier.

Le juge de paix est compétent pour connaître de l'action civile en réparation du dommage causé par cette diffamation, lorsque la partie lésée ne s'est pas pourvue par la voie criminelle.

Ainsi décidé,

Le 12 juillet 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton de Moret, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Après avoir entendu les parties dans leurs explications, les témoins dans leurs dépositions et les défenseurs des parties dans leurs moyens de défense ; — Attendu qu'aux termes de l'article 5, § 5, de la loi du 25 mai 1838, les juges de paix connaissent des actions civiles pour diffamation verbale et pour injures publiques et non publiques, verbales ou par écrit, lorsque les parties ne se sont pas, comme dans l'affaire dont s'agit, pourvues par la voie criminelle ; — En ce qui concerne les époux Mercier : — Attendu que le sieur Mercier n'a comparu à aucune des audiences auxquelles l'affaire a été appelée et que la dame Mercier n'a point justifié d'un pouvoir régulier

pour le représenter ; — Maintenons le défaut prononcé contre lui à l'audience du 14 juin dernier, et pour le profit : — Attendu qu'il est établi par l'enquête et la contre-enquête que la dame Mercier a prononcé des propos diffamatoires contre Minet en disant qu'il avait volé des pommes de terre ; — Attendu qu'elle ne nie pas les avoir tenus, notamment au lavoir, à la dame Fleurean, ni en être l'auteur, puisqu'elle ne peut en indiquer l'origine, et qu'elle déclare s'en rapporter à justice ; — A l'égard de M. Saché : — Attendu que celui qui, dans une intention malveillante, propage et colporte des propos qui constituent la diffamation est coupable du délit tout aussi bien que celui qui les a proférés le premier ; — Attendu qu'il s'agit de rechercher quelle a été l'intention de Saché, et si les faits qui lui sont reprochés comportent le caractère voulu par la loi pour constituer la diffamation ; — Attendu qu'il résulte : — 1° De la déposition de la dame Michel, que Saché est allé dans la cour de Jules Vallean, qu'il a tenu devant deux ou trois personnes ces paroles : « On vient de dire que Minet, « le conseiller municipal, était celui « qui avait volé des pommes de terre ; » que ces propos, prononcés à haute voix, ont été entendus par la dame Michel, qui se trouvait à ce moment dans l'intérieur de la maison ; — 2° De celle de M^{lle} Audry, qu'un jour se trouvant sur la terrasse, au bord de la Seine, M^{me} Divers lui fit part que l'on disait que Minet avait volé des pommes de terre ; M^{lle} Audry ayant répondu : « Cela n'est pas « possible, » la dame Divers, cousine de Saché, s'est retournée vers ce dernier et lui fit cette interrogation : N'est-

ce pas, Saché, que c'est Lucien ? que Saché a répondu affirmativement : « Oui, c'est Lucien Minet, membre du conseil municipal ; » — 3° De la déposition du témoin Isidore Audry, que, étant dans son jardin près de la rivière, Saché est allé lui apprendre que l'on disait que Minet avait volé des pommes de terre ; — 4° Enfin de celle de la dame Laudinet, que Saché est venu lui dire que c'était Minet qui avait volé des pommes de terre ; — Attendu que, dans les dépositions ci-dessus analysées, on n'aperçoit pas le motif de la démarche de Saché auprès des témoins pour leur apprendre le fait imputé à Minet ; que rien dans le langage de Saché n'indique un doute et que, de plus, aucune parole de sa part ne mitige le fait en faveur de Minet ; — Attendu que si Saché, lors de la conciliation amiable, a reconnu avoir tenu les propos dans la cour de Jules Valleau, il a eu le soin de ne pas dire qu'il les avait répétés dans plusieurs endroits avec la qualification de conseiller municipal ; — Attendu que Saché, tout en n'étant pas l'auteur des paroles diffamatoires, n'en a pas moins le tort de les avoir propagées sans y être provoqué ; — Attendu que dans ces circonstances on ne saurait admettre que les propos prononcés et établis ont été par Saché répétés et colportés avec une certaine bienveillance vis-à-vis de Minet ; — Que l'on doit au contraire reconnaître l'intention de porter atteinte à la considération de Minet et à sa qualité de conseiller municipal ; — Attendu que, de l'ensemble de tout ce qui précède, il ressort évidemment l'affirmation du fait constituant la diffamation ; — Attendu que si Minet a été atteint dans sa répu-

tation et son amour-propre, son honneur, par suite des débats, n'a plus à en souffrir ; que dès lors la réparation ne doit être accordée que dans la proportion du dommage éprouvé ; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort ; — Condamnons les époux Mercier solidairement à payer à Minet le somme de 20 francs à titre de réparation civile et pour tous dommages-intérêts ; — Condamnons Saché, pour la même cause, au paiement de la somme de 10 francs envers Minet ; — Disons qu'il n'y a point lieu d'ordonner la publicité du présent jugement par des affiches ; — A l'égard des dépens : — Attendu que les frais des citations à témoins, ceux d'enquête et de contre-enquête ont été occasionnés par Saché seul ; — Disons et ordonnons qu'ils seront supportés par lui personnellement, ainsi qu'il y est condamné, lesquels frais sont taxés et liquidés à 59 francs ; — Quant aux autres frais, ils seront payés, moitié par les époux Mercier et moitié par Saché ; lesquels derniers frais sont taxés et liquidés à 24 fr. 30, hors et non compris le coût et la signification du présent jugement, auxquels ils sont aussi condamnés par moitié. »

Observations. — Le fait de traiter un individu de *voleur* peut dans certains cas ne constituer qu'une injure simple, si l'imputation, toute grave qu'elle est, ne porte sur aucun fait précis ; mais il en est autrement si l'on dit d'un autre qu'il a volé tels ou tels objets. Il y a là alors l'allégation d'un fait déterminé, de nature à nuire à la considération de la personne à laquelle le fait est imputé, et par suite un tel propos prend bien le caractère de la dif-

famation proprement dite, alors surtout qu'il est accompagné des circonstances de publicité qui l'aggravent. — Quant au fait de celui qui, sans avoir proféré le premier le propos diffamatoire, croit devoir, dans une intention malveillante, colporter et propager ce propos, il est certain qu'il se l'approprie par cela seul qu'il le rend plus préjudiciable encore, parce qu'il en étend la publicité; par suite, il doit certainement être considéré comme coupable du délit de diffamation au même degré que le premier diffamateur. Voir, dans le même sens, une décision de la justice de paix de Lapoutroye, en date du 29 novembre 1852, BULLETIN, t. III, p. 328. A. B.

ARTICLE 686.

Justice de paix du canton de la Fère (Aisne).

Président : M. GRISELIN, juge de paix.

4 décembre 1872.

Péremption. — Jugement interlocutoire.

Lorsque, dans une instance en justice de paix, il a été rendu plusieurs jugements interlocutoires, le délai de péremption ne court qu'à dater du dernier.

Ainsi décidé,

Le 4 décembre 1872, par jugement de M. le juge de paix du canton de la Fère, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'aux termes de l'article 15 du Code de procédure civile, dans le cas où un interlocutoire a été ordonné, la cause doit être jugée définitivement au plus tard dans le délai de quatre mois du jour de l'interlocutoire, qu'après ce délai l'instance est périmée de droit; — Attendu que dans l'in-

stance actuelle plusieurs interlocutoires ont été rendus, mais que le délai de péremption ne doit courir que du dernier; — Attendu en effet que si le législateur a voulu rendre expéditive la procédure devant la justice de paix, il n'a point entendu limiter le nombre des jugements interlocutoires et réduire ainsi le moyen mis par la loi à la disposition du juge pour éclairer sa religion; — Attendu que la péremption est donc la conséquence de l'inaction pendant quatre mois consécutifs ou du juge ou des parties; que ni le juge ni les parties ne sont dès lors en faute si, dans l'intérêt d'une bonne justice, un ou plusieurs interlocutoires ont été successivement rendus pour mieux élucider le procès; — Attendu qu'il en est surtout ainsi si, depuis le premier interlocutoire, d'autres ont été rendus sur les conclusions mêmes du défendeur, puisqu'il n'était pas dès lors au pouvoir du demandeur de faire statuer sur le fond à cause des incidents soulevés par son adversaire; — Attendu que, dans la cause actuelle, deux interlocutoires ont été rendus, le premier le 24 juillet et le second le 21 août présente année, sur les conclusions du défendeur, le sieur de Béthune; — Attendu, de plus, que de Béthune ne s'est jamais opposé aux remises sollicitées par le sieur Dermont; — Par ces motifs, disons que l'instance n'est pas périmée et, sans avoir égard au moyen d'exception proposé par de Béthune, ordonnons qu'il sera plaidé au fond à notre audience du 11 courant; — Condamnons de Béthune aux frais de l'incident. »

Observations. — La péremption

de l'instance, édictée par l'article 15 du Code de procédure civile, quand il s'est écoulé quatre mois après le jour du jugement interlocutoire, n'est pas tellement absolue, qu'elle mette obstacle aux mesures que le juge croit nécessaire d'ordonner pour éclairer sa religion. C'est ainsi qu'il a été décidé que l'instance devant un juge de paix, dans laquelle un jugement interlocutoire a été rendu, n'est pas périmée, faute d'avoir été vidée dans le délai de quatre mois, à compter de ce jugement, si cet interlocutoire ordonne des vérifications qui ne peuvent être faites dans ce délai (Cass., 27 août 1866, ANNALES, 1867, p. 62). A plus forte raison doit-il en être ainsi, si, sur la demande des parties, il a été rendu plusieurs jugements interlocutoires. Un arrêt de la Cour de cassation de Belgique, en date du 17 avril 1833, a jugé, dans le sens de la décision ci-dessus, que la péremption ne commence à courir que du jour du dernier de ces jugements. — On sait qu'en ce qui touche les instances en justice de paix, la péremption présente cette anomalie, qu'elle est de quatre mois lorsqu'il a été rendu un jugement interlocutoire, et qu'elle n'est admise que pour trois ans, aux termes de l'article 397 du Code de procédure civile, lorsqu'il n'a pas été rendu de jugement du tout, c'est-à-dire lorsqu'il y a eu inaction complète de la part des parties et des juges. Il serait déraisonnable de l'appliquer plus rigoureusement dans le cas où elle est plus courte, et où les parties et les juges ont fait au contraire toutes les diligences nécessaires pour arriver au jugement définitif de la contestation. A. B.

ARTICLE 687.

Tribunal de police du c. de Saint-Amans
(Aveyron).

Président : M. SURDUN, juge de paix.

30 juin 1873.

Procès-verbal. — Défaut d'enregistrement. — Nullité.

Police du roulage. — Charrette. — Défaut d'éclairage. — Aveu du prévenu.

Le procès-verbal dressé par des gendarmes doit être enregistré, à peine de nullité.

Toutefois, lorsque la contravention relevée par ce procès-verbal est avouée par le prévenu, le juge de police doit appliquer la peine encourue.

Et il doit en être ainsi alors même que le ministère public aurait déclaré abandonner la poursuite.

D'un procès-verbal dressé le 14 avril dernier par les gendarmes de Saint-Amans, procès-verbal non visé pour timbre ni enregistré, il résulte que, le 14 avril dernier, à neuf heures et demie du soir, le nommé Rieu (Michel) a été trouvé conduisant une charrette attelée d'un mulet, dans laquelle étaient montées deux personnes, ladite charrette non pourvue d'un falot ou d'une lanterne allumée.

Le sieur Jean-Pierre Gondal a déclaré représenter en qualité de mandataire verbal le contrevenant Rieu, n'avoir aucune observation à objecter, accepter condamnation et s'en rapporter d'avance, au nom de son mandant, à justice.

Le ministère public a résumé l'affaire et déclaré abandonner la poursuite, le procès-verbal dont il s'agit étant nul par défaut d'enregistrement.

Jugement :

« LE TRIBUNAL : — Vu le procès-

verbal dressé par les gendarmes Gallier et Barbolosi, de la brigade de Saint-Amans, le 14 avril dernier, duquel il résulte que le nommé Rieu (Michel) a été trouvé ce susdit jour à neuf heures et demie du soir sur la route de grande communication n° 14, d'Entraygues à Lacalm, territoire de la commune de Saint-Amans, conduisant une charrette attelée d'un mulet, chargée de monde et dépourvue d'un falot ou d'une lanterne allumée, contrairement aux dispositions du décret réglementaire du 10 août 1852 sur la police du roulage; — Attendu que le procès-verbal dont il s'agit n'a pas été enregistré, que l'absence de cette formalité entraîne la nullité (loi du 22 frimaire an VII, art. 20 et 70, § 1; arrêt de la Cour de Bourges du 10 mars 1837); — Déclare nul ledit procès-verbal; — Mais, attendu que la contravention relevée par ce procès-verbal est avouée par le prévenu; — Attendu que cette contravention est prévue et punie par le numéro 3 du paragraphe 2 de la loi du 30 mai 1851, dont il a donné lecture et ainsi conçu : «... Toute contravention, etc. »; — Vu le numéro 15 du titre II du décret réglementaire du 10 août 1852, sur la police du roulage, dont la lecture a également été donnée, et ainsi conçu : « Aucune voiture, etc. »; — Vu l'article 162 du Code d'instruction criminelle, dont il a été également donné lecture et ainsi conçu : « La partie qui, etc. »; — Par ces motifs, jugeant en dernier ressort et faisant application des susdits articles au prévenu, faisant application de l'article 463 du Code pénal; — Condamne Rieu (Michel) à 1 franc d'amende au profit de la commune de Saint-Amans et aux

dépens du présent jugement. »

Observations. — Les procès-verbaux ne sont en matière criminelle qu'un moyen de preuve, et leur insuffisance peut être suppléée par toutes autres preuves, telles que les dépositions des témoins ou l'avoué de la partie. En ce qui concerne les procès-verbaux qui ne font pas foi jusqu'à inscription de faux, tels que les procès-verbaux des gendarmes, gardes champêtres et autres officiers de police judiciaire du même ordre, c'est même une question de savoir si ceux qui constatent une contravention de police peuvent être annulés, faute d'enregistrement. Les arrêts les plus récents de la Cour de cassation décident qu'il n'y a pas lieu à annulation en ce cas. Il suffit que le Tribunal, par un avant faire droit, ordonne cet enregistrement, ou que tout au moins, en jugeant définitivement, il ordonne qu'il soit fait en même temps que celui du jugement qui en est la conséquence.

A. B.

ARTICLE 688.

Justice de paix du c. ouest de Roubaix
(Word).

Président : M. BONNIER, juge de paix.

6 juin 1873. .

Femme mariée. — Fournitures faites pour l'usage personnel de la femme.

— Autorisation du mari. — Faillite. — Séparation de biens.

La femme mariée, séparée de biens, doit être personnellement condamnée au paiement des objets de toilette qu'elle a achetés pour son usage exclusif, avec l'autorisation du mari, antérieurement à la séparation de biens.

Elle ne saurait prétendre que les poursuites doivent être exercées contre le mari

en faillite ou son syndic, alors surtout que les effets personnels de la femme n'ont pas été compris dans l'actif de la faillite.

Ainsi décidé,

Le 6 juin 1873, par jugement de M. le juge de paix du canton ouest de Roubaix, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que la dame G***, défenderesse, de son mari dûment autorisée, reconnaît avec celui-ci qu'elle a fait l'achat dans les magasins du demandeur et pris livraison de divers objets de lingerie et de modes, pour sa toilette, moyennant le prix total de 117 francs, dont le demandeur réclame le paiement ; — Attendu que, postérieurement à ces achats, le sieur G*** a été déclaré en état de faillite, et sa femme a obtenu contre lui la séparation de biens ; — Attendu que la dame G*** ne méconnaît pas qu'elle a profité seule des marchandises par elle achetées pour son usage exclusif et personnel, avec l'autorisation de son mari ; — Attendu que, dans ces conditions, la défenderesse soutient vainement que les poursuites auraient dû être exercées, non contre elle, mais contre son mari, qui est aujourd'hui sans ressources, ou contre le syndic, qui, en fait, n'a pas compris les vêtements dans l'actif de la faillite ; — Attendu qu'il est juste et équitable, au contraire, de condamner cette dame personnellement, en raison de son profit exclusif, ainsi que l'a jugé la Cour de cassation, notamment par l'arrêt du 30 novembre 1868 ; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en premier ressort, sans nous arrêter ni avoir égard à la fin de non-recevoir opposée par la défenderesse, en quoi

elle est déclarée mal fondée, la condamnons personnellement à payer au sieur B***, demandeur, le somme de 117 francs pour les causes avant dites et expliquées, outre les intérêts judiciaires de droit ; la condamnons, de plus, aux dépens, etc. »

observations. — Voir l'arrêt ci-dessus cité du 30 novembre 1868, ANNALES, 1870, p. 295. C. M.

ARTICLE 689.

Tribunal de simple police de Moret (Seine-et-Marne).

Président : M. DAGNEAU, juge de paix.

18 octobre 1872.

Embarras de la voie publique. — Procès-verbal. — Transaction. — Droit de passage.

Le droit de passage concédé par le propriétaire d'un chemin aux habitants d'une commune, à titre de servitude discontinuée, n'a pas pour effet de donner à ce chemin le caractère de voie publique.

En conséquence, le fait d'embarras d'un tel chemin ne constitue pas la contravention d'embarras de la voie publique, réprimée par l'article 471, n° 4, du Code pénal.

Ainsi décidé,

Le 18 octobre 1872, par jugement du Tribunal de simple police du canton de Moret, en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu qu'aux termes d'un acte du 5 février 1793, la commune de Vernou se prétendant propriétaire d'un terrain où se trouvait une allée de peupliers, le vendeur de Dionis a fait avec ce dernier une transaction portant entre autres choses ce qui suit : « 1° Il a « été unanimement reconnu que le « terrain contentieux fait partie des « objets vendus aux auteurs du ci-

« toyen Dionis, et que la commune
« de Vernou n'a aucun droit de pro-
« priété sur lesdits objets ni sur les
« peupliers qui y sont plantés ; 2° en
« conséquence desquelles conven-
« tions et en les corroborant et de la
« part du citoyen Dionis pour accom-
« plir la promesse qu'il a faite de
« reconnaître ledit droit de passage
« par acte authentique, il a, par ces
« présentes, reconnu et reconnaît
« que lesdits habitants de Vernou ont
« le droit de faire passer leurs bes-
« tiaux sur l'allée de peupliers à lui
« appartenant, ci-dessus désignée,
« pour les conduire aux pâtures
« communes, sans cependant qu'à
« raison dudit droit lesdits habitants
« et commune puissent jamais et
« dans aucun cas prétendre à aucun
« droit de propriété sur lesdits ter-
« rain et allée de peupliers » ; — At-
tendu que des termes mêmes de cet
acte la propriété du terrain du pas-
sage accordé a été expressément ré-
servée par Dionis, qui a disposé des
arbres à son gré, et que M^{me} la com-
tesse de Lancosme, usant du droit
de son vendeur, en a replanté d'au-
tres sur le sol même de cette allée
ou passage ; — Attendu que, depuis
l'acte de transaction du 5 février 1793,
les pâtures communes ont été parta-
gées, en sorte qu'aujourd'hui il n'y
a plus de pâtures proprement dites
communes ; qu'elles sont possédées
individuellement non-seulement par
les habitants de la commune de Ver-
nou, mais encore par ceux des com-
munes voisines, qui les cultivent et
en jouissent à titre de propriétaires
particuliers ; — Attendu que la con-
dition restrictive de ne passer qu'avec
des bestiaux pour les conduire aux
pâtures communes enlève au pas-
sage concédé par Dionis son carac-

tère public ; que dans tous les cas, et
en admettant même ce caractère
primordial, dont l'existence n'est nul-
lement prouvée, il aurait disparu,
par le fait que le fonds auquel le
passage est dû n'est plus une pro-
priété commune et qu'il n'est plus
dans le même et semblable état ; —
Attendu que, pour constituer la pu-
blicité de ce passage il faudrait que
la commune de Vernou fût proprié-
taire du sol sur lequel il se trouve,
soit au moyen d'une acquisition con-
sommée par l'autorité, soit aux con-
ditions de la loi de 1807 ; — Attendu
que rien de semblable n'est allégué
en faveur de la commune de Vernou ;
— Attendu que la voie publique ac-
tuelle est réellement le chemin du
poteau appartenant à la commune
de Vernou, lequel borde le bois et
longe le terrain des anciennes pâ-
tures communes ; que c'est par ce
chemin que l'on passe pour cultiver
et enlever les récoltes ; — Attendu
qu'au point de vue des servitudes
discontinues, celle consentie par le
titre ci-dessus énoncé ne saurait être
considérée comme voie publique ; en
effet, la servitude discontinue n'est
établie sur un héritage qu'en faveur
d'un héritage appartenant à un autre
propriétaire, tandis que la voie pu-
blique subsiste non-seulement pour
les propriétés, mais encore en faveur
des personnes ; — Attendu que les
voies publiques, en général, sont
imprescriptibles, et qu'il n'en est pas
de même des servitudes discontinues,
qui, dans certaines circonstances,
peuvent se prescrire ; — Attendu que
les restrictions apportées par Dionis
dans la concession de la servitude
démontrent d'une manière évidente
qu'il n'entendait pas donner et créer
une voie publique qui aurait eu pour

effet de prescrire son droit de propriété au sol du passage par lui accordé ; — Attendu que les auteurs consultés n'assimilent point le droit de passage à la voie publique et qu'ils sont unanimes pour admettre que le trouble apporté dans l'exercice de ce droit ne peut donner lieu qu'à une action civile ; — Attendu que la jurisprudence, en ce qui concerne les voies publiques, ne parle que du chemin et non du droit de passage concédé à titre de servitude discontinue ; — Attendu que le ministère public déclare s'en rapporter à la justice ; — Par ces motifs ; — Vu l'article 159 du Code d'instruction criminelle, dont il a été donné lecture ; — Renvoie M^{me} la comtesse de Lancosme des fins du procès rédigé contre elle le 3 août dernier, sans dépens. »

Observations. — Il n'y a contravention d'embarras de la voie publique, dans le sens de l'article 471, n° 4, du Code pénal, qu'autant que le chemin sur lequel le dépôt a eu lieu présente incontestablement le caractère de publicité. Si donc le prévenu d'une telle contravention excipe de ce qu'il serait propriétaire du chemin, ou de ce que ce chemin est essentiellement privé, le juge doit surseoir à statuer et renvoyer

devant le juge civil. Mais le sursis n'est pas obligatoire dans tous les cas, et le juge de police n'est tenu de se dessaisir qu'autant qu'il s'élève un véritable débat sur la publicité du chemin. En l'absence de tout document administratif attribuant à un chemin le caractère public, et alors que le ministère public ne soulève pas la prétention de faire reconnaître ce caractère, le juge de police est certainement compétent pour déclarer, d'après les éléments du débat, que la voie de communication n'est pas publique, et par suite pour acquitter le prévenu ; c'est ce qui a d'ailleurs été décidé par un arrêt de la Cour de cassation du 22 juillet 1858, rapporté dans nos ANNALES, 1859, p. 33. — Quant à la question même qui a fait l'objet de la sentence, la solution que lui a donnée M. le juge de paix du canton de Moret est incontestablement exacte. La concession, à un ou plusieurs habitants d'une commune, d'une servitude de passage sur un chemin ou sentier est exclusive de l'attribution de ce chemin au domaine public ; car l'acte de concession même et l'acceptation par les habitants impliquent l'existence du droit de propriété privée en la personne de celui qui a concédé le droit de passage.

A. B.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES AU BULLETIN SPÉCIAL DES DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

POUR L'ANNÉE 1873.

ADREUVAGE. Le droit d'abreuvement ne peut s'acquérir que par titre, p. 282. — V. *Fontaine*.

ACTES DE PURE FACULTÉ. Sont impuissants à autoriser une action en complainte, p. 207.

ACTION personnelle et mobilière. — V. *Chemin vicinal, Compétence, Dénégation d'écritures, Livres de commerce.*

— *possessoire.* L'exercice d'une faculté légale ne peut être considéré comme un trouble à la possession d'autrui, p. 61 — Spécialement, on ne peut demander au possesseur la suppression de jours établis par le voisin dans un mur non mitoyen, conformément aux prescriptions des articles 676 et 677 du Code civil, *ibid.* — Le juge du possessoire peut consulter les titres ou les présomptions pour déterminer les caractères de la possession, p. 203, 274. — Des faits de possession remontant à plusieurs années peuvent être considérés comme constituant la possession annale lorsqu'il s'agit d'une possession qui ne peut se manifester qu'à des intervalles éloignés, p. 174. — La possession ainsi manifestée se conserve par la seule intention, *ibid.* — Une servitude d'arrosage, bien que de sa nature discontinue, peut faire l'objet d'une action possessoire quand elle repose sur un titre non contesté, p. 229. — Lorsque le cours naturel des eaux pluviales a été changé par des ouvrages établis sur un fonds supérieur, depuis moins de trente ans, le propriétaire inférieur ne peut être réputé avoir droit à la libération de la servitude légale dérivant de la situation des lieux. Ce propriétaire ne peut donc exercer l'action possessoire contre le propriétaire du fonds supérieur s'il plaît à celui-ci de détruire les ouvrages qu'il avait construits et de laisser ainsi les eaux pluviales reprendre leur pente

naturelle à travers les fonds inférieurs au sien, p. 29. — Les rivières non navigables ni flottables sont *res nullius*, non susceptibles d'appropriation privée, et par suite imprescriptibles ; il en est de même des divers bras de ces rivières, qui se forment naturellement sans le concours de l'homme p. 209. — En conséquence, l'usage par un des riverains et l'appropriation aux besoins de sa propriété, des eaux de ces rivières ou de leurs bras, ne peut constituer une possession utile et de nature à autoriser la complainte, *ibid.* — Un tiers pouvant acquérir par prescription la propriété des francs-bords du canal d'une usine creusé de main d'homme, peut acquérir la propriété d'arbres accrus sur ces francs-bords, p. 201. — L'action possessoire intentée par ce tiers pour trouble apporté par le propriétaire du canal à sa possession d'arbres accrus sur les francs-bords est recevable, *ibid.* — Celui qui a été autorisé, par arrêté préfectoral, à écouler ses eaux vinasses dans un étang, au moyen d'un aqueduc, n'est pas recevable à actionner en complainte celui qui s'est rendu acquéreur d'une portion de l'étang, pour trouble à sa possession de la servitude d'écoulement des eaux dans l'étang, une telle autorisation étant toujours révoquée et ne pouvant servir de base à une possession utile, p. 207. — Si, pour justifier son action en réintégration, le demandeur n'a qu'à prouver la possession de fait, la détention matérielle au moment où le trouble a été commis, il n'en est pas moins certain que la réintégration n'est recevable qu'à la suite d'un acte de violence et d'agression soudaine, et non pas quand le défendeur prend paisiblement possession de ce qu'il croit de bonne foi lui appartenir, et à la suite d'un avis préalable donné à l'intéressé, *ibid.* — Un sentier d'exploitation réputé commun entre les propriétaires limitrophes peut donner lieu, en cas

de trouble, à l'action possessoire, p. 5. — Un chemin communal non classé est susceptible de propriété privée et peut être l'objet d'une action possessoire, alors surtout que la commune n'intervient pas pour le revendiquer, p. 174. — Une servitude de passage, non fondée en titre ou sur l'enclave, ne peut donner lieu à l'action possessoire, p. 57. — Le juge de paix n'est pas compétent pour statuer sur la question de savoir si la possession immémoriale antérieure au Code civil suffit pour prescrire cette servitude, *ibid.* — S'il s'élève entre les parties, plaçant au possessoire à l'occasion d'une servitude de passage, une contestation sur l'étendue de la servitude ou sur l'interprétation du titre, le juge de paix doit renvoyer au pétitoire, p. 227. — Le juge du possessoire est compétent pour statuer sur l'action en complainte intentée par le propriétaire d'un terrain sur lequel un voisin a élevé des constructions, bien que ce dernier prétende y avoir été autorisé moyennant indemnité, s'il n'en rapporte aucune preuve écrite, p. 8. — Lorsque le propriétaire d'un champ enclavé ne justifie pas d'une possession utile du droit de passage sur le terrain voisin pour le desservissement de son fonds, mais qu'il résulte au contraire, des faits de la cause, que le passage n'a été exercé qu'à titre de tolérance, il y a lieu de renvoyer les parties devant le Tribunal civil pour faire fixer l'assiette de la servitude et les conditions de son exercice, p. 197. — Toutefois, à raison de l'enclave et à raison de la nécessité qu'il y a d'assurer le desservissement du terrain enclavé jusqu'à la solution de la question du fonds, le juge de paix peut maintenir provisoirement le propriétaire de ce fonds en possession du passage sur le terrain voisin, tel qu'il l'a précédemment exercé, les questions de fonds et d'indemnité demeurant réservées, *ibid.* — V. *Bornage, Chemins, Eaux, Réintégration.*

AFFICHES. Le fait d'avoir enlevé ou maculé des affiches apposées par un particulier ou pour son compte, et par les soins d'un notaire, constitue non pas une contravention, mais un acte dommageable, qui rend son auteur passible de dommages-intérêts, p. 60.

AGENT D'AFFAIRES. — V. *Louage de services.*

ALIGNEMENT. — V. *Voirie.*

AMENDE. — V. *Crépissage, Douanes.*

ANIMAUX sauvages. — V. *Domages aux champs, Gibier.*

APPRENTI, APPRENTISSAGE. L'apprenti qui s'est engagé pour deux années et qui abandonne le maître avant l'expiration de son engagement est passible de dommages-intérêts, alors que d'ailleurs il n'a pu invoquer aucun motif sérieux pour justifier la rupture du contrat d'apprentissage, p. 67. — Les père et mère de l'apprenti mineur peuvent être déclarés responsables des dommages-intérêts dus au maître, *ibid.* — L'apprenti est tenu de faire, quand ils lui sont commandés, les travaux imposés à tous les ouvriers de l'atelier; il ne saurait s'y refuser sous prétexte qu'il n'est pas payé comme les ouvriers les plus anciens, p. 269. — La désobéissance de l'apprenti et son refus de rentrer dans l'atelier donnent lieu à indemnité au profit du maître, *ibid.*

AQUEDUC. — V. *Action possessoire.*

ARBRES. — V. *Action possessoire.*

ARRÊTÉ municipal. Est légal et obligatoire l'arrêté du maire qui interdit la circulation des voitures non suspendues sur les chaussées macadamisées des boulevards d'une ville, p. 272. — V. *Balayage, Voirie.*

— *préfectoral.* — V. *Lieux publics.*

ARRIERE-VOISIN. — V. *Bornage.*

ARROSAGE. — V. *Action possessoire.*

ASSURANCE. Lorsqu'il est stipulé dans une police d'assurance que le défaut de paiement de la prime dans les délais entraîne la résiliation du contrat, cette clause doit profiter à l'assuré comme à la compagnie, p. 310.

ATELIER. — V. *Concierge.*

AUBERGISTE. Doivent être portées devant les Tribunaux de commerce et non devant le juge de paix les contestations relatives aux fournitures faites par un aubergiste au nom et pour le compte d'un maître de pêche, pour la nourriture des marins engagés en vue de son industrie, p. 100. — V. *Lieux publics.*

AUTORISATION. — V. *Femme mariée.*

AVEU JUDICIAIRE. Est sans valeur lorsqu'il émane d'une personne incapable de s'obliger, p. 13. — V. *Procès-verbal.*

BAIL. Il n'appartient pas au juge de paix de décider si une promesse de bail vaut bail, p. 279. — Le bail d'un jardin rentre dans la catégorie des baux à ferme, et comme tel expire, à moins de conventions contraires, à la fin du temps pour

lequel il est censé fait, p. 178. — Le bail d'une usine à poterie de terre doit, à défaut de conventions, se continuer par tacite réconduction pour trois années, p. 284. — V. *Louage*.

BAIL à partage de fruits. — V. *Cas fortuit*.

BALAYAGE. Est légal et obligatoire l'arrêté municipal qui fait peser sur la propriété la charge du balayage et de l'éclairage, notamment dans les rues particulières, p. 25. — En conséquence, sont coupables de contravention et passibles des peines de l'article 471, nos 3 et 15, les propriétaires de maisons sises dans une rue particulière qui, contrairement à un arrêté municipal, n'ont ni balayé ni éclairé la rue, *ibid.* — Le mandataire ou représentant d'un de ces propriétaires ne peut être personnellement compris dans la poursuite, *ibid.* — Lorsque des arrêtés municipaux ont mis le balayage de la voie publique à la charge des habitants, et qu'un arrêté préfectoral enjoint aux gardiens des édifices publics d'exécuter ces arrêtés en ce qui les concerne, le gardien ou sonneur de cloches d'une église est tenu, à peine de contravention, d'opérer le balayage de la voie publique au-devant de l'église, selon les termes de l'arrêté municipal, p. 295.

BANC D'ÉGLISE. Le juge de paix est compétent pour connaître, dans les limites de sa juridiction, de la demande formée par un particulier, qui prétend avoir le droit d'occuper un banc dans une église en vertu d'un bail régulier, p. 146. — La tacite réconduction a lieu dans les baux de meubles, et conséquemment elle s'applique aux bancs et chaises d'église, *ibid.* — Le locataire d'un banc d'église est recevable à s'opposer au déplacement de son banc, et notamment à peut faire condamner la fabrique de l'église à rétablir à sa place primitive le banc à lui loué et qui aurait été déplacé sans motifs sérieux, *ibid.*

BESTIAUX. — V. *Garde à vue*.

BILLET À ORDRE. Celui qui a reconnu sincère et véritable sa signature apposée au bas d'un billet n'est pas recevable à prouver par témoins que cette signature a été donnée non en reconnaissance de dette, mais en blanc seing et en vue d'un mandat donné au porteur du blanc seing, p. 231.

BLANC SEING. — V. *Billet à ordre*.

BORNAGE. Le juge de paix ne connaît pas du bornage lorsqu'il doit être régi par

un titre contradictoire, à moins que les parties ne s'accordent sur l'exécution du titre, p. 58. — Le défendeur à une action possessoire en trouble pour anticipation ne peut intenter l'action en bornage qu'après le jugement de l'action possessoire, *ibid.* — La demande à fin de bornage d'une cour commune constitue une action pétitoire, p. 230. — L'arrière-voisin mis en cause dans une action en bornage est tenu du paiement de la part de frais régulièrement mis à sa charge, p. 115. — V. *Sursis*.

BOUES. — V. *Enlèvement des boues*.

BRUITS ET TAPAGE. — V. *Tapage*.

CABARETIER. — V. *Lieux publics*.

CANAL. — V. *Action possessoire*.

CARRIÈRE. — V. *Extraction de matériaux*.

CAS FORTUIT. Le vigneron qui cultive à moitié fruits n'est pas chargé du cas fortuit, et doit être indemnisé par son propriétaire en cas d'enlèvement de la récolte par la gelée, p. 179.

CERCLE. Un cercle ne constitue qu'une simple communauté d'individus régie par les règles générales du droit, et incapable d'agir comme être moral. En conséquence, tout exploit intenté au nom du cercle doit désigner individuellement par leurs nom, profession et domicile chacun des membres de la société, p. 162. — Un membre du cercle, quelque qualité qu'il prenne, n'est donc pas recevable à actionner seul, au nom de tous, un autre membre en paiement de cotisations arriérées, *ibid.* — Le conseil d'administration ou le bureau d'un cercle, et même une réunion du cercle en assemblée générale, ne saurait imposer, comme une société commerciale à ses actionnaires, un nouveau versement de fonds à des membres absents, chaque membre ne pouvant être tenu que dans les limites de son engagement, *ibid.*

CHARROIS. Le juge de paix est compétent pour connaître d'une demande formée contre un charron par un cultivateur qui lui a fait plusieurs charrois de bois, p. 297.

CHEMIN de desserte. C'est au juge du possessoire qu'il appartient de déterminer en premier ressort si une voie litigieuse est ou non un chemin d'exploitation ou de desserte ; il peut, pour arriver à la solution de cette question, puiser ses éléments de conviction non-seulement dans

l'inspection des lieux, mais encore dans l'examen des titres et tous autres genres de preuves, p. 274. — S'il n'est pas reconnu par ce magistrat que la voie dont il s'agit soit un chemin d'exploitation, ce sont les principes régissant les servitudes discontinues qui doivent être appliqués, *ibid.*

CHEMIN public. — V. Dépôt.

— vicinal. Le juge de paix est compétent pour connaître d'une demande en paiement de 200 francs pour prix d'une parcelle de terrain achetée par une commune pour l'élargissement d'un chemin vicinal, p. 259. — Mais, si la commune défenderesse soutient que le terrain, acquis par une précédente administration, était la propriété de la commune et non celle du vendeur, cette exception constitue une question préjudicielle qui doit être portée devant les Tribunaux compétents, et le juge de paix doit surseoir au jugement au fond, renvoyer les parties à se pourvoir, en fixant le délai dans lequel elles devront faire diligence, *ibid.* — V. *Crépissage*.

CHEMINS DE FER. — V. Douanes.

CHOSE JUGÉE. En matière de demande en dommages-intérêts pour crime ou délit, quand il y a eu condamnation au criminel, il y a chose jugée liant le juge civil, qui n'a plus qu'à apprécier le chiffre des dommages-intérêts, p. 151.

COMMENCEMENT DE PREUVE. — V. Livres de commerce.

COMMERCANTS. — V. Compétence, Livres de commerce.

COMMUNE. — V. Habitant.

COMPÉTENCE. Le juge de paix est compétent pour statuer sur une demande intentée contre un marchand par une personne non marchande, à raison de fournitures à elle faites pour son usage personnel, p. 160. — En ce cas, le demandeur peut, à son choix, porter son action soit devant le Tribunal de commerce, soit devant le juge civil, *ibid.* — V. *Dommages aux champs*.

COMPTABLE. Le comptable nommé par justice doit être assigné devant les juges qui l'ont nommé, p. 176.

CONCIERGE. Un concierge d'usine ou atelier doit être considéré comme ouvrier de l'établissement, en ce sens qu'il est soumis à l'observation du règlement géné-

ral de l'usine, à moins de conventions contraires, p. 33. — Lorsque le mari et la femme sont employés dans un même établissement, quoiqu'à des fonctions différentes, le patron qui a donné au mari son congé de sortie ne peut refuser celui de la femme, surtout si elle-même et le mari le réclament, l'engagement de la femme devant être en ce cas considéré comme la conséquence de celui du mari, *ibid.*

CONGÉ. — V. Louage.

CONTRAINTE PAR CORPS. — V. Douanes.

CONTRAT D'ENGAGEMENT. Lorsqu'il résulte, soit de l'usage général de la localité, soit du règlement intérieur de l'usine, que le premier travail d'un ouvrier tient lieu d'engagement pour la campagne, et spécialement, en ce qui concerne les ouvriers verriers, que le travail commencé les oblige à le continuer jusqu'à ce que les feux auxquels ils sont attachés soient éteints, cette obligation doit être remplie par l'ouvrier ou l'enfant engagé dans une verrerie par un premier travail, sous peine de dommages-intérêts, p. 50. — En conséquence, l'ouvrier qui, avant l'extinction des feux, abandonne son travail pour s'engager dans une autre usine, est tenu d'indemniser son premier patron du préjudice qu'il lui cause, *ibid.* — Et s'il s'agit d'un travail exécuté par des enfants, les père ou mère de ces enfants sont responsables des dommages-intérêts dus au maître, *ibid.*

CONTRAVENTION. — V. Crépissage, Dépôt d'immondices, Douanes.

CRÉPISSAGE. Le fait de récrépir sans autorisation un mur qui se trouve à la limite d'un chemin vicinal constitue une contravention punissable de l'amende, p. 105. — Toutefois, si ce travail n'est pas confortatif, il n'y a pas lieu d'ordonner la démolition, *ibid.*

CURAGE. — V. Déversoir, Dommages aux champs.

DÉCLARATION. — V. Douanes.

DÉLAI. — V. Jugement par défaut.

DEMANDE reconventionnelle. Le juge de paix saisi d'une demande principale inférieure à 100 francs et d'une demande reconventionnelle supérieure à ce chiffre est compétent pour statuer sur le tout en dernier ressort, s'il est manifeste que la demande reconventionnelle n'est pas sé-

rieuse et n'a été formée que dans le seul but d'échapper à la juridiction en dernier ressort du juge de paix, p. 118. — Par suite, lorsque, sur une demande en paiement de sermage dont se trouve compétemment saisi le juge de paix, le défendeur se porte reconventionnellement demandeur, à fin de reddition de compte du séquestre confié judiciairement au bailleur, le juge de paix doit d'office se dessaisir de cette demande reconventionnelle, dont la connaissance lui échappe *ratione materiæ*, p. 176.

DEMANDES successives. Lorsqu'une partie a fait statuer sur divers chefs de demande non justifiée par écrit, ou qu'une transaction est intervenue à l'occasion de ces différents chefs et les a réglés tous, cette même partie n'est pas recevable à former contre le même défendeur une nouvelle demande non justifiée par écrit, p. 214. — La preuve testimoniale ne saurait être reçue pour une telle demande, alors même que le chiffre n'en excéderait pas 150 francs, *ibid.*

DÉNÉGATION D'ÉCRITURES. — V. *Vérification*.

DÉPÔT. — V. *Prêt à usage*.

— *sur la voie publique.* Le cultivateur qui dépose des fumiers sur la voie publique, mais qui ne les y laisse séjourner que pendant le temps nécessaire au chargement sur la voiture qui doit les emporter, ne commet aucune contravention, alors surtout qu'il n'a pas à sa disposition d'autre mode d'enlèvement de ses fumiers, p. 193. — Ce dépôt momentané est, en pareil cas, justifié par la nécessité, *ibid.* — De même, celui qui fait, par nécessité, sur la voie publique et au long de son usine, un dépôt momentané de scories, avec l'intention de les enlever après le dépôt, ne commet aucune contravention et doit être relaxé sans dépens, p. 165. — Le fait d'embarras d'un chemin qui n'a pas le caractère de voie publique ne constitue pas la contravention prévue par le numéro 4 de l'article 479 du Code pénal, p. 318.

— *d'immondices.* Le Tribunal de simple police est compétent pour statuer sur la contravention de dépôt d'immondices dans un terrain en nature de carrière à ciel ouvert, p. 222.

DÉVERSOIR. Celui qui a établi un déversoir et une rivière de décharge est tenu d'entretenir et de curer cette rivière, de façon à éviter l'inondation des fonds inférieurs, p. 292.

DIFFAMATION. Lorsqu'une partie a

saisi le Tribunal de police correctionnelle d'une plainte en diffamation publique, et que le Tribunal a renvoyé le prévenu sur le motif que le propos incriminé, ayant été tenu dans un champ, n'a point le caractère de publicité, la même partie n'est point recevable à actionner son adversaire en réparation civile devant le juge de paix, à raison du même propos diffamatoire, p. 71. — Le juge de paix, en matière de diffamation, peut ordonner l'impression et l'affiche par extrait de son jugement, p. 167. — Le fait de dire d'un individu qu'il a volé des pommes de terre constitue une diffamation, p. 313. — Le fait de colporter un pareil propos rend coupable du délit, *ibid.* — Le juge de paix est compétent pour connaître de l'action en réparation du dommage causé par la diffamation, lorsque la partie lésée ne s'est pas pourvue par la voie criminelle, *ibid.* — V. *Infure*.

DOMESTIQUE. Le maître doit à son domestique une nourriture convenable et suffisante, p. 232. — Celui qui a élevé depuis l'âge de sept ans un enfant trouvé, à lui confié par l'administration, et l'a entretenu et instruit, ne saurait être tenu à lui payer des gages pour les services que celui-ci lui aurait rendus de douze à dix-huit ans, p. 219. — Mais il y a lieu d'accorder au mineur, à partir de l'âge de dix-huit ans, alors qu'il a rempli l'emploi de bouvier, le salaire attribué à cet emploi d'après les usages du pays, *ibid.* — Si les gages de domestique à l'année se prescrivent par un an, cette prescription n'est point d'ordre public, et ne saurait être suppléée d'office quand elle n'est pas invoquée par le débiteur, *ibid.* — V. *Concierge, Récusation*.

DOMMAGES AUX CHAMPS. Le propriétaire d'un bois qui n'a pas pris les mesures nécessaires, suffisantes pour détruire ou permettre de détruire les lapins qui s'y retirent, est responsable du dommage qu'ils causent, p. 215. — L'indemnité doit être calculée eu égard à la nature du sol et à cette circonstance que le voisinage des bois déprécie forcément les terres au point de vue de la culture et de son produit, *ibid.* — Le fait imputé au fermier de spéculer sur la proximité d'un bois peuplé de lapins ne saurait se présumer et doit être prouvé par la partie qui l'allègue, *ibid.* — Le juge de paix n'est pas compétent pour statuer sur une action pour dommages aux champs, fruits et récoltes, lorsque les droits de propriété sont contestés, et notamment lorsque le conflit qui s'élève entre les deux parties, s'ap-

puyant l'une et l'autre sur un jugement d'adjudication pour en dégager des prétentions réciproques, soulève une question d'interprétation de ce jugement, p. 263. — Le droit d'interpréter un tel jugement n'appartient qu'au Tribunal qui l'a rendu, *ibid.* — Le juge de paix est compétent pour statuer sur une demande en dommages-intérêts intentée à raison du dommage causé aux récoltes par suite de l'inondation survenue par défaut de curage d'une rivière de décharge, p. 292.

DOUANES. Celui qui s'oppose avec violences et voies de fait à l'exercice des préposés des douanes est, indépendamment de l'action qui peut être intentée contre lui par le ministère public, passible de la peine de la contravention spéciale d'opposition, p. 189. — Le juge de paix est compétent pour statuer sur cette contravention, *ibid.* — Il y a lieu d'appliquer la contrainte par corps pour le recouvrement de l'amende, *ibid.* — La vérité ou la fausseté des déclarations faites à la douane doit être jugée sur ce qui a été primitivement déclaré, p. 236. — Les peines portées pour la répression des contraventions aux lois de douane, étant fiscales, impliquent la responsabilité de ceux pour le compte et par les ordres desquels les contraventions ont été commises, *ibid.* — Une compagnie de chemin de fer, n'ayant aucun moyen de contrôle sur les bagages des voyageurs, ne peut être responsable des contraventions de douane par eux commises directement, p. 53. — Spécialement, lorsque des colis non réclamés par les voyageurs sont, lors de la visite en douane, saisis comme contenant de la marchandise de fraude, la compagnie ne saurait être déclarée responsable de la contravention, alors même qu'elle ne peut mettre sous la main de justice le propriétaire du colis, *ibid.*

EAUX. L'exercice par un riverain du droit de se servir des eaux à leur passage peut donner lieu à l'action possessoire si, en usant de son droit, ce riverain prive le propriétaire inférieur de la jouissance de ces mêmes eaux dont il avait la possession annale, p. 289. — Celui sur le fonds duquel naît une source reste maître d'en disposer, et ce, alors même que depuis plus d'an et jour il laisserait les eaux de cette source s'écouler dans un étang appartenant à un propriétaire inférieur, p. 113. — Ce dernier ne saurait prétendre en conserver la possession qu'autant qu'il justifierait de travaux apparents édictés par lui-même sur le fonds servant, dans son intérêt exclusif et sans contradiction de la part du

propriétaire de ce fonds, *ibid.* — **V. Action possessoire, Fontaine.**

EGLISE. — **V. Balayage.**

ELAGAGE. — **V. Haie.**

ELECTIONS. Le failli non réhabilité ne peut être inscrit sur la liste électorale, p. 93. — Sont encore en vigueur les dispositions du décret du 2 février 1832 sur les incapacités électorales, *ibid.*

EMBARRAS DE LA VOIE PUBLIQUE. — **V. Dépot.**

ENCLAVE. Il suffit, pour constituer cette servitude légale, que le fonds n'ait pas sur la voie publique une issue praticable pour son exploitation, p. 287. — Spécialement, qu'il en soit séparé par un terrain marécageux et souvent inondé, *ibid.*

ENLÈVEMENT DES BOUES. Lorsque l'enlèvement des boues d'une commune a été affirmé par voie d'adjudication, celui qui en enlève une partie doit des dommages-intérêts à l'adjudicataire, p. 102.

ENSEIGNE. A défaut de conventions, le locataire commerçant a le droit d'apposer des enseignes sur la partie extérieure des lieux à lui loués, p. 11.

ÉTANG. — **V. Garde à vue.**

ETAT D'INSCRIPTIONS. Est à la charge du débiteur au moment de l'emprunt ; mais il a le droit d'en demander la remise à l'époque du remboursement, p. 73.

EXCEPTION PRÉJUDICIELLE. — **V. Extraction de matériaux, Garde à vue.**

EXTRACTION DE MATÉRIAUX. Lorsque le prévenu de la contravention d'extraction de craie dans une carrière communale oppose l'exception préjudicielle de propriété, le juge de police doit surseoir et renvoyer le prévenu à se pourvoir, dans un délai déterminé, devant le juge compétent, p. 42. — Il en est ainsi surtout si l'exception repose sur un motif sérieux, *ibid.*

FABRIQUE D'EGLISE. — **V. Frais funéraires.**

FEMME MARIÉE. La femme mariée, en ce qui concerne les besoins du ménage, est réputée avoir une autorisation tacite du mari, p. 150, 184, 262. — Le mari peut être tenu des dépenses faites par la femme pour sa toilette, même alors qu'il aurait ultérieurement demandé la séparation, p. 150. — Toutefois la femme peut être condamnée personnellement au paiement des fournitures dont elle a profité seule, p. 262, 317. — La femme non marchande publique, mais préposée par le mari pour

détailler les marchandises de son commerce, devient habile à recevoir le prix des objets vendus et oblige son mari pour tous les actes concernant sa gestion. En conséquence, le paiement fait entre les mains de la femme du prix de marchandises vendues par elle ou par son mari libère le débiteur, p. 88.

FONTAINE. Celui qui est en possession annale d'un réservoir pour recevoir le trop-plein d'une fontaine est recevable à intenter la plainte pour trouble que lui causent les habitants de la commune en conduisant leurs bestiaux à l'abreuvement dans son réservoir, p. 282.

FORCE MAJEURE. — V. *Louage d'ouvrages, Prêt à usage.*

FRAIS. Le juge de paix n'est pas compétent pour connaître d'une demande en paiement de frais faits par un huissier, quelque minime que soit la somme, p. 231.

— *funéraires.* Constituent une obligation naturelle que les enfants et descendants sont tenus d'acquitter, p. 111. — Il appartient au juge de répartir l'obligation entre eux, selon leur situation de fortune, *ibid.* — Le sacristain d'une paroisse n'a pas qualité pour intenter une demande en paiement de frais funéraires; ce droit n'appartient qu'à la fabrique, p. 305.

FRANCS-BORDS. — V. *Action possessoire.*

GARDE A VUE. Le fait de mener des bestiaux brouiller dans un étang appartenant à autrui peut constituer la contravention prévue et punie par l'article 479, n° 10, du Code pénal, p. 108. — Mais si le prévenu allègue pour sa défense qu'il est propriétaire d'une portion de l'étang, ou qu'il a, en vertu de ses titres, le droit d'y mener ses bestiaux, ce moyen de défense soulève une exception préjudicielle de propriété, et le Tribunal de simple police doit surseoir et impartir un délai pour faire statuer sur l'exception, *ibid.* — L'exception préjudicielle n'est recevable qu'autant qu'elle est personnelle au contrevenant, c'est-à-dire qu'elle repose sur un droit existant à son profit, *ibid.* — Par suite, le fermier ne peut opposer l'exception de propriété; il faut que le propriétaire soit appelé et prenne son fait et cause, *ibid.*

GARDE CHAMPÊTRE. Lorsqu'un garde champêtre a dressé procès-verbal à raison d'un fait qu'il a pu, avec quelque raison,

considérer comme délictueux, cet agent ne peut être condamné à des dommages-intérêts, même au cas où il ne serait pas fait droit à son procès-verbal, p. 131. — Il en serait autrement s'il est certain que l'agent a outre-passé ses pouvoirs ou agi avec une intention malveillante, *ibid.*

GARDE PARTICULIER. Les gardes particuliers qui ne savent ou ne peuvent écrire leurs procès-verbaux sont tenus, à peine de nullité, de les faire écrire par l'un des fonctionnaires ayant pouvoir légal pour cet objet, p. 37. — La nullité ne saurait être couverte par la lecture faite de ce procès-verbal à son auteur, au moment de l'affirmation du procès-verbal, par le magistrat ou l'officier public qui le reçoit, *ibid.*

GIBIER. Ne devient la propriété du chasseur qu'autant que celui-ci s'en est emparé, p. 23. — Toutefois le chasseur peut également en revendiquer la propriété lorsque le gibier poursuivi a été pris par les chiens ou seulement blessé à mort et mis dans l'impossibilité d'échapper, p. 23. — En conséquence, celui qui enlève le gibier tué ou blessé à mort par un chasseur ou pris par ses chiens lui cause un préjudice dont il lui doit réparation, et ce, alors même qu'il prétendrait avoir lui-même poursuivi ce gibier, *ibid.*

HABITANT. L'action possessoire tendant au rétablissement d'un chemin communal n'est pas recevable quand elle est intentée par un habitant qui n'a pas un intérêt distinct de celui que peut avoir la commune, si cet habitant ne s'est pas conformé aux prescriptions édictées par l'article 496, § 3, de la loi du 18 juillet 1837, p. 304.

HAIE mitoyenne. Pour détruire la présomption de mitoyenneté d'une haie séparative de deux héritages, il faut, à défaut de titres, non une simple possession annale, mais une possession trentenaire, paisible et publique, c'est-à-dire la prescription, p. 44. — Indépendamment de son élagage au cas prévu par l'article 672 du Code civil, toute haie doit toujours être tondue conformément aux usages locaux, de manière à n'avoir que sa hauteur ordinaire, p. 118.

— *vive.* Ne peut être plantée au long d'un chemin public sans autorisation préalable du maire, à peine d'amende et de destruction de la partie de la haie qui empièterait sur la largeur du chemin, p. 261.

HÉRITIER. L'héritier présomptif, qui n'a fait sa déclaration d'héritier bénéficiaire qu'après le délai de quarante jours pour délibérer, peut être condamné comme héritier pur et simple, p. 89. — V. *Succession*.

HEURE DE FERMETURE. — V. *Lieux publics*.

HONGREUR. — V. *Responsabilité*.

INDEMNITÉ. — V. *Louage*.

INJURES. Celui qui dans une scène d'injures réciproques a été le provocateur doit être condamné aux dépens, p. 19. — Le fait de traiter des témoins de *canailles* au sortir d'une audience constitue la contravention d'injures verbales, p. 16.

INVASION. — V. *Louage d'ouvrages*.

IVRESSE. Celui qui excipe de la nullité d'un marché, sous prétexte qu'il se serait trouvé en état d'ivresse au moment de la convention, doit prouver péremptoirement le fait qu'il allègue, p. 41. — Lorsqu'un arrêté municipal, régulièrement approuvé par le préfet, interdit aux cafetiers et cabaretiers de garder chez eux des individus en état d'ivresse ou de les laisser boire jusqu'à l'ivresse, le cabaretier chez lequel ont été trouvés plusieurs consommateurs ivres doit être condamné à autant d'amendes qu'il y avait chez lui d'individus trouvés en cet état, p. 28. — L'amende, en pareille matière, est de 1 à 5 francs, p. 194.

JOURS. — V. *Action possessoire*.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. La signification d'un jugement par défaut par un autre que l'huissier commis ne fait pas courir le délai d'opposition, p. 13.

LAVAGE. Le droit de lavage ne peut s'acquérir que par titre, p. 282.

LIEUX PUBLICS. Le maire d'une commune ne peut modifier l'arrêté préfectoral fixant l'heure de fermeture des lieux publics, p. 155, 247. — Est illégal l'arrêté du maire par lequel il autorise dans sa commune la durée des bals publics au delà de l'heure fixée par l'arrêté préfectoral, p. 155. — La cour commune à plusieurs habitants dans laquelle se donne un bal ouvert à tous doit être réputée un lieu public, *ibid.* — La réception de consommateurs dans un cabaret après l'heure réglementaire engage la responsabilité du cabaretier, même au cas où l'infraction aurait été commise en son absence, p. 194 :

ou au cas où il aurait ignoré la présence de ces consommateurs, p. 80. — Le cabaretier ne saurait être excusé sous prétexte qu'ils étaient des amis personnels invités par lui en reconnaissance de services rendus ou pour une fête, p. 78, 247. — Mais les personnes étrangères à la localité qui viennent prendre gîte dans une auberge sont affranchies des obligations relatives à l'heure réglementaire, p. 110. — Lorsqu'un café a été trouvé ouvert après l'heure de fermeture, mais qu'il ne s'y trouvait point de consommateurs, le juge de paix peut refuser de voir dans ce fait une violation du règlement préfectoral, p. 191. — Les constatations d'un procès-verbal font foi, si la preuve contraire n'est pas sérieusement rapportée, spécialement si les témoins n'ont pu s'accorder sur la question de savoir si l'heure réglementaire était ou non dépassée, p. 281.

LIVRES DE COMMERCE. Ne font pas preuve complète contre les personnes non marchandes, p. 86. — Mais ils peuvent cependant, s'ils sont régulièrement tenus, former un commencement de preuve par écrit, *ibid.* — Lorsqu'il s'y joint des présomptions graves et concordantes, le juge peut déferer le serment au marchand demandeur, *ibid.*

LOUAGE. Les juges de paix connaissent de toute demande en validité de congé lorsque le prix du bail n'excède pas 400 francs par an, p. 97. — Le congé notifié par le locataire est valable, encore que le contrat de louage ne soit point expiré, si le local loué ne peut servir à sa destination, *ibid.* — Spécialement, le congé a pu être notifié valablement pour l'expiration d'une sous-location consentie d'accord avec le bailleur, par dérogation au bail primitif, *ibid.* — Le bailleur est obligé, sans qu'il soit besoin de mise en demeure, par la nature du contrat, à faire servir la chose louée à la destination prévue par les contractants, *ibid.* — Le silence gardé après la notification d'une mise en demeure ou le retard apporté à y répondre dans le délai fixé par la sommation équivaut point à un acquiescement, *ibid.* — Pour le bail des terres de labour, le congé n'est pas nécessaire; la jouissance cesse de plein droit à l'expiration de chaque période, à moins de stipulation contraire, et sauf le droit des parties de se consentir mutuellement la continuation du bail pour une nouvelle période, p. 21. — En conséquence, doit être rejetée par le juge, comme inutile et surabondante, la preuve testimoniale offerte par le propriétaire de ce qu'il aurait verbalement donné congé à

son locataire avant l'expiration d'une période, *ibid.* — En cas de contestation sur la durée d'un bail verbal en cours d'exécution, c'est à celui qui soutient que le bail a été fait pour une durée déterminée à prouver sa prétention; à défaut de preuve légalement faite à cet égard, le bail est censé fait suivant l'usage des lieux, surtout s'il s'agit d'héritages ruraux, p. 193. — Un locataire qui jouit verbalement de bâtiments ruraux situés dans des localités où l'usage est de louer à l'année ne peut se dispenser de donner congé dans les délais fixés par l'usage des lieux, *ibid.* — Si ce locataire a cédé son bail verbal à un tiers, il n'est pas recevable, pour se faire décharger du loyer vis-à-vis du propriétaire, à faire preuve par témoins que celui-ci a accepté la cessionnaire comme nouveau locataire et a fait avec lui de nouveaux arrangements, *ibid.* — Le preneur sans écrit d'une terre nue et qui y établit une pépinière doit toujours, encore bien que sa jouissance ait continué pendant plusieurs années à défaut de congé signifié, se considérer comme soumis aux dispositions de l'article 1774 du Code civil, une pépinière pouvant, en définitive, ne comporter que des arbustes, plantes ou plants à la végétation desquels une année suffit; le preneur doit s'imputer de n'avoir pas fait de bail écrit, p. 62. — Le juge de paix n'est pas compétent pour statuer sur les indemnités réclamées par un locataire à son propriétaire, alors même que le chiffre réclamé est inférieur à 200 francs, si le droit à l'indemnité est contesté, p. 149. — Le juge de paix est compétent pour connaître d'une contestation relative à la location d'une vache moyennant un prix en argent, les produits devant *en entier* profiter au preneur : il n'y a pas là de bail à cheptel proprement dit, lequel, en cas de contestation, donne lieu à la compétence exclusive des Tribunaux civils de première instance, p. 185. — Celui qui, dans l'origine, ayant délégué une chose comme locataire, invoque une vente qui lui en aurait été faite postérieurement, doit, quoique défendeur, en justifier : *reus exceptio fit actor*, et à défaut de preuve de sa part, le juge peut déferer d'office le serment au demandeur sur l'existence de cette prétendue vente, *ibid.*

LOUAGE d'ouvrages. Celui qui s'est engagé à un prix convenu pour un travail de moisson est tenu de l'exécution de son marché à peine de dommages-intérêts, p. 64. — Il invoquerait en vain, pour se soustraire à son obligation, la force majeure résultant d'une prétendue infirmité

qu'il aurait contractée, s'il est constant qu'il aurait pu tenir ses engagements par le fait d'un tiers, *ibid.* — Le meunier à qui ont été confiés des sacs de blé pour les convertir en farine dans un délai déterminé demeure responsable de la perte de ce blé, même survenue par force majeure et notamment par le fait de l'invasion étrangère, alors qu'il a à se reprocher de n'avoir pas livré la farine dans le délai convenu, p. 233. — Il en est surtout ainsi si le meunier a été admis par la commission municipale au nombre des personnes qui ont droit à indemnité, p. 254. — *V. Domestiques, Ouvriers.*

LOUAGE de services. Le contrat qui se forme entre l'agent d'affaires et celui qui le charge de ses intérêts est un louage de services, c'est-à-dire un contrat à titre onéreux; par suite, l'agent d'affaires a droit à un salaire pour ses soins et démarches, quel qu'en soit le résultat, p. 138.

MANDAT VERBAL. Peut être admis en simple police quand le cité est empêché par maladie de se présenter en personne, p. 247.

MITOYENNETÉ. Si la demande formée par l'un des voisins contre l'autre en paiement de la moitié de la valeur d'un mur mitoyen qu'il a seul fait construire, constitue une action personnelle et mobilière rentrant dans la compétence du juge de paix, lorsque la contestation ne porte que sur le chiffre de la demande et n'excède pas les limites prescrites par l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838; il n'en est pas de même lorsque cette demande implique, par les moyens de défense invoqués, la solution d'une question de propriété, p. 128. — Une venelle ou sente entre héritages est réputée mitoyenne, s'il n'y a titre ou preuve du contraire, p. 203. — Cette mitoyenneté doit s'entendre en ce sens que le droit qui compete à chacun des riverains longeant la venelle s'exerce exclusivement sur la portion que *jouent* ses bâtiments, et non sur toute la longueur de la ruelle, lorsque celle-ci se trouve établie de temps immémorial, sans qu'on rapporte rien qui soit relatif à cet établissement, *ibid.* — *V. Hâte.*

MUR. — *V. Mitoyenneté.*

NÉCESSITÉ. — *V. Dépôt.*

NON-JOUISSANCE. — *V. Louage.*

OBLIGATION POTESTATIVE. N'est pas nulle quand elle repose sur une cause reconnue et licite, p. 306. — Spécialement

celui qui s'est engagé à payer quand il le pourra, ne saurait indéfiniment retarder le paiement, *ibid.*

OCTROI. Le juge de paix compétent, aux termes de la loi du 27 frimaire an VIII, pour connaître de l'application d'un tarif d'octroi, est compétent pour statuer sur une demande en restitution de droits d'octroi indûment perçus, quel que soit le montant de la réclamation, p. 141. — Des tuyaux de fonte destinés à la conduite des eaux sous le sol des rues doivent-ils être considérés comme des matériaux de construction de bâtiment, et par suite sont-ils soumis aux droits d'octroi auxquels, d'après les tarifs d'une commune, sont assujettis les matériaux destinés à la construction des bâtiments? *ibid.* — Lorsqu'il résulte des circonstances de la cause qu'un préposé d'octroi a saisi indûment et contre toute apparence de droit, dans l'intérieur d'une ville, une ou plusieurs bouteilles de liquide à raison desquelles il a dressé un procès-verbal pour tentative de fraude des droits d'entrée sur les boissons, et que d'ailleurs ce procès-verbal a été ultérieurement abandonné, le propriétaire de ces bouteilles est fondé à actionner l'agent en dommages-intérêts, p. 75.

OUVRIERS. Le propriétaire qui a commandé des travaux à un entrepreneur et qui lui a payé, après exécution, le prix total de ces travaux, n'est pas tenu envers les ouvriers de cet entrepreneur du salaire de leurs journées, alors même que ces ouvriers n'auraient pas été complètement soldés par leur patron, p. 263.

PACAGE. Le fait par les habitants d'une commune de mener leurs bestiaux sur le territoire d'une autre commune constitue la contravention prévue par l'article 479, n° 10, du Code pénal, p. 120. — Le maître du troupeau est responsable du fait de son gardien, *ibid.*

PASSAGE. Encore bien qu'il soit établi qu'un propriétaire a exercé sur la propriété de son voisin un passage durant l'hiver et alors que le terrain n'était ni préparé ni ensemencé, et qu'il a payé l'indemnité pour ce fait, il ne s'ensuit pas que ce propriétaire soit autorisé, pour compléter des travaux commencés, à passer de nouveau sur ce terrain, alors qu'il est chargé de récoltes, p. 125. — Un tel fait constitue la contravention prévue et punie par l'article 475, n° 9, du Code pénal, *ibid.* — V. *Action possessoire.*

PÉREMPTION. Ne peut avoir lieu en

justice de paix que dans le cas d'un jugement interlocutoire, p. 31. — Dans les autres cas, l'instance peut être reprise au moins pendant trois ans, *ibid.* — Toutefois l'instance ne peut plus être reprise quand l'action elle-même est prescrite, *ibid.* — Les délais de la péremption ne courent que du dernier interlocutoire rendu dans une affaire, p. 315.

PIGEONS. — V. *Volailles.*

POLICE DU ROULAGE. Le droit accordé aux préfets par l'article 2 du décret du 24 février 1858 de prescrire l'éclairage des voitures particulières servant au transport des personnes circulant sur les voies publiques énumérées dans la loi du 30 mai 1851 dérive de cette loi, qui le confère au chef de l'État. — D'où il suit que le décret du 24 février 1858 a sa base légale dans la susdite loi de 1851 et non dans celle des 16-24 août 1790, p. 245. — En conséquence, l'infraction à un arrêté préfectoral prescrivant l'éclairage des voitures particulières servant au transport des personnes, et pris en vertu du susdit décret de 1858, trouve sa sanction pénale non dans les dispositions de l'article 471, n° 15, du Code pénal, mais dans l'article 5 de la loi du 30 mai 1851, *ibid.*

PRESCRIPTION. Le marchand qui réclame le paiement de marchandises fournies et auquel le défendeur oppose la prescription, n'a que le droit de déférer le serment à son adversaire sur la question de savoir si la dette a été réellement payée, p. 15. — Celui qui, agissant comme mandataire, est resté détenteur d'une partie du prix, n'est pas recevable à opposer au marchand la prescription d'un an, p. 309.

PRÊT A USAGE. Celui à qui a été prêtée une arme à feu pour en faire usage, et notamment pour sa défense personnelle, en est responsable vis-à-vis du prêteur, et est tenu d'en payer la valeur en cas de perte, p. 195. — Mais le dépositaire d'une telle arme, à qui elle a été confiée pour en faire usage contre l'ennemi, et qui a été forcé de s'en séparer par le fait de l'invasion, et pour éviter d'être pris les armes à la main, se trouve dans un cas de force majeure, et n'est pas responsable de la perte de l'arme, *ibid.* — Celui qui a emprunté une charrette pour opérer un transport et qui, au lieu de la rendre dès son retour, l'a laissée devant sa propre maison, est responsable de la valeur de la charrette envers le prêteur, si cette charrette a été le lendemain enlevée par une armée ennemie, p. 212.

PROCÈS-VERBAL. Les procès-verbaux des gendarmes ne font foi que jusqu'à preuve du contraire, p. 247. — Ils doivent être enregistrés à peine de nullité, p. 49. — Toutefois il y a lieu à l'application de la peine, si la contravention est avouée, *ibid.* — Un procès-verbal de commissaire de police fait foi, tant qu'il n'a pas été infirmé d'une façon directe et sérieuse, et notamment lorsque les témoins entendus ne s'accordent pas pour en contredire les constatations, p. 281. — Le procès-verbal dressé par les gendarmes doit être enregistré à peine de nullité, p. 316.

PUISAGE. Le droit de puisage ne peut s'acquérir que par titre, p. 282.

QUESTION PRÉJUDICIELLE. — V. *Sursis*.

RÉCIDIVE. Ne peut résulter que d'un jugement ayant acquis l'autorité de la chose jugée, p. 135 et 258.

RÉCUSATION. Peut être exercée à l'égard des domestiques que leur maître veut faire entendre en sa faveur, mais non au cas où la partie adverse requiert leur audition, p. 232.

RÉINTÉGRANDE. Est ouverte à celui qui par violence ou voie de fait a été dépossédé d'une chose dont il avait la détention matérielle au moment du trouble, p. 225. — Mais ne peut être intentée contre celui qui, par voie de fait, a repris la jouissance de la chose qu'il possédait légitimement et que le demandeur en réintégration avait usurpée, p. 169.

REPROCHE A TÉMOINS. — V. *Récusation*.

RÉSERVOIR. — V. *Fontaine*.

RESPONSABILITÉ. Celui qui se charge de conduire des bestiaux appartenant à autrui se rend responsable des accidents qui peuvent arriver, sauf le cas de force majeure, p. 291. — Celui qui a pratiqué sur le cheval d'autrui une opération dangereuse et, par sa faute et son impéritie, a causé la mort de l'animal, est responsable de l'accident et tenu à des dommages-intérêts, p. 300. — V. *Pacage, Prêt à usage*.

SAISIE-ARRÊT. Le débiteur actionné en paiement par son créancier ne peut valablement exciper d'une saisie-arrêt formée entre ses mains pour empêcher ce dernier, devenu partie saisie, d'obtenir un titre exécutoire contre lui, p. 180. —

Le mérite de la saisie-arrêt et sa validité sont des points étrangers à l'instance portée devant la justice de paix, et dans tous les cas le débiteur, tiers saisi, conserve toujours le droit de ne payer que contre mainlevée d'icelle, *ibid.*

SÉQUESTRE. La demande reconventionnelle en reddition d'un compte de séquestre, confié par ordonnance de référé, n'est pas de la compétence du juge de paix, qui doit s'en dessaisir d'office et renvoyer les parties devant la juridiction compétente, si cette demande reconventionnelle a un caractère incontestable de connexité avec la demande principale, p. 92.

SERVITUDE. — V. *Abreuvement, Lavage, Passage, Puisage, Tour d'échelle*.

SOMMATION. Les frais de sommation sont à la charge de celui qui a fait notifier la mise en demeure, surtout si elle est notifiée avant l'échéance de la dette, p. 73. — En conséquence, le débiteur qui a acquitté ces frais peut en demander le remboursement, *ibid.*

SUCCESSION. Les héritiers ne peuvent être condamnés solidairement au paiement d'une dette de la succession pour une obligation divisible, p. 130.

SURSIS. Celui qui n'a pas fait statuer sur son exception préjudicielle dans le délai imparti n'est pas recevable à demander un nouveau sursis, p. 120.

TAPAGE. L'entrepreneur d'un bal public est complice du bruit fait par la musique ou par les personnes qui sortent de ce bal, p. 155. — Lorsqu'un prévenu est convaincu d'avoir troublé la tranquillité des habitants, le soir, étant en état d'ivresse manifeste, il y a lieu à l'application d'une double amende pour la contravention de tapage nocturne et d'ivresse manifeste, p. 258.

TITRE. Le créancier, bien que porteur d'un titre exécutoire, peut, quand son débiteur est décédé laissant des enfants mineurs, intenter une demande contre le conjoint survivant pour obtenir le paiement des intérêts de sa créance, p. 52. — Par suite, c'est à tort que ce conjoint, actionné à raison de sa jouissance légale des biens des mineurs, contesterait les frais de citation, sous le prétexte que le demandeur est nanti d'un titre exécutoire, *ibid.*

TOUR D'ÉCHELLE. N'est plus reconnu comme une servitude légale, p. 125.

TRAVAUX. Quand des travaux ont été

exécutés en vertu d'un arrêté préfectoral sur la propriété d'autrui, et que ce propriétaire forme en temps utile une action possessoire contre l'auteur de ces travaux, cette action est recevable, mais le juge de paix est incompétent pour ordonner la démolition de ces travaux, p. 260.

USINE. — V. Bail.

USUFRUIT. Le juge de paix est incompétent pour statuer sur une demande en dommages-intérêts, formée par le propriétaire d'un immeuble contre l'usufruitier, pour cause de mauvaise culture, p. 190.

VAINE PATURE. L'habitant qui n'a pas de bestiaux ne peut aliéner ni même louer son droit à la vaine pâture, p. 181.

— Le maître d'un berger trouvé en contravention est responsable de l'amende et des dépens, *ibid.* — Les propriétaires ou fermiers exploitant des terres dans une commune sujette à la vaine pâture, dans laquelle ils ne sont pas domiciliés, ont le même droit que les résidents de mettre dans le troupeau commun, ou de faire garder par troupeau séparé, une quantité de bétail proportionnée à l'étendue de leur exploitation, p. 106. — Lorsqu'il n'existe pas dans une commune de berger communal ni de troupeau commun, des cultivateurs, résidant et forain, peuvent s'associer pour réunir leurs animaux en un seul troupeau et les envoyer au pâturage sous la conduite d'un berger de leur choix, pourvu qu'ils n'excèdent pas l'un et l'autre le nombre afférent à leurs exploitations, *ibid.* — Si les maires peuvent légalement prendre un arrêté qui interdit, à certaines époques, la circulation aux chevaux et voitures sur les prairies, ils ne peuvent toutefois interdire aux propriétaires eux-mêmes de conduire dans leurs prés des amendements ou engrais après la fermeture de la dépaissance commune, et de procéder à tous les travaux qu'ils jugent convenable d'accomplir dans l'intérêt de leur propriété, p. 82.

VENTE. L'expéditeur qui enfûte un liquide dans des tonneaux envoyés par le destinataire se fait, par leur emploi, le *negotiorum gestor* de ce dernier, et doit imputer à faute de ne pas lui avoir fait connaître, avant d'en avoir fait usage, leur mauvais état, p. 39. — Le serment déferé d'office au destinataire de la marchandise est le seul moyen de preuve, en cas de contestation sur le prix à payer, quand le vendeur, avisé du mauvais état de la marchandise au moment de la prise de livraison, a déclaré qu'il serait payé

suivant la loyauté de l'acheteur, et qu'il s'en est ainsi remis à sa bonne foi, *ibid.*

— Les frais de transport d'un produit dont la valeur marchande se trouve inférieure à celle qui a été convenue doivent, s'ils sont à la charge du destinataire, subir une réduction proportionnelle, en ce sens qu'une partie de ces frais doit rester à la charge de l'expéditeur, *ibid.*

VÉRIFICATION D'ÉCRITURES. Lorsque, sur une demande en paiement d'une créance, le défendeur prétend n'avoir pas signé le récépissé qui lui est opposé et qui constitue la seule preuve de cette créance, le juge de paix doit renvoyer les parties à poursuivre la vérification de cet acte devant le Tribunal compétent pour, après le jugement de l'incident, être, par le Tribunal, statué ce qu'il appartiendra, p. 264.

VICE RÉDHIBITOIRE. L'acheteur d'une vache atteinte d'un renversement du vagin est fondé à exercer contre son vendeur l'action rédhibitoire, alors même que le part aurait eu lieu chez un précédent vendeur, p. 243.

VOIES DE FAIT ET VIOLENCES LÉGÈRES. Le jet d'eaux claires sur une personne constitue le fait de voies de fait et violences légères prévu et puni par les articles 605 et 606 du Code de brumaire an IV, p. 188.

VOIRIE. L'édit de 1607 est applicable non-seulement aux constructions nouvelles, mais encore à celles qui sont édifiées, sans autorisation, sur des murs anciens sujets à recul; et il y a lieu, en ce cas, pour le juge de police, d'ordonner, indépendamment de l'amende, la démolition des travaux indûment exécutés, que ces travaux aient ou non un caractère confortatif, p. 134. — Le maire ne peut régulièrement autoriser la réparation d'un mur de face sujet à retranchement d'après le plan général d'alignement, p. 238. — En conséquence, lorsqu'un propriétaire, revêtu d'une pareille autorisation, a fait des travaux confortatifs sur le mur de face de sa maison sujette à retranchement, il y a lieu, malgré l'autorisation dont il excipe, de condamner ce propriétaire à l'amende et d'ordonner en outre la démolition de la besogne mal plantée, *ibid.*

VOILAILLES. Un propriétaire a le droit de détruire, même par le poison, les volailles qui causent du dégât sur son terrain, p. 47. — En conséquence, c'est à tort qu'un procès-verbal est dressé contre lui pour un tel fait, alors qu'il n'en est

d'ailleurs résulté aucun dommage pour la santé ou la salubrité publique, et le juge de police, saisi de la prévention, doit renvoyer le prévenu sans amende ni dépens, *ibid.* — S'il est vrai qu'un propriétaire a le droit de tuer ou de prendre dans des pièges les pigeons qui viennent dans son grenier manger le blé qu'il y a déposé, il est certain qu'il n'a pas le droit de se les approprier ; par suite, le propriétaire de ces pigeons est fondé à en exiger la resti-

tution ou à demander des dommages-intérêts équivalents, p. 182. — Celui qui trouve sur son fonds des pigeons appartenant à autrui n'est pas autorisé à les tuer, en dehors du temps des semailles ou de la moisson, pendant lequel ils sont réputés gibier, si d'ailleurs il ne justifie pas d'un dégât actuel et effectif, *ibid.*

VUE. — V. *Action possessoire.*

FIN DE LA TABLE.

TABLE CHRONOLOGIQUE DES JUGEMENTS

Insérés au BULLETIN DES DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

pendant l'année 1873.

DATE.	NOM ET QUALITÉ DU MAGISTRAT.	PAGE.	DATE.	NOM ET QUALITÉ DU MAGISTRAT.	PAGE.
1870			1873		
20 juillet.	CORDELLE, juge.	50	23 nov.	GOIRAND, juge.	110
6 déc.	MANOUVRIEZ-CECILLE, j.	149	29 nov.	CARRÉ, juge.	11
1871			29 nov.	HOUCKE, juge.	138
20 mars.	DEMAILLASSON, juge.	41	5 déc.	GRISÉLIN, juge.	315
30 mai.	BRULFER, juge.	254	4 déc.	DECREOS, juge.	151
9 juin.	TRUCHARD-DUMOLIN, j.	108	9 déc.	CHARVET, juge.	53
22 juin.	EYNARD, juge.	197	17 déc.	MANOUVRIEZ-CECILLE, j.	130
14 juillet.	SORAIS, juge.	57	18 déc.	VERER, juge.	253
5 sept.	ROUSSET, juge.	289	21 déc.	IMBERT, juge.	174
22 nov.	ARNOULD, juge.	80	23 déc.	TRIPARD, juge.	73
8 déc.	HOUCKE, juge.	100	28 déc.	GISLAIN, juge.	58
15 déc.	TRUCHARD-DUMOLIN, j.	31	28 déc.	CH. DE BOURBONNE, j.	67
1872			1873		
2 février	BLAISE, juge.	78	9 janvier	VIDEAU-FERRIÈRE, juge.	199
5 février	TRIPARD, juge.	69	9 janvier	MARTIN, juge.	85
9 février	HOUCKE, juge.	13	17 janvier	BOULÉ, juge.	62
23 février	LANGLOIS, juge.	292	17 janvier	BONNIER, juge.	262
1 ^{er} mars.	IMBERT, juge.	113	22 janvier	DANIS, juge.	71
8 mars.	BOULÉ, juge.	39	22 janvier	TRIOL, juge.	131
6 avril.	NEUVEGLISE, juge.	128	27 janvier	BERONIE, juge.	231
9 avril.	POTEL, juge.	44	29 janvier	ARDUINI, juge.	146
16 avril.	MANOUVRIEZ-CECILLE, j.	8	30 janvier	LA BARRE, juge.	184
25 avril.	BONNIER, juge.	25	3 février	TRIPART, juge.	97
26 avril.	BOULÉ, juge.	176	19 février	DENIS, juge.	93
3 mai.	BOULÉ, juge.	180	24 février	HILAIRE, juge.	86
15 mai.	MAINCOURT, juge.	42	24 février	SAVY, juge.	89
16 mai.	EUDES, juge.	102	24 février	HILAIRE, juge.	150
24 mai.	M ^{me} , juge.	52	7 mars.	LANGLOIS, juge.	95
29 mai.	LEBRUN, juge.	82	10 mars.	PETIT-LAFFITE, juge.	118
6 juin.	VERER, juge.	212	17 mars.	CHARVET, juge.	263
6 juin.	VERER, juge.	269	26 mars.	BERTHELENOT, juge.	115
11 juin.	FAGUET, juge.	274	28 mars.	BOULÉ, juge.	185
20 juin.	EUDES, juge.	28	28 mars.	BONNIER, juge.	111
2 juillet.	ROUSSET, juge.	291	31 mars.	TRIPARD, juge.	155
2 juillet.	MANOUVRIEZ-CECILLE, j.	29	3 avril.	VIDEAU-FERRIÈRE, juge.	152
12 juillet.	DAGNEAU, juge.	313	5 avril.	BOULENGER, juge.	141
18 juillet.	LABEY, juge.	248	5 avril.	CH. DE BOURBONNE, juge.	160
19 juillet.	VERLET DU MESNIL, j.	300	12 avril.	COSTES, juge.	134
2 août.	GRANDURY, juge.	189	23 avril.	LACROIX, juge.	310
7 août.	GRANDURY, juge.	35	26 avril.	LESENNE, juge.	141
23 août.	TRIOL, juge.	75	29 avril.	BERGASSE-LAZIROULES, juge.	260
24 août.	BOULÉ, juge.	92	29 avril.	BERGASSE-LAZIROULES, juge.	304
3 sept.	PIQUARD, juge.	64	1 ^{er} mai.	BONNIER, juge.	165
10 sept.	TOURNIER, juge.	49	3 mai.	MITVILLE, juge.	162
18 sept.	BAVIN, juge.	125	3 mai.	GRANDURY, juge.	181
21 sept.	GODEFROY, juge.	61	7 mai.	ARNOULD, juge.	186
24 sept.	GOIRAND, juge.	104	7 mai.	ARNOULD, juge.	194
3 oct.	LABARRE, juge.	106	8 mai.	BONNIER, juge.	295
7 oct.	BERONIE, juge.	47	8 mai.	BONNIER, juge.	193
18 oct.	DAGNEAU, juge.	318	8 mai.	LUC CHALONS, juge.	273
25 oct.	MANOUVRIEZ-CECILLE, j.	16	10 mai.	HUBERT, juge.	167
25 oct.	BONNIER, juge.	88	13 mai.	MANOUVRIEZ-CECILLE, j.	232
28 oct.	PETIT-LAFFITE, juge.	5	14 mai.	MANOUVRIEZ-CECILLE, j.	236
31 oct.	LABARRE, juge.	214	16 mai.	BOULÉ, juge.	230
4 nov.	TRIPARD, juge.	23	16 mai.	MANOUVRIEZ-CECILLE, j.	215
7 nov.	TRIOL, juge.	207	23 mai.	COULONDRES, juge.	281
12 nov.	DUPUY, juge.	37	30 mai.	MARTIN, juge.	219
20 nov.	LEBEUF, juge.	120	31 mai.	ALIBERT, juge.	191
21 nov.	DEMANDRE, juge.	19	2 juin.	BLAISE, juge.	297

DATE.	NOM ET QUALITÉ DU MAGISTRAT.	PAGE.	DATE.	NOM ET QUALITÉ DU MAGISTRAT.	PAGE.
3 juin.	NŒUVÉGLISE, juge.	178	26 juin.	DEMAILLASSON, juge.	305
3 juin.	RONDEL, juge.	243	28 juin.	CH. DE BOURBONNE, juge.	190
6 juin.	BONNIER, juge.	317	30 juin.	SURDIN, juge.	316
7 juin.	LUC CHALONS, juge.	190	1 ^{er} juillet.	ROUSSE, juge.	264
7 juin.	SAUX, juge.	227	3 juillet.	DE KEGUELIN DE ROZIÈ- RES, juge.	209
8 juin.	TRIPARD, juge.	179			
19 juin.	LESENNE, juge.	222	21 juillet.	VIVIEN, juge.	245
19 juin.	SURDUN, juge.	225	30 juillet.	ARNOULD, juge.	241
23 juin.	TRIPARD, juge.	169	7 août.	LUC CHALONS, juge.	258
24 juin.	BERGASSE-LAZIROULES, juge.	261	9 août.	VIDEAU-PERRIERE, juge.	259
24 juin.	BERGASSE-LAZIROULES, juge.	229	17 août.	BERONIE, juge.	265
26 juin.	CH. DE BOURBONNE, juge.	279	25 août.	SURDUN, juge.	282
26 juin.	BONNIER, juge.	236	18 sept.	VIVIEN, juge.	287
			27 sept.	RONNIER, juge.	309
			18 oct.	CH. DE BOURBONNE, juge.	284

FIN DES TABLES.

